

INDEX ANALYTIQUE

A

Absence du travail, voir *Congé de décès, Congé de maladie, Congé de maternité, Congé de paternité ou de parent, Congé de soignant, Congé en cas de décès ou de disparition d'un enfant, Congé en cas de maladie grave d'une personne proche, Congé lié à la COVID-19, Congé parental, Congé personnel, Congé pour événements familiaux, Congé pour fonctions judiciaires, Congé pour les victimes de violence familiale, Congé pour pratiques autochtones traditionnelles, Congé pour proche aidant, Congé pour raisons familiales ou parentales, Stagiaire*

Absence et congé pour raisons familiales ou parentales

- Circonstances autorisées, [QUE-13] 79.7–79.12, 79.14
- Durée, [QUE-13] 79.7–79.12, 79.15, 79.16
- Exclusions, [QUE-13] 79.13
- Prolongation, [QUE-13] 79.9
- Reprise du travail à temps partiel, [QUE-13] 79.15

Absence pour cause de maladie, de dons d'organes ou de tissus à des fins de greffe, d'accident ou d'acte criminel

- Avantage, [QUE-13] 79.6
- Avis à l'employeur, [QUE-13] 79.2
- Congé annuel, [QUE-13] 74
- Report, [QUE-13] 74
- Document attestant les motifs d'absence, [QUE-13] 79.2
- Durée, [QUE-13] 79.1–79.1.2
- Licenciement ou mise à pied, [QUE-13] 79.5
- Régime d'assurances collectives et de retraite, [QUE-13] 79.3
- Réintégration du salarié, [QUE-13] 79.4
- Reprise du travail à temps partiel, [QUE-13] 79.2

Abus de droits

- Droit de refus (fédéral), [CAN-2] 147.1

Accès aux documents, voir aussi

Confidentialité, Information, Renseignement confidentiel

- Commission canadienne des droits de la personne
 - Commissaire et agent, [CAN-1] 33(1)
- Conciliation, [QUE-6] 102.2; [QUE-10] 123
- Recours devant le Tribunal
 - Copie du dossier, [QUE-10] 114, 114.1
- Tribunal administratif du Québec
 - Dossier de la section des affaires sociales, [QUE-10] 89

Accès à l'égalité en emploi, voir aussi

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, Programme d'accès à l'égalité en emploi

- Analyse des effectifs, [QUE-1] 3–9
- Personnel temporaire ou à temps partiel, [QUE-1] 4
- Sous représentation d'un groupe dans un type d'emploi, [QUE-1] 7–9
- Application
 - Rôle de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, [C-2] 57
- Champ d'application, [QUE-1] 2
- Groupes visés, [QUE-1] 1
- Ajout du groupe des personnes handicapées n'ayant pas l'effet de modifier les obligations envers les autres groupes, [QUE-1] 33.1
- Liste des organismes assujettis, [QUE-1] 23
- Ministre responsable, [QUE-1] 34
- Mise en œuvre
 - Rapport du ministre, [QUE-1] 32
- Objet, [QUE-1] 1
- Organisme public assujetti, [QUE-1] 2, 33
- Pouvoirs des membres de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, [QUE-1] 24
- Programme, [C-2] 111.1; [QUE-1] 10–21
- Rapport d'analyse d'effectifs
 - Contenu, [QUE-1] 5

Accès à l'égalité en emploi (*suite*)

- Délai de transmission, [QUE-1] 6
- Groupe des personnes handicapées, [QUE-1] 33.1
- Transmission à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, [QUE-1] 5

Accès en emploi

- Interdiction d'exiger une autre langue de communication, [C-3] 46–47

Accès à l'information, voir *Confidentialité, Information, Renseignement confidentiel*

Accès aux renseignements, voir *Accès aux documents*

Accident du travail, voir aussi *Lésion professionnelle, Plainte du salarié, Procédure d'évaluation médicale*

- Accident hors Québec, [QUE-2] 8
- Application de la Loi, [QUE-2] 7, 553
- Entente, [QUE-2] 8.1
- Définition, [QUE-2] 2; [QUE-16] 1
- Disposition transitoire, [QUE-2] 553, 555–557
- Dispositions d'ordre public, [QUE-2] 4
- Dispositions plus avantageuses, [QUE-2] 4
- Établissement au Québec, [QUE-2] 7, 8
- Indemnité pour vêtement endommagé, [QUE-2] 112
- Lieux de l'accident, [QUE-16] 62
- Rapport de l'employeur, [QUE-16] 62
- Régime particulier des Mohawks de Kahnawake, [QUE-2] 24.1–24.6

Accident du travail (fédéral), voir aussi *Avantages liés à l'emploi, Maladie professionnelle*

- Disposition applicable, [CAN-2] 239.1(11)
- Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)-(2)
- Interdiction de toucher aux débris ou objets se rapportant à l'événement, [CAN-2] 127(1)
- Exception, [CAN-2] 127(2)
- Mesure disciplinaire interdite, [CAN-2] 239.1
- Obligations de l'employeur, [CAN-2] 125(1)c, 239.1(2); [CAN-2.2] 34
- Prévention, [CAN-2] 122.1, 122.2
- Rappel au travail, [CAN-2] 239.1(3); [CAN-2.2] 34
- Réaffectation, [CAN-2] 239.1(4)

- Sanction interdite, [CAN-2] 239.1(1)

Accouchement, voir aussi *Congé de maternité, Grossesse*

- Congé ou avantages spéciaux
- Acte non discriminatoire, [CAN-1] 15(1)f)
- Définition, [QUE-13] 1(1°); [QUE-16] 41
- Distinction illicite, [CAN-1] 3(2)

Accréditation, voir aussi *Association accréditée, Conseil canadien des relations industrielles, Requête en accréditation, Requête en révocation d'accréditation, Scrutin de représentation (fédéral), Scrutin secret*

- Aliénation de l'entreprise, [QUE-3] 45–46
- Avis d'audience
- Affichage, [QUE-3] 25
- Concession partielle d'entreprise, [QUE-3] 45–46
- Conditions, [QUE-3] 28; [QUE-16] 28, 32
- Correction ou modification, [QUE-3] 41; [CAN-2] 18
- Désaccord sur l'unité, [QUE-3] 28c)
- Dossier de la Commission, [QUE-3] 35
- Droit à l'accréditation, [QUE-3] 21
- Groupe distinct, [QUE-3] 21
- Groupe formé d'un seul salarié, [QUE-3] 21
- Droit de représentation
- Appartenance à plus d'une association, [QUE-3] 3
- Conditions pour être reconnu membre d'une association, [QUE-3] 36.1
- Changement technologique, [CAN-2] 54(2)
- Représentation interdite de deux unités, [CAN-2] 26
- Secret sur l'appartenance à une association, [QUE-3] 36
- Syndicat dominé, [CAN-2] 25(1)
- Effet, [QUE-3] 43; [CAN-2] 36(1)
- Enquête, [QUE-3] 29
- Entrave, [CAN-2] 94
- Exception, [CAN-2] 94(2)
- Époque, [QUE-3] 22
- Ingérence, [QUE-3] 29
- Liste des salariés, [QUE-3] 25
- Malgré un désaccord, [QUE-3] 28d)
- Nouveau vote, [QUE-3] 37.1

Index analytique

Accréditation (*suite*)

- Organisation patronale, [CAN-2] 37
- Pièces justificatives, [QUE-3] 26
- Pourcentage des salariés membres, [QUE-3] 28b)
- Pouvoirs de la Commission, [QUE-3] 39
- Présence d'une association accréditée, [QUE-3] 28e)
- Rapport de l'agent de relations de travail, [QUE-3] 30
- Refus, [QUE-3] 31; [CAN-2] 25(2)
- Rattachement à l'entreprise
- Accréditation non invalidée, [QUE-3] 45; [CAN-2] 44(2)b)
- Acquéreur ou nouvel employeur lié, [QUE-3] 45; [CAN-2] 44(2)c), 44(2)d)
- Aliénation ou concession d'entreprise, [QUE-3] 45-46
- Relations du travail autrefois régies par le *Code canadien du travail*, [QUE-3] 45.3
- Transfert d'une administration publique fédérale, [CAN-2] 47-47.2
- Vente de l'entreprise, [CAN-2] 44
- Vente de l'entreprise avec intégration des employés, [CAN-2] 45
- Requête, [QUE-3] 25
- Irrecevabilité, [QUE-3] 27.1
- Publicité, [QUE-3] 27
- Renouvellement, [QUE-3] 40
- Révocation, [QUE-3] 41
- Effet, [QUE-3] 44
- Ordonnance du Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 39, 40(2), 41(2)
- Scrutin secret, [QUE-3] 37, 37.2
- Obligation de l'employeur, [QUE-3] 38
- Pouvoir de la Commission, [QUE-3] 37.2
- Secteur des affaires sociales, [QUE-20] 9, 11
- Cession partielle d'activités, [QUE-20] 31
- Intégration d'activités ou fusion d'établissements, [QUE-20] 17, 23, 25, 28
- Secteurs particuliers, [CAN-2] 34(1), (2)
- Sur-le-champ, [QUE-3] 28(a), 28(d.1)
- Unité de négociation, [CAN-2] 32

Accusé, voir aussi Avocat, Infraction et peine

- Cautionnement, [C-1] 11e)
- Chose jugée, [C-1] 11h); [C-2] 37.1
- Défense pleine et entière, [C-2] 35
- Droit à l'information, [C-1] 11a); [C-2] 28.1
- Interprète, [C-1] 14; [C-2] 36
- Jugement dans un délai raisonnable, [C-1] 11b); [C-2] 32.1
- Non-rétroactivité des lois, [C-1] 11g); [C-2] 37
- Peine moins sévère, [C-1] 11i); [C-2] 37.2
- Présomption d'innocence, [C-1] 11d); [C-2] 33
- Procès avec jury, [C-1] 11f)
- Témoignage interdit, [C-1] 11c); [C-2] 33.1
- Témoignage sous protection, [C-1] 13; [C-2] 38

Acte discriminatoire, voir Discrimination

Acte juridique

- Clause discriminatoire
- Nullité, [C-2] 13-14
- Discrimination dans sa formation, [C-2] 12, 134 (1^o)
- Exclusion, [C-2] 14

Action civile, voir aussi Plainte du salarié, Prescription

- Annulation de contrat frauduleux, [QUE-4] 48
- Arriérés de salaire, [CAN-2] 261
- Avantages pécuniaires impayés, [QUE-13] 99
- Convention collective (construction), [QUE-15] 109.1, 122
- Cumul, [QUE-4] 44; [QUE-13] 119
- Instruction d'urgence, [QUE-4] 43; [QUE-13] 119.1
- Prescription, [QUE-15] 122
- Preuve, [QUE-15] 122(6)
- Recouvrement des droits payables, [QUE-8] 52
- Règlement nul, [QUE-13] 101
- Salaire impayé, [QUE-13] 98
- Somme due au salarié, [QUE-13] 111
- Avis au salarié, [QUE-13] 111
- Délai, [QUE-13] 111
- Mise en demeure, [QUE-13] 111
- Montant forfaitaire, [QUE-13] 114

Action civile (*suite*)

- Réclamation par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-13] 111, 113

Action concertée, [QUE-17] 34, 37.1

Action pénale, voir *Infraction et peine*

Action en responsabilité civile, [QUE-2] 438–447, voir aussi *Lésion professionnelle, Recours devant la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail*

- Contre un employeur, [QUE-2] 441
- Contre un mandataire ou travailleur d'un employeur, [QUE-2] 442
- Contre un professionnel de la santé, [QUE-2] 442
- Infraction criminelle, [QUE-2] 441, 443
- Interruption de la prescription, [QUE-2] 447
- Non permise, [QUE-2] 438, 439, 441, 442
- Option, [QUE-2] 443
- Avis à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 443
- Réclamation de la différence, [QUE-2] 444
- Réclamation de la perte, [QUE-2] 445
- Permise, [QUE-2] 441
- Renonciation, [QUE-2] 443
- Subrogation, [QUE-2] 446

Activité syndicale, voir aussi *Exercice d'un droit protégé*

- Délégué de chantier, [QUE-15] 86(3)
- Légitime, [QUE-3] 14, 14.0.1

Adhésion à une association de salariés ou un syndicat, voir aussi *Accréditation*

- Clause de la convention collective, [CAN-2] 68
- Discrimination, [CAN-1] 9; [CAN-2] 95f)
- Distinction injuste, [CAN-2] 95i)
- Formalités, [QUE-3] 25
- Liberté d'adhésion et d'abstention du salarié, [QUE-3] 14, 14.0.1
- Menace ou mesure coercitive, [CAN-2] 96
- Objection d'ordre religieux, [CAN-2] 70(2)
- Pouvoirs du Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 29(3)
- Pratique déloyale de l'employeur, [CAN-2] 94(3)a)(i), 94(3)e)

- Pratique déloyale du syndicat, [CAN-2] 95d), 95f), 95i)
- Regroupement de syndicats, [CAN-2] 32(3)

Administrateur

- Défaut de paiement d'une cotisation à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
- Responsabilité solidaire, [QUE-2] 323.2, 323.4
- Date limite de réclamation, [QUE-2] 323.5
- Moyen de défense, [QUE-2] 323.3
- Droits, [QUE-16] 11
- Obligations, [QUE-16] 7, 8
- Responsabilité civile, [CAN-2] 251.18
- Responsabilité pour salaires, [QUE-15] 122(7)
- Sanction administrative pécuniaire, [CAN-2] 274
- Statut de non-salarié, [QUE-3] 1(i); [QUE-16] 1

Administrateur (association)

- Choix, [C-4] 2269
- Contrat d'association, [C-4] 2186, 2267–2279
- Pouvoirs, [C-4] 2270, 2271
- Responsabilité civile, [C-4] 2274

Administrateur (comité paritaire)

- Suspension des pouvoirs, [QUE-4] 26.1

Administrateur (syndicat professionnel), [QUE-18] 2

Administration gouvernementale, voir aussi *Conseil de la justice administrative, Justice administrative, Tribunal administratif du Québec*

- Constitution, [QUE-10] 3
- Décision relevant de l'exercice d'une fonction administrative
- Décision défavorable, [QUE-10] 6, 8
- Décision en matière d'indemnité ou de prestation, [QUE-10] 6
- Décision portant sur un permis ou une autorisation, [QUE-10] 5
- Décision prise à l'égard d'un administré, [QUE-10] 2
- Équité, [QUE-10] 2
- Mesures préalables, [QUE-10] 4
- Recours non judiciaire, [QUE-10] 8
- Responsabilité, [QUE-10] 4

Index analytique

- Administration gouvernementale (*suite*)
- Révision, [QUE-10] 6 al. 2, 7
 - Urgence, [QUE-10] 5 al. 2
 - Décision relevant de l'exercice d'une fonction juridictionnelle
 - Audience, [QUE-10] 10, 11
 - Communication de la décision, [QUE-10] 13
 - Débat déloyal, [QUE-10] 9
 - Décision, [QUE-10] 13
 - Mesures favorables aux parties, [QUE-10] 12
 - Définition, [QUE-10] 3
 - Liste des ministères et des organismes
 - Publication, [QUE-10] 178
- Administration de la justice**
- Déconsidération, [C-1] 24(2)
- Administration publique fédérale**
- Cession d'entreprise (cessation d'emploi)
 - Secteur assimilé à une entreprise fédérale, [CAN-2] 189(2)
 - Déposition au civil relativement à des renseignements obtenus dans l'exercice des fonctions, [CAN-2] 119
 - Équité en matière d'emploi, [CAN-4] 4(1), 21;
 - Rapport, [CAN-4] 21(2)–(4), (7), (8)
 - Fonctionnaire
 - Mise en œuvre de la législation provinciale (accord avec les provinces), [CAN-2] 120(1)
 - Pouvoirs ou fonctions, [CAN-2] 120(3)
 - Santé et sécurité au travail
 - Application de la partie du *Code canadien du travail*, [CAN-2] 123(2)
 - Transfert, [CAN-2] 47–47.2
- Admission dans un établissement commercial**, voir aussi *Admission dans un établissement d'alimentation*, *Établissement commercial*, *Exploitant d'un établissement commercial*
- Autorisation du ministre, [QUE-9] 12–14
 - Ancienne loi, [QUE-9] 29
 - Avis du ministre du Tourisme, [QUE-9] 13
 - Demande écrite, [QUE-9] 12–14
 - Publication, [QUE-9] 12, 13
 - Révocation, [QUE-9] 12
 - Autorisation en dehors des périodes légales, [QUE-9] 5–10, 20
 - Antiquités, [QUE-9] 8(3°)
 - Denrées alimentaires ou boissons alcooliques consommées ailleurs que sur les lieux, [QUE-9] 6
 - Fleurs ou produits horticoles, [QUE-9] 8(2°)
 - Journaux, périodiques, livres, [QUE-9] 7(1°)
 - Œuvres d'art ou d'artisanat, [QUE-9] 8(1°)
 - Produits accessoires, [QUE-9] 9
 - Produits pharmaceutiques, hygiéniques ou sanitaires, [QUE-9] 7(1°)
 - Repas, denrées alimentaires ou boissons alcooliques consommés sur place, [QUE-9] 5
 - Repas ou plats cuisinés consommés ailleurs que sur les lieux, [QUE-9] 5
 - Tabac, [QUE-9] 7(1)
 - Champ d'application de la Loi, [QUE-9] 1
 - Dispositions diverses, transitoires et finales, [QUE-9] 28–38
 - Dispositions inopérantes, [QUE-9] 28
 - Dispositions prépondérantes, [QUE-9] 15, 37
 - Événement spécial, [QUE-9] 14
 - Heures permises, [QUE-9] 2, 3.1
 - Modification par règlement, [QUE-9] 4.1
 - Inspecteur, [QUE-9] 16
 - Inspection, [QUE-9] 16–18
 - Agent de la paix, [QUE-9] 16
 - Communication de documents, [QUE-9] 16
 - Document caché, [QUE-9] 18
 - Entrave, [QUE-9] 18
 - Identification, [QUE-9] 17
 - Jours interdits, [QUE-9] 3, 20
 - Modification par règlement, [QUE-9] 4.1
 - Lieu des établissements, [QUE-9] 10
 - Ministre responsable, [QUE-9] 38
 - Montréal (ville), [QUE-9] 4.2
 - Municipalité près du Québec, [QUE-9] 12
 - Projet pilote, [QUE-9] 15.1
 - Zone sinistrée ou à risque, [QUE-9] 14.1
 - Zone touristique, [QUE-9] 13

Admission dans un établissement d'alimentation

- Autorisation en dehors des périodes légales, [QUE-9] 5, 6
- Infraction et peine, [QUE-9] 23

Adoption, voir Congé parental

Adulte

- Congé en cas de maladie grave, [CAN-2] 206.4, 207.01, 207.02, 207.3, 209.3(2), 209.4; [CAN-2.2] 29
- Définition, [QUE-8] 1a)

Aérogare, [QUE-9] 10(3)

Aéronef

- Droit de refus, [CAN-2] 127(2)a), 128(3), (4)
- En service, [CAN-2] 128(5)

Affaires sociales (unité de négociation), voir Unité de négociation dans le secteur des affaires sociales

Affichage, voir aussi Comité paritaire, Employeur, Normes du travail

- Acte discriminatoire, [CAN-1] 12
- Équité salariale, [QUE-6] 14, 35, 75, 114(5°)
- Conservation des renseignements, [QUE-6] 14.1, 114(6°)

Affiliation

- Autorisation à certaines périodes, [QUE-3] 73
- Interdiction pendant la convention collective, [QUE-3] 73
- Révélation, [QUE-3.2] 43
- Délai, [QUE-3.2] 43
- Formulaire, [QUE-3.2] 43

Âge, [CAN-1] 2, voir aussi Équité salariale (provincial)

- Discrimination interdite, [C-1] 15(1); [C-2] 10, 134(1°); [CAN-1] 3(1)

Âge du travailleur, [QUE-16] 53(1°), voir aussi Employé de moins de 18 ans

- Acte non discriminatoire, [CAN-1] 15(1)b)

Agence nationale d'encadrement du secteur financier, voir Autorité des marchés financiers

Agence de la santé et des services sociaux

- Accès à l'égalité en emploi
- Application de la Loi, [QUE-1] 2(4°)

- Budget, [QUE-16] 110
- Définition, [QUE-16] 1
- Programme de santé, [QUE-16] 109

Agence de placement de personnel, voir aussi Permis d'agence de placement ou de recrutement

- Application, [QUE-13] 92.7
- Exception, [QUE-13.1] 2
- Cautionnement, [QUE-13.1] 10, 27–39
- Définition, [QUE-13.1] 1
- Dirigeant, [QUE-13.1] 3
- Entreprise cliente
- Solidarité, [QUE-13] 95
- Obligation, [QUE-13] 92.7; [QUE-13.1] 21–23, 48
- Règlement du gouvernement, [QUE-13] 92.7
- Salaire, [QUE-13] 41.2

Agence de recrutement de travailleurs étrangers temporaires, voir aussi Permis d'agence de placement ou de recrutement

- Application, [QUE-13] 92.7
- Exception, [QUE-13.1] 2
- Définition, [QUE-13.1] 1
- Dirigeant, [QUE-13.1] 3
- Obligation, [QUE-13] 92.7; [QUE-13.1] 21, 24, 25
- Règlement du gouvernement, [QUE-13] 92.7

Agence du revenu du Québec

- Attestation
- Agence de placement de personnel, [QUE-13] 92.7.1, 92.7.2; [QUE-13.1] 8, 40
- Agence de recrutement de travailleurs étrangers temporaires, [QUE-13] 92.7.1, 92.7.2; [QUE-13.1] 8, 40

Agent d'affaires

- Acceptation de récompense ou d'avantages, [QUE-15] 115
- Inhabilité à occuper la fonction, [QUE-15] 26, 91, 115(2), 117, 119

Agent de la paix, [QUE-9] 16

Agent de police privé

- Définition, [CAN-2] 3(1)
- Incorporation à une unité de négociation, [CAN-2] 27(6)

Index analytique

Agent de relations du travail, voir aussi *Accréditation*

- Décision concernant une requête en accréditation, [QUE-3] 39.1
- Recours prohibés, [QUE-3] 139, 140
- Tribunal administratif du travail, [QUE-19] 48, 86, 89, 108
 - Code de déontologie, [QUE-19] 89; [QUE-19.1] 1-4
 - Conflit d'intérêts, [QUE-19.1] 4
 - Devoirs, [QUE-19.1] 3
 - Fonctions, [QUE-19] 86
 - Immunité, [QUE-19] 108
 - Nomination, [QUE-19] 86; [QUE-19.1] 2
 - Rectification d'une décision, [QUE-19] 48

Agent de vérification ou d'application, voir *Équité en matière d'emploi*

Agent immobilier, [CAN-2] 77(3°)

Agent négociateur

- Agent lié par la convention collective, [CAN-2] 56
- Avis de négociation, [CAN-2] 48
- Signification, [CAN-2] 54(1)
- Définition, [CAN-2] 3(1); [CAN-5] 3
- Demande d'ordonnance, [CAN-2] 47(3), 53(1)
- Fin de sa représentativité, [CAN-2] 38(3), 39(1)
- Maintien en cas de vente d'entreprise, [CAN-2] 44(2)a)
- Regroupement de syndicats, [CAN-2] 32(1)
- Syndicat, [CAN-2] 28c)

Aide (accident du travail), voir *Indemnité, Travailleur victime d'une lésion professionnelle*

Aliénation de l'entreprise, voir *Accréditation, Décret de convention collective, Entreprise*

Alimentation au détail, voir aussi *Admission dans un établissement d'alimentation*

- Semaine normale de travail, [QUE-13] 89(4°)

Allaitement, voir *Employée allaitante*

Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), [QUE-6] 21.1 al. 2(2)

Allocation, voir aussi *Indemnité, Normes du travail, Prime*

- Norme établie par règlement, [QUE-13] 86

Amende, voir *Infraction et peine, Outrage au tribunal*

Ancienneté

- Convention collective (construction)
- Arbitrage de griefs, [QUE-15] 62

Ancienneté (clause), [QUE-15] 61; [QUE-20] 33, 37; [CAN-4] 8

Année de référence, voir aussi *Congé annuel*

- Définition, [QUE-13] 66

Année de service

- Définition, [CAN-2] 183

Antiquités (vente)

- Heures d'ouverture, [QUE-9] 8(3)

Appel

- Abus de droits, [CAN-2] 147.1
- Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 145.1-146.1, 251.11-251.12
 - Avis au chef, [CAN-2] 146.01(1), 251.111(1)
 - Décision, [CAN-2] 146.1, 251.12(1)
 - Interdiction de recours extraordinaires, [CAN-2] 251.12(4)
 - Document, [CAN-2] 146.01, 251.111
 - Enquête, [CAN-2] 146.1(1)
 - Instruction du chef, [CAN-2] 146(1)
 - Suspension, [CAN-2] 146(2)
 - Ordonnance, [CAN-2] 251.12(1)
 - Caractère définitif, [CAN-2] 251.12(3)
 - Sommes à payer, [CAN-2] 251.12(6)
 - Présence aux procédures
 - Salaire de l'employé, [CAN-2] 146.5, 251.12(5); [CAN-2.2] 18.1
 - Cour fédérale, [CAN-4] 30(3), 39(8)
 - Décision du Tribunal administratif du Québec, [QUE-10] 159
 - Décision sans appel, [QUE-10] 164
 - Inscription, [QUE-10] 163
 - Norme de contrôle judiciaire, [QUE-10] 159
 - Permission d'appeler, [QUE-10] 160
 - Signification, [QUE-10] 161
 - Suspension d'exécution, [QUE-10] 162
 - Droit de refus (fédéral)

Appel (*suite*)

- Appel de la décision du chef, [CAN-2] 129(7)
- Injonction, [C-5] 514
- Tribunal des droits de la personne
- Intervention de la victime, [C-2] 85
- Permission d'appeler, [C-2] 132
- Règles applicables, [C-2] 133

Apprenti

- Définition, [QUE-8] 1b)
- Immunité de l'employeur, [QUE-2] 440
- Taux du salaire minimum, [QUE-8] 30d)

Apprentissage (fédéral)

- Définition, [CAN-2.5] 1
- Exemption des normes du travail, [CAN-2] 167(1.2); [CAN-2.5] 5–7
- Accident et maladie professionnels, [CAN-2.5] 5h), 6, 7(3)
- Congé de décès, [CAN-2.5] 5f)
- Congé de maladie, [CAN-2.5] 5g)
- Congé de maternité, [CAN-2.5] 5e)
- Congé personnel, [CAN-2.5] 5e), 7(2)s)
- Congé pour les victimes de violence familiale, [CAN-2.5] 5e), 7(2)s)
- Congé pour pratiques autochtones traditionnelles, [CAN-2.5] 5e), 7(2)r), s)
- Documents à fournir à l'employeur, [CAN-2.5] 3
- Durée du travail, [CAN-2.5] 5a), 7(2)a)–h)
- Employé de moins de 18 ans, [CAN-2.5] 6a)
- Établissement d'enseignement, [CAN-2.5] 2
- Infraction et peine, [CAN-2.5] 7(2)y)
- Jour férié, [CAN-2.5] 5d), 7(2)i)–k)
- Pause pour raisons médicales ou allaitement, [CAN-2.5] 5e)
- Plainte pour représailles, [CAN-2.5] 5i), 7(2)u), v)
- Réaffectation, [CAN-2.5] 5e), 7(2)l)–q)
- Registre de l'employeur, [CAN-2.5] 4(1)
- Conservation, [CAN-2.5] 4(2)
- Salaire minimum, [CAN-2.2] 11, [CAN-2.5] 5b)
- Test génétique, [CAN-2.5] 5k), 7(2)w)
- Sanction administrative pécuniaire, [CAN-2] 270(1)a), 273; [CAN-2.6] 2, ann. 2

Apprentissage (Québec)

- Apprentissage obligatoire, [QUE-8] 30b)
- Conditions d'admission, [QUE-8] 30c)
- Contrat d'apprentissage, [QUE-16] 1
- Définition, [QUE-8] 1c)
- Discrimination interdite, [C-2] 16
- Infraction, [C-2] 134(1°)
- Quota, [QUE-8] 30d)
- Planification et gestion, [QUE-4] 44

Arbitrage des désaccords (fédéral), voir aussi Règlement des désaccords (fédéral)

- Clause de règlement définitif sans arrêt de travail, [CAN-2] 57(1)
- Frais de l'arbitrage, [CAN-2] 63

Arbitrage de différend, voir aussi Arbitre de différend, Assesseur, Médiation, Règlement des différends et des griefs

- Accord des parties, [QUE-3] 93.7, 99.7
- Assesseur, [QUE-3] 78
- Demande au ministre du Travail, [QUE-3] 74, 75, 93.2
- Dispositions applicables, [QUE-3] 93.9, 99.9
- Dispositions non applicables, [QUE-3] 99.9
- Instruction du différend, [QUE-3] 81
- Matières soumises à l'arbitrage, [QUE-3] 99.4
- Négociation collective (artistes de la scène, du disque et du cinéma), [QUE-17] 33
- Négociation collective (construction), [QUE-15] 45–45.3
- Décision, [QUE-15] 45.0.2
- Dispositions applicables, [QUE-15] 45.0.3
- Entente, [QUE-15] 45.0.1
- Séance publique, [QUE-3] 82

Arbitrage de griefs, voir aussi Assesseur, Règlement des différends et des griefs

- Accord des parties, [QUE-3] 100.3
- Autorisation par le tribunal, [QUE-3] 47.5
- Choix de l'arbitre, [QUE-3] 100
- Conférence préparatoire, [QUE-3] 100.2
- Convention collective (construction), [QUE-15] 62–77
- Délai non respecté, [QUE-3] 100.0.1
- Désistement, [QUE-3] 100.3
- Dossier, [QUE-3] 101.9
- Entente collective (artistes des arts visuels, du cinéma, du disque, de la littérature, des

Index analytique

- Arbitrage de griefs (*suite*)
métiers d'art et de la scène), [QUE-17]
35.1
- Incompatibilité des dispositions, [QUE-3] 100
 - Instruction du grief, [QUE-3] 100.2
 - Irrégularité de procédure, [QUE-3] 100.2.1
 - • Recours d'un travailleur, [C-3] 50
 - Mécontentement relative au maintien des conditions de travail, [QUE-3] 100.10
 - Obligation, [QUE-3] 100
 - Ordonnance de la Commission, [QUE-3] 101.7
 - Séance publique, [QUE-3] 100.4
 - Vice de forme, [QUE-3] 100.2.1
- Arbitrage concernant les policiers et les pompiers**, voir aussi *Médiation concernant les policiers et les pompiers*
- Assesseur, [QUE-3] 99.2
 - Choix de l'arbitre, [QUE-3] 98
 - Compétence, [QUE-3] 99.4
 - Contenu de la convention collective, [QUE-3] 99.1.1
 - Dispositions non applicables, [QUE-3] 99.9
 - Engagement, [QUE-3] 99.1
 - Entente entre les parties, [QUE-3] 99.7
 - Liste des représentants, [QUE-3] 99
 - Matières visées, [QUE-3] 99.4
 - Mécontentement, [QUE-3] 99.10
 - Nomination de l'arbitre, [QUE-3] 98
 - Preuve, [QUE-3] 99.6
 - Règlement préalable, [QUE-3] 99.1.1
 - Sentence, [QUE-3] 99.3, 99.5, 99.7
 - • Parties liées, [QUE-3] 99.8
- Arbitrage relatif à un licenciement**, voir aussi *Comité mixte de planification*
- Arbitre, [CAN-2] 224(1)
 - Demande conjointe, [CAN-2] 223(1)
 - • Forme et contenu de la demande, [CAN-2] 223(2)
 - Demande de nomination d'un arbitre, [CAN-2] 223(1)
 - • Mission, [CAN-2] 224(4)
 - • Pouvoirs, [CAN-2] 224(6)
 - • Réserve, [CAN-2] 224(5)
 - Dispositions applicables, [CAN-2] 225
 - Liste des points de désaccord, [CAN-2] 224(2)
 - • Restriction, [CAN-2] 224(3)
- Arbitre (fédéral)**, voir aussi *Ministre du Travail (fédéral), Règlement des désaccords (fédéral), Sentence arbitrale*
- Décision et ordonnance
 - • Accès du public, [CAN-2] 59, 111k
 - • Caractère définitif, [CAN-2] 58(1)
 - • Caractère exécutoire, [CAN-2] 66(2)
 - • Délai, [CAN-2] 64(1)–(3)
 - • Dépôt à la Cour fédérale, [CAN-2] 66(1), 111j
 - • Droits de reproduction, [CAN-2] 111k
 - • Transmission, [CAN-2] 59; [CAN-2.3] 9
 - Définition, [CAN-2] 3(1)
 - Nomination, [CAN-2] 57(2), (5); [CAN-2.3] 8
 - • Présomption, [CAN-2] 57(6)
 - Pourvoi en contrôle judiciaire interdit, [CAN-2] 58(2)
 - Pouvoirs, [CAN-2] 60(1)–(2)
 - Procédure, [CAN-2] 61
 - Statut, [CAN-2] 58(3)
- Arbitre de différend**, voir aussi *Arbitrage de différend, Liste des arbitres, Rémunération des arbitres de grief et de différend, Sentence arbitrale*
- Assesseur, [QUE-3] 78, 80
 - Citation à comparaître, [QUE-3] 84, 86
 - Clause privative, [QUE-3] 139, 140
 - Décision intérimaire, [QUE-3] 91
 - Désignation, [QUE-3] 77, 99.3
 - Désintéressé, [QUE-3] 76
 - Frais, [QUE-3] 103
 - Notification des documents, [QUE-3] 87
 - Pouvoirs, [QUE-3] 83, 99.4
 - Procédure, [QUE-3] 81
 - Recours prohibé, [QUE-3] 139
 - Remplacement, [QUE-3] 80
 - Rémunération, [QUE-3] 103;
 - Sentence arbitrale, [QUE-3] 79, 88, 89, 99.5
 - • Correction, [QUE-3] 91.1
 - • Délai, [QUE-3] 90
 - • Durée, [QUE-3] 92
 - • Effet, [QUE-3] 93
 - • Exécution, [QUE-3] 93
 - • Serment, [QUE-3] 79

Arbitre de grief (*suite*)

Liste des arbitres, Rémunération des arbitres de grief et de différend, Sentence arbitrale

- Allégation de violence sexuelle ou conjugale
 - Fait non pertinent, [QUE-3] 100.9.1
 - Recevabilité en preuve, [QUE-3] 100.9.1
- Assesseur, [QUE-3] 100.1.1
- Audition des parties, [QUE-3] 100.5
- Citation à comparaître, [QUE-3] 100.6
- Clause privative, [QUE-3] 139, 140
- Déclaration écrite, [QUE-3.1] 2
 - Contenu, [QUE-3.1] 3
 - Formulaire, [QUE-3.1] 3
- Désignation, [QUE-3] 100
- Désistement d'un grief, [QUE-3] 100.3
- Dossier, [QUE-3] 101.9
- Frais, [QUE-3] 103
- Grief de conduite de harcèlement psychologique
 - Formation sur la violence à caractère sexuel, [QUE-3] 100.0.0.1
- Honoraires, [QUE-3] 101.8
- Immunité, [QUE-3] 100.1
- Pouvoir d'interroger, [QUE-3] 100.7
- Pouvoirs, [QUE-3] 100.2, 100.12
- Règlement total ou partiel du grief, [QUE-3] 100.3
- Remplacement, [QUE-3] 100.1.2
- Rémunération, [QUE-3] 103;
- Renseignements à fournir, [QUE-3.1] 3
- Réouverture d'enquête, [QUE-3] 100.16
- Secret du délibéré, [QUE-3] 101.3
- Sentence arbitrale, [QUE-3] 100.3, 100.11
 - Délai, [QUE-3] 101.5, 101.6
 - Motif, [QUE-3] 101.2
 - Ordonnance de la Commission, [QUE-3] 101.7
- Sans appel, [QUE-3] 101
- Visite des lieux, [QUE-3] 100.9

Arbitre externe

- Accompagnement
- Déposition en matière civile, [CAN-2] 144(2)
- Attributions, [CAN-2] 12.001
- Communication de renseignements, [CAN-2] 143.1

- Confidentialité, [CAN-2] 144(3)
- Décision, [CAN-2] 12.001
- Définition, [CAN-2] 2
- Entrave et fausse déclaration, [CAN-2] 143
- Nomination, [CAN-2] 12.001
- Ordonnance, [CAN-2] 12.001
- Rémunération, [CAN-2] 12.001
- Visite des lieux
 - Assistance, [CAN-2] 142

Architecte

- Contrat d'entreprise ou de service, [C-4] 2118–2121
- Dispositions non applicables, [CAN-2.2] 3

Arrestation

- Cautionnement, [C-1] 11e); [C-2] 31
- Comparution, [C-2] 30
- Droits de la personne arrêtée, [C-1] 10; [C-2] 29, 30
- Information sur motifs, [C-1] 10a); [C-2] 28, 28.1
- Liberté sur engagement, [C-1] 11e); [C-2] 31
- Motifs, [C-2] 24
- Traitement de la personne arrêtée, [C-2] 25

Arrêt du travail

- Santé et sécurité au travail
- Situation susceptible d'occasionner un accident ou une maladie liés à l'occupation d'un emploi, [CAN-2] 128.1

Arrêté ministériel, voir aussi Ministère du Travail

- Avis aux employés, [CAN-2.2] 25(2)
- Bulletin de paie (exemption), [CAN-2] 254(2)
- Champ d'application, [CAN-2] 262
- Définition, [CAN-2] 166
- Fusion d'entreprises fédérales, [CAN-2] 255
- Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)b)

Artisan

- Définition, [QUE-8] 1t)
- Certificat de qualification, [QUE-8] 42

Artisanat

- Vente
- Heures d'ouverture, [QUE-9] 8(1°)

Index analytique

- Artiste**, voir aussi *Artistes des arts visuels, du cinéma, du disque, de la littérature, des métiers d'art et de la scène*
- Définition, [QUE-17] 1.1, 1.2
- Artistes des arts visuels, du cinéma, du disque, de la littérature, des métiers d'art et de la scène**, voir aussi *Association de producteurs, Commission de reconnaissance des associations d'artistes*
- Action concertée, [QUE-17] 34, 37.1
 - Administrateur de sociétés par actions, [QUE-17] 45.1
 - Responsabilité solidaire, [QUE-17] 45.1
 - Prudence et diligence raisonnable, [QUE-17] 45.1
 - Application de la Loi, [QUE-17] 1
 - Ministre responsable, [QUE-17] 76
 - Restriction, [QUE-17] 5
 - Association
 - Annulation de la reconnaissance, [QUE-17] 20, 37
 - Avis public, [QUE-17] 23
 - Cause, [QUE-17] 22
 - Demande de reconnaissance, [QUE-17] 12, 15
 - Audition, [QUE-17] 63
 - Avis public, [QUE-17] 16
 - Intervenant, [QUE-17] 17
 - Période, [QUE-17] 14
 - Devoirs, [QUE-17] 24.2
 - Droits et pouvoirs, [QUE-17] 24, 24.1
 - Liste des membres, [QUE-17] 25
 - Reconnaissance, [QUE-17] 9
 - Effet, [QUE-17] 21, 24
 - Règlements, [QUE-17] 10, 15, 25
 - Interdiction, [QUE-17] 11
 - Modification, [QUE-17] 25
 - Représentant unique dans le secteur de négociation, [QUE-17] 26, 34, 69
 - Représentativité, [QUE-17] 16
 - Secteur de négociation, [QUE-17] 13, 17
 - Contrat, [QUE-17] 68.6
 - Aliénation ou modification de l'entreprise, [QUE-17] 26.2
 - Contrat dans le domaine des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature, [QUE-17] 46-55.2, 68.6
 - Application de la Loi, [QUE-17] 46, 55.2
 - Compte distinct, [QUE-17] 53
 - Contenu, [QUE-17] 47
 - Droits donnés en garantie par le diffuseur, [QUE-17] 51
 - Examen des livres, [QUE-17] 54
 - Exclusivité d'une œuvre future, [QUE-17] 50
 - Faillite du diffuseur, [QUE-17] 52
 - Formation, [QUE-17] 48
 - Œuvre se trouvant sur des lieux loués, [QUE-17] 55.1
 - Registre des œuvres de l'artiste, [QUE-17] 55
 - Responsabilité de l'artiste, [QUE-17] 48
 - Stipulation, [QUE-17] 49
 - Cotisation, [QUE-17] 26.1
 - Définition, [QUE-17] 1.1-2
 - Dispositions applicables, [QUE-17] 35.1, 59.1, 64
 - Enquête, [QUE-17] 68.1
 - Immunité, [QUE-17] 68.1
 - Entente collective
 - Conditions moins avantageuses, [QUE-17] 8
 - Copie, [QUE-17] 35
 - Dispositions transitoires, [QUE-17] 72
 - Litige, [QUE-17] 75
 - Présomption, [QUE-17] 73, 74
 - Durée, [QUE-17] 36, 36.1
 - Fin, [QUE-17] 37
 - Moyens de pression interdits, [QUE-17] 38, 39, 62, 70
 - Parties liées, [QUE-17] 40
 - Procédure d'arbitrage de griefs, [QUE-17] 35.1
 - Recours, [QUE-17] 41
 - Remplacement de l'association, [QUE-17] 37
 - Stipulation, [QUE-17] 27, 27.1, 45
 - Film publicitaire
 - Définition, [QUE-17] ann. I
 - Gouvernement lié, [QUE-17] 4
 - Harcèlement psychologique, [QUE-17] 43-45
 - Droit, [QUE-17] 43
 - Lésion professionnelle, [QUE-17] 63.4
 - Moyen par le producteur, [QUE-17] 43
 - Plainte, [QUE-17] 45, 63.3
 - Politique de prévention, [QUE-17] 43

- Artistes des arts visuels, du cinéma, du disque, de la littérature, des métiers d'art et de la scène (*suite*)
- Stipulation de l'entente collective, [QUE-17] 45
 - Infraction et peine, [QUE-17] 69–71.1
 - Interdiction, [QUE-17] 11.1
 - Interprétation, [QUE-17] 2
 - Intimidation ou menace, [QUE-17] 11.2
 - Liberté d'association, [QUE-17] 7, 11
 - Liberté de négociation, [QUE-17] 8
 - Médiation, [QUE-17] 18.1, 31, 68.2–68.4
 - Irrecevabilité en preuve, [QUE-17] 68.3–68.4
 - Négociation d'une entente collective, [QUE-17] 27
 - Action concertée, [QUE-17] 34
 - Arbitrage de différend, [QUE-17] 33
 - Début, [QUE-17] 30, 69
 - Initiative, [QUE-17] 28, 29
 - Médiateur, [QUE-17] 31
 - Convocation des parties, [QUE-17] 32
 - Recommandations, [QUE-17] 32
 - Parties déjà liées par une entente, [QUE-17] 28
 - Négociation de la première entente collective, [QUE-17] 35–36
 - Personne morale, [QUE-17] 3
 - Production audiovisuelle
 - Artiste, [QUE-17] 1.2, ann. I
 - Productions cinématographiques et télévisuelles
 - Définition, [QUE-17] ann. I
 - Reconnaissance d'une association d'artistes, [QUE-17] 9–19
 - Annulation, [QUE-17] 20–23
 - Effets, [QUE-17] 23–26.2
 - Prise d'effet, [QUE-17] 19
 - Refus d'engagement, intimidation, discrimination, représailles ou menaces par un producteur, [QUE-17] 42, 69
 - Présomption, [QUE-17] 42
 - Réglementation, [QUE-17] 68.5, 68.6
 - Réputation de pratiquer à son propre compte, [QUE-17] 6
 - Tribunal administratif du travail, [QUE-17] 2
 - Association professionnelle d'artistes, [QUE-17] 16
 - Audition des parties, [QUE-17] 63
 - Décision, [QUE-17] 58–59.1, 62, 63–63.4, 65
 - Délai d'une demande ou d'une plainte, [QUE-17] 61.3–63.4
 - Fonctions et pouvoirs, [QUE-17] 56–65
 - Plainte de l'artiste, [QUE-17] 24.2, 45, 63.2, 63.3
 - Renseignements exigés des associations et producteurs, [QUE-17] 60
 - Suspension des négociations, [QUE-17] 62
 - Vidéoclip
 - Définition, [QUE-17] ann. I
- Assemblée nationale**
- Accès à l'égalité en emploi
 - Examen du rapport ministériel par une commission compétente, [QUE-1] 32
 - Autochtones
 - Régime particulier, [QUE-16] 8.10
 - Comité paritaire
 - Administration provisoire, [QUE-4] 26.10
 - Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
 - Plan stratégique, [QUE-16] 161.3, 161.4
 - Dépôt, [C-2] 73, 98; [QUE-1] 32; [QUE-15] 9; [QUE-16] 163, 170
 - Développement et reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, [QUE-5] 2
 - Mise en œuvre, [QUE-6] 130
 - Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, [QUE-11] 15
 - Pétition, [C-2] 21
- Assesneur**
- Arbitrage de différend, [QUE-3] 78, 99.2
 - Absence, [QUE-3] 99.2
 - Désignation, [QUE-3] 99.2
 - Remplacement, [QUE-3] 80
 - Arbitrage de grief, [QUE-3] 100.1.1
 - Absence, [QUE-3] 100.1.1
 - Désignation, [QUE-3] 100.1.1
 - Remplacement, [QUE-3] 100.1.2
 - Secret du délibéré, [QUE-3] 101.3
 - Tribunal administratif du travail, [QUE-19] 30, 84, 89, 269
 - Affectation à la division de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-19] 84

Index analytique

- Assesseur (*suite*)
- Assignation à un membre du Tribunal administratif du travail, [QUE-19] 30, 84
 - Code de déontologie, [QUE-19] 89, 269; [QUE-19.1] 1–5
 - Conflit d'intérêts, [QUE-19.1] 4
 - Devoirs, [QUE-19.1] 3
 - Fonctions, [QUE-19] 84
 - Nomination, [QUE-19] 84; [QUE-19.1] 2
 - Tribunal des droits de la personne, [C-2] 101
- Assignation temporaire d'un travail**
- Réadaptation du travailleur avant consolidation, [QUE-2] 145.4, 179
 - Confirmation du rapport médical, [QUE-2] 179
 - Contestation par le travailleur, [QUE-2] 179
 - Danger, [QUE-2] 179
 - Formulaire, [QUE-2] 179
 - Professionnel de la santé, [QUE-2] 179, 180.1
 - Rapport médical, [QUE-2] 179, 180.1
 - Salaire, [QUE-2] 180
- Assistance financière**, [C-2] 45
- Assistance médicale**, [QUE-2] 188–198.1, *voir aussi Services de santé*
- Association**, *voir aussi Contrat d'association, Liberté d'association*
- Définition, [QUE-4] 1b); [QUE-15] 1(a)
- Association accréditée**, *voir aussi Accréditation, Équité salariale (provincial)*
- Avis de grève, [QUE-3] 20.2
 - Conditions d'admission, [QUE-3] 36.1
 - Défense de conseiller la suspension de travail, [QUE-3] 60
 - Définition, [QUE-3] 1(b); [QUE-16] 1
 - Discrimination interdite, [QUE-3] 47.2, 47.5
 - Droit d'exercer les recours du salarié, [QUE-3] 69
 - Élection au scrutin secret, [QUE-3] 20.1
 - États financiers, [QUE-3] 47.1
 - Exigences supérieures des statuts, [QUE-3] 20.5
 - Industrie de la construction, [QUE-15] 27
 - Non-reconnaissance par l'employeur, [QUE-3] 141
 - Obligation d'agir avec bonne foi et équité, [QUE-3] 47.2
 - Arbitrage, [QUE-3] 47.5
 - Plainte au Tribunal, [QUE-3] 47.3, 47.5
 - Refus de négocier, [QUE-3] 53.1
 - Subrogation, [QUE-3] 61
- Association d'employeurs**, *voir aussi Droit d'association*
- Définition, [QUE-3] 1(c); [QUE-16] 1
 - Discrimination interdite, [C-2] 17
 - Infraction, [C-2] 134(1°)
 - Employeurs liés par une convention collective, [QUE-3] 68
 - Exploitant forestier, [QUE-3] 2
 - Financement, [QUE-16] 104–106
 - Infraction et peine, [QUE-3] 143
 - Ingérence dans une association de salariés, [QUE-3] 12, 14.0.1
 - Intimidation ou menace, [QUE-3] 13–14.0.1
 - Plainte pour ingérence, [QUE-3.2] 26
 - Réclamation à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 273
 - Réputation d'être employeur, [QUE-3] 2
- Association d'employeurs (construction)**
- Adhésion obligatoire, [QUE-15] 40
 - Agent patronal, [QUE-15] 41
 - Association sectorielle, [QUE-15] 41
 - Définition, [QUE-15] 1(c.2)
 - Représentativité, [QUE-15] 44.3
 - Statuts et règlements, [QUE-15] 41.2
 - Comité sur la formation, [QUE-15] 18(4)
 - Comité sur les avantages sociaux de l'industrie de la construction, [QUE-15] 17(1)
 - Cotisation, [QUE-15] 40, 40.1
 - Définition, [QUE-15] 1(c)
 - Ingérence dans une association de salariés, [QUE-15] 100
 - Refus d'embaucher ou intimidation, [QUE-15] 101, 119
 - Renseignements à jour, [QUE-15] 86.1
- Association d'entrepreneurs**
- Comité mixte de la construction, [QUE-15] 17.1
 - Comité sur la formation professionnelle, [QUE-15] 18.4

- Association d'entrepreneurs (*suite*)
- Conseil d'administration de la Commission, [QUE-15] 3.2(1)
 - Définition, [QUE-15] 1(c.1)
 - Renseignements à jour, [QUE-15] 86.1
- Association de la construction du Québec**, [QUE-15] 1(c.1)
- Association de producteurs**
- Champ d'activité, [QUE-17] 42.3, 59
 - Cotisation de l'artiste, [QUE-17] 26.1
 - Dispositions applicables, [QUE-17] 42.5
 - Droit, [QUE-17] 42.1
 - Liberté d'adhésion, [QUE-17] 42.2
 - Négociation collective, [QUE-17] 26–28, 31
 - Reconnaissance de l'association d'artistes, [QUE-17] 26
 - Règlement, [QUE-17] 42.4
- Association de salariés**, voir aussi *Accréditation, Adhésion à une association de salariés ou un syndicat, Droit d'association, Représentativité (association de salariés)*
- Agissements arbitraires ou discriminatoires, [QUE-15] 101.1
 - Avis d'audience, [QUE-3] 25
 - Certificat d'association, [QUE-3.2] 31
 - Comptabilité, [QUE-15] 93.1
 - Défense de conseiller l'arrêt de travail, [QUE-3] 60
 - Définition, [QUE-3] 1(a)
 - Discrimination interdite, [C-2] 17, 134(1)
 - Dissolution, [QUE-3] 14.0.1
 - Droits protégés, [QUE-3] 14, 14.0.1
 - Entrave de l'employeur, [QUE-3] 12
 - Ingérence de l'employeur, [QUE-3] 12
 - Intimidation ou menace, [QUE-3] 13
 - Langue de communication, [C-3] 48, 49
 - Liberté d'adhésion et d'abstention du salarié, [QUE-3] 14, 14.0.1
 - Lieu de réunion, [QUE-3] 6
 - Modification du statut d'un salarié, [QUE-3] 20.0.1
 - Non-reconnaissance par l'employeur, [QUE-3] 141
 - Plainte, [QUE-3] 14.0.1
 - Requête en accréditation, [QUE-3] 25
 - Sollicitation, [QUE-3] 5
 - Tribunal administratif du travail, [QUE-19] 86(2)
- Association de salariés (construction)**, voir aussi *Syndicat professionnel (construction)*
- Acceptation de récompense ou d'avantages, [QUE-15] 115
 - Association représentative
 - Convention collective
 - Négociations, [QUE-15] 41.3, 41.4
 - Protocole, [QUE-15] 41.4
 - Comportement arbitraire, [QUE-15] 101, 119
 - Discrimination, [QUE-15] 101, 102, 104, 119
 - Dans l'embauchage, [QUE-15] 119
 - Ingérence dans une association d'employeurs, [QUE-15] 100
 - Inhabilité à occuper certaines fonctions, [QUE-15] 26, 91, 115(2), 117
 - Liberté syndicale, [QUE-15] 94, 101, 108
 - Plainte au Tribunal, [QUE-15] 105
 - Dispositions applicables, [QUE-15] 107
 - Dommages-intérêts punitifs, [QUE-15] 107
 - Fardeau de la preuve, [QUE-15] 106
 - Indemnisation, [QUE-15] 107
 - Ordonnance de la Commission, [QUE-15] 107
 - Recours des salariés exercé par l'association, [QUE-15] 110
 - Réintégration d'un salarié, [QUE-15] 107
 - Recours, [QUE-15] 110
 - Représentant syndical
 - Inhabilité à occuper la fonction, [QUE-15] 26, 115(2), 117, 119
 - Offre de récompense ou d'avantages, [QUE-15] 115
 - Réunion, [QUE-14] 99
 - Sollicitation interdite, [QUE-15] 98
- Association de travailleurs autonomes**, voir aussi *Lésion professionnelle*
- Avis public, [QUE-2] 22, 24
 - Contribution des membres, [QUE-2] 33
 - Infraction et peine, [QUE-2] 461
 - Inscription à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 19
 - Information au travailleur, [QUE-2] 19
 - Retrait, [QUE-2] 24

Index analytique

- Association de travailleurs autonomes (*suite*)
 - Liste des membres, [QUE-2] 22
 - Statut d'employeur, [QUE-2] 19
- Association de travailleurs domestiques,**
voir aussi Travailleur domestique
 - Avis public, [QUE-2] 22, 24
 - Contribution des membres, [QUE-2] 33
 - Infraction et peine, [QUE-2] 461
 - Inscription à la Commission des normes, de l'équité de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 19
 - Information au travailleur, [QUE-2] 19
 - Retrait, [QUE-2] 24
 - Liste des membres, [QUE-2] 22
 - Statut d'employeur, [QUE-2] 19
- Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec,** [QUE-15] 1(c.1)
- Association des entrepreneurs en construction du Québec,** [QUE-15] 1(c), 86.1; [QUE-16] 99
- Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec inc.,** [QUE-15] 1(c.1), 1(c.2), 86.1
- Association professionnelle,** *voir Syndicat professionnel*
- Association représentative**
 - Chantier de construction de grande importance, [QUE-16] 220
 - Définition, [QUE-16] 194(1)
- Association représentative (construction),**
voir aussi Association de salariés (construction), Négociation collective (construction)
 - Carte d'allégeance syndicale, [QUE-15] 36, 36.1, 37, 119.2
 - Certificat de représentativité, [QUE-15] 34
 - Choix des salariés, [QUE-15] 33, 35.4
 - Comité administratif sur la formation professionnelle, [QUE-15] 3, 12.3
 - Comité administratif sur les relations du travail, [QUE-15] 3, 11(3)
 - Comité sur la formation professionnelle, [QUE-15] 18.4
 - Comité mixte de la construction, [QUE-15] 17(1)
 - Conseil d'administration de la Commission, [QUE-15] 3.2(2)
 - Cotisation syndicale, [QUE-15] 38
 - Critères de représentativité, [QUE-15] 34, 35
 - Définition, [QUE-15] 1(b)
 - Demande de représentativité, [QUE-15] 28
 - Avis public, [QUE-15] 29
 - Exercice de pression sur un employeur, [QUE-15] 119
 - Interdiction à un salarié, [QUE-15] 39
 - Liste de salariés, [QUE-15] 30
 - Salarié qui n'apparaît pas, [QUE-15] 35.2
 - Présomption de choix, [QUE-15] 35.3
 - Publicité ou sollicitation, [QUE-15] 31, 115
 - Représentant, [QUE-16] 208
 - Représentant en santé et en sécurité, [QUE-16] 209, 212.1
 - Scrutin secret, [QUE-15] 32
- Association sectorielle paritaire,** *voir aussi Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail*
 - Administrateur, [QUE-16.1] 10, 13
 - Élection, [QUE-16.1] 10, 13
 - Éligibilité, [QUE-16.1] 11
 - Fonctions continuées, [QUE-16.1] 13
 - Mandat, [QUE-16.1] 12–13
 - Assistance technique, [QUE-16] 100
 - Budget, [QUE-16.1] 28
 - Déficit, [QUE-16.1] 29
 - Catégorie de membres, [QUE-16.1] 9
 - Conseil d'administration, [QUE-16] 98, 99
 - Composition, [QUE-16.1] 10
 - Réunion, [QUE-16.1] 15
 - Vacance, [QUE-16.1] 14
 - Constitution, [QUE-16] 98, 99
 - Définition, [QUE-16] 1
 - Signataire, [QUE-16.1] 1
 - Signataire employeur, [QUE-16.1] 1
 - Signataire syndical, [QUE-16.1] 1
 - Dénomination sociale, [QUE-16.1] 6
 - Dévolution des biens, [QUE-16.1] 19
 - Droits et pouvoirs, [QUE-16] 103
 - Engagement envers la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-16.1] 25
 - Engagement envers ses employés, [QUE-16.1] 27
 - Entente, [QUE-16] 98, 99; [QUE-16.1] 5–22

Lois du travail 2025-2026

- Association sectorielle paritaire (*suite*)
 - Adhésion, [QUE-15.1] 17
 - Définition, [QUE-16.1] 1
 - Renvoi, [QUE-16.1] 22
 - Résiliation ou modification, [QUE-16.1] 18
 - Exercice financier
 - Définition, [QUE-16.1] 1
 - Fonctions, [QUE-16] 101
 - Objet, [QUE-16] 101
 - Personne morale, [QUE-16] 99.1
 - Programme d'activités, [QUE-16.1] 31
 - Définition, [QUE-16.1] 1
 - Rapport annuel, [QUE-16] 102; [QUE-16.1] 32
 - Règlement des désaccords, [QUE-16.1] 20
 - Réunion, [QUE-16.1] 9
 - Secteur d'activités, [QUE-16] 98; [QUE-16.1] 2, 3, ann. A
 - Définition, [QUE-16.1] 1
 - Siège social, [QUE-16.1] 7
 - Subvention annuelle, [QUE-16] 100
 - Conditions, [QUE-16.1] 24, 25, 27
 - Critères, [QUE-16.1] 30
 - Date limite pour la demande, [QUE-16.1] 26
 - Demande de subvention, [QUE-16.1] 23, 26
 - Versement périodique, [QUE-16.1] 24
 - Vote, [QUE-16.1] 16
 - Voyage
 - Définition, [QUE-16.1] 1
 - Indemnisation des frais, [QUE-16.1] 27(2)
- Association sectorielle paritaire de la construction**, [QUE-16] 99
- Association sectorielle paritaire de santé et de sécurité**, [QUE-16] 98, *voir aussi Association sectorielle paritaire*
- Association syndicale**, *voir aussi Association de salariés*
 - Définition, [QUE-16] 1
 - Financement, [QUE-16] 104–106
- Assouplissement des conditions de travail**
 - Demande de changements, [CAN-2] 177.1(1)
 - Conditions d'emploi visées, [CAN-2] 177.1(1); [CAN-2.2] 19(6)
 - Contenu, [CAN-2] 177.1(2)
 - Décision de l'employeur, [CAN-2] 177.1(3)
 - Avis, [CAN-2] 177.1(4)
 - Convention collective, [CAN-2] 177.1(6)
 - Interdiction, [CAN-2] 177.1(7)
 - Pouvoir, [CAN-2] 177.1(5)
 - Effet, [CAN-2] 177.1(9)
 - Plainte, [CAN-2] 251.01(4.1)
 - Règlement, [CAN-2] 177.1(8)
- Assurance invalidité**, [QUE-13] 70
- Assurance maladie**, [QUE-13] 70
- Assurance parentale**, [QUE-16] 42.1
- Assurance salaire**, [QUE-13] 70
- Atteinte auditive**, [QUE-2] 28.1
 - Admissibilité, [QUE-2] 28.1
 - Imputation des coûts, [QUE-2] 327, 328
 - Règlement, [QUE-2] 454
- Atteinte permanente à l'intégrité physique ou psychique**, *voir aussi Indemnité pour préjudice corporel, Procédure d'évaluation médicale, Réadaptation*
 - Atteinte permanente grave, [QUE-19] 93, 153, 155, 155.1, 165
 - Droit à la réadaptation, [QUE-2] 146
 - Indemnité de remplacement de revenu, [QUE-2] 53
 - Indemnité pour préjudice corporel, [QUE-2] 83–91, 454
 - Négligence du travailleur, [QUE-2] 27
 - Pourcentage, [QUE-2] 84, 85, 87, 88, 221
 - Rechute, récurrence ou aggravation, [QUE-2] 89
 - Séquelles déterminées, [QUE-2] 88
 - Travailleur âgé d'au moins 60 ans, [QUE-2] 53
- Attestation médicale**, [QUE-2] 60, 124, 199, 207, 267, 269
- Autochtones**, *voir aussi Accès à l'égalité en emploi, Conseil Mohawk de Kahnawake, Mohawks de Kahnawake*
 - Entente en matière de lésions professionnelles et de santé et de sécurité du travail, [QUE-2] 24.1–24.6; [QUE-15] 123; [QUE-16] 8.2–8.12
 - Maintien des droits et libertés, [C-1] 25
 - Préférence d'embauche, [CAN-4] 7

Index analytique

- Autochtones (*suite*)
- Statut de travailleur, [QUE-2] 15
- Autorité régionale des marchés publics,** [QUE-15] 123.4.4
- Autorité régionale de transport métropolitain**
- Accès à l'égalité en emploi
 - • Application de la Loi, [QUE-1] 2(2)
- Avantages à valeur pécuniaire**
- Équité salariale
 - • Estimation des écarts salariaux, [QUE-6] 66
 - • • Absence de catégories d'emplois à prédominance masculine, [QUE-6.2] 4
- Avantages liés à l'emploi**
- Calcul des prestations et de l'ancienneté, [CAN-2] 209.2(1), 239(8), 239.1(5)
 - • Avis de non-paiement des cotisations, [CAN-2] 209.2(2)
 - • Défaut de versement, [CAN-2] 209.2(3), 239(11), 239.1(8)
 - • Versement des cotisations de l'employé, [CAN-2] 209.2(2), 239(9), 239.1(6)
 - • Versement des cotisations de l'employeur, [CAN-2] 209.2(2.1), 239(10), 239.1(7)
 - Cessation de travail, [QUE-16] 39
 - Continuité d'emploi, [CAN-2] 209.2(4), 239(8), (3.1), 239.1(5), (9)
 - • Présomption, [CAN-2] 239(12), 239.1(9)
 - • Règlement, [CAN-2] 209.4(a)
 - Durée, [QUE-16] 39
 - Équité salariale, [QUE-6] 66
 - Modification du salaire, [CAN-2] 209.1(3)
 - • Avis de modification, [CAN-2] 209.1(4)
 - Réaffectation, [QUE-16] 38
 - Régime d'assurance, [CAN-2] 209.21
 - Réglementation, [QUE-13] 89(6)
 - Restriction, [QUE-13] 81.17
- Avantages sociaux,** [QUE-16] 38
- Avis,** voir aussi *Préavis ainsi qu'au descripteur spécifique*
- Action en responsabilité civile, [QUE-2] 443
 - Au ministre fédéral, [CAN-2.3] 2
 - Cession partielle d'activités par un établissement, [QUE-20] 29
 - Demande au Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2.1] 11
 - Injonction interlocutoire, [C-5] 510
 - Par le ministre fédéral, [CAN-2.3] 3, 4
 - Règlement de différend ou grief, [QUE-3] 100.2
 - Somme due au salarié, [QUE-13] 111
 - Tribunal administratif du Québec
 - • Audience, [QUE-10] 129
 - • Récusation d'un membre, [QUE-10] 143
 - Tribunal administratif du travail, [QUE-19] 37
- Avis de cessation d'emploi ou de mise à pied,** voir aussi *Indemnité compensatoire, Normes du travail*
- Cas de force majeure, [QUE-13] 82.1(4)
 - Délai, [QUE-13] 82
 - Droits acquis, [QUE-13] 82
 - Faute grave, [QUE-13] 82.1(3)
 - Formalisme, [QUE-13] 82
 - Indemnité compensatrice, [QUE-13] 83–83.2
 - Nullité, [QUE-13] 82
 - Salariés non visés, [QUE-13] 82.1
 - Service continu, [QUE-13] 82, 82.1(1)
- Avis de différend**
- Transmission, [CAN-2.3] 6
- Avis de licenciement collectif,** [QUE-13] 84.0.1–84.0.15; [CAN-2.2] 26
- Avis de négociation,** voir aussi *Ministre du Travail (fédéral), Négociation collective*
- Absence de convention collective, [CAN-2] 48
 - Changement technologique, [CAN-2] 54(1)
 - Conclusion de nouvelle convention, [CAN-2] 49(1)
 - Délai, [CAN-2] 49(1), (2)
 - Forme et contenu, [CAN-2] 111(d)
 - Renouvellement de convention, [CAN-2] 49(1)
 - Révision de convention, [CAN-2] 49(1), (2)
 - Signification, [CAN-2] 47(5), (6), 53(4)–54(2)
 - • Effet, [CAN-2] 47(7)
 - Substitution de syndicat, [CAN-2] 36(2)
 - Transfert d'une administration publique fédérale, [CAN-2] 47(5), (6)
 - Transmission, [CAN-2] 48; [CAN-2.3] 5
 - Vente d'entreprise avec intégration des employés, [CAN-2] 45

Avis de sanction, voir *Équité en matière d'emploi*

Avis public, voir aussi *Gazette officielle du Québec*

- Décret de convention collective, [QUE-4] 5

Avocat, voir aussi *Secret professionnel*

- Assistance, [C-1] 10(b); [C-2] 29, 34
- Dispositions non applicables, [CAN-2.2] 3
- Droit à l'avocat
- • Recours devant le Tribunal, [QUE-10] 103
- Tribunal canadien des droits de la personne
- • Mesures correctives ou disciplinaires à l'égard d'un membre (services requis pour une enquête), [CAN-1] 48.3(5)

B

Baie James

- Définition des travaux sur le territoire de la région de la Baie James, [QUE-13.2] 1
- Semaine normale de travail, [QUE-13] 89(4); [QUE-13.2] 13

Bail

- Chambre dans un local d'habitation, [C-2] 14

Banque

- Assimilation au débiteur de l'employeur, [CAN-2] 251.13(2)
- Indemnité de remplacement du revenu
- • Versement au compte du bénéficiaire, [QUE-2] 130

Banque de jurisprudence

- Tribunal administratif du Québec, [QUE-10] 90

Barbier

- Minimum chargé au public, [QUE-4] 10(4)

Barreau, [CAN-1] 48.1(3), 49(5)

Bénéficiaire de prestations, voir aussi *Action en responsabilité civile, Indemnité de remplacement du revenu, Indemnité pour préjudice corporel, Prestation, Réadaptation*

- Accès au dossier, [QUE-2] 36
- Avance de l'indemnité, [QUE-2] 129
- Définition, [QUE-2] 2
- Information à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 278
- Infraction et peine, [QUE-2] 463

- Mauvaise foi, [QUE-2] 129, 363, 431
- Remboursement du trop-perçu, [QUE-2] 129, 133, 363, 430

Bénévole, voir *Travailleur bénévole*

Biens

- Droit à la jouissance et à la libre disposition, [C-2] 6

Biodiversité, [C-2] 46.1

Blessure, voir *Lésion professionnelle*

Boissons alcooliques

- Vente
- • Heures d'ouverture, [QUE-9] 5, 6

Bref de certiorari, de prohibition ou de quo warranto, [CAN-2] 22(2)b), 58(2), 243(2), 251.12(4)

Briseur de grève, voir aussi *Employeur*

- Autres employés, [QUE-3] 109.1(a), (f)
- Autres salariés, [QUE-3] 109.1(c)
- Entrepreneur, [QUE-3] 109.1(b)–(e), (g)
- Exemption, [QUE-3] 109.2
- Infraction et peine, [QUE-3] 142
- Interdiction à l'employeur, [QUE-3] 109.1

Bulletin de paie, voir aussi *Salaire*

- Acceptation, [QUE-13] 48
- Contenu, [CAN-2] 254(1)
- Exemption, [CAN-2] 254(2)
- Obligation de l'employeur, [QUE-13] 46; [CAN-2] 254
- Règlement, [QUE-13] 89(2)
- Signature exigible, [QUE-13] 47

Bureau d'embauche, voir *Bureau de placement*

Bureau d'évaluation médicale, voir aussi *Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre, Procédure d'évaluation médicale*

- Commission liée, [QUE-2] 224.1
- Complexité d'un dossier, [QUE-2] 218
- Conclusion du membre, [QUE-2] 221
- • Défaut du membre, [QUE-2] 225
- • Délai, [QUE-2] 222
- • Transmission au ministre, [QUE-2] 222
- Constitution, [QUE-2] 216
- Contestation
- • Avis au ministre, [QUE-2] 217
- Étude du dossier médical, [QUE-2] 220

Index analytique

- Bureau d'évaluation médicale (*suite*)
- Examen médical du travailleur, [QUE-2] 220
 - Information aux parties, [QUE-2] 218
 - Membre
 - Désignation par le ministre du Travail, [QUE-2] 218
 - Immunité, [QUE-2] 223
 - Liste des professionnels membres, [QUE-2] 216
 - Politique du Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre, [QUE-2] 216.1
 - Restriction, [QUE-2] 216
 - Rémunération des membres, [QUE-2] 196, 225
 - Remboursement par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 197, 198
 - Transmission du dossier médical, [QUE-2] 205.1, 206, 212.1, 217

Bureau d'examineurs, [QUE-4] 41

Bureau de placement

- Affichage des règles, [CAN-2] 69(3)
- Définition, [CAN-2] 69(2)
- Discrimination interdite, [C-2] 18, 134(1)

Bureau des présidents des conseils de discipline, [QUE-10] 167(8.1)(8.2)

C

Cadre supérieur

- Cadre non régi par la *Loi sur les normes du travail*, [QUE-13] 3(6), 54(3)
- Dispositions applicables, [QUE-6] 8(6); [QUE-13] 3.1
- Non-assujettissement à la semaine normale de travail, [QUE-13] 54(3)

Caisse de dépôt et de placement du Québec, [QUE-15] 82(g), 92(2)

Caisse de retraite, [QUE-18] 2; [CAN-1] 20-22, 40(7), 62, voir aussi *Régime de retraite*

Calendrier des échéances

- Conciliation, [QUE-10] 121.2
- Conférence de gestion, [QUE-10] 119.1, 119.4

Camelot

- Définition, [QUE-2] 2
- Statut de travailleur, [QUE-2] 10.1

Campagne de recrutement

- Accès aux locaux de l'employeur, [CAN-2] 109(1)b

Catégorie d'emploi, voir *Équité salariale (provinciale)*

Catégorie d'employeurs, [QUE-13] 90.1, 91

Catégorie de salariés, [QUE-13] 88-91

Cause juste et suffisante, voir *Congédiement*

Cautionnement, [C-1] 11(e); [C-2] 31; [C-5] 511; [QUE-13.1] 10, 27-39; [QUE-15] 13, 41.2

Centrale des syndicats démocratiques (CSD-construction), [QUE-15] 28

Centrale des syndicats du Québec (CSQ), [QUE-6] 21.1 al. 2(1)

Centre culturel, [QUE-9] 10(3)

Centre de la petite enfance

- Travaux bénévoles de construction, [QUE-15.2] 4(4)

Centre de services scolaire

- Convention collective
- Centres liés, [QUE-3] 68
- Mandat exclusif, [QUE-3] 11
- Obligations du mandataire, [QUE-3] 11
- Révocabilité, [QUE-3] 11
- Validité, [QUE-3] 11
- Formation de la main-d'œuvre, [QUE-5] 7
- Requête en accréditation
- Renouvellement, [QUE-3] 40
- Secteurs public et parapublic, [QUE-3] 111.2(1)
- Travaux bénévoles de construction, [QUE-15.2] 4(4)

Centre hospitalier

- Contrat-type, [QUE-16] 107
- Définition, [QUE-16] 1
- Infraction et peine, [QUE-2] 462
- Intégration du personnel, [QUE-16] 134, 136
- Ministre responsable, [QUE-15] 135
- Programme de santé, [QUE-16] 109

Centre local de services communautaires

- Définition, [QUE-16] 1
- Intégration du personnel, [QUE-16] 134, 136
- Ministre responsable, [QUE-16] 135

Centre local de services
communautaires (*suite*)

- Programme de santé, [QUE-16] 109

Centre de travail adapté, voir *Entreprise adaptée*

Certificat

- Équité en matière d'emploi, [CAN-4] 39(7), 40

Certificat de classification, [QUE-4] 22(k)

Certificat de compétence

- Confiscation, [QUE-15] 119.5
- Formation professionnelle, [QUE-15] 85.5, 85.6
- Infraction et peine, [QUE-15] 119.1
- Pouvoirs de la Commission de la construction du Québec, [QUE-15] 7.3
- Référence de main-d'œuvre, [QUE-15] 107.7
- Renseignements sur le titulaire, [QUE-15] 85.7
- Suspension, [QUE-15] 119.2
- Exécution des travaux, [QUE-15] 119.3
- Utilisation des services du salarié, [QUE-15] 119.4

Certificat de conformité

- Tribunal administratif du Québec
- Compétence de la section des affaires sociales, [QUE-10] ann. I(3)
- Recours
- Instruction, [QUE-10] 25
- Instruction d'urgence, [QUE-10] 119(5.2)

Certificat médical

- Congé de maternité, de paternité ou parental
- Prolongation, [QUE-13] 81.14.2
- Employée allaitante, [CAN-2] 204(2), 205.1, 205.2
- Employée enceinte, [QUE-13] 81.6, 81.8, 81.9, 122; [CAN-2] 204(2), 205.1, 205.2, 206(1)
- Travailleur exposé à un contaminant, [QUE-16] 32, 33
- Travailleuse enceinte, [QUE-16] 40, 40.1
- Valeur probante, [CAN-2] 209.22

Certificat de qualification, voir aussi *Artisan, Formation et qualification professionnelles*

- Conditions d'obtention et de renouvellement, [QUE-8] 30(c)
- Définition, [QUE-8] 1(f)
- Droits exigibles, [QUE-8] 30(h)
- Infraction et peine, [QUE-4] 35; [QUE-8] 47(b), (c)
- Preuve *prima facie*, [QUE-4] 41
- Production, [QUE-4] 22(a)
- Requis, [QUE-8] 30(b), 42

Certificat de qualification professionnelle, [QUE-4] 22(k)

- Conditions de délivrance, [QUE-5] 25.7
- Droits exigibles, [QUE-5] 25.7

Certificat de travail, [C-4] 2096; [QUE-13] 39(3), 84, voir aussi *Relevé des prestations*

Certiorari, voir *Bref de certiorari, de prohibition ou de quo warranto*

Cessation d'emploi, [QUE-13] 76; [CAN-2] 188, voir aussi *Avis de cessation d'emploi ou de mise à pied*

- Indemnité de congé annuel, [QUE-13] 74; [CAN-2] 188(1)a)
- Indemnité de 4 ou 6 %, [QUE-13] 76; [CAN-2] 188(1)b)
- Paiement des heures supplémentaires
- Heures majorées exclues, [CAN-2.2] 6(10)
- Présomption en cas de cession d'entreprise, [CAN-2] 189, 209.5, 210(4), 234, 237, 239(5), 239.1(11), 246(2)
- Référence de main-d'œuvre, [QUE-15] 107.11

Cessation de fonctions, voir *Cessation d'emploi*

Chambre à louer, voir *Bail*

Chambre des communes

- Équité en matière d'emploi
- Application de la Loi, [CAN-4] 44
- Mandat, [C-1] 4(1)
- Prolongation, [C-1] 4(2)

Chambre des notaires du Québec, [CAN-1] 48.1(3), 49(5)

Chambre et pension

- Frais exigibles par l'employeur, [QUE-13] 51, 89(3)

Index analytique

- Chambre et pension (*suite*)
- Maximum exigé du salarié, [QUE-13.2] 6
 - • Exemption, [QUE-13.2] 7
- Changement technologique**
- Adaptation, [CAN-2] 54(1)
 - Avis de l'employeur, [CAN-2] 52(1), (2)
 - • Défaut de l'employeur, [CAN-2] 53(1)
 - • Délai, [CAN-2] 52(1)
 - • Présomption, [CAN-2] 53(4)
 - Avis de négociation, [CAN-2] 54(1)
 - Conditions ou sécurité du travail, [CAN-2] 52(1)–54(2)
 - Conditions préalables au changement, [CAN-2] 55
 - Déclaration de l'employeur, [CAN-2] 52(3)
 - • Demande de l'agent négociateur, [CAN-2] 52(3)
 - Définition, [CAN-2] 51(1)
 - Dispositions non applicables, [CAN-2] 51(2)
 - Indemnisation, [CAN-2] 53(3)c)
 - Ordonnance du Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 53(1)–(3)
 - Réintégration d'un employé déplacé, [CAN-2] 53(3)b)
 - Suspension, [CAN-2] 53(3)a)
- Chantier de construction**, voir aussi *Comité de chantier*, *Coordonnateur en santé et en sécurité*, *Délégué de chantier*, *Maître d'œuvre*, *Représentant en santé et en sécurité*, *Travailleur de la construction*
- Avis à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-16] 220
 - Chantier de grande importance, [QUE-16] 220–222
 - Conditions de vie, [QUE-16] 57
 - Définition, [QUE-2] 2; [QUE-16] 1
 - Dispositions applicables, [QUE-16] 194–222
 - Inspection, [QUE-16] 216–219
 - • Avis d'inspection, [QUE-16] 181
 - • Résultat de l'inspection, [QUE-16] 183
 - Maître d'œuvre, [QUE-16] 197
 - Programme de prévention, [QUE-16] 199
- Charte canadienne des droits et libertés (L.R.C. (1985), App. II, n° 44)**
- Dérogation, [C-1] 33
- Charte des droits et libertés de la personne (chapitre C-12)**, [QUE-1] 2, 34; [QUE-3] 100.9.1; [QUE-6] 93(7), 125–128; [QUE-10] 137; [QUE-19] 35.1
- Dérogation, [C-2] 52
 - Ministre chargé de l'application, [C-2] 138
- Charte de la langue française (chapitre C-11)**, [C-2] 3.1, 50; [QUE-10] ann. I(3), ann. IV(4.1); [QUE-19] ann. I(1)
- Charte de la Ville de Gatineau (chapitre C-11.1)**, [QUE-10] ann. III(1.4)
- Charte de la Ville de Montréal (chapitre C-11.4)**, [QUE-13] 122(8); [QUE-14] 2
- Charte de la Ville de Québec (chapitre C-11.5)**, [QUE-10] ann. III(1.3); [QUE-14] 2
- Chef de la conformité et de l'application (fédéral)**, voir aussi *Horaire de travail*, *Plainte concernant les normes du travail (fédéral)*, *Sanction administrative pécuniaire (fédéral)*
- Accompagnement, [CAN-2] 249(5), (7)
 - Acte discriminatoire
 - • Avis ou plainte, [CAN-2] 182(2)
 - Appel d'une décision, [CAN-2] 146, 146.01, 251.111
 - • Document, [CAN-2] 146.01, 251.111
 - • Observation, [CAN-2] 146.01(4), 251.111(5)
 - Cessation d'une contravention, [CAN-2] 145
 - Communication de renseignements, [CAN-2] 143.1, 155
 - • Confidentialité, [CAN-2] 144(3)–(6)
 - Congédiement injuste
 - • Conciliation, [CAN-2] 241
 - • Motifs de congédiement, [CAN-2] 241(1)
 - • Plainte, [CAN-2] 240, 241
 - Constatation de l'insuffisance des paiements, [CAN-2] 251(1)
 - • Consentement à poursuite, [CAN-2] 251(4)
 - • Constat accessoire, [CAN-2] 251(1.1)
 - • Entente, [CAN-2] 251(2)
 - • Paiement du montant, [CAN-2] 251(2), (3)
 - • Preuve, [CAN-2] 251(1.2)
 - Définition, [CAN-2] 2
 - Délégation d'attributions, [CAN-2] 140(1.1), 249(1)

Lois du travail 2025-2026

Chef de la conformité et de l'application (fédéral) (*suite*)

- • Assistance, [CAN-2] 142, 249(4)
- • Certificat, [CAN-2] 140(4.1), 249(1.1)
- • Entrave et fausse déclaration, [CAN-2] 143
- • Immunité, [CAN-2] 140(5), 249(8)
- • Non-contraignabilité, [CAN-2] 144(1), 249(7)
- Demande d'injonction, [CAN-2] 152
- Demande de renseignements, [CAN-2] 253(1)
 - • Défaut de production, [CAN-2] 253(3)
 - • Preuve, [CAN-2] 253(2)-(5)
 - • Signification, [CAN-2] 253(1), (2); [CAN-2.2] 35
- Déposition en matière civile, [CAN-2] 249(6)
- Désignation par le ministre, [CAN-2] 122.21
- Enquête
 - • Accident sur la voie publique, [CAN-2] 141(5)
 - • Décès dans un lieu de travail, [CAN-2] 141(4)
 - • Plainte en santé et sécurité, [CAN-2] 127.1(9)-(11)
 - • Rapport, [CAN-2] 141(6)
 - • Refus de travailler en cas de danger, [CAN-2] 128(16), 129
- Entrave et fausse déclaration, [CAN-2] 143
- Envoi d'avis, demande ou document, [CAN-2.2] 2(2)
- Horaire de travail
 - • Dérogation, [CAN-2] 176
 - • Scrutin, [CAN-2] 172.1
 - • Immunité, [CAN-2] 249(8)
 - • Inspection, [CAN-2] 141.1
 - • Licenciement collectif
 - • Comité mixte, [CAN-2] 222(2)
 - • Représentation des surnuméraires, [CAN-2] 217
 - • Ordre de vérification interne, [CAN-2] 251.001
 - • Contenu, [CAN-2] 251.001(2), (3)
 - • Signification, [CAN-2] 251.001(4), (5); [CAN-2.2] 35
 - • Plainte concernant les normes du travail, [CAN-2] 251.01-251.18
- Plainte en santé et sécurité, [CAN-2] 127.1(8)-(11), (13)
- Pouvoirs, [CAN-2] 127.1, 141, 249(2), 271
- Réception de déclarations, [CAN-2] 250
- Révision d'une décision, [CAN-2] 251.05, 251.101
- Serment, [CAN-2] 250
- Situation dangereuse, [CAN-2] 145
 - • Affichage, [CAN-2] 145(3)
- Témoignage
 - • Non-contraignabilité, [CAN-2] 144(1.1)
- Test génétique
 - • Conciliation, [CAN-2] 247.99(4)
 - • Plainte, [CAN-2] 247.99
- Visite des lieux, [CAN-2] 249(3)
 - • Assistance, [CAN-2] 142, 249(4)

Circulation

- Liberté, [C-1] 6(1), 6(3)

Classification de l'employeur, [QUE-2] 297-303, 454, voir aussi *Catégorie d'employeurs*

- Avis de classification, [QUE-2] 303
- Classement par unités, [QUE-2] 298, 454
- Classification à nouveau, [QUE-2] 317
- Unité de classification, [QUE-2] 297, 454

Clause de non-concurrence, [C-4] 2089, 2095, voir aussi *Contrat de travail*

Clause privative, [QUE-3] 139, 140

CNESST, voir *Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail*

Code canadien du travail (L.R.C. (1985), ch. L-2), [QUE-3] 45.3; [QUE-7] 3; [CAN-2.2] 18.1; [CAN-2.8] 1, 5, 6, 9, 14; [CAN-4] 3; [CAN-5] 3, 92, 93

Code civil du Québec (chapitre C-1991), [C-5] 513; [QUE-2] 441, 447; [QUE-13] 39.0.0.3

Code criminel (L.R.C. (1985), ch. C-46), [QUE-2] 11(2.1), 441(1); [QUE-10] 2.1, 19, 90, ann. I(2.1); [QUE-15] 26, 85.0.1; [CAN-4] 35(3)

Code de déontologie, [QUE-10] 70, 76, 177(2), 180-182

Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale (chapitre C-23.1), [QUE-10] ann. II(2)

Index analytique

- Code municipal du Québec (chapitre C-27.1)**, [QUE-19] ann. I(3)
- Code de procédure civile (chapitre C-25)**, [QUE-3] 139.1
- Code de procédure civile (chapitre C-25.01)**, [C-2] 62, 109, 113, 114, 133; [QUE-2] 350; [QUE-3] 36, 85, 100.6, 100.9.1, 111.20, 139; [QUE-3.2] 7(a); [QUE-4] 26.9; [QUE-10] 112, 133, 137, 156, 158; [QUE-11] 17.2; [QUE-13] 39.0.0.3; [QUE-14] 22, 36; [QUE-15] 68, 91; [QUE-17] 26.1; [QUE-19] 16, 35.1, 51, 108
- Code de procédure pénale (chapitre C-25.1)**, [C-2] 95; [QUE-2] 11(1), 11(3); [QUE-4] 52; [QUE-9] 27; [QUE-17] 5
- Code des professions (chapitre C-26)**, [QUE-2] 2, 454(17); [QUE-10] 102; [QUE-15] 3.17; [QUE-16] 174.3; [QUE-19] 2, 20; [QUE-21] 11
- Code de la sécurité routière (chapitre C-24.1)**, [QUE-10] 119(7), 119(8), ann. I(3), ann. IV(6)
- Code du travail (chapitre C-27)**, [C-3] 46, 47.2; [QUE-3.1] 1, 2, 3c); [QUE-3.2] 1, 32; [QUE-4] 11.7; [QUE-6] 2, 5, 76.10, 104; [QUE-13] 1(4), 123, 127, 157; [QUE-14] 3, 4, 6, 9.2, 9.6, 33, 34, 37, 38, 41, 48, 50; [QUE-15] 8.1, 27, 45, 45.0.3, 62, 85, 107, 124; [QUE-16] 1; [QUE-17] 5, 33.1, 35.1, 59.1, 63.1, 64; [QUE-18] 27; [QUE-19] 1, 5, 7(1), 9 al. 2(2), 29, 50, 86, 87, 105, 109, 256, 257, 264, ann. I; [QUE-19.4] 49-50, 53, 59; [QUE-20] 2, 3, 12, 18, 29, 48, 49, 72; [QUE-21] 1, 24, 30
- Coiffeur**
- Prix chargé au public, [QUE-4] 10(4)
- Collège**
- Secteurs public et parapublic, [QUE-3] 111.2(1)
 - Travaux bénévoles de construction, [QUE-15.2] 4(4)
- Collège d'enseignement général et professionnel**, voir aussi *Établissement d'enseignement*
- Accès à l'égalité en emploi
 - Application de la Loi, [QUE-1] 2(3)
- Colon**, [QUE-3] 8
- Comité consultatif**
- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-6] 95.1-95.4
 - Institution, [QUE-8] 41(d); [CAN-2] 264(j)
- Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre**, voir aussi *Bureau d'évaluation médicale, Ministère du Travail (Québec)*
- Consultation, [QUE-3] 103, 138; [QUE-4] 20, 21; [QUE-19] 2, 77
 - Liste des professionnels de la santé, 216
 - Membres de comités, [QUE-2] 228, 233.2
 - Politique sur les membres du Bureau d'évaluation médicale, [QUE-2] 216.1
- Comité consultatif sur les normes du travail**, [QUE-13] 39.0.0.4-39.0.0.7
- Avis, [QUE-13] 39.0.0.4, 39.0.0.5, 39.0.0.7
 - Composition, [QUE-13] 39.0.0.4
 - Fonction, [QUE-13] 39.0.0.4
 - Formation, [QUE-13] 39.0.0.4
 - Modalités de consultation, [QUE-13] 39.0.0.4
 - Nomination des membres, [QUE-13] 39.0.0.4
 - Procès-verbaux, [QUE-13] 39.0.0.5
 - Règles de fonctionnement, [QUE-13] 39.0.0.4
 - Remboursement des dépenses des membres, [QUE-13] 39.0.0.6
 - Rémunération des membres, [QUE-13] 39.0.0.5
 - Séances, [QUE-13] 39.0.0.5
 - Secrétaire, [QUE-13] 39.0.0.5
 - Secrétariat, [QUE-13] 39.0.0.5
- Comité d'équité salariale**, voir *Équité salariale (fédéral), Équité salariale (provincial)*
- Comité d'orientation en matière de santé et de sécurité**
- Accès aux renseignements, [CAN-2] 134.1(6)
 - Assignation des fonctions, [CAN-2] 135.1(8)
 - Attributions, [CAN-2] 134.1(4)
 - Comités multiples, [CAN-2] 134.1(3)
 - Composition, [CAN-2] 134.1(1), 135.1(1)
 - Absence de désignation, [CAN-2] 135.1(5)
 - Droit au salaire, [CAN-2] 135.1(11)
 - Durée du mandat des membres, [CAN-2] 135.1(14)
 - Exception, [CAN-2] 135.1(2)

Comité d'orientation en matière de santé et de sécurité (*suite*)

- Membre suppléant, [CAN-2] 135.1(6), 135.1(12)
- Mise en demeure de désigner les membres, [CAN-2] 135.1(4)
- Nomination des membres
 - Employés sans syndicat, [CAN-2] 135.1(1); [CAN-2.8] 3
 - Employés syndiqués, [CAN-2] 135.1(1)
 - Employeur, [CAN-2] 134.1(1); [CAN-2.8] 4
- Poste vacant, [CAN-2.8] 6
- Constitution, [CAN-2] 134.1(1)
- Exception, [CAN-2] 134.1(2)
- Définition, [CAN-2] 122(1)
- Immunité des membres, [CAN-2] 135.1(13)
- Objet, [CAN-2] 134.1(1)
- Présidence, [CAN-2] 135.1(7); [CAN-2.8] 5
- Programme de formation, [CAN-2] 125(1)z.01; [CAN-2.8] 14
- Quorum, [CAN-2.8] 7
- Registre des questions, [CAN-2] 135.1(9)
- Règlement du gouverneur en conseil, [CAN-2] 135.2
- Règles applicables, [CAN-2] 135.1, [CAN-2] 135.11
- Règles de fonctionnement, [CAN-2] 135.1(14)
- Renseignements exigibles de l'employeur, [CAN-2] 134.1(5)
- Réunion, [CAN-2] 134.1(7), 135.1(14)
- Procès-verbal, [CAN-2] 135.1(9); [CAN-2.8] 8
- Temps nécessaire à l'exercice des fonctions, [CAN-2] 135.1(10)

Comité de chantier, voir aussi Maître d'œuvre, Travailleur de la construction

- Composition, [QUE-16] 205
- Constitution, [QUE-16] 204
- Coordination des activités, [QUE-16] 207
- Définition, [QUE-16] 1
- Dispositions applicables, [QUE-16] 208
- Fonctionnement, [QUE-16] 207
- Fonctions, [QUE-16] 206
- Réunion, [QUE-16] 207

Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, [QUE-1] 2(3)

Comité de résolution des conflits de compétence, [QUE-14] 53.1

- Décision d'assignation de travaux, [QUE-14] 53.1

Comité de santé et de sécurité, voir aussi Programme de prévention

- Absence du travail, [QUE-15] 77
- Affichage, [QUE-15] 80; [QUE-15.3] 13, 15
- Catégorie d'établissements, [QUE-15] 68; [QUE-15.3] 3
- Composition, [QUE-15.3] 4-9
- Coprésident, [QUE-16.2] 21-24
- Définition, [QUE-16] 1; [QUE-16.2] 1, 2
- Désignation des membres, [QUE-16] 71; [QUE-16.2] 7
 - Défaut de désignation, [QUE-15.3] 14
 - Modalités, [QUE-16.2] 10-12
 - Scrutin, [QUE-16.2] 13, 15, 16
- Dissolution, [QUE-16.2] 9
- Fonctionnement, [QUE-16] 74, 79; [QUE-16.2] 18-33
- Fonctions, [QUE-16] 78, 83
 - Exercice abusif, [QUE-16] 81
 - Présomption de travail, [QUE-16] 76
- Formation, [QUE-16] 68, 69
 - Avis, [QUE-16] 69
 - Entente, [QUE-16] 82
- Médecin, [QUE-16] 75
- Nombre des membres, [QUE-16] 70; [QUE-16.2] 4-6, 8
- Programme de santé, [QUE-16] 85
 - Contrat avec les régies régionales, [QUE-16] 109
- Rapport annuel d'activités, [QUE-16.2] 34
- Représentant des travailleurs, [QUE-16] 72, 84, 85
 - Fonctions continuées, [QUE-16.2] 29
 - Révision de la répartition, [QUE-16.2] 17
- Réunion, [QUE-16] 74, 76, 77; [QUE-16.2] 18-20
 - Ordre du jour, [QUE-16.2] 25
 - Procès-verbal, [QUE-16.2] 31-33
 - Quorum, [QUE-16.2] 26
- Sanction interdite, [QUE-16] 81
- Vacance, [QUE-16.2] 14, 30
- Vote, [QUE-16] 73, 75; [QUE-16.2] 27, 28

Index analytique

Comité des maladies professionnelles oncologiques, voir aussi *Maladie professionnelle oncologique*

- Composition, [QUE-2] 233.2
- Étude du dossier, [QUE-2] 233.5
- Examen du travailleur, [QUE-2] 233.5
- Financement, [QUE-2] 233.8
- Entente avec le ministre du Travail, [QUE-2] 233.8
- Fonction, [QUE-2] 233.2
- Formation, [QUE-2] 233.2
- Immunité, [QUE-2] 233.6
- Mandat, [QUE-2] 233.3
- Rapport, [QUE-2] 233.5
- Avis et recommandations du Comité scientifique, [QUE-2] 233.5
- Rémunération et conditions de travail, [QUE-2] 196, 233.2
- Remboursement par la Commission des normes, de l'équité de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 197, 198
- Transmission du dossier
- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 233.1
- Établissement de santé, [QUE-2] 233.4

Comité des maladies professionnelles pulmonaires, voir aussi *Maladie professionnelle pulmonaire*

- Composition, [QUE-2] 227
- Évaluation des conclusions par un comité spécial, [QUE-2] 231
- Examen médical, [QUE-2] 230
- Financement, [QUE-2] 233.0.1
- Entente avec le ministre du Travail, [QUE-2] 233.0.1
- Fonction, [QUE-2] 227
- Formation, [QUE-2] 227
- Immunité, [QUE-2] 232
- Pneumologue, [QUE-2] 227
- Nomination, [QUE-2] 228
- Rapport, [QUE-2] 230
- Rémunération des professionnels de la santé, [QUE-2] 196
- Remboursement par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 197, 198
- Transmission du dossier

- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 226
- Établissement de santé, [QUE-2] 229

Comité des relations du travail dans l'industrie de la construction

- Composition, [QUE-15] 18.14.14
- Fonctions, [QUE-15] 18.14.13
- Formation, [QUE-15] 18.14.12
- Président de séance, [QUE-15] 18.14.15
- Procès-verbaux, [QUE-15] 18.14.15
- Quorum, [QUE-15] 18.14.16
- Règles de régie interne, [QUE-15] 18.14.18
- Vote à la majorité, [QUE-15] 18.14.17

Comité local de santé et de sécurité, voir aussi *Représentant en matière de santé et de sécurité*

- Accès aux renseignements, [CAN-2] 135(9)
- Assignation des fonctions, [CAN-2] 135.1(8)
- Attributions, [CAN-2] 135(7)
- Exception, [CAN-2] 135(7.1)
- Autre comité, [CAN-2] 135(6)
- Composition, [CAN-2] 135(1), 135.1(1)
- Absence de désignation, [CAN-2] 135.1(5)
- Droit au salaire, [CAN-2] 135.1(11)
- Durée du mandat des membres, [CAN-2] 135.1(14)
- Exception, [CAN-2] 135.1(3)
- Membre suppléant, [CAN-2] 135.1(6), (12)
- Mise en demeure de désigner les membres, [CAN-2] 135.1(4)
- Nomination des membres
- Employés sans syndicat, [CAN-2] 135.1(1); [CAN-2.8] 3
- Employés syndiqués, [CAN-2] 135.1(1)
- Employeur, [CAN-2] 135(1); [CAN-2.8] 4
- Poste vacant, [CAN-2.8] 6
- Constitution, [CAN-2] 135(1), 137
- Exception, [CAN-2] 135(2)
- Définition, [CAN-2] 122(1)
- Demande d'exemption, [CAN-2] 135(6), (6.1)
- Immunité des membres, [CAN-2] 135.1(13)
- Navire, [CAN-2] 135(2)

Lois du travail 2025-2026

- Comité local de santé et de sécurité (*suite*)
 - Objet, [CAN-2] 135(1)
 - Présidence, [CAN-2] 135.1(7); [CAN-2.8] 5
 - Programme de formation, [CAN-2] 125(1)z.01; [CAN-2.8] 14
 - Quorum, [CAN-2.8] 7
 - Rapport annuel, [CAN-2.8] 9
 - Registre des questions, [CAN-2] 135.1(9)
 - Règlement du gouverneur en conseil, [CAN-2] 135.2
 - Règlement interne des plaintes, [CAN-2] 127.1(3)–(5)
 - Règles applicables, [CAN-2] 135.1
 - Règles de fonctionnement, [CAN-2] 135.1(14)
 - Renseignements exigibles de l'employeur, [CAN-2] 135(8)
 - Réunion, [CAN-2] 135(10), 135.1(14)
 - Procès-verbal, [CAN-2] 135.1(9); [CAN-2.8] 8
 - Temps nécessaire à l'exercice des fonctions, [CAN-2] 135.1(10)
- Comité mixte de la construction**
 - Budget de la Commission, [QUE-15] 10
 - Composition, [QUE-15] 17.1
 - Décision, [QUE-15] 17.9
 - Décision quant à l'utilisation des fonds de sécurité sociale, [QUE-15] 18
 - Désignation des membres, [QUE-15] 17.2–17.4, 17.8
 - Emploi interdit, [QUE-15] 17.11
 - Existence continuée, [QUE-15] 17.13
 - Fonctions, [QUE-15] 16
 - Formation, [QUE-15] 16
 - Président, [QUE-15] 17.5
 - Quorum, [QUE-15] 17.7
 - Régie interne, [QUE-15] 17.12
 - Séance, [QUE-15] 17.6
- Comité mixte de planification, voir aussi Arbitrage relatif à un licenciement**
 - Champ de compétence, [CAN-2] 221(2)
 - Chef, [CAN-2] 222(2)
 - Composition, [CAN-2] 214(2)
 - Délai, [CAN-2] 216
 - Constitution, [CAN-2] 214(1)
 - Avis de nomination, [CAN-2] 218
 - Coprésident, [CAN-2] 219(2)
 - Décision, [CAN-2] 219(7)
 - Définition, [CAN-2] 211
 - Mission, [CAN-2] 221(1)
 - Procédure, [CAN-2] 219(1)
 - Programme d'adaptation, [CAN-2] 221
 - Coopération extérieure, [CAN-2] 221(4)
 - Coopération des membres, [CAN-2] 221(3)
 - Mise en œuvre, [CAN-2] 226
 - Quorum, [CAN-2] 219(4)
 - Règlement, [CAN-2] 227
 - Renseignements, [CAN-2] 222(1)
 - Représentant de l'employeur, [CAN-2] 214(3)
 - Nomination, [CAN-2] 215(5)
 - Représentant des surnuméraires, [CAN-2] 214(3)
 - Défaut de nomination, [CAN-2] 217
 - Élection, [CAN-2] 215(4)
 - Nomination, [CAN-2] 215(1)–215(3)
 - Salaire, [CAN-2] 220
 - Séance, [CAN-2] 219(3)
 - Vacance, [CAN-2] 219(5)–219(6)
- Comité paritaire, voir aussi Décret de convention collective, Employeur professionnel, Infraction et peine, Plainte du salarié, Prélèvement de l'employeur professionnel, Prescription, Registre**
 - Administration des fonds, [QUE-4] 22(n)
 - Administration provisoire
 - Compte définitif, [QUE-4] 26.6
 - Effet, [QUE-4] 26.3
 - Frais, [QUE-4] 26.7
 - Immunité des administrateurs, [QUE-4] 26.8, 26.9
 - Pouvoir du ministre, [QUE-4] 26.2, 26.5
 - Rapport des administrateurs, [QUE-4] 26.4
 - Rapport du ministre, [QUE-4] 26.10
 - Affichage, [QUE-4] 22(f)
 - Allocation de présence, [QUE-4] 22(l)
 - Bénéfice de sécurité sociale, [QUE-4] 22(m)
 - Certificat de classification, [QUE-4] 22(k)
 - Certificat de qualification, [QUE-4] 35
 - Compromis, [QUE-4] 22(d)
 - Contrat d'assurance, [QUE-4] 23
 - Création, [QUE-4] 16
 - Définition, [QUE-4] 1(c)

Index analytique

- Comité paritaire (*suite*)
- Développement des compétences de la main-d'œuvre, [QUE-4] 22(q), 22(r)
 - Directeur général, [QUE-4] 22(e)
 - Enquête, [QUE-4] 25.1–25.4, 26
 - Avis, [QUE-4] 28.1
 - Existence du comité, [QUE-4] 25
 - Extinction du comité, [QUE-4] 27
 - Fin d'un décret, [QUE-4] 25, 27
 - Fonctions, [QUE-4] 16
 - Frais, droits et honoraires, [QUE-4] 28.2
 - Fraude, [QUE-4] 28, 34
 - Inspection, [QUE-4] 22(e)
 - Entrave à l'inspection, [QUE-4] 33
 - Langue de communication, [C-3] 49
 - Membre
 - Adjoint, [QUE-4] 17
 - Allocation de présence, [QUE-4] 22(l)
 - Négligence, [QUE-4] 32
 - Remplacement, [QUE-4] 18
 - Liquidateur, [QUE-4] 27
 - Mesures correctives, [QUE-4] 26.1
 - Normes de qualification professionnelle, [QUE-8] 43
 - Personnel, [QUE-4] 22(e)
 - Plainte de l'employeur, [QUE-4] 24, 28.1
 - Plainte du salarié, [QUE-4] 24
 - Pouvoirs, [QUE-4] 22
 - Prélèvement, [QUE-4] 22(i)
 - Présomption de légalité, [QUE-4] 19
 - Prévisions budgétaires, [QUE-4] 23
 - Rapport mensuel, [QUE-4] 22(h)
 - Réclamation du salarié, [QUE-4] 22(a)
 - Recouvrement de l'employeur, [QUE-4] 22(c)
 - Régime de retraite, [QUE-4] 23
 - Registre des délibérations, [QUE-4] 41
 - Règlement, [QUE-4] 18, 22(g)
 - Abrogation, [QUE-4] 21
 - Amendement, [QUE-4] 19
 - Avis, [QUE-4] 19, 21
 - Publication, [QUE-4] 19, 21, 22(g)
 - Règlement du gouvernement, [QUE-4] 20
 - Disposition devenue inopérante, [QUE-4] 20
 - Entrée en vigueur, [QUE-4] 20
 - Publication, [QUE-4] 20
 - Remise illégale, [QUE-4] 36
 - Renseignement exigé par le ministre, [QUE-4] 23.1
 - Représentation du salarié, [QUE-4] 22(a)
 - Reprise d'instance, [QUE-4] 22(b), 47
 - Secrétaire, [QUE-4] 22(e)
 - Siège, [QUE-4] 18
 - Somme remise par l'employeur, [QUE-4] 45
 - Somme versée au salarié, [QUE-4] 46, 47
 - Stratégie industrielle, [QUE-4] 22(p)
 - Système d'enregistrement, [QUE-4] 22(g)
 - Utilisation des fonds non réclamés, [QUE-4] 22(o)
 - Vérification et enquête
 - Entrave interdite, [QUE-4] 25.4
 - Identification, [QUE-4] 25.3
 - Immunité du vérificateur, [QUE-4] 25.2
 - Infraction, [QUE-4] 37–39
 - Pouvoir du ministre, [QUE-4] 25.1
- Comité paritaire de santé et de sécurité,** [QUE-16] 327, *voir aussi Comité de santé et de sécurité*
- Comité scientifique sur les maladies professionnelles**
- Avis et recommandation, [QUE-2] 348.2, 348.3
 - Publication, [QUE-2] 348.3
 - Transmission, [QUE-2] 348.3
 - Composition, [QUE-2] 348.4
 - Financement, [QUE-2] 348.8
 - Entente avec le ministre du Travail, [QUE-2] 348.8
 - Immunité, [QUE-2] 348.9
 - Institution, [QUE-2] 348.1
 - Mandat, [QUE-2] 348.2
 - Durée, [QUE-2] 348.5
 - Rapport, [QUE-2] 348.7
 - Rémunération et conditions de travail, [QUE-2] 348.4
 - Vacance, [QUE-2] 348.6
- Comité sectoriel de main-d'œuvre,** *voir aussi Développement et reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre*
- Constitution, [QUE-5] 44.5
 - Élaboration de normes professionnelles, [QUE-5] 25.4

Lois du travail 2025-2026

- Comité sectoriel de main-d'œuvre (*suite*)
- Élaboration de stratégies de développement des compétences en milieu de travail, [QUE-5] 25.6
 - Nombre par secteur d'activités économiques, [QUE-5] 44.5
 - Objet, [QUE-5] 44.5
 - Pouvoirs, [QUE-5] 44.6
- Comité sur la formation professionnelle dans l'industrie de la construction**
- Avis, [QUE-15] 18.2
 - Budget de la Commission de la construction du Québec, [QUE-15] 10
 - Composition, [QUE-15] 18.3
 - Décisions, [QUE-15] 18.10.1
 - Désignation des membres, [QUE-15] 18.4, 18.6
 - • Durée du mandat, [QUE-15] 18.7
 - • Emploi non rémunéré, [QUE-15] 18.13
 - • Membre substitut, [QUE-15] 18.5
 - • Remboursement des dépenses, [QUE-15] 18.14
 - • Remplacement, [QUE-15] 18.8
 - • Rémunération, [QUE-15] 18.14
 - Formation, [QUE-15] 18.1
 - Interprétation, [QUE-15] 1(e.1)
 - Président, [QUE-15] 18.4, 18.10
 - Procès-verbal des séances, [QUE-15] 18.11
 - Programme de formation, [QUE-15] 85.3, 85.4
 - Quorum, [QUE-15] 18.9
 - Régie interne, [QUE-15] 18.12
 - Règles d'utilisation du fonds de formation, [QUE-15] 18.2
 - Sous-comité provincial ou régional, [QUE-15] 18.12
 - Vote, [QUE-15] 18.10
- Comité sur les avantages sociaux de l'industrie de la construction**, [QUE-15] 18.14.1–18.14.11
- Association représentative, [QUE-15] 18.14.4
 - Composition, [QUE-15] 18.14.3, 18.14.4
 - Fonction, [QUE-15] 18.14.2
 - Formation, [QUE-15] 18.14.1
 - Président, [QUE-15] 18.14.4
 - Quorum, [QUE-15] 18.14.8
 - Régie interne, [QUE-15] 18.14.9
 - Règlement, [QUE-15] 18.14.5
- Rémunération des membres, [QUE-15] 18.14.10
 - Transfert réciproque, [QUE-15] 18.14.6
- Commissaire à l'équité salariale**, voir aussi *Équité salariale (fédéral)*, *Tribunal canadienne des droits de la personne*
- Absence ou empêchement, [CAN-1] 38.4
 - Affichage, [CAN-5] 176
 - Attestation des copies, [CAN-5] 177
 - Attributions, [CAN-1] 36.1, 38.3
 - Augmentation de la rémunération
 - • Prolongation de la période d'échelonnement, [CAN-5] 63, 113
 - Communication de données au ministre, [CAN-5] 116
 - Composition différente du comité d'équité salariale, [CAN-5] 19(3), 27, 67(6), 68(6), 75, 109
 - Délégation d'attributions, [CAN-5] 105(1)
 - • Certificat, [CAN-5] 105(2)
 - Déposition en matière civile, [CAN-5] 179
 - Enquête, [CAN-5] 121
 - • Accompagnement, [CAN-5] 123
 - • Assistance, [CAN-5] 124
 - • Pouvoir, [CAN-5] 121, 122
 - Évaluation de conformité d'un employeur ou agent négociateur, [CAN-5] 118, 120(5)
 - • Accompagnement, [CAN-5] 123
 - • Assistance, [CAN-5] 124
 - • Ordonnance de vérification interne, [CAN-5] 120
 - • Ordonnance pour cessation de contravention, [CAN-5] 119
 - • Ordonnance pour non-application des mesures, [CAN-5] 118(8), 119
 - • Pouvoir, [CAN-5] 118(3), 122
 - • Recommandation de mesures, [CAN-5] 118(7)
 - Exécution des ordonnances, [CAN-5] 180
 - Immunité, [CAN-5] 178
 - Interdiction
 - • Déclaration fautive ou trompeuse, [CAN-5] 100
 - • Entrave, [CAN-5] 99
 - Intérim, [CAN-1] 38.4
 - Mandat, [CAN-5] 104
 - Modalités de présentation ou de dépôt, [CAN-5] 175
 - Nomination, [CAN-1] 26(2.1)

Index analytique

- Commissaire à l'équité salariale (*suite*)
- Plan d'équité salariale de l'employeur
 - Autre méthode de comparaison de la rémunération, [CAN-5] 48, 111
 - Établissement sans comité, [CAN-5] 25, 26, 28, 29, 108, 110
 - Mise à jour sans comité, [CAN-5] 73, 74, 76, 77, 110
 - Plans multiples, [CAN-5] 30, 107
 - Prolongation de la conservation du plan, [CAN-5] 91(1)
 - Prolongation du délai d'affichage, [CAN-5] 57, 85, 112
 - Poste à temps plein, [CAN-1] 26(2)
 - Pouvoir de réglementation, [CAN-5] 182
 - Rapport annuel, [CAN-5] 117
 - Rapport sur des questions particulières, [CAN-5] 115
 - Reconnaissance d'un groupe comme étant un seul employeur, [CAN-5] 4(1), 106
 - Règlement de différends, [CAN-5] 147-171
 - Avis d'objection relativement au plan, [CAN-5] 148, 158
 - Avis de différend au sein du comité, [CAN-5] 147, 158
 - Avis de rejet, [CAN-5] 154(4)
 - Décision, [CAN-5] 157-160
 - Enquête, [CAN-5] 156
 - Motifs de rejet, [CAN-5] 154(2)-(3)
 - Plainte pour contravention à la loi, [CAN-5] 149(1), 150(3), 151(1), 159
 - Plainte pour influence ou entrave, [CAN-5] 149(2), 150(3), 159
 - Plainte pour mauvaise foi ou discrimination, [CAN-5] 149(2), 150(3), 151(2), 159
 - Plainte pour représailles, [CAN-5] 152, 160
 - Preuve et observations, [CAN-5] 157(1)
 - Prorogation de délai, [CAN-5] 153
 - Règlement volontaire, [CAN-5] 155
 - Renvoi au tribunal, [CAN-5] 162
 - Révision de la décision, [CAN-5] 154(4), 156(5), 161
 - Rôle, [CAN-5] 154(1)
 - Renseignements ou conseils, [CAN-5] 114
 - Sanction administrative pécuniaire
 - Certificat de non-paiement, [CAN-5] 144
 - Procès-verbal, [CAN-5] 128, 132, 140
 - Publication, [CAN-5] 146
 - Révision, [CAN-5] 141, 142
 - Section de l'équité salariale, [CAN-1] 36.1
 - Texte réglementaire, [CAN-5] 183
 - Unité de l'équité salariale, [CAN-1] 32.2
- Commissaire à la lutte contre la corruption**, [QUE-15] 15.4–15.6
- Commissaire de la Commission canadienne des droits de la personne**, voir *Commission canadienne des droits de la personne*
- Commissaire du travail**, voir *Tribunal administratif du travail*
- Commissaire-conciliateur**, voir aussi *Conciliateur*
- Accord des parties, [CAN-2] 79
 - Définition, [CAN-2] 3(1)
 - Déposition au civil, [CAN-2] 119
 - Inadmissibilité en justice, [CAN-2] 87
 - Mission, [CAN-2] 75(2)
 - Nomination, [CAN-2] 72(1)b)–(2), 74(a)
 - Pouvoirs, [CAN-2] 84
 - Rapport au ministre du Travail, [CAN-2] 76(1)
 - Communication, [CAN-2] 78
 - Délai, [CAN-2] 76(1)
 - Modalités d'application, [CAN-2] 111(1)
 - Présomption, [CAN-2] 77(2)
 - Réexamen, [CAN-2] 77(1)
 - Retard, [CAN-2] 113
 - Recours prohibés, [CAN-2] 86
 - Témoignage, [CAN-2] 87
- Commissaire-enquêteur sur les incendies**, [C-2] 56(2)
- Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances**, [QUE-10] 26
- Commission canadienne des droits de la personne**, [CAN-1] 26–38, voir aussi *Commissaire à l'équité salariale*, *Plainte devant la Commission canadienne des droits de la personne*, *Tribunal canadien des droits de la personne*, *Tribunal de l'équité en matière d'emploi*
- Accès aux renseignements, [CAN-1] 33
 - Acte non discriminatoire
 - Contrainte excessive (projet de règlement)
 - Consultation publique, [CAN-1] 15(4)
 - Défaut de remettre son rapport au gouverneur en conseil, [CAN-1] 15(7)

Lois du travail 2025-2026

- Commission canadienne des droits de la personne (*suite*)
- Rapport au gouverneur en conseil, [CAN-1] 15(4)
 - Programme d'adaptation de services, d'installations, de locaux, d'activités ou de matériel (personnes atteintes d'une déficience), [CAN-1] 17-19
 - Annulation de l'approbation, [CAN-1] 18
 - Approbation, [CAN-1] 17(2)
 - Observations des intéressés, [CAN-1] 19
 - Refus de la demande, [CAN-1] 17(4)
 - Programme, plan ou arrangement (accès à des biens, services, installations ou moyens d'hébergement)
 - Recommandations et assistance, [CAN-1] 16(2)
 - Agent
 - Accès aux renseignements, [CAN-1] 33
 - Bureau régional ou local, [CAN-1] 34(2)
 - Comité, [CAN-1] 37(1)c)
 - Commissaire
 - Accès aux renseignements, [CAN-1] 33
 - Barème de rémunération, [CAN-1] 37(1)e)
 - Durée maximale du mandat, [CAN-1] 26(3)
 - Frais de déplacement et de séjour, [CAN-1] 30(3), 37(1)f)
 - Nombre, [CAN-1] 26(1)
 - Nouveau mandat, [CAN-1] 26(5)
 - Poste à temps plein ou à temps partiel, [CAN-1] 26(2)
 - Poste à titre inamovible, [CAN-1] 26(4)
 - Prise de décisions à la majorité des voix, [CAN-1] 35
 - Remplacement du président et du vice-président, [CAN-1] 31(3)
 - Rétribution, [CAN-1] 30
 - Révocation du poste, [CAN-1] 26(4)
 - Serment, [CAN-1] 33(1)
 - Statut, [CAN-1] 38
 - Commissaire à l'accessibilité, [CAN-1] 26(1), (2)
 - Absence ou empêchement, [CAN-1] 38.2
 - Attributions, [CAN-1] 38.1
 - Communication de renseignements personnels, [CAN-1] 40.01
 - Poste à temps plein, [CAN-1] 26(2)
 - Unité sur l'accessibilité, [CAN-1] 32.1
 - Composition, [CAN-1] 26
 - Constitution, [CAN-1] 26
 - Décision, [CAN-1] 35
 - Définition, [CAN-4] 3
 - Délégation de fonctions, [CAN-1] 28
 - Distinction fondée sur un motif illicite
 - Motif reconnu comme raisonnable par ordonnance de la Commission, [CAN-1] 11(4), 15(1)e), 27(2)
 - Équité en matière d'emploi
 - Agent d'application ou de vérification, [CAN-4] 22(3)-(5)
 - Ordonnance, [CAN-4] 25, 33
 - Politique de règlement négocié, [CAN-4] 22(2)
 - Rapport d'activités, [CAN-4] 32
 - Renseignements, [CAN-4] 34
 - Responsabilité, [CAN-4] 22(1)
 - Expert
 - Engagement à contrat, [CAN-1] 32(2)
 - Ordonnance, [CAN-1] 27(2)-(4)
 - Personnel, [CAN-1] 32(1)
 - Pouvoirs et fonctions, [CAN-1] 27-29
 - Président, [CAN-1] 26(1), (2)
 - Affectation, [CAN-1] 31(3), 34(4), 36
 - Absence ou empêchement, [CAN-1] 31(2), (3)
 - Poste à temps plein, [CAN-1] 26(2)
 - Premier dirigeant, [CAN-1] 31(1)
 - Remplacement, [CAN-1] 31(2), (3)
 - Vacance du poste, [CAN-1] 31(2), (3)
 - Rapport, [CAN-1] 61
 - Régie interne
 - Règlement administratif, [CAN-1] 37
 - Réunion
 - Convocation, [CAN-1] 37(1)a)
 - Date, heure et lieu, [CAN-1] 34(3)
 - Déroulement, [CAN-1] 37(1)b)
 - Saisine, [CAN-2] 182(2)
 - Section
 - Constitution, [CAN-1] 36(1)
 - Convocation et déroulement des réunions, [CAN-1] 37(1)a), b)
 - Équité salariale, [CAN-1] 36.1
 - Exercice des fonctions et pouvoirs de la Commission, [CAN-1] 36(1)

Index analytique

- Commission canadienne des droits de la personne (*suite*)
- • Président, [CAN-1] 36(2)
 - Sièges, [CAN-1] 34(1)
 - Suivi de la convention internationale, [CAN-1] 28.1
 - Vice-président, [CAN-1] 26(1), (2)
 - • Absence ou empêchement, [CAN-1] 31(3)
 - • Poste à temps plein, [CAN-1] 26(2)
 - • Remplacement, [CAN-1] 31(3)
 - • Remplacement du président, [CAN-1] 31(2)
 - • Vacance du poste, [CAN-1] 31(3)
 - Violation des engagements
 - • Révision de l'ordonnance, [CAN-4] 27
- Commission d'enquête**, [C-2] 56(2)
- Commission d'enquête sur les relations du travail (fédéral)**
- Composition, [CAN-2] 108(3)
 - Enquête, [CAN-2] 108(4)a)
 - Fonctions, [CAN-2] 108(2), (4)
 - Nomination, [CAN-2] 108(1)
 - Pouvoirs, [CAN-2] 108(6)
 - Rapport au ministre du Travail, [CAN-2] 108(4)b)
 - • Délai, [CAN-2] 108(4)b)
 - • Diffusion et publication, [CAN-2] 108(5)
 - Rémunération et indemnités, [CAN-2] 116
- Commission de conciliation (fédéral)**
- Accord des parties, [CAN-2] 79
 - Composition, [CAN-2] 81(1)
 - Constitution, [CAN-2] 72(1)c)–(2), 74(b), 81–83
 - • Avis de candidature, [CAN-2] 82(1)
 - • Avis de constitution, [CAN-2] 83
 - • Délai pour proposer un candidat, [CAN-2] 82(1)
 - Définition, [CAN-2] 3(1)
 - Déposition au civil, [CAN-2] 119
 - Inadmissibilité en justice, [CAN-2] 87
 - Membre
 - • Conflit d'intérêts, [CAN-2] 81(2)
 - • Désignation, [CAN-2] 82(1), (2)
 - • Remplaçant, [CAN-2] 85(3)
 - Mission, [CAN-2] 75(2)
 - Pouvoirs, [CAN-2] 84
 - Président, [CAN-2] 82(3)
 - • Absence de candidature, [CAN-2] 82(4)
 - • Fonctions, [CAN-2] 85(1)
 - Rapport au ministre du Travail, [CAN-2] 76
 - • Communication, [CAN-2] 78
 - • Délai, [CAN-2] 76(1)
 - • Majorité, [CAN-2] 76(2)
 - • Présomption, [CAN-2] 77(2)
 - • Réexamen, [CAN-2] 77(1)
 - • Retard, [CAN-2] 113
 - Recours judiciaires interdits, [CAN-2] 86
 - Rémunération et indemnités, [CAN-2] 116
 - Séance, [CAN-2] 85(1)
 - • Avis de convocation, [CAN-2] 85(1)b)
 - • Compte rendu, [CAN-2] 85(1)c)
 - • Quorum, [CAN-2] 85(2)
 - Témoignage, [CAN-2] 87
- Commission de l'assurance-emploi du Canada**
- Avis de licenciement collectif, [CAN-2] 212(2)
 - Réemploi des surnuméraires, [CAN-2] 213(1)
- Commission de l'équité salariale**, voir *Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail*
- Commission de la construction du Québec**, voir aussi *Comité des relations du travail dans l'industrie de la construction, Comité mixte de la construction, Comité sur la formation professionnelle dans l'industrie de la construction, Comité sur les avantages sociaux de l'industrie de la construction, Fonds d'indemnisation des salariés de l'industrie de la construction, Fonds de formation des salariés de la construction, Référence de main-d'œuvre*
- Action civile résultant de la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction*
 - • Prescription, [QUE-15] 122(1)
 - Année financière, [QUE-15] 8
 - Application des lois fiscales, [QUE-15] 4
 - Association représentative
 - • Carte d'allégeance syndicale, [QUE-15] 36, 39.1, 119.2
 - • Certificat, [QUE-15] 34
 - • Choix des salariés, [QUE-15] 33
 - • Cotisation syndicale, [QUE-15] 38

Lois du travail 2025-2026

- Commission de la construction du Québec (*suite*)
- • Liste des salariés, [QUE-15] 30
 - • Scrutin secret, [QUE-15] 32
 - Budget, [QUE-15] 10
 - Bureau régional, [QUE-15] 14
 - Cautonnement, [QUE-15] 13
 - Certificat de compétence
 - • Enquête, [QUE-15] 7.3
 - Code d'éthique, [QUE-15] 3.12.2, 9.2, 9.3
 - Collaboration
 - • Prévention de la corruption, [QUE-15] 4
 - Collaboration à l'application des normes de qualification professionnelle de la main-d'œuvre, [QUE-8] 43
 - Comité d'audit, [QUE-15] 3.13
 - • Composition, [QUE-15] 3.17
 - • Constitution, [QUE-15] 3.13
 - • Fonction, [QUE-15] 3.16
 - • Quorum, [QUE-15] 3.18
 - Comité de gouvernance et d'éthique, [QUE-15] 3.13–3.15
 - • Composition, [QUE-15] 3.15
 - • Constitution, [QUE-15] 3.13
 - • Fonction, [QUE-15] 3.14
 - • Quorum, [QUE-15] 3.18
 - Comité des ressources humaines, [QUE-15] 3.13
 - • Composition, [QUE-15] 3.17
 - • Constitution, [QUE-15] 3.13
 - • Fonction, [QUE-15] 3.16.1
 - • Quorum, [QUE-15] 3.18
 - Communication de bonne foi d'un renseignement par un salarié
 - • Sanction interdite, [QUE-13] 122(16)
 - Conseil d'administration, [QUE-15] 3.2–3.12.4
 - • Absence d'un membre, [QUE-15] 3.5
 - • Conflit d'intérêts, [QUE-15] 3.8
 - • Cumul interdit de fonctions, [QUE-15] 3.8
 - • Durée du mandat, [QUE-15] 3.3
 - • Évaluation des contrôles et des systèmes d'information, [QUE-15] 3.2
 - • Fonction, [QUE-15] 3.12.2
 - • Fonction continuée, [QUE-15] 3.3
 - • Imputabilité des décisions, [QUE-15] 3.12.2
 - • Membre, [QUE-15] 3.2
 - • • Nomination, [QUE-15] 3.2
 - • • Programme d'accueil et de formation continue, [QUE-15] 3.12.4
 - Membre indépendant, [QUE-15] 3.2
 - Nombre de femmes, [QUE-15] 3.3.1, 3.9.1
 - Orientation stratégique, [QUE-15] 3.12.1
 - Personne âgée de 35 ans ou moins, [QUE-15] 3.3.2, 3.9.1
 - Quorum, [QUE-15] 3.9
 - Rémunération, [QUE-15] 3.7
 - Renouvellement de mandat, [QUE-15] 3.3
 - Représentation de la diversité de la société québécoise, [QUE-15] 3.3.3, 3.9.1
 - • Vacance, [QUE-15] 3.4
 - Validité des actes, documents ou décisions, [QUE-15] 3.9.1
 - Vote, [QUE-15] 3.9
 - Convention collective (construction), [QUE-15] 48
 - • Choix de l'arbitre des griefs, [QUE-15] 62
 - • Exécution, [QUE-15] 81–84
 - • Formation d'un comité, [QUE-15] 18.15
 - • Plainte relative au placement, à l'embauche ou à la mobilité de la main-d'œuvre, [QUE-15] 78
 - Création, [QUE-15] 2
 - Décision, [QUE-15] 80.1–80.3
 - Délai de prescription, [QUE-15] 15.7
 - Dépenses de développement des compétences, [QUE-5] 12, 64.2
 - Directive d'orientation ou d'objectifs, [QUE-15] 15.0.1
 - Documents, [QUE-15] 6, 122(6), 3.9.1
 - Enquête, [QUE-15] 7
 - • Coopération des personnes concernées, [QUE-15] 7.2
 - • Immunité, [QUE-15] 7.10
 - • Pouvoirs, [QUE-15] 7.1, 7.3, 7.6
 - • Rapport au ministre, [QUE-15] 7.9
 - • Reprise des travaux de construction, [QUE-15] 7.5
 - • Révision d'une décision, [QUE-15] 7.7
 - • Sanction interdite contre un salarié, [QUE-13] 122(16)
 - • Suspension des travaux de construction, [QUE-15] 7.4, 7.8

Index analytique

- Commission de la construction du Québec (*suite*)
 - Entente conclue avec les Mohawks de Kanawake
 - • Application, [QUE-15] 20.2
 - • Dépôt à l'Assemblée nationale, [QUE-15] 20.4
 - • Entente administrative, [QUE-15] 20.6
 - • Mise en œuvre, [QUE-15] 20.1
 - • Publication, [QUE-15] 20.5
 - • Règlement, [QUE-15] 20.3
 - Entente en matière d'affaires autochtones, [QUE-15] 4
 - Entente intergouvernementale, [QUE-15] 4, 123, 123.1
 - Exécution de la convention collective, [QUE-15] 81
 - • Certificat de compétence, [QUE-15] 80.1
 - • Document, [QUE-15] 81.1
 - • Pouvoirs additionnels de la Commission, [QUE-15] 82
 - • Prélèvement et cotisation, [QUE-15] 82.1
 - • • Intérêt, [QUE-15] 82.2
 - • Recouvrement de sommes, [QUE-15] 81.2
 - • Renseignements, [QUE-15] 81.0.1, 83.2
 - Femme dans l'industrie, [QUE-15] 126.0.1
 - Fonctions, [QUE-15] 4
 - Fonds du Tribunal administratif du travail
 - • Contribution, [QUE-15] 8.1
 - Formation professionnelle
 - • Contribution des employeurs, [QUE-15] 64.1
 - • Relevés des déboursés, [QUE-15] 85.4.1
 - Infraction et peine, [QUE-15] 112
 - Interprétation, [QUE-15] 1(d)
 - Licence
 - • Enquête, [QUE-15] 7.3
 - Livres et comptes, [QUE-15] 11
 - Mesures gouvernementales, [QUE-15] 4
 - Orientations stratégiques, [QUE-15] 4
 - Personne morale, [QUE-15] 3
 - Personnel, [QUE-15] 4.1
 - • Avantages sociaux, [QUE-15] 5
 - • Conditions de travail, [QUE-15] 5
 - • Convention collective, [QUE-15] 5
 - • Fonctionnaire affecté, [QUE-15] 5
 - • Rémunération, [QUE-15] 5
 - Plainte d'un employeur ou d'un salarié, [QUE-15] 14
 - Plan stratégique, [QUE-15] 15.0.2
 - • Approbation du gouvernement, [QUE-15] 15.0.3
 - Politiques, [QUE-15] 4
 - Poursuite en vertu de la Loi, [QUE-15] 48.1
 - Pouvoirs, [QUE-15] 7, 7.1, 81
 - Président du conseil d'administration, [QUE-15] 3.2
 - • Absence ou empêchement, [QUE-15] 3.5
 - • Conflit d'intérêts, [QUE-15] 3.8
 - • Durée du mandat, [QUE-15] 3.3
 - • Nomination, [QUE-15] 3.3
 - • Remplacement, [QUE-15] 3.5
 - • Renouvellement de mandat, [QUE-15] 3.3
 - • Réponse au ministre, [QUE-15] 3.12.1
 - • Vote, [QUE-15] 3.9
 - Président-directeur général, [QUE-15] 3.2, 5
 - • Conflit d'intérêts, [QUE-15] 3.8
 - • Durée du mandat, [QUE-15] 3.3
 - • Fonction à temps plein, [QUE-15] 3.6
 - • Nomination, [QUE-15] 3.3
 - • Rémunération, [QUE-15] 3.7
 - • Renouvellement de mandat, [QUE-15] 3.3
 - Présomption de connaissance, [QUE-15] 15.7
 - Rapport annuel, [QUE-15] 9
 - • Contenu, [QUE-15] 9, 9.1, 9.3–9.7
 - Rapport du ministre, [QUE-15] 126.0.6
 - Rapport des activités du Service de référence, [QUE-15.1] 26
 - Recours, [QUE-15] 122(1)
 - Régime complémentaire d'avantages sociaux
 - • Administration, [QUE-15] 92–93
 - • Frais payables, [QUE-15] 126.0.2
 - Règlement, [QUE-15] 123.1
 - • Consultation, [QUE-15] 123.3
 - • Transmission au ministre, [QUE-15] 123.2
 - Règlement de régie interne, [QUE-15] 15
 - Règles relatives à la réintégration, [QUE-2] 249
 - Renseignements, [QUE-15] 123.4

Commission de la construction du Québec (*suite*)

- • Communication, [QUE-15] 123.5
- • Confidentialité, [QUE-15] 123.8
- • Représailles interdites, [QUE-15] 119.0.5, 123.7
- • Entente, [QUE-15] 123.4.1
- • Immunité, [QUE-15] 123.6
- Salaire
- • Remboursement, [QUE-15] 122(8)
- Salarié
- • Représentation, [QUE-13] 126.1
- Séance du conseil d'administration, [QUE-15] 3.1, 3.9, 6
- • Participation du ministre, [QUE-15] 3.9.0.1
- • Procès-verbaux, [QUE-15] 6
- Siège, [QUE-15] 3.1
- Unité autonome de vérification, [QUE-15] 15.1–15.7
 - • Administration, [QUE-15] 15.4
 - • • Compte rendu, [QUE-15] 15.4
 - • • Délégation, [QUE-15] 15.4
 - • Entente de fonctionnement, [QUE-15] 15.5
 - • Financement des dépenses, [QUE-15] 15.6
 - • Fonctions exclusives, [QUE-15] 15.3
 - • Institution, [QUE-15] 15.1
 - • Rôle, [QUE-15] 15.2

Commission de la fonction publique

- Équité en matière d'emploi, [CAN-4] 4(4), (8), 8(4)
- Exclusion du statut de salarié, [QUE-3] 1(3°)
- Harcèlement psychologique, [QUE-13] 81.20

Commission de la santé et de la sécurité du travail, voir *Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail*

Commission de la sécurité dans les mines de charbon

- Approbation des méthodes, machines ou appareils miniers, [CAN-2] 137.2(2)
- Approbation des plans et procédures, [CAN-2] 137.2(1)
- Assistance, [CAN-2] 137.1(8)
- Commissaires, [CAN-2] 137.1(2)

- • Mandat, [CAN-2] 137.1(3)
- • Rémunération, [CAN-2] 137.1(6)
- • Sélection, [CAN-2] 137.1(3)
- Constitution, [CAN-2] 137.1(1)
- Fonctionnement, [CAN-2] 137.1(7)
- Fonctions incompatibles, [CAN-2] 137.1(5)
- Immunité, [CAN-2] 137.1(10)
- Ordonnance, [CAN-2] 137.2(3)
- Président, [CAN-2] 137.1(2)
- Président suppléant, [CAN-2] 137.1(2.1)
- Proposition de modification des règlements, [CAN-2] 137.2(4)
- Quorum, [CAN-2] 137.1(4)
- Rapport annuel, [CAN-2] 137.1(9)

Commission des accidents du travail du Québec, voir aussi *Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail*

- Affaire pendante, [QUE-16] 328
- Commissaire, [QUE-16] 331
- Dossiers et archives, [QUE-16] 332
- Substitution, [QUE-16] 328

Commission des affaires sociales, [QUE-2] 579

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, voir aussi *Plainte devant la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse*

- Accès à l'égalité en emploi
- • Délai de transmission du rapport d'analyse d'effectifs, [QUE-1] 6
 - • • Groupe des personnes handicapées, [QUE-1] 33.1
- • Liste des organismes assujettis à la Loi, [QUE-1] 23
- • Mandat, [C-2] 57
- • Recours devant le Tribunal, [C-2] 111, 111.1
- • Sous-représentation d'un groupe
 - • • Avis du résultat de la comparaison, [QUE-1] 8
 - • • Comparaison par type ou regroupement de types d'emploi, [QUE-1] 7
- Arbitrage, [C-2] 62
- Assistance, [C-2] 72, 87
- Comité des plaintes, [C-2] 61
- Composition, [C-2] 58
- Constitution, [C-2] 57

Index analytique

- Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (*suite*)
 - Discours haineux
 - • Recours devant le Tribunal, [C-2] 111.0.1
 - Discours incitant à la violence
 - • Recours devant le Tribunal, [C-2] 111.0.1
 - Divulgence de renseignements, [C-2] 95
 - Enquête, [C-2] 62, 71
 - • Délégation, [C-2] 62
 - • Infraction, [C-2] 134(3)
 - • Pouvoirs, [C-2] 68
 - Femme dans l'industrie de la construction, [QUE-15] 126.0.1
 - Fonctions, [C-2] 71–73
 - Immunité, [C-2] 68, 96
 - Membre, [C-2] 58, 58.1
 - • Fonctions continuées, [C-2] 60
 - • Mandat, [C-2] 58.3
 - • Pouvoirs d'enquête, [C-2] 68
 - • Pouvoirs en matière d'accès à l'égalité en emploi, [QUE-1] 24
 - • Serment, [C-2] 64
 - • Traitement, [C-2] 59, 67
 - Personnel, [C-2] 62
 - • Conditions de travail, [C-2] 62
 - • Rémunération et allocation, [C-2] 63
 - Poursuite pénale, [C-2] 136
 - • Propriété des frais, [C-2] 136
 - Président, [C-2] 65, 66
 - Remplacement, [C-2] 67
 - Programme d'accès à l'égalité en emploi, [C-2] 88
 - • Assistance à l'élaboration, [QUE-1] 12
 - • Communication de renseignements confidentiels, [C-2] 93
 - • Demande de modification, [QUE-1] 16
 - • Entente de modification, report ou annulation, [QUE-1] 19
 - • Recommandation, [QUE-1] 17
 - • Recours devant le Tribunal, [C-2] 111, 111.1
 - • Vérification, [QUE-1] 15
 - Rapport annuel, [C-2] 73
 - Dépôt devant l'Assemblée nationale, [C-2] 73
 - Publication, [C-2] 73
 - Règlement, [C-2] 70, 99
 - • Approbation du gouvernement, [C-2] 99
 - • Infraction, [C-2] 134(4)
 - Responsabilité, [C-2] 57
 - Séance, [C-2] 66, 69
 - Siège, [C-2] 69
 - Vice-président, [C-2] 65
- Commission des lésions professionnelles,**
voir Tribunal administratif du travail
- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail,** [QUE-10] 97 al. 2(2), *voir aussi Association sectorielle paritaire, Cotisation de l'employeur, Fonds de la santé et de la sécurité du travail, Indemnité de décès, Indemnité de remplacement du revenu, Indemnité pour préjudice corporel, Inspection en matière de santé et de sécurité au travail, Permis d'agence de placement ou de recrutement, Plainte du salarié, Procédure d'évaluation médicale, Procédure de réclamation, Programme de santé, Réadaptation, Recours devant la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, Recours devant le Tribunal administratif du travail, Recouvrement des prestations, Tribunal administratif du travail*
- Accès au dossier, [QUE-2] 36–43
 - Avis au travailleur, [QUE-2] 38
 - Confidentialité, [QUE-2] 39
 - Délai raisonnable, [QUE-2] 41
 - Document informatisé, [QUE-2] 40
 - Administration de la Loi, [QUE-2] 589; [QUE-6] 132
 - Ajustements salariaux, [QUE-6] 72, 101–101.1
 - Assignation temporaire du travailleur, [QUE-2] 180
 - Certification en santé et sécurité, [QUE-16] 167.1
 - • Conditions, [QUE-16] 167.1
 - • Modalités, [QUE-16] 167.1
 - • Organismes habilités, [QUE-16] 167.1
 - Chantier de construction de grande importance, [QUE-16] 220
 - Communication, [QUE-16] 222
 - Dispositions applicables, [QUE-16] 221
 - Classification de l'employeur, [QUE-2] 297–303, 317, 454
 - Comité administratif, [QUE-16] 156
 - Décision, [QUE-16.3] 21–22; 24
 - Fonctions, [QUE-16.3] 12

Lois du travail 2025-2026

- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (*suite*)
 - Président-directeur général, [QUE-16.3] 11.1
 - Séance, [QUE-16.3] 13–14
 - Absence ou empêchement d'un représentant des travailleurs ou des employeurs, [QUE-15.4] 18
 - Ajournement, [QUE-16.3] 23
 - Avis, [QUE-16.3] 16
 - Convocation, [QUE-16.3] 15, 17
 - Président, [QUE-16.3] 20
 - Quorum, [QUE-16.3] 19
 - Vote, [QUE-16.3] 21, 22
 - Comité consultatif sur l'équité salariale, [QUE-6] 95.1–95.4
 - Comité d'audit, [QUE-16.3] 29, 30, 41–42
 - Comité d'équité salariale, [QUE-6] 21
 - Comité de gouvernance et d'éthique, [QUE-16] 155.1; [QUE-16.3] 40
 - Comité de maintien d'équité salariale, [QUE-6] 76.3
 - Comité de placement et de capitalisation, [QUE-16.3] 44
 - Comité de vérification, [QUE-16] 155.1
 - Comité des ressources humaines et du budget, [QUE-16] 155.1; [QUE-16.3] 46
 - Comité multidisciplinaire, [QUE-2] 184
 - Comité sectoriel d'équité salariale, [QUE-6] 44–48, 93(10)
 - Comité sectoriel de maintien d'équité salariale, [QUE-6] 76.7, 93(10)
 - Comité stratégique
 - Composition, [QUE-16.3] 29–31
 - Fonctions, [QUE-16.3] 27
 - Président, [QUE-16.3] 29, 30
 - Président-directeur général, [QUE-16.3] 11.1
 - Séance, [QUE-16.3] 32, 36–37
 - Ajournement, [QUE-16.3] 38
 - Avis, [QUE-16.3] 33–34
 - Quorum, [QUE-16.3] 35
 - Services d'un expert externe, [QUE-16.3] 39
 - Sommaire d'activités, [QUE-16.3] 28
 - Comité sur les ressources informationnelles, [QUE-16.3] 43
 - Commissaire, [QUE-16] 331
 - Compétence exclusive, [QUE-2] 349
 - Confidentialité, [QUE-16] 174
 - Exemption, [QUE-16] 175
 - Conseil d'administration, [QUE-16] 140
 - Composition, [QUE-16] 140
 - Conflit d'intérêts, [QUE-16] 152
 - Constitution de comités, [QUE-16] 155.1
 - Décision, [QUE-16] 159; [QUE-16.3] 7, 9
 - Fonctions, [QUE-16.3] 1
 - Nomination des membres, [QUE-16] 140–141.1
 - Résolution, [QUE-16] 158.1
 - Séance, [QUE-16] 150; [QUE-16.3] 2–3
 - Ajournement, [QUE-16.3] 8
 - Avis, [QUE-16.3] 5
 - Convocation, [QUE-16.3] 4, 6
 - Quorum, [QUE-16] 151
 - Vacance, [QUE-16] 148
 - Vote, [QUE-16] 7, 140, 153
 - Constitution, [QUE-16] 137–165
 - Contrat de recherche, [QUE-16] 168
 - Contribution au Fonds du Tribunal administratif du travail, [QUE-2] 366.1
 - Coût d'un service, [QUE-2] 586
 - Coûts assumés, [QUE-2] 150, 154, 157, 181, 194, 197–198.1, 204, 454
 - Décision, [QUE-2] 354
 - Équité, [QUE-2] 351
 - Exécution, [QUE-2] 361, 362
 - Fait nouveau, [QUE-2] 365
 - Infraction et peine, [QUE-2] 464
 - Reconsidération, [QUE-2] 365, 366
 - Signature, [QUE-2] 355
 - Décision du Tribunal administratif du travail
 - Notification à la Commission, [QUE-19] 47
 - Décision individuelle en matière d'équité salariale, [QUE-16] 161.0.1–161.0.7; [QUE-16.4]
 - Absence ou empêchement d'agir d'un commissaire, [QUE-16] 161.0.6
 - Commissaire additionnel, [QUE-16] 161.0.7
 - Devoirs et fonctions des commissaires, [QUE-16] 161.0.3
 - Durée du mandat des commissaires, [QUE-16] 161.0.2
 - Exercice des fonctions à temps plein, [QUE-16] 161.0.3

Index analytique

- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (*suite*)
 - Exercice seul des pouvoirs conférés à la Commission, [QUE-16] 161.0.5
 - Expiration du mandat des commissaires, [QUE-16] 161.0.2
 - Nomination de commissaires, [QUE-16] 161.0.1, 161.0.7
 - Prise de la décision, [QUE-16] 161.0.1
 - Quorum des séances, [QUE-16] 161.0.5
 - Rémunération, avantages sociaux et autres conditions des commissaires, [QUE-16] 161.0.4, 161.0.7
- Déclaration de services, [QUE-16] 161.1, 161.2
- Décret de convention collective, [QUE-4] 16
- Définition, [QUE-2] 2; [QUE-6] 4; [QUE-16] 1
- Délégation de pouvoirs, [QUE-16] 172, 172.1
- Demande au Tribunal administratif du travail, [QUE-6] 104–113
- Différend soumis à la Commission, [C-2] 49.1; [QUE-6] 98
- Dispositions non applicables, [QUE-16] 176.0.1, 176.0.2
- Dispositions transitoires, [QUE-16] 251–335; [QUE-19] 239–254
- Renvoi, [QUE-16] 333
- Document
 - Utilisation de support ou de technologie, [QUE-16] 173.1
 - Assistance, [QUE-16] 173.1
- Documents d'information relatifs à l'équité salariale, [QUE-6] 14
- Conservation des renseignements, [QUE-6] 14.1, 114(6)
- Employeur tenu personnellement au paiement des prestations, [QUE-2] 339, 340
 - Assistance médicale et réadaptation, [QUE-2] 341
 - Paiement des prestations dues par un employeur, [QUE-2] 342
 - Réclamation pour prestations, [QUE-2] 341, 342
- Enquête et audition, [QUE-6] 102–102.2.2; [QUE-16] 160, 172
 - Accès aux documents, [QUE-6] 102.2
 - Conciliateur, [QUE-6] 102.2
 - Accord, [QUE-6] 103.0.1–103.0.3
 - Confidentialité, [QUE-16] 160
 - Document caché, [QUE-13] 140(4)
 - Frais, [QUE-16] 172
 - Pouvoirs, [QUE-13] 108, 109, 125; [QUE-16] 160, 172, 172.1
 - Procédure, [QUE-13] 103, 107.1, 108–111
- Entente avec le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale
 - Communication des renseignements et des documents, [QUE-2] 42.2; [QUE-16] 174.1, 174.2
- Entente avec le ministre du Revenu
 - Communication des renseignements et des documents, [QUE-2] 315.5
- Entente avec le ministre de la Santé et des Services sociaux
 - Travailleur domestique, [QUE-16.5] ann. I
- Entente avec Retraite Québec, [QUE-2] 42.1
- Entente avec un ministère ou un autre gouvernement, [QUE-16] 170, 170.1
- Dépôt à l'Assemblée nationale, [QUE-16] 170
- Entrave à une enquête, une vérification, un examen ou une audition, [QUE-2] 331.2, 464
- Équité, [QUE-2] 351
- Évaluation médicale
 - Avis au ministre du Travail, [QUE-2] 217
 - Commission liée, [QUE-2] 224, 224.1, 233, 233.7
 - Examen médical requis, [QUE-2] 204
 - Financement des comités des maladies oncologiques, [QUE-2] 233.8
 - Financement des comités des maladies pulmonaires, [QUE-2] 233.0.1
 - Financement du comité scientifique, [QUE-2] 348.8
 - Professionnel désigné, [QUE-2] 204
 - Transmission de documents au Bureau d'évaluation médicale, [QUE-2] 205.1, 206, 212.1, 217
 - Transmission de dossiers aux comités, [QUE-2] 226, 233.1
- Exécution des décisions hors du Québec, [QUE-13] 39(16)
- Exécution des décisions rendues hors du Québec, [QUE-13] 39.0.0.1
- Opposition, [QUE-13] 39.0.0.3

Lois du travail 2025-2026

- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (*suite*)
 - • Procédure, [QUE-13] 39.0.0.2
 - Exercice financier, [QUE-16] 162
 - Fausse déclaration, [QUE-2] 464
 - Financement, [QUE-2] 281–331.3; [QUE-13] 114, 169; [QUE-16] 247
 - • Choix du mode de financement, [QUE-2] 284
 - • Compte distinct pour chaque employeur, [QUE-2] 283
 - • Cotisation de l'employeur, [QUE-2] 281, 284.1, 284.2, 304–325, 343–345, 574.2
 - • Perception, [QUE-2] 281, 574.2; [QUE-16] 247
 - • Remboursement à la Régie de l'assurance maladie, [QUE-16] 247, 248
 - • Réserve, [QUE-2] 285, 286, 312
 - • Somme requise, [QUE-16] 335
 - Fonctionnaire, [QUE-16] 177, 330
 - Fonctions, [QUE-2] 181–187; [QUE-6] 93; [QUE-13] 5; [QUE-16] 166–176
 - • Entrave, [QUE-13] 140(1)
 - Fonds du Tribunal administratif du travail
 - • Contribution, [QUE-13] 28.1; [QUE-16] 228.1
 - Frais funéraires et de transport du défunt, [QUE-2] 111
 - Hypothèque légale, [QUE-2] 324
 - Immunité, [QUE-2] 350; [QUE-16] 161
 - Imputation des coûts, [QUE-2] 326–331
 - Incitatif financier aux employeurs
 - • Mesures de prévention, [QUE-16] 167.2
 - Indemnité de décès, [QUE-2] 134–141
 - Indemnité de remplacement du revenu, [QUE-2] 124–133
 - • Prélèvement, [QUE-2] 126
 - • Révision, [QUE-2] 54, 55, 64
 - Indemnité pour préjudice corporel, [QUE-2] 88, 90, 91, 454
 - Infraction et peine, [QUE-13] 140; [QUE-6] 115
 - • Amende, [QUE-6] 117
 - • Complicité, [QUE-6] 116
 - • Poursuite pénale, [QUE-6] 118
 - Inscription, [QUE-2] 18, 19
 - • Avis, [QUE-2] 21
 - Institution, [QUE-16] 137
 - Intérêt, pénalité ou frais exigibles d'un employeur
 - • Renonciation, [QUE-2] 323.1
 - Intervention, [QUE-6] 101; [QUE-19] 13
 - Langue officielle, [C-3] 47–47.5
 - • Plainte, [C-3] 47, 47.4
 - • • Délai, [C-3] 47.4, 47.5
 - • • Information confidentielle, [C-3] 47.1
 - • • Nomination d'une personne pour régler la plainte, [C-3] 47.1
 - • • Représentation d'un travailleur sans appartenance à une association, [C-3] 47.3
 - • • Transmission au Tribunal administratif du travail, [C-3] 47.2
 - Juridiction exclusive, [QUE-16] 176
 - Liste des professionnels de la santé, [QUE-2] 205
 - Loi applicable, [QUE-16] 36, 156.1
 - Membre du conseil d'administration
 - • Conflit d'intérêts, [QUE-16] 152
 - • Fonctions
 - • • Cumul, [QUE-16] 153.1
 - • Honoraires ou allocations, [QUE-16] 149
 - • Immunité, [QUE-16] 161
 - • Mandat, [QUE-16] 144, 147
 - • Nomination, [QUE-16] 140, 141
 - • Vacance, [QUE-16] 148
 - • Vote, [QUE-16] 153
 - Mesures, [QUE-6] 101, 103, 103.1, 104, 105
 - • Non-respect, [QUE-6] 106
 - Mise en demeure, [QUE-13] 111, 120
 - Normes de qualification professionnelle, [QUE-8] 43
 - Normes déontologiques (employés membres d'un ordre professionnel), [QUE-16] 174.3
 - Nouveau délai, [QUE-6] 101.1
 - Obligations en terme de services, [QUE-16] 161.2
 - Observateur, [QUE-16] 145
 - Ordonnance, [QUE-2] 170.4
 - Ordonnance en cas d'harcèlement psychologique
 - • Remboursement de l'employeur, [QUE-2] 144.1
 - Paiement d'indemnités
 - • Avis au Curateur public, [QUE-2] 141
 - • Réduction ou suspension, [QUE-2] 142
 - • Remboursement de l'employeur, [QUE-2] 60–62, 268

Index analytique

- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (*suite*)
 - Rétroactivité, [QUE-2] 143
 - Versement au tuteur ou mandataire, [QUE-2] 141
 - Paiement d'intérêts, [QUE-2] 364, 454
 - Permis d'agence de placement ou de recrutement, [QUE-13] 92.5; [QUE-13.1] 5, 6, 9–14, 20, 21, 26–28, 30, 32, 34, 36–44
 - Personne morale, [QUE-16] 138
 - Personnel, [QUE-16] 157
 - Plainte, [C-2] 49.1; [C-3] 47–47.5; [QUE-6] 96.1, 97, 99, 100, 101, 101.1, 103.1; [QUE-13] 102, 124
 - Accord entre les parties, [QUE-6] 103
 - Plainte frivole, [QUE-13] 106
 - Plan stratégique, [QUE-16] 161.3
 - Contenu, [QUE-16] 161.4
 - Transmission, [QUE-16] 161.5
 - Poursuite pénale, [QUE-2] 473
 - Pouvoirs, [QUE-2] 184; [QUE-6] 94, 95; [QUE-13] 39
 - Président du conseil d'administration
 - Absence, [QUE-16] 155
 - Conflit d'intérêts, [QUE-16] 152
 - Fonctions, [QUE-16] 154; [QUE-16.3] 10–11
 - Cumul, [QUE-16] 141.1
 - Immunité, [QUE-16] 161
 - Mandat, [QUE-16] 143
 - Nomination, [QUE-16] 140
 - Vote prépondérant, [QUE-16] 151
 - Président-directeur général
 - Absence, [QUE-16] 155
 - Audit interne, [QUE-16.3] 42
 - Conflit d'intérêts, [QUE-16] 152
 - Fonctions, [QUE-16] 141.1, 146
 - Cumul, [QUE-16] 141.1
 - Immunité, [QUE-16] 161
 - Imputabilité, [QUE-16] 163.1
 - Mandat, [QUE-16] 143, 147
 - Nomination, [QUE-16] 140, 141.1
 - Prévisions financières en matière d'équité salariale, [QUE-16] 162.1
 - Rémunération, avantages et conditions, [QUE-16] 142.1
 - Vote, [QUE-16] 140
 - Prévisions financières en matière d'équité salariale, [QUE-16] 162.1
 - Prolongation de délai, [QUE-2] 352
 - Rapport d'activités, [QUE-16] 163
 - Dépôt à l'Assemblée nationale, [QUE-16] 163
 - Réadaptation après consolidation, [QUE-2] 150, 154, 157
 - Adaptation d'un poste de travail, [QUE-2] 176
 - Avis, [QUE-2] 170.4
 - Décision en cas de nouvelles circonstances, [QUE-2] 147
 - Détermination de la capacité d'exercer, [QUE-2] 167.1, 170.1
 - Entente de services publics d'emploi, [QUE-2] 182.1
 - Mesure de prévention, [QUE-2] 185
 - Ordonnance, [QUE-2] 170.4
 - Plan individualisé, [QUE-2] 146, 147, 169, 170, 183
 - Service de soutien en recherche d'emploi et d'accompagnement, [QUE-2] 173, 174
 - Service professionnel, [QUE-2] 152, 182
 - Subvention à l'employeur, [QUE-2] 167.2, 175
 - Subvention pour la création et la gestion d'une entreprise, [QUE-2] 178
 - Réadaptation avant consolidation, [QUE-2] 145–145.2
 - Approbation par un professionnel de la santé, [QUE-2] 145.2
 - Réclamation en vertu d'un autre régime, [QUE-2] 448–453
 - Recours, [QUE-6] 96, 99, 101, 101.1
 - Recouvrement des prestations, [QUE-2] 129, 133, 363, 431–437
 - Refus d'agir en faveur du salarié ou du plaignant, [QUE-6] 111
 - Règlement, [QUE-2] 454–457, 593; [QUE-6] 114; [QUE-13] 32, 35; [QUE-16] 34, 223
 - Adoption par le gouvernement, [QUE-2] 457
 - Approbation, [QUE-2] 455, 593; [QUE-13] 32
 - Entrée en vigueur, [QUE-2] 455, 457, 593; [QUE-16] 225
 - Modification, [QUE-2] 456
 - Publication, [QUE-2] 455, 457, 593; [QUE-16] 224
 - Renvois, [QUE-16] 223.2

Lois du travail 2025-2026

- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (*suite*)
 - Règlement en vigueur, [QUE-16] 286, 294, 300, 310
 - Renseignements, [QUE-2] 42; [QUE-16] 164, 173–175
 - Renseignements non utilisés lors d'une enquête, plainte ou différend, [QUE-6] 93 al. 2
 - Renseignements requis d'un employeur, [QUE-6] 95
 - Réunion, [QUE-16] 145
 - Révision d'une décision, [QUE-2] 358–358.5, 360, 570.1
 - Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail liée, [QUE-2] 358.3
 - Contestation devant le Tribunal administratif du travail, [QUE-2] 359, 360, 362, 365
 - Décision, [QUE-2] 358.3, 358.5, 362–365, 454
 - Délai, [QUE-2] 358, 358.2
 - Demande, [QUE-2] 358.1
 - Droit éteint, [QUE-2] 357.1
 - Personne responsable, [QUE-2] 358.4
 - Restriction, [QUE-2] 358
 - Salaire minimum, [QUE-2] 6
 - Sanction interdite pour cause de lésion professionnelle, [QUE-2] 32, 252–264
 - Secrétaire
 - Fonctions, [QUE-16.3] 25
 - Secrétaire adjoint, [QUE-16.3] 26
 - Service de santé, [QUE-2] 193, 194
 - Entente avec le ministre de la Santé et des Services sociaux, [QUE-2] 195
 - Prothèse et orthèse, [QUE-2] 198.1
 - Remboursement de la Régie de l'assurance maladie, [QUE-2] 197, 198
 - Siège, [QUE-16] 139
 - Somme remise par l'employeur, [QUE-13] 120, 121
 - Déduction, [QUE-13] 121
 - Somme versée au salarié, [QUE-13] 112
 - Montant forfaitaire, [QUE-13] 114
 - Stagiaire
 - Plainte pour harcèlement psychologique, [QUE-21] 26–29
 - Enquête, [QUE-21] 27
 - Représentation du stagiaire, [QUE-21] 29
 - Transfert au Tribunal administratif du travail, [QUE-21] 28
 - Plainte pour pratique interdite, [QUE-21] 21–24
 - Information confidentielle, [QUE-21] 22
 - Nomination d'une personne en vue d'un règlement, [QUE-21] 22
 - Représentation du stagiaire, [QUE-21] 24
 - Transfert au Tribunal administratif du travail, [QUE-21] 23
 - Poursuite pénale, [QUE-21] 36
 - Surveillance de la mise en œuvre des normes, [QUE-21] 7
 - Désignation du personnel en charge, [QUE-21] 8
 - Fonctions, [QUE-21] 7
 - Subrogation, [QUE-13] 112, 113, 120, 121, 138
 - Subvention, [QUE-2] 167.2, 175, 178, 186, 187; [QUE-16.1] 30
 - Table des indemnités de remplacement du revenu, [QUE-2] 63, 64
 - Table des revenus bruts annuels d'emplois convenables, [QUE-2] 50
 - Travailleur étranger temporaire
 - Atteinte aux droits, [QUE-13] 92.10
 - Obligation de l'employeur, [QUE-13] 92.9
 - Vérification, [QUE-2] 331.1–331.3
 - Coopération, [QUE-2] 331.1
 - Entrave interdite, [QUE-2] 331.2, 464
 - Identification, [QUE-2] 331.3
 - Vérification des livres, [QUE-16] 165
 - Vice de forme ou irrégularité de procédure, [QUE-2] 353
 - Vice-président
 - Absence, [QUE-16] 155
 - Conflit d'intérêts, [QUE-16] 152
 - Équité salariale, [QUE-16] 142, 161.0.1, 161.0.5, 161.0.7
 - Fonctions, [QUE-16] 142, 146
 - Immunité, [QUE-16] 161
 - Mandat, [QUE-16] 143, 147
 - Nomination, [QUE-16] 142
 - Normes du travail, [QUE-16] 142

Index analytique

- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (*suite*)
- • Rémunération, avantages et conditions, [QUE-16] 142.1
- Commission des normes du travail**, voir *Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail*
- Commission des partenaires du marché du travail**, voir aussi *Comité sectoriel de main-d'œuvre, Développement et reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, Stratégie de développement des compétences en milieu de travail*
- Composition, [QUE-11] 21
 - Conflit d'intérêts, [QUE-11] 26
 - Conseil régional, [QUE-11] 37
 - Création, [QUE-11] 16
 - Dépenses de développement des compétences admissibles, [QUE-5] 5–9, 11–13
 - Entente pour l'exercice de ses attributions, [QUE-11] 17.1
 - Fonctions, [QUE-11] 17
 - Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, [QUE-5] 26, 28
 - Frais pour l'utilisation d'un service offert par le Ministère, [QUE-11] 3.2
 - Immunité des membres, [QUE-11] 17.3
 - Mandat, [QUE-11] 18
 - Mandat des membres, [QUE-11] 23
 - Norme professionnelle
 - • Approbation, modification ou désaveu
 - • • Recommandation au ministre, [QUE-5] 25.4
 - Plan d'action en matière de main-d'œuvre et d'emploi, [QUE-11] 3.1
 - Pouvoirs, [QUE-11] 17.1, 17.3
 - Président, [QUE-11] 24
 - Procès-verbaux, [QUE-11] 28
 - Quorum, [QUE-11] 27
 - Rapport annuel de gestion, [QUE-11] 17.0.1
 - Recommandations, [QUE-11] 17.0.1
 - Régie interne, [QUE-11] 27
 - Règlement, [QUE-5] 20–22
 - Rémunération des membres, [QUE-11] 25
 - Renseignements au ministre, [QUE-11] 29
 - Séance, [QUE-11] 27
 - Secrétaire général, [QUE-11] 22
 - Stratégies et objectifs en matière de main-d'œuvre, [QUE-11] 3
 - • Pouvoir d'élaboration, [QUE-5] 25.6
- Commission des relations du travail**, voir *Tribunal administratif du travail*
- Commission du salaire minimum**, voir aussi *Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail*
- Dispositions transitoires, [QUE-13] 152–156
 - • Affaires continuées, [QUE-13] 154
 - • Commissaire à temps partiel, [QUE-13] 156
 - • Ordonnance continuée, [QUE-13] 152
 - • Régime de retraite, [QUE-13] 156
 - • Secrétaire et personnel, [QUE-13] 155
- Commission parlementaire**, [C-2] 98
- Commission scolaire**
- Accès à l'égalité en emploi
 - • Application de la Loi, [QUE-1] 2(3)
 - Convention collective
 - • Commissions liées, [QUE-3] 68
 - • Mandat exclusif, [QUE-3] 11
 - • Obligations du mandataire, [QUE-3] 11
 - • Révocabilité, [QUE-3] 11
 - • Validité, [QUE-3] 11
 - Formation de la main-d'œuvre, [QUE-5] 7
 - Requête en accréditation
 - • Renouvellement, [QUE-3] 40
 - Secteurs public et parapublic, [QUE-3] 111.2(1)
 - Travaux bénévoles de construction, [QUE-15.2] 4(4)
- Communauté métropolitaine**, [QUE-1] 2(2); [QUE-3] 40; [QUE-15] 19 al. 1(3)
- Communauté urbaine**, voir *Communauté métropolitaine*
- Communication**
- Besoins spéciaux de l'employé
 - • Mode de communication requis en matière de santé et de sécurité au travail, [CAN-2] 122.3
 - Liberté de moyens, [C-1] 2(b)
- Concession d'entreprise**, [QUE-3] 45–45.2; [QUE-4] 14.1, 14.2; [QUE-13] 96, 97

Conciliateur

- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-6] 102.2, 103–103.0.3
- Désignation, [QUE-3] 54–55
- Présence aux réunions, [QUE-3] 56
- Rapport, [QUE-3] 57
- Renvoi à l'arbitrage, [QUE-3] 93.1, 93.3
- Statut de non-salarié, [QUE-3] 1(l) 3°
- Tribunal administratif du travail, [QUE-19] 21, 23, 85, 89, 269
- • • Accord entre les parties, [QUE-19] 21, 23
- • • Code de déontologie, [QUE-19] 89, 269; [QUE-19.1] 1–4
- • • • Conflit d'intérêts, [QUE-19.1] 4
- • • • Devoirs, [QUE-19.1] 3
- • • Désignation, [QUE-19] 21
- • • Fonctions, [QUE-19] 85
- • • Nomination, [QUE-19] 85; [QUE-19.1] 2

Conciliateur (construction)

- Désignation, [QUE-15] 43, 43.1
- Rapport, [QUE-15] 43.3
- Réunion, [QUE-15] 43.2

Conciliateur (fédéral), voir aussi *Ministre du Travail (fédéral)*

- Définition, [CAN-2] 3(1)
- Déposition au civil, [CAN-2] 119
- Échec du conciliateur, [CAN-2] 74
- Fonctions, [CAN-2] 73(2)
- Nomination, [CAN-2] 72(1)a), (2)
- Rapport au ministre du Travail, [CAN-2] 73(1)b)
- • • Délai, [CAN-2] 73(1)b)
- • • Retard, [CAN-2] 113

Conciliation, [QUE-2] 254 [QUE-19] 21–25, voir aussi *Conciliateur, Négociation collective, Recours devant le Tribunal administratif du travail*

- Absence d'accord, [QUE-19] 24
- Accès aux documents, [QUE-10] 123
- Accord, [QUE-10] 124; [QUE-19] 23
- Approbation du Tribunal administratif du travail, [QUE-19] 23
- Assurance automobile, [QUE-10] 120
- But, [QUE-10] 121

- Calendrier des échéances
- • • Modification, [QUE-10] 121.2
- Conférence de gestion, [QUE-10] 119.1(4)
- Confidentialité, [QUE-10] 123; [QUE-19] 25
- Consentement des parties, [QUE-2] 254; [QUE-19] 21
- Décision du Tribunal administratif du travail, [QUE-19] 23
- Déontologie, [QUE-19] 89
- Déroulement, [QUE-10] 121.1
- Désignation du conciliateur, [QUE-10] 120; [QUE-19] 21
- Dossier en matière d'indemnité ou de prestation, [QUE-10] 119.6
- Effet non suspensif de l'instance, [QUE-10] 121
- Exécution de l'accord, [QUE-10] 124
- Expiration du délai, [QUE-10] 118.1
- Facultative, [QUE-19] 21
- Fonctions du conciliateur, [QUE-19] 85
- Formalités, [QUE-10] 121.1
- Frais, [QUE-10] 121.1
- Huis clos, [QUE-10] 121.1
- Participation, [QUE-10] 120, 121.1
- Plainte d'un travailleur, [QUE-2] 254
- Pouvoir du membre du Tribunal, [QUE-10] 121.2
- Présidence, [QUE-10] 120
- Preuve, [QUE-19] 22
- Procédure, [QUE-10] 121.1
- Recevabilité en preuve, [QUE-10] 122
- Recours devant la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 254
- Recours devant le Tribunal administratif du travail, [QUE-19] 21–25
- Refus d'entériner l'accord, [QUE-19] 24
- Régime des rentes, [QUE-10] 120
- Règles applicables, [QUE-10] 121.1
- Restriction, [QUE-19] 22
- Restriction d'accès, [QUE-19] 25
- Rôle du conciliateur, [QUE-10] 121.1
- Section des affaires sociales, [QUE-10] 120
- Sécurité du revenu, [QUE-10] 120
- Tenue, [QUE-10] 119.6, 120, 121.1

Index analytique

- Conciliation (fédéral)**, voir aussi *Commission de conciliation (fédéral)*, *Service fédéral de médiation et de conciliation*
- Commission canadienne des droits de la personne
 - • Plainte fondée sur des actes discriminatoires, [CAN-1] 47
 - Demande, [CAN-2.3] 6
 - Procédure, [CAN-2] 71–79
- Condition sociale**
- Discrimination interdite, [C-2] 10, 134(1)
- Conditions d'emploi**, voir *Conditions de travail*
- Conditions de travail**, voir aussi *Assouplissement des conditions de travail*, *Équité en matière d'emploi*, *Équité salariale (provincial)*, *Maintien des conditions de travail*
- Applicables à la fin d'une grève ou d'un lock-out, [QUE-3] 93.5
 - Convention collective plus avantageuse, [QUE-16] 4
 - Décret de convention plus avantageux, [QUE-4] 13; [QUE-16] 4
 - Discrimination interdite, [C-2] 16, 134(1)
 - Droits, [C-2] 46; [QUE-16] 9
 - Équité salariale, [QUE-6] 74
 - Modification interdite
 - • Secteurs public et parapublic, [QUE-3] 111.11
 - • Service public, [QUE-3] 111.0.23
 - Personnel de la Commission des droits de la personne, [C-2] 62
 - Reconduction stipulée à la convention collective, [QUE-3] 59
- Confédération**, voir aussi *Syndicat professionnel*, *Union et fédération*
- Approbation des statuts et règlements, [QUE-18] 29
 - Caisse d'assurance, [QUE-18] 20
 - • Approbation du registraire des entreprises
 - Constitution, [QUE-18] 20
- Confédération des syndicats nationaux (CSN)**, [QUE-6] 21.1 al. 2(1); [QUE-15] 28
- Conférence de gestion**
- Application, [QUE-10] 118.1, 119.1
 - Calendrier des échéances, [QUE-10] 119.1, 119.4
 - Conciliation, [QUE-10] 119.1(4)
 - Convocation, [QUE-10] 118.1, 119.1
 - Décision, [QUE-10] 119.3, 119.5
 - Défaut de participer, [QUE-10] 119.3
 - Échéance non respectée par les parties, [QUE-10] 119.5
 - Entente, [QUE-10] 119.1
 - Expropriation, [QUE-10] 119.4
 - Fiscalité municipale, [QUE-10] 119.4
 - Forclusion, [QUE-10] 119.5
 - Objectifs, [QUE-10] 119.1
 - Procès-verbal, [QUE-10] 119.2
- Conférence préparatoire**
- Convocation, [QUE-10] 125
 - Déroulement de l'instance, [QUE-10] 127
 - Objet, [QUE-10] 126
 - Procès-verbal, [QUE-10] 127
- Confidentialité**, voir aussi *Renseignement confidentiel*
- Commission des droits de la personne
 - • Plainte, [C-2] 94
 - Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
 - • Renseignements obtenus, [QUE-16] 174
 - Conseil canadien des relations industrielles
 - • Document, [CAN-2.1] 22
 - Dossier médical, [QUE-16] 129
 - Produit contrôlé
 - • Information, [QUE-16] 62.20
 - Programme d'accès à l'égalité en emploi, [C-2] 93
 - • Infraction, [C-2] 134(4)
 - Scrutin sur la modification d'un horaire de travail
 - • Document, [CAN-2] 172.1(3)
 - Tribunal administratif du Québec
 - • Conciliation, [QUE-10] 123
 - • Dossier de la section des affaires sociales, [QUE-10] 89 al. 2
 - Tribunal administratif du travail
 - • Plainte, [QUE-13] 123.3
 - Tribunal canadien des droits de la personne
 - • Instruction des plaintes, [CAN-1] 52
 - Volonté des employés (fédéral), [CAN-2.1] 35
- Conflit de compétence**, [QUE-15] 53.1

- Conflit d'intérêts**, [QUE-10] 69, 70, 182; [QUE-19] 69; [QUE-19.1] 4, 5
- Conflit de lois**, voir *Statut des obligations, Statut personnel*
- Congé (membre de la force de réserve)**, [CAN-2] 247.5, voir aussi *Membre de la force de réserve*
- Ancienneté (calcul), [CAN-2] 247.91(2)
 - Avantages, [CAN-2] 247.91(2)
 - • Modifications durant le congé, [CAN-2] 247.95
 - Confirmation (remise à l'employeur), [CAN-2] 247.7
 - Congédiement, suspension, mise à pied, rétrogradation ou prise de mesures disciplinaires interdits, [CAN-2] 247.96
 - Continuité d'emploi, [CAN-2.2] 29
 - Disposition applicable, [CAN-2] 247.92
 - Durée, [CAN-2] 247.5(1.1), (1.2), 247.6
 - Pouvoirs du ministre, [CAN-2] 247.5
 - Préavis, [CAN-2] 247.6
 - Règlement, [CAN-2] 247.97
 - Réintégration de l'employé, [CAN-2] 247.93
 - • Affectation à un poste différent, [CAN-2] 247.94
 - Retour au travail
 - • Report, [CAN-2] 247.8
 - Situations visées, [CAN-2] 247.5; [CAN-2.2] 19(6)
- Congé à la personne**, voir aussi *Congé de maternité*
- Grossesse ou accouchement, [QUE-13] 74, 81.4–8.5, 81.5.2, 81.6, 81.8, 81.9, 81.14.1–81.15.1, 81.17, 123.2
- Congé annuel**, voir aussi *Cessation d'emploi, Indemnité compensatoire, Normes du travail*
- Année de référence, [QUE-13] 66
 - Année de service, [CAN-2] 183; [CAN-2.2] 13
 - Application exclusive de la convention, [CAN-2] 168(1.1)
 - Assurance salaire, maladie ou invalidité, [QUE-13] 70
 - Avis, [CAN-2.2] 12
 - Continuité d'emploi, [CAN-2] 190(d); [CAN-2.2] 29
 - Date, [QUE-13] 72
 - Droit au congé payé, [QUE-13] 66; [CAN-2] 185; [CAN-2.2] 13
 - Durée, [CAN-2] 184, 185
 - • Service continu inférieur à un an, [QUE-13] 67
 - • Service continu d'un an, [QUE-13] 68
 - • Service continu de sept ans, [QUE-13] 69
 - Fractionnement, [QUE-13] 71
 - Indemnité compensatrice interdite, [QUE-13] 73
 - Indemnité de congé, [CAN-2] 184.01, 188
 - • Assimilation à salaire, [CAN-2] 186
 - • Calcul, [CAN-2] 184.01
 - • Définition, [CAN-2] 183
 - • Non-versement, [CAN-2] 251.1(2)
 - • Versement, [CAN-2] 185(b); [CAN-2.2] 13(4), 14(2)
 - Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)a
 - Interruption, [CAN-2] 187.1
 - Jour férié en jour de congé, [CAN-2] 187
 - Paie de vacances, [QUE-13] 74–75
 - • Absence pour cause de don d'organes ou de tissus à des fins de greffe, [QUE-13] 74
 - • Calcul, [QUE-13] 74
 - • Congé de maternité, à la personne ou de paternité, [QUE-13] 74
 - • Versement, [QUE-13] 75
 - Période du congé, [QUE-13] 70; [CAN-2] 184.1, 185(a)
 - Prolongation, [CAN-2] 187
 - Réduction interdite, [QUE-13] 74.1
 - Règlements d'application, [CAN-2] 190
 - Réintégration, [CAN-2] 209.1(1)
 - • Emploi comparable, [CAN-2] 209.1(2)
 - • Motif valable, [CAN-2] 209.1(2), 209.4(c)
 - Renonciation, [CAN-2.2] 14(1)
 - • Entente, [CAN-2.2] 14(1)
 - • Indemnité, [CAN-2.2] 14(2)
 - Report, [QUE-13] 70; [CAN-2] 187.2; [CAN-2.2] 14
 - • Entente, [CAN-2.2] 14(1)
 - • Supplémentaire sans salaire, [QUE-13] 68.1
 - Salarié réserviste des Forces canadiennes, [QUE-13] 70
 - Statut d'emploi du salarié, [QUE-13] 74.1

Index analytique

- Congé annuel (*suite*)
- Travailleur agricole, [QUE-13] 75
- Congé de décès**, voir aussi *Avantages liés au travail, Congé en cas de décès ou de disparition d'un enfant, Normes du travail*
- Absence du travail, [QUE-13] 80–80.2
 - Application exclusive de la convention, [CAN-2] 168(1.1)
 - Avis à l'employeur, [QUE-13] 80.2; [CAN-2] 210(1.3)
 - Congé payé, [CAN-2] 210(2); [CAN-2.2] 19(6)
 - • Condition d'admissibilité, [CAN-2] 210(2)
 - Continuité d'emploi, [CAN-2] 210(3)c); [CAN-2.2] 29
 - Décès
 - • Enfant, [CAN-2] 210(1.01)
 - • Mortinaissance, [CAN-2] 210(1.02)
 - • Proche parent, [CAN-2] 210(1); [CAN-2.2] 33
 - Définition, [CAN-2] 210(1.03)
 - Division du congé, [CAN-2] 210(1.2)
 - Durée, [CAN-2] 210(1)
 - Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)a)
 - Prolongation, [CAN-2] 210(1.1)
 - Règlement, [CAN-2] 210(3)
 - Rémunération, [CAN-2] 210(2); [CAN-2.2] 17, 19(6)
 - Stagiaire, [QUE-21] 4, 12, 13
- Congé de maladie**, voir aussi *Avantages liés à l'emploi*
- Avis à l'employeur, [CAN-2] 239(3), (4)
 - Calcul de la paie de vacance ou indemnité, [QUE-13] 74
 - Calcul des avantages, [CAN-2] 239(8)
 - • Présomption, [CAN-2] 239(12)
 - Certificat médical, [CAN-2] 239(2)
 - • Professionnel de la santé, [CAN-2] 239(2)
 - Conditions d'admissibilité, [CAN-2] 239(1)
 - Continuité d'emploi, [CAN-2] 239(8); [CAN-2.2] 29
 - Cotisation, [CAN-2] 239(9)-(11)
 - Disposition applicable, [CAN-2] 239(14)
 - Division du congé payé, [CAN-2] 239(1.5)
 - Durée, [CAN-2] 239(1), (4)
 - Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)a)
 - Interdiction, [CAN-2] 239(6)
 - Modification, [CAN-2] 239(4)
 - Nombre de journée de congé payé, [CAN-2] 239(1.2), (1.21); [CAN-2.2] 19(6), 33.1(1)
 - Possibilité d'emploi, [CAN-2] 239(5)
 - Réaffectation, [CAN-2] 239(7)
 - Règlement, [CAN-2] 239(13)
 - Report annuel, [CAN-2] 239(1.4); [CAN-2.2] 33.1(2)
 - Situations visées, [CAN-2] 239(1)
 - Stagiaire, [QUE-21] 4, 11
 - Taux de salaire, [CAN-2] 239(1.3); [CAN-2.2] 17
- Congé de maternité**, voir aussi *Avantages liés à l'emploi*
- Accouchement après la date prévue, [QUE-13] 81.4.1
 - Accouchement prématuré, [QUE-13] 81.5.3
 - Application de la Loi, [QUE-13] 157–158
 - Avis à l'employeur, [QUE-13] 81.6, 81.14.2; [CAN-2] 207(1), 207.2(1)
 - • Modification de la durée, [QUE-13] 81.13, 81.14.2; [CAN-2] 207(2)
 - Certificat médical, [QUE-13] 81.6, 81.8, 81.9, 81.14.2; [CAN-2] 206(1), 207.2(4)
 - Conditions d'admissibilité, [CAN-2] 206(1)
 - Congé forcé, [QUE-13] 81.8
 - Continuité d'emploi, [CAN-2.2] 29
 - Cumul des congés
 - • Durée maximale, [CAN-2] 206.2
 - Danger d'interruption de grossesse, [QUE-13] 81.5.1
 - Début, [QUE-13] 81.5
 - Démission présumée, [QUE-13] 81.14
 - Discrimination, [QUE-13] 122
 - Droit, [QUE-13] 81.4
 - Durée, [QUE-13] 81.4, 89(6); [CAN-2] 206(1)
 - • Maximum, [CAN-2] 206.2
 - Enfant hospitalisé, [QUE-13] 81.14.1, 81.14.2; [CAN-2] 206(2)
 - Fractionnement, [QUE-13] 81.14.1, 89(6.1.1)
 - Information sur les possibilités d'emploi, [CAN-2] 209
 - Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)a)
 - Interruption, [CAN-2] 207.2
 - Interruption de grossesse, [QUE-13] 81.5.1–81.5.3
 - Modalités d'attribution, [CAN-2] 206

Lois du travail 2025-2026

Congé de maternité (*suite*)

- Paie de vacances, [QUE-13] 74
- Poste aboli, [QUE-13] 81.15
- Procédure, [CAN-2] 207–209.5
- Prolongation, [QUE-13] 81.14.2, [CAN-2] 206(3)
- Règlement, [CAN-2] 209.4
- Réintégration, [QUE-13] 81.15; [CAN-2] 209.1(1)
- • Emploi comparable, [CAN-2] 209.1(2)
- • Motif valable, [CAN-2] 209.1(2), 209.4(c)
- Réintégration du salarié, [QUE-13] 81.15.1
- Retour au travail
- • Avant la date prévue, [QUE-13] 81.13
- Sanction interdite, [QUE-13] 122; [CAN-2] 209.3
- • Plainte, [QUE-13] 123
- • Présomption prolongée, [QUE-13] 123.2
- Stagiaire, [QUE-21] 4, 11, 15, 16
- Suspension, [QUE-13] 81.14.2

Congé de paternité ou de parent, [QUE-13] 74, 81.2, 81.14.1, 81.14.2, 81.15.1, 89(6), (6.1.1), 123.2

- Adoption, [QUE-13] 81.2
- Avis à l'employeur, [QUE-13] 81.2.1
- • Modification de la durée, [QUE-13] 81.13
- Grossesse pour autrui, [QUE-13] 81.2
- Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)a
- Retour au travail
- • Avant la date prévue, [QUE-13] 81.13

Congé de soignant

- Avis à l'employeur, [CAN-2] 207.1, 207.3
- Certificat, [CAN-2] 206.3(2), (3.1), (8)
- Continuité d'emploi, [CAN-2.2] 29
- Définition, [CAN-2] 206.3(1), 209.4
- Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)a
- Interdiction, [CAN-2] 209.3(2)
- Interruption, [CAN-2] 207.02, 207.1
- Modalités d'attribution, [CAN-2] 206.3(2), (8)
- Période de congé, [CAN-2] 206.3(3), (7)
- • Durée minimale, [CAN-2] 207.01
- Période plus courte, [CAN-2] 206.3(4), (5)
- Règlement, [CAN-2] 209.4
- Réintégration, [CAN-2] 209.1(1)
- • Emploi comparable, [CAN-2] 209.1(2)

- • Motif valable, [CAN-2] 209.1(2), 209.4(c)
- Restriction, [CAN-2] 206.3(7.1)
- • Soins à un membre de la famille mourant, [CAN-2] 206.3(2)
- Travailleur indépendant, [CAN-2] 206.3(9)

Congé en cas de décès ou de disparition d'un enfant

- Avis à l'employeur, [CAN-2] 207.1, 207.3
- Continuité d'emploi, [CAN-2.2] 29
- Décès d'un enfant par un crime, [CAN-2] 206.5(2)
- Définition, [CAN-2] 206.5(1)
- Disparition d'un enfant, [CAN-2] 206.5(3)
- Durée, [CAN-2] 206.5(8)
- Exception, [CAN-2] 206.5(4)
- Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)a
- Interdiction, [CAN-2] 209.3(2)
- Interruption, [CAN-2] 207.02, 207.1
- Période de congé, [CAN-2] 206.5(5)–(7)
- • Durée maximale, [CAN-2] 206.4(5)
- • Durée minimale, [CAN-2] 207.01
- Règlement, [CAN-2] 209.4
- Réintégration, [CAN-2] 209.1(1)
- • Emploi comparable, [CAN-2] 209.1(2)
- • Motif valable, [CAN-2] 209.1(2), 209.4(c)

Congé en cas de maladie grave d'une personne proche

- Avis à l'employeur, [CAN-2] 207.1, 207.3
- Certificat, [CAN-2] 206.4(2), (2.1)
- Continuité d'emploi, [CAN-2.2] 29
- Définition, [CAN-2] 206.4(1)
- Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)a
- Interdiction, [CAN-2] 209.3(2)
- Interruption, [CAN-2] 207.02, 207.1
- Période de congé, [CAN-2] 206.4(4)
- • Durée maximale, [CAN-2] 206.4(5)
- • Durée minimale, [CAN-2] 207.01
- Règlement, [CAN-2] 209.4
- Réintégration, [CAN-2] 209.1(1)
- • Emploi comparable, [CAN-2] 209.1(2)
- • Motif valable, [CAN-2] 209.1(2), 209.4(c)
- Restriction, [CAN-2] 206.4(6), (7)
- Soins à une personne gravement malade
- • Adulte, [CAN-2] 206.4(2.1)
- • Enfant, [CAN-2] 206.4(2)

Index analytique

Congé lié à la COVID-19

- Affectation à un poste différent, [CAN-2] 239.01(14)
- Avis à l'employeur, [CAN-2] 239.01(9)
- Calcul des avantages, [CAN-2] 239.01(15), (19)
- Cotisation
 - Défaut de versement, [CAN-2] 239.01(18)
 - Employé, [CAN-2] 239.01(16)
 - Employeur, [CAN-2] 239.01(17)
- Déclaration écrite, [CAN-2] 239.01(11)
- Définition, [CAN-2] 239.01(2)
- Durée, [CAN-2] 239.01(1), (3)
 - Congé antérieur, [CAN-2] 239.01(6)
 - Division du congé, [CAN-2] 239.01(7)
 - Modification, [CAN-2] 239.01(10)
 - Plusieurs employés, [CAN-2] 239.01(5)
 - Prolongation, [CAN-2] 239.01(4), (4.1)
- Interdiction, [CAN-2] 239.01(13)
- Plainte pour représailles, [CAN-2] 246.1(1)
- Possibilité d'emploi, [CAN-2] 239.01(12)
- Règlement, [CAN-2] 239.01(20)
- Restriction, [CAN-2] 239.01(8)
- Situations visées, [CAN-2] 239.01(1)

Congé parental, voir aussi Avantages liés à l'emploi

- Adoption, [QUE-13] 81.1-81.2, 81.10-81.12; [CAN-2] 206.1
 - Durée, [CAN-2] 206.1(1)b, 206.1(3)
 - Période, [CAN-2] 206.1(2)a
 - Réglementation, [QUE-13] 89(6), (6.1)
- Avis à l'employeur, [QUE-13] 81.12, 81.13, 81.14.2; [CAN-2] 207(1), 207.2(1)
 - Modification de la durée, [QUE-13] 81.13, 81.14.2; [CAN-2] 207(2)
- Conditions d'admissibilité, [CAN-2] 206.1(1)
- Continuité d'emploi, [CAN-2] 209.4(a); [CAN-2.2] 29
- Cumul des congés
 - Durée maximale, [CAN-2] 206.2
- Début, [QUE-13] 81.11
- Démission présumée, [QUE-13] 81.14
- Dispositions applicables, [QUE-13] 81.17
- Droit, [QUE-13] 81.10; [CAN-2] 206.1
- Droit d'être informé sur les possibilités d'emploi, [CAN-2] 209

- Durée, [QUE-13] 81.11; [CAN-2] 206.1(1), (2)
 - Maximum, [CAN-2] 206.1(3), 206.2
- Enfant hospitalisé, [QUE-13] 81.14.1, 81.14.2
- Fractionnement, [QUE-13] 81.14.1, 89(6.1.1)
- Grossesse pour autrui, [QUE-13] 81.1-81.2, 81.10-81.12
- Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)a
- Interruption, [CAN-2] 206.1, 207.1, 207.2
 - Préavis, [CAN-2] 207.1(2)
- Mariage, [QUE-13] 81
- Modalités d'attribution, [CAN-2] 206.1(1)
- Naissance, [QUE-13] 81.1
- Période, [CAN-2] 206.1(2)
 - Prolongation, [CAN-2] 206.1(2.1)-(2.3)
- Présomption de démission, [QUE-13] 81.14
- Procédure, [CAN-2] 207-209.5
- Prolongation, [QUE-13] 81.14.2; [CAN-2] 206.1
- Régime d'assurances collectives, [QUE-13] 81.15
- Règlement, [QUE-13] 89(6)-(6.1.1); [CAN-2] 209.4
- Réintégration, [QUE-13] 81.15.1; [CAN-2] 209.1(1)
 - Emploi comparable, [CAN-2] 209.1(2)
 - Motif valable, [CAN-2] 209.1(2), 209.4(c)
- Retour au travail avant la date prévue, [QUE-13] 81.13
- Sanction interdite, [QUE-13] 122; [CAN-2] 209.3
 - Plainte, [QUE-13] 123
 - Présomption prolongée, [QUE-13] 123.2
- Stagiaire, [QUE-21] 4, 14, 15
- Suspension, [QUE-13] 81.14.2

Congé personnel

- Avis à l'employeur, [CAN-2] 207.3(1), (2)
- Continuité d'emploi, [CAN-2.2] 29
- Division du congé, [CAN-2] 206.6(3)
- Document justificatif, [CAN-2] 206.6(4)
- Durée, [CAN-2] 206.6(1)
- Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)a
- Interdiction, [CAN-2] 209.3(2)
- Règlement, [CAN-2] 206.6(5), 209.4
- Réintégration, [CAN-2] 209.1(1)
 - Emploi comparable, [CAN-2] 209.1(2)

Congé personnel (*suite*)

- Motif valable, [CAN-2] 209.1(2), 209.4(c)
- Rémunération, [CAN-2] 206.6(2); [CAN-2.2] 17, 19(6)
- Situations visées, [CAN-2] 206.6(1)

Congé pour événements familiaux, [QUE-13] 80–81.17; [QUE-21] 4, 12, 13

Congé pour fonctions judiciaires

- Avis à l'employeur, [CAN-2] 207.3
- Continuité d'emploi, [CAN-2.2] 29
- Document justificatif, [CAN-2] 207.3(4)
- Droit, [CAN-2] 206.9
- Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)a
- Interdiction, [CAN-2] 209.3(2)
- Réintégration, [CAN-2] 209.1(1)
- Emploi comparable, [CAN-2] 209.1(2)
- Motif valable, [CAN-2] 209.1(2), 209.4(c)

Congé pour les victimes de violence familiale

- Avis à l'employeur, [CAN-2] 207.3(1), (2)
- Continuité d'emploi, [CAN-2.2] 29
- Division du congé, [CAN-2] 206.7(4)
- Document justificatif, [CAN-2] 206.7(5)
- Durée, [CAN-2] 206.7(2)
- Exception, [CAN-2] 206.7(3)
- Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)a
- Interdiction, [CAN-2] 209.3(2)
- Règlement, [CAN-2] 206.7(6), 209.4
- Réintégration, [CAN-2] 209.1(1)
- Emploi comparable, [CAN-2] 209.1(2)
- Motif valable, [CAN-2] 209.1(2), 209.4(c)
- Rémunération, [CAN-2] 206.7(2.1); [CAN-2.2] 17, 19(6)
- Situations visées, [CAN-2] 206.7(2)

Congé pour pratiques autochtones traditionnelles

- Avis à l'employeur, [CAN-2] 207.3(1), (2)
- Continuité d'emploi, [CAN-2.2] 29
- Définition, [CAN-2] 206.8(4)
- Division du congé, [CAN-2] 206.8(2)
- Document justificatif, [CAN-2] 206.8(3)
- Durée, [CAN-2] 206.8(1)
- Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)a
- Interdiction, [CAN-2] 209.3(2)

- Règlement, [CAN-2] 209.4
- Réintégration, [CAN-2] 209.1(1)
- Emploi comparable, [CAN-2] 209.1(2)
- Motif valable, [CAN-2] 209.1(2), 209.4(c)
- Situations visées, [CAN-2] 206.8(1); [CAN-2.2] 19(6)

Congé pour proche aidant, [QUE-13] 79.7; [QUE-21] 4, 11, *voir aussi Congé pour raisons familiales ou parentales*

Congé pour raisons familiales ou parentales, [QUE-13] 79.7–81.17; [QUE-21] 4, 11

Congé pour raisons médicales, *voir Congé de maladie*

Congédiement, *voir aussi Conseil canadien des relations industrielles, Décret de convention collective, Plainte du salarié, Plainte pour congédiement injuste, Renvoi abusif, Tribunal administratif du travail*

- Cause juste et suffisante, [QUE-3] 14, 14.0.1
- Continuité d'emploi, [CAN-2] 245; [CAN-2.2] 29
- Illégalité, [QUE-15] 122(2)
- Indemnité, [QUE-13] 128; [CAN-2] 242(4)a
- Infraction à la loi commise par l'employeur
- Communication de renseignements par l'employé
- Menaces et repréailles, [CAN-3] 425.1
- Injuste, [CAN-2] 240–246
- Interdiction, [C-3] 45; [QUE-2] 32; [QUE-3] 15; [QUE-13] 122; [QUE-16] 81, 97; [CAN-2] 94(3)c, f), 209.3, 238, 239, 239.1(1)
- Plainte à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-13] 124–127
- Conditions d'ouverture, [QUE-13] 124
- Délai, [QUE-13] 124
- Médiation, [QUE-13] 123.3, 125
- Motifs du congédiement, [QUE-13] 125
- Plainte au Tribunal administratif du travail, [QUE-4] 30.1; [QUE-13] 127, 128
- Décision, [QUE-13] 130, 131
- Recours civil, [CAN-2] 246(1)
- Réintégration, [QUE-13] 128; [CAN-2] 242(4)b

Index analytique

Conjoint

- Congé de décès
- Proche parent, [CAN-2.2] 33
- Conjoint invalide, [QUE-2] 99
- Définition, [QUE-2] 2; [QUE-13] 1(3); [QUE-21] 1
- Direction conjointe de la famille, [C-2] 47
- Égalité, [C-2] 47
- Indemnité de décès, [QUE-2] 81.1, 91, 98-101, 109, 134, ann. IV
- Indemnité de remplacement du revenu, [QUE-2] 58
- Indemnité pour préjudice corporel, [QUE-2] 91, 454

Conjoint de fait

- Congé de décès
- Définition, [CAN-2.2] 33
- Proche parent, [CAN-2.2] 33
- Congé de soignant, [CAN-2] 206.3

Conseil canadien des directeurs de l'apprentissage

- Programme des normes interprovinciales
- Certificat de qualification professionnelle, [QUE-5] 25.7
- Pouvoirs du ministre, [QUE-8] 29.2

Conseil canadien des relations industrielles (CCRI), [CAN-2] 2, voir aussi *Accréditation, Appel, Plainte découlant de mesures disciplinaires, Plainte devant le Conseil canadien des relations industrielles, Plainte pour congédiement injuste, Plainte pour représailles, Procédure et demande au Conseil canadien des relations industrielles*

- Arbitrage, [CAN-2] 65
- Exclusion, [CAN-2] 133(4)
- Arbitre externe, [CAN-2] 12.001
- Attributions, [CAN-2] 145.1
- Avis déclaratoire, [CAN-2] 15.1(2)
- Communication de documents, [CAN-2] 119.1
- Composition, [CAN-2] 9(2)
- Constitution, [CAN-2] 9(1)
- Contrat successif de fourniture de services, [CAN-2] 47.3
- Décision, [CAN-2] 14.2, 16.1, 18, 19, 20, 21, 156
- Authenticité, [CAN-2] 112(1)
- Caractère définitif, [CAN-2] 20(2), 22(1), 156(1)

- Caractère exécutoire, [CAN-2] 23(3)
- Champ d'application, [CAN-2] 19
- Copie, [CAN-2] 99.01(2)
- Définition, [CAN-2] 20(3)
- Délai, [CAN-2] 14.2(2), 99.01(1), 111(g)
- Dépôt à la Cour fédérale, [CAN-2] 23(1)
- Effets, [CAN-2] 42
- Preuve en justice, [CAN-2] 112(1)
- Révision et exécution, [CAN-2] 22-23.1
- Décision partielle, [CAN-2] 20(1)
- Décision sans audience, [CAN-2] 16.1
- Déclaration d'employeur unique, [CAN-2] 35
- Définition, [CAN-2] 3(1), 122(1)
- Demande d'accréditation, [CAN-2] 24.1
- Déposition au civil, [CAN-2] 119
- Désignation d'une organisation patronale comme employeur, [CAN-2] 33(1)
- Détermination de la volonté de la majorité des employés, [CAN-2] 17
- Enquête, [CAN-2] 34(2), 39(1), 43(3), 80(1)
- Frais de déplacement, [CAN-2] 12.04(2)
- Greffier, [CAN-2.1] 3
- Grève illégale, [CAN-2] 91(2)
- Immunité, [CAN-2] 12.051
- Lock-out illégal, [CAN-2] 92
- Membre, [CAN-2] 10(2), 14
- Accompagnement ou assistance, [CAN-2] 144(2)
- Citoyenneté, [CAN-2] 10(4)
- Communication interdite, [CAN-2] 144(3)
- Conclusion des affaires en cours, [CAN-2] 12(2)
- Décès ou empêchement, [CAN-2] 14.1
- Décision, [CAN-2] 14.2
- Indemnisation, [CAN-2] 12.05
- Interdiction de cumul, [CAN-2] 11
- Mandat, [CAN-2] 10(3), 12(1)
- Rémunération, [CAN-2] 12
- Résidence, [CAN-2] 10.1
- Mesures correctives ou disciplinaires, [CAN-2] 12.06, 12.07
- Audition, [CAN-2] 12.13
- Enquête publique, [CAN-2] 12.11
- Enquêteur, [CAN-2] 12.08-12.10

Conseil canadien des relations industrielles (CCRI) (*suite*)

- • Rapport au ministre, [CAN-2] 12.14, 12.15
- • Règles de preuve, [CAN-2] 12.12
- Ordonnance, [CAN-2] 16, 18, 19, 21, 87.7(3), 99, 109.1, 156
- • Caractère définitif, [CAN-2] 156(1)
- • Effet, [CAN-2.1] 2(2)
- • Interdiction de recours extraordinaires, [CAN-2] 156(2)
- • Révision et exécution, [CAN-2] 22–23.1
- • Signature, [CAN-2.1] 2(1)
- Ordonnance provisoire, [CAN-2] 19.1; [CAN-2.1] 18
- Plainte, [CAN-2] 97
- Plainte pour représailles, [CAN-2] 246.1–246.6
- Pourvoi en contrôle judiciaire interdit, [CAN-2] 22(2)
- Pouvoirs et fonctions, [CAN-2] 15–21, 133(5)
 - • Aide accordée aux parties, [CAN-2] 15.1
 - • Rattachement de l'accréditation à l'entreprise, [CAN-2] 45, 46
- Première convention collective, [CAN-2] 80(1)–(3)
- Président, [CAN-2] 10(1), (5), 12.06
- • Délégation de pouvoirs, [CAN-2] 12.01(2)
- • Premier dirigeant, [CAN-2] 12.01(1)
- Rapport annuel, [CAN-2] 121(1)
- Recommandation au gouvernement, [CAN-2] 34(2), 52(4)
- Réexamen ou modification d'une décision ou ordonnance, [CAN-2] 18
- Règlement, [CAN-2] 15
- Rémunération, [CAN-2] 12.04(1)
- Réunion, [CAN-2] 12.02(1)
 - • Membre ne pouvant voter, [CAN-2] 12.02(4)
 - • Quorum, [CAN-2] 12.02(2), 14
 - • Représentation égale, [CAN-2] 12.02(3)
- Siège, [CAN-2] 13
- Unité de négociation, [CAN-2] 34
 - • Révision de la structure, [CAN-2] 18.1
- Vice-président, [CAN-2] 10(1), (5), 12.03
- Temps partiel, [CAN-2] 11(2)

Conseil d'arbitrage

- Convention collective (construction), [QUE-15] 80.1

Conseil d'arbitrage (fédéral), voir aussi Règlement des désaccords (fédéral)

- Décision
 - • Accès du public, [CAN-2] 59, 111(k)
 - • Caractère définitif, [CAN-2] 58(1)
 - • Caractère exécutoire, [CAN-2] 66(2)
 - • Délai, [CAN-2] 64
 - • Délai non respecté, [CAN-2] 64(3)
 - • Dépôt à la Cour fédérale, [CAN-2] 66(1), 111(j)
 - • Droits de reproduction, [CAN-2] 111(k)
 - • Majorité, [CAN-2] 62
 - • Transmission, [CAN-2] 59
- Définition, [CAN-2] 3(1)
- Pourvoi en contrôle judiciaire interdit, [CAN-2] 58(2)
- Pouvoirs, [CAN-2] 60
- Président, [CAN-2] 57(5), (6)
- Procédure, [CAN-2] 61
- Statut, [CAN-2] 58(3)

Conseil de la justice administrative, voir aussi Plainte contre un membre du Tribunal administratif du Québec

- Administration, [QUE-10] 171.1
- Archives, [QUE-10] 174
- Code de déontologie, [QUE-10] 177(2), 180, 181
 - • Manquement, [QUE-10] 182
- Composition, [QUE-10] 167
- Constitution, [QUE-10] 165
- Création, [QUE-10] 1
- Document authentique, [QUE-10] 174
- Fonctions, [QUE-10] 177
- Incapacité permanente d'un membre du Tribunal administratif du Québec
 - • Comité d'enquête, [QUE-10] 193
 - • • Audition, [QUE-10] 196
 - • • Conclusion, [QUE-10] 197
 - • • Immunité, [QUE-10] 194
 - • • Rapport d'enquête, [QUE-10] 197
 - • • Recommandation, [QUE-10] 197
- Établissement, [QUE-10] 54(2), 177(4)
- Suspension du membre, [QUE-10] 195

Index analytique

- Conseil de la justice administrative (*suite*)
 - Liste des ministères et organismes constituant l'administration gouvernementale
 - • Publication, [QUE-10] 178
 - Manquement dans l'exercice d'une charge administrative
 - • • Comité d'enquête, [QUE-10] 193
 - • • • Audition, [QUE-10] 196
 - • • • Conclusion, [QUE-10] 197
 - • • • Immunité, [QUE-10] 194
 - • • • Rapport d'enquête, [QUE-10] 197
 - • • • Recommandation, [QUE-10] 197
 - • Révocation de la charge
 - • • Recommandation, [QUE-10] 66, 177(5), 196 al. 2
 - • Suspension du président ou du vice-président, [QUE-10] 195
 - Membre, [QUE-10] 167
 - • Mandat
 - • • • Durée, [QUE-10] 168
 - • • • Fonctions continuées, [QUE-10] 168
 - • • • Renouvellement, [QUE-10] 168
 - • Nomination, [QUE-10] 168
 - • Remboursement des dépenses, [QUE-10] 171
 - • Rémunération, [QUE-10] 171
 - • Serment, [QUE-10] 170
 - • Vacance, [QUE-10] 169
 - Pouvoirs, [QUE-10] 175
 - Président
 - • Absence ou empêchement, [QUE-10] 171.1
 - • Charge administrative, [QUE-10] 171.1
 - • Désignation, [QUE-10] 168
 - • Remplacement, [QUE-10] 171.1
 - • Rapport, [QUE-10] 176, 177
 - • Recommandations au ministre, [QUE-10] 177
 - • Régie interne, [QUE-10] 175
 - • Règles de preuve et de procédure, [QUE-10] 179
 - • Renseignement, [QUE-10] 176
 - • Responsabilité, [QUE-10] 177
 - • Réunion, [QUE-10] 173
 - • Séance, [QUE-10] 173
 - • • Huis clos, [QUE-10] 173
 - • • Procès-verbal, [QUE-10] 174
 - • Secrétaire, [QUE-10] 172
 - Siège, [QUE-10] 166
 - Sommes requises, [QUE-10] 198
- Conseil du trésor**, [QUE-16] 145
 - Équité salariale, [QUE-6] 3(1); [QUE-6.1] 1
- Conseil du trésor (fédéral)**, [CAN-1] 37(2), 48.3(5), *voir aussi Administration publique fédérale*
 - Équité en matière d'emploi, [CAN-4] 4(4), (8), 8(4), 21, 41(3)
- Conseil exécutif**, [QUE-3] 1(l) 3°, 3.1°
- Conseil Mohawk de Kahnawake**, *voir aussi Mohawks de Kahnawake*
 - Assentiment préalable, [QUE-2] 24.3
 - Entente administrative avec la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 24.6
 - Entente avec le gouvernement, [QUE-2] 24.1
- Conseil provincial du Québec des métiers de la construction (international)**, [QUE-15] 28
- Conseil régional**
 - Service public, [QUE-3] 111.0.16
- Conseil régional des partenaires du marché du travail**
 - Composition, [QUE-11] 40
 - Conflit d'intérêts, [QUE-11] 44
 - Création, [QUE-11] 37
 - Fonctions, [QUE-11] 38, 39
 - Mandat des membres, [QUE-11] 41
 - Membre des comités d'évaluation, [QUE-11] 45.1
 - Président, [QUE-11] 42
 - Quorum, [QUE-11] 45
 - Régie interne, [QUE-11] 45
 - Rémunération des membres, [QUE-11] 43
 - Renseignement au ministre, [QUE-11] 46
 - Séance, [QUE-11] 46
- Conseiller**, [QUE-13] 77(4)
- Consolidation**
 - Contestation par l'employeur, [QUE-2] 212
 - Définition, [QUE-2] 2
 - Évaluation par le Bureau d'évaluation médicale, [QUE-2] 221
 - Évaluation par le professionnel de la santé, [QUE-2] 199, 200, 203

Consolidation (*suite*)

- Information de la date de consolidation, [QUE-2] 274, 275
- Lésion professionnelle, [QUE-2] 46, 199

Construction, voir aussi *Chantier de construction, Commission de la construction du Québec, Formation professionnelle, Maître d'œuvre, Travailleur de la construction, Travaux bénévoles de construction, Travaux de construction*

- Définition, [QUE-4] 1(l); [QUE-15] 1(f)
- Règlement, [QUE-15] 123, 123.2

Contaminant

- Définition, [QUE-16] 1
- Droit au retrait préventif du travailleur exposé, [QUE-16] 32
- Production arrêtée, [QUE-16] 190
- Règlement de la Commission, [QUE-16] 34

Contrat d'apprentissage, voir *Apprentissage*

Contrat d'association

- Administrateur, [C-4] 2269–2271
- Définition, [C-4] 2186
- Dévolution des biens, [C-4] 2279
- Droits des membres, [C-4] 2269, 2272, 2273
- Durée déterminée, [C-4] 2276
- Exclusion d'un membre, [C-4] 2276
- Fin, [C-4] 2277
- Formation de l'association, [C-4] 2187
- Forme, [C-4] 2267
- Insuffisance de biens, [C-4] 2274
- Intervention du tribunal, [C-4] 2278
- Liquidation de l'association, [C-4] 2278
- Objet, [C-4] 2268
- Obligations des membres, [C-4] 2273
- Participation aux décisions collectives, [C-4] 2272
- Responsabilité des administrateurs, [C-4] 2274
- Responsabilité des membres, [C-4] 2275
- Retrait d'un membre, [C-4] 2276

Contrat d'assurance ou de rente

- Discrimination, [C-2] 97(1)
- Obligatoire pour l'employeur tenu personnellement au paiement des prestations, [QUE-2] 334, 335, 336, 348

Contrat individuel de travail, [QUE-16] 1

- Langue française, [C-3] 41

Contrat d'entreprise ou de service

- À forfait, [C-4] 2109
- Acompte sur le prix, [C-4] 2122
- Définition, [C-4] 2098
- Détermination du prix, [C-4] 2106
- Estimation du prix, [C-4] 2107
- Fourniture des biens, [C-4] 2103–2105
- Garantie contre les malfaçons, [C-4] 2120
- Information fournie au client, [C-4] 2102
- Libre choix des moyens d'exécution, [C-4] 2099
- Obligation de l'entrepreneur ou du prestataire de services, [C-4] 2100
- Ouvrage exécuté en phases successives, [C-4] 2114
- Paiement, [C-4] 2111, 2112, 2123
- Perte de l'ouvrage, [C-4] 2115
- Prescription des recours, [C-4] 2116
- Prix établi en fonction de la valeur des travaux exécutés, [C-4] 2108
- Promoteur immobilier assimilé à entrepreneur, [C-4] 2124
- Réception de l'ouvrage, [C-4] 2110
- Recours en cas de vice ou malfaçon non apparent, [C-4] 2113
- Résiliation, [C-4] 2125–2129
- Responsabilité solidaire, [C-4] 2118–2121
- Tiers, [C-4] 2101
- Vérification des travaux sur un ouvrage immobilier, [C-4] 2117

Contrat frauduleux, voir *Action civile*

Contrat de société, voir *Société*

Contrat de travail, [QUE-16] 1, voir aussi *Employeur, Salarié*

- Aliénation de l'entreprise, [C-4] 2097; [QUE-13] 96, 97
- Clause empêchant l'exercice d'un droit protégé, [QUE-16] 94(3)b
- Clause de non-concurrence, [C-4] 2089, 2095
- Définition, [C-4] 2085
- Délai de congé, [C-4] 2091, 2092
- Droit de suite en relations du travail, [QUE-13] 97
- Durée, [C-4] 2086

Index analytique

- Contrat de travail** (*suite*)
- Durée déterminée, [QUE-2] 234, 237; [QUE-13] 82.1(2)
 - Durée indéterminée, [QUE-2] 234; [QUE-13] 82
 - Fin, [C-4] 2091, 2093, 2096
 - Loi applicable, [C-4] 3118
 - Obligations de l'employeur, [C-4] 2087, 2096
 - Obligations du salarié, [C-4] 2088
 - Reconduction, [C-4] 2090
 - Renonciation à une indemnité, [C-4] 2092
 - Résiliation, [C-4] 2092, 2094, 2095
- Contrat de vente**, [C-4] 2103
- Contrat-type**, voir *Programme de santé*
- Contre-grève**, [QUE-4] 37
- Contremaître**
- Droits, [QUE-16] 11
 - Équité salariale
 - Absence de catégories d'emplois à prédominance masculine
 - • • Catégorie d'emplois types, [QUE-6.2] 1
 - • • Taux horaire de rémunération attribué à la catégorie d'emplois, [QUE-6.2] 3(2)
 - Obligations, [QUE-16] 7, 8
 - Statut de non-salarié, [QUE-3] 1(l) 1^o; [QUE-16] 1
- Convention**
- Définition, [QUE-13] 1(4); [QUE-16] 1; [QUE-21] 1
- Convention collective**, voir aussi *Commission scolaire, Décret de convention collective, Négociation collective, Première convention collective, Prescription, Règlement des désaccords (fédéral), Secteurs public et parapublic*
- Avis de désaccord, [QUE-3] 54
 - Avis de rencontre, [QUE-3] 52
 - Délai, [QUE-3] 52, 52.2
 - Réputation d'être reçu, [QUE-3] 52.2
 - Transmission, [QUE-3] 52.1
 - Cessation d'effet, [CAN-2] 42
 - Clause autorisée, [CAN-2] 68
 - Clause non contraire à l'ordre public ni prohibée par la loi, [QUE-3] 62
 - Clause obligatoire, [CAN-2] 57(1), 67(4)
 - Clause de préférence, [CAN-2] 68
 - Clause de prélèvement de la cotisation syndicale, [CAN-2] 70(1)
 - Clause présumée, [C-3] 50
 - Clause de reconduction des conditions de travail, [QUE-3] 59
 - Clause de règlement définitif, [CAN-2] 67(4)
 - Clause de renvoi d'un salarié, [QUE-3] 63
 - Conciliateur, [QUE-3] 54
 - Conclusion par une association de commissions scolaires
 - • Commissions liées, [QUE-3] 68
 - Contenu, [QUE-3] 62; [CAN-2] 56-70
 - Date d'expiration
 - • Administration publique fédérale, [CAN-2] 47(1)a)
 - • Modification, [CAN-2] 67(3)
 - Définition, [QUE-3] 1(d); [QUE-4] 1(d); [QUE-15] 1(g); [CAN-2] 3(1), 122(1), 166
 - Dépôt, [QUE-3] 72
 - • Certificat, [QUE-3.2] 43
 - • Conditions préalables, [QUE-3.2] 42
 - • Défaut, [QUE-3] 72
 - • Effet rétroactif, [QUE-3] 72
 - Dépôt auprès du ministre du Travail (fédéral), [CAN-2] 115
 - Dépôt d'une convention identique, [QUE-3.2] 44
 - Durée, [QUE-3] 65
 - • Présomption, [QUE-3] 66; [CAN-2] 67(1)
 - Effet d'une clause nulle sur la convention, [QUE-3] 64
 - Effets, [QUE-3] 68; [CAN-2] 56
 - Effets prolongés, [QUE-13] 157
 - Entrée en vigueur et prise d'effet, [QUE-3] 72
 - Équité en matière d'emploi, [CAN-4] 8
 - • Droit d'ancienneté à l'égard des licenciements et des rappels, [CAN-4] 8(1)
 - • Exception, [CAN-4] 8(2)
 - • Remplacement des dispositions, [CAN-4] 8(3)
 - • Secteur public, [CAN-4] 8(4)
 - Équité salariale, [QUE-6] 74
 - Incompatibilité des dispositions, [QUE-3] 100
 - Langue officielle, [C-3] 43, 50; [QUE-3.2] 42(d)

Lois du travail 2025-2026

- Convention collective (*suite*)
- Maintien des conditions de travail, [QUE-3] 59
 - Maintien de la convention collective
 - Transfert d'une administration publique fédérale, [CAN-2] 47–47.2
 - Vente de l'entreprise avec intégration des employés, [CAN-2] 45
 - Modification, [QUE-3] 72
 - Nombre, [QUE-3] 67
 - Paiement de salaire ou d'avantages non prévus à la convention, [QUE-15] 113.3
 - Renouvellement empêché, [QUE-3] 42
 - Révision, [CAN-2] 67(2), (7), (8)
 - Signature autorisée au scrutin secret, [QUE-3] 20.3
 - Inobservation de certains articles, [QUE-3] 20.4
 - Vote majoritaire, [QUE-3] 20.3
 - Subrogation de l'association accréditée, [QUE-3] 61
 - Tenue pour inexistante, [CAN-2] 25(1), (2)
 - Validité, [QUE-3] 64
 - Vote sur les offres patronales, [QUE-3] 58.2
- Convention collective (construction), voir aussi Association de salariés (construction), Délégué de chantier, Syndicat professionnel (construction)**
- Action civile
 - Prescription, [QUE-15] 109.1, 122(1)
 - Application, [QUE-15] 46, 47
 - Arbitrage de griefs, [QUE-15] 62, 110
 - Accord entre les parties, [QUE-15] 72
 - Choix de l'arbitre, [QUE-15] 62
 - Citation à comparaître, [QUE-15] 68
 - Décision, [QUE-15] 70, 71, 73–77
 - Immunité, [QUE-15] 66
 - Instruction du grief, [QUE-15] 67
 - Récusation de l'arbitre, [QUE-15] 63, 64, 111
 - Requête, [QUE-15] 65
 - Visite des lieux, [QUE-15] 69
 - Clause commune, [QUE-15] 61.1
 - Clause contraire aux dispositions de la Loi
 - Requête au Tribunal administratif du travail, [QUE-15] 61.4
 - Clause exécutoire, [QUE-15] 50
 - Clause interdite, [QUE-15] 61.2
 - Clause obligatoire, [QUE-15] 53
 - Clause réputée non écrite, [QUE-15] 61.3
 - Clause de sécurité syndicale, [QUE-15] 108
 - Comité de résolution des conflits de compétence
 - Décision d'assignation de travaux, [QUE-15] 53.1
 - Conclusion présumée, [QUE-15] 52
 - Conditions maintenues, [QUE-15] 60.1
 - Congédiement illégal, [QUE-15] 122(2)
 - Conseil d'arbitrage, [QUE-15] 80.1
 - Contenu, [QUE-15] 61, 110
 - Date d'expiration, [QUE-15] 47
 - Dépôt, [QUE-15] 48
 - Effet, [QUE-15] 53
 - Effet rétroactif, [QUE-15] 48
 - Entente, [QUE-15] 44–44.3
 - Entente particulière (projet de construction de grande importance), [QUE-15] 60.2, 60.3
 - Exécution
 - Documents, [QUE-15] 81.1
 - Infraction et peine, [QUE-15] 83–84
 - Pouvoirs de la Commission, [QUE-15] 81, 83.1
 - Pouvoirs additionnels de la Commission, [QUE-15] 82–83
 - Prélèvement et cotisation, [QUE-15] 82.1, 82.2
 - Recouvrement des sommes, [QUE-15] 81.2
 - Renseignements nécessaires, [QUE-15] 81.0.1, 83.2
 - Grève interdite, [QUE-15] 56, 57, 113
 - Liberté syndicale, [QUE-15] 94
 - Lock-out interdit, [QUE-15] 56, 58, 113
 - Maintien de l'emploi, [QUE-15] 60
 - Modification, [QUE-15] 48
 - Obligation d'installer des matériaux, [QUE-15] 88–90, 116
 - Obligation solidaire entre l'entrepreneur et le sous-entrepreneur, [QUE-15] 54
 - Plainte relative à la référence, l'embauche ou la mobilité de la main-d'œuvre, [QUE-15] 78
 - Ralentissement de travail interdit, [QUE-15] 57, 113
 - Recours des salariés, [QUE-15] 110
 - Régime complémentaire d'avantages sociaux, [QUE-15] 92–93

Index analytique

- Convention collective (construction) (*suite*)
 - Transmission, [QUE-15] 48
 - Unité de négociation, [QUE-15] 85
 - • Association représentative ou organisation affiliée à une telle association
 - • • Affiliation interdite, [QUE-15] 85
 - • • Conclusion d'une entente de service interdite, [QUE-15] 85
 - • Conditions d'exercice d'un pouvoir par un salarié, [QUE-15] 85.0.1

Conviction politique

- Discrimination interdite, [C-2] 10, 134(1)

Coopérative, voir aussi *Exploitation forestière*

- Assimilation à une personne morale, [CAN-2] 251.19

Coopérative d'habitation

- Travaux bénévoles de construction, [QUE-15.2] 4(4)

Coopérative de services financiers

- Équité salariale
- • Fédération réputée constituer une seule entreprise, [QUE-6] 5
- Indemnité de remplacement du revenu
- • Versement au compte du bénéficiaire, [QUE-2] 130

Coordonnateur en santé et en sécurité

- Chantier de construction, [QUE-16] 215.1, 215.2
- Définition, [QUE-16] 194(1.1)
- Désignation, [QUE-16] 215.1
- • Nombre, [QUE-16] 215.1
- Fonctions, [QUE-16] 215.2

Coroner, [C-2] 56(2)

Corporation, voir *Personne morale*

Corporation d'hébergement du Québec

- Accès à l'égalité en emploi
- • Application de la Loi, [QUE-1] 2(4)

Corporation des maîtres électriciens du Québec, [QUE-15] 1(c.1)

Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec, [QUE-15] 1(c.1)

Corporation professionnelle, voir *Ordre professionnel*

Corporation de syndicats pour la construction d'églises

- Cotisation de l'employeur
- • Employeur non assujetti, [QUE-13] 39.0.1

Corporation d'urgences-santé, [QUE-5.1] 7(13)

- Service public, [QUE-3] 111.0.16

Corruption

- Prévention
- • Collaboration de la Commission de la construction du Québec, [QUE-15] 4, voir aussi *Commission de la construction du Québec*

Cotisation de l'employeur, voir aussi *Taux de cotisation de l'employeur*

- Cotisation supplémentaire, [QUE-13] 39.0.2
- Déclaration annuelle, [QUE-13] 39.0.4
- Délai, [QUE-13] 39.0.3
- Employeur assujetti, [QUE-13] 39.0.1
- Employeur non assujetti, [QUE-13] 39.0.1
- Formulaire, [QUE-13] 39.0.3
- Interprétation, [QUE-13] 39.0.1
- Loi fiscale, [QUE-13] 39.0.6
- Règles applicables, [QUE-13] 39.0.1
- Remise à la Commission, [QUE-13] 39.0.5
- Rémunération assujettie, [QUE-13] 39.0.1

Cotisation de l'employeur (construction)

- Distribution, [QUE-15] 41.1, 81.2(2)
- Perception, [QUE-15] 40
- Responsabilité de l'employeur, [QUE-15] 82.1

Cotisation de l'employeur (santé et sécurité au travail), voir aussi *Développement et reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre*

- Ajustement, [QUE-2] 314, 314.2, 454
- • Plusieurs employeurs considérés comme un seul, [QUE-2] 454
- Aliénation, concession d'un établissement
- • Cotisation due par l'ancien employeur, [QUE-2] 34
- Annuelle, [QUE-2] 305
- Augmentation, [QUE-2] 311-313
- Avis de cotisation, [QUE-2] 325
- Calcul du montant, [QUE-2] 34, 284.1, 306, 307, 310, 315.2, 316, 362.1, 454
- Détermination à nouveau, [QUE-2] 317

Lois du travail 2025-2026

Cotisation de l'employeur (santé et sécurité au travail) (*suite*)

- Employeur en défaut, [QUE-2] 321, 322
- • Certificat et dépôt au greffe, [QUE-2] 322
- • Pénalité, [QUE-2] 319, 321.1–321.3
- • Renseignement non transmis ou inexact, [QUE-2] 307
- • Responsabilité des administrateurs, [QUE-2] 323.2, 323.4
- • • Date limite de réclamation, [QUE-2] 323.5
- • • Moyen de défense, [QUE-2] 323.3
- Employeur non cotisé, [QUE-2] 308
- Employeur tenu personnellement au paiement des prestations, [QUE-2] 343–345, 454, 574.2
- Entrepreneur
- • Cotisation due par l'entrepreneur, [QUE-2] 316
- • Établissement du montant de la cotisation, [QUE-2] 316
- • Remboursement de l'employeur, [QUE-2] 316
- • Expérience associée au risque, [QUE-2] 284.1, 314.3, 314.4, 454
- • Fixation par la Commission, [QUE-2] 304–314.4, 321.1, 454
- • Intérêts, [QUE-2] 321.1, 323, 454
- • Paiement, [QUE-2] 315–325
- • • Communication de renseignements, [QUE-2] 315.5
- • • Délai, [QUE-2] 315
- • • Ministre du Revenu, [QUE-2] 315.1, 315.3, 315.5
- • • Modalités, [QUE-2] 315
- • • Remise à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 315.4
- • • Versements périodiques, [QUE-2] 315.1–315.3, 454
- • Perception par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 281, 574.2
- • Période inférieure à 12 mois, [QUE-2] 318
- • Personne morale, [QUE-2] 323.2–323.5
- • Pouvoirs de la Commission, [QUE-16] 248
- • Renonciation à un intérêt, pénalité ou frais exigibles d'un employeur, [QUE-2] 323.1
- • Salaire brut du travailleur, [QUE-2] 289, 289.1

- Supplémentaire, [QUE-2] 311
- Taux personnalisé, [QUE-2] 284.2, 304, 304.1, 454
- • Regroupement d'employeurs, [QUE-2] 284.2, 454

Cotisation patronale, voir *Cotisation de l'employeur*

Cotisation syndicale

- Association représentative (construction), [QUE-15] 38, 81.2(1), 82.1, 82.2
- Avance de la première cotisation, [QUE-3] 7
- • Paiement présumé, [QUE-3] 7
- Cotisation normale
- • Définition, [CAN-2] 70(4)a)
- Objection d'ordre religieux, [CAN-2] 70(2)
- Remise à l'association de salariés ou au syndicat, [QUE-3] 47; [CAN-2] 70(1)
- Retenue par l'employeur, [QUE-15] 82.1
- • Obligatoire, [QUE-3] 47
- • Stipulée dans la convention collective, [CAN-2] 70(1)
- Versement à un organisme de bienfaisance enregistré, [CAN-2] 70(2), (3)

Couleur, [CAN-1] 2

- Discrimination interdite, [C-1] 15(1); [C-2] 10, 134(1); [CAN-1] 3(1)

Cour d'appel

- Annulation de décision, d'ordonnance ou d'injonction, [C-2] 109; [QUE-3] 140; [QUE-10] 158
- Décision du Tribunal administratif du travail, [QUE-19] 108

Cour fédérale

- Certificat
- • Homologation, [CAN-4] 40(1)
- Dépôt d'une décision ou ordonnance, [CAN-2] 66(1), 244(1), 251.15(1), (2)
- • Délai, [CAN-2] 66(1), 244(1), 251.15(1), (2)
- • Enregistrement, [CAN-2] 66(2), 244(2), 251.15(3)
- Dépôt d'une décision ou ordonnance du Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 23(1)
- • Demande écrite, [CAN-2] 23(1)
- • Enregistrement, [CAN-2] 23(2)
- Injonction, [CAN-2] 153
- Tribunal de l'équité en matière d'emploi

Index analytique

Cour fédérale (*suite*)

- Décision, [CAN-4] 39(8)
- Ordonnance, [CAN-4] 30(3)

Cour municipale

- Heures et jours d'admission dans les établissements commerciaux
- Poursuite pénale, [QUE-9] 27

Cour du Québec, voir aussi *Juge de la Cour du Québec*

- Consultation du juge en chef, [C-2] 101
- Coopération avec le Tribunal des droits de la personne, [C-2] 105
- Juge désigné au Tribunal des droits de la personne, [C-2] 103
- Recours devant le Tribunal administratif du Québec
 - Appel d'une décision, [QUE-10] 159-164
 - Renvoi d'une affaire concernant la *Loi sur l'assurance parentale*, [QUE-10] 117
 - Renvoi d'une affaire concernant la *Loi sur le régime de rentes du Québec*, [QUE-10] 117
 - Requête introductive, [QUE-10] 110

Cour supérieure, [QUE-15] 77

- Greffier, [QUE-3] 111.20
- Homologation de la décision arbitrale (construction), [QUE-15] 77
- Homologation de la sentence d'un conseil de conciliation, [QUE-18] 21
- Injonction, [C-5] 509

Couronne, [QUE-13] 2

Courtier en valeurs mobilières, [QUE-13] 77(4)

Création d'emploi

- Services de consultation professionnelle, [QUE-2] 186
- Subvention, [QUE-2] 186

Croyance

- Liberté, [C-1] 2(b)

Cruauté, voir *Protection contre la cruauté*

Cultivateur, [QUE-3] 8

Curateur public

- Avis de paiement au tuteur ou mandataire, [QUE-2] 141

D

Danger, voir aussi *Droit de refus, Matière dangereuse, Retrait préventif du travailleur exposé à un contaminant, Retrait préventif de la travailleuse enceinte, Substance dangereuse (fédéral)*

- Définition, [CAN-2] 122(1)
- Divulgence par l'employeur, [QUE-16] 62.7
- Élimination à la source, [QUE-16] 2, 51
- Information du médecin, [QUE-16] 124
- Santé de l'enfant, [CAN-2] 204(1)
- Santé de la mère et du fœtus, [QUE-13] 122; [QUE-16] 40, 40.1; [CAN-2] 204(1)
- Santé, sécurité ou l'intégrité physique et psychique du travailleur, [QUE-2] 51, 179; [QUE-16] 2, 3, 12, 13, 32

Débardage, [CAN-2] 34(1)a), voir aussi *Emploi au débardage*

Décès, voir aussi *Congé de décès, Indemnité de décès*

- Employeur, [C-4] 2093
- Enfant, [CAN-2] 206.5, 210
- Parent
 - Congé de décès, [QUE-13] 80-80.2; [CAN-2] 210
- Travailleur
 - Accès au dossier de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 36
 - Action en responsabilité civile, [QUE-2] 439, 441
 - Autopsie, [QUE-2] 95
 - Avis au supérieur, [QUE-2] 265, 266
 - Contrat de travail, [C-4] 2093
 - Disposition transitoire, [QUE-2] 553
 - Droit à l'indemnité de décès, [QUE-2] 97
 - Fin du droit à l'indemnité, [QUE-2] 57
 - Frais funéraires, [QUE-2] 111
 - Indemnité de décès, [QUE-2] 91.1-111
 - Indemnité pour préjudice corporel non payable, [QUE-2] 91, 454
 - Négligence criminelle, [CAN-3] 219(1)
 - Négligence du travailleur, [QUE-2] 27
 - Personne incarcérée, [QUE-2] 81.1
 - Présomption de décès, [QUE-2] 95, 96

Décret de convention collective, voir aussi
Comité paritaire, Infraction et peine, Renvoi abusif

- Abrogation, [QUE-4] 8
- Aliénation ou concession d'entreprise, [QUE-4] 14.1, 14.2
- Application, [QUE-4] 2, 11.1
- • Exception, [QUE-4] 29
- Comité paritaire, [QUE-4] 16
- Conditions de travail plus avantageuses, [QUE-4] 13; [QUE-16] 4
- Contenu, [QUE-4] 9
- • Restriction, [QUE-4] 9.1
- Définition, [QUE-4] 1(e); [QUE-13] 1(5); [QUE-16] 1; [QUE-21] 6
- Demande, [QUE-4] 3
- • Décision du ministre, [QUE-4] 6, 6.3
- • Envoi, [QUE-4] 4
- • Modification, [QUE-4] 6.1, 6.2
- • Publication, [QUE-4] 5
- • Recevabilité, [QUE-4] 4.2
- • Renseignement exigé par le ministre, [QUE-4] 4.1
- D'ordre public, [QUE-4] 11
- Dommages et intérêts pour renvoi abusif, [QUE-4] 31
- Double assujettissement, [QUE-4] 11.1
- • Arbitrage, [QUE-4] 11.3–11.7, 11.9
- • Entente, [QUE-4] 11.2, 11.8
- Effet, [QUE-4] 9
- • Restriction, [QUE-4] 9.1
- Entrée en vigueur, [QUE-4] 7
- Extension de la convention, [QUE-4] 6
- Infraction et peine, [QUE-4] 37–39
- Ministre responsable, [QUE-4] 1(h)
- Modification, [QUE-4] 6.1
- Observation, [QUE-4] 16
- Parties contractantes, [QUE-4] 10
- Personne non régie par la Loi, [QUE-4] 29
- Présomption de légalité, [QUE-4] 15
- Preuve, [QUE-4] 40–42
- Procédure, [QUE-4] 43–52
- Prolongation, [QUE-4] 8
- Recours du salarié, [QUE-4] 30.1
- Révision, [QUE-4] 6.2
- Salaire
- • Majoration, [QUE-4] 9.2
- Salaire inférieur interdit, [QUE-4] 12

- Solidarité, [QUE-4] 14
- Sous-entrepreneur, [QUE-4] 14
- Sous-traitant, [QUE-4] 14

Décret sur l'industrie de la chemise pour hommes et garçons (R.R.Q., 1981, c. D-2, r. 11), [QUE-13] 39.0.2 al. 3(1)

Décret sur l'industrie de la confection pour dames (R.R.Q., 1981, c. D-2, r. 26), [QUE-13] 39.0.2 al. 3(2)

Décret sur l'industrie de la confection pour hommes (R.R.Q., 1981, c. D-2, r. 27), [QUE-13] 39.0.2 al. 3(3)

Décret sur l'industrie du gant de cuir (R.R.Q., 1981, c. D-2, r. 32), [QUE-13] 39.0.2 al. 3(4)

Déficience mentale ou physique, [CAN-1] 2

- Définition, [CAN-1] 25
- Discrimination interdite, [C-1] 15(1); [C-2] 10; [CAN-1] 3(1)
- • Infraction, [C-2] 134(1)
- Normes d'accès aux services, installations ou locaux, [CAN-1] 24
- Programme d'adaptation de services, d'installations, de locaux, d'activités ou de matériel, [CAN-1] 17–19

Définition

- Accident, [QUE-16] 1
- Accident du travail, [QUE-2] 2
- Accouchement, [QUE-13] 1(1); [QUE-16] 41
- Acte de procédure, [QUE-19] 11
- Acte discriminatoire, [CAN-1] 39
- Administration gouvernementale, [QUE-10] 3
- Administration publique centrale, [CAN-5] 3
- Adulte, [QUE-8] 1(a)
- Adulte gravement malade, [CAN-2] 206.4(1)
- Affaire, [QUE-19] 1
- Afficher, [CAN-2.2] 2
- Affidavit, [CAN-2.1] 1
- Agence, [QUE-16] 1
- Agence de placement de personnel, [QUE-13.1] 1
- Agence de recrutement de travailleurs étrangers temporaires, [QUE-13.1] 1
- Agent d'application, [CAN-4] 3

Index analytique

Définition (*suite*)

- Agent négociateur, [CAN-2] 3(1); [CAN-5] 3
- Agent de police privé, [CAN-2] 3(1)
- Année, [CAN-5] 61(3), 62(8), 89(5)
- Année de service, [CAN-2] 183
- Apprenti, [QUE-8] 1(b)
- Apprentissage, [QUE-8] 1(c)
- Arbitre, [CAN-2] 3(1)
- Arbitre externe, [CAN-2] 2
- Arrêté, [CAN-2] 166
- Artisan, [QUE-8] 1(t)
- Artiste, [QUE-17] 1.1, 1.2
- Arts visuels, [QUE-17] 2
- Association, [QUE-4] 1(b); [QUE-15] 1(a)
- Association accréditée, [QUE-3] 1(b); [QUE-4] 1(b); [QUE-16] 1
- Association d'employeurs, [QUE-3] 1(c); [QUE-4] 1(b1); [QUE-15] 1(c); [QUE-16] 1
- Association d'entrepreneurs, [QUE-15] 1(c.1)
- Association représentative, [QUE-15] 1(b); [QUE-16] 194(1)
- Association de salariés, [QUE-3] 1(a); [QUE-4] 1(b2)
- Association sectorielle, [QUE-16] 1
- Association sectorielle d'employeurs, [QUE-15] 1(c.2)
- Association syndicale, [QUE-16] 1
- Atteinte permanente grave, [QUE-19] 93
- Autocar, [CAN-2.7] 5
- Autochtones, [CAN-2] 206.8(4); [CAN-4] 3
- Avancement, [CAN-4.1] 1(2)
- Bande, [CAN-5] 49(2)
- Bénéficiaire, [QUE-2] 2
- Besoins spéciaux, [CAN-2] 122.3
- Bureau d'embauchage, [CAN-2] 69(2)
- Camelot, [QUE-2] 2
- Catégorie professionnelle, [CAN-4.1] 1(2), ann. II et III
- Centre hospitalier, [QUE-16] 1
- Centre local de services communautaires, [QUE-16] 1
- Certificat de qualification, [QUE-8] 1(f)
- Cessation de fonctions, [CAN-4.1] 1(2)
- Changement technologique, [CAN-2] 51(1)
- Chantier de construction, [QUE-2] 2; [QUE-15] 86.1; [QUE-16] 1
- Chef, [CAN-2] 2
- Comité d'orientation, [CAN-2] 122(1)
- Comité de chantier, [QUE-16] 1
- Comité de santé et de sécurité, [QUE-16] 1
- Comité de surveillance, [CAN-1] 45(1)
- Comité local, [CAN-2] 122(1)
- Comité mixte, [CAN-2] 211
- Commissaire à l'équité salariale, [CAN-5] 3
- Commissaire-conciliateur, [CAN-2] 3(1)
- Commission, [QUE-2] 2; [QUE-6] 4; [QUE-16] 1; [QUE-21] 1
- Commission d'appel, [QUE-16] 1
- Commission de conciliation, [CAN-2] 3(1)
- Communiquer, [CAN-2] 247.98(1)
- Conciliateur, [CAN-2] 3(1)
- Conjoint, [QUE-2] 2; [QUE-13] 1(3); [QUE-21] 1
- Conjoint de fait, [CAN-2.2] 33
- Conseil, [CAN-2] 2
- Conseil d'arbitrage, [CAN-2] 3(1)
- Conservation du statut d'employé, [CAN-2] 3(2)
- Consolidation, [QUE-2] 2
- Construction, [QUE-15] 1(f), 1.1
- Contaminant, [QUE-16] 1
- Convention, [QUE-13] 1(4); [QUE-16] 1; [QUE-21] 1
- Convention collective, [QUE-3] 1(d); [QUE-4] 1(d); [QUE-15] 1(g); [CAN-2] 3(1), 122(1), 166
- Coordonnateur en santé et en sécurité, [QUE-16] 194(1.1)
- Corps dirigeant autochtone, [CAN-5] 11(2)
- Cotisation syndicale normale, [CAN-2] 70(4)a
- COVID-19, [CAN-2] 239.01
- Crime, [CAN-2] 206.5(1), 209.4(f)
- Danger, [CAN-2] 122(1)
- Décision du Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 20(3)
- Déclaration de mise à jour annuelle, [QUE-6.1] 1
- Déclaration en matière d'équité salariale, [QUE-6.1] 1
- Décret, [QUE-4] 1(e); [QUE-13] 1(5); [QUE-16] 1; [QUE-21] 6
- Déficience, [CAN-1] 25
- Demande, [CAN-2.1] 1

Lois du travail 2025-2026

Définition (*suite*)

- Destinataire désigné, [CAN-2.4] 1(1)
- Devoir, [CAN-3] 219(2)
- Différend, [QUE-3] 1(e); [QUE-15] 1(i); [CAN-2] 3(1)
- Diffuseur, [QUE-17] 2
- Diffusion, [QUE-17] 2
- Directeur de santé publique, [QUE-16] 1
- Directeur du scrutin, [CAN-2.1] 1
- Directeur du service, [CAN-2.3] 1
- Directeur général, [CAN-2.3] 1
- Dirigeant, [QUE-2] 2
- Domestique, [QUE-13] 1(6)
- Donneur d'ouvrage, [QUE-15] 1(i.1)
- Durée normale du travail, [CAN-2] 166
- Emploi, [CAN-1] 25
- Emploi au débardage, [CAN-2.2] 19(1)
- Emploi convenable, [QUE-2] 2
- Emploi équivalent, [QUE-2] 2
- Employé, [QUE-5.1] 7(1); [CAN-2] 3(1), 122(1); [CAN-2.2] 19(1); [CAN-5] 3
- Employé d'un établissement commercial, [QUE-9] 19
- Employés d'un employeur, [CAN-5] 3
- Employeur, [QUE-2] 2; [QUE-3] 1(k); [QUE-4] 1(f); [QUE-6] 4; [QUE-13] 1(7); [QUE-15] 1(j), 107.7; [QUE-15.1] 1; [QUE-16] 1, 194(2); [QUE-21] 1; [CAN-1] 40.1(1), 41(3), 54.1(1); [CAN-2] 3(1), 88, 122(1), 166, 268(1); [CAN-2.2] 19(1); [CAN-5] 3, 4
- Employeur assujéti, [QUE-13] 39.0.1
- Employeur du secteur privé, [CAN-4] 3
- Employeur professionnel, [QUE-4] 1(g); [QUE-15] 1(k)
- Endroit isolé, [QUE-13.2] 1
- Enfant, [QUE-2] 92; [CAN-2] 206.5(1), 210(1.03)
- Enfant gravement malade, [CAN-2] 206.4(1), 209.4(d)
- Entente, [QUE-16.1] 1
- Entrepreneur autonome, [QUE-15] 1(k.1)
- Entrepreneur dépendant, [CAN-2] 3(1); [CAN-5] 3
- Entreprise, [CAN-2] 44(1); [CAN-2.6] ann. 3
- Entreprise cliente, [QUE-13.1] 1
- Entreprise fédérale, [CAN-2] 2
- Entreprise provinciale, [CAN-2] 44(1); [CAN-5] 94(2)
- Établissement, [QUE-2] 2; [QUE-3] 111.2(2); [QUE-16] 1; [CAN-2] 166
- Établissement commercial, [QUE-9] 1
- Établissement d'alimentation, [QUE-9] 6
- Établissement d'enseignement, [CAN-2.5] 2
- Établissement du secteur des affaires sociales, [QUE-20] 1.1
- État de personne graciée, [CAN-1] 25
- Étiquette, [CAN-2] 122(2)
- Exercice financier, [QUE-16.1] 1
- Exploitant d'un établissement commercial, [QUE-9] 19
- Exploitant forestier, [QUE-3] 1(o)
- Exploitation agricole, [QUE-4] 1; [QUE-15] 1(l)
- Exploitation forestière, [QUE-3] 1(n); [QUE-13.2] 1
- Fiche signalétique, [CAN-2] 122(2)
- Film, [QUE-17] 2
- Film publicitaire, [QUE-17] ann. I
- Fonction publique, [CAN-5] 3
- Fonds, [QUE-2] 2
- Formation professionnelle, [QUE-8] 1(n)
- Fournisseur, [QUE-2] 280.1, 280.12, 280.16
- Grande entreprise, [CAN-2.6] ann. 3
- Greffier, [CAN-2.1] 1
- Grève, [QUE-3] 1(g); [QUE-15] 1(m); [CAN-2] 3(1)
- Grief, [QUE-3] 1(f); [QUE-15] 1(n)
- Groupe d'employeurs, [CAN-5] 4
- Groupe de catégories d'emploi, [CAN-5] 3
- Groupe de plusieurs employeurs, [CAN-2.2] 19(1)
- Groupes désignés, [CAN-1] 40.1(1), 54.1(1); [CAN-4] 3
- Harcèlement psychologique, [QUE-13] 81.18; [QUE-17] 44; [QUE-21] 18
- Heures supplémentaires, [CAN-2] 166; [CAN-4.1] 1(1)
- Incident, [CAN-2.4] 1(1)
- Indemnité de congé annuel, [CAN-2] 183
- Infirmier praticien, [CAN-2] 239.01
- Inspecteur, [QUE-16] 1
- Intervenant, [CAN-2.1] 1
- Invalidité grave, [QUE-2] 93
- Invalidité prolongée, [QUE-2] 93
- Jour, [CAN-2] 166; [CAN-2.1] 1
- Jour férié, [CAN-2] 166

Index analytique

- Définition (*suite*)
- Jury d'examen, [QUE-8] 1(o)
 - Lésion professionnelle, [QUE-2] 2; [QUE-16.5] ann. I(3)
 - Licenciement collectif, [QUE-13] 84.0.1
 - Lieu de travail, [QUE-16] 1; [CAN-2] 122(1)
 - Liste de divulgation des ingrédients, [CAN-2] 122(2)
 - Littérature, [QUE-17] 2
 - Lock-out, [QUE-3] 1(h); [QUE-15] 1(o); [CAN-2] 3(1)
 - Loi, [C-2] 56(3); [QUE-16.1] 1; [QUE-16.5] ann. I(3); [CAN-2.2] 2(1), 18.1(1); [CAN-2.4] 1(1); [CAN-2.5] 1; [CAN-2.6] 1; [CAN-2.7] 1; [CAN-2.8] 1; [CAN-4.1] 1(1)
 - Maître d'œuvre, [QUE-16] 1
 - Maladie professionnelle, [QUE-2] 2; [QUE-16] 1
 - Masse salariale, [QUE-5] 4; [CAN-5] 3
 - Matière dangereuse, [QUE-16] 1
 - Médecin, [CAN-2] 239.01
 - Médecin spécialiste, [CAN-2] 209.4(d)
 - Membre de la famille, [QUE-13] 79.6.1; [CAN-2] 206.3(1), 206.4(1), 239.01
 - Membre de profession libérale, [CAN-2] 3(1)
 - Métier, [QUE-5] 25.1
 - Métiers d'art, [QUE-17] 2
 - Micro entreprise, [CAN-2.6] ann. 3
 - Mine de charbon, [CAN-2] 125.3(4)
 - Ministère, [CAN-2] 268(1)
 - Ministre, [QUE-3] 1(j); [QUE-4] 1(h); [QUE-8] 1(p); [QUE-13] 1(8); [QUE-16] 1; [CAN-2] 2; [CAN-5] 3, 172
 - Minorité visible, [CAN-4] 3
 - Modalité chèque emploi-service, [QUE-16.5] ann. I(3)
 - Mortinaiissance, [CAN-2] 210(1.03)
 - Non syndiqué, [CAN-5] 3
 - Occupation, [QUE-15] 1(p.1)
 - Organisation, [CAN-2.3] 1
 - Organisation patronale, [CAN-1] 25; [CAN-2] 3(1)
 - Organisation syndicale, [CAN-1] 25; [CAN-5] 3
 - Organisme de bienfaisance enregistré, [CAN-2] 70(4)b)
 - Organisme municipal, [QUE-15] 123.4.5
 - Paie d'heures supplémentaires, [CAN-4.1] 1(1)
 - Parent, [QUE-21] 11; [CAN-2] 206.5(1), 209.4(d)
 - Partenaire concerné, [CAN-2.4] 1(2)
 - Partie, [QUE-3.2] 1; [CAN-2] 3(1); [CAN-2.1] 1
 - Partie intimée, [CAN-2.4] 1(1)
 - Pénalité, [CAN-2] 268(1); [CAN-5] 125
 - Période de rapport, [CAN-4.1] 1(1)
 - Personne, [CAN-2.1] 1
 - Personne à charge, [QUE-2] 2
 - Personne handicapée, [CAN-4] 3
 - Personne immigrante, [QUE-15] 1
 - Personne représentative de la diversité de la société québécoise, [QUE-15] 1
 - Personne salariée, [QUE-13] 1(10)
 - Petite entreprise, [CAN-2.6] ann. 3
 - Placement, [CAN-2] 69(1)
 - Plainte, [CAN-2.1] 1
 - Population apte au travail, [CAN-4] 3
 - Prestation, [QUE-2] 2
 - Prime, [CAN-4.1] 1(1)
 - Proche parent, [CAN-2.2] 33
 - Producteur, [QUE-17] 2
 - Productions cinématographiques et télévisuelles, [QUE-17] ann. I
 - Profession, [QUE-8] 1(q)
 - Professionnel de la santé, [QUE-2] 2; [CAN-2] 166
 - Programme d'activité, [QUE-16.1] 1
 - Projet de construction de grande importance, [QUE-15] 60.2
 - Rapport sur l'équité en matière d'emploi, [CAN-4.1] 1(1)
 - Rayonnement, [QUE-16] 1
 - Recrutement, [CAN-4.1] 1(2)
 - Régime complémentaire d'avantages sociaux, [QUE-15] 1(t)
 - Règlement, [QUE-8] 1(s); [QUE-16] 1; [CAN-2] 122(1)
 - Rémunération, [QUE-13] 39.0.1; [CAN-4.1] 1(2); [CAN-5] 3
 - Rémunération assujettie, [QUE-13] 39.0.1
 - Réplique, [CAN-2.1] 1
 - Réponse, [CAN-2.1] 1
 - Représentant, [CAN-2] 122(1); [CAN-4] 3
 - Représentant à la prévention, [QUE-16] 1

Lois du travail 2025-2026

Définition (*suite*)

- Représentant en santé et en sécurité, [QUE-16] 194(3)
 - Ressource de type familial, [QUE-2] 2
 - Ressource intermédiaire, [QUE-2] 2
 - RMR, [CAN-4.1] 25(2)
 - Salaire, [C-2] 56(2); [QUE-4] 1(i); [QUE-5.1] 7(4); [QUE-13] 1(9); [QUE-15] 1(q); [CAN-1] 11(7); [CAN-2] 166
 - Salaire brut, [QUE-2] 289
 - Salarié, [QUE-3] 1(l); [QUE-4] 1(j); [QUE-6] 4; [QUE-15] 1(r); [CAN-4.1] 1(2)
 - Salarié au pourboire, [QUE-13.2] 1
 - Salarié permanent, [QUE-15] 1(s)
 - Salarié permanent à plein temps, [CAN-4.1] 1(1)
 - Salarié permanent à temps partiel, [CAN-4.1] 1(1)
 - Salarié temporaire, [CAN-4.1] 1(1)
 - Scierie, [QUE-13.2] 1
 - Secteur d'activité donné, [QUE-16.1] 1
 - Secteur génie civil et voirie, [QUE-15] 1(v)
 - Secteur industriel, [QUE-15] 1(w)
 - Secteur résidentiel, [QUE-15] 1(y)
 - Secteurs institutionnel et commercial, [QUE-15] 1(x)
 - Secteurs public et parapublic, [QUE-3] 111.2
 - Sécurité, [CAN-2] 122(1)
 - Semaine, [QUE-13] 1(11); [CAN-2] 166, 206.3(1); [CAN-2.2] 18.1(1)
 - Service continu, [QUE-13] 1(12)
 - Service de référence, [QUE-15] 107.7
 - Service fédéral de médiation et de conciliation, [CAN-2.3] 1
 - Service public, [QUE-3] 111.0.16
 - Signal de danger, [CAN-2] 122(2)
 - Signataire, [QUE-16.1] 1
 - Signataire-employeur, [QUE-16.1] 1
 - Signataire syndical, [QUE-16.1] 1
 - Société d'économie mixte, [QUE-15] 123.4.5
 - Soins, [CAN-2] 206.3(1), 206.4(1)
 - Son emploi, [QUE-2] 2
 - Soutien, [CAN-2] 206.3(1), 206.4(1)
 - Stage, [QUE-21] 1
 - Stagiaire, [QUE-5.1] 7(3); [QUE-21] 1
 - Substance dangereuse, [CAN-2] 122(1)
 - Surnuméraire, [CAN-2] 211
 - Syndicat, [QUE-15] 86; [CAN-2] 3(1), 88, 166, 211; [CAN-5] 3
 - Syndiqué, [CAN-5] 3
 - Taux d'escompte, [CAN-5] 3
 - Taux de salaire de base, [CAN-2.2] 19(1)
 - Témoin, [CAN-2.4] 1(1)
 - Test génétique, [CAN-2] 247.98(1)
 - Traitement, [C-2] 56(2)
 - Travail au service de plusieurs employeurs, [CAN-2] 203(1); [CAN-2.2] 19(1)
 - Travailleur, [QUE-2] 2, 12, 12.0.1; [QUE-16] 1
 - Travailleur autonome, [QUE-2] 2
 - Travailleur de la construction, [QUE-16] 194(4)
 - Travailleur domestique, [QUE-2] 2; [QUE-16.5] ann. I(3)
 - Travailleur étranger temporaire, [QUE-13.1] 1
 - Travaux sur le territoire de la région de la Baie James, [QUE-13.2] 1
 - Tribunal, [C-2] 56(1); [QUE-2] 2; [QUE-3] 1(t); [QUE-17] 2; [CAN-1] 25; [CAN-5] 3
 - Tribunal administratif du travail, [QUE-2] 2; [QUE-16] 1
 - Union, [QUE-15] 86
 - Unité, [CAN-2] 3(1)
 - Unité de négociation, [CAN-2] 3(1); [CAN-5] 3
 - Usager, [QUE-16.5] ann. I(3)
 - Vente, [CAN-2] 44(1)
 - Vidéoclip, [QUE-17] ann. I
 - Violence à caractère sexuel, [QUE-2] 2; [QUE-16] 1
 - Voyage, [QUE-16.1] 1
- Délai**, voir aussi à la *procédure spécifique*
- Appel à la Cour du Québec
 - Permission d'appeler, [QUE-10] 160
 - Computation, [QUE-3] 151.1–151.4
 - Conciliation, [QUE-10] 120
 - De rigueur, [QUE-3.2] 2
 - Décision du Tribunal administratif du Québec, [QUE-10] 146
 - Équité en matière d'emploi, [CAN-4] 16
 - Raisonnable, [C-1] 11(b); [C-2] 32.1
 - Recours devant le Tribunal administratif du Québec, [QUE-10] 106
- Délai de congé**, voir *Contrat de travail*

Délégué de chantier

- Acceptation de récompense ou d'avantages, [QUE-15] 115
- Activités syndicales, [QUE-15] 86(3)
- Avis à l'employeur, [QUE-15] 86(2)
- Convention collective
- • Clause réputée non écrite, [QUE-15] 87
- • Recours, [QUE-15] 87
- Déclaration, [QUE-15] 86(1), (2), 115.1(1), (2)
- Droit de représentation du syndicat ou de l'union, [QUE-15] 86
- Élection, [QUE-15] 86(1)
- Enquête sur les litiges, [QUE-15] 86(3)
- Entente sur le temps alloué, [QUE-15] 86(3)
- Fonctions, [QUE-15] 86, 86(3), 115.1(3)
- Formation syndicale, [QUE-15] 86(5)
- Infraction et peine, [QUE-15] 115.1
- Inhabilité à occuper la fonction, [QUE-15] 26, 86(2), 91, 115(2), 117, 119
- Préavis de mise à pied, [QUE-15] 86(6)
- Priorité d'emploi, [QUE-15] 86(4)
- Prolongation d'absence, [QUE-15] 86(3)
- Rémunération, [QUE-15] 86(3)
- Supplémentaire, [QUE-15] 86(1)
- Travail raisonnable, [QUE-15] 86(3)

Demande au Conseil canadien des relations industrielles, voir *Procédure et demande au Conseil canadien des relations industrielles*

Demande concernant les droits de négociation (CCRI)

- Preuve d'adhésion syndicale, [CAN-2.1] 31
- Preuve de la volonté des employés, [CAN-2.1] 30
- Renseignements, [CAN-2.1] 33
- Révocation des droits, [CAN-2.1] 36, 39
- • Pour fraude, [CAN-2.1] 37
- Scrutin de représentation, [CAN-2.1] 32

Demande d'accréditation, voir aussi *Requête en accréditation*

- Au Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2.1] 34, 38

Demande de déclaration de grève illégale

- Au Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2.1] 42
- Déclaration du Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 91(2)

- Demande par l'employeur, [CAN-2] 91(1)

Demande de déclaration de lock-out illégal

- Au Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2.1] 43
- Déclaration du Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 92
- Demande du syndicat, [CAN-2] 92

Demande de déclaration d'invalidité du vote (fédéral), [CAN-2.1] 41

Demande d'emploi

- Discrimination interdite, [C-2] 18, 134(1)
- Renseignements interdits, [C-2] 18.1

Demande de réexamen, voir *Procédure et demande au Conseil canadien des relations industrielles*

Demande de révocation d'accréditation, voir *Requête en révocation d'accréditation*

Demande introductive d'instance

- Signification, [C-5] 512

Demeure

- Inviolabilité, [C-2] 7
- Dénonciateur, [QUE-3] 152

Dénonciation, [CAN-2] 257

Denrées alimentaires (vente)

- Heures d'ouverture, [QUE-9] 5, 6

Dentiste, [CAN-2.2] 3

Déontologie

- Tribunal administratif du Québec
- • Membre, [QUE-10] 179.1

Dépendance à l'alcool ou à la drogue

- Déficience, [CAN-1] 25

Dépenses de développement des compétences admissibles, voir aussi *Développement et reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre*

- Admissibilité, [QUE-5] 8, 9, 11, 12
- Affectation, [QUE-5] 6
- Bénéficiaire, [QUE-5] 5
- Calcul, [QUE-5.1] 7
- Calcul de la participation, [QUE-5] 12
- Catégorie, [QUE-5.1] 1
- Définition, [QUE-5.1] 7
- Délivrance d'un certificat, [QUE-5] 5
- Documents à conserver, [QUE-5.1] 4
- Employeur de l'industrie de la construction, [QUE-5] 12; [QUE-5.1] 4

Dépenses de développement des compétences admissibles (*suite*)

- Établissement d'enseignement reconnu, [QUE-5] 7
- Notation de la participation, [QUE-5] 13
- Pièces justificatives, [QUE-5.1] 4
- Plan de formation, [QUE-5] 9
- Règlements applicables, [QUE-5] 5
- Report de l'excédent, [QUE-5] 11
- Soutien à la formation, [QUE-5] 5

Déplacement

- Discrimination interdite, [C-2] 16, 134(1)
- Interdiction, [C-3] 45; [QUE-2] 32; [QUE-3] 15; [QUE-13] 122; [QUE-16] 81, 97

Détention

- Cautionnement, [C-1] 11(e); [C-2] 31
- Droits lors d'une, [C-1] 10; [C-2] 29, 30
- Information sur motifs, [C-1] 10(a); [C-2] 28
- Liberté sur engagement, [C-1] 11(e); [C-2] 31
- Motifs, [C-2] 24
- Protection contre, [C-1] 9
- Régime carcéral distinct, [C-2] 26, 27
- Traitement, [C-2] 25

Développement durable, [C-2] 46.1

Développement et reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, voir aussi *Certificat de qualification professionnelle, Comité sectoriel de main-d'œuvre, Commission des partenaires du marché du travail; Dépenses de développement des compétences admissibles, Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre*

- Application de la Loi, [QUE-5] 68
- Évaluation, [QUE-5] 67
- Cadre
 - Norme professionnelle, [QUE-5] 25.2
 - Approbation, [QUE-5] 25.4, 25.5
 - Attestation de compétence, [QUE-5] 25.7
 - Certificat de qualification professionnelle, [QUE-5] 25.7
 - Désaveu, [QUE-5] 25.4, 25.5
 - Élaboration, [QUE-5] 25.4
 - Objectif, [QUE-5] 25.3
- Objectif, [QUE-5] 25.1

- Référence, [QUE-5] 25.2
- Stratégie de développement des compétences en milieu de travail, [QUE-5] 25.6
- Calcul de la masse salariale, [QUE-4] 4
- Comité paritaire, [QUE-4] 22(q), (r)
- Dépenses de développement des compétences admissibles, [QUE-5] 3, 5, 8, 9, 12, 17;
 - Délivrance d'un certificat, [QUE-5] 5
 - Excédent, [QUE-5] 11
- Dépenses d'une entreprise inférieures, [QUE-5] 14
- Employeur, [QUE-5] 3
 - Déclaration, [QUE-5] 16
 - États financiers, [QUE-5] 13
 - Masse salariale, [QUE-5] 4
 - Participation, [QUE-5] 25, 64
- Employeur de l'industrie de la construction, [QUE-5] 12
- Établissement d'enseignement reconnu, [QUE-5] 7
- Examen par une commission parlementaire, [QUE-5] 66
- Gouvernement lié, [QUE-5] 2
- Masse salariale, [QUE-5] 4
- Objet de la Loi, [QUE-5] 1
- Plan de formation, [QUE-5] 6, 9

Devoir

- Accomplissement d'un travail
 - Mesures à prendre pour éviter des blessures corporelles pour autrui, [CAN-3] 217.1
- Définition, [CAN-3] 219(2)
- Exécution d'une tâche
 - Mesures à prendre pour éviter des blessures corporelles pour autrui, [CAN-3] 217.1
- Négligence criminelle, [CAN-3] 219(1)
- Obligation de la personne s'engageant à accomplir un acte, [CAN-3] 217

Différend, voir aussi *Arbitrage de différend, Grief, Mécontente entre l'employeur et l'association accréditée, Règlement des différends et des griefs*

- Avis de notification, [CAN-2] 111(e)
- Définition, [QUE-3] 1(e); [QUE-15] 1(i); [CAN-2] 3(1)

Index analytique

Diffuseur, voir *Artistes des arts visuels, du cinéma, du disque, de la littérature, des métiers d'art et de la scène*

Dignité

- Droit à la sauvegarde, [C-2] 4
- Salarié, [C-4] 2087

Dimanche

- Travail non autorisé, [CAN-2] 168(2)

Directeur de l'état civil, [C-4] 3084; [QUE-11] 57.1–57.3

Directeur de santé publique, voir aussi *Services de santé*

- Collaboration avec le médecin, [QUE-16] 122
- Confidentialité du dossier médical, [QUE-16] 129
- Définition, [QUE-16] 1
- Droits, [QUE-16] 128
- Fonctions, [QUE-16] 127
- Programme de santé, [QUE-16] 127
- Reconnaissance des services de santé, [QUE-16] 130
 - Examen annuel, [QUE-16] 132
 - Recommandation, [QUE-16] 131

Directeur des poursuites criminelles et pénales, [C-2] 71 al. 2(9)

- Exclusion du statut de salarié, [QUE-3] 1(1) 4^o
- Infraction et peine
 - Propriété de l'amende, [QUE-2] 474; [QUE-16] 246
- Renseignement à la Commission de la construction du Québec, [QUE-15] 123.4.3

Directeur des Services d'arbitrage

- Définition, [QUE-16.1] 2

Directeur général des élections

- Membre du personnel, [QUE-3] 1(1), (6)

Directeur national de santé publique

- Protocole sur les dangers et les conditions de travail, [QUE-16] 48.1, 48.2
- Entente de reddition de comptes avec la Commission, [QUE-3] 1(1), (6)

Dirigeant

- Définition, [QUE-2] 2
- Détermination du statut, [QUE-2] 6.1
- Inscription à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 18

Dirigeant d'une personne morale, voir *Personne morale*

Discours haineux, [C-2] 11.1

- Diffusion aux fins d'information légitime du public, [C-2] 11.1
- Ordonnance de protection, [C-5] 515.1–515.4

Discours incitant à la violence, [C-2] 11.1

- Diffusion aux fins d'information légitime du public, [C-2] 11.1
- Ordonnance de protection, [C-5] 515.1–515.4

Discrimination, voir aussi *Accès à l'égalité en emploi, Équité en matière d'emploi, Équité salariale (fédéral), Équité salariale (provincial), Plainte devant la Commission canadienne des droits de la personne, Plainte devant la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, Plainte du salarié, Tribunal canadien des droits de la personne*

- Acte discriminatoire, [CAN-1] 11
- Association accréditée, [QUE-3] 47.2, 47.5
- Association de salariés (construction), [QUE-15] 101–104, 119
- Discours haineux, [C-2] 11.1
- Discours incitant à la violence, [C-2] 11.1
- Distinction non discriminatoire, [C-2] 19–20.1
- Identité ou expression de genre, [C-2] 10
- Inégalité des salaires, [C-2] 19; [CAN-1] 11; [CAN-2] 182(1)
 - Acte non discriminatoire, [C-2] 19; [CAN-1] 11(4)
 - Avis ou plainte à la Commission canadienne des droits de la personne, [CAN-2] 182(2)
- Infraction et peine, [C-2] 134(1); [CAN-1] 60
- Interdiction, [C-1] 15(1); [C-2] 10, 97(1), 137; [QUE-2] 32; [QUE-3] 15; [QUE-13] 122; [QUE-16] 30, 81, 97; [CAN-1] 59, 60(1)c)
 - Contrat, permis, licence ou subvention accordés par Sa Majesté, [CAN-1] 23
- Langue officielle du travail, [C-3] 45.1, 47.4
- Motif de distinction illicite, [CAN-1] 3–25
 - Acte discriminatoire, [CAN-1] 3.1–25
 - Acte discriminatoire en matière d'emploi à l'extérieur de

Lois du travail 2025-2026

- Discrimination (*suite*)
l'administration publique fédérale, [CAN-1] 28(1)
- Acte ou omission commis par un employé, mandataire, administrateur ou dirigeant dans le cadre de son emploi, [CAN-1] 65
 - Acte susceptible de priver un individu de ses chances d'emploi ou d'avancement, [CAN-1] 9(1)c), 10
 - Adhésion syndicale, [CAN-1] 9
 - Affiche ou autres représentations exprimant, suggérant ou encourageant un acte discriminatoire, [CAN-1] 12
 - Annonce publiée ou enquête tenue au sujet d'un emploi présent ou éventuel, [CAN-1] 8(b)
 - Contrat, permis, licence ou subvention accordés par Sa Majesté (conditions et modalités prévoyant l'interdiction), [CAN-1] 23
 - Définition, [CAN-1] 39
 - Disparité salariale, [CAN-1] 11
 - Effet combiné de plusieurs motifs, [CAN-1] 3.1
 - Entente touchant le recrutement, l'engagement ou tout autre aspect d'un emploi présent ou éventuel, [CAN-1] 10(b)
 - Formulaire de demande d'emploi, [CAN-1] 8(a)
 - Fourniture de biens, de services, d'installations ou de moyens d'hébergement destinés au public, [CAN-1] 5, 14(1)a)
 - Fourniture de locaux commerciaux ou de logements, [CAN-1] 6, 14(1)b)
 - Harcèlement, [CAN-1] 14
 - Harcèlement sexuel, [CAN-1] 14(2)
 - Infraction et peine, [CAN-1] 60
 - Lignes de conduite fixées par l'employeur, l'association patronale ou l'organisation syndicale, [CAN-1] 10(a)
 - Objet d'une plainte, [CAN-1] 4
 - Organisation syndicale, [CAN-1] 9, 10
 - Personne reconnue coupable (objet d'une ordonnance), [CAN-1] 4
 - Refus d'employer un individu ou le défavoriser en cours d'emploi, [CAN-1] 7
 - Représailles contre le plaignant ou la victime présumée, [CAN-1] 14.1
 - Acte non discriminatoire, [CAN-1] 15
 - Âge du travailleur, [CAN-1] 15(1)b)
 - Caisse ou régime de pensions, [CAN-1] 20–22, 40(7)
 - Contrainte excessive, [CAN-1] 15(2)–(7)
 - Discrimination directe ou par suite d'un effet préjudiciable, [CAN-1] 15(8)
 - Disparité salariale, [CAN-1] 11(4)
 - Exigence professionnelle justifiée, [CAN-1] 15(1)a), (2)
 - Forces canadiennes, [CAN-1] 15(9)
 - Fourniture de biens, de services, d'installations ou de moyens d'hébergement destinés au public, [CAN-1] 15(1)g), (2)
 - Grossesse ou accouchement, [CAN-1] 15(1)f)
 - Normes d'accès aux services, installations ou locaux (personnes atteintes d'une déficience), [CAN-1] 24
 - Programme d'adaptation des services, installations, locaux, activités ou matériel (personnes atteintes d'une déficience), [CAN-1] 17–19
 - Programme, plan ou arrangement (accès aux biens, services, installations ou moyens d'hébergement), [CAN-1] 16
 - Régime de retraite, [CAN-1] 15(1)d)
 - Régime ou fonds d'assurance, [CAN-1] 20–22
 - Soins d'enfant, [CAN-1] 15(1)f)
 - Grossesse ou accouchement
 - Acte non discriminatoire, [CAN-1] 15(1)f)
 - Distinction fondée sur le sexe, [CAN-1] 3(2)
 - Liste, [CAN-1] 3(1)
 - Motif reconnu comme raisonnable par ordonnance de la Commission canadienne des droits de la personne, [CAN-1] 11(4), 15(1)e), 27(2)
 - Placement de demandeurs d'emploi, [CAN-2] 69(2)
 - Programme d'équité salariale, [C-2] 19, 49.1
 - Syndicat, [CAN-2] 37, 95(f), (g)

Index analytique

- Disparité salariale**, voir *Équité salariale (fédéral)*, *Équité salariale (provincial)*
- Document authentique**, [QUE-10] 88, 174
- Domestique**, voir *Travailleur domestique*
- Domicile**, voir aussi *Réadaptation*
- Adaptation, [QUE-2] 152, 153, 156, 157
- Dommages-intérêts**
- Indemnité, [QUE-15] 122(3)
- Dommages-intérêts punitifs**
- Atteinte à la liberté syndicale (construction), [QUE-15] 107
 - Atteinte illicite intentionnelle à un droit, [C-2] 49
 - Comité paritaire, [QUE-4] 31
 - Commission des droits de la personne, [C-2] 79
 - Inhabilité à occuper une fonction, [QUE-15] 91
 - Renvoi abusif, [QUE-4] 31
- Dossier médical**
- Accès, [C-2] 85; [QUE-2] 36–43
 - Confidentialité, [QUE-16] 129
 - Étude par le Bureau d'évaluation médicale, [QUE-2] 220
 - Transmission, [QUE-2] 208
- Dossier de santé et sécurité**, [CAN-2] 125(1)g
- Douche**, [QUE-13] 86
- Droit à l'avocat**, voir *Avocat*
- Droit d'association**, voir aussi *Association d'employeurs*, *Association de salariés*, *Liberté syndicale*
- Employeurs, [QUE-3] 10
 - Policiers municipaux, [QUE-3] 4
 - Salariés, [QUE-3] 3
 - Sollicitation interdite, [QUE-3] 5
- Droit au retour au travail**, voir aussi *Travailleur de la construction*, *Travailleur victime d'une lésion professionnelle*
- Application, [QUE-2] 234, 247
 - Expiration du délai pour l'exercice du droit, [QUE-2] 48, 132, 170.1, 170.3, 173
 - Infraction et peine, [QUE-2] 460
 - Restriction, [QUE-2] 12, 12.0.1, 13, 14, 234
 - Travailleur de la construction, [QUE-2] 247–249
- Travailleur victime d'une lésion professionnelle, [QUE-2] 234–243
- Droit de grève**, voir *Grève*, *Service public*
- Droit de refus**, voir aussi *Inspection en matière de santé et de sécurité au travail*, *Santé et sécurité au travail*
- Avis, [QUE-16] 15
 - Condition personnelle du travailleur, [QUE-16] 17, 19
 - Décision finale, [QUE-16] 24
 - Disponibilité du travailleur, [QUE-16] 25
 - Effet pour les autres travailleurs, [QUE-16] 13
 - Exécution du travail, [QUE-16] 17, 19
 - Inspecteur, [QUE-16] 18
 - Décision, [QUE-16] 19
 - Interdiction à l'employeur, [QUE-16] 30, 31
 - Présomption, [QUE-16] 28
 - Réaffectation temporaire, [QUE-16] 25
 - Refus collectif, [QUE-16] 27
 - Refus individuel, [QUE-16] 12
 - Représentant à la prévention, [QUE-16] 16, 29
 - Révision ou appel de la décision, [QUE-16] 20
 - Sanction interdite, [QUE-16] 30
 - Exception, [QUE-16] 30
 - Travail exécuté par un autre, [QUE-16] 17, 19, 26
 - Travail suspendu, [QUE-16] 14
 - Mise en disponibilité, [QUE-16] 28
 - Présomption, [QUE-16] 28
 - Réaffectation, [QUE-16] 28
- Droit de refus (fédéral)**, voir aussi *Santé et sécurité au travail*
- Abus de droits, [CAN-2] 147.1
 - Condition normale de l'emploi, [CAN-2] 128(2)b
 - Danger pour les autres employés, [CAN-2] 128(2)a
 - Droit de refuser de travailler en cas de danger, [CAN-2] 128(1)
 - Exception, [CAN-2] 128(2)
 - Employé réputé être au travail, [CAN-2] 128.1
 - Enquête de l'employeur, [CAN-2] 128(7.1)
 - Absence de l'employé, [CAN-2] 128(12)
 - Enquête du chef, [CAN-2] 129(1)

Droit de refus (fédéral) (*suite*)

- Absence de l'employé, [CAN-2] 129(3)
- Appel, [CAN-2] 129(7)
- Continuation du travail, [CAN-2] 129(5)
- Décision, [CAN-2] 129(4), (6)
- Effet, [CAN-2] 129(1.2), (1.3)
- Enquête précédente, [CAN-2] 129(3.1)
- Personnes présentes, [CAN-2] 129(1.4)
- Refus d'enquête, [CAN-2] 129(1.1), (1.2)
- Enquête du comité local, [CAN-2] 128(10)
 - Absence de l'employé, [CAN-2] 128(12)
 - Décision de l'employeur, [CAN-2] 128(13)–(15)
 - Renseignements complémentaires, [CAN-2] 128(10.2)
 - Résultats et recommandations, [CAN-2] 128(10.1)
- Exécution du travail, [CAN-2] 129(5), (6)
- Information au chef, [CAN-2] 128(16)
- Instructions du chef, [CAN-2] 129(6)
- Maintien des autres recours, [CAN-2] 131
- Maintien du refus, [CAN-2] 128(9), 129(6)
- Mesures à prendre par l'employeur, [CAN-2] 128(8), (14)
- Notification, [CAN-2] 128(14)
- Navire et aéronef, [CAN-2] 128(3)–(5)
- Option de l'employé, [CAN-2] 128(7)
- Plainte découlant de mesures disciplinaires, [CAN-2] 133, 134
 - Condition préalable, [CAN-2] 133(3)
 - Fardeau de la preuve, [CAN-2] 133(6)
- Primauté de la convention collective, [CAN-2] 130
- Rapport à l'employeur, [CAN-2] 128(6)
- Rapports multiples, [CAN-2] 128(11), 129(2)
- Réaffectation, [CAN-2] 128.1(3), 129(5)
- Remboursement du salaire, [CAN-2] 128.1(4)
- Sanction interdite, [CAN-2] 147
- Travail exécuté par un autre, [CAN-2] 129(5)

Droits démocratiques, [C-1] 3–5

Droits des enfants

- Éducation religieuse et morale, [C-2] 41

Droits économiques, [C-2] 39–48

Droits judiciaires, [C-2] 23–38

Droits et libertés de la personne, voir aussi

Commission canadienne des droits de la personne, Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, Liberté syndicale, Libertés fondamentales, Tribunal canadien des droits de la personne

- Dignité de la personne, [C-2] 4
- Droit à la vie, [C-2] 1
- Droit au secours, [C-2] 2
- Droit de vivre dans un environnement sain et respectueux de la biodiversité, [C-2] 46.1
- Droit de vivre en français, [C-2] 3.1
- Exercice, [C-2] 9.1
- Garantie, [C-1] 1
- Inviolabilité de la demeure, [C-2] 7
- Libertés fondamentales, [C-2] 3
- Maintien des autres, [C-1] 26
- Propriété privée, [C-2] 8
- Règlement du gouvernement, [C-2] 97
 - Entrée en vigueur, [C-2] 98
 - Publication du projet, [C-2] 98
- Rôle de la loi, [C-2] 9.1
- Secret professionnel, [C-2] 9
- Vie privée, [C-2] 5
- Violation ou négation, [C-1] 24(1)

Droits politiques, [C-2] 21, 22

Durée du travail, voir aussi *Heures de travail, Heures supplémentaires, Horaire de travail, Jour de travail, Semaine normale de travail*

- Application de la Loi, [CAN-2] 167–168
- Congé annuel, [QUE-13] 56
- Décret, [QUE-4] 9
- Dérogation à la durée maximale, [CAN-2] 176(1), 177(1)
 - Affichage, [CAN-2.2] 25(1), ann. II
 - Conditions, [CAN-2] 176(2)
 - Contenu, [CAN-2] 176(4)
 - Période de validité, [CAN-2] 176(3)
 - Rapport au chef, [CAN-2] 176(5), 177(2)
- Durée maximale du travail, [CAN-2] 171(1), 172(1)
 - Calcul, [CAN-2] 175(1)b); [CAN-2.2] 6, 9, ann. IV
 - Moyenne, [CAN-2] 171(2); [CAN-2.2] 6, 9
- Durée normale du travail, [CAN-2] 169(1)

Index analytique

- Durée du travail (*suite*)
- • Calcul, [CAN-2] 175(1d); [CAN-2.2] 6, 9, ann. IV
 - • Définition, [CAN-2] 166; [CAN-2.2] 4(2)
 - • Moyenne, [CAN-2] 169(2), (2.1); [CAN-2.2] 6, 9
 - Étalement, [QUE-13] 39(12), 53
 - Exemption et adaptation dans le secteur bancaire, [CAN-2.7] 26-27
 - • Vendeur à commission, [CAN-2.7] 27
 - Exemption et adaptation dans le secteur des télécommunications et secteur de la radiodiffusion, [CAN-2.7] 28-31
 - • Employé en diffusion en direct, [CAN-2.7] 31
 - • Technicien à l'installation, entretien ou réparation, [CAN-2.7] 30
 - • Vendeur à commission, [CAN-2.7] 29
 - Exemption et adaptation dans le secteur du grain, [CAN-2.7] 18-25
 - • Classement, contrôle de qualité et inspection du grain, [CAN-2.7] 23
 - • Électricien, [CAN-2.7] 21
 - • Guetteur de wagons, [CAN-2.7] 20
 - • Mécanicien, [CAN-2.7] 21
 - • Meunier, meunier adjoint et autres opérateurs, [CAN-2.7] 25
 - • Opérateur de silos, [CAN-2.7] 19
 - • Préposé au nettoyage du grain, [CAN-2.7] 24
 - • Réceptionnaire de grains, [CAN-2.7] 20
 - • Technicien et superviseur de laboratoire, [CAN-2.7] 22
 - • Travailleur d'entrepôt, [CAN-2.7] 20
 - Exemption et adaptation dans le secteur du transport aérien, [CAN-2.7] 42-51
 - • Agent de régulation des vols et préposé au suivi des vols, [CAN-2.7] 48
 - • Contrôleur et spécialiste d'exploitation de la circulation aérienne, [CAN-2.7] 49
 - • Employé d'aérodromes, [CAN-2.7] 44
 - • Équipage de vol et instructeur de vol, [CAN-2.7] 46
 - • Intervention d'urgence et préparation aux situations d'urgence, [CAN-2.7] 45
 - • Membre d'équipage, [CAN-2.7] 47
 - • Pompier, [CAN-2.7] 43
 - • Spécialiste de l'information de vol, [CAN-2.7] 50
 - • Technologue des services de navigation aérienne, [CAN-2.7] 51
 - Exemption et adaptation dans le secteur du transport ferroviaire, [CAN-2.7] 32-41
 - • Agent de police des chemins de fer, [CAN-2.7] 38
 - • Bagagiste, [CAN-2.7] 35
 - • Contrôleur de la circulation ferroviaire, [CAN-2.7] 37
 - • Employé à l'entretien de l'équipement de signalisation et de communication, [CAN-2.7] 39
 - • Employé à l'entretien de la voie, [CAN-2.7] 36
 - • Employé d'atelier et préposé aux services intermodaux, [CAN-2.7] 41
 - • Employé du service de triage, [CAN-2.7] 34
 - • Mécanicien de locomotive, chef de train et serre-freins, [CAN-2.7] 33
 - • Préposé au service, [CAN-2.7] 40
 - Exemption et adaptation dans le secteur du transport routier, [CAN-2.7] 2-9
 - • Conducteur d'autocar, [CAN-2.7] 5
 - • Équipage de véhicules blindés, [CAN-2.7] 6
 - • Mécanicien, [CAN-2.7] 9
 - • Répartiteur, [CAN-2.7] 8
 - • Transport de lettres et colis, [CAN-2.7] 4
 - • Transport de marchandises, [CAN-2.7] 3
 - • Travailleur d'entrepôt, expéditeur et réceptionnaire, [CAN-2.7] 7
 - Exemption et adaptation dans le secteur maritime, [CAN-2.7] 10-17
 - • Contrôleur d'opérations, [CAN-2.7] 14
 - • Employé à bord d'un bâtiment, [CAN-2.7] 13
 - • Opération de débardage
 - • • Employé, [CAN-2.7] 11
 - • • Superviseur, [CAN-2.7] 12
 - • Personnel de bateau, [CAN-2.7] 16
 - • Pilote maritime, [CAN-2.7] 15
 - • Répartiteur, [CAN-2.7] 17
 - Jour férié, [QUE-13] 56
 - Horaire de travail, [CAN-2] 173; [CAN-2.2] 9
 - Indemnité, [QUE-13] 58
 - Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)a
 - Pause, [CAN-2] 169.1(1)

Durée du travail (*suite*)

- • Exception, [CAN-2] 169.1(2)
- Pause pour allaitement, [CAN-2] 181.2
- Pause pour raisons médicales, [CAN-2] 181.1(1)
- • Certificat, [CAN-2] 181.1(2); [CAN-2.2] 24.1
- Période de repos, [CAN-2] 169.2(1)
- • Exception, [CAN-2] 169.2(2)
- Présomption de travail, [QUE-13] 57
- Projet pilote, [CAN-2] 263, 263.1
- Refus de travailler, [QUE-13] 59.0.1
- Réduction en cas de congé payé ou férié, [CAN-2] 169(3)
- Règlement, [CAN-2] 175(1), 181.3
- Sanction administrative pécuniaire, [CAN-2] 270(1)a), 273; [CAN-2.6] 2, ann. 2
- Semaine de travail, [QUE-13] 52, 54

E

Écarts salariaux, voir *Équité salariale (fédéral), Équité salariale (provincial)*

École, voir aussi *Enseignement*

- Formation de la main-d'œuvre, [QUE-5] 7
- Maintien des droits, [C-1] 29

Éducation, voir *Enseignement*

Égalité

- Droit, [C-1] 15; [C-2] 10–20

Égalité de traitement, voir *Discrimination*

Égalité des chances, [CAN-1] 2, voir aussi *Discrimination*

Égalité en emploi, voir *Accès à l'égalité en emploi, Programme d'accès à l'égalité en emploi*

Élection, voir aussi *Gouvernement du Canada*

- Droit de voter et d'être candidat, [C-1] 3; [C-2] 22

Embauche, voir aussi *Demande d'emploi*

- Conditions de travail inférieures à celles prévues à la législation ou à la convention collective, [QUE-15] 113.4
- Discrimination interdite, [C-2] 16, 134(1)
- Imposition à un employeur
- • Infraction, [QUE-15] 113.2
- Référence de main-d'œuvre, [QUE-15] 107.11
- Refus interdit, [QUE-2] 243

Emploi

- Définition, [CAN-1] 25

Emploi au débardage, voir aussi *Employeurs multiples*

- Définition, [CAN-2.2] 19(1)

Emploi convenable, voir aussi *Indemnité de remplacement du revenu*

- Abandon, [QUE-2] 51
- • Avis médical, [QUE-2] 51
- Calcul du revenu, [QUE-2] 50
- Capacité d'exercer à plein temps, [QUE-2] 47, 170.1, 170.3
- Définition, [QUE-2] 2
- Droit au retour au travail, [QUE-2] 239, 242
- Indemnité de remplacement du revenu, [QUE-2] 49, 51, 53
- Réadaptation, [QUE-2] 166, 167.2, 170, 170.1, 170.3–173, 176–179
- Table des revenus, [QUE-2] 50

Emploi équivalent

- Capacité d'exercer, [QUE-2] 170.1, 170.3
- Définition, [QUE-2] 2
- Droit au retour au travail, [QUE-2] 236
- Réadaptation, [QUE-2] 166, 167.2, 168–170.1, 170.3–171, 173, 176

Employé, voir aussi *Droit de refus, Salarié, Travailleur*

- Besoins spéciaux
- • Mode de communication requis en matière de santé et de sécurité au travail, [CAN-2] 122.3
- Communication de renseignements relatifs à une infraction à la loi commise par l'employeur
- • Menaces et représailles, [CAN-3] 425.1
- Conservation du statut d'employé
- • Définition, [QUE-5.1] 7(1); [CAN-2] 3(2)
- Définition, [CAN-2] 3(1), 122(1); [CAN-2.2] 19(1); [CAN-5] 3
- Employé introuvable, [CAN-2] 264(i)
- Employé lié par une convention collective, [CAN-2] 56
- Libertés fondamentales, [CAN-2] 8(1)
- Présomption, [CAN-2] 6.1, 123.2, 167.01
- • Preuve, [CAN-2] 6.1, 6.2, 123.2, 123.3, 167.01, 167.2
- Santé et sécurité au travail

Index analytique

Employé (*suite*)

- Immunité, [CAN-2] 126(3)
- Mesures spéciales de sécurité, [CAN-2] 145
- Appel, [CAN-2] 146
- Obligations, [CAN-2] 126(1)
- Travail au service de plusieurs employeurs
- Droits et indemnités, [CAN-2] 203(2)b)

Employé d'un établissement commercial, voir *Établissement commercial*

Employé de ferme, voir aussi *Exploitation agricole*

- Surnuméraire exclu du congé annuel, [QUE-13] 77(6)
- Surnuméraire non assujéti à la semaine normale de travail, [QUE-13] 54(5), (7), (8)

Employé du gouvernement, voir *Personne considérée à l'emploi du gouvernement*

Employé de moins de 18 ans

- Conditions, [CAN-2.2] 10(1)
- Emploi autorisé, [CAN-2] 179; [CAN-2.2] 10(1)
- Heures de travail, [CAN-2.2] 10(2)

Employée allaitante, voir aussi *Avantages liés à l'emploi, Congé de maternité, Grossesse, Retrait préventif de la travailleuse enceinte*

- Avis obligatoire à l'employeur, [CAN-2] 205.2
- Certificat, [CAN-2] 204(2), 205.1, 205.2
- Cessation des tâches, [CAN-2] 132(1)
- Consultation d'un professionnel de la santé, [CAN-2] 132(2)
- Disposition non applicable, [CAN-2] 132(3)
- Congé payé, [CAN-2] 205(2), (6), 205.1
- Droit d'être informée sur les possibilités d'emploi, [CAN-2] 209
- Droits de l'employée, [CAN-2] 205(2)
- Fardeau de la preuve, [CAN-2] 205(3)
- Obligations de l'employeur, [CAN-2] 205(1)
- Réaffectation ou modification des tâches, [CAN-2] 132(4), 204(1)
- Avis de l'employeur, [CAN-2] 205(4)
- Statut de l'employée, [CAN-2] 132(5)
- Santé de l'enfant, [CAN-2] 204(1)
- Statut de l'employée, [CAN-2] 205(5)

Employée enceinte, voir aussi *Avantages liés à l'emploi, Congé de maternité, Grossesse, Retrait préventif de la travailleuse enceinte*

- Avis obligatoire à l'employeur, [CAN-2] 205.2
- Certificat, [QUE-13] 122; [CAN-2] 204(2), 205.1, 205.2, 206(1)
- Cessation des tâches, [CAN-2] 132(1)
- Consultation d'un professionnel de la santé, [CAN-2] 132(2)
- Disposition non applicable, [CAN-2] 132(3)
- Congé forcé interdit, [CAN-2] 208
- Congé payé, [CAN-2] 205(2), (6), 205.1
- Congédiement ou déplacement interdit, [QUE-13] 122
- Dispositions prépondérantes, [CAN-2] 208.1
- Droit d'être informée sur les possibilités d'emploi, [CAN-2] 209
- Droits de l'employée, [CAN-2] 205(2)
- Fardeau de la preuve, [CAN-2] 205(3), 208(4)
- Fonction essentielle, [CAN-2] 208(2), 209.4(b)
- Indemnité de remplacement du revenu, [QUE-16] 44
- Obligations de l'employeur, [CAN-2] 205(1)
- Réaffectation ou modification des tâches, [QUE-13] 122; [CAN-2] 132(4), 204(1)
- Avis de l'employeur, [CAN-2] 205(4)
- Statut de l'employée, [CAN-2] 132(5)
- Santé de la mère et celle du fœtus, [QUE-13] 122; [CAN-2] 204(1)
- Statut de l'employée, [CAN-2] 205(5)

Employeur, voir aussi *Assignment temporaire d'un travail, Association d'employeurs, Changement technologique, Cotisation de l'employeur, Développement et reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, Entreprise, Équité en matière d'emploi, Licenciement collectif, Maître d'œuvre, Pratique déloyale de l'employeur, Registre, Représentant patronal*

- Affichage, [QUE-3] 25; [QUE-13] 87; [QUE-16] 51(2), (10), 80, 183; [CAN-2] 125(1)d), z.17), 145(5), 146.1(3), 170(3), (4), 172(3), (4), 195(3), 212(2), 218; [CAN-2.2] 5, 25
- Période d'affichage, [QUE-3] 25; [QUE-3.2] 10; [CAN-2] 170(3), 172(3), 195(3)

Lois du travail 2025-2026

Employeur (*suite*)

- Âge du travailleur, [QUE-16] 53(1)
- Biens de l'employeur
- Dommages et pertes, [CAN-2] 254.1(3)
- Protection, [QUE-3] 109.3; [QUE-16] 188
- Briseur de grève, [QUE-3] 142
- Congédiement, suspension, déplacement ou mise à pied d'un salarié, [QUE-13] 122; [QUE-15] 122(2)
- Définition, [QUE-2] 2; [QUE-3] 1(k); [QUE-4] 1(f); [QUE-6] 4; [QUE-13] 1(7); [QUE-15] 1(j), 107.7; [QUE-15.1] 1; [QUE-16] 1, 194(2); [QUE-21] 1; [CAN-1] 40.1(1), 41(3), 54.1(1); [CAN-2] 3(1), 88, 122(1), 166, 268(1); [CAN-2.2] 19(1); [CAN-5] 3, 4
- Demande d'accréditation
- Demande de déclaration d'illégalité de la grève, [CAN-2] 91(1)
- Droit d'association, [QUE-3] 10
- Ingérence dans une association de salariés, [QUE-3] 12
- Intimidation, [QUE-3] 13–14.0.1
- Négociation de bonne foi, [QUE-3] 141
- Remise au syndicat, [QUE-3] 47
- Retenue syndicale obligatoire, [QUE-3] 47
- Développement et reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, [QUE-5] 3, 64
- Employeur lié par la convention collective, [QUE-3] 68; [CAN-2] 56
- Employeur unique, [CAN-2] 35, 255(1)
- Imputation des coûts, [QUE-2] 317, 326–331
- Atteinte auditive, [QUE-2] 327, 328
- Avis d'incapacité du travailleur, [QUE-2] 268, 269
- Demande d'imputation à plus d'un employeur, [QUE-2] 326
- Examen médical, [QUE-2] 210
- Inscription à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 18
- Paiement du salaire, [QUE-2] 59–62, 267, 268
- Premiers secours, [QUE-2] 190
- Prestation de réadaptation, [QUE-2] 167.2
- Réclamation, [QUE-2] 268, 269
- Remboursement, [QUE-2] 60–62, 268
- Services de premiers soins, [QUE-2] 191
- Travailleur handicapé, [QUE-2] 329
- Violence à caractère sexuel, [QUE-2] 327(4)
- Information à l'employé
- Normes de travail, [QUE-13] 87
- Risques reliés au travail, [QUE-16] 51(9); [CAN-2] 125(1)s)
- Infraction et peine, [QUE-2] 458–461, 463; [QUE-3] 143; [CAN-2] 148, 256
- Communication de renseignements par l'employé
- Menaces et représailles, [CAN-3] 425.1
- Inscription à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 18
- Insolvabilité, [QUE-13] 39(9)
- Intimidation, mesures discriminatoires, représailles, menace ou contrainte à l'égard d'un membre d'une association de salariés, [QUE-15] 101, 119
- Lésion professionnelle
- Accès au dossier de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 37–38.1
- Assignation temporaire du travailleur, [QUE-2] 145.4, 179–180.1
- Avis à la Commission, [QUE-2] 290, 295, 454
- Classification, [QUE-2] 297–303, 317, 454
- Confidentialité du rapport reçu d'un professionnel de la santé, [QUE-2] 39
- Contribution du travailleur interdite, [QUE-2] 33
- Déclaration, [QUE-2] 291, 295, 454
- Embauche, [QUE-2] 243
- Entrave au droit de retour au travail, [QUE-2] 460
- Évaluation médicale
- Contestation de l'attestation ou du rapport, [QUE-2] 212
- Examen médical requis, [QUE-2] 209
- Motif de la demande d'examen médical, [QUE-2] 210
- Obligation du travailleur, [QUE-2] 211
- Professionnel désigné, [QUE-2] 209
- Obligation, [QUE-2] 35

Index analytique

- Employeur (*suite*)
- Défaut du travailleur, [QUE-2] 35
 - Premiers secours et soins, [QUE-2] 190, 191
 - Libertés fondamentales, [CAN-2] 8(2)
 - Location ou prêt de services, [QUE-2] 5
 - Lock-out interdit, [CAN-2] 89(1)
 - Maintien de ses obligations, [QUE-2] 35; [CAN-2] 126(2)
 - Mesure disciplinaire
 - Exercice en cas d'abus de droits, [CAN-2] 147.1
 - Interdiction, [QUE-2] 32; [CAN-2] 147
 - Violence en milieu de travail, [QUE-13] 97.1
 - Motifs de congédiement, [QUE-13] 125; [CAN-2] 241(1)
 - Normes du travail
 - Bulletin de paie, [CAN-2] 254(1), (2)
 - Cotisation, [QUE-13] 39.0.1–39.0.4
 - Durée du travail, [QUE-16] 53(2)
 - Entente sur la substitution de jour férié, [CAN-2] 195(1), (2)
 - Nouvel employeur, [QUE-2] 34
 - Obligation de fournir des renseignements, [QUE-3.2] 43; [CAN-2] 125.2(1), 213(1), 252(1), 253.1, 253.2; [CAN-2.2] 3.1
 - Exception, [CAN-2] 252(3)
 - Offre de récompense ou d'avantages, [QUE-15] 115
 - Ordonnance en cas d'harcèlement psychologique
 - Remboursement, [QUE-2] 144.1
 - Personne morale ou société
 - Représentant, [QUE-15] 19.1
 - Réadaptation professionnelle
 - Adaptation d'un poste de travail, [QUE-2] 167, 176
 - Contrainte excessive, [QUE-2] 170.2, 170.3
 - Mise en œuvre des mesures, [QUE-2] 170.2, 170.4
 - Obligations, [QUE-2] 107.1, 170.2, 170.4
 - Réintégration présumée, [QUE-2] 170.3
 - Renseignements et documents, [QUE-2] 170.1, 170.4
 - Subvention, [QUE-2] 167, 167.2, 175
 - Refus d'embaucher ou intimidation, [QUE-15] 101, 119
 - Refus d'exécuter une ordonnance, [CAN-2] 259
 - Refus de négociier, [QUE-3] 53.1
 - Refus de reconnaître une association accréditée, [QUE-3] 141
 - Registre des accidents, [QUE-2] 280
 - Registre sur les postes de travail, [QUE-16] 52
 - Registre des premiers soins, [QUE-2] 280
 - Registre des salariés, [QUE-4] 22(g); [QUE-13] 29(3); [QUE-13.4] 1
 - Registres, [QUE-2] 296, 454; [CAN-2] 252(2)
 - Conservation, [QUE-2] 296, 454; [CAN-2] 252(2)
 - Réintégration d'un salarié, [QUE-3] 15; [QUE-15] 107; [CAN-2] 258(2)
 - Indemnité, [QUE-3] 15; [CAN-2] 258(2a)
 - Refus, [CAN-2] 259
 - Salaire, [CAN-2] 258(1)
 - Sanction administrative pécuniaire, [QUE-2] 170.4
 - Défaut de paiement, [QUE-2] 170.4
 - Non-respect des obligations, [QUE-2] 170.4
 - Sanction interdite, [QUE-2] 32; [QUE-3] 13–14.0.1; [QUE-13] 122; [CAN-2] 94.1, 147(a), 209.3
 - Santé et sécurité au travail
 - Affichage et accès à l'information, [CAN-2] 125(1d), f), z.17)
 - Certification en santé et sécurité, [QUE-16] 167.1
 - Collaboration avec d'autres intervenants, [QUE-16] 51(14), 94
 - Comité de santé et de sécurité, [CAN-2] 135(1)
 - Dispositions applicables dans la construction, [QUE-16] 195
 - Dossier de santé et de sécurité, [CAN-2] 125(1g)
 - Élimination des risques, [QUE-16] 51(3), (5); [CAN-2] 125(1a)
 - Enquête sur les accidents, [CAN-2] 125(1c)
 - Équipement de protection, [QUE-16] 51(1), (11); [CAN-2] 125(1b), r), t), w)
 - Établissement, [QUE-16] 54
 - Examen de santé, [QUE-16] 51(12), 53(3)

Lois du travail 2025-2026

Employeur (*suite*)

- Installation de premiers soins, [CAN-2] 125(1)h
- Installation sanitaire, [CAN-2] 125(1)i
- Mesures spéciales de sécurité, [CAN-2] 145
 - Appel, [CAN-2] 146
- Mine de charbon, [CAN-2] 125.3
- Obligations, [QUE-16] 50, 51, 51.2, 62.6; [CAN-2] 124–125.3
 - Interdiction de limite ou de transfert, [QUE-16] 51.1.1
 - Mesures contre la violence physique ou psychologique, [QUE-16] 51(16)
- Produit contrôlé, [QUE-16] 62.1, 62.2; [CAN-2] 125.1, 125.2(1)
- Programme de formation et d'information, [QUE-16] 62.5; [CAN-2] 125(1)q, z, z.01, z.03, z.04; [CAN-2.8] 14
- Programme de prévention, [QUE-16] 58; [CAN-2] 125(1)z.03, z.04
 - Incitatif financier, [QUE-16] 167.2
- Rapport d'accident, [QUE-16] 62
- Reconnaissance de services de santé, [QUE-16] 130, 136
- Représentant en matière de santé et de sécurité, [CAN-2] 136(1)
- Substance dangereuse, [CAN-2] 125.1
- Stagiaire
 - Obligation envers le stagiaire, [QUE-21] 4
 - Accommodement pour absence selon les normes du travail, [QUE-21] 4
 - Information des droits, [QUE-21] 5
 - Obtention d'un permis, [QUE-21] 4
 - Prévention du harcèlement psychologique et protection, [QUE-21] 19
 - Réussite des études ou de la formation, [QUE-21] 4
 - Pratique interdite, [QUE-21] 20
- Traitement comme employé, [CAN-2] 96.1, 125.4, 167.1
- Vérification interne, [CAN-2] 251.001
- Rapport, [CAN-2] 251.001(6), (7), (9)

Employeur professionnel, voir aussi *Décret de convention collective, Prélèvement de l'employeur professionnel*

- Définition, [QUE-4] 1(g); [QUE-15] 1(k)
- En défaut, [QUE-8] 33

- Rapport mensuel, [QUE-4] 22(h)
- Services d'un entrepreneur autonome, [QUE-15] 19

Employeur tenu personnellement au paiement des prestations, voir aussi *Accident du travail, Lésion professionnelle, Maladie professionnelle*

- Avis à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 333, 336
- Avis de cotisation, [QUE-2] 341, 342, 348
- Avis de réclamation, [QUE-2] 341, 342
- Changement de statut, [QUE-2] 348
- Contrat d'assurance obligatoire, [QUE-2] 334, 335, 336, 348
- Cotisation annuelle, [QUE-2] 343–345, 454, 574.2
- Détermination d'une quote-part, [QUE-2] 337
- Employeur disparu ou insolvable, [QUE-2] 344
- Employeur en défaut, [QUE-2] 336, 338
 - Procédure pour remédier au défaut, [QUE-2] 336
- Entente avec le bénéficiaire, [QUE-2] 339
- Entreprise de transport, [QUE-2] 332, 333
- Intérêts, [QUE-2] 344
- Intervention de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 339, 340
- Lettre de crédit irrévocable, [QUE-2] 336, 348
 - Délai pour fournir une nouvelle lettre, [QUE-2] 334.1
 - Objet, [QUE-2] 334.1
 - Preuve de l'état de solvabilité de l'émetteur, [QUE-2] 334.1
- Paiement des prestations par la Commission, [QUE-2] 341, 342
- Rechute, récurrence ou aggravation d'une blessure ou d'une maladie, [QUE-2] 574.1, 574.2
- Recours subrogatoire, [QUE-2] 347
- Remboursement, [QUE-2] 346

Employeurs multiples

- Droits et indemnités de l'employé, [CAN-2] 203(2)b
- Règlement, [CAN-2] 203(2)
- Travail au service, [CAN-2.2] 19

Index analytique

Emprisonnement, voir aussi *Protection contre l'emprisonnement*

- Exclusion, [CAN-2] 154(1), 259.1(1)
- Oufrage au tribunal, [QUE-3] 111.20

Endroit isolé

- Définition, [QUE-13.2] 1
- Semaine normale de travail, [QUE-13.2] 12

Enfant, voir aussi *Congé parental, Droits des enfants, Intérêt de l'enfant, Normes du travail (Québec), Réadaptation, Soins d'enfant, Travail des enfants*

- Congé en cas de décès ou de disparition, [CAN-2] 206.5, 207.01, 207.02, 207.3, 209.3(2), 209.4, 210; [CAN-2.2] 29
- Congé en cas de maladie grave, [CAN-2] 206.4, 207.01, 207.02, 207.3, 209.3(2), 209.4; [CAN-2.2] 29
- Définition, [QUE-2] 92; [CAN-2] 206.5(1), 210(1.03)
- Employé du gouvernement, [QUE-2] 11(3)
- Enfant hospitalisé
 - Congé de maternité, de paternité ou parental
 - Fractionnement ou suspension, [QUE-13] 81.14.1, 81.14.2, 89(6.1.1)
- Garde d'enfants, [QUE-2] 152, 164, ann. V
- Indemnité de décès
 - Cessation du versement, [QUE-2] 136, 137
 - Versement à l'enfant majeur du travailleur, [QUE-2] 104, 105
 - Versement à l'enfant mineur du travailleur, [QUE-2] 102, 103
 - Versement à la personne qui a la garde de l'enfant, [QUE-2] 137
- Mesure de rechange, [QUE-2] 11(3)
- Mesure volontaire, [QUE-2] 11(3)
- Protection par sa famille, [C-2] 39

Enquête

- Agent de relations du travail, [QUE-3] 41
- Arbitre, [CAN-2] 57(2)b), 57(5)
- Chef de la conformité et de l'application, [CAN-2] 127.1, 129, 141
- Comité local de santé et de sécurité, [CAN-2] 127.1(3)
- Comité paritaire, [QUE-4] 26
- Commission canadienne des droits de la personne
 - Plainte fondée sur des actes discriminatoires, [CAN-1] 43–46

- Commission de la construction du Québec, [QUE-15] 7–7.10
- Commission des droits de la personne, [C-2] 62, 68, 71
- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-13] 104–107; [QUE-16] 160, 172
- Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 34(2), 39(1), 43(3), 80(1), 146.1(1)
- Ministre de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, [QUE-8] 31
- Ministre du Travail (fédéral), [CAN-2] 106, 248
- Représentant en matière de santé et de sécurité, [CAN-2] 127.1(3)
- Santé et sécurité au travail
 - Abus de droits, [CAN-2] 147.1
 - Mesure disciplinaire interdite, [CAN-2] 147(a)
 - Plainte du salarié, [CAN-2] 127.1
 - Substance dangereuse (exposition)
 - Obligation de l'employeur, [CAN-2] 125.1(f)
- Tribunal administratif du travail, [QUE-13] 126; [QUE-15] 121
- Tribunal canadien des droits de la personne
 - Mesures correctives ou disciplinaires à l'égard d'un membre, [CAN-1] 48.3

Enquêteur

- Identification, [QUE-3] 109.4
- Personne désignée, [QUE-3] 109.4
- Pouvoirs, immunité et privilèges, [QUE-3] 109.4
- Rapport, [QUE-3] 109.4
- Tribunal administratif du travail, [QUE-19] 87, 89
 - Code de déontologie, [QUE-19] 89; [QUE-19.1] 1–4
 - Conflit d'intérêts, [QUE-19.1] 4
 - Devoirs, [QUE-19.1] 3
 - Fonctions, [QUE-19] 87
 - Nomination, [QUE-19] 87; [QUE-19.1] 2

Enseignement, voir aussi *Établissement d'enseignement*

- Établissement privé, [C-2] 42
- Langue de la minorité, [C-1] 23
- Public et gratuit, [C-2] 40

Enseignement (*suite*)

- Religieux ou moral, [C-2] 41

Entente

- Conférence de gestion, [QUE-10] 119.1
- Congé de maternité, de paternité ou parental
- • Suspension, [QUE-13] 81.14.2

Entente collective, voir aussi *Artistes de la scène, du disque et du cinéma, Artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature*

- Langue officielle, [C-3] 43, 50

Entente sur les services essentiels, voir aussi *Liste des services essentiels, Maintien des services essentiels, Secteurs public et parapublic, Service public, Tribunal administratif du travail*

- Aide professionnelle, [QUE-3] 111.0.18, 111.10.1
- Approbation par le Tribunal administratif du travail, [QUE-3] 111.10.1, 111.10.7
- Caractère obligatoire, [QUE-3] 111.15.3
- Contravention, [QUE-3] 146.2
- Critères, [QUE-3] 111.10.1
- Défaut d'entente, [QUE-3] 111.0.18, 111.10.3, 111.15.1, 111.15.2
- Dérogation interdite, [QUE-3] 111.0.22, 111.10.8
- Modification, [QUE-3] 111.10.5
- Négociation, [QUE-3] 111.0.18, 111.10.1, 111.21.1
- Primauté, [QUE-3] 111.10.6
- Secteurs public et parapublic, [QUE-3] 111.10.1
- Service public, [QUE-3] 111.0.18, 111.0.19
- Transmission, [QUE-3] 111.0.18, 111.0.23, 111.10.1

Entrepreneur

- Contrat d'entreprise ou de services, [C-4] 2098–2129

Entrepreneur (construction), voir aussi *Employeur*

- Solidarité avec le sous-entrepreneur en matière de salaires, [QUE-15] 54

Entrepreneur autonome, [QUE-15] 19.0.1–19.0.3

- Attestation d'adhésion, [QUE-15] 19.0.1
- Définition, [QUE-15] 1(k.1)
- Document

- • Délai de conservation, [QUE-15] 82 al.1(a.1)
- Rémunération, [QUE-15] 19.0.1
- Réputation d'être employeur, [QUE-15] 19.0.3
- Services retenus par un employeur professionnel, [QUE-15] 19.0.1

Entrepreneur dépendant

- Définition, [CAN-2] 3(1)

Entrepreneur non salarié, [QUE-13] 86.1

Entreprise, voir aussi *Accréditation, Fusion d'entreprises*

- Aliénation, [QUE-4] 14.1; [QUE-13] 96, 97
- • Accréditation non invalidée, [QUE-3] 45
- • Contrat continué, [C-4] 2097
- • Relations du travail autrefois régies par le *Code canadien du travail*, [QUE-3] 45.3
- • Responsabilité de l'employeur, [QUE-2] 34; [QUE-4] 14.1; [QUE-13] 96
- • Solidarité, [QUE-4] 14.1; [QUE-13] 96
- Concession, [QUE-3] 45; [QUE-4] 14.1; [QUE-13] 96, 97
- Définition, [QUE-16] 44(1); [CAN-2.6] ann. 3
- Division, [QUE-3] 45; [QUE-13] 97
- Sous-traitance, [QUE-13] 95
- Vente sous contrôle de justice, [QUE-2] 34; [QUE-4] 14.1; [QUE-13] 96

Entreprise adaptée, [QUE-5.1] 1, 7

Entreprise canadienne

- Application de la Loi, [CAN-2] 123(1)c), 167(1)e)

Entreprise cliente, voir aussi *Permis d'agence de placement ou de recrutement*

- Agence de placement de personnel
- • Solidarité, [QUE-13] 95
- Définition, [QUE-13.1] 1
- Infraction et peine, [QUE-13] 140.1
- Obligation, [QUE-13] 92.6, 92.7
- Règlement, [QUE-13] 92.7

Entreprise comptant moins de 10 salariés

- Travaux bénévoles de construction, [QUE-15.2] 4(5)

Entreprise d'insertion

- Accréditation, [QUE-5.1] 7(13)a.1)

Entreprise de la fonction publique, voir *Fonction publique*

Index analytique

- Entreprise de gardiennage**, [QUE-13.2] 9
- Entreprise fédérale**, voir aussi *Normes du travail (fédéral)*
- Application de la Loi, [CAN-2] 123(1)a, 167(1)
 - Définition, [CAN-2] 2
 - Territoire du Yukon ou Territoires du Nord-Ouest, [CAN-2] 167(1)a)
 - Transfert d'employé entre employeurs, [CAN-2] 189(1)
 - Appel d'offres, [CAN-2] 189(1.1)
 - Assimilation, [CAN-2] 189(2)
 - Calcul de la durée d'emploi, [CAN-2] 189(1.4)
 - Début du transfert, [CAN-2] 189(1.2)
 - Exception, [CAN-2] 189(1.5)
 - Indemnité de départ, [CAN-2] 189(1.6)
 - Période ininterrompue d'emploi, [CAN-2] 189(1.3)
- Entreprise minière**
- Accès au représentant d'une association de salariés, [QUE-3] 9
 - Gîte et couvert au représentant d'une association de salariés, [QUE-3] 9
 - Permis d'accès au campement minier, [QUE-3.2] 35–37
- Entreprise du secteur parapublic**, voir *Secteurs public et parapublic*
- Entreprise de transport**
- Contrat d'assurance, [QUE-2] 334–336
 - Paiement des prestations pour lésion professionnelle, [QUE-2] 332, 333
- Environnement**
- Droit de vivre dans un environnement sain et respectueux de la biodiversité, [C-2] 46.1
- Époux**, voir *Conjoint*
- Équipement de loisir**, [QUE-2] 152, 155.1, 156, 157
- Équité**, [QUE-10] 2
- Équité en matière d'emploi (fédéral)**, voir aussi *Commission canadienne des droits de la personne, Tribunal de l'équité en matière d'emploi*
- Administration publique, [CAN-4] 21
 - Agent d'application, [CAN-4] 22, 25
 - Attribution, [CAN-4] 23, 26
 - Définition, [CAN-4] 3
 - Renseignements, [CAN-4] 24
 - Analyse de l'effectif, [CAN-4.1] 6
 - Degré de sous-représentation, [CAN-4.1] 6(2)
 - Sommaire des résultats, [CAN-4.1] 7
 - Commission canadienne des droits de la personne, [CAN-4] 22
 - Convention collective, [CAN-4] 8
 - Dispositions transitoires, [CAN-4] 45
 - Dossier, [CAN-4] 17; [CAN-4.1] 11
 - Cessation des fonctions d'un salarié, [CAN-4.1] 12
 - Loi
 - Application, [CAN-4] 4(1), 44
 - Objet, [CAN-4] 2
 - Organisme responsable, [CAN-4] 4(4)–(8)
 - Ministre
 - Responsabilité, [CAN-4] 42, 43
 - Nombre de salariés
 - Calcul, [CAN-4.1] 2
 - Obligations de l'employeur, [CAN-4] 5, 9
 - Limites, [CAN-4] 6
 - Plan, [CAN-4] 10(1)
 - Consultation des représentants des salariés, [CAN-4] 15
 - Délai, [CAN-4] 16
 - Information des employés, [CAN-4] 14
 - Mise en œuvre, [CAN-4] 11
 - Objectifs à court terme, [CAN-4] 10(2), (3)
 - Révision, [CAN-4] 13; [CAN-4.1] 3(9), 6(4)
 - Suivi, [CAN-4] 12
 - Rapport, [CAN-4] 18; [CAN-4.1] 12(3)
 - Analyse par le ministre, [CAN-4] 20
 - Application, [CAN-4.1] 14
 - Branches d'activité, [CAN-4.1] 23–25, 30
 - Catégorie professionnelle, [CAN-4.1] 1(2), 22, ann. II, III
 - Définition, [CAN-4.1] 1(1)
 - Échelle de rémunération, [CAN-4.1] 26, 27, 29
 - Exactitude des renseignements, [CAN-4] 18(5); [CAN-4.1] 16
 - Formulaire, [CAN-4.1] 14.1, 15, 21–31
 - Instructions, [CAN-4.1] 18–31
 - Modalités, [CAN-4.1] 14.1–16
 - Nombre de salariés, [CAN-4.1] 21

Lois du travail 2025-2026

- Équité en matière d'emploi (fédéral) (*suite*)
- Renseignements, [CAN-4.1] 20, 25.1, 27.1
 - Réputé déposé auprès du ministre, [CAN-4.1] 19
 - Salarié promu, [CAN-4.1] 31
 - Table des paliers de rémunération, [CAN-4.1] 26(1)b), ann. VIII
 - Règlement, [CAN-4] 41
 - Application, [CAN-4] 41(2)
 - Secteur public, [CAN-4] 41(3)
 - Renseignements sur l'effectif, [CAN-4] 3
 - Cueillette de renseignements, [CAN-4.1] 3-5
 - Identification du salarié, [CAN-4.1] 4
 - Mise à jour, [CAN-4.1] 5
 - Portée du questionnaire, [CAN-4.1] 3(8)
 - Questionnaire, [CAN-4.1] 3(2), (5)
 - Sous-représentation, [CAN-4.1] 6(2)
 - Étude des systèmes, règles et usages en matière d'emploi, [CAN-4.1] 8-10
 - Violation des engagements, [CAN-4] 25, 36, 37
 - Avis de sanction, [CAN-4] 36(1)
 - Contenu, [CAN-4] 37
 - Montant de la sanction, [CAN-4] 36(2), (3)
 - Option de l'employeur, [CAN-4] 38
 - Ordre de prendre des mesures correctives, [CAN-4] 26, 33
 - Prescription, [CAN-4] 36(1)
 - Révision de l'ordonnance, [CAN-4] 27
- Équité salariale (fédéral), voir aussi**
Commissaire à l'équité salariale, Tribunal canadienne des droits de la personne
- Acte discriminatoire, [CAN-1] 11
 - Appel d'offres, [CAN-5] 93
 - Champ d'application, [CAN-5] 6-11
 - Employeurs assujettis, [CAN-5] 6, 7
 - Exemption
 - Certains gouvernements et territoires, [CAN-5] 10
 - Corps dirigeant autochtone, [CAN-5] 11
 - Nombre d'employés, [CAN-5] 6-9
 - Secteur privé et gouvernements des territoires, [CAN-5] 7(3)-(4), 9
 - Secteur public, [CAN-5] 7(1)-(2), 8
 - Comité d'équité salariale
 - Composition, [CAN-5] 19, 67(4), 68(4)
 - Composition différente, [CAN-5] 19(3), 27, 67(6), 68(6), 75, 109
 - Confidentialité des renseignements, [CAN-5] 24, 72
 - Constitution, [CAN-5] 16-18, 67-71
 - Volontaire, [CAN-5] 16(2)-(3), 17(2)-(3), 18, 67(2), 68(2)
 - Directives de l'agent négociateur, [CAN-5] 21(2), 72
 - Directives de l'employeur, [CAN-5] 21(1), 72
 - Employé réputé être au travail, [CAN-5] 22(3), 72
 - Mesures à l'appui des travaux, [CAN-5] 22(2), 72
 - Mesures pour faciliter la sélection des membres, [CAN-5] 22(1), 72
 - Obligation de fournir des renseignements, [CAN-5] 23, 72
 - Révision du plan, [CAN-5] 67-72
 - Vote, [CAN-5] 20(1), 72
 - Nombre minimal de membres présents, [CAN-5] 20(2), 72
 - Conservation des documents, [CAN-5] 90, 91
 - Prolongation de la conservation, [CAN-5] 91
 - Secteur privé et gouvernements des territoires
 - Établissement du plan, [CAN-5] 90(1)
 - Mise à jour du plan, [CAN-5] 90(2)
 - Convention collective, [CAN-5] 95
 - Déclaration annuelle, [CAN-5] 89
 - Contenu, [CAN-5] 89(1)-(2)
 - Première, [CAN-5] 89(3)
 - Subséquente, [CAN-5] 89(4)
 - Définition, [CAN-5] 3, 4, 11(2), 49(2), 61(3), 62(8), 89(5), 125, 172
 - Désignation du ministre responsable, [CAN-5] 5
 - Entreprise provinciale devenue employeur visé, [CAN-5] 62(3), 94
 - Examen par le Sénat et la Chambre des communes, [CAN-5] 184
 - Interdiction, [CAN-5] 98-103
 - Déclaration fautive ou trompeuse, [CAN-5] 101
 - Réduction de la rémunération, [CAN-5] 98

Index analytique

- Équité salariale (fédéral) (*suite*)
 - Représailles par l'agent négociateur, [CAN-5] 103
 - Représailles par l'employeur, [CAN-5] 102
 - Objet, [CAN-5] 1
 - Personnel des cabinets de ministres, [CAN-5] 172, 173
 - Exclusion du personnel étudiant, [CAN-5] 173(2)
 - Plan, [CAN-2.7] 12–30
 - Affichage d'un avis, [CAN-5] 14, 15
 - Constitution d'un comité d'équité salariale, [CAN-5] 16–18
 - Date d'établissement, [CAN-5] 58, 59
 - Établissement sans comité, [CAN-5] 25, 26, 28, 29, 108
 - Obligation, [CAN-5] 12, 13
 - Plans multiples, [CAN-5] 30
 - Pouvoir de réglementation, [CAN-5] 181
 - Application en remplacement de dispositions, [CAN-5] 40
 - Processus d'établissement du plan, [CAN-2.7] 31–63
 - Affichage
 - Augmentation de la rémunération, [CAN-5] 56
 - Délai, [CAN-5] 55, 57, 112(1)
 - Ébauche, [CAN-5] 52, 53
 - Version définitive, [CAN-5] 55
 - Augmentation de la rémunération, [CAN-5] 60–63
 - Affichage, [CAN-5] 56
 - Ancien employé, [CAN-5] 62(7)
 - Date d'exigibilité, [CAN-5] 61(1), 62(1)
 - Échelonnement, [CAN-5] 61(2), 62(4), 63, 113
 - Entreprise provincial devenue employeur visé, [CAN-5] 62(3)
 - Intérêts, [CAN-5] 62(5)–(6), 97
 - Période de sursis de versement, [CAN-5] 96
 - Somme forfaitaire, [CAN-5] 62(2)–(3)
 - Calcul de la rémunération, [CAN-5] 40, 44–46
 - Exclusion d'écarts de rémunération, [CAN-5] 46
 - Exclusion de formes de rémunération, [CAN-5] 45
 - Comparaison de la rémunération, [CAN-5] 40, 47–50
 - Autre méthode, [CAN-5] 48, 111
 - Méthode de la droite égale, [CAN-5] 48, 50
 - Méthode de la moyenne égale, [CAN-5] 48, 49
 - Contenu, [CAN-5] 51
 - Ébauche, [CAN-5] 52, 53
 - Commentaire des employés, [CAN-5] 52–54
 - Établissement de la valeur du travail, [CAN-5] 40, 41–43
 - Critère, [CAN-5] 42
 - Méthode, [CAN-5] 43
 - Identification des catégories d'emploi, [CAN-5] 32–34
 - Objet, [CAN-5] 31
 - Plans multiples, [CAN-5] 30, 107
 - Prédominance féminine ou masculine, [CAN-5] 35–40
 - Critères, [CAN-5] 36, 37
 - Reconnaissance d'un groupe comme étant un seul employeur, [CAN-5] 4(1), 106
 - Règlement de différends, [CAN-5] 147–171
 - Appel de la décision, [CAN-5] 157(2), 158(5), 159(2)–(3), 160(2), 168–171
 - Avis d'objection relativement au plan, [CAN-5] 148
 - Décision, [CAN-5] 158
 - Avis de différend au sein du comité, [CAN-5] 147
 - Ordonnance, [CAN-5] 157
 - Commissaire à l'équité salariale, [CAN-5] 154–160
 - Décision à l'égard d'une plainte, [CAN-5] 159, 160
 - Plainte par un agent négociateur, [CAN-5] 150
 - Plainte par un employé, [CAN-5] 149
 - Plainte par un employeur, [CAN-5] 151
 - Plainte pour contravention à la loi, [CAN-5] 149(1), 150(3), 151(1), 159
 - Plainte pour influence ou entrave, [CAN-5] 149(2), 150(3), 159
 - Plainte pour mauvaise foi ou discrimination, [CAN-5] 149(2), 150(3), 151(2), 159
 - Plainte pour représailles, [CAN-5] 152, 160
 - Règlement volontaire, [CAN-5] 155

Lois du travail 2025-2026

- Équité salariale (fédéral) (*suite*)
- Renvoi au tribunal, [CAN-5] 162-167
 - Révision, [CAN-5] 154(4), 156(5), 161
 - Décision, [CAN-5] 161
 - Délai, [CAN-5] 161(1)–(2)
 - Demande, [CAN-5] 161
 - Recours judiciaire, [CAN-5] 161(7)
 - Révision du plan, [CAN-5] 64–88
 - Affichage, [CAN-5] 80–87
 - Augmentation de la rémunération, [CAN-5] 84
 - Délai, [CAN-5] 83, 85, 112(2)
 - Ébauche, [CAN-5] 80, 81
 - Version définitive, [CAN-5] 83
 - Affichage d'un avis, [CAN-5] 65, 66
 - Augmentation de la rémunération, [CAN-5] 88
 - Affichage, [CAN-5] 84
 - Ancien employé, [CAN-5] 88(8)
 - Date d'exigibilité, [CAN-5] 88(4)
 - Intérêts, [CAN-5] 88(5)–(7), 97
 - Période de sursis de versement, [CAN-5] 96
 - Somme forfaitaire, [CAN-5] 88(2)–(3)
 - Comité d'équité salariale, [CAN-5] 67–72
 - Dispositions applicables, [CAN-5] 72
 - Secteur privé et gouvernements des territoires, [CAN-5] 70
 - Secteur public, [CAN-5] 69
 - Date de mise à jour, [CAN-5] 86, 87
 - Ébauche, [CAN-5] 80, 81
 - Commentaire des employés, [CAN-5] 80–82
 - Mise à jour du plan, [CAN-5] 64-77
 - Document énonçant les changements, [CAN-5] 79(2)
 - Mise à jour sans comité, [CAN-5] 73, 74, 76, 77
 - Processus, [CAN-5] 78, 79
 - Sanction administrative pécuniaire, [CAN-5] 125–146
 - Admissibilité des documents, [CAN-5] 145
 - Exclusion de certains moyens de défense, [CAN-5] 133(1)
 - Montant de la pénalité, [CAN-5] 127(2)
 - Paiement, [CAN-5] 137, 142(7)
 - Défaut, [CAN-5] 138
 - Pouvoir de réglementation, [CAN-5] 127
 - Principes de common law, [CAN-5] 133(2)
 - Publication, [CAN-5] 146
 - Recouvrement des pénalités, [CAN-5] 143, 144
 - Certificat de non-paiement, [CAN-5] 144
 - Créance, [CAN-5] 143
 - Prescription, [CAN-5] 143(2)
 - Révision, [CAN-5] 139-142
 - Décision, [CAN-5] 142
 - Délai, [CAN-5] 139(1)
 - Demande, [CAN-5] 139
 - Modification du procès-verbal, [CAN-5] 140
 - Recours judiciaire, [CAN-5] 142(8)
 - Violations, [CAN-5] 129–132
 - Attestation de la date des faits reprochés, [CAN-5] 136(2)
 - Infraction, [CAN-5] 135
 - Participation, [CAN-5] 130
 - Prescription, [CAN-5] 136(1)
 - Procès-verbal, [CAN-5] 128, 132, 145
 - Responsabilité, [CAN-5] 131
 - Violation continue, [CAN-5] 134
 - Transfert ou location, [CAN-5] 92
- Équité salariale (provincial), voir aussi**
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
- Absence de catégories d'emplois à prédominance masculine, [QUE-6.2] 1–5
 - Entreprise de 100 salariés ou plus, [QUE-6] 13, 93(3.1)
 - Entreprise de moins de 50 salariés, [QUE-6] 38
 - Exercice d'équité salariale à compléter (une fois attribué le taux horaire de rémunération), [QUE-6.2] 5
 - Identification des catégories d'emplois types, [QUE-6.2] 1
 - Programme d'équité salariale, [QUE-6] 52
 - Rémunération des catégories d'emplois types, [QUE-6.2] 2–4
 - Détermination du taux horaire de rémunération à attribuer à chacune des catégories, [QUE-6.2] 2
 - Estimation des écarts salariaux, [QUE-6.2] 4

Index analytique

- Équité salariale (provincial) (*suite*)
 - Facteurs à prendre en considération, [QUE-6.2] 2
 - Normes d'attribution des taux horaires de rémunération, [QUE-6.2] 3
 - Affichage, [QUE-6] 14, 35, 75, 114(5)
 - Conservation des renseignements, [QUE-6] 14.1, 114(6)
 - Ajustements salariaux, [QUE-6] 68
 - Convention collective, [QUE-6] 74
 - Diminution interdite de la rémunération, [QUE-6] 73
 - Paiement, [QUE-6] 71
 - Versement, [QUE-6] 69
 - Période d'étalement, [QUE-6] 70, 72
 - Catégorie d'emplois à prédominance masculine et féminine, [QUE-6] 53
 - Caractéristiques, [QUE-6] 54
 - Comparaison, [QUE-6] 60
 - Critères, [QUE-6] 55
 - Écarts salariaux, [QUE-6] 60, 61
 - Méthodes d'évaluation, [QUE-6] 56, 57, 59
 - Changement dans l'entreprise, [QUE-6] 76.10, 76.11
 - Aliénation de l'entreprise, [QUE-6] 76.11
 - Association accréditée, [QUE-6] 76.10
 - Comité consultatif sur l'équité salariale, [QUE-6] 95.1–95.4
 - Comité d'équité salariale, [QUE-6] 16, 30, 31
 - Absence de catégories d'emplois à prédominance masculine
 - Identification des catégories d'emplois types, [QUE-6.2] 1
 - Réalisation de l'exercice d'équité salariale, [QUE-6.2] 5
 - Rémunération des catégories d'emplois types, [QUE-6.2] 2, 3
 - Affichage des étapes du programme, [QUE-6] 75
 - Ajustements salariaux, [QUE-6] 19.1, 68
 - Catégorie d'emplois à prédominance masculine et féminine, [QUE-6] 53, 59
 - Composition, [QUE-6] 17, 19, 19.1, 21.1, 24, 30.1, 93(5.2)
 - Désignation des membres, [QUE-6] 18, 20–21.1, 93(4)–(5.1)
 - Entreprise de la fonction publique, [QUE-6] 19.1, 20.1
 - Entreprise du secteur parapublic, [QUE-6] 19.1, 20.1, 21.1
 - Fonctionnement, [QUE-6] 27
 - Formation des membres, [QUE-6] 26, 93(12)
 - Nombre, [QUE-6] 21–22
 - Processus de participation, [QUE-6] 76.2.1
 - Renseignements, [QUE-6] 29
 - Répartition des votes, [QUE-6] 25
 - Réunion, [QUE-6] 28
 - Réunion des salariés, [QUE-6] 23
 - Comité de maintien d'équité salariale, [QUE-6] 76.3
 - Composition, [QUE-6] 93(5.2)
 - Désignation des membres, [QUE-6] 93(4)–(5.1)
 - Formation des membres, [QUE-6] 93(12)
 - Comité sectoriel d'équité salariale
 - Composition, [QUE-6] 45
 - Constitution, [QUE-6] 44, 93(10)
 - Mandat, [QUE-6] 46–49
 - Comité sectoriel de maintien d'équité salariale, [QUE-6] 76.7, 93(10)
 - Décision individuelle, [QUE-16] 161.0.1–161.0.7; [QUE-16.4] 1
 - Certification, [QUE-16.4] 17
 - Effet, [QUE-16.4] 5
 - Majorité des voix, [QUE-15.5] 4
 - Rendue par une personne seule, [QUE-16.4] 7–11
 - Résolution, [QUE-16.4] 2
 - Séance, [QUE-16.4] 3
 - Ajournement, [QUE-16.4] 16
 - Avis, [QUE-16.4] 13
 - Convocation, [QUE-16.4] 12, 14
 - Participation, [QUE-16.4] 15
 - Procès-verbaux, [QUE-16.4] 17
 - Quorum, [QUE-16.4] 6
 - Déclaration de l'employeur en matière d'équité salariale
 - Contenu, [QUE-6.1] 4
 - Définitions, [QUE-6.1] 1
 - Employeurs assujettis, [QUE-6.1] 1
 - Formulaire, [QUE-6.1] 4
 - Production, [QUE-6.1] 2, 3
 - Exemption, [QUE-6.1] 3.1
 - Dispositions modificatives, [QUE-6] 125

Lois du travail 2025-2026

- Équité salariale (provincial) (*suite*)
- Écarts salariaux
 - Ajustements salariaux, [QUE-6] 68
 - Avantages à valeur pécuniaire, [QUE-6] 66
 - Catégories d'emplois types (en l'absence de catégories d'emplois à prédominance masculine), [QUE-6.2] 4
 - Estimation, [QUE-6] 60–67
 - Base globale, [QUE-6] 62
 - Base individuelle, [QUE-6] 63
 - Méthode, [QUE-6] 64
 - Méthode de comparaison par paire, [QUE-6] 63
 - Rémunération flexible, [QUE-6] 65
 - Catégories d'emplois types (en l'absence de catégories d'emplois à prédominance masculine), [QUE-6.2] 4
 - Employeur, [QUE-6] 4, 5
 - Absence de catégories d'emplois à prédominance masculine
 - Identification des catégories d'emplois types, [QUE-6.2] 1
 - Réalisation de l'exercice d'équité salariale, [QUE-6.2] 5
 - Rémunération des catégories d'emplois types, [QUE-6.2] 2, 3
 - Nombre de salariés, [QUE-6] 6, 7
 - Changement, [QUE-6] 7
 - Déclaration, [QUE-6] 4
 - Entreprise de moins de 10 salariés
 - Question relative aux catégories d'emploi selon la prédominance féminine ou masculine, [C-2] 49.1
 - Entreprise de moins de 50 salariés
 - Ajustements salariaux, [QUE-6] 34, 35, 37
 - Absence de catégories d'emplois à prédominance masculine, [QUE-6] 38
 - Dispositions applicables, [QUE-6] 36
 - Programme d'équité salariale, [QUE-6] 34
 - Entreprise de 50 à 99 salariés
 - Dispositions applicables, [QUE-6] 33
 - Programme d'équité salariale, [QUE-6] 31, 32
 - Entreprise de 100 salariés ou plus
 - Absence de catégories d'emplois à prédominance masculine, [QUE-6] 13
 - Catégories d'emploi, [QUE-6] 13, 93(3.1)
 - Comité d'équité salariale, [QUE-6] 16
 - Document d'information, [QUE-6] 14
 - Conservation des renseignements, [QUE-6] 14.1, 114(6)
 - Mauvaise foi, arbitraire ou discrimination, [QUE-6] 15
 - Modalités communes, [QUE-6] 12
 - Programme d'équité salariale, [QUE-6] 10, 11
 - Regroupement d'employeurs, [QUE-6] 12.1, 13
 - Financement, [QUE-6] 114.1, 131
 - Loi
 - Application, [QUE-6] 3, 4
 - Entreprise considérée unique, [QUE-6] 5
 - Gouvernement lié, [QUE-6] 3
 - Objet, [QUE-6] 1
 - Prédominance, [QUE-6] 2
 - Maintien de l'équité salariale, [QUE-6] 76.1–76.9
 - Affichage, [QUE-6] 76.3, 76.4
 - Ajustements salariaux, [QUE-6] 76.1, 76.1.1, 76.5–76.6.1, 103.1
 - Assistance dans l'évaluation, [QUE-6] 93(8)
 - Catégories d'emplois à prédominance féminine, [QUE-6] 76.6
 - Comité, [QUE-6] 76.3
 - Comité sectoriel, [QUE-6] 76.7, 93(10)
 - Concertation au sein des entreprises, [QUE-6] 93(11)
 - Conservation des renseignements, [QUE-6] 76.8, 114(6)
 - Mauvaise foi, arbitraire, discriminatoire ou négligence grave, [QUE-6] 76.9
 - Modalités communes, [QUE-6] 76.7
 - Renseignements et observations, [QUE-6] 76.4
 - Plainte au Tribunal administratif du travail, [QUE-6] 104–113
 - Plainte, différend et autre recours, [C-2] 49.1
 - Prévisions financières, [QUE-16] 162.1
 - Programme, [C-2] 19, 49.1; [QUE-6] 10
 - Absence de catégories d'emplois à prédominance masculine, [QUE-6] 52
 - Assistance dans l'établissement du programme, [QUE-6] 93(6)

Index analytique

- Équité salariale (provincial) (*suite*)
- Catégories d'emploi, [QUE-6] 13, 93(3.1)
 - Complété avant le 21 novembre 1996, [QUE-6] 119
 - Modification, [QUE-6] 121
 - Obligations de l'employeur, [QUE-6] 122-124
 - Concertation au sein des entreprises, [QUE-6] 93(11)
 - Contenu, [QUE-6] 50, 51
 - Demande d'une association accréditée, [QUE-6] 11
 - Entreprise de moins de 50 salariés, [QUE-6] 34
 - Entreprise de 50 salariés à 99, [QUE-6] 31
 - Entreprise de 100 salariés ou plus, [QUE-6] 10
 - Entreprise du secteur parapublic, [QUE-6] 11
 - Étapes, [QUE-6] 75
 - Modalités communes, [QUE-6] 12
 - Maintien de l'équité salariale, [QUE-6] 76.7, 99, 100
 - Programme distinct
 - Entente entre l'employeur et une ou plusieurs associations accréditées, [QUE-6] 11
 - Regroupement d'employeurs, [QUE-6] 12.1, 13
 - Renseignements, [QUE-6] 76
 - Salarié, [QUE-6] 8
 - D'un travailleur autonome, [QUE-6] 9
 - Travailleur autonome, [QUE-6] 9
- Établissement**
- Application de la Loi, [QUE-2] 7, 8
 - Avis d'ouverture et de fermeture, [QUE-16] 55
 - Comité de santé et de sécurité, [QUE-16] 54
 - Conditions de vie, [QUE-16] 57
 - Construction, [QUE-16] 54
 - Définition, [QUE-2] 2; [QUE-3] 111.2(2); [QUE-16] 1; [CAN-2] 166
 - Éloigné, [QUE-16] 57
 - Liberté d'établissement, [C-1] 6(2), 6(3)
 - Lock-out interdit, [QUE-3] 111.13
 - Maintien des services, [QUE-3] 111.10-111.10.2, 111.13
 - Plans et devis, [QUE-16] 54
 - Santé et sécurité des travailleurs, [QUE-16] 56
 - Services de santé, [QUE-16] 115
- Établissement commercial**, voir aussi *Admission dans un établissement commercial, Exploitant d'un établissement commercial*
- Application de la Loi, [QUE-9] 1
 - Définition, [QUE-9] 1
 - Employé
 - Définition, [QUE-9] 19
 - Infraction et peine, [QUE-9] 24
- Établissement d'alimentation**, voir aussi *Admission dans un établissement alimentaire*
- Définition, [QUE-9] 6
- Établissement d'enseignement**, voir aussi *Enseignement*
- Accès à l'égalité en emploi
 - Application de la Loi, [QUE-1] 2(3)
 - Définition, [CAN-2.5] 2
 - Dépenses de développement des compétences de la main-d'œuvre admissibles, [QUE-5] 6, 7
 - Établissements reconnus, [QUE-9] 7
 - Stagiaire
 - Obligation envers le stagiaire, [QUE-21] 4
 - Accommodement pour absence selon les normes du travail, [QUE-21] 4
 - Information des droits, [QUE-21] 5
 - Obtention d'un permis, [QUE-21] 4
 - Prévention du harcèlement psychologique et protection, [QUE-21] 19
 - Réussite des études ou de la formation, [QUE-21] 4
 - Pratique interdite, [QUE-21] 20
- Établissement d'enseignement privé**, [C-2] 42
- Accès à l'égalité en emploi
 - Application de la Loi, [QUE-1] 2(3)
 - Travaux bénévoles de construction, [QUE-15.2] 4(4)
- Établissement de détention**
- Personne incarcérée considérée comme travailleur à l'emploi d'un Fonds, [QUE-2] 12.1

Établissement de rééducation physique, mentale ou sociale

- Normes de travail applicables aux employés, [QUE-13] 90
- Usager considéré travailleur, [QUE-2] 15

Établissement de santé et de services sociaux, voir aussi Centre hospitalier, Unité de négociation dans le secteur des affaires sociales

- Accès à l'égalité en emploi
- Application de la Loi, [QUE-1] 2(4)
- Admission dans un établissement commercial, [QUE-9] 10
- Travaux bénévoles de construction, [QUE-15.2] 4(4)
- Travaux de construction non régis par la Loi, [QUE-15] 19 al. 1(8)

Établissement du secteur des affaires sociales

- Définition, [QUE-20] 1.1

État, [C-2] 54

État civil, [CAN-1] 2

- Discrimination interdite, [C-2] 10, 134(1); [CAN-1] 3(1)

État matrimonial, voir État civil

État de personne graciée, [CAN-1] 2

- Définition, [CAN-1] 25
- Distinction illicite, [CAN-1] 3(1)

État d'urgence local ou national

- Personne considérée comme travailleur, [QUE-2] 12, 12.0.1

Étiquette, voir aussi Produit contrôlé, Substance dangereuse (fédéral)

- Définition, [CAN-2] 122(2)

Étudiant, voir aussi Travailleur étudiant

- Dispositions applicables, [QUE-13] 3.1
- Exclusion du congé annuel, [QUE-13] 77(2)
- Exclusion du statut de salarié, [QUE-6] 8(1), (2)
- Loi non applicable, [QUE-4] 29(d); [QUE-13] 3(5)
- Non-assujettissement au salaire minimum, [QUE-13.2] 2(1)
- Non-assujettissement à la semaine normale de travail, [QUE-13] 54(2)
- Statut de travailleur, [QUE-2] 10, 454

Évaluation foncière

- Tribunal administratif du Québec
- Lieu des séances, [QUE-10] 85

Évaluation médicale (accident du travail et lésion professionnelle), voir Procédure d'évaluation médicale

Examen médical, voir aussi Lésion professionnelle, Maladie professionnelle oncologique, Maladie professionnelle pulmonaire

- Remboursement des frais de déplacement, [QUE-2] 115
- Requis, [QUE-2] 204, 220, 230
- Employeur, [QUE-2] 209–211

Exercice d'un droit protégé

- Congédiement pour une cause juste et suffisante, [QUE-3] 14
- Fardeau de la preuve, [QUE-3] 14
- Entrave, menace ou représailles, [QUE-3] 14; [CAN-2] 94(3)b)
- Infraction et peine, [QUE-3] 143
- Plainte, [QUE-3] 14.0.1, 16
- Fardeau de la preuve, [QUE-3] 17
- Pouvoirs, [QUE-3] 15

Exigence professionnelle justifiée

- Acte non discriminatoire, [CAN-1] 15(1)a)

Expertise, [QUE-4] 50; [CAN-1] 32(2), 48.3(5), 48.8(2)

Exploitant d'un établissement commercial, voir aussi Établissement commercial

- Admission interdite du public, [QUE-9] 20
- Annonce interdite, [QUE-9] 22
- Définition, [QUE-9] 19
- Délai de conformité, [QUE-9] 30
- Infraction et peine, [QUE-9] 23–25
- Détermination de l'amende, [QUE-9] 23
- Exploitant non propriétaire, [QUE-9] 26
- Partie à l'infraction, [QUE-9] 25
- Récidive, [QUE-9] 24
- Permis d'alcool, [QUE-9] 36
- Poursuite pénale, [QUE-9] 27
- Cour municipale, [QUE-9] 27
- Poursuite intentée par la municipalité, [QUE-9] 27
- Présence interdite du public, [QUE-9] 21

Exploitant forestier

- Avance de la première cotisation, [QUE-3] 8

Index analytique

Exploitant forestier (*suite*)

- Définition, [QUE-3] 1(o)
- Droit d'accès au représentant d'une association de salariés, [QUE-3] 8
- Gîte et couvert au représentant d'une association de salariés, [QUE-3] 8
- Réputation d'être employeur, [QUE-3] 2

Exploitation agricole

- Accès au lieu, [QUE-3] 111.31
- Association de salariés
- Observations, [QUE-3] 111.28-111.30
- Cotisation à un syndicat professionnel, [QUE-18] 2
- Définition, [QUE-4] 1(a); [QUE-15] 1(l)
- Droit à l'accréditation, [QUE-3] 111.27-111.32
- Employé
- Nombre minimal, [QUE-3] 111.27
- Loi non applicable, [QUE-4] 29(a); [QUE-15] 19 al. 1(1)

Exploitation d'un chemin de fer

- Exploitation non régie par la Loi, [QUE-4] 29(c)

Exploitation forestière, voir aussi *Exploitant forestier*

- Coopérative, [QUE-3] 2
- Définition, [QUE-3] 1(n); [QUE-13.2] 1
- Lieu de réunion des salariés, [QUE-3] 6
- Lieu de travail, [QUE-3] 6
- Loi non applicable, [QUE-15] 19 al. 1(5)
- Semaine normale de travail, [QUE-13] 89(4); [QUE-13.2] 10
- Subrogation de l'association accréditée, [QUE-3] 61.1

Exposition

- Admission, [QUE-9] 14

Expropriation

- Recours devant le Tribunal administratif du Québec
- Conférence de gestion, [QUE-10] 118.1, 119, 119.4

F

Fabrique

- Cotisation de l'employeur
- Employeur non assujetti, [QUE-13] 39.0.1

Faillite du diffuseur, [QUE-17] 52

Faillite de l'employeur

- Administrateur
- Responsabilité des salaires, [QUE-15] 122(7)
- Salarié dédommagé par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-13] 29(4), 39(7)

Famille

- Direction conjointe, [C-2] 47
- Protection, [C-2] 48
- Protection de l'enfant, [C-2] 39
- Situation de famille, [CAN-1] 2
- Distinction illicite, [CAN-1] 3(1)

Fausse couche, voir *Congé de maternité*

Fausse déclaration, [QUE-2] 464; [QUE-4] 34; [QUE-8] 47(e); [QUE-9] 18; [QUE-13] 140(2); [QUE-16] 185, 235

Faute grave, [QUE-13] 82.1(3)

Fédération, voir *Union et fédération*

Fédération des coopératives de services financiers

- Équité salariale
- Entreprise considérée unique, [QUE-6] 5

Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (FIIQ), [QUE-6] 21.1 al. 2(1)

Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), [QUE-6] 21.1 al. 2(1)

Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ-Construction), [QUE-15] 28

Femme, voir aussi *Accès à l'égalité en emploi, Équité en matière d'emploi, Équité salariale (fédéral), Équité salariale (provincial)*

- Emploi dans l'industrie de la construction, [QUE-15] 126.0.1
- Équité en matière d'emploi, [CAN-2] 2

Femme enceinte, voir *Employée enceinte*

Ferme, voir *Employé de ferme, Exploitant agricole*

Festival

- Admission, [QUE-9] 14

Fête nationale

- Congé compensatoire, [QUE-7] 5, 6
- Délai, [QUE-7] 5, 6
- Dispositions applicables, [QUE-7] 9, 17.1
- Dispositions d'ordre public, [QUE-7] 8

Fête nationale (*suite*)

- Dispositions transitoires, [QUE-7] 16
- • Convention collective, [QUE-7] 16
- • Décret de convention collective, [QUE-7] 16
- Employeurs visés, [QUE-7] 17
- Indemnité, [QUE-7] 4, 6
- • Salarié à commission, [QUE-7] 4
- • Salarié recevant des pourboires, [QUE-7] 4
- Infraction et peine, [QUE-7] 9
- Interprétation, [QUE-7] 8
- Jour férié et chômé, [QUE-7] 1, 2
- Ministre responsable, [QUE-7] 17.2

Fiche signalétique, voir aussi *Produit contrôlé, Substance dangereuse (fédéral)*

- Définition, [CAN-2] 122(2)

Fiscalité municipale

- Recours devant le Tribunal administratif du Québec
- • Conférence de gestion, [QUE-10] 119.4

Foire

- Admission, [QUE-9] 14

Fonction publique, voir aussi *Commission de la fonction publique, Secteurs public et parapublic*

- Avis de cessation d'emploi ou de mise à pied, [QUE-13] 83.2
- Définition, [CAN-5] 3
- Entreprise de la fonction publique
- • Équité salariale, [QUE-6] 3 al. 2(1), (2)
- • • Comité d'équité salariale, [QUE-6] 19.1, 20.1
- Exclusion, [CAN-2] 117
- Salarié de la fonction publique, [QUE-13] 83.2

Fonctionnaire

- Désignation, [CAN-2] 111(c)
- Statut de non-salarié, [QUE-3] 1(1.3), (1.3.1)
- Tribunal administratif du Québec
- • Membre, [QUE-10] 60

Fonds

- Tribunal administratif du Québec, [QUE-10] 97, 98

Fonds d'assurance

- Acte non discriminatoire, [CAN-1] 20–22

Fonds de congés payés, voir *Comité paritaire*

- **Fonds consolidé du revenu**, [QUE-16] 335; [QUE-19] 240

Fonds de développement du marché du travail

- Création, [QUE-11] 58
- Financement, [QUE-11] 136–138
- Mandat, [QUE-11] 58
- Responsabilité, [QUE-11] 58
- Sommes allouées, [QUE-11] 60
- Surplus, [QUE-11] 65

Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, voir aussi *Commission des partenaires du marché du travail, Développement et reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre*

- Administration, [QUE-5] 29
- Avances par le ministre des Finances, [QUE-5] 37
- Constitution, [QUE-5] 27
- Cotisation, [QUE-5] 14, 15
- Dépassement des dépenses, [QUE-5] 38
- Emprunt par le ministre, [QUE-5] 36
- États financiers, [QUE-5] 41
- Exercice financier, [QUE-5] 40
- Institution, [QUE-5] 26
- Livres et comptes, [QUE-5] 44
- Placement, [QUE-5] 35
- Plan d'affectation, [QUE-5] 30
- • Forme, [QUE-5] 30
- • Mise en œuvre, [QUE-5] 31, 32
- • Sommes virées au Fonds, [QUE-5] 30.1
- Rôle, [QUE-5] 26
- Sommes virées par le ministre sur les crédits alloués, [QUE-5] 27(1.1)
- • Plan d'affectation, [QUE-5] 30.1
- • Rapport, [QUE-5] 34.1
- Subvention, [QUE-5] 33
- • Critères d'admissibilité, [QUE-5] 34

Fonds de formation des salariés de l'industrie de la construction, [QUE-15] 93.6–93.8

- Administration, [QUE-15] 93.8
- Affectation, [QUE-15] 93.6
- Cotisations, [QUE-15] 93.7

Index analytique

Fonds d'indemnisation des salariés de l'industrie de la construction, [QUE-15] 93.2

- Administration, [QUE-15] 93.4
- Cotisations, [QUE-15] 93.3
- Règles prescrites par règlement, [QUE-15] 93.5

Fonds de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 3, 282, 283, 348, 474

- Affectation des sommes, [QUE-16] 136.2
- Définition, [QUE-2] 2
- Dépenses d'administration, [QUE-16] 136.8
- Dépôt des sommes transférées, [QUE-16] 136.6, 136.7
- Dispositions applicables, [QUE-16] 136.4
- Exercice financier, [QUE-16] 136.11
- Fiduciaire, [QUE-16] 136.3
- Prélèvement, [QUE-16] 136.9
- Prévisions budgétaires de la Commission, [QUE-16] 136.10
- Rapport de la Commission au ministre, [QUE-16] 136.12
- Transfert des fonds de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-16] 136.1, 136.5
- Vérification des livres et comptes, [QUE-16] 136.13

Fonds de soutien à la réinsertion sociale, [QUE-2] 12.1

Fonds des générations, [QUE-19] 240

Fonds du Tribunal administratif du travail, [QUE-2] 366.1; [QUE-16] 228.1; [QUE-19] 97-99, 101

Force de réserve, voir *Congé (membre de la force de réserve)*, *Membre de la force de réserve*

Forces canadiennes, [CAN-1] 64, voir aussi *Congé (membre de la force de réserve)*, *Membre de la force de réserve*

- Acte non discriminatoire
- Exigence professionnelle justifiée ou motif raisonnable, [CAN-1] 15(9)
- Équité en matière d'emploi, [CAN-4] 4(1), (3)
- Règlement, [CAN-4] 41(5)–(7)

Forêt

- Travaux non régis par la Loi, [QUE-15] 19 al. 1(5)

Formation de la main-d'œuvre, voir *Développement et reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre*

Formation et information

- Aide financière aux initiatives, [QUE-13] 39(18)
- Subvention en matière de santé et de sécurité au travail, [QUE-16] 104

Formation et qualification professionnelles, voir aussi *Certificat de qualification*, *Ministre de la Sécurité du revenu*, *Programme des normes interprovinciales Sceau rouge*, *Qualification*

- Discrimination interdite, [C-2] 16, 134(1)
- Entente, [QUE-8] 44
- Ministre responsable, [QUE-8] 53
- Programme de formation et de qualification professionnelles, [QUE-8] 29.1, 29.2
- Règlement du gouvernement, [QUE-8] 30
 - Enquête, [QUE-8] 31
 - Entrée en vigueur, [QUE-8] 32
 - Objection, [QUE-8] 31
 - Publication, [QUE-8] 31, 32

Formation professionnelle, voir *Réadaptation*

Formation professionnelle (construction), voir aussi *Comité sur la formation professionnelle dans l'industrie de la construction*

- Avis au ministre de l'Éducation, [QUE-15] 85.4
- Certificat de compétence, [QUE-15] 85.5, 85.6
- Contribution de l'employeur au fonds du Plan de formation, [QUE-5] 64.1
- Dépenses, [QUE-5] 64.1, 64.2
- Objet, [QUE-15] 85.1
- Politique, [QUE-15] 85.2
- Programme, [QUE-15] 85.3
- Relevés des déboursés, [QUE-15] 85.4.1
- Responsabilité du ministre, [QUE-15] 85.2, 85.3

Formation sur la violence à caractère sexuel

- Arbitre de grief, [QUE-3] 100.0.0.1
- Conditions, [QUE-3] 100.0.0.1

Fouille abusive, [C-1] 8; [C-2] 24.1

Fournisseur

- Autorisation, [QUE-2] 280.1–280.11
- Annulation, [QUE-2] 280.5

Lois du travail 2025-2026

Fournisseur (*suite*)

- Conditions, [QUE-2] 280.3, 454.1
- Décision, [QUE-2] 280.10
- Présentation d'observations, [QUE-2] 280.9
- Sans appel, [QUE-2] 280.11
- Demande, [QUE-2] 280.2
- Correctif, [QUE-2] 280.4
- Renseignement et document, [QUE-2] 280.2, 454.1
- Refus, [QUE-2] 280.3, 280.4
- Révocation, [QUE-2] 280.7
- Délai de nouvelle demande, [QUE-2] 280.8
- Suspension, [QUE-2] 280.6, 454.1
- Durée, [QUE-2] 280.6
- Effet, [QUE-2] 280.6
- Validité, [QUE-2] 280.5
- Définition, [QUE-2] 280.1, 280.12, 280.16
- Paiement interdit par le bénéficiaire, [QUE-2] 280.12–280.15
- Conformité du bien ou des services, [QUE-2] 280.13
- Fausse description du bien ou des services, [QUE-2] 280.13
- Remboursement de sommes indûment payées, [QUE-2] 280.14
- Avis, [QUE-2] 280.14
- Contestation, [QUE-2] 280.14
- Décision exécutoire, [QUE-2] 280.14
- Dépôt d'un certificat au greffe, [QUE-2] 280.14
- Prescription, [QUE-2] 280.14
- Présentation d'observations, [QUE-2] 280.14
- Recouvrement, [QUE-2] 280.14
- Remboursement du bénéficiaire, [QUE-2] 280.15
- Vérification, [QUE-2] 280.16–280.22
- Communication de renseignements ou documents, [QUE-2] 280.20
- Vérificateur, [QUE-2] 280.17
- Identité et certificat, [QUE-2] 280.19
- Immunité, [QUE-2] 280.22
- Pouvoir, [QUE-2] 280.18
- Rapport, [QUE-2] 280.21
- Recommandation, [QUE-2] 280.21

Fournisseur de produits dangereux, voir *Matière dangereuse*

Fraude

- Accréditation (fédéral), [CAN-2] 40
- Demande de révocation, [CAN-2.1] 37
- Application d'un décret, [QUE-4] 34
- Certificat de qualification, [QUE-8] 47
- Désignation d'un salarié, [QUE-4] 34
- Faux document, [QUE-4] 34; [QUE-8] 47
- Inspection, [QUE-4] 33; [QUE-9] 18
- Prescription, [QUE-4] 28; [QUE-13] 118
- Registre, [QUE-13] 118

Funérailles, voir *Congé de décès*

Fusion d'entreprises

- Application des normes du travail continuée, [QUE-13] 97
- Nouvel employeur lié, [QUE-3] 45

Fusion d'entreprises (fédéral)

- Déclaration ministérielle, [CAN-2] 255(1)
- Responsabilité solidaire des employeurs, [CAN-2] 255(2)

Fusion d'organismes

- Programme d'accès à l'égalité en emploi
- Effet sur les obligations du nouvel organisme, [QUE-1] 26
- Modification, [QUE-1] 19

Fusion de syndicats, voir aussi *Syndicat*

- Enquête et scrutin de représentation, [CAN-2] 43(3)
- Questions en suspens, [CAN-2] 43(2)
- Subrogation, [CAN-2] 43(1)

G

Garanties juridiques, [C-1] 7–14

Garde, santé ou éducation de l'enfant, voir *Congé parental, Enfant*

Garderie, [QUE-5.1] 1

Gardien

- Semaine normale de travail, [QUE-13] 89(4); [QUE-13.2] 9

Gazette du Canada

- Contrainte excessive
- Projet de règlement, [CAN-1] 15(4)
- Normes d'accès aux services, installations ou locaux (personnes atteintes d'une déficience)
- Projet de règlement, [CAN-1] 24(3)
- Ordonnance de la Commission canadienne des droits de la personne, [CAN-1] 27(4)

Index analytique

- Gazette du Canada (*suite*)
- Tribunal canadien des droits de la personne
 - Règles de pratique, [CAN-1] 48.9(3)
- Gazette officielle du Québec**
- Association d'artistes
 - Reconnaissance, [QUE-17] 23
 - Association de restaurateurs, [QUE-15] 19 al. 1(13)ii)
 - Association représentative (construction), [QUE-15] 29
 - Autochtones
 - Premier règlement sur le régime particulier, [QUE-16] 8.12
 - Terres incluses, ajoutées, mises de côté ou administrées par les Mohawks de Kahnawake, [QUE-16] 8.4
 - Avis d'autorisation d'admission dans un établissement commercial en dehors des périodes légales, [QUE-9] 12, 13
 - Avis de déplacement du siège, [QUE-16] 139
 - Avis de révocation d'une autorisation d'admission en dehors des périodes légales (établissement commercial), [QUE-9] 12
 - Code de déontologie
 - Entrée en vigueur, [QUE-10] 76 al. 2
 - Comité consultatif sur les normes du travail, [QUE-13] 39.0.0.4
 - Comité paritaire
 - Administration provisoire, [QUE-4] 26.2
 - Commission de la construction du Québec
 - Pouvoirs additionnels, [QUE-15] 82
 - Siège, [QUE-15] 3.1
 - Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
 - Projet de règlement, [QUE-2] 455, 457
 - Conditions à la subvention d'un employeur, [QUE-2] 175
 - Conseil de la justice administrative
 - Avis de l'adresse du siège, [QUE-10] 166
 - Liste des ministères et organismes constituant l'administration gouvernementale, [QUE-10] 178
 - Décret de convention collective, [QUE-4] 5, 22
 - Demande, [QUE-4] 5
 - Entrée en vigueur, [QUE-4] 7
 - Prolongation, [QUE-4] 8
 - Décret modifié ou prolongé, [QUE-4] 8
 - Éditeur officiel du Québec, [QUE-11] 57.3.1-57.3.5
 - Projet de règlement sur les droits et libertés de la personne, [C-2] 98
 - Projet de règlement sur la formation et la qualification professionnelles, [QUE-8] 31, 32
 - Règlement du comité paritaire, [QUE-4] 19, 21, 22
 - Règlement du gouvernement
 - Entrée en vigueur, [QUE-10] 56 al. 4
 - Règlement sur la rémunération et les frais des arbitres de griefs et de différends, [QUE-3] 104
 - Santé et de sécurité du travail
 - Projet de règlement, [QUE-16] 225
 - Secteur des affaires sociales
 - Liste des titres d'emploi, [QUE-20] 10
 - Régime transitoire (unités de négociation), [QUE-20] 71
 - Table des indemnités de remplacement du revenu, [QUE-2] 63
 - Table des revenus bruts annuels d'emplois convenables, [QUE-2] 50
 - Texte d'application d'une loi, [QUE-10] 140
 - Tribunal administratif du Québec
 - Avis de l'adresse du siège, [QUE-10] 16
 - Tribunal administratif du travail
 - Avis de l'adresse du siège ou de tout changement de cette adresse, [QUE-19] 3
 - Décision de dissoudre un syndicat professionnel, [QUE-3] 14.0.1
 - Règlements du gouvernement, [QUE-19] 61
- Gendarmerie royale du Canada**, [CAN-1] 64
- Équité en matière d'emploi, [CAN-4] 4(1)–(3)
 - Règlement, [CAN-4] 41(5)–(7)
- Genre**, voir *Identité ou expression de genre*
- Gérant**
- Droits, [QUE-16] 11
 - Obligations, [QUE-16] 7, 8
 - Statut de non-salarié, [QUE-3] 1(1.1), [QUE-16] 1
- Gouvernement du Canada**
- Application de la Charte, [C-1] 32(1)a)

Lois du travail 2025-2026

Gouvernement du Canada (*suite*)

- Décret de suspension de grève ou de lock-out, [CAN-2] 90(1)
- • Rapport du ministre du Travail, [CAN-2] 90(2)
- Dissolution du Parlement et grève, [CAN-2] 90(1)
- Élections générales, [CAN-2] 90(1)
- Employé du gouvernement considéré travailleur, [QUE-2] 17
- Entente, [QUE-2] 17
- Entente sur la formation et la qualification professionnelles, [QUE-8] 44
- Projet pilote, [CAN-2] 161, 162, 263, 263.1, 296, 297
- Régime d'invalidité de longue durée, [CAN-2] 239.3
- Santé et sécurité au travail
- • Facturation des services, installations ou produits, [CAN-2] 156.1
- • Règlement, [CAN-2] 125(3), 157–159

Gouvernement du Québec

- Application de la Charte, [C-1] 32(1)b
- Commission de la construction du Québec
- • Livres et comptes, [QUE-15] 11
- • Règlements de régie interne, [QUE-15] 15
- • Rémunération des membres, [QUE-15] 3.7
- • Siège, [QUE-15] 3.1
- Conseil de la justice administrative
- • Code de déontologie
- • • Approbation, [QUE-10] 180
- • Règlement édictant les règles de preuve et de procédure
- • • Approbation, [QUE-10] 179
- Décret de convention collective
- • Prolongation, [QUE-4] 8
- Demandes ou services rendus par le ministère du Travail
- • Tarif des droits, honoraires ou autres frais afférents, [QUE-12] 16.1
- Dérogation à la Charte, [C-1] 33(1)
- • Déclaration expresse, [C-1] 33(1), (4)
- • Durée de validité, [C-1] 33(3), (5)
- • Effet, [C-1] 33(2)
- Désignation du responsable de l'application de la *Loi sur les syndicats professionnels*, [QUE-18] 30
- Entente, [QUE-2] 16

- Financement de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-13] 169
- Frais pour l'utilisation d'un service offert par le Ministère en matière de main-d'œuvre et d'emploi, [QUE-11] 3.2
- Gouvernement lié, [QUE-2] 2; [QUE-16] 6
- Personnes considérées à son emploi, [QUE-2] 11, 12, 16, 440
- Programme d'accès à l'égalité en emploi
- • Règlement, [QUE-1] 22
- Règlement, [QUE-15] 123, 123.2
- Secteurs public et parapublic, [QUE-3] 111.2(1)
- Tribunal administratif du Québec
- • Avance de fonds, [QUE-10] 98
- • Congédiement d'un membre, [QUE-10] 54
- • Désignation d'un président et des vice-présidents, [QUE-10] 61
- • • Congédiement, [QUE-10] 67
- • • Révocation, [QUE-10] 66
- • Destitution d'un membre, [QUE-10] 53
- • Règles de procédure
- • • Approbation, [QUE-10] 109
- Tribunal administratif du travail
- • Mandat administratif, [QUE-19] 77
- • Membre, [QUE-19] 2, 57, 61, 266
- • Prévisions budgétaires, [QUE-19] 101
- • Procédure, [QUE-19] 105
- • Règlement, [QUE-19] 61
- • Siège, [QUE-19] 3

Gouverneur en conseil, voir *Gouvernement du Canada*

Greffier

- Définition, [QUE-16.2] 2

Greffier du Conseil canadien des relations industrielles

- Pouvoir, [CAN-2.1] 3

Grève, voir aussi *Association accréditée, Briseur de grève, Demande de déclaration de grève illégale, Grève et lock-out (fédéral), Policier municipal, Secteurs public et parapublic, Service public*

- Conditions, [CAN-2] 89(1)
- Conditions de travail applicables, [QUE-3] 93.5
- Déclaration de grève, [QUE-3] 58.1

Index analytique

- Grève (*suite*)
- Avis au ministre du Travail, [QUE-3] 58.1
 - Délai, [QUE-3] 58.1
 - Déclaration d'illégalité, [CAN-2] 91(2)–93(1)
 - Durée, [CAN-2] 93(1)
 - Prorogation ou révocation, [CAN-2] 93(2)
 - Définition, [QUE-3] 1(g); [QUE-15] 1(m); [CAN-2] 3(1)
 - Droit de grève, [QUE-3] 58, 106
 - Interdiction, [QUE-3] 106, 107; [QUE-4] 37
 - Ordonnance du Tribunal administratif du travail de surseoir à l'exercice, [QUE-3] 111.0.19
 - Suspension, [QUE-3] 42, 111.0.17, 111.0.24
 - Droit de participer à la grève, [CAN-2] 89(2)
 - Fin de la grève, [QUE-3] 93.5
 - Illégalité, [QUE-3] 142; [QUE-4] 37; [CAN-2] 100(3), (4)
 - Interdiction aux policiers et pompiers, [QUE-3] 105
 - Interdiction pendant la durée d'une convention collective, [QUE-3] 106; [QUE-15] 56–57, 113
 - Interruption de travail, [QUE-3] 110
 - Maintien de l'emploi, [QUE-3] 110
 - Négociation collective (construction), [QUE-15] 45.4, 113
 - Obligations (fédéral), [CAN-2] 87.1
 - Préavis (fédéral), [CAN-2.3] 7
 - Protection des biens de l'employeur, [QUE-3] 109.3
 - Ralentissement d'activités, [QUE-3] 108
 - Rappel au travail, [QUE-3] 110.1
 - Secteurs public et parapublic
 - Approbation préalable, [QUE-3] 111.12
 - Avis préalable, [QUE-3] 111.11
 - Interdiction, [QUE-3] 111.14
 - Statut de salarié, [QUE-3] 110
 - Suspension, [CAN-2] 90(1)
 - Rapport du ministre du Travail, [CAN-2] 90(2)
 - Vote de grève, [QUE-3] 20.2
 - Avis de scrutin, [QUE-3] 20.2
 - Délai, [QUE-3] 20.2
 - Partie intéressée, [QUE-3] 20.4
 - Vote majoritaire, [QUE-3] 20.2
- Grève et lock-out (fédéral)**
- Définitions, [CAN-2] 87.1
 - Demande de déclaration de grève illégale, [CAN-2.1] 42
 - Demande de déclaration de lock-out illégal, [CAN-2.1] 43
 - Demande d'invalidité du vote, [CAN-2.1] 41, 41.1
 - Maintien de certaines activités, [CAN-2] 87.4, 87.7
 - Maintien des droits, [CAN-2] 87.5, 87.7
 - Ordonnance du Conseil, [CAN-2] 87.7(3)
 - Préavis, [CAN-2] 87.2
 - Réintégration des employés, [CAN-2] 87.6
 - Scrutin secret, [CAN-2] 87.3
 - Services aux navires céréaliers, [CAN-2] 87.7
- Grief, voir aussi Arbitrage de grief, Arbitre de grief**
- Accord des parties, [QUE-3] 100.3
 - Définition, [QUE-3] 1(f); [QUE-15] 1(n)
 - Délai non respecté, [QUE-3] 100.0.1
 - Désistement, [QUE-3] 100.3
 - Grief déféré à l'arbitrage, [QUE-3] 100.0.2
 - Santé et sécurité au travail, [QUE-16] 227
- Grossesse, voir aussi Congé de maternité, Employée enceinte**
- Absence pour examen par médecin ou professionnel de la santé, [QUE-13] 81.3
 - Avis à l'employeur, [QUE-13] 81.3
 - Congé ou avantages spéciaux
 - Acte non discriminatoire, [CAN-1] 15(1)f)
 - Discrimination interdite, [C-2] 10; [CAN-1] 3(2)
 - Infraction, [C-2] 134(1)
 - Sanction interdite, [CAN-2] 209.3
- Grossesse pour autrui, voir Congé parental, Stagiaire**
- Groupe de plusieurs employeurs**
- Définition, [CAN-2.2] 19(1)
- Guérison, voir Consolidation**

H

Habeas corpus, [C-1] 10(c); [C-2] 32

Haine

- Discours haineux, [C-2] 11.1, 57, 111.0.1
- Ordonnance de protection, [C-5] 515.1-515.4

Handicap, voir *Déficience mentale ou physique, Personne handicapée*

Harcèlement, voir aussi *Prévention du harcèlement et de la violence*

- Acte discriminatoire, [C-2] 10.1; [CAN-1] 14(1)

Harcèlement psychologique

- Artiste des arts visuels, du cinéma, du disque, de la littérature, des métiers d'art et de la scène, [QUE-17] 43-45
 - Droit, [QUE-17] 43
 - Lésion professionnelle, [QUE-17] 63.4
 - Moyen par le producteur, [QUE-17] 43
 - Plainte, [QUE-17] 45, 63.3
 - Politique de prévention, [QUE-17] 43
 - Stipulation de l'entente collective, [QUE-17] 45
- Convention collective
 - Dispositions intégrées, [QUE-13] 81.20
- Convention collective (construction)
 - Arbitrage de griefs, [QUE-15] 62
- Définition, [QUE-13] 81.18; [QUE-21] 18
- Droit du salarié, [QUE-13] 81.19
- Interdiction de sanction, [QUE-13] 122(2.1)
- Lésion professionnelle
 - Procédure de réclamation, [QUE-2] 272.1
- Obligations de l'association accréditée, [QUE-3] 47.2, 47.5
- Obligations de l'employeur, [QUE-13] 81.19
- Politique de prévention, [QUE-13] 81.19
- Recours du salarié
 - Affaire déferée au Tribunal administratif du travail, [QUE-13] 123.12
 - Confidentialité du processus de règlement, [QUE-13] 123.17
 - Décision du Tribunal administratif du travail, [QUE-13] 123.15
 - Dépôt de la plainte, [QUE-13] 81.20, 123.7
 - Dispositions applicables, [QUE-13] 123.14
 - Dispositions non applicables, [QUE-13] 123.16

- Enquête de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-13] 123.8
- Médiation, [QUE-13] 123.10
 - Salarié réputé au travail, [QUE-13] 123.11
- Plainte, [QUE-13] 123.6
- Refus de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-13] 123.9
- Représentation du salarié, [QUE-13] 123.13
 - Recours du stagiaire, [QUE-21] 26-29
- Convention collective, [QUE-21] 26
 - Plainte à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-21] 26-29
 - Enquête, [QUE-21] 27
 - Représentation du stagiaire, [QUE-21] 29
- Transfert au Tribunal administratif du travail, [QUE-21] 28
 - Pouvoirs du tribunal, [QUE-21] 30
- Stagiaire, [QUE-21] 18, 19
 - Droit du stagiaire, [QUE-21] 19
 - Recours, [QUE-21] 26-29

Harcèlement sexuel

- Acte discriminatoire, [CAN-1] 14(2)

Heures d'ouverture, voir *Admission dans un établissement commercial, Admission dans un établissement d'alimentation*

Heures de travail, voir aussi *Durée du travail, Heures supplémentaires, Horaire de travail, Jour de travail, Semaine normale de travail*

- Heures brisées, [QUE-13] 58
- Heures irrégulières, [CAN-2] 169(2)
- Moyenne, [CAN-2] 169(2)
- Nombre d'heures normal, [CAN-2] 233(c), 236(d)
- Refus de travailler, [QUE-13] 59.0.1

Heures supplémentaires, voir aussi *Durée du travail, Heures de travail, Horaire de travail, Jour de travail, Semaine normale de travail*

- Calcul, [QUE-13] 52, 55, 56; [CAN-2.2] 20(3)
- Congé compensatoire, [CAN-2] 174; [CAN-2.2] 7
- Cessation d'emploi, [CAN-2] 174(5)

Index analytique

- Heures supplémentaires (*suite*)
- Conditions, [CAN-2] 174(2)
 - Délai, [CAN-2] 174(4)
 - Période maximale, [CAN-2] 174(3)
 - Congé en nature, [QUE-13] 55
 - Définition, [CAN-2] 166; [CAN-4.1] 1(1)
 - Droit de refus, [CAN-2] 174.1(1)
 - Conditions, [CAN-2] 174.1(2)
 - Exception, [CAN-2] 174.1(3)
 - Interdiction, [CAN-2] 174.1(4)
 - Majoration du salaire, [QUE-13] 55; [CAN-2] 174(1); [CAN-2.2] 7
 - Majoration non applicable, [CAN-2.2] 7
- Honneur**
- Droit à la sauvegarde, [C-2] 4
 - Ordonnance de protection, [C-5] 515.1-515.4
- Horaire de travail, voir aussi *Durée du travail, Heures de travail, Heures supplémentaires, Jour de travail, Semaine normale de travail***
- Horaire journalier ou hebdomadaire, [CAN-2] 169(2)
 - Moyenne, [CAN-2] 169(2), (2.1); [CAN-2.2] 6
 - Période de validité, [CAN-2] 169(2.1)
 - Modification, [CAN-2] 170(1), (2), 172(1), (2); [CAN-2.2] 4, ann. III
 - Affichage, [CAN-2] 170(3), (4), 172(3), (4); [CAN-2.2] 5, ann. III
 - Conditions, [CAN-2] 170(1), (2), 172(1), (2)
 - Période de validité de l'horaire modifié, [CAN-2] 172.2(1), (2)
 - Préavis de l'horaire, [CAN-2] 173.01(1)
 - Droit de refus, [CAN-2] 173.01(2)
 - Exception, [CAN-2] 173.01(3)
 - Interdiction, [CAN-2] 173.01(5)
 - Menaces imminentes ou sérieuses, [CAN-2] 173.01(3)
 - Exception, [CAN-2] 173.01
 - Quart de travail
 - Modification ou ajout, [CAN-2] 173.1(1)
 - Avis, [CAN-2] 173.1(1)
 - Exception, [CAN-2] 173.1(2), (3)
 - Menaces imminentes ou sérieuses, [CAN-2] 173.1(2)
 - Période de repos, [CAN-2] 169.2(1)
 - Exception, [CAN-2] 169.2(2)
 - Repos hebdomadaire, [CAN-2] 173; [CAN-2.2] 8, 9
 - Scrutin, [CAN-2] 172.1(1)
 - Confidentialité, [CAN-2] 172.1(3)
 - Conséquence, [CAN-2] 172.1(6)
 - Délai, [CAN-2] 172.1(1), (6)
 - Dépouillement, [CAN-2] 172.1(4)
 - Déroulement, [CAN-2] 172.1(7)
 - Dispositions non applicables, [CAN-2] 172.1(8)
 - Rapport du chef, [CAN-2] 172.1(5)
 - Rôle du chef, [CAN-2] 172.1(2)
- Huis clos**
- Conciliation, [QUE-10] 121.1
- Huissier, [C-2] 105**
- Hydro-Québec**
- Dispositions applicables, [QUE-15] 125
 - Travaux sur le territoire de la Baie James, [QUE-13.2] 1
 - Travaux de construction non régis par la Loi, [QUE-15] 19 al. 1(6)
- I**
- Identité ou expression de genre**
- Discrimination interdite, [C-2] 10
- Immunité**
- Arbitre de grief, [QUE-3] 100.1; [QUE-15] 66
 - Chef, [CAN-2] 249(8)
 - Comité d'enquête, [QUE-10] 188
 - Membre, [QUE-10] 188
 - Commission de la construction du Québec, [QUE-15] 7.10
 - Renseignements fournis, [QUE-15] 123.5-123.8
 - Faux ou trompeurs, [QUE-15] 119.0.5
 - Commission des droits de la personne, [C-2] 68, 96
 - Enquêteur, [QUE-3] 109.4
 - Recours devant le Tribunal administratif du Québec
 - Défaut de transmettre la copie du dossier dans le délai, [QUE-10] 114.1
 - Santé et sécurité au travail
 - Employé, [CAN-2] 126(3)
 - Tribunal administratif du Québec, [QUE-10] 74
 - Membre, [QUE-10] 74

Immunité (*suite*)

- • Personnel, [QUE-10] 86
- Tribunal des droits de la personne, [C-2] 112

Indemnité, voir aussi *Avis de cessation d'emploi ou de mise à pied, Travailleur domestique*

- Conciliation, [QUE-10] 119.6
- Norme fixée par règlement, [QUE-13] 86

Indemnité aux personnes à charge, [QUE-2] 98–111, voir aussi *Indemnité de décès*

Indemnité compensatoire

- Congédiement, suspension ou mise à pied, [QUE-15] 122(3)
- Droit de rappel, [QUE-13] 83.1, 83.2
- Moment du versement, [QUE-13] 83
- Salarié à commission, [QUE-13] 83

Indemnité de décès, voir aussi *Accident du travail, Bénéficiaire de prestations, Lésion professionnelle, Maladie professionnelle*

- Action en responsabilité civile, [QUE-2] 439, 441
- Arrêt des versements, [QUE-2] 136, 137
- Calcul, [QUE-2] 99, 103, 105, 107
- Conjoint, [QUE-2] 98–101
- • Indemnité additionnelle, [QUE-2] 101, 109
- Enfant majeur, [QUE-2] 101.1, 104, 105
- Enfant mineur, [QUE-2] 101.1, 102, 103
- Frais funéraires, [QUE-2] 111
- Gardienne de l'enfant, [QUE-2] 137
- Inaccessibilité, [QUE-2] 144
- Infraction et peine, [QUE-2] 463
- Intérêts, [QUE-2] 135, 454
- Interprétation, [QUE-2] 92
- Montant forfaitaire, [QUE-2] 98, 102, 104, 106, 108
- Père, mère ou parents, [QUE-2] 110
- Période de versement, [QUE-2] 138–140
- Personne à charge, [QUE-2] 106–109
- Prescription, [QUE-2] 91.1, 269.1
- Réduction ou suspension du versement, [QUE-2] 142
- Rente mensuelle, [QUE-2] 101, 102
- Tuteur ou mandataire, [QUE-2] 141
- • Avis au Curateur public, [QUE-2] 141
- Versement, [QUE-2] 134
- • Anticipation, [QUE-2] 134

- • Rétroactivité, [QUE-2] 143

Indemnité de départ, voir aussi *Licenciement*

- Conditions d'admissibilité, [CAN-2] 235(1); [CAN-2.2] 19(6)
- Continuité d'emploi, [CAN-2] 236(d); [CAN-2.2] 29
- Disposition applicable, [CAN-2] 237
- Heures normales de travail, [CAN-2] 235; [CAN-2.2] 31(2), 32(2)
- • Semaine complète, [CAN-2.2] 31(3)
- Minimum, [CAN-2] 235(1)

Indemnité de dépenses liées au travail

- Délai de versement, [CAN-2] 238.1(3); [CAN-2.2] 23.1(3)
- Dépense liée au travail, [CAN-2] 238.1(1)
- • Facteurs, [CAN-2.2] 23.1(1)
- Dépense raisonnable, [CAN-2] 238.1(1)
- • Facteurs, [CAN-2.2] 23.1(2)
- Droit, [CAN-2] 238.1(1)
- Exception, [CAN-2] 238.1(2)
- Pouvoir de réglementation, [CAN-2] 238.2

Indemnité de remplacement du revenu, voir aussi *Emploi convenable, Lésion professionnelle, Retraite Québec*

- Aggravation de la maladie, [QUE-2] 70
- Annulation
- • Contestation de la décision, [QUE-2] 359
- Arrêt des versements, [QUE-2] 132
- Attestation médicale, [QUE-2] 124
- Avance au bénéficiaire, [QUE-2] 129
- Calcul de l'indemnité, [QUE-2] 63, 65, 75, 76, 80, 81.1, 82
- • Revenu minimum, [QUE-2] 81.1
- Calcul du revenu brut, [QUE-2] 67–76, 81
- • Méthode plus équitable, [QUE-2] 75
- • Revenu plus élevé, [QUE-2] 76
- Date de l'incapacité du travailleur, [QUE-2] 31.1
- Déduction, [QUE-2] 144.1
- Dispositions particulières à certains travailleurs, [QUE-2] 77, 78
- Droit, [QUE-2] 44–58
- Durée de l'indemnité, [QUE-2] 46–48
- Emploi convenable, [QUE-2] 49, 53
- • Abandon, [QUE-2] 51
- • Nouvel emploi, [QUE-2] 52, 53
- Fin du droit à l'indemnité, [QUE-2] 57

Index analytique

- Indemnité de remplacement du revenu (*suite*)
- Identification des cotisants, [QUE-2] 42.1(b), (b.1)
 - Indemnité en vertu d'un autre régime, [QUE-2] 448–452
 - Cumul interdit, [QUE-2] 448
 - Maximum annuel assurable, [QUE-2] 66
 - Montant, [QUE-2] 45
 - Entente, [QUE-2] 42.1(c)
 - Nouvelle indemnité, [QUE-2] 73
 - Période de versement, [QUE-2] 124, 131
 - Prélèvement de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 126
 - Réduction de l'indemnité, [QUE-2] 48, 49, 52, 53, 56
 - Réduction ou suspension du versement, [QUE-2] 142
 - Contestation, [QUE-2] 359 al. 3(2)
 - Rente, [QUE-2] 125, 131
 - Retour au travail, [QUE-2] 128
 - Revalorisation du revenu, [QUE-2] 69, 70, 117–123
 - Revenu brut d'un travailleur, [QUE-2] 67
 - Révision, [QUE-2] 54, 55, 64
 - Salaire brut, [QUE-2] 62
 - Sommes remises au service concerné, [QUE-2] 127
 - Table des indemnités, [QUE-2] 63, 64
 - Publication, [QUE-2] 63
 - Travailleur autonome, [QUE-2] 72
 - Travailleur bénévole, [QUE-2] 82
 - Travailleur de 60 ans et plus, [QUE-2] 53
 - Travailleur de 64 et 65 ans, [QUE-2] 56
 - Travailleur étudiant, [QUE-2] 79
 - Travailleur exposé à un contaminant, [QUE-16] 36
 - Travailleur occupant plusieurs emplois, [QUE-2] 71
 - Travailleur saisonnier ou sur appel, [QUE-2] 68
 - Travailleur sans emploi, [QUE-2] 44, 69
 - Travailleur victime d'une lésion professionnelle, [QUE-2] 44
 - Travailleuse enceinte, [QUE-16] 44
 - Trop-perçu par le bénéficiaire, [QUE-2] 129, 133
 - Versement au compte du bénéficiaire, [QUE-2] 130
 - Versement au conjoint, [QUE-2] 58
 - Versement rétroactif, [QUE-2] 143
- Indemnité pour préjudice corporel**, voir aussi *Atteinte permanente à l'intégrité physique ou psychique, Lésion professionnelle*
- Calcul, [QUE-2] 84–86, 454
 - Décès, [QUE-2] 91
 - Dommages à des organes symétriques, [QUE-2] 85
 - Intérêts, [QUE-2] 90
 - Montant additionnel, [QUE-2] 85, 87
 - Montant établi par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 88
 - Nouvelle indemnité, [QUE-2] 89
 - Réduction ou suspension du versement, [QUE-2] 142
 - Versement au conjoint et aux enfants, [QUE-2] 91
- Indice des prix à la consommation**, [QUE-2] 120
- Industrie de la construction**, voir aussi *Commission de la construction du Québec, Salarié de la construction, Travaux de construction*
- Application des lois fiscales, [QUE-15] 4
 - Dispositions applicables, [QUE-15] 124
 - Dispositions non applicables, [QUE-15] 124
 - Entente intergouvernementale en matière de mobilité de la main-d'œuvre ou de reconnaissance des qualifications, [QUE-15] 4, 123, 123.1
 - Évolution
 - Étude, [QUE-15] 126.0.5
 - Infraction et peine, [QUE-15] 112
- Industrie du vêtement**, [QUE-13] 29(3.1)
- Normes du travail, [QUE-13] 92.1, 158.1, 158.2
 - Programme de surveillance, [QUE-13] 92.3
- Information**
- Aide financière aux initiatives, [QUE-13] 39(18)
 - Droit, [C-2] 44
 - Droit de l'accusé, [C-1] 11(a)
- Infraction et peine**, [QUE-4] 30–39; [QUE-8] 47; [QUE-13] 139–140; [QUE-15]

- Infraction et peine (*suite*)
 111.1–122; [QUE-16] 236, 237; [CAN-2] 148, 256–261
- Altération ou falsification de documents, [QUE-15] 122(4)
 - Amende à défaut d’autre peine, [QUE-2] 465; [QUE-3] 144; [QUE-15] 119.8–119.10, 120
 - Association accréditée, [QUE-16] 242
 - Chose jugée, [C-1] 11(h)
 - Complicité, [QUE-2] 466; [QUE-3] 145; [QUE-4] 39; [QUE-13] 141; [QUE-21] 33
 - Consentement préalable du Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 104
 - Consentement préalable du ministre du Travail (fédéral), [CAN-2] 149(1), 257(3)
 - Conspiration, [QUE-3] 146
 - Contrevenant à l’égard d’un stagiaire, [QUE-21] 32–37
 - Culpabilité à une infraction, [C-2] 18.2
 - Défense pleine et entière, [C-2] 35
 - Dégagement de responsabilité, [QUE-2] 468
 - Dénonciation, [CAN-2] 151
 - Discrimination, [C-2] 134(1); [CAN-1] 60
 - Dommages-intérêts punitifs, [C-2] 49; [QUE-4] 31
 - Emprisonnement exclu, [CAN-2] 154(1), 259.1(1)
 - Enquête du Tribunal administratif du travail, [QUE-15] 121
 - Équité salariale, [QUE-6] 115
 - Identité du plaignant, [CAN-2] 260
 - Infraction criminelle
 - Inhabilité à occuper certaines fonctions, [QUE-15] 26
 - Liste de paye, [QUE-4] 33–34
 - Lock-out interdit, [QUE-3] 111.13
 - Moyen de défense, [CAN-2] 148(4)
 - Négligence, [QUE-4] 32
 - Ordonnance de la Commission, [QUE-16] 238
 - Préavis, [QUE-16] 238
 - Partie à l’infraction, [C-2] 135; [QUE-2] 469; [QUE-9] 25; [QUE-13] 142; [CAN-2] 149(2)
 - Pénalité moins sévère, [C-1] 11(i)
 - Personne morale, [C-2] 135; [QUE-8] 47; [QUE-13] 142; [QUE-16] 241; [QUE-21] 34; [CAN-2] 149(2)
 - Poursuite pénale, [C-2] 136; [QUE-3] 148; [QUE-4] 52; [QUE-8] 51.1; [QUE-9] 27; [QUE-13] 144, 145.1; [QUE-15] 119.1; [QUE-16] 242; [QUE-21] 36; [CAN-2] 103
 - Convention collective (construction), [QUE-15] 109.1, 122
 - Poursuite intentée par la Commission des droits de la personne, [C-2] 136
 - Poursuite intentée par une municipalité, [QUE-9] 27
 - Prescription, [QUE-8] 51.1; [QUE-13] 144; [QUE-21] 35; [CAN-2] 149(4), 257(2)
 - Présomption, [CAN-2] 148(5)
 - Preuve de l’identité du dénonciateur non permise, [QUE-3] 152; [QUE-4] 42; [QUE-8] 50; [QUE-13] 146; [QUE-21] 37
 - Preuve des instructions, [CAN-2] 149(3)
 - Procédure, [CAN-2] 257(1)
 - Procédure d’injonction, [CAN-2] 152, 153
 - Propriété de l’amende, [C-2] 136; [QUE-2] 474; [QUE-4] 52; [QUE-9] 27; [QUE-16] 246
 - Récidive, [QUE-2] 467; [QUE-4] 30; [QUE-8] 47; [QUE-15] 122.2; [QUE-16] 236; [CAN-2] 256(1.2)
 - Recouvrement des amendes, [CAN-2] 154(2), 259.1(2)
 - Référence de main-d’œuvre, [QUE-15] 119.0.1–119.0.3
 - Remise ou réduction de salaire, [QUE-15] 122(5)
 - Réparation du préjudice, [C-2] 49
 - Représentant de l’employeur, [QUE-16] 239
 - Responsabilité du travailleur, [QUE-16] 240
 - Réticence, [QUE-9] 18; [QUE-13] 140(2); [QUE-16] 185
 - Sanction administrative pécuniaire, [CAN-2] 279
 - Cumul interdit, [CAN-2] 279(1)
 - Témoin défaillant, [CAN-2] 102
 - Tentative, [QUE-4] 39; [QUE-15] 118
 - Travail des enfants, [QUE-13] 140–140.1
 - Tribunal compétent, [CAN-2] 150
- Ingénieur**, [C-4] 2118–2121; [CAN-2.2] 3
- Ingérence dans une association de salariés, d’employeurs ou un donneur d’ouvrage**, [QUE-15] 100
- Injonction**, [C-5] 509–515
- Appel, [C-5] 514

Index analytique

- Injonction (*suite*)
- Cour compétente, [C-5] 509
 - Interdiction, [C-2] 109; [CAN-2] 22(2)b), 58(2), 243(2), 251.12(4)
 - Interlocutoire
 - Appel, [C-5] 514
 - Cautionnement, [C-5] 511
 - Demande, [C-5] 510
 - Motif, [C-5] 511
 - Renouvellement, [C-5] 511
 - Signification, [C-5] 512
 - Suspension, [C-5] 511
 - Jugement
 - Signification, [C-5] 509
 - Outrage au tribunal, [C-5] 515
 - Prohibition, [C-5] 513
 - Provisoire
 - Durée, [C-5] 510
 - Pouvoirs du juge, [C-5] 510
- Inspection en matière de santé et de sécurité au travail**
- Accès aux livres et registres, [QUE-16] 179
 - Accès dans un lieu, [QUE-16] 179
 - Télétravail dans une maison d'habitation, [QUE-16] 179.1
 - Ordonnance en cas de danger, [QUE-16] 179.1
 - Arrêt ou suspension des travaux, [QUE-16] 186, 218
 - Présomption de travail, [QUE-16] 187
 - Avis de correction, [QUE-16] 182, 184
 - Affichage, [QUE-16] 183
 - Avis d'inspection, [QUE-16] 181
 - Chantier de construction, [QUE-16] 181, 216–219
 - Conditions d'inspection, [QUE-16] 216
 - Chef, [CAN-2] 141.1
 - Décision, [QUE-16] 191
 - Révision, [QUE-16] 191.1–193
 - Dispositions applicables, [QUE-16] 178
 - Entrave, [QUE-16] 185
 - Fermeture d'un établissement, [QUE-16] 188
 - Réouverture, [QUE-16] 189
 - Fonctionnaire de la Commission, [QUE-16] 177
 - Inspecteur
 - Définition, [QUE-16] 1
 - Identification, [QUE-16] 179
 - Nomination, [QUE-16] 177
 - Inspecteur permanent, [QUE-16] 216
 - Obligation de l'employeur, [CAN-2] 125(1)z.12)
 - Ordonnance de se conformer à la loi, [QUE-16] 190, 217
 - Pouvoirs, [QUE-16] 180
 - Refus de travailler
 - Décision, [QUE-16] 19
 - Présence sur les lieux, [QUE-16] 26
 - Révision ou contestation devant le Tribunal administratif du travail, [QUE-16] 20
 - Reprise des travaux, [QUE-16] 189–190, 219
 - Résultat de l'inspection, [QUE-16] 183
- Institut de recherche et d'information sur la rémunération**, [QUE-3] 1(1.3)
- Institut de la statistique du Québec**, [QUE-3] 1(3.3)
- Institution de bienfaisance**
- Cotisation de l'employeur
 - Employeur non assujéti, [QUE-13] 39.0.1
- Institution financière**, [CAN-2] 251.13(2)
- Institution religieuse**
- Cotisation de l'employeur
 - Employeur non assujéti, [QUE-13] 39.0.1
- Instruction dans la langue de la minorité**, [C-1] 23
- Instruction publique**
- Gratuité, [C-2] 40
- Intégrité**
- Droit, [C-2] 1
 - Protection, [QUE-16] 2
- Intérêt de l'enfant**
- Éducation religieuse et morale, [C-2] 41
- Intérêt national**, [CAN-2] 90(1)
- Intermédiaire de marché en assurance**, [QUE-13] 77(5)
- Internet**, [CAN-1] 54
- Interprétation**
- Administration gouvernementale, [QUE-10] 3

Interprétation (*suite*)

- Charte, [C-2] 50–56
- Dispositions transitoires
- Normes du travail, [QUE-13] 149
- Fête nationale, [QUE-7] 8
- Loi, [C-2] 51–53; [QUE-16] 5

Interprète

- Droit d'assistance, [C-1] 14; [C-2] 36

Interruption de la prescription, voir Prescription

Interruption de travail, [QUE-3] 110

Intimidation, [QUE-15] 101, 119, 123.4.5; [CAN-1] 59, 60(1)c; [CAN-2] 94(3)a)

Inuit, voir Autochtones

Invalidité grave

- Définition, [QUE-2] 93

Invalidité prolongée

- Définition, [QUE-2] 93

J

Jonction des affaires

- Recours devant le Tribunal administratif du Québec, [QUE-10] 118

Jour

- Définition, [CAN-2] 166

Jour de la Saint-Jean-Baptiste, voir Fête nationale

Jour de travail, voir aussi Durée du travail, Heures de travail, Heures supplémentaires, Horaire de travail, Semaine normale de travail

- Durée maximale fixée par règlement, [CAN-2] 264(f)
- Durée normale, [CAN-2] 169(1)a)

Jour férié, [QUE-13] 59.1–65; [CAN-2] 191–202, voir aussi Congé annuel, Normes du travail

- Application de la Loi, [CAN-2] 167–168
- Application exclusive de la convention, [CAN-2] 168(1.1)
- Computation des délais, [QUE-13] 151.3, 151.4
- Congé compensatoire, [QUE-13] 63, 64
- Dans les 30 premiers jours d'emploi, [CAN-2] 202
- Aucune indemnité, [CAN-2] 202(1)
- Définition de service, [CAN-2] 202(9)

- Travail ininterrompu, [CAN-2] 202(1)
- Définition, [QUE-3] 151.1; [CAN-2] 166
- Droit au congé payé, [CAN-2] 192, 198(b), 201(3)
- Exception, [CAN-2] 201(1), 201.1, 202(1)
- Énumération, [QUE-13] 60
- Horaire de travail particulier, [CAN-2] 201(3)
- Calcul du salaire d'un jour férié, [CAN-2] 201(4)
- Indemnité, [QUE-13] 62; [CAN-2] 196; [CAN-2.2] 17
- Indemnité assimilée à salaire, [CAN-2] 200
- Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)a)
- Jour férié chômé, [CAN-2] 192, 201(3)
- Jour férié coïncidant avec un jour de congé annuel, [CAN-2] 193(1), 194
- Jour férié travaillé, [QUE-13] 63, 64
- Pendant les 30 premiers jours d'emploi, [CAN-2] 202(1)
- Jour férié travaillé par un directeur, [CAN-2] 199
- Majoration du salaire, [CAN-2] 197, 198(a), 202(1); [CAN-2.2] 18
- Règlement, [CAN-2] 201.1
- Salarié à commission, [QUE-13] 62
- Salariés non visés, [QUE-13] 59.1
- Samedi et dimanche, [CAN-2] 193(2), 194
- Service continu, [QUE-13] 65
- Stagiaire, [QUE-21] 9, 10
- Substitution, [CAN-2] 195(1), (2); [CAN-2.2] 16
- Affichage par l'employeur, [CAN-2] 195(3), (4); [CAN-2.2] 15
- Scrutin, [CAN-2] 195.1
- Travail ininterrompu
- Définition, [CAN-2] 191
- Majoration du salaire, [CAN-2] 197(2); [CAN-2.2] 18

Jour juridique, voir Jour ouvrable

Jour non juridique, voir Jour férié

Jour ouvrable

- Computation des délais, [QUE-3] 151.2, 151.3

Journaux

- Vente
- Heures d'ouverture, [QUE-9] 7(1)

Index analytique

Juge de la Cour du Québec, voir aussi Cour du Québec

- Membre du Tribunal administratif du Québec
- • Prestation de serment, [QUE-10] 68
- Président du Conseil de la justice administrative
- • Prestation de serment, [QUE-10] 170

Jury d'examen

- Définition, [QUE-8] 1(o)
- Institution, [QUE-8] 41(b)

Justice administrative, voir aussi Administration gouvernementale, Conseil de la justice administrative, Preuve, Tribunal administratif du Québec

- Administration gouvernementale
- • Définition, [QUE-10] 3
- • Responsabilité, [QUE-10] 4
- Décision
- • Motifs, [QUE-10] 8
- Décision en matière d'indemnité ou de prestation, [QUE-10] 6
- Décision individuelle prise à l'égard d'un administré, [QUE-10] 2
- Décision sur un permis ou autre autorisation, [QUE-10] 5
- Demande de révision
- • Procédure applicable, [QUE-10] 2
- Recours autre que judiciaire, [QUE-10] 8
- Règles applicables aux décisions qui relèvent de l'exercice d'une fonction juridictionnelle, [QUE-10] 9
- • *Audi alteram partem*, [QUE-10] 11
- • Audition, [QUE-10] 10, 11
- • Débat loyal, [QUE-10] 9
- • Décision, [QUE-10] 13
- • Justice naturelle, [QUE-10] 11
- • Mesures favorables aux parties, [QUE-10] 12
- • Pouvoir général du juge, [QUE-10] 11
- • Preuve, [QUE-10] 11
- • Production de documents, [QUE-10] 11
- • Règles de conduite, [QUE-10] 11
- • Rôle des Chartes, [QUE-10] 11
- Révision administrative, [QUE-10] 7

Justice fondamentale, [C-1] 7

L

Langue

- Discrimination interdite, [C-2] 10, 134(1)
- Droit de vivre en français, [C-2] 3.1
- Instruction dans la langue de la minorité, [C-1] 23
- Respect de la protection du français, [C-2] 9.1, 50
- Respect de la protection du français, [C-2] 9.1, 50
- Travail en français, [C-3] 41–50

Langue officielle

- Association de travailleurs, [C-3] 48, 49
- Canada, [C-1] 16(1)
- Comité paritaire, [C-3] 49
- Communication du public avec l'administration fédérale, [C-1] 20(1)
- Convention collective, [C-3] 43, 50; [QUE-3.2] 42(d)
- Discrimination, [C-3] 45.1, 47.4
- Document parlementaire, [C-1] 18(1)
- Entente collective, [C-3] 43, 50
- Exceptions, [C-1] 21–22
- Interdiction d'exiger une autre langue, [C-3] 46–47
- Mesure disciplinaire interdite, [C-3] 45, 47
- Nouveau-Brunswick, [C-1] 16(2), 16.1, 17(2), 18(2), 20(2)
- Obligations de l'employeur, [C-3] 41, 42, 45–46.1
- Plainte devant la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [C-3] 47–47.5
- • Transmission au Tribunal administratif du travail, [C-3] 47.2
- Progression vers l'égalité, [C-1] 16(3)
- Travail, [C-3] 41–50
- Travaux du Parlement, [C-1] 17(1)
- Tribunal, [C-1] 19(1)

Législature

- Application de la Charte, [C-1] 32(1)b)
- Dérogation à la Charte, [C-1] 33(1)
- • Déclaration expresse, [C-1] 33(1), 33(4)
- • Durée de validité, [C-1] 33(3), 33(5)
- • Effet, [C-1] 33(2)
- Séance, [C-1] 5

Lentille cornéenne, [QUE-2] 113, voir aussi Lésion professionnelle

Lésion professionnelle, voir aussi *Atteinte permanente à l'intégrité physique ou psychique, Employeur, Fournisseur, Indemnité de remplacement du revenu, Indemnité pour préjudice corporel, Maladie professionnelle, Prestation, Procédure d'évaluation médicale, Procédure de réclamation, Réadaptation, Travailleur victime d'une lésion professionnelle*

- Accomplissement d'un travail
- Mesures à prendre pour éviter des blessures corporelles pour autrui, [CAN-3] 217.1
- Atteinte permanente à l'intégrité physique ou psychique, [QUE-2] 27, 53, 83
- Consolidation, [QUE-2] 46, 199
- Définition, [QUE-2] 2
- Droit au salaire, [QUE-2] 59–61
- Attestation médicale, [QUE-2] 60
- Trop-perçu, [QUE-2] 60
- Droit aux prestations, [QUE-2] 20
- Durée de l'incapacité, [QUE-2] 46
- Emploi convenable, [QUE-2] 49
- Exclusion, [QUE-2] 27, 31
- Exécution d'une tâche
- Mesures à prendre pour éviter des blessures corporelles pour autrui, [CAN-3] 217.1
- Exercice des droits, [QUE-2] 25–26
- Frais de déplacement, [QUE-2] 115
- Franchise, [QUE-2] 114
- Indemnité, [QUE-2] 112–116
- Date de l'incapacité du travailleur, [QUE-2] 31.1
- Lentille cornéenne, [QUE-2] 113
- Monture de lunettes, [QUE-2] 113
- Prothèse et orthèse, [QUE-2] 112(2)–113
- Inscription obligatoire, [QUE-2] 20
- Lésion présumée professionnelle, [QUE-2] 28, 28.0.1, 28.0.2, 31
- Négligence criminelle, [CAN-3] 219
- Obligations de l'employeur, [QUE-2] 59
- Protection accordée par la loi, [QUE-2] 1
- Durée, [QUE-2] 23
- Montant, [QUE-2] 21
- Rechute, récidive ou aggravation
- Employeur tenu personnellement au paiement des prestations, [QUE-2] 574.1, 574.2
- Régime de retraite, [QUE-2] 116

- Régime particulier des Mohawks de Kahnawake, [QUE-2] 24.1–24.6
- Entente avec les Mohawks de Kahnawake, [QUE-2] 24.1
- Sanction interdite, [QUE-2] 32
- Recours, [QUE-2] 32

Lettre de crédit irrévocable

- Employeur tenu personnellement au paiement de prestations, [QUE-2] 334.1, 348

Liberté

- Droit, [C-1] 7; [C-2] 1
- Garantie, [C-1] 1
- Maintien des autres, [C-1] 26
- Violation et négation, [C-1] 24(1)

Liberté d'association, [C-1] 2(d); [C-2] 3

- Artiste professionnel, [QUE-17] 7

Liberté de circulation et d'établissement

- Liberté fondamentale, [C-1] 6(1)–6(2)
- Programme de promotion sociale, [C-1] 6(4)
- Restriction, [C-1] 6(3)

Liberté de conscience, [C-1] 2(a); [C-2] 3

Liberté de croyance, voir *Croyance*

Liberté d'expression, [C-1] 2(b); [C-2] 3

Liberté d'opinion, [C-1] 2(b); [C-2] 3

Liberté syndicale, voir aussi *Association de salariés (construction), Syndicat professionnel (construction)*

- Droit des salariés, [QUE-15] 94, 101, 108

Libertés fondamentales

- Énumération, [C-2] 3
- Liberté de circulation et d'établissement, [C-1] 2
- Libertés de l'employé, [CAN-2] 8(1)
- Libertés de l'employeur, [CAN-2] 8(2)

Licence

- Pouvoirs de la Commission de la construction du Québec, [QUE-15] 7.3

Licenciement, voir aussi *Indemnité de départ*

- Arbitrage, [CAN-2] 223–225
- Assimilation, [CAN-2] 230(3), 235(2)a
- Conditions de travail après préavis, [CAN-2] 231
- Congédiement justifié, [CAN-2] 229.1

Index analytique

Licenciement (*suite*)

- Continuité d'emploi, [CAN-2] 233(c); [CAN-2.2] 29
- Employé supplanté, [CAN-2] 230(2.1)
- Heures normales de travail, [CAN-2] 233(c); [CAN-2.2] 31(1), 32(1)
- Semaine complète, [CAN-2.2] 31(3)
- Indemnité, [CAN-2] 230(1), (1.01), 235
- Illégalité, [QUE-15] 101
- Infraction, [QUE-15] 119
- Menace, [QUE-15] 101
- Obligations de l'employeur, [CAN-2] 230(1), 231, 235
- Préavis à l'employé, [CAN-2] 230(1), (1.01)
 - Délai, [CAN-2] 230(1.1), 232
 - Suppression de poste, [CAN-2] 230(2)
- Préavis au syndicat, [CAN-2] 230(1.1), (2)
- Règlement, [CAN-2] 233, 236
- Relevé des prestations, [CAN-2] 230(2.2)

Licenciement collectif, voir aussi Comité mixte de planification

- Assimilation, [CAN-2] 212(4)
- Avis
 - Comité d'aide au reclassement, [QUE-13] 84.0.9, 84.0.12
 - Contribution financière de l'employeur, [QUE-13] 84.0.11
 - Mission, [QUE-13] 84.0.10
- Contenu, [QUE-13.2] 35.0.2
- Copie, [QUE-13] 84.0.6
- Définition, [QUE-13] 84.0.1
- Entrée en vigueur, [QUE-13.2] 35.0.1
- Force majeure, [QUE-13] 84.0.5
- Indemnité, [QUE-13] 83, 84.0.13
- Inférieur à 50 salariés, [QUE-13] 84.0.15
- Modification du salaire ou du régime d'assurances collectives et de retraite, [QUE-13] 84.0.8
- Obligation de l'employeur, [QUE-13] 84.0.4, 84.0.13, 141.1
- Salarié non visé, [QUE-13] 84.0.2
- Section non applicable, [QUE-13] 84.0.3
- Transmission, [QUE-13] 84.0.7; [QUE-13.2] 35.0.1
- Avis de l'employeur, [CAN-2] 212
 - Contenu, [CAN-2] 212(3); [CAN-2.2] 26
 - Délai, [CAN-2] 212(1)
 - Transmission, [CAN-2] 212(2)

- Changement technologique, [CAN-2] 229(2)
- Définition, [CAN-2] 211
- Dispositions applicables, [CAN-2] 211–227
- Dispositions non applicables, [CAN-2] 228–229
- Employeur et établissement exemptés, [CAN-2.2] 28
- Établissements désignés, [CAN-2] 264(b); [CAN-2.2] 27, ann. I
- Infraction et peine, [CAN-2] 256(2)
- Ministre responsable, [QUE-8] 53
- Relevé de prestations des surnuméraires, [CAN-2] 213(2)

Licenciement individuel, voir Licenciement

Lieu d'activités sportives

- Heures d'ouverture d'un établissement commercial, [QUE-9] 10(3)

Lieu public

- Accès à tous, [C-2] 15

Lieu de repos, voir Repos

Lieu de travail, voir aussi Local de l'employeur

- Accès, [QUE-4] 33; [QUE-16] 126, 179; [CAN-2] 249(3)
- Définition, [QUE-16] 1; [CAN-2] 122(1)
- Exploitation forestière, [QUE-3] 6
- Fermeture par un inspecteur, [QUE-16] 188
- Télétravail, [QUE-16] 5.1
- Visite par le médecin, [QUE-16] 125

Liquidateur

- Comité paritaire, [QUE-4] 27

Liste des arbitres

- Comité de sélection, [C-2] 97
 - Remboursement des dépenses, [C-2] 97
- Condition à l'inscription, [QUE-3] 99.1
- Dressée par le ministre du Travail, [QUE-3] 77, 98–99
 - Propositions conjointes, [QUE-3] 99
- Engagement écrit de l'arbitre, [QUE-3] 99.1
 - Durée, [QUE-3] 99.1
 - Modification, [QUE-3] 77, 99
 - Période de validité, [QUE-3] 77, 99
- Procédure de recrutement et de sélection, [C-2] 97(3)

Liste des bénévoles, [QUE-2] 14

Liste de divulgation des ingrédients

- Définition, [CAN-2] 122(2)

Liste de paye. [QUE-4] 22(e)

- Accès à la, [QUE-4] 33

Liste des professionnels de la santé, [QUE-2] 205, 216

Liste des services essentiels, voir aussi
Entente sur les services essentiels, Maintien des services essentiels, Secteurs public et parapublic, Service public, Tribunal administratif du travail

- Approbation réputée, [QUE-3] 111.10.7
- Contenu, [QUE-3] 111.10.3
- Contrevenon, [QUE-3] 146.2
- Défaut d'entente, [QUE-3] 111.0.18, 111.10.3
- Dérogation interdite, [QUE-3] 111.10.8
- Modification, [QUE-3] 111.0.18, 111.10.5, 111.10.6
- Nullité, [QUE-3] 111.0.22, 111.10.3
- Transmission, [QUE-3] 111.0.18, 111.0.23, 111.10.3

Livres et registres

- Tribunal administratif du Québec
- • Vérification, [QUE-10] 95

Local de l'employeur, [CAN-2] 109(1)b

Local d'habitation, [C-2] 14; [CAN-2] 143.2

Location ou prêt de services, [QUE-2] 5

- Présomption, [QUE-2] 5

Lock-out, voir aussi *Demande de déclaration de lock-out illégal*

- Conditions, [CAN-2] 89(1)
- Déclaration d'illégalité, [CAN-2] 92–93(1)
- • Durée, [CAN-2] 93(1)
- • Prorogation ou révocation, [CAN-2] 93(2)
- Définition, [QUE-3] 1(h); [QUE-15] 1(o); [CAN-2] 3(1)
- Droit
- • Délai suspendu, [QUE-3] 42
- • Échec du conciliateur, [QUE-3] 58
- Fin, [QUE-3] 93.5
- • Conditions de travail applicables, [QUE-3] 93.5
- Illégalité, [QUE-3] 109, 111.0.26, 142; [CAN-2] 100(1)–100(2)
- Interdiction durant la convention collective (construction), [QUE-15] 56, 58, 113

- Négociation collective (construction), [QUE-15] 45.4
- Obligations (fédéral), [CAN-2] 87.1
- Préavis (fédéral), [CAN-2.3] 7
- Secteurs public et parapublic
- • Avis préalable, [QUE-3] 111.11
- • Interdiction, [QUE-3] 111.13, 111.14
- Service public
- • Interdiction, [QUE-3] 111.0.26
- Suspension, [CAN-2] 90(1)
- • Rapport du ministre du Travail, [CAN-2] 90(2)

Lock-out (fédéral), voir *Grève et lock-out (fédéral)*

Loi

- Application, [QUE-2] 7–8; [CAN-2] 123, 123.1
- Définition, [C-2] 56(3); [QUE-16.1] 1; [CAN-2.2] 2(1); [CAN-2.4] 1(1); [CAN-2.5] 1; [CAN-2.6] 1; [CAN-2.7] 1; [CAN-2.8] 1; [CAN-4.1] 1(1)
- Interprétation, [C-2] 51–53
- Objet, [QUE-2] 1; [QUE-16] 2; [CAN-2] 122.1, 122.2

Loi fiscale

- Application dans l'industrie de la construction, [QUE-15] 4
- Cotisation de l'employeur, [QUE-13] 39.0.6

Loi municipale

- Dispositions prépondérantes, [QUE-9] 37

Loi sur l'accès à l'information (L.R.C. (1985), ch. A-1), [CAN-2] 144(4)

Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics (chapitre A-2.01), [C-2] 57, 86, 93, 111.1

Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), [C-2] 93; [C-3] 47.1; [QUE-2] 43, 182.1, 348.3; [QUE-6] 102.2; [QUE-10] 89, 123; [QUE-13] 21.0.5, 123.3; [QUE-14] 43; [QUE-15] 123.4; [QUE-16] 62.21, 175; [QUE-17] 68.4; [QUE-19] 25; [QUE-21] 22

Loi canadienne sur l'accessibilité (L.C. 2019, ch. 10), [CAN-1] 32.1, 38.1

Loi sur les accidents du travail (chapitre A-3), [QUE-2] 103(1), 105(1), 107(1), 451, 477–478, 552, 554, 555, 557–568,

- Loi sur les accidents du travail (chapitre A-3) (suite)**
 570–574.2, 577, 579; [QUE-10] 102, ann. I(5); [QUE-16] 328
- Affaire pendante, [QUE-2] 571
 - Compétence conservée, [QUE-2] 584
 - Compétence continuée, [QUE-2] 581–583
 - Droit conservé, [QUE-2] 558
 - Employeur tenu personnellement au paiement des prestations, [QUE-2] 573–574
 - Incapacité permanente, [QUE-2] 557
 - • Compensation, [QUE-2] 570.2
 - Loi et règlement continués en vigueur, [QUE-2] 478, 552, 575, 580
 - Poursuite pénale, [QUE-2] 572
 - Programme de stabilisation, [QUE-2] 570–570.1
 - Rente viagère, [QUE-2] 559–569
- Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (chapitre A-3.001)**, [QUE-2] 592; [QUE-5.1] 7(4.1); [QUE-10] ann. I(5); [QUE-13] 39.0.1, 79.1; [QUE-13.1] 10, 11; [QUE-16] 1, 36, 37.1, 167, 191.1, 212.1, 215.1, 228, 237.1, 247, 248; [QUE-17] 63.4; [QUE-19] 6(1), 98 al. 1(2), 256, 257, 260, 264; [QUE-19.1] 5; [QUE-19.4] 57
- Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents (chapitre A-4.1)**, [QUE-10] ann. III(0.1)
- Loi sur les activités cliniques et de recherche en matière de procréation assistée (chapitre A-5.01)**, [QUE-10] ann. I(0.1)
- Loi sur les activités funéraires (chapitre A-5.02)**, [QUE-2] 112(2), 113, 189(4); [QUE-10] ann. I(3)
- Loi sur l'administration financière (chapitre A-6)**, [QUE-16] 176.0.1; [QUE-19] 98, 101
- Loi sur l'administration fiscale (chapitre c. A-6.002)**, [QUE-2] 315.1, 315.3
- Loi sur l'administration publique (chapitre A-6.01)**, [QUE-11] 3, [QUE-16] 176.0.2; [QUE-19] 59 al. 1(2)
- Loi sur l'aéronautique (L.R.C. (1985), ch. A-22)**, [CAN-1] 38, 48.6(3); [CAN-2] 127(2)a
- Loi sur l'Agence du revenu du Québec (chapitre A-7.003)**, [QUE-19] 7(2)
- Loi sur les agents de voyage (chapitre A-10)**, [QUE-10] ann. IV(1)
- Loi sur l'aide aux personnes et aux familles (chapitre A-13.1.1)**, [QUE-2] 11(4), 144; [QUE-4] 46; [QUE-6] 8(5); [QUE-10] 21 al. 2(2), 97 al. 2(2), 102, ann. I(1); [QUE-11] 5.1, 53.1; [QUE-13] 121; [QUE-15] 122(8); [QUE-16] 174
- Loi sur l'aide et l'indemnisation des victimes d'actes criminels (chapitre A-13.2.1)**, [QUE-10] ann. I(5)
- Loi sur l'aide financière aux études (chapitre A-13.3)**, [QUE-5] 7
- Loi sur les allocations d'aide aux familles (chapitre A-17)**, [QUE-10] ann. I(1)
- Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (chapitre A-18.1)**, [QUE-3] 1(o)
- Loi modifiant la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier et d'autres dispositions législatives (L.Q. 2013, c. 2)**, [QUE-19] ann. I(30)
- Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1)**, [QUE-10] ann. II(1)
- Loi sur l'aquaculture commerciale (chapitre A-20.2)**, [QUE-10] ann. IV(1.1)
- Loi sur les archives (chapitre A-21.1)**, [QUE-2] 588
- Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (L.R.C. (1985), ch. C-36)**, [CAN-2] 67(8)
- Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture (chapitre A-23.001)**, [QUE-10] ann. IV(2)
- Loi sur l'assurance automobile (chapitre A-25)**, [QUE-2] 31, 103(1), 105(1), 107(1), 448–450; [QUE-10] 120, ann. I(5)
- Loi sur l'assurance-emploi (L.C. 1996, ch. 23)**, [QUE-2] 62(2), 63(2), 67; [QUE-5.1] 7(4.1); [CAN-2] 206.1(1)c), 206.3, 206.4, 209.4; [CAN-2.2] 27(a), 30(1)e)(iv)
- Loi sur l'assurance-hospitalisation (chapitre A-28)**, [QUE-20] 94
- Loi sur l'assurance maladie (chapitre A-29)**, [QUE-2] 2, 196, 198.1, 207, 586; [QUE-10] ann. I(3); [QUE-16] 110–111, 133–134; [QUE-20] 94
- Loi sur l'assurance-médicaments (chapitre A-29.01)**, [QUE-10] 119(1), ann. I(3)
- Loi sur l'assurance parentale (chapitre A-29.011)**, [QUE-2] 42.2, 62, 63, 67; [QUE-5.1] 7(4.1); [QUE-10] 117, ann. I(1); [QUE-11] 53.1; [QUE-16] 42.1, 174.1

- Loi sur les assureurs (chapitre A-32.1)*, [QUE-2] 334; [QUE-10] ann. IV(4); [QUE-13.1] 29
- Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (chapitre A-33.3)*, [QUE-19] ann. I(31)
- Loi sur les banques (L.R.C. (1985), ch. B-1)*, [QUE-2] 334
- Loi sur les banques (L.C. 1991, c. 46)*, [QUE-2] 334; [QUE-13.1] 29; [CAN-2] 2
- Loi sur les banques d'épargne du Québec (S.R.C. (1970), ch. B-4)*, [QUE-2] 334
- Loi sur le bâtiment (chapitre B-1.1)*, [QUE-13] 122(17); [QUE-15] 1(k.1), 7.1(2), 7.3, 19.1, 19.2, 21, 54, 123.4.2, 123.4.4, [QUE-16] 174, 174.2; [QUE-19] 8(1), 98 al. 1(3); [QUE-19.4] 61
- Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal (chapitre B-3.1)*, [QUE-10] ann. IV(4.0.0.1)
- Loi sur les biens culturels (chapitre B-4)*, [QUE-10] ann. II(3)
- Loi sur les biens non réclamés (chapitre B-5.1)*, [QUE-4] 22
- Loi sur le Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports (L.C. 1989, ch. 3)*, [CAN-2] 127(2)a)
- Loi sur le Bureau d'accréditation des pêcheurs et des aide-pêcheurs du Québec (chapitre B-7.1)*, [QUE-10] ann. IV(4.0.1)
- Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (chapitre C-4.1)*, [QUE-2] 334
- Loi sur la capitale nationale (L.R.C. (1985), ch. N-4)*, [CAN-1] 48.5, 48.7; [CAN-2] 13
- Loi sur le casier judiciaire (chapitre C-47)*, [QUE-15] 26; [CAN-1] 25
- Loi sur le Centre d'acquisitions gouvernementales (chapitre C-7.01)*, [QUE-16] 176.0.1
- Loi sur les centres de communication d'urgence (chapitre S-2.3)*, [QUE-10] ann. IV(20.3)
- Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance (chapitre C-8.2)*, [QUE-10] ann. I(3)
- Loi sur le cinéma (chapitre C-18.1)*, [QUE-10] ann. IV(5)
- Loi sur les cités et villes (chapitre C-19)*, [QUE-19] ann. I(2)
- Loi sur la citoyenneté (L.R.C. (1985), ch. C-29)*, [CAN-2] 206.6(1)
- Loi visant à favoriser le civisme (chapitre C-20)*, [QUE-2] 31, 103(1), 105(1), 107(1), 448-450, 478, 578; [QUE-10] 102, ann. I(5)
- Loi sur la Commission municipale (chapitre C-35)*, [QUE-19] ann. I(4)
- Loi sur les commissions d'enquête (chapitre C-37)*, [C-2] 68, 112; [QUE-3] 33, 109.4; [QUE-4] 26; [QUE-10] 74, 188; [QUE-13] 108; [QUE-15] 7, 68; [QUE-16] 160, 161, 172; [QUE-17] 68.1; [QUE-19] 10
- Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal (chapitre C-37.01)*, [QUE-10] ann. II(3.3), ann. III(1.2); [QUE-19] ann. I(5)
- Loi sur la Communauté métropolitaine de Québec (chapitre C-37.02)*, [QUE-10] ann. II(3.4); [QUE-19] ann. I(6)
- Loi sur les compagnies (chapitre C-38)*, [QUE-18] 1(2.1), 1(4)
- Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)*, [QUE-10] ann. II(3.5), (3.6)
- Loi sur la conservation du patrimoine naturel (chapitre C-61.01)*, [QUE-10] ann. III(3)
- Loi constitutionnelle de 1982*, [CAN-5] 11
- Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1)*, [QUE-2] 280.16, 280.21; [QUE-10] ann. IV(6.1); [QUE-13.1] 2; [QUE-15] 7.5, 123.4.4, 123.4.5
- Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses (L.R.C. (1985), ch. 24 (3^e suppl.))*, [CAN-2] 125.1(d)-125.1(e), 144(4)
- Loi sur les coopératives*, [QUE-15.2] 4(4)
- Loi sur les coopératives de services financiers (chapitre C-67.3)*, [QUE-2] 130, 334; [QUE-6] 5; [QUE-10] ann. IV(7.1); [QUE-13.1] 29
- Loi sur les Cours fédérales (L.R.C. (1985), ch. F-7)*, [CAN-2] 22(1), 23(3), 58(3); [CAN-4] 30(3), 39(8)
- Loi sur le courtage immobilier (chapitre C-73.1)*, [QUE-10] ann. IV(7.2); [QUE-13] 77(3)

- Loi sur les décrets de convention collective (chapitre c. D-2)*, [C-3] 48; [QUE-6] 2; [QUE-7] 16; [QUE-8] 43; [QUE-13] 1(5), 158.2, 160-161; [QUE-15] 19 al. 1(7), 109, 124; [QUE-16] 1; [QUE-17] 5; [QUE-19] ann. I(7); [QUE-21] 6
- Loi sur la défense nationale (L.R.C., 1985, ch. N-5)*, [CAN-2] 247.5(1), 247.7(1)
- Loi concernant la délimitation du domaine hydrique de l'État et la production de milieux humides le long d'une partie de la rivière Richelieu (L.Q. 2009, c. 31)*, [QUE-10] ann. III(3)
- Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (chapitre c. D-8.3)*, [QUE-1] 25; [QUE-4] 22(q), (r); [QUE-5] 64.1; [QUE-5.1] 1; [QUE-6] 26; [QUE-10] ann. IV(28); [QUE-11] 7.1, 17, 60; [QUE-15] 9, 18.2, 85.4.1
- Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre*, [QUE-10] ann. IV(8)
- Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2)*, [QUE-13] 77(5)
- Loi canadienne sur les droits de la personne (L.R.C. (1985), ch. H-6)*, [CAN-2] 123.1, 182; [CAN-4] 3, 7, 8(2), 28(4.1), 32; [CAN-5] 3, 164, 173
- Application, [CAN-1] 62-66
 - Infraction et peine, [CAN-1] 60
 - Ministre responsable, [CAN-1] 61.1
 - Objet, [CAN-1] 2
 - Rapport, [CAN-1] 61
- Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (chapitre E-2.2)*, [QUE-19] ann. I(8)
- Loi sur les élections scolaires visant certains membres des conseils d'administration des centres de services scolaires anglophones (chapitre E-2.3)*, [QUE-19] ann. I(9)
- Loi électorale (chapitre E-3.3)*, [QUE-19] ann. I(10)
- Loi sur l'emploi dans la fonction publique (chapitre F-3.1.1)*, [QUE-13] 81.20
- Loi sur l'emploi dans la fonction publique (L.C. 2003, ch. 22, art. 12 et 13)*, [CAN-1] 32; [CAN-2] 123; [CAN-4] 4, 8, 33; [CAN-5] 172, 173, 181
- Loi sur l'encadrement du secteur financier (chapitre A-33.2)*, [QUE-13] 122(7)
- Loi sur les enquêtes (L.R.C. (1985), ch. I-11)*, [CAN-1] 33(2)e; [CAN-2] 138(3), 248(b)
- Loi sur l'enseignement privé (chapitre E-9.1)*, [QUE-1] 2(3); [QUE-10] ann. I; [QUE-11] 18; [QUE-15.2] 4(4)
- Loi sur les entreprises de services monétaires (chapitre E-12.000001)*, [QUE-10] ann. IV(8.1)
- Loi sur l'équité en matière d'emploi (L.C. 1995, ch. 44)*, [CAN-1] 40(3.1), 40.1(1), 41(2), (3); [CAN-4] 45; [CAN-4.1] 1(1)
- Loi sur l'équité salariale (chapitre E-12.001)*, [QUE-6.1] 1, 3.1, 4; [QUE-13.1] 10, 11; [QUE-16] 8.0.1, 142, 161.0.1, 161.0.5, 172.1; [QUE-16.4] 1; [QUE-19] ann. I(11)
- Loi sur l'équité salariale (L.C. 2018, ch. 27, art. 416)*, [CAN-1] 32.2, 38.3, 40.2
- Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire (chapitre E-14.1)*, [QUE-1] 2(3)
- Loi sur les établissements industriels et commerciaux (chapitre E-15)*, [QUE-16] 286, 327, 333
- Loi sur l'exécutif (chapitre E-18)*, [QUE-11] 1
- Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale (chapitre E-20.1)*, [C-2] 86; [QUE-1] 1; [QUE-10] ann. I(3); [QUE-13.2] 2(3)
- Loi modifiant la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées et d'autres dispositions législatives (L.Q. 2004, c. 31)*, [QUE-1] 33.1
- Loi sur l'expropriation (chapitre E-24)*, [QUE-10] 119(2), 156, ann. II(4)
- Loi sur la faillite et l'insolvabilité (L.R.C. (1985), ch. B-3)*, [QUE-2] 323.2; [QUE-13.1] 10, 11; [QUE-17] 45.1; [CAN-2] 67(7)
- Loi sur la fête nationale (chapitre F-1.1)*, [QUE-13.1] 10, 11; [QUE-19] ann. I(12)
- Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1)*, [QUE-10] 33, ann. II(5); [QUE-19] ann. I(13)

- Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1)**, [C-2] 92; [QUE-3] 1(1.3), 23, 111.0.16(8), 111.2(1), 111.11, 111.15.1, 111.15.3, ann. I(12); [QUE-3.3] 1; [QUE-6] 3 al. 2(2); [QUE-10] 3, 86; [QUE-11] 7, 47, 51, 64; [QUE-13] 83.2; [QUE-15] 5; [QUE-16] 157, 177, 331; [QUE-19] 65, 93, ann. I(14); [QUE-19.1] 2
- Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'œuvre (chapitre F-5)**, [QUE-4] 22(k); [QUE-5.1] 4; [QUE-15] 21, 124; [QUE-19] 8(2), 98 al. 1(4)
- Loi sur la Gendarmerie royale du Canada (L.R.C. (1985), ch. R-10)**, [CAN-4] 4(2); [CAN-5] 3
- Loi sur la gestion des finances publiques (L.R.C. (1985), ch. F-11)**, [CAN-2] 5(3), 47(1), 167(1)d), 189(2); [CAN-4] 3, 4(1), (2), (4), (6), 33(3); [CAN-5] 3, 92
- Loi sur la gouvernance des sociétés d'État (chapitre G-1.02)**, [QUE-15] 9.4, 9.7; [QUE-16] 140, 156.1; [QUE-16.3] 25
- Loi sur la gouvernance du système de santé et de services sociaux (chapitre G-1.021)**, [QUE-1] 2; [QUE-2] 15, 162, 190, 195, 208, 229, 233.4, 462; [QUE-3] 111.0.16; [QUE-4] 29; [QUE-6] 20.1; [QUE-9] 10; [QUE-10] 119, ann.I(1), (3); [QUE-13] 39.0.1; [QUE-16] 1, 168; [QUE-20] 9.2, 94
- Loi sur l'hébergement touristique (chapitre H-1.01)**, [QUE-9] 13; [QUE-10] ann. IV(9)
- Loi sur Héma-Québec et sur le Comité d'hémovigilance (chapitre H-1.1)**
- Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux (chapitre H-2)**, [QUE-9] 29-30, 35
- Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux (chapitre H-2.1)**, [QUE-4] 9
- Loi sur l'immatriculation des armes à feu (2016, c. 15)**, [QUE-11] 57.2
- Loi sur l'immigration au Québec (chapitre I-0.2)**, [QUE-10] 30, ann. I(6)
- Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (L.C. 2001, ch. 27)**, [CAN-2] 10(4)
- Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. (1985), ch. 1 (5^e suppl.))**, [CAN-2] 210
- Loi sur les impôts (chapitre I-3)**, [QUE-2] 62, 63(1), 67, 289, 315.1; [QUE-5] 11, 15; [QUE-5.1] 1, 7(8); [QUE-7] 4; [QUE-10] 21(4), ann. I(1); [QUE-13] 29(5), 39.0.1, 39.0.3, 46(12), (13), 50, 50.2, 59.1, 85, 92.7.1, 99; [QUE-13.4] 1; [QUE-16] 36
- Loi concernant les impôts sur le revenu (S.R.C., 1952, ch. 148)**, [QUE-2] 62(1), 63(1)
- Loi sur l'indemnisation des agents de l'État (L.R.C. (1985), ch. G-5)**, [QUE-2] 17; [CAN-1] 38, 48.6(3)
- Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières (chapitre I-7)**, [QUE-2] 575-577, 579; [QUE-10] 102, ann. I(5)
- Loi sur les Indiens (L.R.C. (1985), ch. I-5)**, [QUE-16] 8.4
- Loi sur les infirmières et les infirmiers (chapitre I-8)**, [QUE-20] 5
- Loi sur les installations électriques (chapitre I-13.01)**, [QUE-15] 21
- Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (chapitre I-13.011)**, [QUE-3] 1(3.3)
- Loi sur l'instruction publique (chapitre I-13.3)**, [QUE-1] 2(3); [QUE-10] ann. I(3)
- Loi sur les instruments dérivés (chapitre I-14.01)**, [QUE-13] 77(4)
- Loi sur l'intégration à la nation québécoise (L.Q. 2025, c. 13)**, [C-2] 50
- Loi sur les intermédiaires de marché (chapitre I-15.1)**, [QUE-13] 77(5)
- Loi sur les jurés (chapitre J-2)**, [QUE-13] 122(18); [QUE-19] ann. I(15)
- Loi sur la justice administrative (chapitre J-3)**, [QUE-2] 280.9; [QUE-13.1] 13, 41; [QUE-19] 74, 75, 81
- Application
 - • Ministre responsable, [QUE-10] 199
 - Mise en œuvre
 - • Rapport du ministre, [QUE-10] 200
 - Mise en œuvre du délai de 180 jours
 - • Rapport du ministre, [QUE-10] 200.1
 - Objet, [QUE-10] 1
- Loi sur les laboratoires médicaux et sur la conservation des organes et des tissus (chapitre L-0.2)**, [QUE-2] 112(2), 113, 189(4)
- Loi sur les liquidations et les restructurations (L.R.C. (1985), ch. W-11)**, [QUE-13.1] 10, 11

- Loi concernant la lutte contre la corruption (chapitre L-6.1)*, [QUE-3] 42; [QUE-13] 122(7); [QUE-15] 15.2, 15.7
- Congédiement interdit
 - • Dénonciation par un salarié, [QUE-13] 122
- Loi visant à lutter contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité*, [QUE-13] 122(12)
- Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada (L.C. 2001, ch. 26)*, [CAN-2] 127(2)a); [CAN-2.2] 10(1)
- Loi sur la marine marchande (L.R.C. (1985), ch. S-9)*, [CAN-2.2] 10(1)b)(iv)
- Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles remboursés (chapitre M-5)*, [QUE-10] ann. IV(11)
- Loi sur les mécaniciens de machines fixes (chapitre M-6)*, [QUE-15] 21; [QUE-19] 8(3)
- Loi sur les mesures d'urgence (L.R.C. (1985), ch. 22 (4^e suppl.))*, [CAN-2] 247.5(1.2)
- Loi sur les mesures de transparence dans les industries minière, pétrolière et gazière (chapitre M-11.5)*, [QUE-10] ann. IV(32)
- Loi sur certaines mesures permettant d'appliquer les lois en matière d'environnement et de sécurité des barrages (chapitre M-11.6)*, [QUE-10] ann. III(8)
- Loi sur les mesureurs de bois (chapitre M-12.1)*, [QUE-10] ann. IV(12)
- Loi sur les mines (chapitre M-13)*, [QUE-16] 294
- Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (chapitre M-14)*, [QUE-10] ann. IV(13)
- Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et sur la Commission des partenaires du marché du travail (chapitre M-15.001)*, [QUE-5] 24, 44.5; [QUE-8] 1; [QUE-13] 141.1
- Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social (L.C. 2005, ch. 34)*, [CAN-2] 144(5.1)
- Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux (chapitre M-19.2)*, [QUE-11] 38(6), (7); [QUE-16] 48.1
- Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (chapitre M-22.1)*, [QUE-11] 38(6), (7)
- Loi sur le ministère des Finances (chapitre M-24.1)*, [QUE-5] 36
- Loi sur le ministère des Relations internationales (chapitre M-25.1.1)*, [QUE-1] 2(3); [QUE-5] 7
- Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences (L.C. 2005, ch. 34)*, voir *Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social (L.C. 2005, ch. 34)*
- Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30)*, [QUE-15] 3.12.2
- Loi sur le ministère du Revenu (chapitre M-31)*, [QUE-2] 315.1, 315.3; [QUE-3] 19; [QUE-4] 11.6, 39.1; [QUE-5] 19; [QUE-13] 39.0.6, 114; [QUE-15] 82.2
- Loi sur le ministère du Tourisme (chapitre M-31.2)*, [QUE-10] ann. IV(13.0.1)
- Loi sur le ministère du Travail (chapitre M-32.2)*, [QUE-2] 216, 228, 233.2, 348.4; [QUE-3] 100.0.0.1; [QUE-19] 2, 77
- Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche (chapitre M-35.1)*, [QUE-10] ann. IV(13.1)
- Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les municipalités régionales de comté (L.Q. 2002, c. 68)*, [QUE-19] ann. I(29)
- Loi sur la négociation et la détermination des conditions de travail requérant une coordination nationale notamment dans les secteurs public et parapublic (L.Q. 2025, c. 23)*, [QUE-3] 111.2, 111.6, 111.14, 111.32.1; [QUE-3.3] 1; [QUE-6] 3, 21.1; [QUE-15] 19; [QUE-15.2] 4; [QUE-20] 1, 1.1, 9, 35, 36, 88, 89
- Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension (L.R.C. (1985), ch. 32 (2^e suppl.))*, [CAN-1] 15(1)d); [CAN-2.2] 30(1)
- Loi sur les normes du travail (chapitre N-1.1)*, [C-3] 47.4; [QUE-2] 6, 144.1, 235(1), 272.1; [QUE-3] 8, 47.2, 100.0.0.1; [QUE-6] 8(5), 114.1; [QUE-6.2] 3(1); [QUE-7] 9, 17.1; [QUE-8] 43; [QUE-13.1] 1, 4, 8, 10, 11, 27, 38, 40, 46; [QUE-13.2] 35.0.3; [QUE-15] 62; [QUE-16] 8.0.1, 142, 172.1; [QUE-17] 43, 44; [QUE-19] 9 al. 2(2), 98 al. 1(2), ann. I(16); [QUE-21] 4, 11, 19, 20, 27, 30, 31

- Loi sur les océans* (L.C. 1996, ch. 31), [CAN-2] 2(j)
- Loi sur l'Office de la sécurité économique des chasseurs cris* (chapitre O-2.1), [QUE-10] ann. I(3)
- Loi sur l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement* (L.C. 2019, ch. 13, art. 2), [CAN-1] 45(5)
- Loi sur l'organisation territoriale municipale* (chapitre O-9), [QUE-19] ann. I(17)
- Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires* (chapitre c. P-2.2), [QUE-13] 122(3.1)
- Loi sur les pêcheries commerciales et la récolte commerciale de végétaux aquatiques* (chapitre P-9.01), [QUE-10] ann. IV(14)
- Loi sur la pension de la fonction publique* (S.R., ch. P-36), [CAN-1] 38
- Loi sur la performance environnementales des bâtiments* (chapitre P-9.02), [QUE-10] ann. III(5)
- Loi sur les permis d'alcool* (chapitre P-9.1), [QUE-9] 36
- Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement* (chapitre P-9.2.1), [QUE-2] 31, 103(1), 105(1), 107(1), 448-450; [QUE-10] 102, ann. I(5)
- Loi sur les pesticides* (chapitre P-9.3), [QUE-10] ann. III(3)
- Loi sur la pharmacie* (chapitre P-10), [QUE-9] 7
- Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations* (chapitre P-16), [QUE-15] 3
- Loi sur les prestations canadiennes de relance économique* (L.C. 2020, ch. 12, art. 2), [CAN-2] 239.01
- Loi sur les prestations familiales* (chapitre 19.1), [QUE-10] 21 al. 2(1), ann. I(1)
- Loi sur la preuve au Canada* (L.R.C. (1985), ch. C-5), [CAN-1] 58(2)
- Loi concernant la prévention et la lutte contre les discours haineux et les discours incitant à la violence*, [C-2] 57, 111.0.1
- Loi sur la probation et sur les établissements de détention* (chapitre P-26), [QUE-2] 11(2), 12.1
- Loi sur le processus de détermination de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales et sur leur régime de négociation collective* (chapitre P-27.1), [QUE-19] ann. I(18)
- Loi sur les producteurs agricoles* (chapitre P-28), [QUE-10] ann. IV(14.1)
- Loi sur les produits alimentaires* (chapitre P-29), [QUE-10] ann. IV(15)
- Loi sur les produits dangereux* (L.R.C. (1985), ch. H-3), [CAN-2] 122(2), 125.1, 144(4)
- Loi concernant le Programme d'aide financière à l'investissement et instituant le Fonds de l'aide financière à l'investissement et des contrats spéciaux* (chapitre P-30.1.1), [QUE-10] ann. IV(33)
- Loi concernant les propriétaires et exploitants et les conducteurs de véhicules lourds* (chapitre P-30.3), [QUE-10] ann. IV(29)
- Loi sur le protecteur national de l'élève* (chapitre P-32.01), [QUE-13] 122
- Loi sur la protection contre les représailles liées à la divulgation d'actes répréhensibles* (chapitre P-33.01), [QUE-19] ann. I(34)
- Loi sur la protection de la jeunesse* (chapitre P-34.1), [QUE-2] 11(3)
- Loi sur la protection de la santé publique* (chapitre P-35), [QUE-16] 300
- Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui* (chapitre P-38.001), [QUE-10] 22, 103, 119(4), ann. I(2)
- Loi visant à assurer la protection des stagiaires en milieu de travail* (RLRQ, c. P-39.3), [QUE-19] ann. I(33)
- Loi sur la protection du consommateur* (chapitre P-40.1), [QUE-10] ann. IV(16)
- Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* (chapitre P-41.1), [QUE-10] 119(5), ann. III(2)
- Loi sur la publicité le long des routes* (chapitre P-44), [QUE-10] ann. III(2.1)
- Loi sur la publicité légale des entreprises* (chapitre P-44.1), [C-4] 2189, 2191, 2194; [QUE-2] 6.1; [QUE-11] 68.2.1; [QUE-13.1] 7; [QUE-15] 122

- Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45)*, [QUE-6.1] 1; [QUE-15] 117; [QUE-18] 1(5)
- Loi sur la qualité de l'environnement (chapitre Q-2)*, [QUE-10] ann. III(3); [QUE-16] 310
- Loi concernant la reconstruction et le réaménagement de territoires affectés par les pluies diluviennes survenues les 19 et 20 juillet 1996 dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean (L.Q. 1997, c. 60)*, [QUE-10] ann. II(14)
- Loi sur le recours collectif (chapitre R-2.1)*, [QUE-10] ann. IV(18)
- Loi sur le recouvrement de certaines créances (chapitre R-2.2)*, [QUE-10] ann. IV(19)
- Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations (chapitre R-2.2.0.1)*, [QUE-19] 240
- Loi sur la Régie de l'assurance-maladie (chapitre R-5)*, [QUE-2] 198.1
- Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans divers secteurs public et parapublic (chapitre R-8.2)*, [QUE-5.1] 1
- Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9)*, [QUE-2] 42.1, 62(3), 63(3), 144, 453, 564; [QUE-5.1] 7(4.1); [QUE-10] 27, 117, ann. I(4)
- Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (chapitre R-12)*, [QUE-16] 331; [QUE-19] 64
- Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1)*, [QUE-10] 59; [QUE-19] 64
- Loi sur le régime des eaux (chapitre R-13)*, [QUE-10] ann. II(9)
- Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (chapitre R-13.1)*, [QUE-10] ann. II(10)
- Loi sur les régimes complémentaires de retraite (chapitre R-15.1)*, [QUE-10] ann. IV(20.1); [QUE-18] 14, 17
- Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (chapitre R-17)*, [QUE-10] ann. IV(20.2)
- Loi sur les régimes volontaires d'épargne-retraite (chapitre R-17.0.1)*, [QUE-10] ann. IV(20.2.1); [QUE-13] 5
- Loi sur les règlements (chapitre R-18.1)*, [QUE-2] 455; [QUE-8] 41; [QUE-15] 92.1, 123; [QUE-16] 8.12
- Loi sur les relations de travail au Parlement (L.R.C. (1985), ch. 33 (2^e suppl.))*, [CAN-1] 40.2; [CAN-5] 184
- Loi sur les relations de travail dans le secteur public fédéral (L.R.C. (1985), ch. P-35)*, [CAN-2] 47(1)b), 47.1(a), (b), 123(2); [CAN-5] 3
- Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (chapitre R-20)*, [QUE-2] 247-249, 289.1; [QUE-3] 1(1.3), ann. I(18); [QUE-5] 12; [QUE-5.1] 4; [QUE-6] 2; [QUE-7] 16; [QUE-8] 29.2, 41.1, 43; [QUE-13] 3(3), 30(16), 39.0.1, 122(16); [QUE-15] 21; [QUE-16] 1, 99, 183, 215; [QUE-19] 8(4), 98 al. 1(3); [QUE-19.4] 60-61, 63
- Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (L.Q. 2023, c. 5)*, [QUE-16] 129
- Loi sur la représentation de certaines personnes responsables d'un service de garde en milieu familial et sur le régime de négociation d'une entente collective les concernant (chapitre R-24.0.1)*, [QUE-19] ann. I(19); [QUE-19.4] 51
- Loi sur la représentation des ressources de type familial et de certaines ressources intermédiaires et sur le régime de négociation d'une entente collective les concernant (chapitre R-24.0.2)*, [QUE-2] 2; [QUE-19] 7(3), ann. I(20); [QUE-19.4] 52
- Loi sur le Réseau de transport métropolitain (chapitre R-25.01)*, [QUE-19] ann. I(32)
- Loi sur le salaire minimum (chapitre S-1)*, [QUE-13] 149, 154, 158
- Loi sur la santé et la sécurité du travail (chapitre S-2.1)*, [QUE-2] 2, 8.1, 16, 17, 107.1, 179, 185, 190, 230, 233.5, 312, 312.1, 315.5, 454, 459, 571, 581, 583-585, 592-593; [QUE-6] 66(3); [QUE-10] ann. I(3); [QUE-13] 81.19, 97.1; [QUE-13.1] 10, 11, 22; [QUE-15] 57, 88; [QUE-16.3] 1; [QUE-16.4] 1; [QUE-19] 6(2), 98 al. 1(2), 249; [QUE-19.4] 58

- Loi sur la sécurité civile visant à favoriser la résilience aux sinistres (L.Q. 2024, c. 18, art. 1)*, [QUE-2] 12; [QUE-13] 81.17.1; [QUE-19] ann. I(21)
- Loi sur la sécurité dans les sports*, [QUE-10] ann. IV(21)
- Loi sur la sécurité de la vieillesse (L.R.C. (1985), ch. O-9)*, [QUE-2] 564
- Loi sur la sécurité des barrages (chapitre S-3.1.01)*, [QUE-10] ann. III(4)
- Loi sur la sécurité ferroviaire (L.R.C. (1985), ch. 32)*, [CAN-2] 3
- Loi sur la sécurité incendie (chapitre S-3.4)*, [QUE-2] 12.0.1; [QUE-3] 111.0.16; [QUE-19] ann. I(22)
- Loi sur la sécurité privée (chapitre S-3.5)*, [QUE-10] ann. IV(31)
- Loi sur le Service des achats du gouvernement (chapitre S-4)*, [QUE-16] 176.0.1
- Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance (chapitre S-4.1.1)*, [QUE-5.1] 7(13); [QUE-10] 119(5.0.3); [QUE-13] 122(21)
- Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2)*, [QUE-2] 150, 189(2); [QUE-13.2] 7; [QUE-15.2] 4(4); [QUE-16] 110, 127(2)
- Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (chapitre S-5)*, [QUE-2] 15, 150, 162, 189(2), 190, 195, 208, 229, 233.4, 462; [QUE-4] 29(e); [QUE-9] 10(1.2); [QUE-10] 119(6), ann. I(1), (3); [QUE-13] 39.0.1; [QUE-15] 19 al. 1(8); [QUE-15.2] 4(4); [QUE-16] 1, 110, 127(2), 168; [QUE-20] 9
- Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis (chapitre S-4.2)*, [QUE-1] 2; [QUE-2] 15, 162, 190, 195, 208, 229, 233.4, 462; [QUE-3] 111.0.16; [QUE-4] 29; [QUE-6] 20.1; [QUE-9] 10; [QUE-10] 119, ann. I(1), (3); [QUE-13] 39.0.1; [QUE-15] 19; [QUE-16] 1, 168; [QUE-20] 9, 13, 94
- Loi sur les services préhospitaliers d'urgence (chapitre S-6.2)*, [QUE-3] 111.0.16(7); [QUE-5.1] 7(13)c); [QUE-10] 25, 119(5.1), ann. I; [QUE-19] ann. I(23)
- Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)*, [QUE-15] 19
- Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec (chapitre S-11.011)*, [QUE-10] 21 al. 2(3), ann. I(1)
- Loi sur la Société des alcools du Québec (chapitre S-13)*, [QUE-10] ann. IV(22)
- Loi sur la Société du Plan Nord (2014, chapitre 16)*, [QUE-11] 60(3.2)
- Loi sur la Société immobilière du Québec (chapitre S-17.1)*, [QUE-16] 176.0.1
- Loi sur la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre (chapitre S-22.001)*, [QUE-11] 125
- Loi sur les sociétés agricoles et laitières (chapitre S-23)*, [QUE-10] ann. IV(22.1)
- Loi sur les sociétés d'économie mixte dans le secteur municipal (chapitre S-25.01)*, [QUE-13.1] 2
- Loi sur les sociétés d'horticulture (chapitre S-27)*, [QUE-10] ann. IV(22.2)
- Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (chapitre S-29.02)*, [QUE-2] 334; [QUE-10] ann. IV(23); [QUE-13.1] 29
- Loi sur les sociétés de transport en commun (chapitre S-30.01)*, [QUE-19] ann. I(24)
- Loi sur les sociétés par actions (chapitre S-31.1)*, [QUE-10] ann. IV(7); [QUE-17] 45.1
- Loi sur la statistique (L.R.C. (1985), ch. S-19)*, [CAN-2] 178.1
- Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, du cinéma, du disque, de la littérature, des métiers d'art et de la scène (chapitre S-32.1)*, [QUE-13.2] 35.0.3-35.2; [QUE-15] 19 al. 1(13); [QUE-19] ann. I(26)
- Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires (L.R.C. (1985), ch. 9 (1^{er} suppl.))*, [CAN-2] 121.1, 121.2, 158, 159(1), 265, 266; [CAN-2.2] 10(1)b)(iii)
- Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics*, [QUE-13] 122(14)
- Loi sur les syndicats professionnels (chapitre S-40)*, [QUE-17] 9(1), 24.1
- Loi sur le système correctionnel du Québec (chapitre S-40.1)*, [QUE-2] 12.1
- Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents (L.C. 2002, ch. 1)*, [QUE-2] 11(3)

Index analytique

- Loi sur les télécommunications (L.C. 1993, ch. 38)*, [CAN-2] 5.1, 123(1)c), 167(1)e)
- Loi sur les terres du domaine de l'État (chapitre T-8.1)*, [QUE-3] 9
- Loi sur les textes réglementaires (L.R.C. (1985), ch. S-22)*, [CAN-2] 121.3, 172.1(8), 251.17, 253(6); [CAN-5] 183
- Loi sur la transformation des produits marins (chapitre T-11.01)*, [QUE-10] ann. IV(24)
- Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (chapitre T-11.2)*, [QUE-10] ann. IV(24.1)
- Loi sur les transports (chapitre T-12)*, [QUE-15] 19 al. 1(11); [QUE-10] ann. IV(25)
- Loi instituant le Tribunal administratif du travail (chapitre T-15.1)*, [C-3] 47.2; [QUE-2] 2, 43, 366.1; [QUE-3] 1(i), (t), 39.1, 100.2, 101, 111.22, 111.33; [QUE-13] 28.1, 123.4, 123.14, 127; [QUE-15] 8.1, 124; [QUE-16] 1, 228.1; [QUE-17] 59.1, 63.1, 64; [QUE-19.1] 2; [QUE-21] 30
- Dispositions finales, [QUE-19] 276-278
 - Dispositions modificatives, [QUE-19] 237-238
 - Dispositions transitoires
 - • Annulation d'une décision ayant une incidence sur les ressources humaines, budgétaires, matérielles ou informationnelles, [QUE-19] 273
 - • Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-19] 239-254
 - • Constitution de comités, [QUE-19] 274
 - • Directive sur la gestion des ressources humaines, budgétaires, matérielles ou informationnelles, [QUE-19] 272
 - • Mesure nécessaire ou utile à l'application de la loi (règlement du gouvernement), [QUE-19] 275
 - • Tribunal administratif du travail, [QUE-19] 255-271
 - Ministre responsable, [QUE-19] 277
 - Rapport, [QUE-19] 276
- Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et d'autres dispositions législatives en vue d'instituer la Cour du Québec (L.Q. 1988, c. 21)*, [QUE-3] 210.2
- Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales (chapitre U-0.1)*, [QUE-19] ann. I(28)
- Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1)*, [QUE-13] 77(4)
- Loi sur les véhicules hors route (chapitre V-1.3)*, [QUE-10] ann. IV(34), (35); [QUE-16] 8.1
- Loi sur les villages nordiques et l'administration régionale Kativik (chapitre V-6.1)*, [QUE-11] 117
- Loi concernant la Ville de Brownsburg-Chatham, la Ville de Lachute et la Municipalité de Wentworth-Nord (L.Q. 2004, c. 46)*, [QUE-10] ann. II(18)
- Loi concernant la Ville de Contrecoeur (L.Q. 2002, c. 95)*, [QUE-10] ann. II(17)
- Loi concernant la Ville de Saint-Basile-le-Grand (L.Q. 1999, c. 97)*, [QUE-10] ann. II(16)
- Loi concernant la Ville de Varennes (L.Q. 1997, c. 106)*, [QUE-10] ann. II(15)
- Loi sur la voirie (chapitre V-9)*, [QUE-10] ann. III(6)

M

Main-d'œuvre, voir *Mobilité de la main-d'œuvre*

Maintien des conditions de travail

- À compter du dépôt ou de la notification
- • D'une demande d'accréditation, [CAN-2] 24(4)
- • D'une requête en accréditation, [QUE-3] 59
- À compter de l'expiration d'une convention collective, [QUE-3] 59
- Arbitrage de grief, [QUE-3] 100.10
- Pendant une négociation collective, [CAN-2] 50(b)
- Transfert d'une administration publique fédérale, [CAN-2] 47.1(a)

Maintien de l'emploi, voir *Grève*

Maintien des services essentiels, voir aussi *Entente sur les services essentiels, Liste des services essentiels, Secteurs public et parapublic, Service public, Tribunal administratif du travail*

- Accident au travail, [CAN-2] 127(1)b)
- Contravention, [QUE-3] 146.2
- Négociation, [QUE-3] 111.0.18, 111.10.1, 111.21.1

Maintien au travail, voir *Mise à la retraite, Normes du travail*

Maison unifamiliale

- Travaux de construction non régis par la Loi, [QUE-15] 19 al. 1(10)

Maître d'œuvre, voir aussi *Employeur, Chantier de construction, Santé et sécurité au travail*

- Avis d'ouverture et de fermeture du chantier, [QUE-16] 197
- Comité de chantier, [QUE-16] 204
- Définition, [QUE-16] 1
- Infraction et peine, [QUE-2] 459
- Obligations, [QUE-16] 196
- Premiers secours, [QUE-2] 190
- Services de premiers soins, [QUE-2] 191, 454
- Programme de prévention, [QUE-16] 198–202

Maladie, voir *Absence pour cause de maladie ou accident, Plainte du salarié*

Maladie professionnelle, voir aussi *Accident du travail, Comité scientifique sur les maladies professionnelles, Lésion professionnelle, Procédure d'évaluation médicale*

- Caractéristique d'un travail donné, [QUE-2] 30
- Définition, [QUE-2] 2; [QUE-16] 1
- Disposition transitoire, [QUE-2] 553, 555–557
- Maladie professionnelle, [QUE-2] 28.1–30, 454
- Présomption, [QUE-2] 29, 454.1
- Rechute, récurrence ou aggravation
- Employeur tenu personnellement au paiement des prestations, [QUE-2] 574.1, 574.2
- Réclamation à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 272

Maladie professionnelle (fédéral), voir aussi *Accident du travail (fédéral)*

- Dispositions applicables, [CAN-2] 239.1(11)
- Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)–(2)
- Mesure disciplinaire interdite, [CAN-2] 239.1
- Obligations de l'employeur, [CAN-2] 125(1)c, 239.1(2)
- Prévention, [CAN-2] 122.1, 122.2
- Rappel au travail, [CAN-2] 239.1(3)

- Réaffectation, [CAN-2] 239.1(4)
- Sanction interdite, [CAN-2] 239.1(1)

Maladie professionnelle oncologique, voir aussi *Comité des maladies professionnelles oncologiques*

- Commission liée, [QUE-2] 233.7
- Financement des comités, [QUE-2] 233.8
- Réclamation, [QUE-2] 233.1

Maladie professionnelle pulmonaire, voir aussi *Comité des maladies professionnelles pulmonaires*

- Comité spécial, [QUE-2] 231
- Commission liée, [QUE-2] 233
- Financement des comités, [QUE-2] 233.0.1
- Réclamation, [QUE-2] 226

Mandataire, [QUE-2] 141

Mariage, voir *Congé parental*

Matériaux

- Obligation d'installer, [QUE-15] 88, 89, 116
- Portant l'étiquette syndicale, [QUE-15] 90

Maternité, voir *Congé de maternité*

Matière dangereuse, voir aussi *Produit contrôlé*

- Avis, [QUE-16] 64
- Définition, [QUE-16] 1
- Étiquette, [QUE-16] 67
- Expertise, [QUE-16] 65
- Fabrication prohibée ou restreinte, [QUE-16] 66, 190
- Obligations du fournisseur, [QUE-16] 63, 64

Mauvaise foi

- Association accréditée, [QUE-3] 47.2, 47.5
- Syndicat, [CAN-2] 37

Médecin, voir aussi *Procédure d'évaluation médicale, Professionnel de la santé, Services de santé, Travailleur victime d'une lésion professionnelle*

- Accès à l'information, [QUE-16] 126
- Accès au lieu de travail, [QUE-16] 126
- Attestation médicale, [QUE-2] 60, 124, 199, 207
- Collaboration avec le directeur de la santé publique, [QUE-16] 122
- Comité de santé et de sécurité, [QUE-16] 75
- Définition, [CAN-2] 239.01

Index analytique

- Médecin** (*suite*)
- Destitution, [QUE-16] 120
 - Dispositions non applicables, [CAN-2.2] 3
 - Fonctions, [QUE-16] 122–126
 - Information au travailleur, [QUE-16] 124
 - Mandat, [QUE-16] 119
 - Nomination, [QUE-16] 117–118
 - Appel, [QUE-16] 120
 - Programme de santé spécifique à un établissement, [QUE-16] 112
 - Ressources, [QUE-16] 122
 - Rapport d'activités et de déficiences des conditions de santé, [QUE-16] 123
 - Rémunération, [QUE-16] 111
 - Perte de rémunération, [QUE-2] 207
 - Visite des lieux de travail, [QUE-16] 125
- Médiateur**, [QUE-15] 43.4, *voir aussi Médiation*
- Association d'artistes
 - Négociation collective, [QUE-17] 31
 - Entente de principe, [QUE-15] 43.7
 - Nomination par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-13] 123.3, 125
 - Nomination par le ministre du Travail, [QUE-3] 94
 - Nomination par le ministre du Travail (fédéral), [CAN-2] 105
 - Période de médiation, [QUE-15] 43.5
 - Rapport, [QUE-3] 96, 99.11; [QUE-15] 43.7
 - Réunion, [QUE-15] 43.6
 - Statut de non-salarié, [QUE-3] 1(1.3)
 - Tribunal administratif du travail
 - Services essentiels, [QUE-3] 1(1.3)
- Médiation**, *voir aussi Médiateur*
- Différend déféré à l'arbitrage, [QUE-3] 97
 - Tribunal canadien des droits de la personne
 - Mesures correctives ou disciplinaires à l'égard d'un membre, [CAN-1] 48.3(2)b)
- Médiation concernant les policiers ou les pompiers**, *voir aussi Arbitrage concernant les policiers et les pompiers*
- Arbitrage, [QUE-3] 97
 - Avis, [QUE-14] 4
 - Mécontentement, [QUE-3] 99.10
 - Nomination d'un médiateur, [QUE-3] 94; [QUE-14] 5
 - Période de médiation, [QUE-3] 94; [QUE-14] 6
 - Rapport du médiateur, [QUE-3] 96, 98, 99.11; [QUE-14] 7-9, 13
- Médicaments et produits pharmaceutiques**
- Admission dans l'établissement, [QUE-9] 7(1)
 - Assistance médicale, [QUE-2] 189(3)
- Membre de la force de réserve**, *voir aussi Congé (membre de la force de réserve)*
- Congédiement, suspension, mise à pied, rétrogradation ou prise de mesures disciplinaires interdits, [CAN-2] 247.96
 - Continuité d'emploi, [CAN-2.2] 29
 - Refus d'embauche interdit, [CAN-2] 247.96
 - Registre des congés, [CAN-2.2] 24(2)
- Membre de minorités visibles**, *voir Minorité visible*
- Membre de profession libérale**, *voir Profession libérale*
- Membre indépendant**, [QUE-15] 3.2
- Menace**, [CAN-1] 59, 60(1)c); [CAN-2] 94(3)a), *voir aussi Intimidation*
- Infraction à la loi commise par l'employeur
 - Communication de renseignements par l'employé, [CAN-3] 425.1
 - Travaux de construction, [QUE-15] 123.4.5
- Mésentente entre l'employeur et l'association accréditée**, *voir aussi Différend, Grief*
- Autre qu'un grief ou un différend, [QUE-3] 102
 - Maintien des conditions de travail, [QUE-3] 100.10
 - Mésentente déferée à l'arbitrage de grief, [QUE-3] 100.10, 110.1
 - Non-rappel au travail, [QUE-3] 110.1
 - Règlement selon la convention collective, [QUE-3] 102
- Mesure d'urgence**, [QUE-2] 12, 12.0.1
- Mesure de prévention**, [QUE-2] 185
- Mesure de rechange**, [QUE-2] 11
- Mesure discriminatoire**, *voir Discrimination*
- Mesure disciplinaire illégale**, [C-3] 45; [QUE-15] 101; [CAN-2] 94(3)a), c), f), 95(g), (h), 147, 209.3, 238–239, 239.1(1); [CAN-3] 425.1
- Mesure sociale**, [C-2] 45

Mesure volontaire, [QUE-2] 11(3)

Métier, voir aussi *Formation et qualification professionnelles*

- Définition, [QUE-5] 25.1

Mine, voir aussi *Parc à résidus miniers*

- Loi non applicable aux travaux de construction, [QUE-15] 19 al. 1(4)

Mine de charbon, voir aussi *Commission de la sécurité dans les mines de charbon, Entreprise minière*

- Définition, [CAN-2] 125.3(4)
- Fouille des employés, [CAN-2] 125.3(3)
- Obligations de l'employeur, [CAN-2] 125.3

Ministère

- Équité salariale, [QUE-6] 3 al. 2(2)

Ministère du Conseil exécutif, [QUE-10] 43, voir aussi *Conseil exécutif*

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

- Authenticité des documents, [QUE-11] 55–56
- Délégation de pouvoirs, [QUE-11] 53.1
- Document
- Présomption, [QUE-11] 57
- Fonds de développement du marché du travail, [QUE-11] 58
- Fonds des biens et des services, [QUE-11] 68.1–68.4
 - Affectation du fonds, [QUE-11] 68.1
 - Sommes portées au débit, [QUE-11] 68.3
 - Sommes portées au crédit, [QUE-11] 68.2
 - Surplus accumulés, [QUE-11] 68.4
- Ministre, [QUE-11] 1
- Guichet multiservice, [QUE-11] 2
- Personnel, [QUE-11] 51
- Signature des documents, [QUE-11] 52–54
- Sous-ministre, [QUE-11] 47
 - Autorité, [QUE-11] 49
 - Délégation de pouvoirs, [QUE-11] 50
 - Fonctions, [QUE-11] 48

Ministère des Finances (Québec)

- Fonds de développement du marché du travail, [QUE-11] 68

Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, [QUE-11] 21, 40

Ministère des Régions, [QUE-11] 21

Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences, voir *Ministre de l'Emploi et du Développement social (fédéral)*

Ministère du Travail (fédéral)

- Enquête, [CAN-2] 248

Ministère du Travail (Québec)

- Administration et direction, [QUE-12] 1
- Comité consultatif du travail et de la main d'œuvre, [QUE-12] 12.1–12.12
 - Avis, [QUE-12] 12.1
 - Comités spéciaux, [QUE-12] 12.4
 - Composition, [QUE-12] 12.6
 - Durée du mandat, [QUE-12] 12.7
 - Liste des arbitres, [QUE-12] 12.2
 - Objet, [QUE-12] 12.1
 - Politique générale, [QUE-12] 12.2
 - Poursuite en justice, [QUE-12] 12.5
 - Président, [QUE-12] 12.10
 - Absence, [QUE-12] 12.11
 - Recommandations, [QUE-12] 12.3
 - Rémunération des membres, [QUE-12] 12.12
 - Vacance, [QUE-12] 12.9
- Délégation de pouvoirs, [QUE-12] 8.1
- Demandes ou services rendus
 - Tarif des droits, honoraires ou autres frais afférents, [QUE-12] 16.1
- Divulgence de renseignements, [QUE-12] 15
- Documents, [QUE-12] 7
 - Authenticité, [QUE-12] 8(2), 9
 - Copie conforme, [QUE-12] 9
 - Signature, [QUE-12] 7–8
- Personnel, [QUE-12] 6
 - Devoirs, [QUE-12] 6
- Rapport sur l'application de la loi, [QUE-15] 126.0.6; [QUE-21] 41
- Rapport sur l'application de la loi, [QUE-21] 41
- Règlement, [QUE-12] 11
 - Entrée en vigueur, [QUE-12] 11
- Sous-ministre, [QUE-12] 2
 - Autorité, [QUE-12] 4
 - Devoirs, [QUE-12] 3
 - Fonctions, [QUE-12] 3

Index analytique

Ministre

- Définition, [QUE-16] 1
- Responsable de l'application de la Loi, [QUE-16] 336

Ministre (fédéral)

- Équité en matière d'emploi
 - Délégation, [CAN-4] 43
 - Rapport de l'employeur, [CAN-4] 18(10), 19(2), 20
 - Responsabilité, [CAN-4] 42

Ministre de la Culture et des Communications, [QUE-17] 76

Ministre de la Défense nationale, [CAN-2] 247.5

Ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, voir aussi *Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie*

- Responsable de l'application de la Loi, [QUE-9] 38

Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

- Commission de la construction du Québec
 - Conseil d'administration, [QUE-15] 3.2(5)

Ministre de l'Emploi et de l'Immigration (fédéral)

- Classification nationale des professions du Canada, [QUE-1] 3

Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, voir aussi *Développement et reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre*

- Affectation de sommes portées au crédit du fonds général, [QUE-11] 68.2.1
- Aide financière, [QUE-11] 5.1
- Application de la Loi, [QUE-11] 139
 - Entrée en vigueur, [QUE-11] 140
- Communication des renseignements
 - Entente avec la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 42.2, 182.1; [QUE-16] 174.1
- Contrat en vue de la fixation du prix d'un bien ou service, [QUE-11] 13
- Critères d'admissibilité à un programme, [QUE-11] 12

- Délégation de pouvoirs, [QUE-11] 6, 7.1
- Développement et reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre
 - Application de la Loi, [QUE-5] 67
 - Règlements, [QUE-5] 21.1.1
- Directeur de l'état civil, [QUE-11] 57.1-57.3
 - Nomination, [QUE-11] 57.1
- Direction du Ministère, [QUE-11] 1
- Éditeur officiel du Québec, [QUE-11] 57.3.1-57.3.5
- Enquête, [QUE-11] 14
- Entente, [QUE-11] 7, 7.1, 10
- Fonctions, [QUE-11] 2-4
- Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, [QUE-5] 29
- Frais pour l'utilisation d'un service offert par le Ministère, [QUE-11] 3.2
- Guichet multiservice, [QUE-11] 2
- Non-résident, [QUE-11] 11
- Plan d'action en matière de main-d'œuvre et d'emploi, [QUE-11] 3.1
- Pouvoirs, [QUE-11] 5, 5.0.1
- Rapport d'activités, [QUE-11] 15
- Renseignements personnels, [QUE-11] 8-9
- Traitement des plaintes, [QUE-11] 57.4-57.8
 - Fin, [QUE-11] 57.6.1
 - Rapport annuel de gestion du ministère, [QUE-11] 57.8
 - Unité administrative distincte, [QUE-11] 57.5
 - Vérification, [QUE-11] 57.6, 57.7
- Tribunal administratif du Québec
- Représentation devant la section des affaires sociales, [QUE-10] 102

Ministre de l'Emploi et du Développement social, [CAN-1] 28(1); [CAN-2] 70.1, 166, 212(2)

Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie

- Développement et reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre
 - Établissements reconnus, [QUE-5] 7
- Sous-ministre
 - Commission des partenaires du marché du travail, [QUE-11] 21

Ministre de l'Environnement, [QUE-10] ann. III(5)

Ministre des Finances, [QUE-10] 98; [QUE-13] 169

Ministre responsable de l'Industrie et du Commerce

- Application de la *Loi sur les syndicats professionnels*, [QUE-18] 31

Ministre de la Justice

- Charte des droits et libertés de la personne
- • Ministre chargé de l'application, [C-2] 138
- Cumul des indemnités
- • Traitement des réclamations, [QUE-2] 449
- *Loi sur la justice administrative*
- • Mise en œuvre, [QUE-10] 200
- • Rapport sur la mise en œuvre du délai de 180 jours, [QUE-10] 200.1
- • Responsabilité de l'application, [QUE-10] 199
- Tribunal administratif du Québec
- • Vice-président de la suppléance
- • • Désignation, [QUE-10] 63

Ministre de la Justice (fédéral), [CAN-1] 48.3

Ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, voir *Ministre de l'Emploi et du Développement social*

Ministre du Revenu, [C-4] 2279; [QUE-4] 22; [QUE-5] 18; [QUE-10] 117; [QUE-15] 4

- Déboursés et honoraires, [QUE-18] 27
- Entente pour la communication des renseignements et des documents, [QUE-2] 315.5
- Liquidateur d'office d'un syndicat professionnel, [QUE-18] 27
- Pouvoirs, [QUE-18] 27

Ministre de la Santé et des Services sociaux

- Entente-type sur les soins et traitements, [QUE-2] 195
- Programme de santé, [QUE-16] 107
- Responsabilité, [QUE-16] 135
- Unité de négociation dans le secteur des affaires sociales, [QUE-20] 95

Ministre de la Sécurité du revenu

- Salaire remboursé par la Commission de la construction du Québec, [QUE-15] 122(8)

Ministre du Tourisme, [QUE-9] 13

Ministre du Travail (fédéral), voir aussi *Arrêté ministériel*

- Accord avec les provinces, [CAN-2] 120(1), (2)
- • Pouvoirs ou fonctions, [CAN-2] 120(3)
- Avis, demande, requête ou rapport, [CAN-2] 111(a); [CAN-2.3] 2–4
- • Destinataire et expéditeur, [CAN-2] 111(a); [CAN-2.3] 3
- • Forme, [CAN-2] 111(b)
- • Preuve en justice, [CAN-2] 112(2)
- • Signification suffisante, [CAN-2.3] 4(1)
- • Transmission, [CAN-2] 111(a), (b); [CAN-2.3] 3, 4
- Certificat
- • Authenticité, [CAN-2] 112(2)
- Définition, [CAN-2] 2
- Délégation d'attributions, [CAN-2] 140(1)
- • Assistance, [CAN-2] 142
- • Certificat, [CAN-2] 140(4)
- • Communication de renseignements, [CAN-2] 143.1
- • Entrave et fausse déclaration, [CAN-2] 143
- • Immunité, [CAN-2] 140(5)
- • Non-contraignabilité, [CAN-2] 144(1)
- Enquête
- • Problèmes du travail, [CAN-2] 106
- Entente avec une province, [CAN-2] 140(2)
- • Assistance, [CAN-2] 142
- • Certificat, [CAN-2] 140(4)
- • Communication de renseignements, [CAN-2] 143.1
- • Entrave et fausse déclaration, [CAN-2] 143
- • Exception, [CAN-2] 140(3)
- • Immunité, [CAN-2] 140(5)
- • Non-contraignabilité, [CAN-2] 144(1)
- Nomination d'un arbitre, [CAN-2] 57(2)b)–(5)
- • Enquête, [CAN-2] 57(2)b), (5)
- • Forme et contenu de la demande, [CAN-2] 111(i)
- • Renseignements supplémentaires, [CAN-2] 111(i)

Index analytique

- Ministre du Travail (fédéral) (*suite*)
- Nomination d'une commission d'enquête, [CAN-2] 108(1), (2)
 - Notification du différend, [CAN-2] 71
 - • Forme et contenu de l'avis, [CAN-2] 111(e)
 - • Options du ministre, [CAN-2] 72(1)
 - Options en cas d'échec du conciliateur, [CAN-2] 74
 - • Délai, [CAN-2] 74
 - • Remise de l'avis de négociation, [CAN-2] 75(1)
 - Options en matière de conciliation, [CAN-2] 72(1)
 - • Délai, [CAN-2] 72(1)
 - • Remise de l'avis de négociation, [CAN-2] 73(1)
 - Pouvoirs supplémentaires, [CAN-2] 107
 - Questions liées aux relations industrielles, [CAN-2] 104.1
 - Rapport annuel, [CAN-2] 121(2)
 - • Délai et dépôt, [CAN-2] 121(2)
 - Santé et sécurité au travail
 - • Comité spécial, [CAN-2] 138(1)
 - • Programme de santé et de sécurité au travail, [CAN-2] 138(6)
 - • Publication de renseignements, [CAN-2] 138(5)
 - • Recherche, [CAN-2] 138(4)
 - • Rémunération et frais, [CAN-2] 138(1.1)
- Ministre du Travail (Québec)**
- Administration et direction du Ministère, [QUE-12] 1
 - Application des lois, [QUE-2] 590; [QUE-7] 17.2; [QUE-13] 170; [QUE-15] 126.1; [QUE-19] 277
 - Comité paritaire
 - • Administration provisoire, [QUE-4] 26.2
 - • Vérification et enquête, [QUE-4] 25.1
 - Comité sur les avantages sociaux de l'industrie de la construction, [QUE-15] 16
 - Commission de la construction du Québec
 - • Conseil d'administration, [QUE-15] 3.2(3)
 - • Rapport annuel, [QUE-15] 9
 - Conciliateur (construction), [QUE-15] 43, 43.1
 - Décret de convention collective
 - • Décision, [QUE-4] 6, 6.3
 - Définition, [QUE-3] 1(j); [QUE-4] 1(h); [QUE-13] 1(8)
 - Demande au comité paritaire, [QUE-8] 43
 - Devoirs, [QUE-12] 14
 - Enquête, [QUE-12] 14
 - Établissement et maintien de bonnes relations de travail, [QUE-12] 13
 - • Rapport au ministre, [QUE-12] 16
 - Fonctions et pouvoirs, [QUE-12] 13, 14
 - Formation et qualification professionnelles
 - • Délégation de pouvoirs, [QUE-8] 45.1
 - • Demande de collaboration, [QUE-8] 43
 - Formation professionnelle (construction), [QUE-15] 85.2, 85.3
 - *Loi sur l'équité salariale*
 - • Application, [QUE-6] 133
 - Nomination d'un arbitre de différend, [QUE-3] 77, 98
 - • Liste des arbitres, [QUE-3] 77, 98
 - Nomination d'un médiateur aux policiers et aux pompiers, [QUE-3] 94; [QUE-14] 5
 - Nomination d'un médiateur (construction), [QUE-15] 43.4, 43.5
 - Propositions au gouvernement, [QUE-12] 11
 - Rapport à l'Assemblée nationale, [QUE-12] 16; [QUE-19] 276
 - Reconnaissance d'une association d'artistes, [QUE-17] 26.1, 29, 31-33, 34, 35
- Minorité**
- Langue d'instruction, [C-1] 23
- Minorité culturelle**
- Participation à la société québécoise, [C-2] 43
 - Vie culturelle, [C-2] 43
- Minorité ethnique, voir Origine ethnique ou nationale**
- Minorité visible, voir aussi Accès à l'égalité en emploi**
- Définition, [CAN-4] 3
- Mise en demeure, [QUE-13] 111, 120**
- Mise en disponibilité, [QUE-16] 28**
- Mise à pied, voir aussi Avis de cessation d'emploi ou de mise à pied, Licenciement**
- Assimilation à un licenciement, [CAN-2] 212(4), 230(3)
 - Discrimination interdite, [C-2] 16, 134(1)

Mise à pied (*suite*)

- Distinction avec le licenciement, [CAN-2.2] 30
- Illégalité, [C-3] 45; [CAN-2] 94(3)a), 209.3, 238, 239, 239.1(1)
- Mise à pied saisonnière, [QUE-13] 82
- Référence de main-d'œuvre, [QUE-15] 107.11

Mise à la retraite, voir aussi *Âge de la retraite, Normes du travail, Plainte du salarié*

- Interdiction, [QUE-13] 122.1
- Maintien au travail, [QUE-13] 84.1

Mobilité de la main-d'œuvre

- Convention collective (construction)
 - Arbitrage de griefs, [QUE-15] 62
 - Plainte relative à la référence, à l'embauche ou à la mobilité de la main-d'œuvre, [QUE-15] 78
- Industrie de la construction
 - Entente intergouvernementale, [QUE-15] 4, 123, 123.1

Mohawks de Kahnawake

- Régime particulier, [QUE-2] 24.1-24.6
 - Assentiment préalable (règlement), [QUE-2] 24.3
 - Dépôt d'une entente (délai), [QUE-2] 24.4
 - Dispositions applicables d'une entente, [QUE-2] 24.2
 - Entente administrative entre le Conseil Mohawk de Kahnawake et la Commission, [QUE-2] 24.6
 - Entente avec le gouvernement, [QUE-2] 24.1
 - Étude de l'entente et du règlement, [QUE-2] 24.4
 - Mesures nécessaires à l'application (règlement), [QUE-2] 24.3
 - Publication d'une entente, [QUE-2] 24.5
 - Régime de Kahnawake (normes semblables), [QUE-2] 24.1

Montréal (ville)

- Établissements commerciaux
 - Périodes légales d'admission, [QUE-9] 4.2

Monture de lunettes, [QUE-2] 113, voir aussi *Lésion professionnelle*

Mort, voir *Décès*

Multiculturalisme, [C-1] 27

Municipalité, voir aussi *Service municipal de sécurité incendie*

- Accès à l'égalité en emploi
 - Application de la Loi, [QUE-1] 2(2)
- Autre salarié que les policiers et pompiers, [QUE-14] 37
 - Application du *Code du travail*, [QUE-14] 48
 - Arbitrage, [QUE-14] 44-47
 - Effet de la demande, [QUE-14] 49
 - Mandataire spécial, [QUE-14] 40-44
 - Médiation, [QUE-14] 38, 39
- Communication de renseignements faite de bonne foi
 - Sanction interdite, [QUE-13] 122(15)
- Détermination des conditions de travail, [QUE-14] 1
- Durée d'une convention collective, [QUE-14] 50
- Ministre responsable, [QUE-14] 58
- Policier et pompier, [QUE-14] 3
 - Application du *Code du travail*, [QUE-14] 48
 - Arbitrage des différends, [QUE-14] 9-36
 - Choix d'un arbitre, [QUE-14] 9.1, 26
 - Comparation des témoins, [QUE-14] 21-23
 - Décision intérimaire, [QUE-14] 27
 - Délai, [QUE-14] 18, 28
 - Désignation d'un assesseur, [QUE-14] 9.4, 26
 - Honoraires et frais, [QUE-14] 34
 - Immunité, [QUE-14] 35, 36
 - Liste d'arbitre, [QUE-14] 9.2, 9.3
 - Pouvoirs, [QUE-14] 20
 - Procédure, [QUE-14] 18, 19
 - Sentence, [QUE-14] 14-17, 25, 28-33
 - Grève interdite, [QUE-3] 105
 - Médiateur, [QUE-3] 94; [QUE-14] 5, 9.5
 - Rapport, [QUE-14] 7-9, 14
 - Médiation, [QUE-14] 4-8
- Secteur municipal, [QUE-14] 2
- Service public, [QUE-3] 111.0.16
- Travaux de construction non régis par la Loi, [QUE-15] 19 al. 1(3)

Mutation

- Discrimination interdite, [C-2] 16, 134(1)

Index analytique

Mutation (*suite*)

- Interdiction relative à l'employeur, [CAN-2] 94(3)a

N

Naissance, voir *Congé parental*

Navire

- Céréaliier en grève et lock-out (fédéral), [CAN-2] 87.7
- Comité local de santé et de sécurité, [CAN-2] 135(2)
- Droit de refus, [CAN-2] 127(2)a), 128(3), (4)
- En service, [CAN-2] 128(5)

Négligence, [QUE-2] 27; [QUE-3] 47.2, 47.5

Négligence criminelle

- Définition, [CAN-3] 219(1)
- Définition de « devoir », [CAN-3] 219(2)

Négociation collective, voir aussi *Artiste des arts visuels, du cinéma, du disque, de la littérature, des métiers d'art et de la scène, Avis de négociation, Secteurs public et parapublic*

- Conciliateur, [QUE-3] 54, 55
- Conciliation, [CAN-2] 71–79
- Début, [QUE-3] 53
- Droit de négociation, [CAN-2] 36(1)a)
- Interdiction, [CAN-2] 42(b)
- Mauvaise foi de l'employeur, [QUE-3] 141
- Obligations
 - Négocier avec diligence et bonne foi, [QUE-3] 53; [CAN-2] 50(a)i)
 - Négocier collectivement, [CAN-2] 48–50
 - Ne pas modifier les conditions de travail, [CAN-2] 50(b)
- Pratique déloyale de l'employeur, [CAN-2] 94(3)g)
- Première convention collective, [QUE-3] 93.1–93.9
- Refus de négociier, [QUE-3] 53.1
- Requête pour suspendre les négociations, [QUE-3.2] 32
 - Audition des parties, [QUE-3.2] 34
 - Contestation, [QUE-3.2] 33
 - Convocation des parties, [QUE-3.2] 34
 - Modification, [QUE-3.2] 38

Négociation collective (construction)

- Application de la convention collective, [QUE-15] 46

- Arbitrage de différend, [QUE-15] 45
 - Matières concernées, [QUE-15] 45.1
 - Sentence, [QUE-15] 45.2, 45.3
- Avis écrit, [QUE-15] 42, 112
- Conciliateur, [QUE-15] 43, 43.1
 - Rapport, [QUE-15] 43.3
 - Réunion, [QUE-15] 43.2
- Début, [QUE-15] 42, 112
- Entente tenant lieu de convention, [QUE-15] 44, 44.2
 - Entente sectorielle, [QUE-15] 44.1
 - Représentativité des associations sectorielles d'employeurs, [QUE-15] 44.3
- Grève ou lock-out, [QUE-15] 45.4, 113
- Médiateur, [QUE-15] 43.4
 - Entente de principe, [QUE-15] 43.7
 - Période, [QUE-15] 43.5
 - Rapport, [QUE-15] 43.7, 45.1
 - Réunion, [QUE-15] 43.6
- Séance, [QUE-15] 42.1

Norme professionnelle, voir *Développement et reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre*

Normes du travail (fédéral)

- Accident et maladie professionnel, [CAN-2] 239.1
- Apprentissage, [CAN-2.2] 11
- Avis relatif aux normes minimales, [CAN-2.2] 25(2), ann. II
- Canadien Pacifique limitée, [CAN-2.2] ann. I
- Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, [CAN-2.2] ann. I
- Congé annuel, [CAN-2] 183-190; [CAN-2.2] 12-14
- Congé de décès, [CAN-2] 210
- Congé de maladie, [CAN-2] 239
- Congé de maternité, [CAN-2] 206
- Congé de soignant, [CAN-2] 206.3
- Congé en cas de décès ou de disparition d'un enfant, [CAN-2] 206.5
- Congé en cas de maladie grave d'une personne proche, [CAN-2] 206.4
- Congé lié à la Covid-19, [CAN-2] 239.01
- Congé parental, [CAN-2] 206.1, 206.2
- Congé personnel, [CAN-2] 206.6
- Congé pour fonctions judiciaires, [CAN-2] 206.9

Lois du travail 2025-2026

Normes du travail (fédéral) *(suite)*

- Congé pour les victimes de violence familiale, [CAN-2] 206.7
- Congé pour pratiques autochtones traditionnelles, [CAN-2] 206.8
- Définitions, [CAN-2.2] 2
- Dispositions prépondérantes, [CAN-2] 168(1)
- Employé de moins de 18 ans, [CAN-2] 179
- Employé introuvable (rémunération), [CAN-2.2] 23
- Employés exclus, [QUE-13] 77; [CAN-2] 167(2)–(3), 168(1.1)
- Entreprises et personnes visées, [CAN-2] 167(1)–(1.2)
- Indemnité de présence, [CAN-2.2] 11.1
- Jour férié, [CAN-2.2] 15, 16
- Profession exclue, [CAN-2.2] 3
- Régime d'invalidité longue durée, [CAN-2] 239.2
- Sanction administrative pécuniaire, [CAN-2] 270(1a), 273; [CAN-2.6] 2, ann. 2
- Sauvegarde des dispositions plus favorables, [CAN-2] 168(1)
- Taux horaire de salaire, [CAN-2.2] 20
- Travail au service de plusieurs employeurs, [CAN-2.2] 19
- Via Rail Canada inc., [CAN-2.2] ann. I

Normes du travail (Québec), voir aussi *Comité consultatif sur les normes du travail, Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, Congédiement, Infraction et peine, Plainte du salarié, Travail des enfants, Tribunal administratif du travail*

- Absence et congé pour proche aidant, [QUE-13] 79.7
- Absence et congé pour raisons familiales ou parentales, [QUE-13] 79.7–79.8
- Absence pour cause de maladie, de don d'organes ou de tissus à des fins de greffe, d'accident ou d'acte criminel, [QUE-13] 79.1–79.6
- Affichage, [QUE-13] 87
- Aliénation de l'entreprise, [QUE-13] 96, 97
- Application de la Loi, [QUE-13] 2, 147, 158
- Avis de cessation d'emploi ou de mise à pied, [QUE-13] 82–83.2
- Certificat de travail, [QUE-13] 84
- Changement au mode d'exploitation de l'entreprise, [QUE-13] 86.1

- Conditions de travail plus avantageuses, [QUE-13] 94
- Congé annuel, [QUE-13] 66–77
- Congé pour événements familiaux, [QUE-13] 80–81.17
- Cotisation, [QUE-13] 39.0.3
- Disparités de traitement, [QUE-13] 87.1–87.3
- Disposition nulle, [QUE-13] 93
- Dispositions d'ordre public, [QUE-13] 93
- Dispositions transitoires, [QUE-13] 149–157
- Document d'information, [QUE-13] 87
- Affichage, [QUE-13] 87
- Durée du travail, [QUE-13] 52–58
- Emploi de jeunes de moins de 16 ans, [QUE-13] 89.1
- Employés exclus, [QUE-13] 77
- Formation, [QUE-13] 39(18)
- Fourniture de matériel, d'équipement, de matières premières ou de marchandises, [QUE-13] 85.1
- Harcèlement psychologique, [QUE-13] 81.18–81.20
- Recours du salarié, [QUE-13] 123.6–123.17
- Information, [QUE-13] 39(18), 87
- Jour férié et chômé, [QUE-13] 59.1–65
- Maintien au travail, [QUE-13] 97
- Ministre responsable, [QUE-13] 170
- Période de repos, [QUE-13] 78, 79
- Prise d'effet, [QUE-13] 170.1
- Règlement du gouvernement, [QUE-13] 88–91
- Remboursement de frais, [QUE-13] 85.2
- Retraite, [QUE-13] 84.1
- Salaire, [QUE-13] 40–51.1
- Salarié qui assume la garde ou prend soin d'une autre personne, [QUE-13] 158.3
- Sensibilisation, [QUE-13] 39(18)
- Solidarité, [QUE-13] 95
- Sous-traitance, [QUE-13] 95
- Système d'enregistrement ou registre, [QUE-13.4]
- Travail des enfants, [QUE-13] 84.2–84.7, 89.1; [QUE-13.2] 35.0.3–35.2
- Vêtement, [QUE-13] 85

Notaire, [CAN-2.2] 3

Nouveau-Brunswick, voir *Langue officielle*

Index analytique

Nunavut, [CAN-1] 37(1)d), 63, 66(1), (4);
[CAN-2] 123(1), 167(1)

O

Occupation

- Définition, [QUE-15] 1(p.1)

Œuvres d'art

- Vente
- • Heures d'ouverture, [QUE-9] 8(1)

Office des ressources humaines, voir
Fonction publique

Officier d'une personne morale, voir
Administrateur, Personne morale

Offre d'emploi

- Langue française, [C-3] 41, 42

Offre de promotion

- Langue française, [C-3] 41, 42

Ordonnance de mise en liquidation, voir
Faillite

Ordonnance de protection, [C-5] 515.1-
515.4

Ordre professionnel

- Discrimination interdite, [C-2] 17, 134(1)
- Stagiaire
- • Obligation envers le stagiaire, [QUE-21] 4
- • • Accommodement pour absence selon les normes du travail, [QUE-21] 4
- • • Information des droits, [QUE-21] 5
- • • Obtention d'un permis, [QUE-21] 4
- • • Prévention du harcèlement psychologique et protection, [QUE-21] 19
- • • Réussite des études ou de la formation, [QUE-21] 4
- • Pratique interdite, [QUE-21] 20

Ordre professionnel des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec, [QUE-20] 5

Ordre public, [QUE-10] 131, 173; [QUE-21] 6

- Respect, [C-2] 9.1

Organisation patronale

- Définition, [CAN-1] 25; [CAN-2] 3(1)
- Désignation comme employeur, [CAN-2] 33(1)

- • Assujettissement à la convention, [CAN-2] 33(2)
- • Retrait de l'organisation, [CAN-2] 33(3)
- États financiers, [CAN-2] 110
- • Communication, [CAN-2] 110(1)
- • Contenu, [CAN-2] 110(2)
- • Ordonnance du Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 110(3)–110(4)
- • Plainte d'un adhérent, [CAN-2] 110(3)
- Pratique déloyale du syndicat, [CAN-2] 95(c)

Organisation syndicale, voir aussi *Syndicat*

- Définition, [CAN-1] 25; [CAN-5] 3

Organisme de bienfaisance

- Cotisation de l'employeur
- • Employeur non assujéti, [QUE-13] 39.0.1
- Travaux bénévoles de construction, [QUE-15.2] 2(2), 4(3)

Organisme de bienfaisance enregistré, voir
aussi *Cotisation syndicale*

- Choix par l'employé et le syndicat, [CAN-2] 70(2)
- Définition, [CAN-2] 70(4)b)
- Désignation par le Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 70(3)

Organisme municipal responsable de l'évaluation

- Demande de révision
- • Transmission au Tribunal administratif du Québec, [QUE-10] 114

Organisme public

- Accès à l'égalité en emploi
- • Analyse des effectifs, [QUE-1] 3, 4
- • Assujettissement à la Loi, [QUE-1] 2(1), 33
- Équité salariale, [QUE-6] 3 al. 2(2)
- Programme d'accès à l'égalité en emploi
- • Coût lié à la formation du personnel, [QUE-1] 25
- • Effet de la modification de la structure juridique d'un organisme, [QUE-1] 19, 26
- • Entente de modification, report ou annulation, [QUE-1] 19
- • Maintien de l'égalité, [QUE-1] 21
- • Mesures à prendre pour atteindre les objectifs, [QUE-1] 20

Organisme public (*suite*)

- Programme distinct, [QUE-1] 11
- Rapport sur l'implantation, [QUE-1] 20
- Sous-représentation d'un groupe dans un type d'emploi, [QUE-1] 9
- Transmission à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, [QUE-1] 10

Orientation sexuelle, [CAN-1] 2

- Discrimination interdite, [C-2] 10, 134(1); [CAN-1] 3(1)

Origine ethnique ou nationale, [CAN-1] 2

- Discrimination interdite, [C-1] 15(1); [C-2] 10; [CAN-1] 3(1)
- Infraction, [C-2] 134(1)

Orthèse, voir *Prothèse ou orthèse*

Outils, [QUE-13] 86

Outrage au tribunal

- Amende, [C-2] 131; [QUE-3] 19.1, 111.20
- Avec ou sans emprisonnement, [QUE-3] 111.20
- Injonction, [C-5] 515

P

Paie, voir *Salaires*

Paie de vacances, voir *Congé annuel*

Paiement de l'indu, voir *Recouvrement des prestations*

Parc à résidus miniers

- Loi non applicable, [QUE-15] 19 al. 1(4)

Parlement, voir aussi *Gouvernement du Canada*

- Application de la Charte, [C-1] 32(1)a)
- Dérogation à la Charte, [C-1] 33(1)
- Déclaration expresse, [C-1] 33(1), 33(4)
- Durée de validité, [C-1] 33(3), 33(5)
- Effet, [C-1] 33(2)
- Langue officielle
- Documents, [C-1] 18(1)
- Travaux et débats, [C-1] 17(1)
- Séance, [C-1] 5

Partage des compétences, [C-1] 31

Partie

- Définition, [QUE-3.2] 1; [CAN-2] 3(1)

Partie intéressée

- Définition, [QUE-3] 20.4

Patrimoine culturel, [C-1] 27

Pêche

- Pêcheur entrepreneur dépendant, [CAN-2] 3(b)
- Salarié non assujéti à la semaine normale de travail, [QUE-13] 54(6)

Peine, voir *Infraction et peine*

Pénalité, voir *Infraction et peine*

Pensée

- Liberté, [C-1] 2(b)

Pension

- Pratique déloyale de l'employeur, [CAN-2] 94(3)d)

Percepteur, [QUE-9] 27

Période de probation

- Discrimination interdite, [C-2] 16, 134(1)

Période de repos, voir *Repos*

Permis

- Décision gouvernementale, [QUE-10] 5
- Référence de main-d'œuvre, [QUE-15] 107.1–107.11

Permis d'accès à un campement minier, voir *Entreprise minière*

Permis d'agence de placement ou de recrutement

- Attestation, [QUE-13] 92.7.1; [QUE-13.1] 8, 40
- Agence de revenu du Québec, [QUE-13] 92.7.1, 92.7.2
- Demande, [QUE-13] 92.7.1
- Validité, [QUE-13] 92.7.1
- Catégorie, [QUE-13] 92.7
- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-13] 92.5; [QUE-13.1] 5, 6, 9, 10-14, 20, 21, 26-28, 30, 32, 34, 36-44
- Liste des titulaires, [QUE-13] 92.6; [QUE-13.1] 43
- Délivrance, [QUE-13] 92.5; [QUE-13.1] 4-14, 46, 47
- Avis à l'entreprise cliente, [QUE-13.1] 46, 47
- Cautionnement, [QUE-13.1] 10, 27-39
- Condition, [QUE-13] 92.7; [QUE-13.1] 4, 10
- Attestation de l'Agence du revenu, [QUE-13] 92.7.1, 92.7.2; [QUE-13.1] 8

Index analytique

- Permis d'agence de placement ou de recrutement (*suite*)
- Date, [QUE-13.1] 14
 - Demande, [QUE-13.1] 5
 - Contenu, [QUE-13.1] 7
 - Document à fournir, [QUE-13.1] 8, 9
 - Formulaire, [QUE-13.1] 5
 - Personne morale, [QUE-13.1] 6
 - Demande suite à un refus, [QUE-13.1] 12
 - Refus, [QUE-13.1] 11-13, 47
 - Avis à l'entreprise cliente, [QUE-13.1] 47
 - Avis préalable, [QUE-13.1] 13
 - Décision motivée, [QUE-13.1] 13
 - Délai, [QUE-13.1] 13
 - Effet, [QUE-13.1] 47
 - Motif, [QUE-13.1] 11
 - Présentation d'observation, [QUE-13.1] 13
 - Droits exigibles, [QUE-13.1] 19
 - Indexation, [QUE-13.1] 20
 - Durée de validité, [QUE-13.1] 14
 - Fin d'activités
 - Avis, [QUE-13.1] 26
 - Infraction et peine, [QUE-13] 140.1
 - Maintien
 - Condition, [QUE-13] 92.7; [QUE-13.1] 4, 40
 - Attestation de l'Agence du revenu, [QUE-13] 92.7.1, 92.7.2
 - Demande suite à une suspension ou révocation, [QUE-13.1] 12
 - Suspension ou révocation, [QUE-13] 92.7; [QUE-13.1] 40-45
 - Avis à l'entreprise cliente, [QUE-13.1] 41
 - Avis préalable, [QUE-13.1] 41
 - Contestation au Tribunal administratif du travail, [QUE-13] 92.8
 - Décision motivée, [QUE-13.1] 41
 - Délai, [QUE-13.1] 41
 - Effet, [QUE-13.1] 45
 - Levée de la suspension, [QUE-13.1] 42
 - Présentation d'observation, [QUE-13.1] 41
 - Remise de permis, [QUE-13.1] 44
 - Obligation, [QUE-13] 92.5; [QUE-13.1] 21-26, 48
 - Protection des droits des salariés, [QUE-13] 92.7; [QUE-13.1] 49
 - Règlement du gouvernement, [QUE-13] 92.7
 - Transfert, [QUE-13.1] 14
- Permis d'alcool**, [QUE-9] 36
- Permis de conduire**
- Recours portant sur la décision de suspendre un permis ou le droit d'en obtenir un
 - Recours instruit ou jugé d'urgence, [QUE-10] 119(7)
- Perquisition abusive**, [C-1] 8; [C-2] 24.1
- Personnalité juridique**, [C-2] 1
- Personne à charge**, voir aussi *Indemnité de décès*
- Définition, [QUE-2] 2
- Personne à son compte**, voir *Travailleur autonome*
- Personne âgée**
- Protection, [C-2] 48, 134(1)
- Personne atteinte d'une déficience**, voir *Déficience mentale ou physique*
- Personne considérée à l'emploi d'une autorité responsable**
- Application, [QUE-2] 12-12.0.1
- Personne considérée à l'emploi d'un Fonds de soutien à la réinsertion sociale**
- Application, [QUE-2] 12.1
- Personne considérée à l'emploi du gouvernement**
- Application, [QUE-2] 11-12, 16
 - Immunité de son employeur, [QUE-2] 440
 - Indemnité de remplacement du revenu, [QUE-2] 77, 78, 80, 81
 - Restriction au droit au retour au travail, [QUE-2] 12
- Personne en situation d'autorité**
- Situation d'autorité à l'égard d'un employé
 - Communication des renseignements relatifs à une infraction à la loi
 - Menace et représailles, [CAN-3] 425.1
- Personne graciée**, voir *État de personne graciée*

Personne handicapée, [QUE-1] 1, 33.1, *voir aussi Accès à l'égalité en emploi, Déficience mentale ou physique, Équité en matière d'emploi (provincial), Équité salariale*

- Définition, [CAN-4] 3
- Programme d'accès à l'égalité en emploi
- • Programme réputé non discriminatoire, [C-2] 86
- Protection, [C-2] 48, 134(1)
- Travailleur, [QUE-2] 329

Personne incarcérée

- Immunité de son employeur, [QUE-2] 440
- Indemnité de décès, [QUE-2] 81.1
- Indemnité de remplacement du revenu, [QUE-2] 77, 78, 81.1
- Travail rémunéré, [QUE-2] 12.1

Personne morale

- Administrateur et dirigeant
- • Droits, [QUE-16] 11
- • Obligations, [QUE-16] 7, 8
- • Omission de payer une cotisation à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
- • • Responsabilité solidaire, [QUE-2] 323.2–323.5
- • Responsabilité civile, [CAN-2] 251.18
- • Statut de non-salarié, [QUE-3] 1(1) 2°
- • Statut de non-travailleur, [QUE-16] 1
- Application de la Loi, [CAN-2] 123(1)b), 167(1)d)
- Association sectorielle, [QUE-16] 99.1
- Comité paritaire, [QUE-4] 22
- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 18; [QUE-16] 138
- Infraction et peine, [C-2] 135; [QUE-8] 47; [QUE-13] 142
- Responsabilité des administrateurs, [CAN-2] 149(1), 251.18
- Sanction administrative pécuniaire, [CAN-2] 274
- Société par actions, [C-4] 2188
- Syndicat professionnel, [QUE-18] 1(6), 8
- • Conditions d'admission, [QUE-18] 8
- Travaux de construction
- • Représentant, [QUE-15] 19.1

Personne physique

- Travaux bénévoles de construction, [QUE-15.2] 2(1), 4(1)

Peuples autochtones, *voir Autochtones*

Pharmacien, [QUE-9] 7

Piquetage

- Interdiction par décret de convention collective, [QUE-4] 37

Placement

- Définition, [CAN-2] 69(1)

Plainte concernant les normes du travail

- Absence de fondement, [CAN-2] 251.1(2), (3), (4)
- • Révision, [CAN-2] 251.101
- Aide au règlement, [CAN-2] 251.03
- Appel au Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 251.11–251.12
- • Avis au chef, [CAN-2] 251.111(1)
- • Caractère définitif des ordonnances, [CAN-2] 251.12(3)
- • Consignation du montant visé, [CAN-2] 251.11(3), (4)
- • Décision, [CAN-2] 251.12(1), (2), (6)
- • Délai, [CAN-2] 251.11(1)
- • Document, [CAN-2] 251.111
- • Exposé des moyens, [CAN-2] 251.11(2)
- • Garantie, [CAN-2] 251.11(3.1)
- • • Restitution, [CAN-2] 251.132
- • Observation et preuve par le chef, [CAN-2] 251.111(5)
- • Question de droit ou de compétence, [CAN-2] 251.11(1.2)
- • Recours extraordinaire, [CAN-2] 251.12(4)
- • Rémunération de l'employé témoin, [CAN-2] 251.12(5); [CAN-2.2] 18.1
- • Restriction, [CAN-2] 251.11(1)–(1.2)
- Avis de poursuivre la plainte, [CAN-2] 251.05(1.1)
- Conformité volontaire, [CAN-2] 251.1(2.1)–(4)
- • Révision, [CAN-2] 251.101
- Délai, [CAN-2] 251.01(2)
- • Prorogation par le chef, [CAN-2] 251.01(3); [CAN-2.2] 29.3
- Dépôt au chef, [CAN-2] 251.01
- Entente sur la somme due, [CAN-2] 251.04

Index analytique

Plainte concernant les normes du travail (*suite*)

- Consentement à poursuite, [CAN-2] 251.04(3)
- Remise à l'employé ou au chef, [CAN-2] 251.04(1), (2)
- Exclusions
 - Assouplissement des conditions de travail, [CAN-2] 251.01(4.1)
 - Désaccord assujéti à une convention collective, [CAN-2] 251.01(5)
 - Plainte sur les mêmes faits, [CAN-2] 251.01(3.1), (4)
- Ordre de conformité, [CAN-2] 251.06
- Restriction, [CAN-2] 251.06(2)
- Révision, [CAN-2] 251.101
- Signification, [CAN-2] 251.06(3), (4); [CAN-2.2] 35
- Ordre de paiement, [CAN-2] 251.1
- Débiteur, [CAN-2] 251.13(1), (1.1)
 - Assimilation, [CAN-2] 251.13(2)
- Dépôt à la Cour fédérale, [CAN-2] 251.15
 - Caractère exécutoire, [CAN-2] 251.15(3)
 - Restriction, [CAN-2] 251.15(1.1)
- Frais administratifs, [CAN-2] 251.131
- Restriction, [CAN-2] 251.1(1.1)
- Révision, [CAN-2] 251.101
- Signification, [CAN-2] 251.1(3), (4); [CAN-2.2] 35
- Rejet, [CAN-2] 251.05
 - Avis, [CAN-2] 251.05(2)
- Remise des sommes
 - Chef, [CAN-2] 251.04(1), (2), 251.101(2), 251.11(3), 251.13(1)
 - Registre, [CAN-2] 251.14(3)
 - Crédit du receveur général, [CAN-2] 251.14(1)
 - Ordonnance du conseil, [CAN-2] 251.1(1)d), (6)
 - Versement au Trésor, [CAN-2] 251.14(2)
- Révision demandé par l'employé, [CAN-2] 251.05(3)
 - Avis, [CAN-2] 251.05(5)
 - Caractère définitif, [CAN-2] 251.05(6)
 - Décision du chef, [CAN-2] 251.05(4)
 - Délai, [CAN-2] 251.05(3)
- Révision demandé par l'employeur, [CAN-2] 251.101(1)
 - Avis, [CAN-2] 251.05(5)
 - Caractère définitif, [CAN-2] 251.101(6)
 - Consignation de la somme visée, [CAN-2] 251.101(2)
 - Décision du chef, [CAN-2] 251.101(3)
 - Signification, [CAN-2] 251.101(4), (5); [CAN-2.2] 35
 - Délai, [CAN-2] 251.101(1)
 - Garantie, [CAN-2] 251.101(2.1)
 - Restitution, [CAN-2] 251.132
 - Traitement comme une demande d'appel, [CAN-2] 251.101(7)
- Suspension de l'examen, [CAN-2] 251.02
 - Avis, [CAN-2] 251.02(2)
 - Délai, [CAN-2] 251.02(2), (3)
 - Fin, [CAN-2] 251.02(4)
 - Mesures à prendre, [CAN-2] 251.02(1), (2a)

Plainte contre un membre du Tribunal administratif du Québec

- Comité d'enquête
 - Audition, [QUE-10] 190
 - Conclusion, [QUE-10] 191
 - Constitution, [QUE-10] 186
 - Consultation, [QUE-10] 189
 - Immunité, [QUE-10] 188
 - Membre, [QUE-10] 186
 - Mission, [QUE-10] 186
 - Président, [QUE-10] 187
 - Rapport, [QUE-10] 190, 191
 - Recommandation, [QUE-10] 190, 192
 - Séance, [QUE-10] 187
- Compétence, [QUE-10] 182
- Destitution du membre, [QUE-10] 53, 190, 192
 - Exposé des motifs, [QUE-10] 183
- Objet, [QUE-10] 182
- Plainte par le ministre, [QUE-10] 184.2
- Plainte par un membre, [QUE-10] 184
 - Contre l'un des présidents membres du Conseil, [QUE-10] 184, 186
 - Copie au membre, [QUE-10] 184.1
- Recevabilité, [QUE-10] 186
 - Comité chargé d'examiner la recevabilité des plaintes, [QUE-10] 184.2, 184.3, 185
- Rejet, [QUE-10] 185

- Plainte contre un membre du Tribunal administratif du Québec (*suite*)
- Réprimande, [QUE-10] 190, 192
 - Suspension du membre, [QUE-10] 189, 192

Plainte de discrimination, voir *Plainte devant la Commission des droits de la personne, Plainte devant la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, Plainte du salarié*

Plainte découlant de mesures disciplinaires

- Condition préalable, [CAN-2] 133(3)
- Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 133(1)
 - Fonctions et pouvoirs, [CAN-2] 133(5)
- Délai, [CAN-2] 133(2)
- Exclusion de l'arbitrage, [CAN-2] 133(4)
- Fardeau de la preuve, [CAN-2] 133(6)
- Ordonnance, [CAN-2] 134(1)
 - Caractère exécutoire, [CAN-2] 134(2)
 - Enregistrement, [CAN-2] 134(3)
- Restriction, [CAN-2] 133(3)

Plainte devant la Commission canadienne des droits de la personne

- Actes discriminatoires, [CAN-1] 4, 27(1)
- Allégations multiples, [CAN-1] 40(4.1), (4.2)
- Caisse ou régime de pensions, [CAN-1] 20–22, 40(7)
- Compétence de la Commission, [CAN-1] 40(4.1)–(6), 40.2, 41
- Conciliation
 - Application, [CAN-1] 47(1)
 - Charge incompatible, [CAN-1] 47(2)
 - Renseignements confidentiels, [CAN-1] 47(3)
 - Rôle du conciliateur, [CAN-1] 47(1)
- Condition de recevabilité, [CAN-1] 40(2)
- Consentement préalable de la victime, [CAN-1] 40(2)
- Décision de la Commission, [CAN-1] 42, 44(4), 45(3), 46(2)b)
- Définitions, [CAN-1] 39, 40.1, 41(3), 45(1)
- Dépôt, [CAN-1] 40(1)
- Dépôt conjoint, [CAN-1] 40(4)
- Enquête, [CAN-1] 43–46, 60(1)c)
- Exclusion, [CAN-1] 40(7), 40.1(2)
- Forme, [CAN-1] 40(1)
- Inégalité des salaires, [CAN-2] 182(2)

- Initiative de la Commission, [CAN-1] 40(3), (3.1)
- Instruction des plaintes, [CAN-1] 44(3)a), 49–59
- Irrecevabilité, [CAN-1] 42
- Jonction des plaintes, [CAN-1] 40(4)
- Motifs d'irrecevabilité, [CAN-1] 41(1)
- Normes d'accès aux services, installations ou locaux (personnes atteintes d'une déficience), [CAN-1] 24(2)
 - Plaignant, [CAN-1] 40(1)
 - Procédure, [CAN-1] 37(1)d)
 - Programme d'adaptation des services, installations, locaux, activités ou matériel (personnes atteintes d'une déficience), [CAN-1] 17(3), 18(2)
- Rapport de l'Office de surveillance, [CAN-1] 45(4), 46(1)
- Refus d'examen, [CAN-1] 41(2)
- Régime ou fonds d'assurance, [CAN-1] 20–22
- Règlement, [CAN-1] 48
- Rejet, [CAN-1] 44(3)b), 45(2)a), 46(2)a)
- Renvoi du plaignant à l'autorité compétente, [CAN-1] 44(2)
- Représailles contre le plaignant ou la victime présumée, [CAN-1] 14.1
- Sécurité du Canada, [CAN-1] 45(2)
- Transmission à l'Office de surveillance, [CAN-1] 45(2)b), (4)–(6)

Plainte devant la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, [C-2] 74–85

- Accès au dossier, [C-2] 85
- Appel, [C-2] 85
- Confidentialité, [C-2] 94
- Date de réception, [C-2] 75
- Dépôt, [C-2] 74
- Dépôt au Protecteur du citoyen, [C-2] 75
- Transmission à la Commission, [C-2] 75
- Dommages-intérêts punitifs, [C-2] 79
- Éléments de preuve, [C-2] 78
 - Preuve insuffisante, [C-2] 78
 - Risque de perte, [C-2] 81
- Forme de la demande, [C-2] 74
- Intervention de la victime, [C-2] 85
- Mesure de redressement, [C-2] 79
- Mesure d'urgence, [C-2] 81
- Négociation du règlement, [C-2] 78

Index analytique

Plainte devant la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (*suite*)

- Plaignant, [C-2] 74
- Plainte frivole, [C-2] 77
- Plainte pendante, [QUE-11] 128, 129
- Pouvoir discrétionnaire de la Commission, [C-2] 84
- Refus d'agir, [C-2] 77–78
- Refus de négocier, [C-2] 80
- Règlement de la plainte, [C-2] 79
- Entente écrite, [C-2] 79
- Réintégration de la personne lésée, [C-2] 82
- Renvoi à l'arbitrage de différend, [C-2] 79
- Renvoi au tribunal, [C-2] 80–82, 84
 - Consentement du plaignant, [C-2] 83
 - Notification au plaignant, [C-2] 84
- Suspension de la prescription, [C-2] 76

Plainte devant le Conseil canadien des relations industrielles, voir aussi *Plainte découlant de mesures disciplinaires, Plainte pour congédiement injuste, Plainte pour représailles*

- Audience publique, [CAN-2] 98(2)
- Consentement du ministre du Travail, [CAN-2] 97(3)
 - Forme et contenu de la demande, [CAN-2] 111(f)
- Contenu, [CAN-2] 97(1)
- Délai de présentation, [CAN-2] 97(2)
- Enquête, [CAN-2] 111(h)
- Fardeau de la preuve, [CAN-2] 98(4)
- Fonctions et pouvoirs du Conseil, [CAN-2] 98(1)
- Modalités de règlement, [CAN-2] 111(h)
- Ordonnance, [CAN-2] 99
- Refus d'instruire une plainte, [CAN-2] 98(3)
- Réponse de l'intimé, [CAN-2] 111(g)
- Reproche, [CAN-2] 97(1)
- Restriction relative à la plainte contre un syndicat, [CAN-2] 97(4), (5)

Plainte devant le Tribunal canadien des droits de la personne, voir *Tribunal canadien des droits de la personne*

Plainte du salarié, voir aussi *Action civile, Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, Infraction et peine, Prescription, Recours devant le Tribunal administratif du travail,*

Règlement interne des plaintes, Tribunal administratif du travail

- Activité syndicale, [QUE-3] 14.0.1
- Application d'un décret, [QUE-4] 124
- Atteinte à un droit conféré par la Loi, [QUE-13] 102
- Contenu, [QUE-3.2] 26, 28
 - En vertu de l'article 12 du *Code du travail*, [QUE-3.2] 26
 - En vertu de l'article 15 du *Code du travail*, [QUE-3.2] 28
- Congédiement illégal, [QUE-13] 123, 123.2
- Discrimination, [QUE-3] 16, 47.3; [QUE-13] 123
- Exercice d'un droit protégé
 - Congédiement, déplacement ou suspension illégaux, [QUE-3] 16
- Ingérence dans une association de salariés, [QUE-3] 16
- Mauvaise foi d'une association accréditée, [QUE-3] 47.3
- Médiation, [QUE-13] 123.3, 125
- Mise à la retraite, [QUE-13] 123.1
- Négligence grave d'une association accréditée, [QUE-3] 47.3
- Pratique interdite, [QUE-13] 123
- Refus d'employer, [QUE-3] 14.0.1
- Règlement nul, [QUE-13] 101
- Santé et sécurité au travail
 - Processus de règlement interne des plaintes, [CAN-2] 127.1–131

Plainte du stagiaire

- Harcèlement psychologique, [QUE-21] 26–29
- Pratique interdite, [QUE-21] 21–24

Plainte pour congédiement injuste

- Décision, [QUE-13] 128–131; [CAN-2] 242(3)
 - Restriction, [CAN-2] 242(3.1)
- Délégation, [QUE-13] 126
- Dépôt au chef, [CAN-2] 240, 241
 - Conciliation, [CAN-2] 241(2)
 - Délai, [CAN-2] 240(2), (3); [CAN-2.2] 29.1
 - Échec de conciliation, [CAN-2] 241(3)
 - Motif de congédiement, [CAN-2] 241(1)
- Employeur, [CAN-2] 240(1.01)
- Enquête, [QUE-13] 126
- Indemnité au domestique, [QUE-13] 128

Plainte pour congédiement injuste (*suite*)

- Ordonnance, [CAN-2] 242(4), (5)
- Caractère définitif, [CAN-2] 243(1)
- Caractère exécutoire, [CAN-2] 244(1)
- Enregistrement, [CAN-2] 244(2)
- Interdiction de recours extraordinaires, [CAN-2] 243(2)
- Plainte, [QUE-13] 124–131
- Plainte sur les mêmes faits, [CAN-2] 240(1.1)
- Pouvoirs, [QUE-13] 127, 128
- Règlement, [CAN-2] 245
- Rejet, [CAN-2] 241.2(1)
- Avis, [CAN-2] 241.2(2)
- Retrait, [CAN-2] 241(5)
- Suspension de l'examen, [CAN-2] 241.1(1)
- Avis, [CAN-2] 241.1(2)
- Fin, [CAN-2] 241.1(3)
- Mesures de l'employé, [CAN-2] 241.1
- Transmission
- Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 241(3), (4)

Plainte pour congédiement, suspension ou déplacement à cause de l'exercice d'un droit protégé

- Dépôt de la décision, [QUE-3] 19.1
- Enquête, [QUE-3] 16
- Indemnité, [QUE-3] 15, 19
- Non-respect de la décision, [QUE-3] 19.1
- Plainte, [QUE-3] 15, 16
- Pouvoirs, [QUE-3] 15
- Réintégration dans son emploi, [QUE-3] 16

Plainte pour représailles

- Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 246.1(1)
- Décision
- Caractère définitif, [CAN-2] 246.5(1)
- Interdiction de recours extraordinaires, [CAN-2] 246.5(2)
- Délai, [CAN-2] 246.1(3)
- Employeur, [CAN-2] 246.1(1.1)
- Mesures de représailles visées, [CAN-2] 246.1(1)
- Ordonnance, [CAN-2] 246.4(1)
- Caractère définitif, [CAN-2] 246.5(1)
- Caractère exécutoire, [CAN-2] 246.6(1)
- Enregistrement, [CAN-2] 246.6(2)

- Plainte sur les mêmes faits, [CAN-2] 246.1(2)
- Preuve, [CAN-2] 246.1(4)
- Rejet, [CAN-2] 246.3(1)
- Avis, [CAN-2] 246.3(2)
- Suspension de l'examen, [CAN-2] 246.2(1)
- Avis, [CAN-2] 246.2(2)
- Fin, [CAN-2] 246.2(3)
- Mesures de l'employé, [CAN-2] 246.2

Plainte relative à l'exercice du droit d'association

- Document ou exposé écrit des faits et représentations à l'appui, [QUE-3.2] 6
- Plainte, [QUE-3.2] 3
- Régions administratives, [QUE-3.2] 5

Plan d'action en matière de main-d'œuvre et d'emploi, [QUE-11] 3.1

Plan d'équité en matière d'emploi, voir *Équité en matière d'emploi*

Policier, [QUE-6] 8(7), *voir aussi Arbitrage concernant les policiers et les pompiers, Médiation concernant les policiers et les pompiers, Policier municipal, Sûreté du Québec*

- Corps de police spécialisé, [QUE-3] 1(1) 5.1°

Policier municipal, voir aussi *Municipalité*

- Arbitrage des différends, [QUE-14] 9-36
- Droit d'association, [QUE-3] 4
- Grève interdite, [QUE-3] 105
- Médiateur, [QUE-3] 94–99.11; [QUE-14] 4-8, 9.5

Pompier, [QUE-6] 8(7), *voir aussi Arbitrage concernant les policiers et les pompiers, Médiation concernant les policiers et les pompiers, Pompier municipal*

Pompier municipal, voir aussi *Municipalité, Service municipal de sécurité incendie*

- Arbitrage des différends, [QUE-14] 9-36
- Grève interdite, [QUE-3] 105
- Médiateur, [QUE-3] 94–99.11; [QUE-14] 4-8, 9.5
- Réputation d'être à l'emploi de la municipalité, [QUE-3] 105

Poste de travail

- Adaptation pour un travailleur victime d'une lésion professionnelle, [QUE-2] 167, 176
- Suppression, [CAN-2] 230(2)

Index analytique

- Pourboire**, [QUE-13] 50–50.2; [QUE-13.2] 4; [QUE-13.4] 1, *voir aussi Salaire, Salarié au pourboire*
- Poursuite pénale**, *voir Infraction et peine*
- Pourvoi en contrôle judiciaire**
- Interdiction, [QUE-3] 139, 140; [CAN-2] 22(2)b), 58(2)
- Pratique déloyale de l'employeur (fédéral)**, *voir aussi Plainte au Conseil canadien des relations industrielles*
- Congédiement, [CAN-2] 94(3)c), e), f)
 - Distinction injuste, [CAN-2] 94(3)a)
 - Exercice d'un droit protégé, [CAN-2] 94(3)b)
 - Infraction et peine, [CAN-2] 100.1, 101
 - Intervention de l'employeur dans les affaires syndicales, [CAN-2] 94(1)
 - Exception, [CAN-2] 94(2)
 - Intimidation, [CAN-2] 94(3)a), e)
 - Menace, [CAN-2] 94(3)a), e)
 - Mesure disciplinaire, [CAN-2] 94(3)a), c), f)
 - Mise à pied, [CAN-2] 94(3)a)
 - Mutation, [CAN-2] 94(3)a)
 - Négociation avec un syndicat autre que l'agent négociateur, [CAN-2] 94(3)g)
 - Procédure expéditive, [CAN-2.1] 14(f)
 - Refus d'employer une personne, [CAN-2] 94(3)a)
 - Sanction administrative pécuniaire, [CAN-2] 94(3)c), e), f), 111.01
 - Suspension, [CAN-2] 94(3)a), c), f)
 - Travailleur de remplacement, [CAN-2] 94
- Pratique déloyale du syndicat (fédéral)**, *voir aussi Plainte au Conseil canadien des relations industrielles*
- Adhésion sur les lieux du travail, [CAN-2] 95(d)
 - Discrimination, [CAN-2] 95(f), (g)
 - Distinction injuste, [CAN-2] 95(i)
 - Expulsion du syndicat, [CAN-2] 95(f), (h)
 - Infraction et peine, [CAN-2] 101(1), (2)
 - Intervention dans une organisation patronale, [CAN-2] 95(c)
 - Menace, [CAN-2] 95(i)
 - Mesure disciplinaire, [CAN-2] 95(h)
 - Mise à pied d'un employé, [CAN-2] 95(e)
 - Négociation, [CAN-2] 95(a), (b)
 - Plainte, [CAN-2.1] 40
 - Refus d'adhésion, [CAN-2] 95(f)
 - Sanction pécuniaire, [CAN-2] 95(i)
 - Suspension, [CAN-2] 95(f), (h)
- Pratique interdite**, *voir aussi Plainte du salarié*
- Complicité, [QUE-3] 145
 - Congédiement, suspension ou déplacement à cause de l'exercice d'un droit protégé, [QUE-3] 15, 16; [QUE-13] 122; [QUE-21] 20
 - Conseiller la suspension du travail, [QUE-3] 60
 - Conspiration, [QUE-3] 146
 - Contrainte contre un salarié à cause de l'exercice d'un droit protégé, [QUE-3] 14
 - Discrimination, [QUE-3] 14; [QUE-21] 20; [CAN-2] 37
 - Grève et lock-out illégaux, [QUE-3] 142
 - Grève des policiers et pompiers, [QUE-3] 105
 - Grève pendant la durée d'une convention collective, [QUE-3] 107
 - Ingérence dans une association de salariés ou d'employeurs, [QUE-3] 12
 - Intimidation ou menace contre un salarié en raison de l'exercice d'un droit protégé, [QUE-3] 14
 - Plainte, [QUE-3] 14.0.1; [QUE-21] 21–24
 - Ralentissement d'activités, [QUE-3] 108
 - Représailles, [QUE-2] 32; [QUE-3] 14
- Préavis**, *voir aussi Avis, Avis de cessation d'emploi ou de mise à pied, Licenciement*
- De grève ou de lock-out (fédéral), [CAN-2.3] 7
- Précompte**, *voir Cotisation syndicale*
- Prélèvement (construction)**, [QUE-15] 81.2(3), 82.1, 82.2
- Prélèvement de l'employeur**, *voir Cotisation de l'employeur*
- Prélèvement de l'employeur professionnel**
- Abrogation, [QUE-4] 22(i.5)
 - Artisan, [QUE-4] 22(i.3)
 - Limite, [QUE-4] 22(i.2)
 - Modification, [QUE-4] 22(i.5)
 - Ouvrier, [QUE-4] 22(i.3)
 - Règlement, [QUE-4] 22(i)
 - Retenue sur salaire, [QUE-4] 22(i.4)

Première convention collective

- Différend soumis à l'arbitrage, [QUE-3] 93.1, 93.3
- Durée, [QUE-3] 65; [CAN-2] 80(4)
- Enquête sur le différend, [CAN-2] 80(1)
- Établissement par le Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 80(1)–80(3)
- Fixation par l'arbitre, [QUE-3] 93.4
- Intervention du conciliateur, [QUE-3] 93.1, 93.3
- Renvoi au Conseil, [CAN-2] 80(1)

Premiers secours, [QUE-2] 190, 454

Préposé à la maintenance

- Équité salariale
- Absence de catégories d'emplois à prédominance masculine
- • • Catégorie d'emplois types, [QUE-6.2] 1
- • • Taux horaire de rémunération attribué à la catégorie d'emplois, [QUE-6.2] 3(2)

Prescription

- Action civile, [QUE-4] 28; [QUE-13] 115; [QUE-15] 122
- • • Fraude, [QUE-4] 28; [QUE-13] 118
- Contrevenant à l'égard d'un stagiaire, [QUE-21] 35
- Convention collective (construction)
- • • Action civile, [QUE-15] 109.1, 122(1)
- Droit à une indemnité de décès, [QUE-2] 91.1, 269.1
- Droit et recours découlant d'une convention collective, [QUE-3] 71
- Équité en matière d'emploi
- • • Avis de sanction, [CAN-4] 36(1)
- Équité salariale
- • • Recours à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-6] 96, 99, 101-101.1
- • • Recours au Tribunal administratif du travail, [QUE-6] 107, 109, 111
- Interruption, [QUE-2] 447; [QUE-3] 71; [QUE-4] 28.1; [QUE-13] 116; [QUE-15] 111, 122(1)
- Poursuite pénale, [QUE-8] 51.1; [QUE-13] 144, 145.1; [QUE-21] 35; [CAN-2] 149(4), 257(2)
- Suspension, [C-2] 76

Présomption d'innocence, [C-1] 11(d); [C-2] 33

Présomption de travail, voir *Durée du travail*

Presse

- Liberté, [C-1] 2(b)

Prestataire de service

- Contrat d'entreprise ou de service, [C-4] 2098–2129

Prestation, voir aussi *Bénéficiaire de prestations*, *Indemnité de décès*, *Indemnité de dépenses liées au travail*, *Indemnité pour préjudice corporel*, *Indemnité de remplacement du revenu*, *Réadaptation*, *Recouvrement des prestations*

- Conciliation, [QUE-10] 119.6
- Définition, [QUE-2] 2
- Droit aux, [QUE-2] 20
- Employeurs tenus personnellement au paiement, [QUE-2] 332–348
- Imputation des coûts à l'employeur, [QUE-2] 326–331

Prestation de retraite

- Pratique déloyale de l'employeur, [CAN-2] 94(3)d)

Preuve

- Admissibilité, [QUE-10] 11, 122, 138
- Allégation de violence sexuelle ou conjugale
- • • Fait non pertinent, [QUE-3] 100.9.1; [QUE-10] 137; [QUE-19] 35.1
- • • Recevabilité, [QUE-3] 100.9.1; [QUE-10] 137; [QUE-19] 35.1
- Authenticité, [QUE-4] 40; [QUE-8] 51; [CAN-2] 112(1), (2)
- Communication, [QUE-10] 138
- Connaissance des faits, [QUE-10] 141
- Connaissance du droit, [QUE-10] 140
- Copie certifiée, [QUE-15] 122(6)
- Dénonciateur, [QUE-4] 42; [QUE-8] 50; [QUE-13] 146; [QUE-21] 37
- Devant le Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2.1] 27
- Évaluation, [QUE-10] 142
- Expertise, [QUE-4] 50
- Fardeau, [QUE-4] 31; [QUE-10] 11
- Force probante, [QUE-10] 11
- Irrecevabilité, [C-1] 24(2)
- Observation des parties, [QUE-10] 142 al. 2
- Pertinence, [QUE-10] 137, 139

Index analytique

- Preuve (*suite*)
- Preuve *prima facie*, [QUE-4] 41
 - Preuve testimoniale, [QUE-10] 149
 - Production de documents, [QUE-10] 11
 - Question suggestive, [QUE-4] 49
 - Recevabilité, [QUE-3] 100.9.1; [QUE-10] 137, 139, 142
 - Règles, [QUE-10] 11, 137
 - Rétrospective, [QUE-10] 11
- Prévention du harcèlement et de la violence**
- Affaire conjointe
 - Incapacité d'entente, [CAN-2.4] 2
 - Ancien employé, [CAN-2] 125(4)–(6); [CAN-2.4] 3
 - Plainte, [CAN-2] 127.1(12), (13); [CAN-2.4] 4
 - Avis d'incident, [CAN-2.4] 14–19
 - Avis anonyme par un témoin, [CAN-2.4] 15(4)
 - Contenu, [CAN-2.4] 16
 - Destinataire désigné, [CAN-2.4] 15(1), (3), 17
 - Désignation, [CAN-2.4] 14
 - Employeur, [CAN-2.4] 15(1), (3), 17
 - Examen, [CAN-2.4] 19
 - Personne pouvant donner un avis, [CAN-2.4] 15(1), (2)
 - Réponse, [CAN-2.4] 20–22
 - Conservation des dossiers, [CAN-2.4] 35
 - Définition, [CAN-2] 122(1), 157(1)a.01); [CAN-2.4] 1
 - Enquête, [CAN-2.4] 25–30
 - Abandon, [CAN-2.4] 25(2)
 - Avis, [CAN-2.4] 26
 - Chef, [CAN-2] 127.1(9)–(10)
 - Comité d'orientation, [CAN-2] 134.1(4.1), 135.11
 - Comité local, [CAN-2] 135(7.1), 135.11
 - Confidentialité des renseignements, [CAN-2] 135.11, 136.1; [CAN-2.4] 30(2)
 - Demande, [CAN-2.4] 25(1)
 - Employeur, [CAN-2] 125(1)c)
 - Enquêteur
 - Choix, [CAN-2.4] 27
 - Qualification, [CAN-2.4] 28
 - Rapport, [CAN-2.4] 30
 - Fusion d'enquêtes, [CAN-2] 127.1(9.2), [CAN-2.4]
 - Renseignement, [CAN-2.4] 29
 - Représentant, [CAN-2] 136(5.1), 136.1
 - Évaluation du lieu de travail, [CAN-2.4] 5–9
 - Évaluation conjointe, [CAN-2.4] 5(1)
 - Mesure de prévention, [CAN-2.4] 9
 - Mise à jour conjointe, [CAN-2.4] 5(2)
 - Nouvel examen au trois ans, [CAN-2.4] 5(3)
 - Nouvel examen suite à un incident, [CAN-2.4] 6
 - Qualification de l'évaluateur, [CAN-2.4] 7
 - Recensement des facteurs de risques, [CAN-2.4] 8
 - Surveillance conjointe, [CAN-2.4] 5(2)
 - Formation, [CAN-2.4] 12
 - Contenu, [CAN-2.4] 12(2)
 - Destinataire désigné, [CAN-2.4] 12(5)
 - Élaboration ou sélection conjointe, [CAN-2.4] 12(1)
 - Employé, [CAN-2.4] 12(4)
 - Employeur, [CAN-2.4] 12(6)
 - Examen et mise à jour, [CAN-2.4] 12(3)
 - Mesure d'urgence, [CAN-2.4] 11
 - Disponibilité, [CAN-2.4] 11(2)
 - Élaboration conjointe, [CAN-2.4] 11(1)
 - Examen et mise à jour, [CAN-2.4] 11(3)
 - Mesure de soutien, [CAN-2.4] 13
 - Ressource médicale ou psychologique, [CAN-2.4] 13
 - Service, [CAN-2.4] 13
 - Obligations de l'employeur, [CAN-2] 125(1)c), z.16)–z.163), (4)–(6); [CAN-2.4] 5–13, 35, 36
 - Plainte, [CAN-2] 127.1; [CAN-2.4] 4
 - Forme, [CAN-2] 127.1(1.2)
 - Règlement à l'amiable, [CAN-2] 127.1(2)
 - Renvoi au chef, [CAN-2] 127.1(8)d)
 - Politique de prévention, [CAN-2.4] 10
 - Contenu, [CAN-2.4] 10(2)
 - Disponibilité, [CAN-2.4] 10(3)
 - Élaboration conjointe, [CAN-2.4] 10(1)
 - Examen et mise à jour, [CAN-2.4] 10(4)
 - Processus de règlement, [CAN-2.4] 14–34
 - Avis d'incident, [CAN-2.4] 14–19
 - Choix de mettre fin au processus, [CAN-2.4] 18

Prévention du harcèlement et de la violence (*suite*)

- Compte rendu mensuel, [CAN-2.4] 34
- Conciliation, [CAN-2.4] 24
- Enquête, [CAN-2.4] 25–30
- Examen de l’avis d’incident, [CAN-2.4] 19(1)
- Incident réputé réglé, [CAN-2.4] 19(2)
- Fin du processus, [CAN-2.4] 32
- Limite de temps, [CAN-2.4] 33
- Mise en œuvre des recommandations, [CAN-2.4] 31
- Règlement négocié, [CAN-2.4] 23
- Effort raisonnable, [CAN-2.4] 23(1), (2)
- Réponse à l’avis d’incident, [CAN-2.4] 20–22
- Communication avec la partie intimée, [CAN-2.4] 22
- Communication avec la partie principale, [CAN-2.4] 20
- Communication avec un témoin, [CAN-2.4] 21
- Rapport annuel de l’employeur, [CAN-2.4] 36
- Rapport annuel du ministre, [CAN-2] 139.1
- Rapport de décès, [CAN-2.4] 37
- Contenu, [CAN-2.4] 37(2)
- Délai, [CAN-2.4] 37(1)
- Révision quinquennal de la législation, [CAN-2] 139.2
- Sanction administrative pécuniaire, [CAN-2] 270(1)a), 273; [CAN-2.6] 2, ann. 1

Prime, [QUE-13] 86

- Définition, [CAN-4.1] 1(1)

Procédure

- Absence de dispositions applicables, [QUE-10] 108
- Assistance, [QUE-10] 104
- Procédure introductive et préliminaire, [QUE-10] 110–119
- Règles, [QUE-10] 109
- Règles de base, [QUE-10] 99
- Vice de forme ou irrégularité, [QUE-10] 105

Procédure d’évaluation médicale, [QUE-2] 199–233, voir aussi *Bureau d’évaluation médicale*

- Approbation de la liste des professionnels de la santé, [QUE-2] 205
- Attestation médicale, [QUE-2] 199
- Médecin en défaut, [QUE-2] 207
- Contestation de l’attestation ou du rapport, [QUE-2] 212
- Diagnostic, [QUE-2] 199, 200, 212, 221
- Droit à l’assistance médicale, [QUE-2] 188
- Évolution de la pathologie, [QUE-2] 201
- Examen médical requis par l’employeur, [QUE-2] 209–211
- Examen médical requis par la Commission des normes, de l’équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 204
- Formulaire, [QUE-2] 199–203, 205.1
- Information à la Commission, [QUE-2] 201
- Lésion professionnelle consolidée en moins de 14 jours, [QUE-2] 199(1)
- Lésion professionnelle consolidée en plus de 14 jours, [QUE-2] 199(2)
- Motif de la demande d’examen médical, [QUE-2] 210
- Obligation du travailleur, [QUE-2] 211
- Perte de la rémunération, [QUE-2] 207
- Professionnel de la santé, [QUE-2] 207
- Choix, [QUE-2] 199
- Désignation par l’employeur, [QUE-2] 209
- Désignation par la Commission des normes, de l’équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 204
- Rapport à la Commission des normes, de l’équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 200, 202, 203
- Rapport après examen médical requis, [QUE-2] 204
- Rapport complémentaire, [QUE-2] 205.1, 212.1
- Rapport différent de celui du médecin traitant, [QUE-2] 205.1
- Rapport final, [QUE-2] 203
- Rapport sommaire, [QUE-2] 200
- Transmission des documents, [QUE-2] 205.1, 206, 212.1, 215, 217
- Transmission du dossier par Santé Québec ou l’établissement de santé, [QUE-2] 208
- Défaut d’exécution, [QUE-2] 208

Index analytique

Procédure de conciliation (fédéral), voir Conciliation (fédéral)

Procédure de réclamation

- Assistance, [QUE-2] 279
 - Association des employeurs, [QUE-2] 273
 - Attestation médicale
 - • Transmission à l'employeur par le travailleur, [QUE-2] 267
 - • Transmission à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail par l'employeur, [QUE-2] 269
 - Avis d'incapacité à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail par l'employeur, [QUE-2] 268, 269
 - • Contenu, [QUE-2] 268
 - • Formulaire, [QUE-2] 268
 - Avis du travailleur au supérieur, [QUE-2] 265, 266
 - • Formulaire, [QUE-2] 266
 - Droit à l'indemnité de décès prescrit, [QUE-2] 269.1
 - Harcèlement psychologique, [QUE-2] 272.1
 - Réclamation à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 270-272
 - • Formulaire, [QUE-2] 270-273
 - Réclamation en vertu d'un autre régime, [QUE-2] 448-453
 - • Contestation de la décision, [QUE-2] 450, 451
 - • Cumul d'indemnités interdit, [QUE-2] 448
 - • Décision conjointe, [QUE-2] 450
 - • Distinction du préjudice, [QUE-2] 451
 - • Entente sur le mode de traitement, [QUE-2] 449
 - • Option et avis à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 452
 - • Régime de rentes, [QUE-2] 453
 - Versement du salaire par l'employeur, [QUE-2] 267, 268
- ### **Procédure et demande au Conseil canadien des relations industrielles, voir aussi Demande d'accréditation, Demande concernant les droits de négociation (CCRI)**
- Application du règlement, [CAN-2.1] 49
 - • Assignment, [CAN-2.1] 24
 - • Audience, [CAN-2.1] 26
 - • • Annulation, suspension ou remise, [CAN-2.1] 29
 - • • Avis, [CAN-2.1] 28
 - • Avis de demande, [CAN-2.1] 11
 - • Communication de documents, [CAN-2.1] 21
 - • Computation des délais, [CAN-2.1] 9
 - • Conférence préparatoire, [CAN-2.1] 26
 - • Confidentialité des documents, [CAN-2.1] 22
 - • Demande d'intervention, [CAN-2.1] 12.1, 16
 - • Demande concernant les droits de négociation, [CAN-2.1] 30-39
 - • Demande de déclaration de grève illégale, [CAN-2.1] 42
 - • Demande de déclaration de lock-out illégal, [CAN-2.1] 43
 - • Demande de déclaration d'invalidité du vote, [CAN-2.1] 41, 41.1
 - • Dépôt des documents, [CAN-2.1] 7
 - • • Date, [CAN-2.1] 8
 - • Échange de documents, [CAN-2.1] 23
 - • Formulaire, [CAN-2.1] 5
 - • Introduction de l'instance, [CAN-2.1] 4
 - • Ordonnance provisoire, [CAN-2.1] 18
 - • Plainte pour pratique déloyale, [CAN-2.1] 40
 - • Pouvoir, [CAN-2.1] 46-47
 - • Preuve, [CAN-2.1] 27
 - • Procédure expéditive, [CAN-2.1] 14
 - • • Renseignements requis, [CAN-2.1] 15(1)
 - • • Réponse, réplique ou demande d'intervention, [CAN-2.1] 16
 - • • Signification de la demande, [CAN-2.1] 15(2)
 - • Renseignements requis lors d'une demande, [CAN-2.1] 10
 - • Réplique, [CAN-2.1] 12(3), 16
 - • Réponse, [CAN-2.1] 12(4), 16
 - • Réunion d'instances, [CAN-2.1] 20
 - • Signature des documents, [CAN-2.1] 6
 - • • Autorisation écrite, [CAN-2.1] 6(2)
 - • Signification des documents, [CAN-2.1] 7
 - • Vérification de la preuve, [CAN-2.1] 19
 - • Vice de forme et irrégularité, [CAN-2] 114

Procès, voir aussi *Infraction et peine, Tribunal*

- Avec jury, [C-1] 11(f)

Procès-verbal

- Recours devant le Tribunal administratif du Québec
- • Conférence de gestion, [QUE-10] 119.2

Proche parent, voir aussi *Congé de décès*

- Décès, [CAN-2] 210(1); [CAN-2.2] 33
- Définition, [CAN-2.2] 33

Procuration assistée

- Activité clinique et de recherche
- • Recours, [QUE-10] ann. I(0.1)

Procureur général, voir aussi *Directeur des poursuites criminelles et pénales*

- Substitut, [QUE-3] 1(1.4)

Production agricole, voir *Exploitation agricole, Serre destinée à la production agricole*

Produit contrôlé, voir aussi *Matière dangereuse, Substance dangereuse (fédéral)*

- Confidentialité, [QUE-16] 62.17, 62.20; [CAN-2] 125.2(2)
- Définition, [QUE-16] 1; [CAN-2] 122(2)
- Demande d'exemption, [QUE-16] 62.8, 62.9, 62.18
- • Appel, [QUE-16] 62.13, 62.15, 62.17
- • Organisme compétent, [QUE-16] 62.10, 62.11, 62.14, 62.16, 62.19
- • Rejet, [QUE-16] 62.12
- Divulgence d'information, [QUE-16] 62.17, 62.20
- Entreposage, [QUE-16] 62.1
- Étiquette, [QUE-16] 62.1; [CAN-2] 125.1(d)
- Exemption, [QUE-16] 62.7
- • Disposition non applicable, [QUE-16] 62.21
- • Période de validité, [QUE-16] 62.12
- Fabrication, [QUE-16] 62.2
- Fiche signalétique, [QUE-16] 62.3; [CAN-2] 125.1(e)
- Information sur les produits contrôlés, [QUE-16] 62.1–62.21; [CAN-2] 125.2(1)
- Langue française, [QUE-16] 62.4
- Obligations de l'employeur, [QUE-16] 62.6; [CAN-2] 125.1, 125.2

Produit dangereux, voir *Matière dangereuse*

Profession, voir aussi *Formation et qualification professionnelles*

- Définition, [QUE-8] 1(q)

Profession libérale

- Définition de membre, [CAN-2] 3(1)
- Unité de négociation, [CAN-2] 27(3)–27(4)

Professionnel de la santé, voir aussi *Procédure d'évaluation médicale, Réadaptation, Services de santé*

- Accès au dossier d'un travailleur, [QUE-2] 38, 39
- Approbation de mesures de réadaptation, [QUE-2] 145.2
- Assignation temporaire du travailleur, [QUE-2] 179, 180.1
- Attestation médicale, [QUE-2] 60, 124, 199, 207
- Définition, [QUE-2] 2; [CAN-2] 166
- Infraction et peine, [QUE-2] 462
- Liste des professionnels de la santé, [QUE-2] 205, 216, 454
- Rapport à l'employeur, [QUE-2] 39
- Rapport complémentaire, [QUE-2] 205.1, 212.1
- Rémunération, [QUE-2] 196–198, [QUE-16] 110–111, 133–134

Programme d'accès à des biens, services, installations ou moyens d'hébergement

- Acte non discriminatoire, [CAN-1] 16

Programme d'accès à l'égalité en emploi, voir aussi *Accès à l'égalité en emploi, Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse*

- Annulation, [QUE-1] 19
- • Décision du Tribunal, [QUE-1] 19
- • Entente, [QUE-1] 19
- • Recours devant le Tribunal, [C-2] 111.1
- • Tribunal compétent, [C-2] 111.1
- Approbation, [C-2] 87
- • Retrait, [C-2] 90
- Aspect non obligatoire, [QUE-1] 14
- Confidentialité des documents, [C-2] 93
- • Communication sur demande au ministre responsable, [C-2] 93
- • Infraction, [C-2] 134(4)
- Contenu, [QUE-1] 13
- Dispositions applicables, [C-2] 92
- Élaboration

Index analytique

Programme d'accès à l'égalité en emploi (*suite*)

- • Assistance de la Commission, [QUE-1] 12
- • Coût lié à la formation du personnel, [QUE-1] 25
- • Ordonnance du Tribunal, [QUE-1] 18
- • Recommandation de la Commission, [QUE-1] 17
- • Tribunal compétent, [C-2] 111.1
- Fusion d'organismes
- • Effet, [QUE-1] 19, 26
- • Implantation, [C-2] 88
- • Exigence du gouvernement, [C-2] 92
- • Ordonnance du Tribunal, [QUE-1] 18
- • Rapport, [QUE-1] 21
- • Recommandation de la Commission, [QUE-1] 17
- • Tribunal compétent, [C-2] 111.1
- Maintien de l'égalité, [QUE-1] 21
- Mesures à prendre pour atteindre les objectifs, [QUE-1] 20
- Modification, [C-2] 88, 91; [QUE-1] 16, 19
- • Décision du Tribunal, [QUE-1] 19
- • Entente, [QUE-1] 19
- • Ordonnance du Tribunal, [QUE-1] 18
- • Recommandation de la Commission, [QUE-1] 17
- • Recours devant le Tribunal, [C-2] 111.1
- • Tribunal compétent, [C-2] 111.1
- Objet, [C-2] 86; [QUE-1] 13
- Personne handicapée
- • Programme réputé non discriminatoire, [C-2] 86
- Personnel exclu, [QUE-1] 11
- Programme distinct
- • Élaboration, [QUE-1] 11
- Programme réputé non discriminatoire, [C-2] 86
- Recommandation de la Commission, [QUE-1] 17
- Recours devant le Tribunal, [C-2] 88, 111.1
- Règlement, [QUE-1] 22
- Report, [QUE-1] 19
- • Décision du Tribunal, [QUE-1] 19
- • Entente, [QUE-1] 19
- • Recours devant le Tribunal, [C-2] 111.1
- • Tribunal compétent, [C-2] 111.1

- Sous-représentation d'un groupe dans un type d'emploi, [QUE-1] 9
- Surveillance, [C-2] 89
- Transmission à la Commission, [QUE-1] 10
- Tribunal compétent, [C-2] 111.1
- Vérification, [QUE-1] 15

Programme d'activités

- Personne incarcérée considérée comme travailleur, [QUE-2] 12.1

Programme d'adaptation de services, d'installations, de locaux, d'activités ou de matériel

- Adaptation aux besoins particuliers des personnes atteintes d'une déficience, [CAN-1] 17-19

Programme d'équité salariale, voir *Équité salariale (fédéral); Équité salariale (provincial)*

Programme de formation et d'information, voir aussi *Programme de prévention*

- Comité de santé et de sécurité, [QUE-16] 62.5
- Mise à jour, [QUE-16] 62.5
- Produits contrôlés, [QUE-16] 62.5

Programme de formation professionnelle, [QUE-2] 167, 172, voir aussi *Formation et qualification professionnelles, Réadaptation*

Programme des normes interprovinciales Sceau rouge

- Certificat de qualification professionnelle, [QUE-5] 25.7
- Pouvoirs du ministre, [QUE-8] 29.2

Programme de prévention, voir aussi *Mesure de prévention, Réadaptation, Représentant à la prévention, Représentant en santé et en sécurité*

- Chantier de construction, [QUE-16] 199
- Comité de santé et de sécurité, [QUE-16] 86
- Contenu, [QUE-16] 59
- Élaboration, [QUE-16] 58, 198
- Incompatibilité, [QUE-16] 203
- Modification, [QUE-16] 60, 201
- Objectif, [QUE-16] 59, 199
- Programme de formation et d'information, [QUE-16] 62.5
- Transmission, [QUE-16] 60-61, 200

Programme de promotion sociale, [C-1] 6(4), 15(2)

Programme de recyclage, [QUE-2] 167, 168

Programme de santé, voir aussi *Directeur de santé publique, Médecin, Services de santé*

- Budget, [QUE-16] 110
- Contrat avec les régies régionales, [QUE-16] 109
- Contrat-type, [QUE-16] 107
- Élaboration, [QUE-16] 107, 109
- Entente avec le ministre de la Santé et des Services sociaux, [QUE-16] 107
- Entrée en vigueur, [QUE-16] 108
- Établissement, [QUE-16] 112–115
 - Contenu, [QUE-16] 113
 - Élaboration, [QUE-16] 112
 - Transmission, [QUE-16] 114
- Mise en application, [QUE-16] 109
- Rémunération du médecin, [QUE-16] 111
- Service de santé, [QUE-16] 115

Programme de santé et sécurité au travail

- Mise en œuvre, [CAN-2] 138(6)
- Objet, [CAN-2] 138(6)

Programme de subventions aux entreprises adaptées, [QUE-5.1] 7(13)a

Programme de surveillance médicale

- Mise sur pied, [CAN-2] 139(1)
- Nomination des médecins, [CAN-2] 139(2)

Projet de construction de grande importance

- Entente particulière, [QUE-15] 60.2–60.3

Promotion

- Discrimination interdite, [C-2] 16, 134(1)

Propriété privée

- Respect, [C-2] 8

Protecteur du citoyen, [C-2] 75

Protection contre la cruauté, [C-1] 12

Protection contre l'emprisonnement, [C-1] 9, voir aussi *Emprisonnement*

Protection de l'élève, [C-2] 75

- Plainte
- Interdiction de sanctions, [QUE-13] 122

Protection de l'emploi, voir *Plainte du salarié*

Prothèse ou orthèse, voir aussi *Lésion professionnelle*

- Achat, ajustement, réparation et remplacement, [QUE-2] 198.1, 454

- Assistance médicale, [QUE-2] 189(4)
- Franchise, [QUE-2] 114
- Indemnité pour les dommages causés par une, [QUE-2] 112(2)
- Indemnité de remplacement ou de réparation, [QUE-2] 113
- Règlement, [QUE-2] 454 al. 1(4.1)

Publicité

- Discrimination interdite, [C-2] 11, 134(1)

Q

Qualification, voir aussi *Certificat de qualification*

- Examen de qualification
 - Conditions d'admission, [QUE-8] 30(c)
 - Droits exigibles, [QUE-8] 30(h)
 - Matière, [QUE-8] 30(g)
- Requête, [QUE-8] 30(a)

Québec (Ville)

- Conseil de la justice administrative
 - Sièges, [QUE-10] 166
- Tribunal administratif du Québec
 - Sièges, [QUE-10] 16

Quo warranto, voir *Bref de certiorari, de prohibition ou de quo warranto*

R

Race, [CAN-1] 2

- Discrimination interdite, [C-1] 15(1); [C-2] 10, 134(1); [CAN-1] 3(1)

Ralentissement d'activités, voir *Ralentissement du travail*

Ralentissement du travail, [QUE-3] 108; [QUE-4] 37; [QUE-15] 57, 113

Rapport

- Conseil de la justice administrative, [QUE-10] 176, 177
- Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre
 - Rapport sur l'allocation des sommes virées au Fonds, [QUE-5] 34.1
- *Loi sur la justice administrative*
 - Mise en œuvre, [QUE-10] 200
 - Mise en œuvre du délai de 180 jours, [QUE-10] 200.1

Index analytique

Rapport d'activités

- Tribunal administratif du Québec, [QUE-10] 96

Rapport d'enquête

- Incapacité permanente d'un membre du Tribunal administratif du Québec
- • Comité d'enquête, [QUE-10] 197
- Manquement dans l'exercice d'une charge administrative
- • Comité d'enquête, [QUE-10] 197
- Plainte contre un membre du Tribunal administratif du Québec
- • Comité d'enquête, [QUE-10] 190, 191

Rapport médical, voir *Procédure d'évaluation médicale, Professionnel de la santé*

Rapport sur l'équité en matière d'emploi, voir *Équité en matière d'emploi*

Rayonnement

- Définition, [QUE-16] 1

Réadaptation, voir aussi *Assignment temporaire d'un travail, Centre de réadaptation, Procédure d'évaluation médicale, Stagiaire*

- Adaptation à domicile, [QUE-2] 152, 153, 156, 157
- • Déménagement, [QUE-2] 154
- • Adaptation d'équipement de loisir, [QUE-2] 152, 155.1, 156, 157
- Adaptation d'un poste de travail, [QUE-2] 167, 176
- Adaptation du véhicule, [QUE-2] 152, 155–157
- • Estimation préalable, [QUE-2] 156
- • Aide à domicile, [QUE-2] 152, 158–164
- • Arrêt du versement, [QUE-2] 162
- • Frais de garde d'enfants, [QUE-2] 152, 164, ann. V
- • Montant, [QUE-2] 160, 163, 454
- • Réévaluation, [QUE-2] 161
- Collaboration avec le travailleur et l'employeur, [QUE-2] 145, 146, 169, 170, 170.2, 170.4
- Coût assumé, [QUE-2] 150, 154, 157, 181
- Date de l'incapacité du travailleur, [QUE-2] 31.1
- Déménagement, [QUE-2] 154, 167, 177
- • Remboursement des frais, [QUE-2] 154, 167, 177
- Droit à la réadaptation, [QUE-2] 146
- Mesure de prévention, [QUE-2] 185
- Mesure de réadaptation après consolidation, [QUE-2] 145.3, 146–178, 454
- • Nouvelles circonstances, [QUE-2] 146, 147
- • Plan individualisé, [QUE-2] 146, 147
- • Programme de réadaptation physique, sociale et professionnelle, [QUE-2] 146
- • Suspension, [QUE-2] 183
- Mesure de réadaptation avant consolidation, [QUE-2] 145–145.5, 454
- • Approbation par un professionnel de la santé, [QUE-2] 145.2
- • Choix d'option pour l'employeur, [QUE-2] 145.5
- • Fin des mesures, [QUE-2] 145.3
- • Maintien des mesures après consolidation, [QUE-2] 145.3
- Objectif, [QUE-2] 145, 145.1
- Pouvoirs de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 184
- Programme de formation professionnelle, [QUE-2] 167, 172
- Programme de réadaptation professionnelle, [QUE-2] 167, 169, 170
- • Emploi convenable disponible, [QUE-2] 170, [QUE-2] 170
- Programme de recyclage, [QUE-2] 167, 168
- Réadaptation physique, [QUE-2] 148–150
- • But, [QUE-2] 148
- • Contenu du programme, [QUE-2] 149, 150
- Réadaptation professionnelle, [QUE-2] 166–178
- • But, [QUE-2] 166
- • Capacité du travailleur, [QUE-2] 167.1, 170.1
- • Contenu du programme, [QUE-2] 167
- • Mise en œuvre des mesures, [QUE-2] 170.2
- Réadaptation sociale, [QUE-2] 151–165
- • But, [QUE-2] 151
- • Contenu du programme, [QUE-2] 152
- Recherche d'emploi, [QUE-2] 167, 177
- • Remboursement des frais, [QUE-2] 167, 177
- • Service de soutien et d'accompagnement, [QUE-2] 167, 173, 174
- Réintégration présumée, [QUE-2] 170.3

Réadaptation (*suite*)

- Renseignements et documents, [QUE-2] 170.1, 170.4
- Retour progressif, [QUE-2] 167, 167.2, 454
- Service d'évaluation de possibilités professionnelles, [QUE-2] 167, 171
- Service professionnel, [QUE-2] 152, 182
- Subvention, [QUE-2] 167, 167.2, 175
- • Création d'emploi, [QUE-2] 186
- • Création et gestion d'une entreprise, [QUE-2] 167, 178
- Travaux d'entretien, [QUE-2] 152, 165

Receveur général du Canada, voir aussi Salaire

- Dépôt des sommes, [CAN-2] 251.12(1), 251.14(1); [CAN-2.2] 23(2)
- Registre, [CAN-2] 251.14(2); [CAN-2.2] 23(3)

Recherche d'emploi

- Remboursement des frais, [QUE-2] 167, 177
- Service de soutien et d'accompagnement, [QUE-2] 167, 173, 174

Recherche en santé et sécurité au travail, voir Santé et sécurité au travail

Récidive, voir Infraction et peine

Réclamation, voir Action civile, Comité paritaire, Plainte du salarié, Procédure de réclamation, Recours, Recouvrement de salaire ou indemnité impayé

Récompense ou avantages, [QUE-15] 115

Recours, voir aussi Action civile, Plainte du salarié, Plainte du stagiaire, Prescription

- Atteinte à un droit, [C-1] 24(1); [C-2] 49, 85
- Cumul, [QUE-3] 70
- Décision concernant la recevabilité d'une demande d'un proche d'une victime d'un acte criminel, [CAN-2.2] ann. II(2.1)
- Lésion professionnelle, [QUE-2] 32
- • Grief, [QUE-2] 32
- • Plainte à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 32
- Prohibition, [QUE-3] 139
- Santé et sécurité du travail, [QUE-16] 227–228
- • Grief, [QUE-16] 227

- • Plainte à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-16] 227

Recours devant la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail

- Compétence exclusive, [QUE-2] 252
 - Conciliation, [QUE-2] 254
 - Demande de contestation d'une réaffectation, [QUE-16] 37
 - Fardeau de la preuve, [QUE-2] 255
 - Mesure prohibée, [QUE-2] 32
 - • Fardeau de la preuve, [QUE-2] 255
 - • Présomption, [QUE-2] 255
 - Ordonnance, [QUE-2] 256–257, 260–264
 - • Délai d'exécution, [QUE-2] 263
 - • Délai de la décision, [QUE-2] 262
 - • Dépôt, [QUE-2] 264
 - • Montant, [QUE-2] 260
 - • Paiement d'un intérêt, [QUE-2] 261
 - • Réintégration du travailleur, [QUE-2] 256, 257
 - Plainte, [QUE-2] 32, 253; [QUE-16] 227–228
 - • Délai et forme, [QUE-2] 253; [QUE-16] 227
 - Plainte du stagiaire
 - • Harcèlement psychologique, [QUE-21] 26–29
 - • Pratique interdite, [QUE-21] 21–24
 - Présomption, [QUE-2] 255
 - Révision et appel, [QUE-16] 36
- Recours devant le Tribunal administratif du Québec, voir aussi Certificat de conformité, Conciliation, Conférence de gestion, Justice administrative, Preuve, Tribunal administratif du Québec**
- Accès au dossier, [QUE-10] 114
 - Assistance, [QUE-10] 104
 - Attestation temporaire, [QUE-10] 119, Ann.I (3)
 - Audition
 - • Absence non motivée, [QUE-10] 100 al. 3
 - • Admission de journaliste, [QUE-10] 130
 - • Ajournement, [QUE-10] 134
 - • Audition préalable, [QUE-10] 100 al. 1
 - • Avis, [QUE-10] 129
 - • Citation à comparaître, [QUE-10] 132

Index analytique

- Recours devant le Tribunal administratif du Québec (*suite*)
- Contre-interrogatoire, [QUE-10] 132
 - Exception, [QUE-10] 100 al. 2
 - Garde des dépositions, [QUE-10] 135
 - Interdiction de publication, [QUE-10] 131
 - Interrogatoire, [QUE-10] 132
 - Ordonnance de huis clos ou de non-diffusion, [QUE-10] 131, 151
 - Période, [QUE-10] 128
 - Présence de journaliste, [QUE-10] 130
 - Remplaçant, [QUE-10] 136
 - Témoignage, [QUE-10] 133, 135
 - Conférence de gestion, [QUE-10] 118.1, 119.1–119.5
 - Copie du dossier, [QUE-10] 114
 - Indemnité pour défaut de transmettre dans le délai, [QUE-10] 114.1
 - Décision, [QUE-10] 15
 - Cessation de fonctions, [QUE-10] 148
 - Contenu, [QUE-10] 151
 - Copie, [QUE-10] 152
 - Délai, [QUE-10] 146
 - Erreur matérielle, [QUE-10] 153
 - Évaluation de la preuve, [QUE-10] 149
 - Exécution, [QUE-10] 107, 156
 - Exécution forcée, [QUE-10] 156
 - Huis clos, non-publication, [QUE-10] 151
 - Motif de désaccord, [QUE-10] 145
 - Outrage au Tribunal, [QUE-10] 157
 - Preuve testimoniale, [QUE-10] 149
 - Prise en délibéré, [QUE-10] 146
 - Quorum, [QUE-10] 147
 - Rectification, [QUE-10] 153
 - Révision ou révocation, [QUE-10] 154
 - Audition, [QUE-10] 155
 - Demande de révision (proposition ou décision de l'évaluateur) à transmettre par l'organisme municipal responsable de l'évaluation, [QUE-10] 114
 - Requête, [QUE-10] 155
 - Signature, [QUE-10] 150
 - Décision en appel (Cour du Québec), [QUE-10] 159
 - Permission d'appeler, [QUE-10] 160–163
 - Preuve, [QUE-10] 164
 - Délai, [QUE-10] 110, 114, 118.1
 - Décision, [QUE-10] 146
 - Expiration, [QUE-10] 118.1
 - Prolongation, [QUE-10] 106
 - Instruction, [QUE-10] 31, 33, 35, 37
 - Instruction d'urgence, [QUE-10] 119
 - Jonction des affaires, [QUE-10] 118
 - Outrage au Tribunal, [QUE-10] 157
 - Parties à l'instance, [QUE-10] 101
 - Production des documents
 - Destruction, [QUE-10] 91 al. 2
 - Reprise de possession, [QUE-10] 91 al. 1
 - Recours abusif ou dilatoire, [QUE-10] 115
 - Recours interdits, [QUE-10] 158
 - Rejet, [QUE-10] 115
 - Renvoi à la Cour du Québec, [QUE-10] 117
 - Requête introductive, [QUE-10] 110
 - Avis selon le *Code de procédure civile*, [QUE-10] 112
 - Contenu, [QUE-10] 111
 - Copie, [QUE-10] 113
 - Réception, [QUE-10] 113
 - Règles applicables, [QUE-10] 112
 - Section des affaires économiques
 - Compétence d'attribution, [QUE-10] 36–37, ann. IV
 - Section des affaires immobilières, [QUE-10] 118.1
 - Compétence d'attribution, [QUE-10] 32–33, ann. II
 - Garde des dépositions, [QUE-10] 135
 - Section des affaires sociales
 - Compétence d'attribution, [QUE-10] 18–31, ann. I
 - Représentation des parties, [QUE-10] 102, 103
 - Section du territoire et de l'environnement
 - Compétence d'attribution, [QUE-10] 34–35, ann. III
 - Suspension d'instance, [QUE-10] 116
 - Tarif des frais, [QUE-10] 92
- Recours devant le Tribunal administratif du travail, voir aussi Conciliation**
- Accès au dossier, [QUE-19] 13
 - Acte de procédure, [QUE-19.4] 3–8, 49–54
 - Acte introductif, [QUE-19] 11–13; [QUE-19.4] 3, 5

Lois du travail 2025-2026

- Recours devant le Tribunal administratif du travail (*suite*)
- • Communication, [QUE-19.4] 10, 11
 - • Désistement, [QUE-19.4] 8
 - • Notification, [QUE-19] 17; [QUE-19.4] 60
 - • Numéro du dossier, [QUE-19.4] 4
 - • Partie dans la demande, [QUE-19.4] 58, 60
 - • Vice de forme ou irrégularité, [QUE-19] 14
 - Acte introductif, [QUE-19] 11–13; [QUE-19.4] 3
 - • Contenu, [QUE-19] 12; [QUE-19.4] 3
 - • Copie, [QUE-19] 13
 - • Dépôt, [QUE-19] 11; [QUE-19.4] 5
 - • Affaire, [QUE-19] 1; [QUE-19.4] 1
 - • Affaire abusive ou dilatoire, [QUE-19] 9(1)
 - • Audience, [QUE-19.4] 22-39
 - • Absence d’une partie, [QUE-19] 38
 - • Audition des parties, [QUE-19] 35
 - • Avis, [QUE-19] 37
 - • Cessation de fonction d’un membre, [QUE-19] 42
 - • Comportement, [QUE-19.4] 28
 - • Confidentialité, [QUE-19.4] 35
 - • Connaissance d’office, [QUE-19.4] 36
 - • Dépôt d’un écrit, [QUE-19.4] 16
 - • Durée, [QUE-19.4] 23
 - • Empêchement d’un membre, [QUE-19] 42
 - • Enregistrement et diffusion, [QUE-19.4] 29, 30
 - • Interprète, [QUE-19.4] 34
 - • Lieu des séances, [QUE-19] 36; [QUE-19.4] 22
 - • Ordre public, [QUE-19.4] 35
 - • Plus d’un membre, [QUE-19] 42
 - • Procès-verbal, [QUE-19.4] 39
 - • Remise, [QUE-19.4] 24–27
 - • Représentation des parties, [QUE-19] 20; [QUE-19.4] 9, 12
 - • Témoignage et plaidoirie, [QUE-19.4] 29
 - • Audition sur dossier, [QUE-19] 35
 - • Comportement vexatoire ou quérulent, [QUE-19] 9(2.1)
 - • Conciliation, [QUE-19] 21–25
 - • Conférence préparatoire, [QUE-19] 26-28
 - • Convocation, [QUE-19] 26
 - • Déroulement, [QUE-19] 27, 28
 - • Entente, admission et décision, [QUE-19] 28
 - • Procès-verbal, [QUE-19] 28
 - Contestation d’une décision de la Commission des normes, de l’équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 262, 359-360, 362, 570.1; [QUE-19] 9(4); [QUE-19.4] 56
 - Décision, [QUE-19] 44–51
 - • Affaire instruite par plus d’un membre, [QUE-19] 44
 - • Caractère obligatoire, [QUE-19] 51
 - • Communication en termes clairs et concis, [QUE-19] 47
 - • Contrôle judiciaire, [QUE-19] 108
 - • Décision exécutoire, [QUE-2] 436
 - • Défaut d’observer un délai, [QUE-19] 46
 - • Délai, [QUE-19] 45
 - • Erreur, [QUE-19] 48
 - • Exécution forcée, [QUE-19] 51
 - • Fait nouveau, [QUE-19] 49(1)
 - • Impossibilité de se faire entendre, [QUE-19] 49(2)
 - • Motif, [QUE-19] 47
 - • Notification, [QUE-19] 47
 - • Question déferée au président ou à un membre désigné, [QUE-19] 44
 - • Rectification, [QUE-19] 48
 - • Révision ou révocation, [QUE-19] 49, 50
 - • Sans appel, [QUE-19] 51
 - • Vice de fond ou de procédure, [QUE-19] 49(3)
 - Délai, [QUE-2] 359-360; [QUE-19] 15; [QUE-19.4] 62, 63
 - • Calcul, [QUE-19.4] 44
 - Document, [QUE-19.4] 6, 61
 - • Communication, [QUE-19.4] 11
 - • Date de dépôt, [QUE-19.4] 45
 - • Défaut de dépôt, [QUE-19.4] 7
 - Enquête, [QUE-19] 34
 - Expertise, [QUE-19] 41
 - • Dépôt, [QUE-19.4] 15
 - Instruction, [QUE-19] 29–43
 - • Membre seul, [QUE-19] 29
 - • Nombre d’assesseurs, [QUE-19] 30
 - • Nombre de membres, [QUE-19] 29

Index analytique

- Recours devant le Tribunal administratif du travail (*suite*)
- • Urgence ou priorité, [QUE-2] 359; [QUE-19] 31; [QUE-19.4] 46
 - Intervention
 - • Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-19] 13
 - • Demande, [QUE-19.4] 47
 - • Opposition à une demande, [QUE-19.4] 48
 - Jonction des affaires, [QUE-19] 19
 - Ordonnance, [QUE-19] 9(3)
 - Ordonnance de surseoir, [QUE-2] 359; [QUE-19] 9(3); [QUE-19.4] 57
 - Preuve, [QUE-19] 39; [QUE-19.4] 6
 - • Communication, [QUE-19.4] 10, 12-14
 - • Défaut de dépôt, [QUE-19.4] 7
 - • Dépôt dans un autre dossier, [QUE-19.4] 37
 - • Retrait sur permission, [QUE-19.4] 17
 - Principe de proportionnalité, [QUE-19.4] 2
 - Question de droit ou de fait, [QUE-19] 9
 - Récusation, [QUE-19] 32, 33; [QUE-19.4] 40-43
 - • Décision, [QUE-19.4] 43
 - • Déclaration, [QUE-19.4] 42
 - • Demande, [QUE-19.4] 41
 - • Suspension, [QUE-19.4] 40, 41
 - Règles de preuve et de procédure, [QUE-19] 12, 16, 35, 39, 43, 50, 105, 262, 263; [QUE-19.4]
 - • Suppléance, [QUE-19] 43
 - Règles particulières selon la division
 - • Construction et qualification professionnelle, [QUE-19.4] 11, 22, 46-48, 60-63
 - • Relations du travail, [QUE-19.4] 11, 22, 46-55
 - • Santé et sécurité du travail, [QUE-19.4] 10, 12, 22, 56-58
 - • Services essentiels, [QUE-19.4] 11, 22, 46-48, 59
 - Renseignements confidentiels, [QUE-19] 9(7)
 - Suspension de l'instance, [QUE-19] 18
 - • Retour du dossier à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-19] 18
 - Témoin
 - • Citation à comparaître, [QUE-19.4] 18-21
 - • Défaut de dépôt, [QUE-19.4] 7
 - • Document relatif à l'état de santé d'une personne, [QUE-19.4] 20
 - • Exclusion, [QUE-19.4] 31
 - • Expert, [QUE-19.4] 21, 27
 - • Indemnité, [QUE-19] 40
 - • Liste, [QUE-19.4] 6
 - • Serment, [QUE-19.4] 32
 - Traitement, [QUE-19.4] 1
 - Transmission du dossier, [QUE-19] 13
 - Travailleur handicapé, [QUE-2] 329
 - Visite des lieux, [QUE-19] 41; [QUE-19.4] 38
- Recours extraordinaire**, voir *Pourvoi en contrôle judiciaire*
- Recouvrement des prestations**, [QUE-2] 430-437
- Certificat d'exigibilité, [QUE-2] 435
 - • Dépôt au greffe d'un tribunal, [QUE-2] 436
 - Compensation, [QUE-2] 434
 - Débiteur en défaut, [QUE-2] 435
 - Décision exécutoire, [QUE-2] 436
 - Délai de recouvrement, [QUE-2] 431-432
 - Exigibilité de la dette, [QUE-2] 433
 - Mise en demeure, [QUE-2] 432
 - Remboursement du trop-perçu par le bénéficiaire, [QUE-2] 129, 133, 363, 430, 431
 - Remise de dette, [QUE-2] 437
- Recouvrement de salaire ou indemnité impayé**, voir aussi *Plainte concernant les normes du travail (fédéral)*
- Dispositions non applicables, [CAN-2] 251.17
 - Recours civil, [QUE-13] 98, 99; [CAN-2] 261
 - Règlements d'application, [CAN-2] 251.16
 - Responsabilité civile des administrateurs, [CAN-2] 251.18
 - • Assimilation, [CAN-2] 251.19
- Rééducation physique, mentale ou sociale**, voir *Établissement de rééducation physique, mentale ou sociale, Réadaptation*

Référence de main-d'œuvre

- Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre, [QUE-15] 107.1, 107.4–107.6
- • Dépenses, [QUE-15] 107.6
- • Fonctions, [QUE-15] 78; 107.5
- Permis, [QUE-15] 107.1–107.3, 107.07
- • Association de salariés affiliée, [QUE-15] 107.1
- • Conditions, [QUE-15] 107.3
- Service de référence de main-d'œuvre de l'industrie de la construction, [QUE-15] 4(10), 107.2, 107.7–107.11
- • Déclaration de besoin de main-d'œuvre, [QUE-15] 107.8(2), 107.9 [QUE-15.1] 1
- • • Numéro d'embauche, [QUE-15] 107.10; [QUE-15.1] 3
- • • Transmission, [QUE-15.1] 2
- • Définition, [QUE-15] 107.7; [QUE-15.1] 1
- • Disponibilité des salariés, [QUE-15.1] 25
- • Fonctionnement général, [QUE-15] 107.8; [QUE-15.1] 4–18
- • • Information aux associations titulaires de permis, [QUE-15.1] 4–6
- • • Réponse de la Commission à l'employeur, [QUE-15] 107.10(2); [QUE-15.1] 7–11
- • • Réponse des associations titulaires de permis, [QUE-15.1] 12–18
- • Infraction et peine, [QUE-15] 119.0.1–119.0.3
- • Situations d'urgence, [QUE-15.1] 19–24

Refus de fournir des renseignements

- Infraction, [QUE-4] 33; [QUE-9] 18; [QUE-13] 140(3); [QUE-16] 235

Refus de travailler, voir *Droit de refus*

Régie de l'assurance maladie du Québec, voir aussi *Professionnel de la santé, Services de santé*

- Décision, [QUE-10] ann. I
- Refus de paiement, [QUE-2] 207
- Remboursement par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 197–198; [QUE-16] 247
- Rémunération des professionnels de la santé, [QUE-2] 196; [QUE-16] 111
- Renseignements à la Commission, [QUE-2] 42

Régie des rentes du Québec, voir *Retraite Québec*

Régie du bâtiment, [QUE-15] 123.4.4

Régie intermunicipale

- Accès à l'égalité en emploi
- • Application de la Loi, [QUE-1] 2(2)
- Policier et pompier
- • Grève interdite, [QUE-3] 105
- • Médiateur, [QUE-3] 94
- Service public, [QUE-3] 111.0.16

Régie régionale, voir *Agence de la santé et des services sociaux*

Régime complémentaire d'avantages sociaux (construction)

- Administration, [QUE-15] 92(1), 92(5)
- Décision de la Commission
- • Appel, [QUE-15] 93
- Définition, [QUE-15] 1(t)
- Frais d'administration, [QUE-15] 92(2), 92.1
- Frais payables, [QUE-15] 126.0.2
- Transfert à un autre régime, [QUE-15] 92(3)–92(3.1)

Régime d'apprentissage, voir *Apprenti*

Régime d'assurance de personnes

- Discrimination, [C-2] 97(1), 137
- • Exception, [CAN-1] 20–22

Régime d'avantages sociaux

- Discrimination, [C-2] 97(1), 137

Régime d'invalidité de longue durée

- Assuré, [CAN-2] 239.2(1)
- • Preuve de l'assurance, [CAN-2] 249(2)c.1
- Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)–(2)
- Non assuré, [CAN-2] 239.2(2)
- Règlement, [CAN-2] 239.3

Régime de pensions

- Acte non discriminatoire, [CAN-1] 20–22, 40(7)

Régime de rentes

- Discrimination, [C-2] 97(1), 137

Régime de retraite

- Comité paritaire, [QUE-4] 23
- Cotisation, [QUE-2] 116

Index analytique

Régime de retraite (*suite*)

- Dévolution ou blocage obligatoires des cotisations à des âges déterminés ou déterminables
- • Acte non discriminatoire, [CAN-1] 15(1)d
- Discrimination, [C-2] 97(1)
- • Dispositions applicables, [C-2] 137
- *Loi canadienne sur les droits de la personne*
- • Parties non applicables, [CAN-1] 62
- Participation du travailleur invalide, [QUE-2] 116, 235
- Syndicat professionnel, [QUE-18] 14
- Tribunal administratif du Québec
- • Membre, [QUE-10] 59
- Union et fédération, [QUE-18] 21

Registraire des entreprises

- Administration de la Loi, [QUE-18] 30
- Avis, [QUE-18] 1(5), 11
- Changement de nom d'un syndicat professionnel, [QUE-18] 10
- Constitution d'un syndicat professionnel, [QUE-18] 1(3)–1(5)
- • Dépôt au registre, [QUE-18] 1(5), 11

Registre, voir aussi *Commission de la construction du Québec*

- Accès, [QUE-4] 33
- Altération ou falsification, [QUE-15] 122(4)
- Autre mode de déclaration, [CAN-2.2] 24(3)
- Conservation, [CAN-2.2] 24
- Consultation, [QUE-2] 280, 296, 454; [QUE-16] 52
- Contenu, [QUE-13.4] 1–2; [CAN-2.2] 24(2)
- Délai de conservation, [QUE-13.4] 2; [CAN-2] 252(2); [CAN-2.2] 24(1)–24(2)
- Employeur en défaut, [QUE-4] 33
- Fausse inscription, [QUE-13] 118
- Infraction et peine, [QUE-4] 33–34; [QUE-13] 139; [CAN-2] 256(3)
- Inspection, [QUE-4] 22(e); [CAN-2] 251(1.2), 264(c)
- • Entrave, [QUE-4] 33
- Production régie par règlement, [CAN-2] 264(c)
- Registre de dépouillement
- • Infraction, [QUE-15] 119.8

- Registre des accidents, [QUE-2] 280
- Registre inexact, [CAN-2] 258(3)
- Registre sur les postes de travail, [QUE-16] 52
- Registre des premiers soins, [QUE-2] 280
- Registre des questions, [CAN-2] 135.1(9)
- Registre des salaires, congés, heures supplémentaires, [CAN-2] 252(2)
- • Infraction et peine, [CAN-2] 256(3)
- Registre des salariés, [QUE-4] 22(g); [QUE-13] 29(3), 92.9; [QUE-13.4] 1
- Registre du syndicat, [QUE-18] 5
- Règlement, [CAN-2] 264(a), (c)
- Tenue des registres, [CAN-2] 252; [CAN-2.2] 24

Règlement

- Définition, [QUE-16] 1; [CAN-2] 122(1)
- Municipal, [QUE-9] 37
- Tribunal administratif du Québec
- • Rémunération des membres, [QUE-10] 56, 57
- • Sélection des membres, [QUE-10] 42

Règlement d'application de la Loi sur les biens non réclamés (chapitre B-5.1, r. 1), [QUE-18] 27

Règlement sur la classification des employeurs (R.R.Q., 1981, c. A-3, r. 5), [QUE-2] 580

Règlement sur les consultants en immigration (chapitre I-0.2.1, r. 1), [QUE-13.1] 24

Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique (C.R.C., c. 365), [CAN-2.2] 10(1)b(iii)

Règlement définissant le terme « promotion » (DORS/2005-376), [CAN-4.1] 1(1)

Règlement sur les documents et informations électroniques (DORS/2014-117), [CAN-2.2] 35

Règlement sur la durée du travail des conducteurs de véhicules automobiles (C.R.C., ch. 990), [CAN-2.7] 3, 4

Règlement sur l'équité en matière d'emploi (DORS/96-470), [CAN-4.1] 1(2)

Règlement sur l'éthique et la discipline dans la fonction publique (chapitre F-3.1.1, r. 3), [QUE-19.1] 2

Règlement de 2013 sur les explosifs (DORS/2013-211), [CAN-2.2] 10(1)b(ii)

Règlement sur l'immigration au Québec (chapitre I-0.2.1, r. 3), [QUE-13.1] 1

Règlement sur les impôts (chapitre I-3, r. 1), [QUE-5] 15, 16; [QUE-13] 39.0.4

Règlement sur la nomination des membres du comité d'experts médicaux (R.R.Q., 1981, c. I-7, r. 1), [QUE-2] 575

Règlement du Canada sur les normes du travail (C.R.C., ch. 986), [CAN-2.2] 33.1

Règlement sur les normes du travail (chapitre N-1.1, r. 3), [QUE-2] 6, 80

Règlement sur le permis de service de référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (chapitre R-20, r. 8.1), [QUE-19.4] 63

Règlement d'application de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45, r. 1), [QUE-6.1] 2

Règlement sur la rémunération des arbitres (chapitre C-27, r. 6), [QUE-14] 34

Règlement à l'amiable, voir *Règlement pacifique des conflits de travail*

Règlement des désaccords (fédéral)

- Désaccord survenant à l'expiration de la convention collective, [CAN-2] 67(5)
- Mode de règlement définitif sans arrêt de travail, [CAN-2] 57
- Clause obligatoire absente de la convention, [CAN-2] 57(2)
- Clause obligatoire dans la convention, [CAN-2] 57(1)
- Effet prolongé de la clause obligatoire, [CAN-2] 67(4)
- Renvoi à un arbitre, [CAN-2] 57(2)
- Choix par les parties, [CAN-2] 57(2)a)
- Demande de nomination, [CAN-2] 57(2)b), 57(4)
- Nomination par le ministre du Travail, [CAN-2] 57(2)b), 57(5)
- Renvoi à un conseil d'arbitrage, [CAN-2] 57(3), 65(1)
- Demande, [CAN-2] 57(4)
- Représentant nommé par le ministre du Travail, [CAN-2] 57(5)
- Suspension de l'arbitrage, [CAN-2] 65(2)

Règlement des différends et des griefs

- Absence d'une partie, [QUE-3] 100.5
- Audition des parties, [QUE-3] 100.5
- Audition publique, [QUE-3] 82, 100.4
- Avis de convocation, [QUE-3] 100.2
- Citation à comparaître, [QUE-3] 84, 100.6; [QUE-3.2] 8.2
- Contrainte, [QUE-3] 85, 100.6
- Indemnité des témoins, [QUE-3] 86, 100.6
- Interrogatoire, [QUE-3] 100.7, 100.9
- Notification, [QUE-3] 87
- Procédure, [QUE-3] 81, 100.2
- Refus de répondre, [QUE-3] 100.8
- Règlement du gouvernement, [QUE-3] 103
- Publication, [QUE-3] 104
- Remboursement des frais, [QUE-3] 100.6
- Réouverture d'enquête, [QUE-3] 100.16
- Serment du témoin, [QUE-3] 100.6
- Visite des lieux, [QUE-3] 100.9

Règlement interne des plaintes, voir aussi *Droit de refus (fédéral), Prévention du harcèlement et de la violence*

- Employé réputé être au travail, [CAN-2] 128.1
- Maintien des autres recours, [CAN-2] 131
- Obligation de l'employeur, [CAN-2] 127.1(6)
- Plainte au supérieur hiérarchique, [CAN-2] 127.1(1)
- Forme, [CAN-2] 127.1(1.2)
- Règlement à l'amiable, [CAN-2] 127.1(2)
- Réaffectation, [CAN-2] 128.1(3)
- Remboursement du salaire, [CAN-2] 128.1(4)
- Renvoi au comité local ou au représentant
- Avis, [CAN-2] 127.1(4)
- Enquête, [CAN-2] 127.1(3)
- Recommandation, [CAN-2] 127.1(5)
- Renvoi et plainte au chef, [CAN-2] 127.1(8), (8.1)
- Enquête, [CAN-2] 127.1(9), (9.1)
- Pouvoirs, [CAN-2] 127.1(10), (11)
- Situations visées, [CAN-2] 127.1(8)

Règlement pacifique des conflits de travail

- Accès aux locaux de l'employeur, [CAN-2] 109
- Commission d'enquête, [CAN-2] 108

Index analytique

Règlement pacifique des conflits de travail (*suite*)

- Communication des états financiers, [CAN-2] 110
- Enquête du ministre du Travail, [CAN-2] 106
- Médiateur, [CAN-2] 105
- Pouvoirs supplémentaires du ministre, [CAN-2] 107
- Scrutin sur les offres de l'employeur, [CAN-2] 108.1
- • Conséquences sur autre délai, [CAN-2] 108.1(2)
- • Ordonnance par le ministre du Travail, [CAN-2] 108.1(1), 108.1(4)
- • Vote favorable, [CAN-2] 108.1(3)

Relations du travail

- Agent de l'État exclu, [CAN-2] 6
- Application de la Loi, [CAN-2] 4-6
- Entreprise canadienne visée par la Loi, [CAN-2] 5.1
- Entreprise fédérale visée par la Loi, [CAN-2] 4
- Grands travaux, [CAN-2] 7
- Société d'État visée par la Loi, [CAN-2] 5(1)-(3)

Relations de travail dans l'industrie de la construction, voir *Industrie de la construction*

Relevé des prestations, [CAN-2] 213(2), voir aussi *Certificat de travail*

Religion, [CAN-1] 2, voir aussi *Croyance*

- Discrimination interdite, [C-1] 15(1); [C-2] 10; [CAN-1] 3(1)
- • Infraction, [C-2] 134(1)
- Éducation religieuse et morale, [C-2] 41
- Laïcité de l'État, [C-2] 9.1
- Liberté, [C-1] 2(a); [C-2] 3
- Objection à la cotisation syndicale pour motif religieux, [CAN-2] 70(2)

Rémunération

- Commission canadienne des droits de la personne
- • Commissaire, [CAN-1] 30
- Conseil de la justice administrative
- • Membre, [QUE-10] 171
- Définition, [QUE-13] 39.0.1; [CAN-4.1] 1(2); [CAN-5] 3
- Délégué de chantier, [QUE-15] 86(3)

Équité salariale

- • Catégories d'emplois types (en l'absence de catégories d'emplois à prédominance masculine), [QUE-6.2] 2-4
- • Rémunération flexible (aux fins de l'estimation des écarts salariaux), [QUE-6] 65
- • • Absence de catégories d'emplois à prédominance masculine, [QUE-6.2] 4
- Tribunal administratif du Québec
- • Membre, [QUE-10] 45
- • Personnel, [QUE-10] 86
- Tribunal canadien des droits de la personne
- • Membre, [CAN-1] 48.6(1)

Rémunération des arbitres de grief et de différend

- Allocation de déplacement, [QUE-3.3] 7
- Compte, [QUE-3.3] 20
- Conférence préparatoire, [QUE-3.3] 3
- Délibéré et rédaction de la sentence, [QUE-3.3] 4
- Dispositions applicables, [QUE-3.3] 1
- Formulaire de déclaration, [QUE-3.3] 12, 15
- Frais de location de salles, [QUE-3.3] 9
- Frais de transport, de repas et de logement, [QUE-3.3] 6
- Frais inhérents à l'arbitrage, [QUE-3.3] 5
- Honoraires, [QUE-3] 101.8; [QUE-3.3] 2, 10
- Indemnité en cas de désistement ou de règlement total, [QUE-3.3] 8
- Liste des tarifs, [QUE-3.3] 18
- Membre d'un groupement d'arbitres, [QUE-3.3] 16
- Membre du Tribunal d'arbitrage procédure allégée, [QUE-3.3] 17
- Modification, [QUE-3.3] 14
- Paiement, [QUE-3.3] 19
- Réclamation, [QUE-3.3] 13
- Réglementation, [QUE-3] 103; [QUE-3.3] 21-24
- Rémunération par les parties, [QUE-3.3] 11
- Séance d'arbitrage, [QUE-3.3] 2

Renseignement

- Infraction à la loi commise par l'employeur
- • Sanctions disciplinaires prises avec l'intention de forcer l'employé à s'abstenir de fournir des renseignements

- Renseignement (*suite*)
- Menaces et représailles, [CAN-3] 425.1
- Renseignement confidentiel**, voir aussi *Confidentialité*
- Divulgateur, [C-2] 9
 - Équité en matière d'emploi, [CAN-4] 9(3), 24, 28(10), 34
 - Tribunal administratif du travail, [QUE-19] 9 al. 2(7)
- Renseignement personnel**, [QUE-11] 8-9
- Rente pour incapacité permanente**, [QUE-2] 554
- Rente pour incapacité totale**, [QUE-2] 448, 451
- Rente d'invalidité**
- Date de la demande, [QUE-2] 42.1 al. 2a)
 - Détermination des montants, [QUE-2] 42.1 al. 2c)
 - Identification des cotisants, [QUE-2] 42.1 al. 2b), b.1), d)
- Rente de retraite**, [QUE-2] 42.1, 144
- Rente mensuelle**
- Disposition transitoire, [QUE-2] 560-568
 - Facteurs de nivellement, [QUE-2] 564, ann. IX
 - Facteurs de redistribution, [QUE-2] 563, ann. VIII
 - Indemnité de décès, [QUE-2] 101, 102, ann. IV
 -
- Renvoi**
- Discrimination interdite, [C-2] 16
 - Infraction, [C-2] 134(1)
 - Illégalité, [CAN-2] 256(1)c)
- Renvoi abusif**
- Dommages-intérêts exemplaires, [QUE-4] 31
 - Infraction et peine, [QUE-4] 30
 - Récidive, [QUE-4] 30
- Renvoi à une ancienne loi**, [QUE-2] 477, 505; [QUE-9] 35; [QUE-16] 333
- Repas**
- Période, [QUE-13] 79
- Repos**, voir aussi *Congé annuel, Jour férié*
- Dimanche, [CAN-2] 173
 - Lieu de repos, [QUE-13] 86
 - Nombre de jours par semaine, [QUE-13] 78; [CAN-2] 173
 - Période entre chaque quart de travail, [CAN-2] 169.2(1)
 - Exception, [CAN-2] 169.2(2)
 - Période fixée par le ministre du Travail, [CAN-2.2] 8
 - Repos hebdomadaire, [CAN-2.2] 8, 9
 - Travailleur agricole, [QUE-13] 78
- Représailles interdites**, [C-2] 82, 134(5); [C-3] 45; [QUE-2] 32; [QUE-3] 15; [QUE-13] 122; [QUE-15] 101; [QUE-16] 30, 81, 97; [CAN-1] 14.1; [CAN-3] 425.1
- Représentant à la prévention**, voir aussi *Programme de prévention, Représentant en santé et en sécurité*
- Absence du travail, [QUE-16] 91-93
 - Avis, [QUE-16] 88
 - Collaboration de l'employeur, [QUE-16] 94
 - Contestation d'une réaffectation, [QUE-16] 37
 - Révision, [QUE-16] 37.1
 - Cours de formation, [QUE-16] 91
 - Frais d'inscription, [QUE-16] 91
 - Définition, [QUE-16] 1
 - Désignation, [QUE-16] 87-89
 - Droit de refus, [QUE-16] 16
 - Fonctions, [QUE-16] 29, 90
 - Exercice abusif, [QUE-16] 31, 97
 - Instruments nécessaires, [QUE-16] 95
 - Présomption de travail, [QUE-16] 96
 - Sanction interdite, [QUE-16] 31, 97
- Représentant en matière de santé et de sécurité**, voir aussi *Comité local de santé et de sécurité*
- Accès aux renseignements, [CAN-2] 136(7), 136.1
 - Droit au salaire, [CAN-2] 136(9)
 - Fonctions, [CAN-2] 136(5)
 - Absence de désignation, [CAN-2] 136(4)
 - Exception, [CAN-2] 136(5.1)
 - Immunité, [CAN-2] 136(10)
 - Mandat, [CAN-2.8] 12
 - Nomination, [CAN-2] 136(1), (2), 137
 - Employés sans syndicat, [CAN-2.8] 11
 - Employés syndiqués, [CAN-2] 136(2)
 - Employeur, [CAN-2] 136(1)
 - Mise en demeure, [CAN-2] 136(3)

Index analytique

Représentant en matière de santé et de sécurité (*suite*)

- Poste vacant, [CAN-2.8] 13
- Programme de formation, [CAN-2] 125(1)z.01); [CAN-2.8] 14
- Règlement du gouverneur en conseil, [CAN-2] 136(11)
- Règlement interne des plaintes, [CAN-2] 127.1(3)-(5)
- Renseignements exigibles de l'employeur, [CAN-2] 136(6)
- Temps nécessaire à l'exercice des fonctions, [CAN-2] 136(8)

Représentant en santé et en sécurité

- Absence du travail, [QUE-16] 212
- Chantier de construction, [QUE-16] 209-215
- Définition, [QUE-16] 194(3)
- Désignation, [QUE-16] 209, 212.1
- Nombre, [QUE-16] 212.1
- Dispositions applicables, [QUE-16] 208, 213, 215
- Fonctions, [QUE-16] 210
- Présomption de travail, [QUE-16] 214
- Programme de formation, [QUE-16] 211
- Frais, [QUE-16] 211

Représentant patronal

- Désignation, [CAN-2] 34(3), (4), 34(7)
- Droits, [QUE-16] 11
- Obligations, [QUE-16] 7, 8; [CAN-2] 34(6)
- Statut, [CAN-2] 34(5)
- Statut de non-travailleur, [QUE-16] 1

Représentation

- Tribunal administratif du Québec
- Restriction, [QUE-10] 102
- Section des affaires sociales, [QUE-10] 102
- Services d'un avocat, [QUE-10] 103

Représentation du salarié

- Association accréditée, [QUE-3] 69
- Comité paritaire, [QUE-4] 22(a)
- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-13] 123
- Tribunal administratif du travail, [QUE-3] 19

Représentation syndicale dans le secteur des affaires sociales, voir *Unité de*

négociation dans le secteur des affaires sociales

Représentativité (association de salariés), voir aussi *Agent de relations du travail, Association représentative (construction), Unité de négociation*

- Conditions pour être reconnu membre, [QUE-3] 36.1; [QUE-3.2] 30
- Décision de la Commission, [QUE-3] 32
- Enquête, [QUE-3] 32
- Parties intéressées, [QUE-3] 32
- Enquête de l'agent de relations du travail, [QUE-3] 41
- Rapport d'enquête, [QUE-3] 41
- Contestation, [QUE-3] 41
- Scrutin secret, [QUE-3] 32, 37-37.2

Reprise d'instance, voir *Comité paritaire*

Réputation

- Droit à la sauvegarde, [C-2] 4

Requête en accréditation, voir aussi *Accréditation, Requête en révocation d'accréditation, Tribunal administratif du travail*

- Contenu, [QUE-3.2] 9
- Délai pour rendre la décision, [QUE-3] 39.1
- Documents accompagnant la requête
- Exposé des faits et représentations à l'appui, [QUE-3.2] 6
- Résolution de l'association, [QUE-3.2] 9
- Effet
- Maintien des conditions de travail, [CAN-2] 24(4)
- Époque de la demande, [CAN-2] 24(2), 47(2)
- Grève ou lock-out, [CAN-2] 24(3)
- Inscription dans un registre public, [QUE-3.2] 3, 5
- Modification, [QUE-3.2] 38
- Requête au Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 24(1), 47(2)
- Transmission, [QUE-3.2] 3.1, 10

Requête d'attestation d'association, [QUE-3.2] 31

Requête en récusation d'un arbitre de grief (construction), [QUE-15] 65

Requête en révocation d'accréditation

- Accréditation d'un regroupement de syndicats, [CAN-2] 41

- Requête en révocation d'accréditation (*suite*)
- • Demandeur, [CAN-2] 41(1)
 - Disposition applicable, [QUE-3.2] 30
 - Éléments de preuve, [CAN-2] 40(2)
 - Époque de la demande, [CAN-2] 38(2), (5), 40(1), 41(3)
 - Fraude du syndicat, [CAN-2] 40
 - • Demandeur, [CAN-2] 40(1)
 - Modification, [QUE-3.2] 38
 - Syndicat antérieur, [CAN-2] 36(1)b
- Réseau de transport métropolitain**
- Accès à l'égalité en emploi
 - • Application de la Loi, [QUE-1] 2(2)
- Réserviste des Forces canadiennes, voir *Salarié réserviste des Forces canadiennes***
- Résidence**
- Droit d'établissement, [C-1] 6(2), (3)
- Résidu minier, voir *Parc à résidus miniers***
- Résiliation du contrat de travail, voir *Contrat de travail***
- Responsabilité civile, voir *Action en responsabilité civile***
- Ressource de type familial**
- Définition, [QUE-2] 2
- Ressource intermédiaire**
- Définition, [QUE-2] 2
- Restaurateur professionnel**
- Entrepreneur autonome, [QUE-15] 19 al. 1(13)ii)
- Retenue sur salaire, voir *Employeur professionnel, Salaire***
- Retenue syndicale, voir *Cotisation***
- Retrait préventif du travailleur exposé à un contaminant**
- Avantages liés à l'emploi, [QUE-16] 38, 39
 - Certificat médical, [QUE-16] 32, 33
 - Cessation de travail, [QUE-16] 35
 - Droit, [QUE-16] 32
 - Incapacité à accomplir les tâches, [QUE-16] 37
 - Indemnité de remplacement du revenu, [QUE-16] 36
 - Réaffectation, [QUE-16] 32, 35
 - Recours devant le Tribunal administratif du travail, [QUE-16] 36, 37.1–37.3
 - Réintégration, [QUE-16] 35, 38
- Rémunération, [QUE-16] 36
- Retrait préventif de la travailleuse enceinte**
- Avantages liés à l'emploi, [QUE-16] 43
 - Certificat médical, [QUE-16] 40, 40.1, 48.1
 - Cessation de travail, [QUE-16] 41
 - Danger physique pour l'enfant à naître ou la mère, [QUE-16] 40, 40.1
 - • Protocole sur les dangers et les conditions de travail, [QUE-16] 40.1, 48, 48.1
 - Droit, [QUE-16] 40
 - Indemnité de remplacement du revenu, [QUE-16] 44
 - • Imputation du coût, [QUE-16] 45
 - • Montant irrécouvrable, [QUE-16] 44
 - • Paiement temporaire, [QUE-16] 44
 - Réaffectation, [QUE-16] 40
 - • Contestation, [QUE-16] 42
 - Réintégration, [QUE-16] 43
 - Travailleuse allaitante, [QUE-16] 46–48.1
 - • Certificat, [QUE-16] 46, 48.1
 - • Cessation de travail, [QUE-16] 47
 - • Dispositions applicables, [QUE-16] 48
- Retraite, voir *Âge de la retraite, Mise à la retraite, Régime de retraite***
- Retraite Québec, [QUE-10] 26, 97(2), ann. I**
- Entente avec la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 42.1; [QUE-16] 174.1
 - Rente d'invalidité, [QUE-2] 144
- Rétroactivité**
- Convention collective, [QUE-3] 72
 - Loi, [C-1] 11(g); [C-2] 37
 - Règlement du gouvernement du Québec, [QUE-13] 90.1
- Rétrogradation illégale, [C-3] 45; [QUE-15] 101; [CAN-2] 209.3, 238–239, 239.1(1); [CAN-3] 425.1**
- Réunion pacifique**
- Liberté, [C-1] 2(c); [C-2] 3
- Révision administrative**
- Procédure applicable, [QUE-10] 2

S

- Saisie abusive, [C-1] 8; [C-2] 24.1**
- Saisie-arrêt, voir *Saisie en mains tierces***

Index analytique

- Saisie en mains tierces**, [QUE-13] 122(3); [CAN-2] 238
- Salaires**, voir aussi *Bulletin de paie*, *Équité salariale (fédéral)*, *Équité salariale (provinciale)*, *Recouvrement de salaire ou indemnité impayé*, *Rémunération*, *Traitement*
- Acte discriminatoire, [CAN-1] 11; [CAN-2] 182
 - Administrateur
 - Responsabilité, [QUE-15] 122(7)
 - Application exclusive de la convention, [CAN-2] 168(1.1)
 - Application de la Loi, [QUE-13] 157; [CAN-2] 167–168
 - Calcul, [CAN-2] 264(d), (e); [CAN-2.2] 20
 - Jour férié et congé de décès, [CAN-2.2] 17, 18
 - Déclaration, [QUE-2] 291, 454
 - Définition, [C-2] 56(2); [QUE-4] 1(i); [QUE-13] 1(9); [QUE-15] 1(q); [CAN-1] 11(7); [CAN-2] 166
 - Taux de salaire de base, [CAN-2.2] 19(1)
 - Distinction non discriminatoire, [C-2] 19–20
 - Égalité pour travail équivalent, [C-2] 19
 - Employé introuvable, [CAN-2.2] 23(1)
 - Avis, [CAN-2.2] 23(1.1)
 - Remise au ministre du Travail, [CAN-2] 264(i)
 - Indemnité de présence, [QUE-13] 58; [CAN-2.2] 11.1
 - Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)a
 - Normes du travail, [QUE-13] 40–51.1
 - Obligatoire, [QUE-4] 9
 - Paiement, [CAN-2] 247
 - Autre mode autorisé, [QUE-13] 39(11)
 - Chèque, [QUE-13] 42
 - En espèces, [QUE-13] 42
 - Jour de paye, [QUE-13] 43, 45; [CAN-2] 247
 - Virement bancaire, [QUE-13] 42
 - Pourboire, [QUE-13] 50–50.2
 - Présomption d'employé, [CAN-2] 167.01
 - Projet pilote, [CAN-2] 263, 263.1
 - Réduction illégale, [QUE-4] 12, 36; [QUE-15] 122(5)
 - Réduction permise, [CAN-2.2] 21
 - Règlement, [CAN-2] 264(d)
 - Remboursement par la Commission, [QUE-15] 122(8)
 - Remise illégale, [QUE-4] 36; [QUE-15] 122(5)
 - Renonciation sans effet, [QUE-18] 23
 - Repas, logement et autres formes de rémunération, [CAN-2.2] 21–22
 - Retenues sur salaire, [QUE-13] 49; [CAN-2] 254.1(1)
 - Autorisation, [CAN-2] 254.1(2)
 - Dommages et pertes, [CAN-2] 254.1(3)
 - Règlements, [CAN-2] 254.1(4)
 - Salarié à temps partiel, [QUE-13] 41.1, 41.2
 - Sanction administrative pécuniaire, [CAN-2] 270(1)a, 273; [CAN-2.6] 2, ann. 2
 - Solidarité, [QUE-4] 14; [QUE-15] 54
 - Statut d'emploi du salarié, [QUE-13] 41.1, 41.2
- Salaire minimum**
- Accident du travail et maladies professionnelles, [QUE-2] 6
 - Apprenti, [QUE-8] 30(d); [CAN-2.2] 11
 - Avantage matériel, [QUE-13] 41
 - Employé affecté à la cueillette des fruits, [QUE-13.2] 4.1
 - Employé de moins de 18 ans, [CAN-2] 179(b)
 - Employés non visés, [QUE-13] 41.1; [QUE-13.2] 2; [CAN-2] 167(2)–(3), 168(1.1)
 - Entreprises et personnes visées, [CAN-2] 167(1)–(1.2)
 - Équité salariale
 - Absence de catégories d'emplois à prédominance masculine
 - Taux horaire de rémunération attribué à chacune des catégories d'emplois types, [QUE-6.2] 3(1)
 - Fixation par arrêté ministériel, [CAN-2] 178(4)
 - Fixation par règlement, [QUE-13] 40, 89(1)
 - Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)a
 - Majoration, [CAN-2] 178(2)
 - Mode autre que le temps, [CAN-2] 178(4)
 - Fixation par arrêté ministériel, [CAN-2] 178(4)
 - Obligation de l'employeur, [CAN-2] 178(5)
 - Règlements, [CAN-2] 181

- Salaire minimum (*suite*)
- Salaire horaire minimum, [QUE-13.2] 3; [CAN-2] 178, 178.1
 - Salarié au pourboire, [QUE-13.2] 4
 - • Rajustement annuel, [CAN-2] 178.1
- Salaire ou indemnité payé en partie, voir**
Inspecteur (fédéral)
- Salarié, voir aussi** *Employé, Plainte du salarié, Travailleur*
- Aliénation de l'entreprise, [QUE-13] 96, 97
 - Définition, [QUE-3] 1(l); [QUE-4] 1(j); [QUE-6] 4; [QUE-13] 1(10); [QUE-15] 1(r); [CAN-4.1] 1(2)
 - Salarié lié par la convention collective, [QUE-3] 67
 - Salarié non régi par la Loi, [QUE-13] 3
 - Salarié régi par la Loi, [QUE-13] 2, 158
- Salarié à commission**
- Calcul du salaire fixé par règlement, [CAN-2] 264(e.1)
 - Indemnité, [QUE-13] 62
 - Indemnité compensatoire, [QUE-7] 4; [QUE-13] 83
 - Non-assujettissement au salaire minimum, [QUE-13.2] 2(4)
- Salarié de la construction, voir aussi**
Association de salariés (construction), Convention collective (construction)
- Convention collective, [QUE-15] 27
 - Indemnité compensatoire, [QUE-15] 122(3)
- Salarié de la fonction publique, [QUE-13]**
83.2
- Salarié permanent**
- Définition, [QUE-15] 1(s)
- Salarié au pourboire, voir aussi** *Pourboire, Salaire minimum*
- Définition, [QUE-13.2] 1
 - Indemnité compensatoire, [QUE-7] 4
- Salarié réserviste des Forces canadiennes**
- Absence du travail, [QUE-13] 81.17.1
 - • Avantage, [QUE-13] 79.6, 81.17.6
 - • Avis à l'employeur, [QUE-13] 81.17.3
 - • Congédiement, suspension ou déplacement, [QUE-13] 79.4, 81.17.6
 - • Document justificatif, [QUE-13] 81.17.4
 - • Durée supérieure à 12 mois, [QUE-13] 81.17.5
 - • Exception, [QUE-13] 81.17.2
 - • Licenciement ou mise à pied, [QUE-13] 79.5, 81.17.6
 - • Réintégration du salarié, [QUE-13] 79.4, 81.17.6
 - • Retour au travail
 - • • Avant la date prévue, [QUE-13] 81.17.3
 - Congé annuel, [QUE-13] 70
- Salarié surnuméraire, voir** *Surnuméraire*
- Salarié à temps partiel**
- Accès à l'égalité en emploi
 - • Exclusion, [QUE-1] 4
 - Congé annuel, [QUE-13] 74.1
 - Programme d'accès à l'égalité en emploi
 - • Exclusion, [QUE-1] 11
 - Taux de salaire, [QUE-13] 41.1
- Salariée enceinte, voir** *Employée enceinte*
- Salon**
- Admission, [QUE-9] 14
- Sanction administrative pécuniaire (fédéral), voir aussi** *Équité salarial (fédéral)*
- Appel au Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 285–288
 - • Avis au chef, [CAN-2] 286(1)
 - • Décision, [CAN-2] 287
 - • • Caractère définitif de la décision, [CAN-2] 287(6)
 - • • Copie au comité local ou au représentant, [CAN-2] 287(4)
 - • • Correction de la pénalité, [CAN-2] 287(2)
 - • • Motifs, [CAN-2] 287(3)
 - • Demande, [CAN-2] 285(1)
 - • • Délai, [CAN-2] 285(1)
 - • • Moyens d'appel, [CAN-2] 285(2)
 - • Document, [CAN-2] 286(2), (3)
 - • Observation et preuve par le chef, [CAN-2] 286(4)
 - • Recours extraordinaire, [CAN-2] 287(7)
 - • Rémunération de l'employé témoin, [CAN-2] 288; [CAN-2.6] 10
 - Aveu de responsabilité
 - Défaut de demande de révision ou d'appel, [CAN-2] 290
 - Paiement de la pénalité, [CAN-2] 289
 - Cumul de procédure interdit, [CAN-2] 111.01(2)

Index analytique

- Sanction administrative pécuniaire (fédéral) (*suite*)
- Moyen de défense
 - Exclusion, [CAN-2] 277(1)
 - Paiement
 - Date, [CAN-2.6] 7(2)
 - Obligation, [CAN-2] 284(5), 287(5)
 - Paiement hâtif, [CAN-2.6] 7(1)
 - Pénalité
 - Montant, [CAN-2] 273; [CAN-2.6] 4-6, ann. 3
 - Plafond, [CAN-2] 270(2)
 - Personne morale, [CAN-2] 274
 - Dirigeant, administrateur ou mandataire, [CAN-2] 274
 - Personnel de gestion ou de surveillance, [CAN-2] 274
 - Pouvoir du chef, [CAN-2] 271
 - Délégation, [CAN-2] 272
 - Preuve, [CAN-2] 275, 293
 - Fardeau, [CAN-2] 294
 - Principe de common law, [CAN-2] 277(2)
 - Procédure pénale, [CAN-2] 279
 - Cumul interdit, [CAN-2] 279(1)
 - Procès-verbal de violation, [CAN-2] 271, 276
 - Admissibilité en preuve, [CAN-2] 293
 - Agent verbalisateur, [CAN-2] 271, 276(1), 294
 - Contenu, [CAN-2] 276(2)
 - Copie au comité local ou au représentant, [CAN-2] 276(3)
 - Modification, [CAN-2] 282
 - Prescription, [CAN-2] 280
 - Signification, [CAN-2] 276(1); [CAN-2.6] 8
 - Projet pilote, [CAN-2] 296, 297
 - Publication, [CAN-2] 295; [CAN-2.6] 11
 - Recouvrement, [CAN-2] 291, 292
 - Certificat de non-paiement, [CAN-2] 292
 - Créance, [CAN-2] 291(1)
 - Prescription, [CAN-2] 291(1)
 - Règlement, [CAN-2] 111.01(1), 270(1)
 - Révision, [CAN-2] 281-284
 - Décision du chef, [CAN-2] 284
 - Caractère définitif de la décision, [CAN-2] 284(6)
 - Copie au comité local ou au représentant, [CAN-2] 284(4)
 - Correction de la pénalité, [CAN-2] 284(2)
 - Motifs, [CAN-2] 284(3)
 - Signification, [CAN-2] 284(3); [CAN-2.6] 8
 - Demande par l'auteur, [CAN-2] 281
 - Délai, [CAN-2]
 - Modalité, [CAN-2.6] 9
 - Règles de procédure, [CAN-2] 283(2)
 - Traitement comme une demande d'appel, [CAN-2] 283(3)
 - Violation, [CAN-2] 270(1)a), 273; [CAN-2.6] 2, 3, ann. 1, 2
 - Continuité sur plusieurs jours, [CAN-2] 278
 - Types, [CAN-2.6] 3, ann. 1, 2
- Sanction disciplinaire illégale**, voir *Mesure disciplinaire illégale*
- Sanction pécuniaire**
- Pratique déloyale de l'employeur, [CAN-2] 94(3)c), e), f)
- Santé et sécurité au travail**, voir aussi *Accident du travail, Agent régional de santé et de sécurité, Agent de santé et de sécurité, Comité local de santé et de sécurité, Comité d'orientation en matière de santé et de sécurité, Comité de santé et de sécurité, Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, Commission de la sécurité dans les mines de charbon, Danger, Droit de refus, Inspection en matière de santé et de sécurité au travail, Lésion professionnelle, Maladie professionnelle, Représentant en matière de santé et de sécurité, Retrait préventif du travailleur exposé à un contaminant, Retrait préventif de la travailleuse enceinte*
- Besoins spéciaux de l'employé
 - Mode de communication des instructions, avis et renseignements, [CAN-2] 122.3
 - Cas de mort ou blessure, [CAN-2] 148(2), (3)
 - Interdiction de toucher aux débris ou objets se rapportant à l'événement, [CAN-2] 127
 - Champ d'application de la Loi, [QUE-16] 2-8.1; [CAN-2] 123, 123.1
 - Communication de renseignements, [CAN-2] 155
 - Déficience des conditions de santé, [QUE-16] 123

Lois du travail 2025-2026

Santé et sécurité au travail (*suite*)

- Dispositions applicables, [CAN-2] 160
- Dispositions d'ordre public, [QUE-16] 4
- Dispositions générales, [QUE-16] 2–8.1
- Dispositions plus avantageuses, [QUE-16] 4
- Droit de la personne, [CAN-2] 123.1
- Employée enceinte ou allaitante, [QUE-13] 122; [CAN-2] 132
- Facturation des services, installations ou produits, [CAN-2] 156.1
- Infraction et peine, [QUE-16] 234–242; [CAN-2] 148–154
 - Ordonnance de la Commission, [QUE-16] 238
 - Récidive, [QUE-16] 237
 - Revalorisation annuelle des amendes, [QUE-16] 237.1
- Mesure disciplinaire, [CAN-2] 147–147.1
- Moyens et équipement de protection, [QUE-16] 3
- Objet de la Loi, [QUE-16] 2; [CAN-2] 122.1, 122.2
- Obligation d'installer des matériaux, [QUE-15] 88
 - Clause de la convention collective réputée non écrite, [QUE-15] 89
- Obligations de l'employé, [CAN-2] 126
- Obligations de l'employeur, [C-4] 2087; [CAN-2] 124–125.3
- Plainte découlant de mesures disciplinaires, [CAN-2] 133, 134, 156
- Plainte du salarié
 - Processus de règlement interne, [CAN-2] 127.1–131
- Programme de santé et de sécurité au travail, [CAN-2] 138(6)
- Programme de surveillance médicale, [CAN-2] 139
- Projet pilote, [CAN-2] 161, 162
- Recherche, [QUE-16] 169
- Régime particulier, [QUE-16] 8.2–8.12
 - Application, [QUE-16] 8.4–8.5
 - Choix, [QUE-16] 8.5
 - Remboursement de l'organe responsable, [QUE-16] 8.5
 - Dépôt à l'Assemblée nationale, [QUE-16] 8.10
 - Entente, [QUE-16] 8.2, 8.6
 - Mise en œuvre, [QUE-16] 8.2
 - Publication, [QUE-16] 8.9

- Résiliation, [QUE-16] 8.11
- Modification, [QUE-16] 8.3
- Objet, [QUE-16] 8.3
- Publication, [QUE-16] 8.9
- Règlement, [QUE-16] 8.3, 8.7, 8.8, 8.11
 - Assentiment préalable des Mohawks de Kahnawake, [QUE-16] 8.8
 - Dépôt à l'Assemblée nationale, [QUE-16] 8.10
 - Publication, [QUE-16] 8.12
- Renvoi, [QUE-16] 8.7
- Règlement, [QUE-16] 223.1, 225
- Entrée en vigueur, [QUE-16] 225
- Règlement du gouverneur en conseil, [CAN-2] 125(3), (6), 157–159
- Recommandation ministérielle, [CAN-2] 157(3)
- Sanction administrative pécuniaire, [CAN-2] 270(1)a, 273; [CAN-2.6] 2, ann. 1
- Santé de l'enfant allaité, [CAN-2] 204(1)
- Santé de la mère et celle du fœtus, [QUE-13] 122; [CAN-2] 204(1)

Scierie

- Définition, [QUE-13.2] 1
- Semaine normale de travail, [QUE-13] 89(4); [QUE-13.2] 11

Scrutin (construction)

- Association sectorielle d'employeurs, [QUE-15] 41.1

Scrutin (offres de l'employeur), [CAN-2] 108.1, voir aussi *Règlement pacifique des conflits de travail*

Scrutin de représentation (fédéral), voir aussi *Accréditation, Scrutin secret*

- Adhésion au syndicat, [CAN-2] 29
- Bulletin de vote, [CAN-2] 30(1)b, 30(2)
- Dépouillement, [CAN-2] 30(1)b
- Employé exclus, [CAN-2] 29(1.1)
- Fusion de syndicats ou transfert de compétence, [CAN-2] 43(3)
- Garde des urnes, [CAN-2] 30(1)b
- Majorité, [CAN-2] 31(3)
- Mode de scrutin, [CAN-2] 30(1)b
- Obligations du Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 30(1), (2)
- Participation minimale, [CAN-2] 31(2)
- Pouvoirs du Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 30(3)
- Régularité du scrutin, [CAN-2] 30(1)b

Index analytique

- Scrutin de représentation (fédéral) (*suite*)
 - Résultat, [CAN-2] 31(1)
 - Scellage des urnes, [CAN-2] 30(1)b)
- Scrutin secret**, voir aussi *Accréditation, Scrutin de représentation (fédéral)*
 - Association représentative (construction), [QUE-15] 32
 - Délégué de chantier, [QUE-15] 86.1
 - Entente tenant lieu de convention (construction), [QUE-15] 44.1, 44.2
- Secours**
 - Droit et obligation, [C-2] 2
- Secret ou procédé de fabrication**
 - Divulgateur illégale, [QUE-16] 234
- Secret professionnel**, [CAN-1] 33(2)f)
 - Droit au respect, [C-2] 9
- Secteur de l'éducation et de l'enseignement supérieur**
 - Convention collective
 - Négociation, [QUE-3] 111.6
 - Équité salariale, [QUE-6] 3, 11
 - Travaux bénévoles en construction, [QUE-15.2] 4 al. 1(4)
 - Travaux de construction non régis par la Loi, [QUE-15] 19 al. 1(8)
- Secteur de la santé et des services sociaux**
 - Convention collective
 - Négociation, [QUE-3] 111.6
 - Équité salariale, [QUE-6] 3, 21.1
- Secteur génie civil et voirie**, [QUE-15] 1(v)
- Secteur industriel**, [QUE-15] 1(w)
- Secteur institutionnel et commercial**, [QUE-15] 1(x)
- Secteur résidentiel**, [QUE-15] 1(y)
- Secteurs public et parapublic**, voir aussi *Entente sur les services essentiels, Fonction publique, Liste des services essentiels, Maintien des services essentiels, Service public, Tribunal administratif du travail*
 - Accréditation, [QUE-3] 111.3
 - Action préjudiciable au public, [QUE-3] 111.17, 111.18
 - Engagement d'une personne, [QUE-3] 111.19
 - Ordonnance du Tribunal administratif du travail, [QUE-3] 111.17, 111.18
 - Affiliation, [QUE-3] 111.4
 - Délai, [QUE-3] 111.4
 - Conditions de travail
 - Modification interdite, [QUE-3] 111.11
 - Convention collective
 - Négociation, [QUE-3] 111.6, 111.7
 - Parties liées, [QUE-3] 111.3
 - Définition, [QUE-3] 111.2
 - Dispositions applicables, [QUE-3] 111.1-111.15.3
 - Enquête, [QUE-3] 111.16
 - Entreprise du secteur parapublic
 - Équité salariale, [QUE-6] 3 al. 2(1), (3)
 - Comité, [QUE-6] 19.1, 20.1, 21.1
 - Programme, [QUE-6] 11
 - Grève
 - Approbation préalable, [QUE-3] 111.12
 - Avis préalable, [QUE-3] 111.11
 - Délai, [QUE-3] 111.11
 - Interdiction, [QUE-3] 111.14
 - Renouvellement de l'avis, [QUE-3] 111.11
 - Interprétation, [QUE-3] 111.2
 - Lock-out
 - Avis préalable, [QUE-3] 111.11
 - Délai, [QUE-3] 111.11
 - Interdiction, [QUE-3] 111.13, 111.14
 - Renouvellement de l'avis, [QUE-3] 111.11
 - Maintien des services, [QUE-3] 111.10-111.15.3
 - Information, [QUE-3] 111.10.2
- Sécurité**
 - Définition, [CAN-2] 122(1)
 - Droit, [C-1] 7
- Sécurité civile**, voir *État d'urgence local ou national*
- Sécurité incendie**, voir *Service municipal de sécurité incendie*
- Sécurité et santé au travail**, voir *Droit de refus, Retrait préventif du travailleur exposé à un contaminant, Retrait préventif de la travailleuse enceinte, Santé et sécurité au travail*
- Sécurité sociale**, [QUE-4] 22(m)
- Sécurité syndicale**, [QUE-15] 61, 108
- Semaine normale de travail**, voir aussi *Durée du travail, Heures de travail, Heures*

Semaine normale de travail (*suite*)

supplémentaires, Horaire de travail, Jour de travail

- Alimentation au détail, [QUE-13] 89(4)
- Définition, [QUE-13] 1(11); [CAN-2] 166
- Durée, [QUE-13] 52; [QUE-13.2] 9–13; [CAN-2] 169(1)a)
- Endroit isolé, [QUE-13.2] 12
- Exploitation forestière, [QUE-13.2] 10
- Fixation par règlement, [QUE-13] 89(4)
- Gardien, [QUE-13.2] 9
- Licenciement, [CAN-2.2] 31(3)
- Présomption, [QUE-2] 289.1
- Salariés non visés, [QUE-13] 54
- Scierie, [QUE-13.2] 11

Sentence arbitrale, voir aussi *Arbitre de différend, Arbitre de grief*

- Contenu, [QUE-3] 92, 99.7
- Correction, [QUE-3] 91.1
- Délai, [QUE-3] 90, 101.5
- Durée, [QUE-3] 92, 99.8
- Effet, [QUE-3] 93, 99.8
- Éléments à considérer, [QUE-3] 99.5
- Erreur matérielle, [QUE-3] 91.1
- Exécution, [QUE-3] 93
- Fondement sur la preuve, [QUE-3] 100.11
- Modification, [QUE-3] 92, 99.8
- Motif, [QUE-3] 101.2
- Ordonnance de la Commission, [QUE-3] 101.7
- Parties liées, [QUE-3] 99.8, 101
- Preuve, [QUE-3] 99.6
- Sans appel, [QUE-3] 101
- Serment, [QUE-3] 79
- Taxe des témoins, [QUE-3] 88
- Traduction, [C-3] 44
- Transmission au ministre, [QUE-3] 89, 101.6
- Transmission aux parties, [QUE-3] 89, 101.6

Serment

- Commission canadienne des droits de la personne
- • Commissaire et agent, [CAN-1] 33(1)
- Conseil de la justice administrative
- • Membre, [QUE-10] 170
- Tribunal administratif du Québec

- • Membre, [QUE-10] 68
- Tribunal canadien des droits de la personne
- • Enquêteur (pouvoir de faire prêter serment ou d’interroger sous serment), [CAN-1] 48.3(4)

Serre destinée à la production agricole

- Loi non applicable aux travaux de construction, [QUE-15] 19 al. 1(1)

Service canadien du renseignement de sécurité

- Équité en matière d’emploi, [CAN-4] 21(3), 21(5), (6)
- • Règlement, [CAN-4] 41(5)–(7)

Service communautaire, voir *Centre local de services communautaires*

Service continu, voir aussi *Avis de cessation d’emploi ou de mise à pied, Congé annuel, Jour férié ou chômé*

- Base de calcul pour le congé annuel, [QUE-13] 67–69
- Condition préalable aux jours fériés ou chômés, [QUE-13] 65
- Congédiement sans cause juste et suffisante, [QUE-13] 124
- Définition, [QUE-13] 1(12)

Service d’ambulance, [QUE-5.1] 1

Service de garde

- Ordonnance interdisant à une personne d’offrir ou de fournir le service, [QUE-10] 119(5.0.3)
- Sanction interdite, [QUE-13] 122(21)

Service fédéral de médiation et de conciliation, [CAN-2] 70.1, 111.1

Service municipal de sécurité incendie, voir aussi *Pompier*

- Personne qui assiste les membres
- • Cotisation de l’employeur (santé et sécurité au travail), [QUE-2] 310(3.1)
- • Immunité de l’autorité responsable, [QUE-2] 440
- • Personne considérée à l’emploi de l’autorité responsable, [QUE-2] 12.0.1
- • Travailleur victime d’une lésion professionnelle, [QUE-2] 77–78, 81

Service public, voir aussi *Entente sur les services essentiels, Fonction publique, Liste des services essentiels, Maintien des services essentiels, Secteurs public et*

Index analytique

- Service public (suite)**
parapublic, Service public, Tribunal administratif du travail
- Action préjudiciable au public, [QUE-3] 111.17, 111.18
 - • Engagement d'une personne, [QUE-3] 111.19
 - • Ordonnance du Tribunal administratif du travail, [QUE-3] 111.17, 111.18
 - Conditions de travail, [QUE-3] 111.0.23
 - Définition, [QUE-3] 111.0.16
 - Dispositions applicables, [QUE-3] 111.0.15–111.0.26
 - Droit de grève, [QUE-3] 111.0.23
 - • Avis, [QUE-3] 111.0.23, 111.0.23.1
 - • Délai, [QUE-3] 111.0.23
 - • Entente préalable, [QUE-3] 111.0.23
 - • Renouvellement de l'avis, [QUE-3] 111.0.23
 - • Suspension, [QUE-3] 111.0.17, 111.0.24
 - Enquête, [QUE-3] 111.16
 - Interprétation, [QUE-3] 111.0.16
 - Lock-out interdit, [QUE-3] 111.0.26
 - Maintien des services, [QUE-3] 111.0.17–111.0.24
- Services ambulanciers**
- Tribunal administratif du Québec
 - • Recours portant sur la suspension ou le refus de cession d'un permis d'exploitation
 - • • Instruction, décision et jugement d'urgence, [QUE-10] 25, 119(5.1), ann. I
- Services d'évaluation des possibilités professionnelles**, [QUE-2] 167, 171
- Services de santé**, voir aussi *Médecin, Professionnel de la santé*
- Cessation, [QUE-16] 136
 - • Préavis, [QUE-16] 136
 - Établissement, [QUE-16] 115
 - Médecin responsable, [QUE-16] 117
 - Personnel intégré à un centre hospitalier, [QUE-16] 134, 136
 - Reconnaissance, [QUE-16] 130
 - • Annulation ou renouvellement, [QUE-16] 132
 - Rémunération du personnel, [QUE-16] 133
- Services essentiels**, voir *Entente sur les services essentiels, Liste des services essentiels, Maintien des services essentiels, Secteurs public et parapublic, Service public, Tribunal administratif du travail*
- Sexe**, [CAN-1] 2
- Discrimination interdite, [C-1] 15(1); [C-2] 10; [CAN-1] 3
 - • Disparité salariale, [CAN-1] 11(5)
 - • Infraction, [C-2] 134(1)
 - Égalité des droits, [C-1] 28
- Signal de danger**, voir aussi *Substance dangereuse (fédéral)*
- Définition, [CAN-2] 122(2)
- Situation de famille**, voir *Famille*
- Société**
- Catégorie, [C-4] 2188
 - Correction de la déclaration, [C-4] 2191–2193
 - Déclaration d'immatriculation, [C-4] 2189, 2195, 2196
 - • Mise à jour, [C-4] 2194, 2195
 - Déclaration de mise à jour, [C-4] 2191, 2195
 - Définition, [C-4] 2186
 - Formation, [C-4] 2187
 - Intervention du tribunal, [C-4] 2192
 - Responsabilité des associés, [C-4] 2196
- Société canadienne de la Croix-Rouge**
- Service public, [QUE-3] 111.0.16
- Société d'énergie de la Baie James**, [QUE-13.2] 1
- Société d'État**, voir *Relations du travail*
- Société de développement de la Baie James**, [QUE-13.2] 1
- Société de transport en commun**
- Accès à l'égalité en emploi
 - • Application de la Loi, [QUE-1] 2(2)
- Société en commandite**
- Catégorie, [C-4] 2188
 - Déclaration d'immatriculation, [C-4] 2189
 - Formation, [C-4] 2187, 2189
 - Forme juridique, [C-4] 2197
 - Intervention du tribunal, [C-4] 2197
 - Nom, [C-4] 2189, 2197
 - Responsabilité, [C-4] 2197
 - Responsabilité des associés, [C-4] 2197
 - Responsabilité des commanditaires, [C-4] 2196

- Société en nom collectif**
- Catégorie, [C-4] 2188
 - Déclaration d'immatriculation, [C-4] 2189
 - Formation, [C-4] 2187, 2189
 - Forme juridique, [C-4] 2197
 - Intervention du tribunal, [C-4] 2197
 - Nom, [C-4] 2189, 2197
 - Responsabilité, [C-4] 2197
 - Responsabilité des associés, [C-4] 2196, 2197
- Société en participation**, [C-4] 2188
- Société libre et démocratique**, [C-1] 1
- Société municipale ou intermunicipale de transport**
- Accès à l'égalité en emploi
 - • Application de la Loi, [QUE-1] 2(2)
- Société par actions**, [C-4] 2188
- Société québécoise d'information juridique**, [QUE-10] 90
- Société québécoise de développement de la main-d'œuvre**, voir aussi *Commission des partenaires du marché du travail*
- Abrogation, [QUE-11] 125
- Soins d'enfant**
- Acte non discriminatoire, [CAN-1] 15(1)f)
 - Refus de travailler, [QUE-13] 122(6)
- Soins médicaux**, voir aussi *Lésion professionnelle*
- Remboursement des frais de déplacement, [QUE-2] 115
- Sous-entrepreneur**, [QUE-4] 14; [QUE-13] 95
- Solidarité avec l'entrepreneur, [QUE-15] 54
- Sous-ministre**, voir *Ministère du Travail, Ministère de la Sécurité du revenu*
- Sous-traitant**, [QUE-4] 14; [QUE-13] 95
- Stagiaire**
- Absence, [QUE-21] 9–17
 - • Accommodement pour absence selon les normes du travail, [QUE-21] 4
 - • Avis à l'employeur, [QUE-21] 11, 16, 17
 - • Décès ou funérailles d'une personne proche, [QUE-21] 4, 12, 13
 - • Examen médical relié à la grossesse, [QUE-21] 4, 11, 16
 - • Interruption de grossesse, [QUE-21] 4, 15
 - • Jours fériés, [QUE-21] 9, 10
 - • Maladie ou raison familiale ou parentale, [QUE-21] 4, 11
 - • • Document attestant les motifs, [QUE-21] 11
 - • Mariage ou union civile, [QUE-21] 14
 - • Naissance ou adoption, [QUE-21] 4, 15
 - • • Grossesse pour autrui, [QUE-21] 15
 - Application, [QUE-21] 2
 - Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
 - • Plainte pour harcèlement psychologique, [QUE-21] 26–29
 - • Plainte pour pratique interdite, [QUE-21] 21–24
 - • Poursuite pénale, [QUE-21] 36
 - • Surveillance de la mise en œuvre des normes, [QUE-21] 7
 - • • Désignation du personnel en charge, [QUE-21] 8
 - • • Fonctions, [QUE-21] 7
 - Convention ou décret
 - • Condition plus avantageuse, [QUE-21] 6
 - • Nullité d'une dérogation à la loi, [QUE-21] 6
 - Définition, [QUE-5.1] 7(3); [QUE-21] 1, 6, 11, 18
 - Employeur, établissement d'enseignement ou ordre professionnel
 - • Obligation envers le stagiaire, [QUE-21] 4
 - • • Accommodement pour absence selon les normes du travail, [QUE-21] 4
 - • • Information des droits, [QUE-21] 5
 - • • Obtention d'un permis, [QUE-21] 4
 - • • Prévention du harcèlement psychologique et protection, [QUE-21] 19
 - • • Réussite des études ou de la formation, [QUE-21] 4
 - • Pratique interdite, [QUE-21] 20
 - Exclusion
 - • Congé annuel, [QUE-13] 77(7)
 - • Statut de salarié, [QUE-6] 8(3)
 - Financement, [QUE-21] 31
 - Harcèlement psychologique, [QUE-21] 18, 19
 - • Droit du stagiaire, [QUE-21] 19

Index analytique

Stagiaire (*suite*)

- Immunité de l'employeur, [QUE-2] 440
- Infraction et peine, [QUE-2] 32–37
- Administrateur ou dirigeant de la personne morale, [QUE-21] 34
- Complicité, [QUE-21] 33
- Poursuite par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-21] 36
- Prescription, [QUE-21] 35
- Ministre responsable, [QUE-21] 42
- Rapport sur l'application de la loi, [QUE-21] 41
- Non-assujettissement au salaire minimum, [QUE-13.2] 2(2), (3)
- Normes d'ordre public, [QUE-21] 6
- Nullité d'une dérogation, [QUE-21] 6
- Réadaptation, [QUE-4] 29(e)
- Recours en cas de harcèlement psychologique, [QUE-21] 26–29
- Convention collective, [QUE-21] 26
- Plainte à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-21] 26–29
- Enquête, [QUE-21] 27
- Représentation du stagiaire, [QUE-21] 29
- Transfert au Tribunal administratif du travail, [QUE-21] 28
- Pouvoirs du tribunal, [QUE-21] 30
- Recours en cas de pratique interdite, [QUE-21] 20–25
- Plainte à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-21] 21–24
- Information confidentielle, [QUE-21] 22
- Nomination d'une personne en vue d'un règlement, [QUE-21] 22
- Représentation du stagiaire, [QUE-21] 24
- Pratique interdite, [QUE-21] 20
- Transfert au Tribunal administratif du travail, [QUE-21] 23
- Pouvoirs du tribunal, [QUE-21] 30
- Présomption, [QUE-21] 25

Statistique Canada, [QUE-2] 66, 120

Statut des obligations, [C-4] 3118

Statut personnel, [C-4] 3083, 3084, 3084.1

Stratégie de développement des compétences en milieu de travail

- Objectifs, [QUE-5] 25.6

Substance dangereuse (fédéral), voir aussi *Matière dangereuse, Produit contrôlé*

- Contrôle des concentrations, [CAN-2] 125.1(a)
- Définition, [CAN-2] 122(1)
- Enquête, [CAN-2] 125.1(f)
- Entreposage et manipulation, [CAN-2] 125.1(b)
- Identification, [CAN-2] 125.1(c)
- Infraction et peine, [CAN-2] 148
- Obligations de l'employeur, [CAN-2] 125.1

Substitut du procureur général, voir *Procureur général*

Subvention à l'entreprise, [QUE-2] 167, 178

Subvention à la création d'emploi, [QUE-2] 186

Sûreté

- Droit, [C-2] 1

Sûreté du Québec, [QUE-1] 2; [QUE-3] 1(1)^{5°}

Surnuméraire, voir aussi *Arbitrage relatif à un licenciement, Comité mixte de planification, Employé de ferme, Licenciement collectif*

- Définition, [CAN-2] 211
- Exclusion du congé annuel, [QUE-13] 77(6)
- Réemploi, [CAN-2] 213

Suspension de l'employé

- Discrimination interdite, [C-2] 16, 134(1)
- Interdiction, [QUE-2] 32; [QUE-3] 15; [QUE-13] 122; [QUE-16] 30, 81, 97; [CAN-2] 94(3)a, c), f), 209.3, 238, 239, 239.1(1)

Suspension de la prescription, voir *Prescription*

Syndicat (fédéral), voir aussi *Adhésion à une association de salariés ou un syndicat, Association de salariés, Pratique déloyale du syndicat*

- Accès aux locaux de l'employeur, [CAN-2] 109(1)
- Aide financière, [CAN-2] 94(1)a), 94(2)
- Assujettissement à la convention, [CAN-2] 32(4)
- Avis de négociation, [CAN-2] 36(2)

Syndicat (fédéral) (*suite*)

- Communication à distance avec les membres, [CAN-2] 109.1
- Définition, [CAN-2] 3(1), 88, 166, 211; [CAN-5] 3
- Demande de déclaration d'illégalité d'un lock-out, [CAN-2] 92
- Discrimination interdite, [CAN-1] 9; [CAN-2] 37
- Dominé par l'employeur, [CAN-2] 25(1)
- États financiers, [CAN-2] 110
 - • Communication, [CAN-2] 110(1)
 - • Contenu, [CAN-2] 110(2)
 - • Ordonnance du Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 110(3), (4)
 - • Plainte d'un adhérent, [CAN-2] 110(3)
- Formation et administration, [CAN-2] 94(1)a), (2)
- Grève interdite, [CAN-2] 89(1)
- Interdictions, [CAN-2] 95
- Intervention de l'employeur, [CAN-2] 94(1)a), (2)
- Mauvaise foi, [CAN-2] 37
- Regroupement de syndicats, [CAN-2] 32(1)
 - • Adhésion, [CAN-2] 32(3)
- Représentation interdite d'unités, [CAN-2] 26
- Substitution, [CAN-2] 36(1)c)

Syndicat d'une copropriété divise

- Travaux bénévoles de construction, [QUE-15.2] 4(2)

Syndicat professionnel, voir aussi *Confédération, Registraire des entreprises, Union et fédération*

- Administrateur, [QUE-18] 2
- Application de la Loi
 - • Désignation du ministre responsable, [QUE-18] 30
- Approbation des statuts et règlements, [QUE-18] 29
- Changement de nom, [QUE-18] 10–12
- Comptabilité et caisses spéciales, [QUE-18] 13–15
 - • Dettes, [QUE-18] 17
 - • Insaisissabilité des fonds, [QUE-18] 18
- Conditions d'admission des membres, [QUE-18] 7, 8
- Constitution, [QUE-18] 1(1), 3
- • Déclaration, [QUE-18] 1(2)

- Constitution autorisée, [QUE-18] 1(5), (6)
- Constitution refusée, [QUE-18] 1(4)
- Cotisation, [QUE-18] 2
 - • Exploitant ou producteur agricole
 - • Paiement suspendu, [QUE-18] 2
- Directeurs, [QUE-18] 2
- Dissolution, [QUE-3] 14.0.1; [QUE-18] 25
- Droit d'entrée, [QUE-18] 2
- Droits, [QUE-18] 9
- Fin de l'existence, [QUE-18] 26
- Liquidateur, [QUE-18] 25
 - • D'office, [QUE-18] 27
 - • Pouvoirs, [QUE-18] 25
 - • Rémunération, [QUE-18] 25
- Liquidation, [QUE-18] 25
 - • Dévolution des biens, [QUE-18] 25
- Mission, [QUE-18] 6
- Nom, [QUE-18] 1(2.1), (4)
 - • Recours, [QUE-18] 12.1
- Obligation aux dettes, [QUE-18] 17
- Ordonnance du registraire des entreprises, [QUE-18] 26
- Personne morale, [QUE-18] 1(6)
- Pouvoirs, [QUE-18] 9
- Régime de retraite, [QUE-18] 14
- Registre du syndicat, [QUE-18] 5
- Règlement, [QUE-18] 2, 4
- Retrait d'adhésion, [QUE-18] 22
- Salaire stipulé, [QUE-18] 23
- Suspension d'un membre, [QUE-18] 3

Syndicat professionnel (construction), voir aussi *Association de salariés (construction)*

- Définition, [QUE-15] 1(a)
- Normes, [QUE-15] 96(2)
- Renseignements à jour, 86.1

Syndicat québécois de la construction (SQC), [QUE-15] 28

Système d'enregistrement, voir *Registre*

T

Tableau d'affichage

- Convention collective (construction)
 - • Arbitrage de griefs, [QUE-15] 62

Taux de cotisation de l'employeur, voir aussi *Cotisation de l'employeur*

- Détermination, [QUE-13.3] 1
- Règlement remplacé, [QUE-13.3] 3, 4

Index analytique

- Technologue professionnel**, [C-4] 2118–2121
- Télétravail**, [QUE-16] 5.1
- Témoignage**
- Inadmissibilité en justice, [CAN-2] 87
 - Interdiction, [C-1] 11(c); [C-2] 33.1
 - Protection de la Loi, [C-1] 13; [C-2] 38
- Témoin**, voir aussi *Règlement des différends et des griefs*
- Définition, [CAN-2.4] 1(1)
 - Indemnité au témoin, [CAN-2] 118
 - Témoin défaillant, [CAN-2] 102
- Temps supplémentaire**, voir *Heures supplémentaires*
- Territoire du Yukon**, [CAN-1] 37(1)d), 63, 66(1)
- Application de la Charte, [C-1] 30, 32(1)a)
 - Entreprise exclue de l'application de la Loi, [CAN-2] 123(1)a), 167(1)a)
- Territoires du Nord-Ouest**, [CAN-1] 37(1)d), 63, 66(1)
- Application de la Charte, [C-1] 30, 32(1)a)
 - Entreprise exclue de l'application de la Loi, [CAN-2] 123(1)a), 167(1)a)
- Test génétique**, [CAN-2] 247.98-247.992
- Définitions, [CAN-2] 247.98(1)
 - Employeur, [CAN-2] 247.99(1.1)
 - Mesures disciplinaires interdites, [CAN-2] 247.98(4)
 - Plainte au chef, [CAN-2] 247.99(1)
 - Conciliation, [CAN-2] 247.99(4)
 - Échec, [CAN-2] 247.99(5)
 - Délai, [CAN-2] 247.99(2)
 - Prorogation, [CAN-2] 247.99(3); [CAN-2.2] 29.2
 - Renvoi au Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 247.99(6)
 - Décision, [CAN-2] 247.99(7), 247.991
 - Ordonnance, [CAN-2] 247.99(8)
 - Rejet de la plainte, [CAN-2] 247.99(6.5), (6.6)
 - Retrait de la plainte, [CAN-2] 247.99(6.1)
 - Suspension de l'examen, [CAN-2] 247.99(6.2)–(6.4)
 - Refus, [CAN-2] 247.98(2)
 - Règlement, [CAN-2] 247.992
 - Résultats, [CAN-2] 247.98(3)
- Collecte ou utilisation, [CAN-2] 247.98(6)
 - Communication par un tiers, [CAN-2] 247.98(5)
- Traitement**, voir aussi *Salaires*
- Commission canadienne des droits de la personne
 - Commissaire, [CAN-1] 30
 - Définition, [C-2] 56(2)
 - Égalité pour travail équivalent, [C-2] 19
- Transport**
- Travaux de construction non régis par la Loi, [QUE-15] 19 al. 1(11)
- Travail dangereux**, voir *Droit de refus*
- Travail au service de plusieurs employeurs**, voir aussi *Employeurs multiples*
- Définition, [CAN-2] 203(1); [CAN-2.2] 19(1)
 - Salaire, [CAN-2.2] 19
- Travail des enfants**
- Durant les heures de classe, [QUE-13] 84.4-84.5
 - Enfant de moins de 14 ans, [QUE-13] 84.3, 89.1
 - Conditions, [QUE-13.2] 35.0.3
 - Consentement de l'autorité parentale ou du tuteur, [QUE-13] 84.3, 89.1
 - Exception, [QUE-13] 84.3; [QUE-13.2] 35.0.3
 - Formulaire, [QUE-13] 84.3
 - Heures de travail, [QUE-13] 84.5-84.7, 89.1
 - Infraction et peine, [QUE-13] 140-140.1
 - Interdiction, [QUE-13] 84.2-84.4
 - Travail de nuit, [QUE-13] 84.6-84.7, 89.1; [QUE-13.2] 35.1-35.2
 - Travail disproportionné ou nuisible, [QUE-13] 84.2
- Travailleur**, voir aussi *Droit de refus, Employé, Salarié*
- Accès au dossier de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 36
 - Conditions de travail, [QUE-16] 9
 - Défaut de l'employeur, [QUE-2] 35
 - Définition, [QUE-2] 2, 12, 12.0.1; [QUE-16] 1
 - Droits, [QUE-16] 9, 10
 - Personnes visées, [QUE-16] 11

Travailleur (suite)

- Inscription à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
- Absence d'obligation, [QUE-2] 18
- Lésion professionnelle, [QUE-2] 1
- Obligations, [QUE-16] 49, 49.1
- Personnes considérées travailleurs, [QUE-2] 9–17

Travailleur agricole, [QUE-13] 75, 78, voir aussi *Employé de ferme*

Travailleur autonome, voir aussi *Association de travailleurs autonomes, Entrepreneur autonome*

- Définition, [QUE-2] 2
- Disposition non applicable, [QUE-6] 9
- Inscription à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 18
- Obligations, [QUE-16] 7
- Revenu brut, [QUE-2] 72
- Statut de travailleur, [QUE-2] 9

Travailleur bénévole

- Application de la Loi, [QUE-2] 12, 13
- Déclaration à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 13
- Indemnité de remplacement du revenu, [QUE-2] 82
- Liste des bénévoles, [QUE-2] 14
- Infraction et peine, [QUE-2] 461
- Protection, [QUE-2] 14

Travailleur de la construction, voir aussi *Chantier de construction, Convention collective (construction), Travailleur victime d'une lésion professionnelle*

- Certificat de classification, [QUE-2] 249
- Commission de la construction, [QUE-2] 248
- Définition, [QUE-16] 194(4)
- Dispositions applicables, [QUE-16] 195
- Information à la Commission de la construction, [QUE-2] 274, 277
- Infraction et peine, [QUE-2] 463
- Lésion professionnelle
- Droit au retour au travail, [QUE-2] 247–249

Travailleur de remplacement, [CAN-2] 94, 100.1, 111.01; [CAN-2.1] 14(f)

Travailleur domestique, voir aussi

Association de travailleurs domestiques

- Application de la législation, [QUE-16.5] 1
- Chambre et pension, [QUE-13] 51.0.1
- Cotisation
- Versement périodique, [QUE-2] 315.1
- Définition, [QUE-2] 2; [QUE-13] 1(6)
- Dispositions applicables, [QUE-2] 8.2, 8.4
- Entente de protection des travailleurs, [QUE-16.5] ann. I
- Avis, [QUE-16.5] ann. I(7.2)
- Effet et durée, [QUE-16.5] ann. I(8.1)
- Immunité, [QUE-16.5] ann. I(6)
- Modification, [QUE-16.5] ann. I(8.2)
- Objet, [QUE-16.5] ann. I(2)
- Obligations de la Commission, [QUE-16.5] ann. I(5)
- Obligations du ministre, [QUE-16.5] ann. I(4)
- Résiliation, [QUE-16.5] ann. I(9)
- Suivi, [QUE-16.5] ann. I(7.1)
- Établissement, [QUE-2] 8.3
- Indemnité pour congédiement illégal, [QUE-13] 123
- Indemnité pour congédiement sans cause juste et suffisante, [QUE-13] 128
- Inscription à la Commission des normes, de l'équité de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 18

Travailleur étranger temporaire, voir aussi

Agence de recrutement de travailleurs étrangers temporaires

- Définition, [QUE-13.1] 1
- Obligation de l'employeur, [QUE-13] 92.9
- Interdiction de confiscation, [QUE-13] 92.11
- Interdiction de frais, [QUE-13] 92.12
- Protection des droits, [QUE-13] 92.7; [QUE-13.1] 49
- Atteinte, [QUE-13] 92.10
- Recours, [QUE-13] 92.10
- Règlement du gouvernement, [QUE-13] 92.7

Travailleur étudiant, voir aussi *Étudiant*

- Indemnité de remplacement du revenu, [QUE-2] 79–80

Travailleur exposé à un contaminant, voir *Retrait préventif du travailleur exposé à un contaminant*

Index analytique

- Travailleur forestier**, [QUE-13] 115
- Travailleur handicapé**, [QUE-2] 329
- Travailleur saisonnier**, [QUE-2] 68
- Travailleur sur appel**, [QUE-2] 68
- Travailleur temporaire ou à temps partiel**
- Accès à l'égalité en emploi
 - • Exclusion, [QUE-1] 4
 - Programme d'accès à l'égalité en emploi
 - • Exclusion, [QUE-1] 11
- Travailleur victime d'une lésion professionnelle**, voir aussi *Bénéficiaire de prestations, Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, Indemnité de remplacement du revenu, Indemnité pour préjudice corporel, Procédure d'évaluation médicale, Procédure de réclamation, Réadaptation, Recours devant la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, Travailleur de la construction*
- Action en responsabilité civile, [QUE-2] 438, 441
 - Ancienneté, [QUE-2] 235, 239
 - Assistance, [QUE-2] 279
 - Assistance médicale, [QUE-2] 188, 189, 194
 - Attestation médicale, [QUE-2] 267
 - Avis au supérieur, [QUE-2] 265, 266
 - Choix du professionnel de la santé, [QUE-2] 192, 199
 - Convention collective, [QUE-2] 235, 238, 239
 - Dispositions particulières à certains travailleurs, [QUE-2] 77–82
 - Droit à des services de santé, [QUE-2] 188
 - Droit à l'indemnité de remplacement du revenu, [QUE-2] 44–58
 - Droit à l'indemnité pour préjudice corporel, [QUE-2] 83
 - Droit à la réadaptation, [QUE-2] 146
 - Droit au retour au travail, [QUE-2] 234–243
 - • Contrat à durée déterminée, [QUE-2] 234, 237
 - • Contrat à durée indéterminée, [QUE-2] 234
 - • Emploi convenable, [QUE-2] 239, 242
 - • Emploi équivalent, [QUE-2] 236
 - Droit au salaire, [QUE-2] 59–61
 - • Attestation médicale, [QUE-2] 60
 - • Trop-perçu, [QUE-2] 60
 - Établissement de santé, [QUE-2] 193
 - Examen médical requis, [QUE-2] 204, 209–211
 - Frais de déplacement, [QUE-2] 115
 - Information à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 274, 276
 - Information à l'employeur, [QUE-2] 274
 - Infraction et peine, [QUE-2] 463
 - Période d'absence continue, [QUE-2] 240, 241
 - Période d'exercice des droits, [QUE-2] 240
 - Premiers secours, [QUE-2] 190
 - • Services de premiers soins, [QUE-2] 191
 - Priorité d'emploi, [QUE-2] 236
 - Professionnel de la santé, [QUE-2] 192, 199, 204, 209
 - Réclamation à la Commission, [QUE-2] 270, 271
 - Réclamation en vertu d'un autre régime, [QUE-2] 449, 450
 - • Appel, [QUE-2] 450, 451
 - • Cumul d'indemnités interdit, [QUE-2] 448
 - • Option et avis à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 452
 - Refus d'embauche interdit, [QUE-2] 243
 - Régimes de retraite et d'assurance, [QUE-2] 116, 235 al. 1(2)
 - Remboursement de certains frais, [QUE-2] 177
 - Remboursement du trop-perçu, [QUE-2] 129, 133, 430
 - Rémunération, [QUE-2] 242
 - Révision ou appel, [QUE-2] 241
 - Subvention à l'entreprise, [QUE-2] 178
- Travailleuse enceinte**, voir *Employée enceinte, Retrait préventif de la travailleuse enceinte*
- Travaux bénévoles de construction**
- Application, [QUE-15.2] 1
 - Au bénéfice de, [QUE-15.2] 2
 - Certificat ou exemption non requis, [QUE-15.2] 3
 - • Au bénéfice de, [QUE-15.2] 4
 - Titulaire de certificat, [QUE-15.2] 2
- Travaux communautaires**, [QUE-2] 11(2)

Travaux compensatoires, [QUE-2] 11(1)

Travaux de construction, voir aussi

Commission de la construction du Québec

- Application de la Loi, [QUE-15] 19–20
- Exclusion de la Loi, [QUE-15] 19
- Infraction et peine, [QUE-15] 119.3
- Interdiction, [QUE-15] 19.2
- Interprétation, [QUE-15] 21
- Personne morale ou société
- • Représentant, [QUE-15] 19.1
- Pouvoirs de la Commission, [QUE-15] 7.1–7.5.1
- Reprise, [QUE-15] 7.5
- Suspension, [QUE-15] 7.4
- Violence, menaces ou intimidation, [QUE-15] 123.4.5

Travaux d’entretien et de réparation

- Loi non applicable, [QUE-15] 19 al. 1(2)

Travaux exécutés pour son compte

- Loi non applicable, [QUE-15] 19 al. 1(9)

Travaux publics, [QUE-13] 89(4)

Tribunal

- Audition publique et impartiale, [C-1] 11(d); [C-2] 23
- Cautionnement, [C-1] 11(e)
- Chose jugée, [C-1] 11(h)
- Définition, [C-2] 56(1)
- Délai raisonnable, [C-1] 11(b)
- Devoir d’assurer le respect du secret professionnel, [C-2] 9
- Dommages-intérêts punitifs imposables, [C-2] 49
- Huis clos, [C-2] 23
- Interprète, [C-1] 14; [C-2] 36
- Irrecevabilité d’éléments de preuve, [C-1] 24(2)
- Judiciaire ou quasi judiciaire
- • Entrave (divulgaration de renseignements), [CAN-1] 33(2)e)
- Langue officielle, [C-1] 19(1)
- Mesures de redressement, [C-2] 80, 83–85
- Mesures d’urgence, [C-2] 81, 83–85
- Présomption d’innocence, [C-1] 11(d); [C-2] 33
- Recours pour atteinte aux droits et libertés, [C-1] 24(1)
- Témoignage interdit, [C-1] 11(c)
- Témoignage sous protection, [C-1] 13

Tribunal administratif des marchés financiers, [QUE-10] 167

Tribunal administratif du logement

- Conseil de la justice administrative
- • Membre, [QUE-10] 167(7), (8)

Tribunal administratif du Québec, [QUE-5]

- 23.1; [QUE-16] 120, voir aussi *Appel, Conciliation, Conférence de gestion, Conférence préparatoire, Justice administrative, Plainte contre un membre du Tribunal administratif du Québec, Preuve, Recours devant le Tribunal administratif du Québec*
- Accès aux dossiers, [QUE-10] 89, 114
- Assistance aux parties, [QUE-10] 104
- Banque de jurisprudence, [QUE-10] 90
- Code de déontologie, [QUE-10] 70, 76, 177(2), 180–182
- Compétence, [QUE-10] 14, 158
- Composition, [QUE-10] 38–67
- Connaissance des faits, [QUE-10] 141
- Connaissance du droit, [QUE-10] 140
- Conseil de la justice administrative
- • Membre, [QUE-10] 167(1), (2)
- Copie du dossier, [QUE-10] 114
- • Indemnité pour défaut de transmettre dans le délai, [QUE-10] 114.1
- Création, [QUE-10] 1, 14
- Document authentique, [QUE-10] 88
- Exercice financier, [QUE-10] 93
- Fonction, [QUE-10] 14
- Fonctionnement, [QUE-10] 75–98
- • Avance de fonds, [QUE-10] 98
- • Sommes requises, [QUE-10] 97
- Fonds, [QUE-10] 97, 98
- Immunité, [QUE-10] 74, 158
- Impartialité, [QUE-10] 9
- Livres et registres
- • Vérification, [QUE-10] 95
- Membre
- • Activité didactique, [QUE-10] 73
- • Affectation temporaire, [QUE-10] 77
- • Avantages sociaux, [QUE-10] 56 al. 2, 56 57
- • Charge administrative, [QUE-10] 61–67
- • • Cessation d’exercice, [QUE-10] 58 al. 2
- • • Durée, [QUE-10] 64
- • • Renonciation, [QUE-10] 65

Index analytique

- Tribunal administratif du Québec (*suite*)
 - Conditions de travail, [QUE-10] 56, 57
 - Conflit d'intérêts, [QUE-10] 69, 70, 182
 - Congédiement, [QUE-10] 54
 - Consultation, [QUE-10] 72
 - Continuation des fonctions, [QUE-10] 55
 - Déclaration d'aptitude, [QUE-10] 44
 - Démission, [QUE-10] 51, 55
 - Déontologie, [QUE-10] 179.1
 - Destitution, [QUE-10] 53
 - Devoir d'agir avec diligence, [QUE-10] 179.1
 - Exercice exclusif, [QUE-10] 71
 - Fin des fonctions, [QUE-10] 51
 - Fonctionnaire, [QUE-10] 60
 - Immunité, [QUE-10] 74
 - Incapacité permanente, [QUE-10] 193–197
 - Incompatibilité des fonctions, [QUE-10] 70, 182
 - Lieu de résidence, [QUE-10] 39.1
 - Maintien des compétences, [QUE-10] 179.1, 181
 - Nomination, [QUE-10] 38–40
 - Plainte, [QUE-10] 182–192
 - Pouvoirs, [QUE-10] 74
 - Recrutement, [QUE-10] 41–45
 - Récusation, [QUE-10] 143, 144
 - Régime de retraite, [QUE-10] 59
 - Remboursement des dépenses, [QUE-10] 45 al. 2
 - Rémunération, [QUE-10] 45 al. 1, 45, 56–58
 - Rente de retraite, [QUE-10] 58
 - Retraite, [QUE-10] 51, 55
 - Serment, [QUE-10] 68
 - Surnombre, [QUE-10] 55
 - Personnel
 - Assistance, [QUE-10] 104
 - Immunité, [QUE-10] 86
 - Nomination et rémunération, [QUE-10] 86
 - Plan de gestion, [QUE-10] 78
 - Pouvoirs, [QUE-10] 15, 74; [QUE-21] 30
 - Précédent judiciaire, [QUE-10] 15
 - Président
 - Charge administrative
 - Durée, [QUE-10] 64
 - Manquement, [QUE-10] 193–197
 - Restriction, [QUE-10] 65
 - Congédiement, [QUE-10] 67
 - Délégation de pouvoirs, [QUE-10] 79
 - Déontologie, [QUE-10] 76
 - Désignation, [QUE-10] 61
 - Fonctions, [QUE-10] 75 al. 2
 - Exclusivité, [QUE-10] 62
 - Plan de gestion, [QUE-10] 78
 - Prévision budgétaire, [QUE-10] 94
 - Renseignements mensuels, [QUE-10] 78 al. 2
 - Responsabilité, [QUE-10] 75 al. 1
 - Révocation, [QUE-10] 66
 - Suppléance, [QUE-10] 63
 - Prévision budgétaire, [QUE-10] 94
 - Rapport d'activités, [QUE-10] 96
 - Récusation d'un membre
 - Avis, [QUE-10] 143
 - Demande, [QUE-10] 144
 - Règles de base, [QUE-10] 99
 - Absence de dispositions applicables, [QUE-10] 108
 - Séance
 - Affaire complexe, [QUE-10] 82
 - Assignation, [QUE-10] 82
 - Évaluation foncière, [QUE-10] 85
 - Formation d'un membre, [QUE-10] 82
 - Lieu, [QUE-10] 84
 - Présidence, [QUE-10] 83
 - Secrétaire, [QUE-10] 87
 - Section, [QUE-10] 17
 - Section des affaires économiques, [QUE-10] 17, 36, ann. IV
 - Instruction des recours, [QUE-10] 37
 - Section des affaires immobilières, [QUE-10] 17, 32, ann. II
 - Garde des dépositions, [QUE-10] 135
 - Instruction des recours, [QUE-10] 33
 - Regroupement de territoires, [QUE-10] 85
 - Section des affaires sociales, [QUE-10] 17, 18, 102, ann. I
 - Accès aux dossiers, [QUE-10] 89
 - Assurance parentale, [QUE-10] 117
 - Commission d'examen, [QUE-10] 19
 - Composition des membres, [QUE-10] 40
 - Immigration, [QUE-10] 30, 102

Lois du travail 2025-2026

- Tribunal administratif du Québec (*suite*)
- Indemnisation, [QUE-10] 28–29, 120
 - Instruction, [QUE-10] 31
 - Protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui, [QUE-10] 22–23, 103
 - Régime des rentes, [QUE-10] 26–27, 117, 120
 - Représentation, [QUE-10] 102, 103
 - Services de santé et services sociaux, d'éducation et de sécurité routière, [QUE-10] 24–25
 - Soutien du revenu, aide et allocations sociales, [QUE-10] 20–21, 120
 - Section du territoire et de l'environnement, [QUE-10] 17, 34, ann. III
 - Instruction des recours, [QUE-10] 35
 - Siège, [QUE-10] 16
 - Vice-président
 - Assistance, [QUE-10] 80
 - Charge administrative
 - Durée, [QUE-10] 64
 - Manquement, [QUE-10] 193–197
 - Restriction, [QUE-10] 65
 - Congédiement, [QUE-10] 67
 - Désignation, [QUE-10] 61
 - Fonctions, [QUE-10] 80, 81
 - Exclusivité, [QUE-10] 62
 - Révocation, [QUE-10] 66
 - Suppléance, [QUE-10] 63
- Tribunal administratif du travail, voir aussi**
Accréditation, Artistes des arts visuels, du cinéma, du disque, de la littérature, des métiers d'art et de la scène, Entente sur les services essentiels, Liste des services essentiels, Maintien des services essentiels, Recours devant le Tribunal administratif du travail, Secteurs public et parapublic, Service public
- Accréditation, [QUE-3] 21–47.6
 - Agent de relations du travail, [QUE-19] 48, 86, 89, 108; [QUE-19.1] 1–4
 - Arbitrage, [QUE-3] 47.5
 - Assesseur, [QUE-19] 30, 84, 89, 269; [QUE-19.1] 1–5
 - Association d'employeurs, [QUE-3] 2
 - Associations de salariés multiples, [QUE-3] 46, 46.1
 - Bureau, [QUE-19] 3, 11, 82 al. 2(3)
 - Bureau régional, [QUE-19] 90
 - Code de déontologie, [QUE-19] 67, 68, 70, 74, 268; [QUE-19.2]
 - Compétence, [QUE-19] 1, 9, 103, 108
 - Formation et qualification professionnelles de la main-d'œuvre, [QUE-8] 41.1
 - Industrie de la construction, [QUE-15] 21, 80.1
 - Composition, [QUE-19] 2
 - Concession d'entreprise, [QUE-3] 45–46
 - Conciliateur, [QUE-19] 21, 23, 85, 89, 269; [QUE-19.1] 1–4
 - Conduite des affaires, [QUE-19] 77–109
 - Conflit de compétence, [QUE-15] 21
 - Conseil de la justice administrative
 - Membre, [QUE-10] 167(3), (4)
 - Convention collective
 - Date d'expiration, [QUE-3] 52.2
 - Décision
 - Conflit de compétence relatif à l'exercice d'un métier ou d'une occupation (industrie de la construction), [QUE-15] 53.1
 - Dépôt, [QUE-15] 7.8
 - Révision ou révocation, [QUE-15] 7.7
 - Définition, [QUE-2] 1; [QUE-16] 1; [QUE-17] 2; [QUE-19] 2
 - Délai, [QUE-19] 15
 - Difficulté d'interprétation ou d'application, [QUE-15] 21
 - Disposition transitoire, [QUE-19] 255–271
 - Division
 - Affectation d'un membre, [QUE-19] 83
 - De la construction et de la qualification professionnelle, [QUE-19] 4, 8; [QUE-19.4] 11, 22, 46–48, 60–63
 - De la santé et de la sécurité du travail, [QUE-19] 4, 6, 13, 18, 23, 30, 40, 47, 51, 83, 84, 106; [QUE-19.4] 10, 12, 22, 56–58
 - Des relations du travail, [QUE-19] 4, 5, ann. I; [QUE-19.4] 11, 22, 46–50
 - Des services essentiels, [QUE-19] 4, 7; [QUE-19.4] 11, 22, 46–48, 59
 - Documents, [QUE-19] 95, 96
 - Droit d'association des employeurs, [QUE-3] 10
 - Enquête
 - Délai d'assignation d'un témoin, [QUE-3.2] 8.2

Index analytique

- Tribunal administratif du travail (*suite*)
 - • Enregistrement sur magnétophone, [QUE-3.2] 8
 - • Lieu de l'enquête, [QUE-3.2] 8
 - • Remise, [QUE-3.2] 8.1
 - Enquêteur, [QUE-19] 87, 89; [QUE-19.1] 1-4
 - Entente, [QUE-19] 92
 - Entrave, [QUE-15] 23
 - Exercice financier, [QUE-19] 100
 - Financement, [QUE-19] 98
 - Fonctions, [QUE-19] 1
 - Fonds, [QUE-2] 366.1; [QUE-16] 228.1; [QUE-19] 97-99, 101
 - • Contribution de la Commission de la construction du Québec, d'une corporation mandataire ou de la Régie du bâtiment du Québec, [QUE-15] 8.1
 - • Contribution de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-13] 28.1
 - Fusion d'unités de négociation, [QUE-3] 46, 46.1
 - Grève, [QUE-15] 58.1
 - Immunité, [QUE-19] 10, 107-109
 - Impartialité et intégrité, [QUE-19.1] 1
 - Indemnité, [QUE-3] 19
 - Injonction
 - • Clause privative, [QUE-19] 108
 - Inspection en santé et sécurité du travail, [QUE-16] 20, 191.1
 - Institution, [QUE-19] 1
 - Instruction des affaires, [QUE-19] 29-43
 - Intervention de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-19] 13
 - Livres et comptes, [QUE-19] 102
 - Mandat administratif, [QUE-19] 77-81
 - Membre, [QUE-10] 167(4); [QUE-19] 52-76
 - • Activités didactiques, [QUE-19] 71
 - • Activités incompatibles, [QUE-19.2] 17-19
 - • Affectation, [QUE-19] 83, 265
 - • Allocation de transition, [QUE-19.5] 25-29
 - • Avantages sociaux et autres conditions de travail, [QUE-19.5] 14-29, ann. I, ann. III
 - • Cessation d'exercice d'un mandat administratif, [QUE-19] 63
 - • Code de déontologie, [QUE-19] 67, 68, 70, 74, 268; [QUE-19.2]
 - • • • Objet, [QUE-19.2] 1
 - • Comité d'examen, [QUE-19] 59, 60
 - • Comité de sélection, [QUE-19] 56
 - • • • Décision, [QUE-19.3] 16
 - • • • Fonctionnement, [QUE-19.3] 10-13
 - • • • Formation, [QUE-19.3] 5-9
 - • • • Impartialité, [QUE-19.3] 6
 - • • • Rapport, [QUE-19.3] 13, 16-19
 - • Comportement public, [QUE-19.2] 13
 - • Conflit d'intérêts, [QUE-19] 69; [QUE-19.2] 14
 - • Congé sans solde, [QUE-19.5] 23, 24
 - • Connaissances et habiletés, [QUE-19] 52; [QUE-19.2] 8
 - • Déclaration d'aptitude, [QUE-19] 55
 - • Démission, [QUE-19] 72, 73, 76; [QUE-19.5] 22
 - • Destitution, [QUE-19] 72, 74, 76
 - • Discretion, [QUE-19.2] 9
 - • Discrimination, [QUE-19.2] 4
 - • Disponibilité, [QUE-19.2] 7
 - • Durée du mandat, [QUE-19] 57
 - • Évaluation du rendement, [QUE-19.5] ann. IV
 - • Fin du mandat, [QUE-19] 72
 - • Fonctionnaire nommé membre, [QUE-19] 65
 - • Fonctions au sein d'un ordre professionnel ou organisme, [QUE-19.2] 16
 - • Fonctions continuées, [QUE-19] 76
 - • Fonctions exclusives, [QUE-19] 71
 - • Fonctions exercées avec honneur, dignité et intégrité, [QUE-19.2] 3
 - • Fonctions incompatibles, [QUE-19.2] 17, 18
 - • Impartialité et objectivité, [QUE-19.2] 11
 - • Incapacité permanente, [QUE-19] 75
 - • Indépendance, [QUE-19.2] 6, 12
 - • Intégrité, [QUE-19.2] 6
 - • Mandat administratif, [QUE-19] 61, 63
 - • Mandat confié par le gouvernement, [QUE-19] 71
 - • Neutralité politique, [QUE-19.2] 15
 - • Nom des personnes déclarées aptes (registre), [QUE-19] 54

Lois du travail 2025-2026

- Tribunal administratif du travail (*suite*)
- Nomination, [QUE-19] 2, 65
 - Perte d'une qualité requise, [QUE-19] 75
 - Procédure de recrutement et de sélection, [QUE-19] 53; [QUE-19.3]
 - Avis de recrutement, [QUE-19.3] 1-3
 - Candidature, [QUE-19.3] 4, 10-13
 - Confidentialité, [QUE-19.3] 30
 - Critères de sélection, [QUE-19.3] 14, 15
 - Déclaration d'inaptitude, [QUE-19.3] 20, 21
 - Recommandation au ministre, [QUE-19.3] 22-24
 - Registre des personnes aptes, [QUE-19.3] 1, 20, 21
 - Qualification, [QUE-19] 52; [QUE-19.2] 8
 - Récusation, [QUE-19] 32, 33; [QUE-19.4] 40-43
 - Régime de retraite, [QUE-19] 64
 - Règles de conduite, [QUE-19.2] 3-16
 - Rémunération, [QUE-19] 61-63; [QUE-19.5] 1-13, ann. I-IV
 - Renouvellement du mandat, [QUE-19] 58, 59; [QUE-19.3] 25-29
 - Respect et courtoisie, [QUE-19.2] 5
 - Secret du délibéré, [QUE-19.2] 10
 - Serment, [QUE-19] 66
 - Situation incompatible avec l'exercice de ses fonctions, [QUE-19] 70
 - Visite d'un chantier de construction, [QUE-15] 22
 - Modification du statut de salarié, [QUE-3] 20.0.1
 - Notification des documents, [QUE-3.2] 7
 - Ordonnance, [QUE-3] 101.7
 - Permis d'agence de placement ou de recrutement
 - Contestation d'une décision de la Commission, [QUE-13] 92.8
 - Délai, [QUE-13] 92.8
 - Permis octroyé à une association de salariés, [QUE-3] 8, 9
 - Personnel, [QUE-19] 2, 21, 82 al. 2(1), (6), 93, 107
 - Plainte, [QUE-3] 16-17, 47.3
 - Enquête, [QUE-15] 121
 - Plainte en matière d'équité salariale, [QUE-6] 104-113
 - Plainte en matière de harcèlement psychologique, [QUE-13] 123.9, 123.12, 123.15
 - Plainte en matière de liberté syndicale (construction), [QUE-15] 105-107
 - Plainte en matière de normes du travail, [QUE-13] 123, 123.4, 123.5
 - Plainte lors d'un changement du mode d'exploitation d'une entreprise, [QUE-13] 86.1
 - Pourvoi en contrôle judiciaire
 - Clause privative, [QUE-19] 108
 - Pouvoirs, [QUE-3] 15, 46, 46.1, 111.33; [QUE-19] 9, 10; [QUE-20] 3
 - Président, [QUE-10] 167(3); [QUE-19] 19, 21, 29-31, 33, 34, 42, 44-46, 48, 50, 66, 67, 71, 74-90, 95, 96, 101, 104, 265
 - Affectation des membres, [QUE-19] 83, 265
 - Code de déontologie, [QUE-19] 89
 - Copie certifiée conforme, [QUE-19] 95
 - Délégation de ses attributions, [QUE-19] 90
 - Désignation par le gouvernement, [QUE-19] 77
 - Direction et administration, [QUE-19] 82
 - Durée du mandat administratif, [QUE-19] 79
 - Fin du mandat administratif, [QUE-19] 80
 - Fonctions, [QUE-19] 82
 - Nomination des agents de relations du travail, [QUE-19] 86
 - Nomination des assesseurs, [QUE-19] 84
 - Nomination des conciliateurs, [QUE-19] 85
 - Nomination des enquêteurs, [QUE-19] 87
 - Perte d'une qualité requise, [QUE-19] 81
 - Plan de gestion, [QUE-19] 104
 - Prévisions budgétaires, [QUE-19] 101
 - Répartition du travail des membres, [QUE-19] 83
 - Suppléance, [QUE-19] 78
 - Prévisions budgétaires, [QUE-19] 101
 - Rapport d'activités, [QUE-19] 103
 - Recours, [QUE-19] 2, 105, 107-109
 - Clause privative, [QUE-19] 108
 - Prohibition, [QUE-3] 139
 - Réglementation, [QUE-3] 138; [QUE-19] 105, 106

Index analytique

- Tribunal administratif du travail (*suite*)
- Règles à suivre dans la conclusion d'une entente ou la détermination d'une liste, [QUE-3] 138
 - Règles de preuve et de procédure, [QUE-19] 12, 35, 39, 43, 50, 105, 262, 263; [QUE-19.4]
 - Demande de modification du statut d'un salarié, [QUE-3] 20.0.1
 - Demande de vote sur les offres patronales, [QUE-3] 58.2
 - Demande en vertu de l'article 45.3 du *Code du travail*, [QUE-3] 45.3
 - Renseignements confidentiels, [QUE-19] 9 al. 2(7)
 - Retrait préventif, [QUE-16] 36, 37.1–37.3
 - Séance (lieu), [QUE-19] 36
 - Secrétaire, [QUE-19] 93, 94
 - Services essentiels
 - Aide professionnelle, [QUE-3] 111.0.18, 111.10.1
 - Clause privative, [QUE-3] 139, 140
 - Dispositions non applicables, [QUE-3] 111.22
 - Engagement d'une personne, [QUE-3] 111.19
 - Copie conforme, [QUE-3] 111.20
 - Force exécutoire, [QUE-3] 111.20
 - Transgression ou refus d'obéir, [QUE-3] 111.20
 - Enquête, [QUE-3] 111.16
 - Rapport, [QUE-3] 111.16
 - Entente, [QUE-3] 111.0.18, 111.0.19, 111.10.4, 111.10.5
 - Approbation, [QUE-3] 111.10.1, 111.10.7
 - Entrave, [QUE-3] 143.1
 - Évaluation de la suffisance, [QUE-3] 111.0.19, 111.10.4
 - Modification, [QUE-3] 111.10.5
 - Ordonnance de surseoir à l'exercice du droit de grève, [QUE-3] 111.0.19
 - Recommandations, [QUE-3] 111.0.19, 111.10.5
 - Fausse déclaration, [QUE-3] 431.1
 - Information du public, [QUE-3] 111.21
 - Intervention en cas de défaut d'entente
 - Caractère obligatoire de la décision, [QUE-3] 111.15.3
 - Demande d'une partie aux négociations, [QUE-3] 111.15.1
 - Pouvoirs, [QUE-3] 111.15.2
 - Liste, [QUE-3] 111.0.18, 111.0.19, 111.10.3, 111.10.4–111.10.7
 - Ordonnance, [QUE-3] 111.0.17, 111.0.19, 111.17, 111.18
 - Application, [QUE-3] 111.0.17.1
 - Copie conforme, [QUE-3] 111.20
 - Date, [QUE-3] 111.0.17
 - Dépôt ou autorisation de dépôt au bureau du greffier, [QUE-3] 111.20
 - Force exécutoire, [QUE-3] 111.20
 - Opération assimilable à un service public, [QUE-3] 111.0.17
 - Présentation d'observations, [QUE-3] 111.0.17.2
 - Révocation, [QUE-3] 111.0.17.1
 - Transgression ou refus d'obéir, [QUE-3] 111.20
 - Pouvoirs de redressement, [QUE-3] 111.17, 111.18
 - Recours interdit, [QUE-3] 139
 - Séance
 - Présence obligatoire, [QUE-3] 111.0.19, 111.10.4
 - Sensibilisation des parties, [QUE-3] 111.21
 - Services insuffisants
 - Suspension du droit de grève, [QUE-3] 111.0.24
 - Tromperie par réticence, [QUE-3] 143.1
 - Siège, [QUE-19] 3
 - Vice de forme ou irrégularité, [QUE-19] 14
 - Vice-président, [QUE-19] 34, 77–81, 90, 91
 - Attributions déléguées par le président, [QUE-19] 90
 - Désignation par le gouvernement, [QUE-19] 77
 - Durée du mandat administratif, [QUE-19] 79
 - Fin du mandat administratif, [QUE-19] 80
 - Fonctions, [QUE-19] 91
 - Perte d'une qualité requise, [QUE-19] 81
 - Suppléance, [QUE-19] 78
 - Vote sur les offres patronales, [QUE-3] 58.2
- Tribunal canadien des droits de la personne, [CAN-1] 48.1–48.9**
- Composition, [CAN-1] 48.1(1)
 - Constitution, [CAN-1] 48.1(1)

Lois du travail 2025-2026

- Tribunal canadien des droits de la personne (*suite*)
- Définition, [CAN-1] 25
 - Équité salariale
 - Appel d'une décision ou ordonnance, [CAN-5] 168–171
 - Décision, [CAN-5] 170
 - Délai, [CAN-5] 168(1)
 - Demande, [CAN-5] 168
 - Désignation d'un ou des membres instructeurs, [CAN-5] 169
 - Recours judiciaire, [CAN-5] 171
 - Suspension de l'ordonnance, [CAN-5] 168(2)
 - Déposition en matière civile, [CAN-5] 179
 - Présence de l'employé à titre de partie ou de témoin
 - Salaire, [CAN-5] 174
 - Renvoi pour question de droit ou de compétence, [CAN-5] 162
 - Comparution du Commissaire à l'équité salariale, [CAN-5] 165
 - Confidentialité, [CAN-5] 166
 - Décision, [CAN-5] 167
 - Désignation d'un ou des membres instructeurs, [CAN-5] 163
 - Frais des témoins, [CAN-5] 164(5)
 - Instruction de l'enquête, [CAN-5] 164
 - Pouvoirs, [CAN-5] 164(3)
 - Rejet, [CAN-5] 164(2)
 - Restriction à la preuve, [CAN-5] 164(4)
 - Instruction des plaintes, voir *Plainte*
 - Membre, [CAN-1] 48.1(1)
 - Absence ou empêchement, [CAN-1] 48.1(5)
 - Compétence, [CAN-1] 48.1(2)
 - Continuation des affaires malgré l'échéance du mandat, [CAN-1] 48.2(2)
 - Durée maximale du mandat, [CAN-1] 48.2(1)
 - Expérience, [CAN-1] 48.1(2)
 - Frais de déplacement et de subsistance, [CAN-1] 48.6(2)
 - Indemnisation, [CAN-1] 48.6(3)
 - Lieu de résidence (membre à temps plein), [CAN-1] 48.5
 - Membre du barreau d'une province ou de la Chambre des notaires du Québec, [CAN-1] 48.1(3)
 - Mesures correctives ou disciplinaires, [CAN-1] 48.2(1), 48.3
 - Motif, [CAN-1] 48.3(13)
 - Nombre, [CAN-1] 48.1(1)
 - Nomination, [CAN-1] 48.1(1), (4), (4.1)
 - Nouveau mandat, [CAN-1] 48.2(3)
 - Poste à temps plein ou à temps partiel, [CAN-1] 48.2(2), 48.4(1)
 - Qualification, [CAN-1] 48.1(2)
 - Remplaçant à titre provisoire, [CAN-1] 48.1(5)
 - Rémunération, [CAN-1] 48.6(1)
 - Représentativité des régions, [CAN-1] 48.1(4)
 - Statut, [CAN-1] 48.6(3)
 - Plainte
 - Instruction, [CAN-1] 48.9(1), 49–59
 - Assignation des témoins à comparaître, [CAN-1] 50(3)
 - Caractère public, [CAN-1] 52(1)
 - Comparution, [CAN-1] 50(1)
 - Conciliateur : témoin ni compétent ni contraignable, [CAN-1] 50(5)
 - Confidentialité, [CAN-1] 52
 - Droits, chances ou avantages accordés à la personne dont l'acte discriminatoire l'a privée, [CAN-1] 53(2)b)
 - Expulsion de l'occupant de bonne foi de locaux, moyens d'hébergement ou logements, [CAN-1] 54(2)b)
 - Frais et indemnités aux témoins assignés, [CAN-1] 50(6)
 - Inadmissibilité en preuve des éléments confidentiels, [CAN-1] 50(4)
 - Indemnité, [CAN-1] 53(2)c)–e), (3), (4), 54(1)b)
 - Intérêt public, [CAN-1] 51
 - Intérêts sur l'indemnité, [CAN-1] 53(4)
 - Menace, intimidation ou discrimination interdite, [CAN-1] 59, 60(1)c)
 - Membre instructeur, [CAN-1] 49, 50, 52, 53, 58
 - Entrave, [CAN-1] 60(1)b)

Index analytique

- Tribunal canadien des droits de la personne (*suite*)
- Mesures de redressement ou destinées à prévenir un acte discriminatoire, [CAN-1] 53(2)a)
 - Opposition à la divulgation des renseignements demandée par l'enquêteur ou le membre instructeur, [CAN-1] 58
 - Ordonnance prise lorsque la plainte est jugée fondée, [CAN-1] 53(2), (3)
 - Exécution, [CAN-1] 57
 - Restriction, [CAN-1] 54
 - Plainte mettant en cause la compatibilité d'une disposition d'une autre loi fédérale, [CAN-1] 49(5), (6)
 - Plainte non fondée, [CAN-1] 53(1)
 - Plainte portant sur des actions ou omissions survenues au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut, [CAN-1] 63
 - Présentation de la preuve et des observations, [CAN-1] 50(1)
 - Questions de droit et de fait, [CAN-1] 50(2)
 - Représentation par avocat, [CAN-1] 50(1)
 - Retrait d'un poste accepté de bonne foi, [CAN-1] 54(2)a)
 - Sanction pécuniaire, [CAN-1] 54(1)c), (1.1)
 - Règles de pratique, [CAN-1] 48.9(2)–(4), 49(4)
 - Président, [CAN-1] 48.1(1), (3)
 - Absence ou empêchement, [CAN-1] 48.4(3), (4)
 - Affectation, [CAN-1] 48.3(1), 48.4(2)
 - Durée maximale du mandat, [CAN-1] 48.2(1)
 - Membre instructeur, [CAN-1] 49
 - Nouveau mandat, [CAN-1] 48.2(3)
 - Poste à temps plein, [CAN-1] 48.4(1)
 - Poste à titre inamovible, [CAN-1] 48.2(1)
 - Premier dirigeant, [CAN-1] 48.4(2)
 - Règles de pratique, [CAN-1] 48.9(2)
 - Remplaçant, [CAN-1] 48.4(3), (4)
 - Révocation du poste, [CAN-1] 48.2(1)
 - Vacance du poste, [CAN-1] 48.4(3), (4)
 - Siège, [CAN-1] 48.7
 - Vacataire, [CAN-1] 48.1(6)
 - Vice-président, [CAN-1] 48.1(1), (3)
 - Absence ou empêchement, [CAN-1] 48.4(4)
 - Affectation, [CAN-1] 48.4(3)
 - Durée maximale du mandat, [CAN-1] 48.2(1)
 - Nouveau mandat, [CAN-1] 48.2(3)
 - Poste à temps plein, [CAN-1] 48.4(1)
 - Poste à titre inamovible, [CAN-1] 48.2(1)
 - Remplacement du président, [CAN-1] 48.4(3)
 - Vacance du poste, [CAN-1] 48.4(4)
- Tribunal des droits de la personne**
- Absence d'une partie, [C-2] 122
 - Accès à l'égalité en emploi, [C-2] 111.1
 - Délai de transmission du rapport d'analyse, [QUE-1] 6
 - Appel, [C-2] 132–133
 - Permission d'appeler, [C-2] 132
 - Assesseur, [C-2] 101
 - Audience
 - Avis, [C-2] 120
 - Date, [C-2] 120
 - Compétence, [C-2] 111
 - Composition, [C-2] 101
 - Constitution et organisation, [C-2] 100–110
 - Coopération de la Cour, [C-2] 105
 - Décision écrite, [C-2] 125
 - Correction, [C-2] 127
 - Dépôt, [C-2] 125
 - Homologation, [C-2] 130
 - Décision exécutoire, [C-2] 130
 - Défense, [C-2] 115
 - Demande écrite, [C-2] 114
 - Avis, [C-2] 114
 - Contenu, [C-2] 114
 - Lieu d'introduction, [C-2] 114
 - Modification, [C-2] 117
 - Déposition, [C-2] 124
 - Discours haineux, [C-2] 111.0.1
 - Discours incitant à la violence, [C-2] 111.0.1
 - District judiciaire, [C-2] 119
 - Entrave, [C-2] 134(3)
 - Frais de justice, [C-2] 126
 - Immunité, [C-2] 112
 - Infraction et peine, [C-2] 134(2)

Lois du travail 2025-2026

Tribunal des droits de la personne (*suite*)

- Institution, [C-2] 100
- Instruction, [C-2] 104
- Demande préliminaire ou incidente, [C-2] 104
- Membre
 - Mandat, [C-2] 101, 108
 - Nomination, [C-2] 101, 103
 - Récusation, [C-2] 118
 - Rémunération, [C-2] 101
 - Serment, [C-2] 102
- Observation par autres parties, [C-2] 115
- Outrage au tribunal, [C-2] 131
- Parties, [C-2] 111, 115, 116
- Pourvoi en contrôle judiciaire interdit, [C-2] 109
- Pouvoirs, [C-2] 112–113
- Président
 - Consultation, [C-2] 101
 - Fonctions, [C-2] 106
 - Remplacement, [C-2] 107
- Preuve, [C-2] 123
- Programme d'accès à l'égalité en emploi
 - Modification, [QUE-1] 18
 - Modification, report ou annulation en raison de faits nouveaux
 - Décision, [QUE-1] 19
 - Ordonnance d'élaborer, de modifier ou d'implanter, [QUE-1] 18
 - Tribunal compétent, [C-2] 111.1
- Protection des renseignements, [C-2] 121
- Amende, [C-2] 131
- Recours aux frais du plaignant, [C-2] 84
- Règlement, [C-2] 110
- Révision ou rétractation, [C-2] 128
- Signification, [C-2] 105, 114, 129

Tribunal de l'équité en matière d'emploi

- Assignment de l'employeur, [CAN-4] 39(3)
- Audience, [CAN-4] 29(2), (3)
- Huis clos, [CAN-4] 29(4)
- Certificat, [CAN-4] 39(7), 40; [CAN-4.1] 13, ann. V
- Comparution de l'employeur, [CAN-4] 39(3)
- Composition, [CAN-4] 28(2), (3)
- Constitution, [CAN-4] 28(1)
- Décision, [CAN-4] 39(4), (5), (8); [CAN-4.1] 13

- Définition, [CAN-4] 3
- Ordonnance, [CAN-4] 30(1)
 - Diffusion, [CAN-4] 29(6)
 - Effet, [CAN-4] 30(3)
 - Exécution, [CAN-4] 31
 - Motifs, [CAN-4] 29(5)
 - Réexamen, [CAN-4] 30(2)
 - Restriction, [CAN-4] 33
 - Révision, [CAN-4] 30(3)
- Pouvoir, [CAN-4] 29(11)
- Présidence, [CAN-4] 28(4)
- Preuve, [CAN-4] 39(6)
- Prolongation de mandat (membre), [CAN-4] 28(4.1)
- Règles de procédure et de pratique, [CAN-4] 28(9)
- Rémunération des membres, [CAN-4] 28(5), (6)
- Renseignements, [CAN-4] 28(10), 34
- Services de l'administration publique fédérale, [CAN-4] 28(8)

Tuteur, [QUE-2] 141

U

Uniforme de travail, [QUE-13] 85

Union et fédération, voir aussi

Confédération, Syndicat professionnel

- Approbation des statuts et règlements, [QUE-18] 29
- Caisse ou régime de retraite, [QUE-18] 21
- Conseil de conciliation, [QUE-18] 21
 - Sentence, [QUE-18] 21
- Constitution, [QUE-18] 19
- Pouvoirs, [QUE-18] 21
- Règlements, [QUE-18] 19
- Représentation, [QUE-18] 19
- Résolution des syndicats adhérents, [QUE-18] 19
- Responsabilité, [QUE-18] 19

Unité de négociation, voir aussi *Agent de relations du travail, Représentativité d'une association de salariés*

- Décision de la Commission, [QUE-3] 32
- Définition, [CAN-2] 3(1)
- Désaccord, [QUE-3] 28(c), (d); [CAN-5] 3
- Détermination des unités de négociation, [CAN-2] 27–37
- Enquête de la Commission, [QUE-3] 32

Index analytique

- Unité de négociation (*suite*)
 - Modification, [QUE-3] 32
 - Unité habile à négocier, [CAN-2] 27(1), (2)
 - Agent de police privé, [CAN-2] 27(6)
 - Construction, [QUE-15] 85
 - Membre de profession libérale, [CAN-2] 27(3), (4)
- Unité de négociation dans le secteur des affaires sociales**
 - Accréditation, [QUE-20] 9, 11
 - Ancienneté, [QUE-20] 3.1, 37, 90
 - Application des dispositions du *Code du travail*, [QUE-20] 2
 - Cession d'activités à Santé Québec, [QUE-20] 34.1-34.3
 - Cession partielle, [QUE-20] 28.1, 34.1
 - Cession totale, [QUE-20] 34.1
 - Fin de convention collective, [QUE-20] 34.1
 - Procédure en cours, [QUE-20] 34.2
 - Révocation d'accréditation, [QUE-20] 34.1
 - Transfert d'un employé, [QUE-20] 34.3
 - Cession partielle d'activités, [QUE-20] 28.1-34
 - Accréditation d'une association de salariés, [QUE-20] 31
 - Ancienneté, [QUE-20] 33
 - Avis au Tribunal administratif du travail, [QUE-20] 29
 - Décision du Tribunal administratif du travail, [QUE-20] 32
 - Dispositions applicables, [QUE-20] 34
 - État de situation, [QUE-20] 30
 - Santé Québec, [QUE-20] 28.1, 34.1
 - Vote requis, [QUE-20] 31, 32
 - Composition, [QUE-20] 9-9.3
 - Conditions de travail, [QUE-20] 35-37
 - Ancienneté, [QUE-20] 37, 90
 - Association nouvellement accréditée, [QUE-20] 36, 88, 89
 - Entente, [QUE-20] 37
 - Négociation, [QUE-20] 35
 - Première convention collective, [QUE-20] 88, 89
 - Établissement du secteur des affaires sociales, [QUE-20] 1.1
 - Intégration d'activités ou fusion d'établissements, [QUE-20] 12-28
 - Avis au Tribunal administratif du travail, [QUE-20] 13
 - Décision du Tribunal administratif du travail, [QUE-20] 20, 26
 - Entente, [QUE-20] 19
 - Établissement privé conventionné, [QUE-20] 13
 - État de situation, [QUE-20] 14
 - Identification d'une nouvelle unité de négociation, [QUE-20] 16
 - Interprétation, [QUE-20] 12
 - Participation, [QUE-20] 22
 - Regroupement, [QUE-20] 18
 - Renseignements à transmettre, [QUE-20] 15
 - Requête en accréditation, [QUE-20] 17, 23, 25, 28
 - Requête en révocation, [QUE-20] 23
 - Requête pendante, [QUE-20] 28
 - Révocation de l'accréditation, [QUE-20] 24
 - Subrogation, [QUE-20] 27
 - Vote requis, [QUE-20] 21
 - Liste des titres d'emploi, [QUE-20] 10
 - Loi non applicable, [QUE-20] 94
 - Ministre responsable, [QUE-20] 95
 - Personnel de bureau, techniciens et professionnels de l'administration, [QUE-20] 7
 - Personnel en soins infirmiers et cardio-respiratoires, [QUE-20] 5
 - Personnel paratechnique, de services auxiliaires et de métiers, [QUE-20] 6
 - Régime de représentation syndicale, [QUE-20] 1
 - Catégorie de personnel, [QUE-20] 4
 - Régime transitoire
 - Prise d'effet, [QUE-20] 71
 - Regroupement des unités de négociation
 - Décision de la Commission, [QUE-20] 79
 - Entente, [QUE-20] 78
 - État de situation, [QUE-20] 73
 - Identification d'une nouvelle unité de négociation, [QUE-20] 75
 - Interprétation, [QUE-20] 72
 - Participation, [QUE-20] 81
 - Regroupement, [QUE-20] 77
 - Renseignements à transmettre, [QUE-20] 74

Lois du travail 2025-2026

Unité de négociation dans le secteur des affaires sociales (*suite*)

- Requête en accréditation, [QUE-20] 76, 82, 84, 85, 87
- Révocation de l'accréditation, [QUE-20] 83
- Subrogation, [QUE-20] 86
- Vote requis, [QUE-20] 80
- Techniciens et professionnels de la santé et des services sociaux, [QUE-20] 8
- Tribunal administratif du travail
- Décision, [QUE-20] 10, 20, 26, 32
- Pouvoirs, [QUE-20] 3

Université, voir aussi *Établissement d'enseignement*

- Accès à l'égalité en emploi
- Application de la Loi, [QUE-1] 2(3)

Urgence

- Injonction interlocutoire, [C-5] 510
- Recours instruit et jugé d'urgence, [QUE-10] 119

V

Vacances, voir *Congé annuel*

Valeurs démocratiques

- Respect, [C-2] 9.1

Véhicule automobile, [QUE-2] 152, 155–157; [CAN-2] 127(2)b)

Vente de l'entreprise, voir *Accréditation, Entreprise*

Vente sous contrôle de justice, [QUE-2] 34

Vérificateur général, [QUE-3] 1(1.3)

Verre plat

- Travaux non régis par la Loi, [QUE-15] 19 al. 1(7)

Vestiaire, [QUE-13] 86

Victime d'une lésion professionnelle, voir *Travailleur victime d'une lésion professionnelle*

Vie

- Droit, [C-1] 7; [C-2] 1
- En péril, [C-2] 2

Vie privée

- Droit au respect, [C-2] 5

Violence, voir aussi *Congé pour les victimes de violence familiale, Prévention du harcèlement et de la violence*

- Définition, [CAN-2] 122(1), 157(1)a.01)
- Discours incitant à la violence, [C-2] 11.1, 57, 111.0.1
- Ordonnance de protection, [C-5] 515.1-515.4
- Travaux de construction, [QUE-15] 123.4.5
- Violence conjugale ou familiale
 - Arbitrage de grief, [QUE-3] 100.9.1
 - Obligation de mesures de protection et de prévention, [QUE-16] 51(16)
 - Preuve, [QUE-3] 100.9.1; [QUE-10] 137; [QUE-19] 35.1
- Violence en milieu de travail
 - Imposition de mesure disciplinaire, [QUE-13] 97.1

Violence à caractère sexuel

- Arbitrage de grief, [QUE-3] 100.9.1
- Formation des arbitres, [QUE-3] 100.0.0.1
- Définition, [QUE-2] 2; [QUE-16] 1
- Imposition de mesure disciplinaire, [QUE-13] 97.1
- Imputation des coûts, [QUE-2] 327(4)
- Lésion professionnelle
 - Action en responsabilité civile, [QUE-2] 443
 - Présomption, [QUE-2] 28.0.1, 28.0.2
 - Réclamation à la Commission, [QUE-2] 270-272
 - Réclamation en vertu d'un autre régime, [QUE-2] 452
- Obligation de l'employeur
- Mesures de protection et de prévention, [QUE-16] 51(16)
- Pouvoir de réglementation, [QUE-16] 223(9.1)
- Preuve, [QUE-3] 100.9.1; [QUE-10] 137; [QUE-19] 35.1

Virement bancaire, [QUE-13] 42

Vote de grève, voir *Grève*

Vote de soutien de représentation, [CAN-2] 29(1)

- Obligatoire, [CAN-2] 29(2)

Y

Yukon, voir *Territoire du Yukon*

INDEX ANALYTIQUE

L'index permet de retracer une information pertinente dans cet ouvrage. C'est un index intégré à vocabulaire normalisé (descripteurs).

*Le réseau de renvois **Voir** et **Voir aussi** permet d'établir les relations entre les descripteurs. Ainsi, le mot **Voir** renvoie le lecteur d'un terme exclu au descripteur privilégié à travers l'index. Le renvoi **Voir aussi** établit les liens entre les descripteurs; son utilisation évite la répétition d'informations.*

La référence se compose de la numérotation du document [L-2] ou [R-2.1] suivi de l'article.

Exemple : [L-2] 8.1

Les niveaux d'indexation précisent le descripteur.

A

Abattage, voir Travaux forestiers

Accident

- Définition, [R-1.12] 2

Accident de décompression, voir aussi Santé et sécurité au travail

- Définition, [R-2.19] 312.1

Accident du travail, voir aussi Lésion professionnelle, Procédure d'évaluation médicale

- Application de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*, [L-1] 7
- Entente, [L-1] 8.1
- Déclaration, [R-2.4] 14.1.1
- Définition, [L-1] 2; [L-2] 1
- Disposition transitoire, [L-1] 553, 555–557
- Dispositions d'ordre public, [L-1] 4
- Dispositions plus avantageuses, [L-1] 4
- Établissement au Québec, [L-1] 7
- Hors Québec, [L-1] 8
- Indemnité pour vêtement endommagé, [L-1] 112
- Lésion professionnelle, [L-1] 28
- Lieux de l'accident, [L-2] 62
- Premiers secours, [L-1] 190
- Rapport de l'employeur, [L-2] 62
- Régime particulier, [L-1] 24.1–24.6
- Application, [L-1] 24.2
- Dépôt à l'Assemblée nationale, [L-1] 24.4
- Entente, [L-1] 24.1–24.6

- Mise en œuvre, [L-1] 24.1
- Publication, [L-1] 24.5
- Entente administrative, [L-1] 24.6
- Règlement, [L-1] 24.3
- Assentiment préalable des Mohawks de Kahnawake, [L-1] 24.3
- Dépôt à l'Assemblée nationale, [L-1] 24.4

Accouchement

- Définition, [L-2] 41

Accréditation, voir aussi Association accréditée

- Conditions, [L-2] 28, 32(2)

ACNOR

- Définition, [R-2.4] 1.1(1.1); [R-2.4] 1.1(1); [R-2.19] 1; [R-2.20] 1

Acoustique, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Santé et sécurité au travail

Action en responsabilité civile, voir Responsabilité civile

Acupuncture, [R-1.1] ann. I

Administrateur

- Défaut de paiement d'une cotisation
- Responsabilité solidaire, [L-1] 323.2, 323.4, 323.5
- Moyen de défense, [L-1] 323.3
- Droits, [L-2] 11
- Obligations, [L-2] 7, 8
- Statut de non-salarié, [L-2] 1

Aération, voir Santé et sécurité au travail

- Âge de la retraite**, *voir aussi* Pension de retraite, Régime de retraite, Rente de retraite
- Programme de stabilisation, [R-1.12] 21
- Âge du travailleur**, [L-2] 53(1)
- Travailleur minier, [R-2.20] 26
- Agent de relations du travail**, [L-3] 86, [L-3] 108
- Agent de sautage**, *voir* Mine
- Aggravation**, *voir aussi* Programme de stabilisation
- Définition, [R-1.12] 2
- Aide (accident du travail)**, *voir* Indemnité de décès, Indemnité de remplacement du revenu, Indemnité pour préjudice corporel, Travailleur victime d'une lésion professionnelle
- Aide à la thérapie**, *voir* Aide technique
- Aide personnelle à domicile**, *voir* Réadaptation
- Aide technique**
- Aide à la communication, [R-1.1] 30.1
 - Aide à la vie quotidienne, [R-1.1] 26.1
 - Assistance médicale, [L-1] 189(5); [R-1.1] 2-5, 18, 20-31
 - Coût assumé par la CNESST, [R-1.1] 3, 18, ann. II
 - Ajustement, achat ou renouvellement dont le coût estimé est de 150 \$ et plus (autorisation préalable), [R-1.1] 22
 - Canne, béquille, support de marche et accessoires, [R-1.1] 24, ann. II
 - Conditions et montants, [R-1.1] 18, ann. II
 - Coût d'achat ou de renouvellement dont le coût estimé est de 300 \$ et plus (estimations), [R-1.1] 21
 - Coût d'achat ou de renouvellement prévu dans la *Loi sur l'assurance maladie* et la *Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec* et les règlements d'application, [R-1.1] 20
 - Coût d'ajustement, de réparation ou de renouvellement, [R-1.1] 25, 26
 - Coût de location, [R-1.1] 18, 23, 24, ann. II
 - Fournitures et frais accessoires reliés, [R-1.1] 3-5
- Lésion professionnelle survenue au Québec dans une région frontalière, [R-1.1] 4(1)
 - Lésion professionnelle survenue hors du Québec, [R-1.1] 5
 - Règles particulières à certaines aides à la thérapie, [R-1.1] 27-31
 - Réclamation à la CNESST
 - Prescription du médecin, [R-1.1] 3
- Air sous-pression**, *voir* Béton, *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Mine, Santé et sécurité au travail
- Ajustement de la cotisation de l'employeur**, *voir* Cotisation de l'employeur
- Ajustement rétrospectif de la cotisation de l'employeur**, *voir* Cotisation de l'employeur
- Alcool**, *voir* Code de sécurité pour les travaux de construction
- Aliment**, *voir aussi* Produit dangereux
- Étiquette de l'employeur, [R-2.11] 6
- Alimentation (préparation, manutention, entreposage et distribution)**, *voir* anté et sécurité au travail
- Alimentation d'air (travaux dans l'air sous-pression)**, *voir* Code de sécurité pour les travaux de construction
- Alimentation en gaz sous-pression (chantier de construction)**, *voir* Code de sécurité pour les travaux de construction
- Alimentation en vapeur (chantier de construction)**, *voir* Code de sécurité pour les travaux de construction
- Allocation de déplacement**
- CNESST
 - Membre d'un bureau de révision, [R-2.22] 5, 6
- Ambiance thermique**, *voir* Santé et sécurité au travail
- Aménagement des lieux**, *voir* Mine, Santé et sécurité au travail
- Aménagement forestier**, *voir* Travaux forestiers
- Amende**, *voir* Infraction et peine
- American National Standard Institute**, *voir* ANSI

Index analytique

- Amiante**, voir aussi *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Examen de santé pulmonaire (travailleur minier, Matière dangereuse)
- Définition, [R-2.4] 1.1(1.2); [R-2.4] 1; [R-2.19] 1
- Amorçage**, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*
- Année**
- Définition, [R-1.12] 2
- ANSI**
- Définition, [R-2.19] 1; [R-2.20] 1
- Antenne**, voir Santé et sécurité au travail
- Appareil de levage**, voir aussi *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Mine, Santé et sécurité au travail, Train
- Définition, [R-2.4] 1.1
- Appareil de manutention**, voir aussi Santé et sécurité au travail
- Appareil sous pression**, voir Mine
- Appel en matière de lésions professionnelles**, voir Commission d'appel en matière de lésions professionnelles
- Apprenti**
- Immunité de l'employeur, [L-1] 440
- Apprentissage**
- Contrat, [L-2] 1
- Arboriculture**, voir Santé et sécurité du travail (travaux d'arboriculture)
- Arbre**, voir Travaux forestiers
- Architecte**, [R-2.4] 2.4.1(1.1)c)
- Article manufacturé**, [R-2.11] 1, voir aussi Produit dangereux
- Définition, [R-2.11] 1
- Assemblée nationale**
- Autochtones
 - Régime particulier, [L-1] 24.11; [L-2] 8.2–8.7
 - CNESST
 - Plan stratégique, [L-2] 161.3–161.4
 - Dépôt, [L-2] 163, 170
- Assignment temporaire**, voir Travailleur victime d'une lésion professionnelle
- Assistance financière**, voir Programme de stabilisation
- Assistance médicale**, [L-1] 188, voir aussi Aide technique
- Fournisseur, [R-1.6]
 - Application, [R-1.6] 1
 - Demande d'autorisation, [R-1.6] 2, [R-1.6] 3
 - Maintien de l'autorisation, [R-1.6] 6
 - Renseignements et documents à fournir, [R-1.6] 4, [R-1.6] 5
- Association accréditée**
- Définition, [L-2] 1
- Association canadienne de normalisation**, voir ACNOR, CSA
- Association d'employeurs**
- Définition, [L-2] 1
 - Financement, [L-2] 104–106
 - Réclamation à la CNESST, [L-1] 273
- Association de domestiques**, voir aussi Lésion professionnelle
- Avis public, [L-1] 22, 24
 - Infraction et peine, [L-1] 461
 - Inscription à la CNESST, [L-1] 19
 - Retrait, [L-1] 24
 - Liste des membres, [L-1] 22
 - Statut d'employeur, [L-1] 19
- Association de personnes salariées**, voir aussi Accréditation
- Association de travailleurs autonomes**, voir aussi Lésion professionnelle
- Avis public, [L-1] 22, 24
 - Infraction et peine, [L-1] 461
 - Inscription à la CNESST, [L-1] 19
 - Retrait, [L-1] 24
 - Liste des membres, [L-1] 22
 - Statut d'employeur, [L-1] 19
- Association des entrepreneurs en construction du Québec**, [L-2] 99; [R-2.2] 2, 5, 7, 8, 13, voir aussi Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail du secteur de la construction
- Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail du secteur de la construction**, [L-2] 99; [R-2.2]
- Cessation des activités
 - Biens (restant après paiement des dettes) dévolus à la CNESST, [R-2.2] 16
 - Budget
 - Déficit, [R-2.2] 26

- Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail du secteur de la construction (*suite*)
- Mode d'établissement, [R-2.2] 25
 - Transfert des ressources financières d'un programme à un autre, [R-2.2] 25
 - Comité administratif
 - Égalité des votes à une réunion, [R-2.2] 14
 - Conditions et critères de subvention, [R-2.2] 20–26
 - Budget, [R-2.2] 25
 - Condition des versements périodiques de la subvention, [R-2.2] 21
 - Déficit budgétaire, [R-2.2] 26
 - Demande de subvention, [R-2.2] 20, 23
 - Contenu, [R-2.2] 23
 - Critères d'évaluation, [R-2.2] 27
 - Mode et date d'envoi, [R-2.2] 23
 - Engagement envers la CNESST, [R-2.2] 22, 24
 - Obligation de se conformer aux termes de l'entente et d'en exécuter les obligations, [R-2.2] 21
 - Association en défaut, [R-2.2] 21
 - Subvention annuelle, [R-2.2] 20
 - Suspension de versement, [R-2.2] 21
 - Conseil d'administration
 - Composition, [R-2.2] 7
 - Continuation des fonctions des administrateurs sortants de charge, [R-2.2] 10
 - Critères d'éligibilité au poste d'administrateur élu ou nommé, [R-2.2] 8
 - Décision du conseil (conditions de validité), [R-2.2] 13
 - Défaut d'élire ou de nommer des administrateurs, [R-2.2] 10
 - Durée du mandat des administrateurs, [R-2.2] 9
 - Durée du mandat des successeurs, [R-2.2] 10
 - Élection ou nomination des membres, [R-2.2] 7, 9
 - Membre désigné par la CNESST, [R-2.2] 7–10
 - Nombre de réunions par année, [R-2.2] 12
 - Période d'élection des administrateurs, [R-2.2] 9
 - Poste vacant, [R-2.2] 11
 - Déficit budgétaire, *voir* Budget
 - Dénomination sociale, [R-2.2] 3
 - Entente
 - Définition, [R-2.2] 1
 - Éléments, [R-2.2] 2–19
 - Modification ou remplacement, [R-2.2] 15
 - Participants, [R-2.2] 2
 - Règles, [R-2.2] 19
 - Évaluation des résultats, [R-2.2] 28
 - Exercice financier, [R-2.2] 25
 - Définition, [R-2.2] 1
 - Frais de voyage, [R-2.2] 24
 - Information à la CNESST, [R-2.2] 28, 29
 - Membres
 - Associations représentatives, [R-2.2] 5
 - Désaccords, [R-2.2] 17
 - Exercice des pouvoirs et droits civils au moyen d'une corporation, [R-2.2] 18
 - Obligation de se conformer aux termes de l'entente et d'en exécuter les obligations, [R-2.2] 21
 - Pouvoir de modifier ou remplacer l'entente, [R-2.2] 15
 - Renvoi, [R-2.2] 19
 - Réunion, [R-2.2] 6
 - Politiques salariales, [R-2.2] 24(1)
 - Procédure de résolution des désaccords, [R-2.2] 17
 - Programme d'activités, [R-2.2] 22(1)
 - Définition, [R-2.2] 1
 - Description du programme en cours, [R-2.2] 28
 - Rapport annuel d'activités, [R-2.2] 29
 - Siège social, [R-2.2] 4
- Association représentative**, [L-2] 183
- Chantier de construction de grande importance, [L-2] 220
 - Définition, [L-2] 194(1)
 - Représentant en santé et sécurité, [L-2] 209
- Association sectorielle paritaire**, *voir aussi* Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail du secteur de la construction, Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)
- Administrateur, [R-2.3] 10, 13
 - Élection, [R-2.3] 10, 13

Index analytique

- Association sectorielle paritaire (*suite*)
- • Éligibilité, [R-2.3] 11
 - • Fonctions continuées, [R-2.3] 13
 - • Mandat, [R-2.3] 12–13
 - Assistance technique, [L-2] 100
 - Budget, [R-2.3] 28
 - • Déficit, [R-2.3] 29
 - Catégorie de membres, [R-2.3] 9
 - Conseil d'administration, [L-2] 98, 99
 - • Composition, [R-2.3] 10
 - • Réunion, [R-2.3] 15
 - • Vacance, [R-2.3] 14
 - Constitution, [L-2] 98, 99
 - Définition, [L-2] 1
 - • Signataire, [R-2.3] 1
 - • Signataire employeur, [R-2.3] 1
 - • Signataire syndical, [R-2.3] 1
 - Dénomination sociale, [R-2.3] 6
 - Dévolution des biens, [R-2.3] 19
 - Droits et pouvoirs, [L-2] 103
 - Engagement envers la CNESST, [R-2.3] 25
 - Engagement envers ses employés, [R-2.3] 27
 - Entente, [L-2] 98, 99; [R-2.3] 5–22
 - • Adhésion, [R-2.3] 17
 - • Définition, [R-2.3] 1
 - • Renvoi, [R-2.3] 22
 - • Résiliation ou modification, [R-2.3] 18
 - Exercice financier
 - • Définition, [R-2.3] 1
 - Fonctions, [L-2] 101
 - Objet, [L-2] 101
 - Personne morale, [L-2] 99.1
 - Programme d'activités, [R-2.3] 31
 - • Définition, [R-2.3] 1
 - Rapport annuel, [L-2] 102; [R-2.3] 32
 - Règlement des désaccords, [R-2.3] 20
 - Réunion, [R-2.3] 9
 - Secteur d'activités, [L-2] 98; [R-2.3] 2, 3, ann. A
 - • Définition, [R-2.3] 1
 - Siège social, [R-2.3] 7
 - Subvention annuelle, [L-2] 100
 - • Conditions, [R-2.3] 24, 25, 27
 - • Critères, [R-2.3] 30
 - • Date limite pour la demande, [R-2.3] 26
 - • Demande de subvention, [R-2.3] 23, 26
 - • Versement périodique, [R-2.3] 24
 - Taux relatifs au financement des associations sectorielles paritaires pour l'année 2025, [R-1.5] ann. 2
 - Vote, [R-2.3] 16
 - Voyage
 - • Définition, [R-2.3] 1
 - • Indemnisation des frais, [R-2.3] 27(2)
- Association sectorielle paritaire de la construction**, *voir* Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail du secteur de la construction
- Association sectorielle paritaire de santé et de sécurité**, [L-2] 98
- Association syndicale**
- Définition, [L-2] 1
 - Financement, [L-2] 104–106
- Assurance**, *voir aussi* Cotisation de l'employeur (ajustement rétroactif)
- Primes, [R-1.5] ann. 7
- Assurance parentale**, [L-2] 42.1
- Atteinte auditive causée par le bruit**, [L-1] 28.1, 328
- Qui ne résulte pas d'un accident du travail, [R-1.5] 4.1
- Atteinte permanente à l'intégrité physique ou psychique**, *voir aussi* Indemnité pour préjudice corporel, Lésion professionnelle
- Droit à la réadaptation, [L-1] 145
 - Indemnité pour préjudice corporel, [L-1] 84; [R-1.2] 1–4, ann. 1
 - Lésion professionnelle, [L-1] 27
 - Négligence du travailleur, [L-1] 27
 - Nouvelle atteinte, [L-1] 89
 - Séquelles déterminées, [L-1] 88; [R-1.2] 2
 - Travailleur âgé d'au moins 55 ans, [L-1] 53
- Attestation médicale**, [L-1] 60, 124, 199, 207
- Audiologie**, *voir* Soins et traitements
- Autochtones**
- Entente en matière de lésions professionnelles et de santé et de sécurité du travail, [L-1] 24.1–24.6; [L-2] 123
 - Statut de travailleur, [L-1] 15
- Autorité, autre que le gouvernement**
- Registre, [R-1.5] 34
 - Transmission d'un état à la CNESST, [R-1.5] 31

Autorité responsable d'un service municipal de sécurité incendie

- Registre, [R-1.5] 34
- Transmission d'un état à la CNESST, [R-1.5] 32

Avantages liés à l'emploi

- Cessation de travail, [L-2] 39
- Durée, [L-2] 39
- Réaffectation, [L-2] 38

Avantages sociaux, [L-2] 38

Avis

- Accès au dossier, [L-1] 38
- Action en responsabilité civile, [L-1] 443

Avis de classification des employeurs, voir Classification des employeurs

Avis de référence, voir Examen de santé pulmonaire (travailleur minier)

Avis public, voir Gazette du Canada, Gazette officielle du Québec

B

Bande crie, voir aussi Cotisation de l'employeur (ajustement rétrospectif)

- Définition, [R-1.5] 141

Banque

- Versement au compte du bénéficiaire, [L-1] 130

Baraquement, voir Campement

Barème des dommages corporels, voir Indemnité pour préjudice corporel

Bâtiment, voir aussi Santé et sécurité au travail

- Définition, [R-2.1] 1

Bâtiment endommagé, voir Code de sécurité pour les travaux de construction

Bénéficiaire de prestations, voir aussi Indemnité de remplacement du revenu, Indemnité pour préjudice corporel, Prestation, Réadaptation, Responsabilité civile

- Accès au dossier, [L-1] 36
- Action en responsabilité civile, [L-1] 439, 441
- Avance de l'indemnité, [L-1] 129
- Définition, [L-1] 2
- Information à la CNESST, [L-1] 278
- Infraction et peine, [L-1] 463

- Mauvaise foi, [L-1] 363
- Remboursement du trop-perçu, [L-1] 129, 133, 430

Béton, voir aussi Code de sécurité pour les travaux de construction

- Aire de travail
 - Définition, [R-2.16] 2
- Camion-pompe
 - Aliénation
 - Carnet à transmettre au propriétaire subséquent, [R-2.16] 53
 - Manuel du manufacturier à transmettre au propriétaire subséquent, [R-2.16] 15
 - Carnet, [R-2.16] 51–53
 - Défectuosité ou bris, [R-2.16] 47
 - Définition, [R-2.16] 2
 - Dispositifs de commande, [R-2.16] 17
 - Distance de circulation ou de stationnement (du sommet des parois d'une tranchée ou d'une excavation), [R-2.16] 36
 - Entretien, [R-2.16] 31, 50
 - Examen, [R-2.16] 50
 - Carnet, [R-2.16] 52(2)–(4), 53
 - Examen général, [R-2.16] 52(3), 53, 55, 56, ann. II
 - Examen non destructif, [R-2.16] 49, 52(4), 57
 - Rapport, [R-2.16] 58–60
 - Personne compétente, [R-2.16] 49
 - Travaux d'entretien courant et préventif, [R-2.16] 52(2)
 - Étiquette, [R-2.16] 16.1
 - Garde-corps, [R-2.16] 13, 14, 56 al. 2(2)
 - Interdiction, [R-2.16] 41
 - Location, [R-2.16] 31, 51, 55, 57, 58
 - Modification
 - Attestation d'un ingénieur, [R-2.16] 61
 - Normes de sécurité, [R-2.16] 34–37, 41, 42
 - Pancarte d'instructions, [R-2.16] 16, ann. I
 - Passerelle, [R-2.16] 12, 13
 - Pièce portante, [R-2.16] 49, 56 al. 2(1), (3), 57–59
 - Plate-forme, [R-2.16] 12, 13
 - Réparation
 - Carnet, [R-2.16] 52(5)

Index analytique

Béton (*suite*)

- Réparation essentielle, [R-2.16] 49, 57(3), 59(3), 64
- Stabilisateur, [R-2.16] 2, 26–28, 34, 35
- Travail effectué à proximité de lignes électriques sous tension, [R-2.16] 37
- Utilisation, [R-2.16] 32
- Vérification, [R-2.16] 31, 50, 54
- Mât de distribution, [R-2.16] 22–25
 - Aire de travail, [R-2.16] 2, 38(2)
 - Cylindres hydrauliques, [R-2.16] 25
 - Définition, [R-2.16] 2
 - Dispositif de blocage, [R-2.16] 23
 - Dispositifs de sécurité, [R-2.16] 10
 - Enlèvement au cours des travaux d'entretien, remise en place avant le redémarrage des équipements, [R-2.16] 63
 - Réparation, remplacement ou ajustement, [R-2.16] 62
- Interdiction, [R-2.16] 3, 24, 40, 43
- Manettes de commande, [R-2.16] 22
- Normes de sécurité, [R-2.16] 38–43
- Opérateur, [R-2.16] 33, 39
- Pancarte, [R-2.16] 24
- Pièces de rechange, [R-2.16] 11
- Plaque signalétique, [R-2.16] 5–7
- Point d'attache du type boulon à œil ou manille, [R-2.16] 11
- Position hors-service, [R-2.16] 42
- Signaleur, [R-2.16] 39
- Pompe à béton, [R-2.16] 18–21
 - Définition, [R-2.16] 2
 - Dispositif de sécurité, [R-2.16] 10, 56 al. 2(2), (3)
 - Enlèvement au cours des travaux d'entretien, remise en place avant le redémarrage des équipements, [R-2.16] 63
 - Réparation, remplacement ou ajustement, [R-2.16] 62
 - Grille, [R-2.16] 19, 20, 56 al. 2(2), 62
 - Interdiction, [R-2.16] 3
 - Opérateur, [R-2.16] 33
 - Pièces de rechange, [R-2.16] 11
 - Plaque signalétique, [R-2.16] 4, 6, 7
 - Point d'attache du type boulon à œil ou manille, [R-2.16] 11
 - Points d'accès, [R-2.16] 18

- Pompe actionnée par le moteur d'un camion-pompe fabriqué à compte du 1^{er} janvier 1978, [R-2.16] 21
- Trémie de chargement (pompe équipée d'un agitateur), [R-2.16] 19, 56 al. 2(2), 62
- Valves d'entrée et de sortie, [R-2.16] 18
- Pression maximale de travail
 - Définition, [R-2.16] 2
- Tuyau de transport
 - Définition, [R-2.16] 2
 - Interdiction, [R-2.16] 3, 43
 - Nettoyage à l'air sous-pression par propulsion, [R-2.16] 46
 - Normes de sécurité, [R-2.16] 43–46
 - Système de transport du béton dépressurisé, avant d'ouvrir l'accouplement d'un tuyau, [R-2.16] 48
 - Tuyau rigide, [R-2.16] 2, 8, 29, 45
 - Tuyau souple, [R-2.16] 2, 9, 30, 43, 45, 46

Bien-être (travaux dans l'air sous-pression), voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*

Blessure, voir aussi *Lésion professionnelle*

- Jour commémoratif des personnes décédées ou blessées au travail, [L-2.2] 1

Bois, [R-2.11] 3(9), voir aussi *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Travaux forestiers

Boulonnage (chantier souterrain), voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*

Boutefeu (manutention et usage des explosifs), voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Santé et sécurité au travail

Bruit, voir *Atteinte auditive causée par le bruit*, *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Santé et sécurité au travail

Bureau canadien de soudure, [R-2.16] 49, 64

Bureau d'embauche, voir *Bureau de placement*

Bureau d'évaluation médicale, voir aussi *Comité consultatif du travail et de la main-d'oeuvre*, *Procédure d'évaluation médicale*

- Commission liée, [L-1] 224–224.1
- Conclusion du membre, [L-1] 221

- Bureau d'évaluation médicale (*suite*)
- • Défaut du membre, [L-1] 225
 - • Délai, [L-1] 222
 - • Transmission au ministre, [L-1] 222
 - Constitution, [L-1] 216
 - Contestation, [L-1] 206, 212
 - • Avis au ministre, [L-1] 217
 - Désignation des membres, [L-1] 218
 - Étude du dossier médical, [L-1] 220
 - Examen médical, [L-1] 220
 - Immunité, [L-1] 223
 - Liste des professionnels, [L-1] 216

Bureau de révision de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), voir Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)

Bureau du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail, voir Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Bureau du conseiller sénatorial en éthique, voir Conseiller sénatorial en éthique

C

Cabinet d'aisances, voir Aéronef, *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Santé et sécurité au travail

Caisson hyperbare, voir aussi Santé et sécurité au travail

- Définition, [R-2.19] 312.1
- Norme, [R-2.19] 312.64, 312.81

CALP, voir Commission d'appel en matière de lésions professionnelles

Camelot

- Définition, [L-1] 2
- Employeur, [L-1] 10.1

Camion-pompe, voir Béton

Campement, voir aussi Établissement industriel et commercial, Santé et sécurité au travail

- Définition, [R-2.4] 1.1(5); [R-2.19] 160

Canalisation, voir aussi Santé et sécurité au travail

- Définition, [R-2.19] 312.49

Canalisation d'incendie et de tuyaux, voir Établissement industriel et commercial

Carrière, [R-2.4] 1; [R-2.20] 1, voir aussi Mine

Casque de sécurité, [R-2.4] 2.10.2c), 2.10.3, 3.23.16(7)c), 3.23.16.1(3)b); [R-2.19] 341; [R-2.20] 9; [R-2.21] 141

Ceinture de sécurité, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Mine, Santé et sécurité au travail

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail, [L-4]

- Assimilation à un organisme de bienfaisance enregistré, [L-4] 24
 - Bureau, [L-4] 14
 - • Réunion, [L-4] 15
 - Comité consultatif, [L-4] 16
 - Conseiller, [L-4] 8, 23(1), 23(4)
 - • Indemnité, [L-4] 19
 - Constitution, [L-4] 4
 - Définitions, [L-4] 3
 - Indemnisation, [L-4] 23(3)
 - Mission, [L-4] 5
 - Objet de la loi, , [L-4] 2
 - Pension de retraite, [L-4] 23(2), 23(4)
 - Personnel et mandataire, [L-4] 17, 23
 - Pouvoirs, [L-4] 6
 - Président, [L-4] 10, 23(1), 23(2)
 - • Fonctions, [L-4] 11
 - • Intérim, [L-4] 12
 - • Nouveau mandat, [L-4] 13
 - • Rémunération, [L-4] 18
 - Président du conseil, [L-4] 7, 23(1)
 - • Indemnité, [L-4] 19
 - Rapport annuel, [L-4] 26
 - Règlement administratif, [L-4] 22
 - Résultats de recherche (diffusion), [L-4] 27
 - Réunion, [L-4] 21
 - Vacance, [L-4] 9
 - Siège, [L-4] 20
- Centre de services scolaire, [L-1] 10; [R-1.5] 30, 34**
- Centre hospitalier**
- Contrat-type, [L-2] 107
 - Définition, [L-2] 1
 - Infraction et peine, [L-1] 462
 - Intégration du personnel, [L-2] 134, 136
 - • Ministre responsable, [L-2] 135
 - Programme de santé, [L-2] 109

Index analytique

Centre intégré de santé et de services sociaux

- Budget, [L-2] 110
- Définition, [L-2] 1
- Entente sur les soins et les programmes, [L-1] 195
- Programme de santé, [L-2] 109

Centre local de services communautaires

- Définition, [L-2] 1
- Intégration du personnel, [L-2] 134, 136
- • Ministre responsable, [L-2] 135
- Programme de santé, [L-2] 109

Certificat

- Opérateur de pistolet de scellement à basse vitesse, [R-2.4] 7.2.1, ann. 8

Certificat de santé pulmonaire, voir Examen de santé pulmonaire (travailleur minier)

Certificat médical

- Plongée, [R-2.19] 312.57, 312.58, 312.73
- Travailleur exposé à un contaminant, [L-2] 32, 33
- Travailleuse enceinte, [L-2] 40

Cessation des activités de l'employeur, voir Cotisation de l'employeur

Chambre de travail (travaux dans l'air sous-pression), voir Code de sécurité pour les travaux de construction

Chantier d'abattage, voir Mine

- **Chantier de construction**, [R-2.4] 2.1.1, voir aussi *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Santé et sécurité au travail, Secouriste, Service de premiers soins, Trousse
- Avis à la CNESST, [L-2] 220
- Avis d'inspection, [L-2] 181
- Chantier de grande importance, [L-2] 220–222
- Comité de chantier
- • Composition, [R-2.12] 1 2, [R-2.12] 1 3, [R-2.12] 1 4
- • Réunion, [R-2.12] 1 5, [R-2.12] 1 6
- • • Ordre du jour, [R-2.12] 1 7
- • • Procès-verbal, [R-2.12] 1 10
- • • Quorum, [R-2.12] 1 8
- • • Vacance, [R-2.12] 1 9
- Conditions de vie, [L-2] 57
- Coordonnateur en santé et en sécurité, [R-2.12] 1 18

- • Désignation par le maître d'oeuvre, [L-2] 215.1
- • Fonctions, [L-2] 215.2
- • Nombre, [R-2.12] 1 16
- • Programmes de formation, [L-2] 215.3
- • Définition, [L-1] 2; [R-1.13] 1; [L-2] 1
- • Dispositions applicables, [L-2] 194–222
- • Inspection, [L-2] 216–219
- • Maître d'oeuvre, [L-2] 197
- • Mécanismes de prévention, [R-2.12] 1 1
- • Premiers soins
- • Identification des secouristes, [R-1.13] 14
- • Nombre de secouristes par quart de travail, [R-1.13] 7, 25
- • Trousse
- • • Contenu, [R-1.13] 4, 8
- • • État, [R-1.13] 10
- • • Nombre, [R-1.13] 8
- • • Transport des travailleurs, [R-1.13] 9
- • Programme de prévention, [R-2.17] 2, 9, 10, ann. I
- • Représentant en santé et en sécurité, [R-2.12] 1 12, [R-2.12] 1 18
- • Nombre, [R-2.12] 1 13
- • Services de santé, [R-1.13] 20–21, ann. 1; [R-2.22] 1, 3, ann. A

Chantier souterrain, voir Code de sécurité pour les travaux de construction

Charge combustible

- Définition, [R-2.4] 1.1(6)

Chargement (chantier souterrain), voir Code de sécurité pour les travaux de construction

Chargement des explosifs, voir Code de sécurité pour les travaux de construction, Mine

Charte des droits et libertés de la personne, [L-3] 35.1

Chaudière, voir Code de sécurité pour les travaux de construction, Santé et sécurité au travail

Chauffage, voir Santé et sécurité au travail

Chauffage temporaire (chantier de construction), voir Code de sécurité pour les travaux de construction

Chef d'établissement, voir Établissement industriel et commercial, Travaux forestiers

- Chemin d'exploitation**, voir Travaux forestiers [R-2.19] 61, 295, 312.28, 312.40, 330–331, 363(1); [R-2.20] 401
- Chemin de fer**, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*
- Chemin ouvert à la circulation**, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*
- Chiropratique**, voir Soins et traitements
- Classification des employeurs**, [L-1] 297–303
- Avis de classification, [L-1] 303
 - Disposition transitoire, [L-1] 553
 - Nouvelle détermination de la classification et de l'imputation du coût des prestations, [R-1.5] 223–227
 - • Fraude, [R-1.5] 241
 - Règles de classification
 - • Classement par unités, [L-1] 298; [R-1.5] 5–10, ann. 1
 - • • Classement dans plusieurs unités, [R-1.5] 9
 - • • • Confection d'un document, [R-1.5] 29, 35–36
 - • • Groupe lié, [R-1.5] 10
 - • • Non-transmission des informations par l'employeur, [R-1.5] 8
 - • • Unité d'exception, [R-1.5] 11–12
 - • Unité de classification, [L-1] 297; [R-1.5] 4, ann. 1
- Cloche de plongée**, voir aussi Santé et sécurité au travail
- Définition, [R-2.19] 312.1
- Code canadien de l'électricité**, [R-2.1] 5; [R-2.4] 3.14.6; [R-2.19] 59.1; [R-2.20] 1, 476
- Code canadien du bâtiment**, [R-2.20] 1
- Code criminel**, [L-1] 11(2.1), [L-1] 441(1)
- Code de la sécurité routière**, [R-2.4] 2.18.1, 2.18.2a), 3.10.4(2a), 10.1.1, 10.3.1–10.3.2; [R-2.19] 359, 361(1)
- Code de procédure civile**, [L-1] 350; [L-3] 16, 35.1, 51, 108
- Code de procédure pénale**, [L-1] 11(1), 11(3)
- Code de sécurité pour l'industrie du bois ouvré**, [R-2.17] 5 al. 1(1)c), 9 al. 1(1)c); [R-2.19] 365
- Code de sécurité pour les travaux de construction**, [R-2.4] ; [R-2.4] 2.1.1; [R-2.16] 37; [R-2.17] 5 al. 1(1)b), 9 al. 1(1)b);
- Air sous-pression, voir Travaux dans l'air sous-pression
 - Appareil de levage, [R-2.4] 2.15.1–2.15.20
 - • Âge minimal, [R-2.4] 2.15.10
 - • Ascenseur de chantier, [R-2.4] 2.15.14
 - • Avertisseur, [R-2.4] 2.15.1c)
 - • Bon état, [R-2.4] 2.15.1b)
 - • Chariot élévateur, [R-2.4] 2.15.7.6
 - • Conditions générales, [R-2.4] 2.15.1
 - • Construction solide et résistance, [R-2.4] 2.15.1a)
 - • De personnes, [R-2.4] 2.15.12
 - • Engin élévateur à nacelle, [R-2.4] 2.15.13
 - • • Flèche, [R-2.4] 2.15.4
 - • • Freins de levage, [R-2.4] 2.15.1d)
 - • • Grue à tour, [R-2.4] 2.15.7.4
 - • • • Carnet de bord, [R-2.4] 2.15.7.4
 - • • Grue mobile, [R-2.4] 2.15.7.2–2.15.7.2.2
 - • • • Carnet de bord, [R-2.4] 2.15.7.2, ann. 9
 - • • • • Dispositif de prévention contre la surcharge, [R-2.4] 2.15.7.2.2
 - • • • • Dispositif de protection de la situation de palan fermé, [R-2.4] 2.15.7.2.1
 - • • Grue mobile à flèche relevable, [R-2.4] 2.15.7.3
 - • • Grue tarière, [R-2.4] 2.15.15
 - • Indication de la charge nominale, [R-2.4] 2.15.2
 - • Manutention des charges, [R-2.4] 2.15.6
 - • Montage, entretien et démontage sous la surveillance de travailleurs expérimentés, [R-2.4] 2.15.9
 - • Monte-matériaux, [R-2.4] 2.15.11
 - • Obligations de l'employeur, [R-2.4] 2.15.3
 - • Plate-forme de transport se déplaçant le long de mâts, [R-2.4] 2.15.18
 - • • Entretien et utilisation, [R-2.4] 2.15.19
 - • • Formation de l'opérateur, [R-2.4] 2.15.20
 - • Plate-forme élévatrice mobile de personnel, [R-2.4] 2.15.16
 - • • Formation de l'opérateur, [R-2.4] 2.15.17

Index analytique

Code de sécurité pour les travaux de construction (suite)

- • Pont roulant aérien sur rail pour usage général, [R-2.4] 2.15.7.5
- • Tableau des charges nominales, [R-2.4] 2.15.5
- • Vérin de levage
 - • • Charge nominale, [R-2.4] 2.15.8(1)
 - • • Cran d'arrêt, [R-2.4] 2.15.8(2)
 - • • Indicateur d'arrêt, [R-2.4] 2.15.8(2)
- Appareil de protection respiratoire, [R-2.4] 2.10.8
- Bâtiment endommagé, [R-2.4] 2.14.1
- Bruit
 - • Achat ou remplacement d'un équipement, [R-2.4] 2.21.3
 - • Affichage, [R-2.4] 2.21.13
 - • Mesurage du niveau d'exposition quotidienne et de la pression acoustique de crête, [R-2.4] 2.21.8, [R-2.4] 2.21.9
 - • Planification et réalisation des travaux, [R-2.4] 2.21.4
 - • Programme de prévention ou registre, [R-2.4] 2.21.14
 - • Protecteur auditif, [R-2.4] 2.21.7, [R-2.4] 2.21.10, [R-2.4] 11
 - • • Formation, [R-2.4] 2.21.12
 - • Réduction du temps d'exposition quotidienne, [R-2.4] 2.21.5, [R-2.4] 6
 - • Valeurs limites d'exposition, [R-2.4] 2.21.1, [R-2.4] 2.21.2
- Cadenassage, [R-2.4] 2.20.1-2.20.14
- Champ d'application, [R-2.4] 2.1.1
- Chantier de construction, [R-2.4] 3.1.1-3.23.16.1
 - • Accessibilité, [R-2.4] 3.1.1
 - • Alimentation en gaz sous-pression, [R-2.4] 3.13.1- 3.13.10
 - • • Bouteille de gaz sous-pression, [R-2.4] 3.13.5- 3.13.9
 - • • Bouteille de gaz propane non raccordée en vue de son utilisation, [R-2.4] 3.13.10
 - • • Déconnexion ou réparation d'un raccord ou d'une section d'une tuyauterie (mesures préalables), [R-2.4] 3.13.2
 - • • Entreposage interdit, [R-2.4] 3.13.4
 - • • Identification de la tuyauterie (nature du contenu), [R-2.4] 3.13.1
 - • • Interdiction d'utiliser le collier ou le capuchon-protecteur d'une soupape pour soulever une bouteille de gaz sous-pression, [R-2.4] 3.13.9
 - • • Tuyauterie à protéger contre tout choc, [R-2.4] 3.13.1
 - • • Tuyauterie d'air, [R-2.4] 3.13.3
 - • Alimentation en vapeur, [R-2.4] 3.12.1-3.12.5
 - • • Appareil d'alimentation en vapeur dont l'installation et le fonctionnement ne présentent aucun danger, [R-2.4] 3.12.1
 - • • Conduites d'alimentation en vapeur clairement identifiées, [R-2.4] 3.12.2
 - • • Débranchement ou réparation d'une section d'une conduite de vapeur sous pression, [R-2.4] 3.12.3
 - • • Isolement ou protection de tout système d'alimentation, [R-2.4] 3.12.5
 - • • Tuyau de vapeur d'un engin de battage de pieux (câble d'acier ou chaîne), [R-2.4] 3.12.4
 - • Chauffage temporaire, [R-2.4] 3.11.1-3.11.9
 - • • Appareil de chauffage à combustibles solides, [R-2.4] 3.11.8
 - • • Appareil de chauffage à l'essence ou au naphte (emploi interdit), [R-2.4] 3.11.2
 - • • Appareil de chauffage à l'huile combustible ou au gaz, [R-2.4] 3.11.3, 3.11.6
 - • • Appareil de chauffage dont l'installation et le fonctionnement ne présentent aucun danger, [R-2.4] 3.11.1
 - • • Appareil de chauffage par combustion, [R-2.4] 3.11.4
 - • • Conduites de distribution d'air chaud et de reprise d'air, [R-2.4] 3.11.9
 - • • Radiateur, appareil et équipement alimenté au gaz naturel, [R-2.4] 3.11.7
 - • • Radiateur électrique, [R-2.4] 3.11.5
 - • Contrôle de la circulation, [R-2.4] 2.8.1
 - • Creusements, excavations et tranchées, [R-2.4] 3.15.1-3.15.10
 - • • Âge minimal, [R-2.4] 3.15.10
 - • • Assèchement, [R-2.4] 3.15.6
 - • • Barricades et barrières, [R-2.4] 3.15.5
 - • • Caissons, [R-2.4] 3.15.7
 - • • Construction voisine, [R-2.4] 3.15.2

Code de sécurité pour les travaux de construction (suite)

- Étançonnement des parois d'une excavation ou d'une tranchée, [R-2.4] 3.15.3
- Forage, [R-2.4] 3.15.9
- Moyens d'accès et surveillance, [R-2.4] 3.15.4
- Puits, [R-2.4] 3.15.8
- Services publics, [R-2.4] 3.15.1
- Décapage au jet d'abrasif, [R-2.4] 3.20.1- 3.20.6
 - Débit d'air pour la cagoule, [R-2.4] 3.20.3
 - Entretien des équipements, [R-2.4] 3.20.4
 - Local pour changer de vêtements, [R-2.4] 3.20.6
 - Port de la cagoule à adduction d'air, [R-2.4] 3.20.1
 - Ventilation par extraction, [R-2.4] 3.20.5
- Découpage, voir Soudage et découpage
- Démolition, [R-2.4] 3.18.1–3.18.6
 - Déblaiement, enlèvement et transport des débris, [R-2.4] 3.18.2(3)
 - Procédé mécanique de démolition, [R-2.4] 3.18.3
 - Règles à respecter après la démolition, [R-2.4] 3.18.5
 - Règles à respecter avant la démolition, [R-2.4] 3.18.1
 - Règles à respecter pendant la démolition, [R-2.4] 3.18.2
 - Règles applicables à tous les types de démolition, [R-2.4] 3.18.6
- Échafaudage, [R-2.4] 3.9.1–3.9.22, Ann. 0.2
 - Amarrage, [R-2.4] 3.9.10
 - Assemblage, [R-2.4] 3.9.9
 - Boulins, [R-2.4] 3.9.7
 - Câbles de levage pour échafaudages, [R-2.4] 3.9.13
 - Construction, [R-2.4] 3.9.2
 - Échafaudage à crics, [R-2.4] 3.9.23
 - Échafaudage à tour et à plate-forme, [R-2.4] 3.9.22
 - Échafaudage à treuils, [R-2.4] 3.9.24
 - Échafaudage en porte-à-faux, [R-2.4] 3.9.15
 - Échafaudage métallique, [R-2.4] 3.9.20
 - Échafaudage mobile, [R-2.4] 3.9.19
 - Échafaudage motorisé, [R-2.4] 3.9.25
 - Échafaudage sur consoles, [R-2.4] 3.9.26
 - Échafaudage sur échelles, [R-2.4] 3.9.18
 - Échafaudage suspendu à l'usage de briqueteurs, [R-2.4] 3.9.21
 - Échafaudage volant, [R-2.4] 3.9.16
 - Examens, [R-2.4] 3.9.12
 - Longérons, [R-2.4] 3.9.6
 - Matériaux, [R-2.4] 3.9.3
 - Montage et démontage, [R-2.4] 3.9.4
 - Montants et échafaudages, [R-2.4] 3.9.5
 - Moyens d'accès, [R-2.4] 3.9.11
 - Obligations de l'employeur, [R-2.4] 3.9.14
 - Planchers, [R-2.4] 3.9.8
 - Règles générales, [R-2.4] 3.9.1
 - Sellette, [R-2.4] 3.9.17
 - Sol inégal, [R-2.4] 3.9.5
 - Utilisation, [R-2.4] 3.9.1, 3.9.14
 - Utilisation d'échelles, [R-2.4] 3.9.1
 - Échasses, voir Travail sur échasses
 - Échelles et escabeaux, [R-2.4] 3.5.1–3.5.9
 - Échelles, [R-2.4] 3.5.1, 3.5.2, 3.5.8, 3.5.9
 - Échelles commerciales, [R-2.4] 3.5.3
 - Échelles faites sur place, [R-2.4] 3.5.4
 - Échelles utilisées dans un puits d'ascenseur ou de monte-charge, [R-2.4] 3.5.6.1
 - Escaliers provisoires ou permanentes non terminés ou prêts à servir (maintien en place des échelles), [R-2.4] 3.5.8
 - Inclinaison d'une échelle non fixée de façon permanente, [R-2.4] 3.5.6, ann. 0.1
 - Longueur maximale d'une échelle à coulisse de 2 sections ou plus, [R-2.4] 3.5.5
 - Utilisation d'échelles, [R-2.4] 3.5.1, 3.5.2, 3.5.6, 3.5.6.1, 3.9.1
 - Utilisation d'escabeaux (obligations de l'employeur), [R-2.4] 3.5.7

Index analytique

Code de sécurité pour les travaux de construction (suite)

- • Entreposage des matériaux, *voir* Manutention et entreposage des matériaux
- • Équipement de construction, [R-2.4] 3.10.1- 3.10.19
 - • • Accessibilité, [R-2.4] 3.10.1c), 3.10.6
 - • • Agents atmosphériques pouvant rendre son emploi dangereux, [R-2.4] 3.10.1e)
 - • • Alarme de recul à réenclenchement automatique pour la marche arrière, [R-2.4] 3.10.12
 - • • Appareil de levage, [R-2.4] 3.10.9
 - • • Avertisseur, [R-2.4] 3.10.12(1)
 - • • Béliers mécaniques sur chenille, [R-2.4] 3.10.3(8)
 - • • Bon état, [R-2.4] 3.10.1a)
 - • • Cabine, [R-2.4] 3.10.10
 - • • Chargeur fabriqué après le 23 avril 1980, [R-2.4] 3.10.3.1
 - • • Chargeuse utilisée à des fins de manutention, [R-2.4] 3.10.3.2
 - • • Chenilles des béliers mécaniques travaillant perpendiculairement à l'axe d'une pente, [R-2.4] 3.10.3(6)
 - • • Dispositifs de sécurité et protecteurs, [R-2.4] 3.10.13
 - • • Éclairage, [R-2.4] 3.10.11
 - • • Engin de terrassement utilisés à des fins de levage, [R-2.4] 3.10.3.3
 - • • Engin de terrassement utilisés pour l'installation de poteaux, [R-2.4] 3.10.3.4
 - • • Équipement lourd, [R-2.4] 3.10.3
 - • • Grue, [R-2.4] 3.10.1
 - • • Klaxon automatique, [R-2.4] 3.10.12(2)
 - • • Levage de travailleurs, [R-2.4] 3.10.7
 - • • Meule, [R-2.4] 3.10.14
 - • • Moteur à combustion interne, [R-2.4] 3.10.17
 - • • Moteur en position d'arrêt en faisant le plein, [R-2.4] 3.10.1d)
 - • • Non-utilisation lors de réparations, de travaux d'entretien ou en faisant le plein, [R-2.4] 3.10.1e)
 - • • Réparations, [R-2.4] 3.10.18
 - • • Rouleau compacteur en forte pente, [R-2.4] 3.10.3(7)
- • • Scie, [R-2.4] 3.10.15
- • • Sécurité équivalente à celle à l'état neuf, après réparation, changement de pièce ou modification, [R-2.4] 3.10.1f), h)
- • • Source d'énergie autre que manuelle, [R-2.4] 3.10.1b)
- • • Surlongueur de charges, [R-2.4] 3.10.19
- • • Travailleurs agissant comme signaleurs, [R-2.4] 3.10.5
- • • Utilisation, [R-2.4] 3.10.1g), 3.10.4
- • • Véhicule, [R-2.4] 3.10.1
- • • Véhicule automoteur, [R-2.4] 3.10.2
- • • Véhicule tout terrain, [R-2.4] 3.10.2.1
- • Escabeaux, *voir* Échelles et escabeaux
- • Escaliers, [R-2.4] 3.6.1–3.6.4
 - • • Construction, [R-2.4] 3.6.2
 - • • Escaliers à ossature d'acier, [R-2.4] 3.6.3
 - • • Escaliers provisoires, [R-2.4] 3.6.4
 - • • Escaliers provisoires ou permanentes non terminés ou prêts à servir (maintien en place des échelles), [R-2.4] 3.5.8
- • • Obligation de pourvoir un bâtiment en construction de 2 sorties desservies par des escaliers permanents ou provisoires, [R-2.4] 3.6.1
- • Espace clos, *voir* Travail dans un espace clos
- • Excavations, *voir* Creusements, excavations et tranchées
- • Garde-corps, [R-2.4] 3.8.2–3.8.5
 - • • Construction, [R-2.4] 3.8.3
 - • • Garde-corps en bois, [R-2.4] 3.8.3(2)
 - • • Garde-corps en câble d'acier, [R-2.4] 3.8.3(3)
 - • • Garde-corps métalliques, [R-2.4] 3.8.4
 - • • Résistance, [R-2.4] 3.8.2
 - • • Treillis métallique exigible sur un garde-corps, [R-2.4] 3.8.5
- • Lieu isolé, *voir* Travail en milieu isolé
- • Milieu isolé, *voir* Travail en milieu isolé
- • Manutention et entreposage des matériaux, [R-2.4] 3.16.1–3.16.10
 - • • Bois de construction, [R-2.4] 3.16.3
 - • • Bouteille de gaz sous-pression, [R-2.4] 3.16.10(4)

Code de sécurité pour les travaux de construction (suite)

- Charge imposée à un ouvrage permanent ou provisoire lors de l'entreposage, [R-2.4] 3.16.1(2)
- Convoyeur, [R-2.4] 3.16.9
- Éléments de maçonnerie, [R-2.4] 3.16.4
- Empilage de matériaux, [R-2.4] 3.16.2
- Entreposage des matières toxiques ou dangereusement réactives, [R-2.4] 3.16.10(7)
- Interdiction d'emploi de l'oxygène à certaines fins, [R-2.4] 3.16.10(5)
- Levage et transport manuel de fardeaux, [R-2.4] 3.16.8
- Manutention, entreposage et utilisation de produits dangereux, [R-2.4] 3.16.10
- Manutention des matières corrosives, [R-2.4] 3.16.10(6)
- Matériaux en sacs, [R-2.4] 3.16.6
- Objets de section circulaire, [R-2.4] 3.16.7
- Règles générales, [R-2.4] 3.16.1
- Tuyaux, [R-2.4] 3.16.5
- Ouvrage temporaire, [R-2.4] 3.3.1–3.3.4
- Ouvrage temporaire réalisé aux fins d'appuyer une partie d'une construction permanente, [R-2.4] 3.3.3
- Ouvrage temporaire suffisamment contreventé, [R-2.4] 3.3.2
- Rampes, plates-formes, voies de roulement, échafaudages et autres ouvrages temporaires (méthodes de conception et de construction), [R-2.4] 3.3.1
- Réaménagement affectant la structure d'un bâtiment, [R-2.4] 3.3.4
- Passerelles, voir Rampes, passerelles et plates-formes provisoires
- Plates-formes provisoires, voir Rampes, passerelles et plates-formes provisoires
- Poussière d'amiante, voir Travaux susceptibles d'émettre de la poussière d'amiante
- Protection contre l'incendie, [R-2.4] 3.4.1- 3.4.6
 - Accessibilité, [R-2.4] 3.4.1b), g)
 - Bon état de fonctionnement, [R-2.4] 3.4.1e)
 - Bornes d'incendie, [R-2.4] 3.4.1
- Endroits clairement indiqués, [R-2.4] 3.4.1c)
- Extincteurs d'incendie portatifs, [R-2.4] 3.4.1, 3.4.3, 3.4.4, 3.4.6
- Homologation, [R-2.4] 3.4.1a)
- Matériel d'extinction, [R-2.4] 3.4.1
- Protection contre le gel, [R-2.4] 3.4.1f)
- Protection contre les dommages mécaniques, [R-2.4] 3.4.1d)
- Réseau d'extincteurs automatiques à eau, [R-2.4] 3.4.2
- Réseau de canalisations et de robinets munis de boyaux et de lances, [R-2.4] 3.4.2
- Réseau mixte, [R-2.4] 3.4.2
- Système d'alimentation en eau d'au moins 300 litres par minutes sous une pression minimale de 80 kilopascals au point le plus élevé, [R-2.4] 3.4.6
- Tuyaux d'incendie munis de lances, [R-2.4] 3.4.1, 3.4.6
- Vannes d'extincteurs automatiques, [R-2.4] 3.4.1
- Soudage et découpage, [R-2.4] 3.14.1-3.14.8
 - Chalumeau fonctionnant à l'oxygène et au gaz combustible (dispositif antiretour de gaz ou de flammes), [R-2.4] 3.14.5
 - Châssis ou capot d'une machine à souder alimentée par le réseau public d'énergie électrique, [R-2.4] 3.14.6
 - Interdiction d'effectuer un soudage ou découpage sur un récipient pouvant contenir une substance inflammable ou explosive, [R-2.4] 3.14.3
 - Interdiction d'utiliser des conducteurs électriques comme circuit pour le retour du courant de soudage ou de découpage, [R-2.4] 3.14.8
 - Machine à souder portative alimentée par un moteur à combustion interne, [R-2.4] 3.14.7
 - Norme applicable, [R-2.4] 3.14.2
 - Opérations interdites à proximité de matériaux combustibles ou dans d'autres lieux, [R-2.4] 3.14.1
 - Travaux de soudage ou de découpage à l'arc électrique (écrans de protection contre les radiations), [R-2.4] 3.14.4
- Tenue des lieux, [R-2.4] 3.2.1–3.2.9

Index analytique

Code de sécurité pour les travaux de construction (suite)

- Bon ordre et absence de danger, [R-2.4] 3.2.1
- Clous et autres pièces en saillie, [R-2.4] 3.2.3
- Douche, [R-2.4] 3.2.8
- Eau potable, [R-2.4] 3.2.6
- Entretien et aménagement des lieux, [R-2.4] 3.2.4
- Lavabo, [R-2.4] 3.2.8
- Local pour prendre les repas, [R-2.4] 3.2.9
- Rebut, [R-2.4] 3.2.2
- Signaux de danger, [R-2.4] 3.2.5
- Toilettes, [R-2.4] 3.2.7–3.2.7.7
- Tranchées, voir Creusements, excavations et tranchées
- Travail dans un espace clos, [R-2.4] 3.21.1- 3.21.6
 - Informations à identifier par écrit, par le maître d'œuvre conjointement avec l'employeur, [R-2.4] 3.21.1
 - Mesures à prendre pour empêcher d'y entrer, [R-2.4] 3.21.5
 - Relevés de concentration, [R-2.4] 3.21.2, 3.21.3
 - Situation d'urgence, [R-2.4] 3.21.6
 - Système de ventilation, [R-2.4] 3.21.4
- Travail en milieu isolé
 - Méthode de surveillance efficace, intermittente ou continue, [R-2.4] 3.22.1
- Travail sous l'eau, [R-2.4] 3.17.1–3.17.9
 - Air d'alimentation, [R-2.4] 3.17.3
 - Caisson de recompression, [R-2.4] 3.17.4
 - Équipement et accessoires de plongée, [R-2.4] 3.17.2
 - Obligations de l'employeur, avant de commencer tout travail sous l'eau, [R-2.4] 3.17.1
 - Obligations du travailleur, [R-2.4] 3.17.5
 - Plongées successives (précautions à prendre), [R-2.4] 3.17.9
 - Remontée à la surface, par paliers de décompression (table de remontée), [R-2.4] 3.17.8
 - Soudage ou découpage sous l'eau, [R-2.4] 3.17.6
- Travaux à l'explosif, [R-2.4] 3.17.7
- Travail sur échasses, [R-2.4] 3.19.1
- Travaux susceptibles d'émettre de la poussière d'amiante, [R-2.4] 3.23.1-3.23.16.1
 - Affichage, [R-2.4] 3.23.15(11)
 - Aire de travail isolée au moyen d'une enceinte étanche, [R-2.4] 3.23.15(9), (10), 3.23.16(8)–(10), (12)
 - Appareil de protection respiratoire, [R-2.4] 3.23.14.1, 3.23.15, 3.23.16
 - Application par projection sur une surface à couvrir d'un mélange de matériaux friables contenant de l'amiante, [R-2.4] 3.23.4
 - Catégories de chantier (travaux à risque faible, à risque modéré et à risque élevé), [R-2.4] 3.23.2, 3.23.14.1, 3.23.15, 3.23.16
 - Champ d'application, [R-2.4] 3.23.1
 - Chaussure de protection, [R-2.4] 3.23.14, 3.23.15
 - Couvertures étanches destinées à être réutilisées ou à être jetées, [R-2.4] 3.23.11
 - Débris de matériaux contenant de l'amiante à placer dans des contenants étanches, au cours des travaux, [R-2.4] 3.23.10
 - Définitions, [R-2.4] 3.23.1.1
 - Délimitation de l'aire de travail à l'aide de signaux de danger, [R-2.4] 3.23.15(12)
 - Échantillon de la concentration des fibres respiratoires d'amiante dans l'air de l'aire de travail, [R-2.4] 3.23.16(4)
 - Étiquette apposée sur tout contenant renfermant des matériaux d'amiante, [R-2.4] 3.23.13
 - Fours, chaudières ou autres structures à recouvrir d'une membrane étanche, avant le déplacement, [R-2.4] 3.23.9.1
 - Informations à identifier par écrit, par le maître d'œuvre conjointement avec l'employeur, [R-2.4] 3.23.16(3)
 - Informations sur les risques, les méthodes de prévention et les méthodes de travail sécuritaires, [R-2.4] 3.23.7
 - Installation de matériaux isolants friables contenant de l'amiante, [R-2.4] 3.23.4

Code de sécurité pour les travaux de construction (suite)

- Interdiction de fumer, manger, boire ou mâcher toute substance dans un lieu de travail, [R-2.4] 3.23.6
- Matériaux friables contenant de l'amiante susceptibles d'être dispersés au cours des opérations, [R-2.4] 3.23.9
- Mesures préalables, [R-2.4] 3.23.3, 3.23.3.2, 3.23.7, 3.23.8, 3.23.9.1
- Nettoyage de l'aire de travail et de ses environs, à la fin des travaux, [R-2.4] 3.23.12, [R-2.4] 3.23.12.1
- Procédure de décontamination, [R-2.4] 3.23.16(7)
- Programme de formation et d'information, [R-2.4] 3.23.7
- Système de ventilation, [R-2.4] 3.23.16(8), (11)
- Travaux de démolition (mesures préalables), [R-2.4] 3.23.3.2
- Travaux de manipulation ou d'enlèvement de matériaux friables contenant de l'amiante (obligations de l'employeur), [R-2.4] 3.23.16.1
- Types d'amiante présents dans les matériaux, [R-2.4] 3.23.3
- Utilisation d'air sous-pression, [R-2.4] 3.23.5
- Utilisation du crocidolite, de l'amosite ou d'un produit contenant l'une ou l'autre de ces matières, [R-2.4] 3.23.3.1
- Vestiaire des vêtements, [R-2.4] 3.23.16(6), (8), (9)
- Vêtements de protection, [R-2.4] 3.23.15, [R-2.4] 3.23.15.1, 3.23.16(5)
- Chantier souterrain, [R-2.4] 8.1.1–8.13.1
 - Âge minimal, [R-2.4] 8.13.1
 - Chargement, [R-2.4] 8.8.1–8.8.8
 - Bloc d'arrêt pour un convoi ou un chariot stationné, [R-2.4] 8.8.5
 - Équipement pneumatique pourvu d'une soupape pour couper l'alimentation d'air à la machine, [R-2.4] 8.8.1
 - Locomotive, [R-2.4] 8.8.3
 - Stationnement des véhicules automoteurs pendant les périodes d'inactivité, [R-2.4] 8.8.8
 - Véhicules automoteurs avec signal avertisseur sonore (si des refuges sont nécessaires), [R-2.4] 8.8.2
 - Voies ferrées, [R-2.4] 8.8.4
 - Wagons pour passagers, [R-2.4] 8.8.6, 8.8.7
 - Circulation, [R-2.4] 8.7.1–8.7.9
 - Aire libre minimale pour le déplacement sur une échelle, [R-2.4] 8.7.4
 - Compartiment pour les échelles ou les escaliers dans un puits, [R-2.4] 8.7.2
 - Compartiment réservé exclusivement pour la circulation des travailleurs au moyen d'échelles ou d'escaliers, [R-2.4] 8.7.1
 - Échelle flexible, [R-2.4] 8.7.7
 - Hauteur libre, [R-2.4] 8.7.5
 - Indication des dangers que peut comporter une diminution brusque de la hauteur libre, [R-2.4] 8.7.6
 - Obligations de l'employeur, [R-2.4] 8.7.1
 - Puits et montages inclinés à plus de 30° par rapport à l'horizontale, [R-2.4] 8.7.3
 - Refuges, [R-2.4] 8.7.9, 8.8.2
 - Voie de circulation pourvue de refuge, [R-2.4] 8.7.8
 - Communication et signaux standards, [R-2.4] 8.11.1–8.11.9
 - Appareil téléphonique, [R-2.4] 8.11.2
 - Début d'incendie, d'explosion ou de toute autre urgence, [R-2.4] 8.11.9
 - Dispositifs pour émettre les signaux, [R-2.4] 8.11.7
 - Interdiction, [R-2.4] 8.11.6
 - Reproduction lisible des signaux standards et des signaux normalisés (affichage), [R-2.4] 8.11.5
 - Signaux de levage, [R-2.4] 8.11.3, ann. 4
 - Signaux normalisés, [R-2.4] 8.11.4
 - Système téléphonique avec des postes (tunnels s'étendant à une distance de plus de 150 mètres à la base d'un puits), [R-2.4] 8.11.8
 - Système temporaire de communication (fonçage du puits), [R-2.4] 8.11.1
 - Systèmes distinctifs de signalisation électriques, pneumatiques ou mécaniques dans un puits servant à l'extraction, [R-2.4] 8.11.2

Index analytique

Code de sécurité pour les travaux de construction (suite)

- Tuyau acoustique, [R-2.4] 8.11.2
- Éclairage, [R-2.4] 8.10.1–8.10.4
 - Escaliers et échelles dans les puits, [R-2.4] 8.10.3
 - Lampe de mineur, [R-2.4] 8.10.1, 8.10.4
 - Lampe portable, [R-2.4] 8.10.4
 - Système d'éclairage, [R-2.4] 8.10.1, 8.10.2, 8.11.9
 - Système d'éclairage d'urgence avec relais automatique, [R-2.4] 8.10.4
- Explosifs, [R-2.4] 8.4.1–8.4.7
 - Dispositions applicables, [R-2.4] 8.4.1
 - Entreposage (durée et quantité maximale), [R-2.4] 8.4.6
 - Explosifs ou ensemble d'explosifs produisant des fumées de tir de classe I, [R-2.4] 8.4.2
 - Lieu d'entreposage, [R-2.4] 8.4.7
 - Transport au moyen d'une locomotive, [R-2.4] 8.4.5
 - Transport dans un puits, [R-2.4] 8.4.4
 - Transport jusqu'à leur lieu d'usage, [R-2.4] 8.4.3
- Forage, [R-2.4] 8.5.1–8.5.8
 - Déplacement des perforatrices portatives (alimentation en air sous-pression), [R-2.4] 8.5.3
 - Fleurets et accessoires, [R-2.4] 8.5.2, 8.5.6
 - Jumbos, [R-2.4] 8.5.5
 - Ligne d'air installée sous terre, [R-2.4] 8.5.8
 - Plates-formes des jumbos, [R-2.4] 8.5.4
 - Tuyaux à air sous-pression, [R-2.4] 8.5.7
 - Utilisation des perforatrices (mesure de sécurité), [R-2.4] 8.5.1
- Hygiène, [R-2.4] 8.9.1–8.9.4
 - Local pour changer de vêtements, [R-2.4] 8.9.1–8.9.3
 - Obligations de l'employeur, [R-2.4] 8.9.1, 8.9.4
 - Vêtements imperméables (zone d'humidité excessive), [R-2.4] 8.9.4
- Mesures d'urgence, [R-2.4] 8.12.1–8.12.3
 - Équipe de sauvetage, [R-2.4] 8.12.2
 - Procédure d'évacuation et de sauvetage, [R-2.4] 8.12.1
 - Registre des travailleurs, [R-2.4] 8.12.3
 - Système de contrôle des entrées et des sorties, [R-2.4] 8.12.3
- Prévention et protection contre les incendies, [R-2.4] 8.1.1–8.1.7
 - Bâtiment temporaire, [R-2.4] 8.1.1, 8.1.7
 - Débris de bois, papier, textile et autres rebuts de matériaux combustibles, [R-2.4] 8.1.3
 - Emmagasiner sous terre de l'huile et de la graisse, [R-2.4] 8.1.5
 - Entreposage des liquides inflammables, [R-2.4] 8.1.2
 - Interdiction de descendre, d'emmagasiner ou d'utiliser de l'essence ou du gaz de pétrole liquéfiés, [R-2.4] 8.1.4
 - Propane en cylindre, [R-2.4] 8.1.4
 - Véhicule automoteur muni d'un extincteur d'incendie portatif, [R-2.4] 8.1.6
- Stabilité du sol, [R-2.4] 8.2.1–8.2.10
 - Boulonnage, [R-2.4] 8.2.10
 - Équipement pour le purgeage, [R-2.4] 8.2.6
 - Étançonnement, [R-2.4] 8.2.9
 - Examen et vérification de la voûte, du front d'attaque, des parois de chaque endroit de travail et des allées de circulation, [R-2.4] 8.2.2
 - Masses surplombantes et matériaux susceptibles de se détacher des parois au cours des travaux, [R-2.4] 8.2.3
 - Obligations de l'employeur, [R-2.4] 8.2.1, 8.2.2
 - Obligations des travailleurs, [R-2.4] 8.2.5
 - Pièces de bois ou d'acier, béton projeté ou autres supports nécessaires pour l'éтанçonnement, [R-2.4] 8.2.7
 - Pincettes à purger, [R-2.4] 8.2.4
 - Sol susceptible de se détacher d'une paroi, [R-2.4] 8.2.1, 8.2.5
 - Supports endommagés ou désengagés, [R-2.4] 8.2.8
- Transport du personnel et des matériaux dans un puits, [R-2.4] 8.6.1, 8.6.2
 - En conformité avec le *Règlement sur la santé et la sécurité du travail* dans

Code de sécurité pour les travaux de construction (suite)

- les mines* (copie disponible sur le chantier), [R-2.4] 8.6.2
- Profondeur du puits inférieure à 60 mètres, [R-2.4] 8.6.1
 - Profondeur du puits prévue d'excéder ou excédant 60 mètres, [R-2.4] 8.6.2
 - Ventilation et qualité de l'air, [R-2.4] 8.3.1- 8.3.12
 - Accès interdit aux zones abandonnées et à tout secteur non ventilé du chantier, [R-2.4] 8.3.5
 - Alimentation en air frais, [R-2.4] 8.3.1, 8.3.4
 - Classes standards de carburant diesel distillé, [R-2.4] 8.3.9
 - Concentration de gaz inflammable supérieure à 25 %, [R-2.4] 8.3.11
 - Immobilisation d'un véhicule utilisé pour la surveillance des travaux, [R-2.4] 8.3.8
 - Obligations de l'employeur, [R-2.4] 8.3.4
 - Relevés de vérification et de concentration de l'air frais en monoxyde de carbone, bioxyde d'azote ou autres gaz délétères, [R-2.4] 8.3.2
 - Système avertisseur, [R-2.4] 8.3.10
 - Système de refroidissement, [R-2.4] 8.3.12
 - Système de ventilation, [R-2.4] 8.3.4
 - Système épurateur des gaz d'échappement, [R-2.4] 8.3.12
 - Taux de concentration des impuretés de l'air, [R-2.4] 8.3.1
 - Véhicule automobile utilisé pour la surveillance de travaux et mû par un moteur à essence, [R-2.4] 8.3.7
 - Véhicule automoteur, [R-2.4] 8.3.6
 - Ventilateurs, [R-2.4] 8.3.4
 - Voies de circulation utilisées par les véhicules, [R-2.4] 8.3.5.1
 - Charpente endommagée, [R-2.4] 2.14.1
 - Chute, *voir* Protection contre les chutes
 - Cloueuse, [R-2.4] 7.1.2.1-7.1.2.4
 - Débranchement, [R-2.4] 7.1.2.4
 - Obligations, [R-2.4] 7.1.2.2
 - Utilisation, [R-2.4] 7.1.2.3
 - Coffrage à béton, *voir* Étalement des coffrages de béton
 - Contrôle de la circulation sur un chantier de construction, [R-2.4] 2.8.1
 - Manoeuvre de recul, [R-2.4] 2.8.5
 - Plan de circulation, [R-2.4] 2.8.2
 - Signaleur de chantier, [R-2.4] 2.8.4
 - Formation, [R-2.4] 2.8.3
 - Contrôle des énergies, [R-2.4] 2.20.1-2.20.14
 - Définitions, [R-2.4] 1.1
 - Démolition, *voir* Précautions pendant la construction ou la démolition
 - Électricité
 - Appareil ou outil relié à la terre, [R-2.4] 2.11.1
 - Circuit électrique, [R-2.4] 2.11.7
 - Protection, [R-2.4] 2.11.9
 - Installation électrique temporaire, [R-2.4] 2.11.10
 - Panneau de distribution d'un branchement, [R-2.4] 2.11.11
 - Interrupteur d'un coffret de branchement, d'une artère ou d'une dérivation, [R-2.4] 2.11.8
 - Rallonge, [R-2.4] 2.11.3
 - Hauteur de suspension, [R-2.4] 2.11.4
 - Qui n'est pas utilisée, [R-2.4] 2.11.6
 - Qui passe sur le plancher, [R-2.4] 2.11.5
 - Utilisation d'un appareil, outil ou conducteur, [R-2.4] 2.11.1
 - Éléments d'étalement, [R-2.4] 2.13.1–2.13.3.1
 - Coffrage de béton, [R-2.4] 6.6.1, 6.6.2
 - Échafaudage d'étalement, [R-2.4] 2.13.3
 - Étais de bois, [R-2.4] 2.13.2
 - Parties extensibles d'un échafaudage d'étalement (incluant les vis d'ajustement), [R-2.4] 2.13.3.1
 - Vérins télescopiques en acier, [R-2.4] 2.13.1
 - Équipement de protection individuel, [R-2.4] 2.10.2–2.10.15
 - Ceinture de sécurité, [R-2.4] 2.10.14
 - Danger de contact avec des pièces en mouvement, [R-2.4] 2.10.2
 - Équipement de sauvetage, [R-2.4] 2.10.13
 - Gilet de sauvetage, [R-2.4] 2.10.13
 - Harnais de sécurité, [R-2.4] 2.10.12
 - Protection de la tête, [R-2.4] 2.10.3

Index analytique

Code de sécurité pour les travaux de construction (suite)

- • Protection des autres parties du corps, [R-2.4] 2.10.11
- • Protection des mains, [R-2.4] 2.10.10
- • Protection des pieds, [R-2.4] 2.10.6
- • Protection des voies respiratoires, [R-2.4] 2.10.8
- • Protection des yeux et du visage, [R-2.4] 2.10.5
- • Système d'ancrage, [R-2.4] 2.10.15
- Équivalences, [R-2.4] 2.3.1
- Étaieiment, *voir* Éléments d'étaieiment
- Étaieiment des coffrages à béton, [R-2.4] 6.1.1–6.9.2
 - • Construction de dalles et de poutres uniformes et horizontales, [R-2.4] 6.3.1
 - • Contreventement, [R-2.4] 6.7.1–6.7.4
 - • • Diagonal, [R-2.4] 6.7.2
 - • • Échafaudage d'étaieiment, [R-2.4] 6.7.3
 - • • Horizontal, [R-2.4] 6.7.1
 - • • Vérin télescopique en hauteur, [R-2.4] 6.7.4
 - • Démontage de l'étaieiment et du coffrage, [R-2.4] 6.9.1, 6.9.2
 - • • Enlèvement des vérins télescopiques, [R-2.4] 6.9.2
 - • • Prescriptions à respecter lors du décoffrage, [R-2.4] 6.9.1
 - • Éléments d'étaieiment, [R-2.4] 6.6.1, 6.6.2
 - • • Coffrages des poutres en béton armé, [R-2.4] 6.6.2(5)
 - • • Échafaudage d'étaieiment, [R-2.4] 6.6.1
 - • • Étais de bois, [R-2.4] 6.6.1
 - • • Poteaux, solives et longerons, [R-2.4] 6.6.2
 - • • Vérins télescopiques en acier, [R-2.4] 6.6.1
 - • Étaieiment des constructions à étages multiples
 - • • Dalles en béton reposant sur le sol ou sur des pieux et ne pouvant pas être étayées, [R-2.4] 6.8.1
- • Matériaux, [R-2.4] 6.4.1, 6.4.2
 - • • Calcul de la résistance des éléments en acier de charpente, [R-2.4] 6.4.2
 - • • Calcul de la résistance des éléments en bois, [R-2.4] 6.4.2
 - • • Calcul des pièces du coffrage et de l'étaieiment, [R-2.4] 6.4.1
- • Mise en place du béton, [R-2.4] 6.2.1
- • Plan d'étaieiment, [R-2.4] 6.1.1–6.1.3
 - • • Copie à conserver sur les lieux du chantier, [R-2.4] 6.1.1
 - • • Informations obligatoires, [R-2.4] 6.1.3
 - • • Mention expresse, [R-2.4] 6.1.3
 - • • Utilisation du même plan pour les phases suivantes, [R-2.4] 6.1.2
- • Surface d'appui, [R-2.4] 6.5.1–6.5.7
 - • • Construction du remblai ou du remplissage sur lesquels reposent les longrines, [R-2.4] 6.5.7
 - • • Continuité des longrines, [R-2.4] 6.5.3
 - • • Dimensions des longrines, [R-2.4] 6.5.2
 - • • Étais reposant sur des dalles de béton (charges imposées par l'étaieiment des étages supérieures), [R-2.4] 6.5.4
 - • • Horizontale et ferme, [R-2.4] 6.5.1
 - • • Longrine à placer entre les poteaux et la surface du sol, [R-2.4] 6.5.3
 - • • Période de gel et de dégel du sol, [R-2.4] 6.5.6
 - • • Surface d'appui des étais, [R-2.4] 6.5.5
 - Explosif, *voir* Chantier souterrain, Manutention et usage des explosifs
 - Forage, *voir* Chantier souterrain, Manutention et usage des explosifs
 - Ligne électrique, *voir* Travail près d'une ligne électrique
 - Manutention et usage des explosifs, [R-2.4] 4.1.1–4.8.2
 - • À l'abri de la pluie et de la neige, [R-2.4] 4.1.2b)
 - • Amorce électrique, [R-2.4] 4.1.3, 4.6.11
 - • Boîtes ou contenants des explosifs, [R-2.4] 4.1.1, 4.4.7
 - • Certificat de boutefeu, [R-2.4] 4.2.1–4.2.11
 - • • Âge minimal, [R-2.4] 4.2.3 al. 1a)
 - • • Aide, [R-2.4] 4.2.2
 - • • Boutefeu, [R-2.4] 4.2.1
 - • • Conditions, [R-2.4] 4.2.3
 - • • Délivrance par la Commission ou par un organisme reconnu par elle, [R-2.4] 4.2.1
 - • • Examen, [R-2.4] 4.2.3 al. 1c)

Code de sécurité pour les travaux de construction (suite)

- Exemption, [R-2.4] 4.2.3
- Négligence criminelle, [R-2.4] 4.2.9
- Obligatoire, [R-2.4] 4.2.1, 4.2.11
- Preuve, [R-2.4] 4.2.3 al. 1b)
- Révocation, [R-2.4] 4.2.9, 4.2.10
- Suspension, [R-2.4] 4.2.9
- Chargement des trous de mine, [R-2.4] 4.6.1.1–4.6.18
 - Bourroir et poinçon, [R-2.4] 4.6.8
 - Boyau antistatique, [R-2.4] 4.6.17
 - Cartouche-amorce d'un trou de mine, [R-2.4] 4.6.2
 - Conditions de débouillage et réamorçage d'un trou de mine ou d'un trou raté, [R-2.4] 4.6.9.1
 - Cordeau détonant, [R-2.4] 4.6.15
 - Déchargement et réamorçage, [R-2.4] 4.6.18
 - Exploseur, [R-2.4] 4.6.14
 - Galvanomètre de tir, [R-2.4] 4.6.13
 - Introduction de la cartouche-amorce, [R-2.4] 4.6.17
 - Opérations de chargement et de branchement des amorces électriques à interrompre aux premiers signes d'un orage, [R-2.4] 4.6.11
 - Préparation du mélange NA/H, [R-2.4] 4.6.16
 - Tir électrique, [R-2.4] 4.6.12
 - Zone de chargement, [R-2.4] 4.6.1.1
- Date de fabrication la plus ancienne (usage en premier), [R-2.4] 4.1.3
- Détonateurs, [R-2.4] 4.1.3, 4.1.8, 4.4.2, 4.4.4
- Dynamite, [R-2.4] 4.1.1
- Emploi des explosifs à basse température, [R-2.4] 4.1.5
- Endroit aéré, [R-2.4] 4.1.2c)
- Entreposage des explosifs, [R-2.4] 4.4.1-4.4.10
 - Boîte ou contenant des explosifs, [R-2.4] 4.4.7
 - Camion, [R-2.4] 4.4.1.2, 4.4.1.3
 - Coffre de chantier, [R-2.4] 4.4.1.1, 4.4.1.3
 - Contenant vide ayant servi à l'emballage des explosifs, [R-2.4] 4.4.9
- Dépôt, [R-2.4] 4.4.1, 4.4.1.1, 4.4.1.3, 4.4.10
- Détonateurs, [R-2.4] 4.4.2, 4.4.4
- En dehors des heures de travail, [R-2.4] 4.4.2
- Micro-connecteurs, [R-2.4] 4.4.4
- Substances dangereuses, [R-2.4] 4.4.3
- Tableau des distances en fonction des quantités d'explosifs contenues dans les dépôts, [R-2.4] 4.4.1, ann. 2.3
- Explosifs ou accessoires détériorés, [R-2.4] 4.1.4
- Forage, [R-2.4] 4.5.1–4.5.6
 - Chargement des explosifs, [R-2.4] 4.5.4
 - Diamètre de l'explosif, [R-2.4] 4.5.2
 - Distance minimale, [R-2.4] 4.5.1
 - Vérification et rectification des trous de mine, [R-2.4] 4.5.3
- Interdiction d'abandonner, [R-2.4] 4.1.6
- Interdiction de fumer, [R-2.4] 4.1.7
- Interdiction de transporter manuellement des explosifs en même temps que des détonateurs et autres accessoires de sautage, [R-2.4] 4.1.8
- Micro-connecteurs, [R-2.4] 4.1.3, 4.4.4
- Mise à feu, [R-2.4] 4.7.1–4.7.10
 - Amorçage et tirage des trous chargés dans une même volée, [R-2.4] 4.7.1
 - Défectuosité du circuit électrique ayant empêché la détonation au moment de la mise à feu, [R-2.4] 4.8.4
 - Journal de tir, [R-2.4] 4.7.10, ann. 2.2
 - Ligne de tir reliée à l'exploseur (à la suite du signal indiquant l'imminence d'un sautage), [R-2.4] 4.7.3
 - Obligations de l'employeur, [R-2.4] 4.7.6c)
 - Par ligne de distribution électrique ou par dynamo portative, [R-2.4] 4.7.4
 - Pare-éclats, [R-2.4] 4.7.5
 - Procédures, [R-2.4] 4.7.6
 - Sautage effectué à proximité d'un bâtiment, d'une voie de chemin de fer, d'une route ou d'une ligne de distribution électrique, [R-2.4] 4.7.5
- Zone de tir, [R-2.4] 4.7.1, 4.7.5.1
- Protection contre les chocs, les frictions, le feu, les flammes et les étincelles, [R-2.4] 4.1.2a)
- Règles générales, [R-2.4] 4.1.1–4.1.11

Index analytique

Code de sécurité pour les travaux de construction (suite)

- • Transport des explosifs, [R-2.4] 4.3.1–4.3.13
 - • • Arrêt du véhicule, [R-2.4] 4.3.8
 - • • Charge maximale, [R-2.4] 4.3.1
 - • • Chargement et déchargement, [R-2.4] 4.3.7, 4.3.8
 - • • Extincteur d'incendie portatif, [R-2.4] 4.3.5
 - • • Obligations de l'employeur, [R-2.4] 4.3.7(1)
 - • • Partie du véhicule dans laquelle les explosifs sont transportés, [R-2.4] 4.3.2
 - • • Personnes autorisées à monter dans un véhicule transportant des explosifs, [R-2.4] 4.3.9
 - • • Remplissage en carburant du réservoir du véhicule chargé d'explosifs, [R-2.4] 4.3.8
 - • • Stationnement du véhicule, [R-2.4] 4.3.8
 - • • Transport des explosifs et des détonateurs dans un même véhicule, [R-2.4] 4.3.3
 - • • Transport hors des routes carrossables, [R-2.4] 4.3.13
 - • • Véhicule muni d'un émetteur radio, [R-2.4] 4.3.10
 - • • Véhicule propre à cet usage et en excellent état de fonctionnement, [R-2.4] 4.3.1
 - • • Vérification mécanique du véhicule, [R-2.4] 4.3.1.1
- Travaux après le sautage, [R-2.4] 4.8.1–4.8.4
 - • • Défectuosité du circuit électrique ayant empêché la détonation au moment de la mise à feu, [R-2.4] 4.8.4
 - • • Tir à la mèche de sûreté, [R-2.4] 4.8.1
 - • • Tir électrique, [R-2.4] 4.8.2
- Méthodes de contrôle des énergies, [R-2.4] 2.20.1–2.20.14
- Méthodes et techniques de travail interdites, [R-2.4] 2.19.1–2.19.3
 - • Gel d'une conduite d'eau (mitaines ou gants protégeant contre les engelures), [R-2.4] 2.19.3
 - • Utilisation d'un gaz liquéfié pour procéder au gel d'une conduite d'eau, [R-2.4] 2.19.1, 2.19.2
- Obligations générales, [R-2.4] 2.4.1–2.4.4
 - • Avis d'ouverture et de fermeture d'un chantier de construction, [R-2.4] 2.4.1
 - • Obligations de l'employeur, [R-2.4] 2.4.2
 - • Responsabilité du maître d'oeuvre, [R-2.4] 2.4.4
- Outils portatifs, [R-2.4] 7.0.1, *voir aussi* Cloueuse, Pistolet de scellement à basse vitesse, Scie
 - • Équipement de protection individuel, [R-2.4] 7.0.8
 - • Mise en marche interdite, [R-2.4] 7.0.4
 - • Modification, [R-2.4] 7.0.5
 - • Sécurité des travailleurs, [R-2.4] 7.0.2
 - • Utilisation, [R-2.4] 7.0.3; [R-2.4] 7.0.6; [R-2.4] 7.0.7
- Palplanches, *voir* Pieux et palplanches
- Pieux et palplanches, [R-2.4] 2.16.1–2.16.4
 - • Manutention, [R-2.4] 2.16.1
 - • Marteau-pilon, [R-2.4] 2.16.3
 - • Tête de pieu, [R-2.4] 2.16.4
 - • Zone de manutention, [R-2.4] 2.16.2
- Pistolet de scellement à basse vitesse, [R-2.4] 7.1.1–7.1.1.16
 - • Avant d'effectuer un tir, [R-2.4] 7.1.1.7
 - • Coffret de rangement, [R-2.4] 7.1.1.13; [R-2.4] 7.1.1.14
 - • Incident de tir, [R-2.4] 7.1.1.8
 - • Inscriptions obligatoires, [R-2.4] 7.1.1.16
 - • Modification, [R-2.4] 7.1.1.3
 - • Obligations, [R-2.4] 7.1.1.2; [R-2.4] 7.1.1.10; [R-2.4] 7.1.1.15
 - • Opérateur âgé de moins de 18 ans, [R-2.4] 7.1.1.5
 - • Pièces de rechange, [R-2.4] 7.1.1.11
 - • Utilisation, [R-2.4] 7.1.1.1; [R-2.4] 7.1.1.4; [R-2.4] 7.1.1.6; [R-2.4] 7.1.1.9; [R-2.4] 7.1.1.12
- Poussière de silice cristalline
 - • Aire de travail, [R-2.4] 3.25.8, [R-2.4] 3.25.10
 - • Application, [R-2.4] 3.25.1
 - • Cabine d'opération fermée, [R-2.4] 3.25.5
 - • Débris de matériaux, [R-2.4] 3.25.11
 - • Démonstration d'absence, [R-2.4] 3.25.3
 - • Formation, [R-2.4] 3.25.7
 - • Matériaux présumés contenir, [R-2.4] 3.25.2

Code de sécurité pour les travaux de construction (suite)

- • Mesures de contrôle de l'exposition, [R-2.4] 3.25.4
- • Protection respiratoire, [R-2.4] 3.25.6
- • Vêtements de travail, [R-2.4] 3.25.9
- Précautions pendant la construction ou la démolition, [R-2.4] 2.12.1–2.12.5
- • Assemblage poutre-colonne d'une charpente métallique à travées multiples, [R-2.4] 2.12.5, ann. 6
- • Charpente, [R-2.4] 2.12.1
- • Interdit de laisser sans protection un mur, une cheminée ou une charpente susceptible de s'écrouler, [R-2.4] 2.12.2
- • Montage d'une charpente métallique, [R-2.4] 2.12.3
- • Petites solives ajourées métalliques, [R-2.4] 2.12.4
- Protection contre les chutes, [R-2.4] 2.9.1–2.9.3
- • Équipements nécessaires pour effectuer un sauvetage, [R-2.4] 2.9.5.2
- • Filet de sécurité, [R-2.4] 2.9.3
- • Formation sur la procédure de sauvetage, [R-2.4] 2.9.5.1
- • Garde-corps, [R-2.4] 2.9.1, [R-2.4] 2.9.2, 2.9.4.0
- • Ligne d'avertissement, [R-2.4] 2.9.4.1
- • Mesures de sécurité, [R-2.4] 2.9.1
- • Travailleur suspendu dans un harnais de sécurité ou retenu dans un filet de sécurité (sauvetage), [R-2.4] 2.9.5
- • Sauvetage effectué en appui sur corde, [R-2.4] 2.9.5.3
- Responsabilité et pouvoirs des inspecteurs, 2.2.6
- Scie à chaîne, [R-2.4] 7.1.3.2.1–7.1.3.2.6
- • Chaussures de protection, [R-2.4] 7.1.3.2.3
- • Conformité, [R-2.4] 7.1.3.2.1
- • Gants, [R-2.4] 7.1.3.2.5
- • Obligations, [R-2.4] 7.1.3.2.6
- • Pantalon ou jambières, [R-2.4] 7.1.3.2.4
- • Utilisation, [R-2.4] 7.1.3.2.2
- Scie circulaire, [R-2.4] 7.1.3.1.1
- Sécurité du public, [R-2.4] 2.7.1, 2.7.2
- • Moyen de protection, [R-2.4] 2.7.1
- • Passage couvert, [R-2.4] 2.7.2
- Système de limitation de déplacement, [R-2.4] 2.10.16
- Techniques de travail interdites, voir Méthodes et techniques de travail interdites
- Transport des travailleurs, [R-2.4] 2.18.1–2.18.7
- • Aménagement des véhicules, [R-2.4] 2.18.4
- • Camion à plate-forme, [R-2.4] 2.18.5
- • Camion de service occasionnellement utilisé pour le transport des travailleurs, [R-2.4] 2.18.5(1)
- • Camion fermé, [R-2.4] 2.18.5(2)
- • Conducteur d'un véhicule, [R-2.4] 2.18.2
- • Conformité du véhicule automoteur au Code de la sécurité routière, [R-2.4] 2.18.1
- • Interdiction, [R-2.4] 2.18.6
- • Obligations de l'employeur, [R-2.4] 2.18.3
- • Transport simultané de personnel et de matériel, [R-2.4] 2.18.7
- Transport du personnel et des matériaux, voir Chantier souterrain, Transport des travailleurs
- Travail près d'une ligne électrique, [R-2.4] 5.1.1–5.3.1
- • Champ d'application, [R-2.4] 5.1.1
- • • Exclusion, [R-2.4] 5.1.2
- • Distance d'approche minimale, [R-2.4] 5.2.1
- • • Conditions à respecter pour effectuer un travail à moins de la distance d'approche minimale, [R-2.4] 5.2.2
- • • Programme de formation du signaleur, [R-2.4] 5.2.2, ann. 7
- • Interdictions, [R-2.4] 5.2.1–5.2.4
- • Ligne électrique supportée à chaque point de support autrement que par un seul poteau en bois, [R-2.4] 5.2.4
- • Pancarte d'avertissement, [R-2.4] 5.3.1
- • Travail à moins de 30 mètres d'une ligne électrique dont la tension excède 250 000 volts
- • • Exigences à respecter, [R-2.4] 5.2.3
- Travaux dans l'air sous-pression, [R-2.4] 9.1.1–9.8.9
- • Âge minimal, [R-2.4] 9.1.8
- • Alimentation d'air, [R-2.4] 9.3.1–9.3.4
- • • Compresseur, [R-2.4] 9.3.1, 9.3.4
- • • Énergie nécessaire pour fournir l'air sous-pression (sources indépendantes), [R-2.4] 9.3.2

Index analytique

Code de sécurité pour les travaux de construction (suite)

- Obligations de l'employeur, [R-2.4] 9.3.4
- Travaux de caisson, [R-2.4] 9.3.3
- Alimentation en énergie électrique et en éclairage, [R-2.4] 9.6.1–9.6.3
 - Ampoules électriques, [R-2.4] 9.6.3
 - Chambre de travail, [R-2.4] 9.6.1
 - Cheminée de communication, [R-2.4] 9.6.1
 - Écluse d'air, [R-2.4] 9.6.1
 - Fils électriques, [R-2.4] 9.6.2
- Appareil téléphonique, [R-2.4] 9.1.3
- Assistance d'un médecin-hygiéniste (lors de la visite de l'inspecteur sur le chantier), [R-2.4] 9.1.6.
- Chambre de travail, [R-2.4] 9.1.7, 9.4.9, 9.4.10
 - Conduite d'air à haute pression pour le fonctionnement d'une machine, [R-2.4] 9.4.10
 - Éclairage, [R-2.4] 9.6.1
 - Lampe de secours, [R-2.4] 9.6.1
 - Manomètre, [R-2.4] 9.4.9, 9.5.2, 9.5.4(2)
- Début des travaux (mesures préalables), [R-2.4] 9.1.5
- Écluse d'air, [R-2.4] 9.1.7, 9.4.1–9.4.8
 - À l'usage des travailleurs, [R-2.4] 9.4.4, 9.5.1
 - Approvisionnement d'air, [R-2.4] 9.4.8
 - Conception et construction selon un plan signé et scellé par un ingénieur, [R-2.4] 9.4.1
 - Conservation d'une copie des plans, [R-2.4] 9.4.2
 - Hublot en verre adapté à chaque porte d'écluse, [R-2.4] 9.4.3
 - Lampe de secours, [R-2.4] 9.6.1
 - Moyen de chauffage de type radiant, [R-2.4] 9.4.5
 - Soupape, [R-2.4] 9.4.3, 9.4.6
 - Soupape de sûreté, [R-2.4] 9.4.7
- Emploi interdit de l'acétylène, [R-2.4] 9.1.9
- État d'ivresse, [R-2.4] 9.1.2a)
- Examens et soins médicaux, [R-2.4] 9.8.1–9.8.9
 - Absence du travail pendant plus de 10 jours consécutifs, [R-2.4] 9.8.3
 - Bracelet médical, [R-2.4] 9.8.9
 - Écluse-infirmerie, [R-2.4] 9.8.6, 9.8.7
 - Examen médical, [R-2.4] 9.8.2
 - Obligations de l'employeur, [R-2.4] 9.8.1, 9.8.6, 9.8.9
 - Obligations du médecin, [R-2.4] 9.8.5
 - Réexamen médical, [R-2.4] 9.8.2–9.8.4
 - Registre, [R-2.4] 9.8.5
 - Salle de premiers soins, [R-2.4] 9.8.8
 - Services d'un ou de plusieurs médecins familiaux et expérimentés, [R-2.4] 9.8.1
 - Travail sans interruption dans l'air sous-pression pendant une période de temps désignée par le médecin, [R-2.4] 9.8.4
- Heures de travail et périodes de repos, [R-2.4] 9.2.1–9.2.10, ann. 3.1
 - Critère de détermination de la durée du travail et du repos, [R-2.4] 9.2.2
 - Période des repas, [R-2.4] 9.2.5
 - Pression dans la chambre de travail, [R-2.4] 9.2.6
 - Procédé de décompression, [R-2.4] 9.2.7–9.2.9
 - Registre, [R-2.4] 9.2.10
 - Table des périodes de décompression, [R-2.4] 9.2.8, ann. 3.2
- Hygiène et bien-être, [R-2.4] 9.7.1, 9.7.2
 - Local pour changer de vêtements, [R-2.4] 9.7.1
 - Provision suffisante de café chaud et de sucre, [R-2.4] 9.7.2
- Interdiction d'apporter des boissons alcooliques dans une chambre de travail, [R-2.4] 9.1.2b)
- Interdiction de fumer dans une écluse d'air ou dans une chambre de travail, [R-2.4] 9.1.1
- Manomètres, [R-2.4] 9.5.1–9.5.4
 - Chambre de travail, [R-2.4] 9.4.9, 9.5.2, 9.5.4(2)
 - Écluse d'air à l'usage des travailleurs, [R-2.4] 9.4.4, 9.5.1
 - Essai, [R-2.4] 9.5.3
 - Responsable des soupapes et manomètres, [R-2.4] 9.5.4
- Moyens de communication, [R-2.4] 9.1.3

Code de sécurité pour les travaux de construction (suite)

- Obligations de l'employeur, [R-2.4] 9.1.1, 9.1.2, 9.1.5, 9.1.7
- Règles générales, [R-2.4] 9.1.1–9.1.9
- Responsable de l'écluse d'air, [R-2.4] 9.1.4
- Travaux sur les chemins ouverts à la circulation, [R-2.4] 10.1.1–10.4.3
- Autres précautions, [R-2.4] 10.4.1–10.4.3
- Éclairage électrique, [R-2.4] 10.4.2
- Protection des puits d'accès, [R-2.4] 10.4.3
- Travaux de nuit, [R-2.4] 10.4.1
- Champ d'application, [R-2.4] 10.2.1
- Définitions, [R-2.4] 10.1.1
- Garde-corps portatifs, [R-2.4] 10.4.3, ann. 5
- Signalisation routière, [R-2.4] 10.3.1
- Obligations du maître d'œuvre, [R-2.4] 10.3.1
- Signalisation par un signaleur, [R-2.4] 10.3.2
- Vêtements de sécurité à haute visibilité, [R-2.4] 10.4.1

Code des installations pour les appareils et équipements fonctionnant au gaz naturel, [R-2.19] 115

Code des installations pour les appareils et équipements fonctionnant au propane, [R-2.19] 115

Code des liquides inflammables et combustibles, [R-2.19] 82

Code des professions, [L-1] 2, [L-1] 454(17), [R-1.1] 1

Code du bâtiment, [R-2.4] 3.11.8, 3.16.9(1); [R-2.17] 5 al. 1(1)d), 9 al. 1(1)d)

- Application, [R-2.1] 2–4
- Avis à l'inspecteur chargé de l'application de la *Loi sur la sécurité dans les édifices publics*, [R-2.1] 5
- Bâtiment ou partie de bâtiment construit après le 24 janvier 1987
- Conformité au code, [R-2.1] 2
- Bâtiment ou partie de bâtiment construit avant le 24 janvier 1987
- Application du *Règlement sur l'application d'un Code du bâtiment*, [R-2.1] 2

- Ayant subi, après cette date, une transformation ou addition
- Application du *Règlement sur l'application d'un Code du bâtiment*, [R-2.1] 2
- Conformité au code, [R-2.1] 2
- Bâtiment ou partie de bâtiment de construction combustible
- Réputé conforme au code, [R-2.1] 4
- Interprétation, [R-2.1] 1
- Modifications au *Code national du bâtiment*, [R-2.1] 6
- Référence à la norme *Code canadien de l'électricité*, [R-2.1] 5
- Transformation ou addition à un bâtiment déjà construit
- Mesures compensatoires, [R-2.1] 3

Code du travail, [L-2] 1; [L-2.1] 123.14; [L-3] 1, [L-3] 5, [L-3] 7(1), [L-3] 9, [L-3] 29, [L-3] 86, [L-3] 105, [L-3] 109, [L-3] 256-257; [R-2.4] 14.3.2

Code national du bâtiment, [R-2.1] 1, 6; [R-2.19] 12

Code national du bâtiment du Canada, voir *Code canadien du bâtiment*

Coffrage à béton (étaielement), voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*

Collecteur de poussière ouvert

- Définition, [R-2.19] 59.1

Collège des médecins du Québec, [L-1] 233.2

Comité consultatif du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail, voir Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Comité consultatif du travail et de la main-d'oeuvre

- Consultation, [L-1] 233.2; [L-3] 77
- Liste des professionnels de la santé, [L-1] 216, 216.1 591
- Tribunal administratif du travail, [L-3] 2

Comité de chantier, voir aussi Maître-d'oeuvre, Travailleur de la construction

- Composition, [L-2] 205
- Constitution, [L-2] 204
- Définition, [L-2] 1
- Dispositions applicables, [L-2] 208
- Fonctionnement, [L-2] 207
- Fonctions, [L-2] 206

Index analytique

Comité de chantier (*suite*)

- Réunion, [L-2] 207

Comité de santé et de sécurité, *voir aussi*

Programme de prévention

- Absence du travail, [L-2] 77
- Affichage, [L-2] 80; [R-2.4] 13, 15
- Catégorie d'établissements, [L-2] 68; [R-2.4] 3
- Composition, [R-2.4] 4–9
- Coprésident, [R-2.4] 21–24
- Définition, [L-2] 1; [R-2.4] 1, 2
- Désignation des membres, [L-2] 71; [R-2.4] 7
 - • Défaut de désignation, [R-2.4] 14
 - • Modalités, [R-2.4] 10–12
 - • Scrutin, [R-2.4] 13, 15, 16
- Dissolution, [R-2.4] 9
- Fonctionnement, [L-2] 74, 79; [R-2.4] 18–33
- Fonctions, [L-2] 78, 83
 - • Exercice abusif, [L-2] 81
 - • Présomption de travail, [L-2] 76
- Formation, [L-2] 68, 69
 - • Avis, [L-2] 69
 - • Entente, [L-2] 82
- Médecin, [L-2] 75
- Nombre des membres, [L-2] 70; [R-2.4] 4–6, 8
- Programme de santé, [L-2] 85
 - • Contrat avec les centres intégrés de santé et de services sociaux, [L-2] 109
- Rapport annuel d'activités, [R-2.4] 34
- Représentant des travailleurs, [L-2] 72, 84, 85
 - • Fonctions continuées, [R-2.4] 29
 - • Révision de la répartition, [R-2.4] 17
- Réunion, [L-2] 74, 76, 77; [R-2.4] 18–20
 - • Ordre du jour, [R-2.4] 25
 - • Procès-verbal, [R-2.4] 31–33
 - • Quorum, [R-2.4] 26
- Sanction interdite, [L-2] 81
- Vacance, [R-2.4] 14, 30
- Vote, [L-2] 73, 75; [R-2.4] 27, 28

Comité de sécurité

- Établissement industriel et commercial, [R-2.4] 14.3.1–14.3.3

Comité des maladies professionnelles

oncologiques, *voir* Maladie professionnelle oncologique

Comité paritaire de santé et de sécurité, [L-2] 327, *voir aussi* Comité de la santé et de la sécurité

Comité scientifique sur les maladies professionnelles, [L-1] 196

- Avis et recommandations, [L-1] 233.5, [L-1] 348.3
- Création, [L-1] 348.1
- Dépenses, [L-1] 348.8
- Immunité, [L-1] 348.9
- Mandat, [L-1] 348.2
- Membres, [L-1] 348.4
 - • Mandat, [L-1] 348.5
 - • Rapport, [L-1] 348.7
 - • Vacance, [L-1] 348.6

Commission d'appel, *voir* Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses

Commission de l'équité salariale, [L-3] 239, *voir aussi* Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)

- Affaires en cours, [L-3] 243-244
- Fin du mandat
 - • De la présidente, [L-3] 253
 - • Des membres, [L-3] 254

Commission de la construction du Québec

- Règles relatives à la réintégration, [L-1] 248

Commission de la santé et de la sécurité du travail, *voir aussi* Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)

- Appel d'offres, [L-3] 241
- Fin du mandat
 - • Des membres du conseil d'administration, [L-3] 246
 - • Des vice-présidents, [L-3] 248
 - • Du président du conseil d'administration et chef de la direction, [L-3] 247

Commission des accidents du travail du Québec, *voir aussi* Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)

- Affaire pendante, [L-2] 328
- Commissaire, [L-2] 331

- Commission des accidents du travail du Québec (*suite*)
 - Dossiers et archives, [L-2] 332
 - Substitution, [L-2] 328
- Commission des affaires sociales**, [L-1] 579
- Commission des lésions professionnelles**, [L-3] 255, *voir aussi* Tribunal administratif du travail
 - Affaires pendantes, [L-3] 261
 - Fin du mandat du président et des vice-présidents, [L-3] 259
 - Mandat des commissaires, [L-3] 258, [L-3] 260
 - Rapport d'activité, [L-3] 270
 - Transfert des actifs, [L-3] 256
- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)**, *voir aussi* Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail du secteur de la construction, Association sectorielle paritaire, *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Cotisation de l'employeur, Fonds de la santé et de la sécurité du travail, Indemnité de remplacement du revenu, Programme de santé, Réadaptation, Recours devant la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), Recours devant le Tribunal administratif du travail, Recouvrement des pensions, Tribunal administratif du travail
 - Accès au dossier, [L-1] 36–43; [L-3] 13
 - Avis au travailleur, [L-1] 38
 - Confidentialité des renseignements, [L-1] 39
 - Délai raisonnable, [L-1] 41
 - Document informatisé, [L-1] 40
 - Actif du Fonds, [L-1] 282, 348
 - Activités des comités, [L-1] 233.0.1
 - Administration de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*, [L-1] 589
 - Autorité, autre que le gouvernement
 - Transmission d'un état, [R-1.5] 31
 - Autorité responsable d'un service municipal de sécurité incendie
 - Transmission d'un état, [R-1.5] 32
 - Bureau de révision
 - Rémunération des membres, [R-2.22]
 - Allocation de déplacement, [R-2.22] 5
 - Formulaire de réclamation d'honoraires, d'allocation de déplacement et de frais de voyage, [R-2.22] 7
 - Frais de voyage, [R-2.22] 6
 - Honoraires, [R-2.22] 1
 - Honoraires additionnels, [R-2.22] 2
 - Honoraires ajustés, [R-2.22] 3, 4
 - Chantier de construction de grande importance, [L-2] 220
 - Communication, [L-2] 222
 - Dispositions applicables, [L-2] 221
 - Classification des employeurs, [L-1] 297–303
 - Comité
 - Dépenses relatives aux activités, [L-1] 233.0.1
 - Entente avec le ministre, [L-1] 233.0.1
 - Comité administratif, [L-2] 156; [R-2.4] 12
 - Décision, [R-2.4] 21–22, 24
 - Séance, [R-2.4] 13
 - Absence ou empêchement du représentant des travailleurs ou des employeurs, [R-2.4] 18
 - Ajournement, [R-2.4] 23
 - Avis, [R-2.4] 16
 - Convocation, [R-2.4] 15, 17
 - Lieu, [R-2.4] 14
 - Participation, [R-2.4] 13
 - Président, [R-2.4] 20
 - Quorum, [R-2.4] 19
 - Comité d'audit, [R-2.4] 41–42
 - Comité de gouvernance et d'éthique, [L-2] 155.1(1); [R-2.4] 40
 - Comité de placement et de capitalisation, [R-2.4] 44
 - Comité de vérification, [L-2] 155.1(2)
 - Comité des ressources humaines, [L-2]
 - Comité multidisciplinaire, [L-1] 184
 - Comité stratégique, [R-2.4] 27
 - Composition, [R-2.4] 29–31
 - Expert externe, [R-2.4] 39
 - Séance, [R-2.4] 32, [R-2.4] 37
 - Ajournement, [R-2.4] 38
 - Avis, [R-2.4] 33
 - Convocation, [R-2.4] 34
 - Lieu, [R-2.4] 36
 - Participation, [R-2.4] 36
 - Quorum, [R-2.4] 35

Index analytique

- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) (*suite*)
 - • Sommaire des activités, [R-2.4] 28
 - Comité sur les ressources informationnelles, [R-2.4] 43
 - Commissaire, [L-2] 331
 - Compétence exclusive, [L-1] 349
 - Confidentialité, [L-2] 174
 - • Exemption, [L-2] 175
 - Conseil d'administration, [L-2] 140
 - • Composition, [L-2] 140
 - • Conflit d'intérêts, [L-2] 152
 - • Décision, [L-2] 159; [R-2.4] 7, 9
 - • Fonctions, [R-2.4] 1
 - • • Cumul interdit de fonctions, [L-2] 153.1
 - • • Résolution, [L-2] 158.1
 - • Séance, [L-2] 150; [R-2.4] 2
 - • • Ajournement, [R-2.4] 8
 - • • Avis, [R-2.4] 5
 - • • Convocation, [R-2.4] 4, 6
 - • • Lieu, [R-2.4] 3
 - • • Participation, [R-2.4] 2
 - • • Quorum, [L-2] 151
 - • Vote, [L-2] 153
 - Constitution, [L-2] 137–165
 - Contrat continué, [L-3] 242
 - Contrat de recherche, [L-2] 168
 - Cotisation de l'employeur, [L-1] 284.1, 284.2, 304–325, ; [L-2] 248
 - Coût d'un service, [L-1] 586
 - Coûts assumés, [L-1] 154, 157, 181, 194, 198.1
 - Cumul des indemnités, [L-1] 448
 - • Décision conjointe, [L-1] 450
 - • Distinction des dommages, [L-1] 451
 - • Traitement des réclamations, [L-1] 449
 - Décision, [L-1] 354
 - • Exécution, [L-1] 361, 362
 - • Infraction et peine, [L-1] 464
 - • Reconsidération, [L-1] 365
 - • Révision, voir Révision d'une décision
 - • Signature, [L-1] 355
 - Déclaration de services, [L-2] 161.1, 161.2
 - Déclaration des employeurs, [L-1] 294.1
 - Définition, [L-1] 2; [R-1.13] 1; [L-2] 1
 - Délégation de pouvoirs, [L-2] 172
 - Dispositions applicables, [L-2] 156.1
 - Dispositions non applicables, [L-2] 176.0.1–176.0.3
 - Dispositions transitoires, [L-2] 251–335
 - Renvoi, [L-2] 333
 - Document (support ou technologie), [L-2] 173.1
 - Dossier, [L-1] 36, 37
 - Empêchement du président, [L-2] 155
 - Employeur
 - • Commencement des activités
 - • • Avis écrit, [R-1.5] 3
 - • • Modification des activités
 - • • • Avis écrit, [R-1.5] 13
 - • Enquête et audition, [L-1] 351; [L-2] 160, 172
 - • Confidentialité, [L-2] 160
 - • Frais, [L-2] 172
 - • Pouvoirs, [L-2] 160, 172
 - Entente avec la Régie des rentes du Québec, [L-1] 42.1, 43; [L-2] 174.1
 - Entente avec la Société de l'assurance automobile du Québec relativement au travail non rémunérateur effectué dans le cadre de mesures de réadaptation arrêtées par la Société, [R-2.15] ann. 1
 - Application de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*, [R-2.15] 1
 - Entente avec le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, [L-1] 182.1
 - • Communication des renseignements nécessaires à l'application de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* et de la *Loi sur l'assurance parentale*, [L-1] 42.2; [L-2] 174.1, 174.2
 - Entente avec le ministre de la Santé et des Services sociaux
 - • Adresse des avis, [R-2.13] 6.02
 - • Définition, [R-2.13] 3.00
 - • Disposition habilitante, [R-2.13] 1.01
 - • Durée, [R-2.13] 7.01
 - • Modification, [R-2.13] 7.03
 - • Objet, [R-2.13] 2.01
 - • Obligations de la Commission, [R-2.13] 5.00
 - • Obligations du ministre, [R-2.13] 4.00
 - • Prise d'effet, [R-2.13] 7.01
 - • Reconduction tacite, [R-2.13] 7.02
 - • Renouvellement, [R-2.13] 7.03

- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) (*suite*)
 - Résiliation, [R-2.13] 8.00
 - Suivi, [R-2.13] 6.01
 - Entente avec le ministre du Revenu
 - Communication des renseignements et documents, [L-1] 315.5
 - Entente avec un groupe d'employeurs, [R-1.5] 72–82
 - Entente avec un ministère ou un autre gouvernement, [L-2] 170, 170.1
 - Dépôt à l'Assemblée nationale, [L-2] 170
 - Entente sur les soins et traitement, [L-1] 195
 - Entrave à une enquête, un examen ou une audition, [L-1] 464
 - Équité, [L-1] 351
 - Équité salariale
 - Décisions individuelles, [R-2.4]
 - Établissement d'enseignement, centre de services scolaire ou commission scolaire
 - Transmission d'un état, [R-1.5] 30
 - Exercice financier, [L-2] 162
 - Financement, [L-1] 281, 289.1; [L-2] 247
 - Compte de banque et dépôt, [L-1] 283
 - Perception, [L-1] 281; [L-2] 247
 - Remboursement à la Régie de l'assurance maladie, [L-2] 247, 248
 - Réserve, [L-1] 285, 286, 312
 - Salaire brut, [L-1] 62, 289, 289.1
 - Somme requise, [L-2] 335
 - Fonctions, [L-1] 181–188; [L-2] 166–176
 - Fonds de soutien à la réinsertion sociale
 - Transmission d'un état, [R-1.5] 33
 - Gestion des ressources informationnelles
 - Politique sur les contrats, [L-2] 167.2
 - Gouvernement
 - Transmission d'un état, [R-1.5] 33
 - Hypothèque légale, [L-1] 324
 - Immunité, [L-1] 350; [L-2] 161
 - Imputation des coûts, [L-1] 326–331
 - Incitatif financier aux employeurs, [L-2] 167.2
 - Indemnité de décès, [L-1] 134–141
 - Indemnité de remplacement du revenu, [L-1] 124–132
 - Indemnité pour préjudice corporel, [L-1] 90, 91
 - InSCRIPTION, [L-1] 18, 19
 - Avis, [L-1] 21
 - Dispense, [L-1] 18
 - Institution, [L-2] 137
 - Intérêt, pénalité ou frais exigibles d'un employeur
 - Renonciation, [L-1] 323.1
 - Jurisdiction exclusive, [L-2] 176
 - Liste des professionnels de la santé, [L-1] 205
 - Loi applicable, [L-2] 36
 - Membres du conseil d'administration, [L-2] 141
 - Fonctions continuées, [L-2] 147
 - Fonctions exclusives, [L-2] 146
 - Mandat, [L-2] 143, 144
 - Obligations en termes de services, [L-2] 161.2
 - Observateur, [L-2] 145
 - Paiement d'indemnités
 - Avis au Curateur public, [L-1] 141
 - Recouvrement de sommes versées en trop, [L-1] 129, 133
 - Réduction ou suspension, [L-1] 142
 - Rétroactivité, [L-1] 143
 - Paiement d'intérêt, [L-1] 364
 - Taux d'intérêt, [R-1.4] 2
 - Partie à toute procédure en cours, [L-3] 244
 - Personne fonctionnaire, [L-2] 177, 330
 - Personne morale, [L-2] 138
 - Personnel, [L-2] 157
 - Plan de réadaptation, [L-1] 146, 147
 - Plan individualisé, [L-1] 169, 170, 182, 183
 - Plan stratégique, [L-2] 161.3
 - Contenu, [L-2] 161.4
 - Transmission, [L-2] 161.5
 - Pouvoirs, [L-1] 184
 - Délégation, *voir* Délégation de pouvoirs
 - Paiement des prestations au bénéficiaire, [L-1] 342
 - Rechute, récidive ou aggravation d'une blessure
 - Imposition d'une cotisation à l'employeur, [L-1] 574.2

Index analytique

- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) (*suite*)
- Président du conseil d'administration et président-directeur général
 - Fonctions, [L-2] 154; [R-2.4] 10-11, [R-2.4] 20
 - Imputabilité, [L-2] 163.1
 - Mandat, [L-2] 143
 - Nomination, [L-2] 141; [L-3] 249
 - Vote prépondérant, [L-2] 151
 - Président-directeur général, [L-2] 141; [R-2.4] 11.1
 - Fonctions à temps plein, [L-2] 146
 - Nomination, [L-2] 141.1
 - Rémunération, [L-2] 142.1
 - Prestations non recouvrées, [L-1] 363
 - Programme de certification des employeurs en matière de santé et de sécurité du travail, [L-2] 167.1
 - Prolongation de délai, [L-1] 352
 - Rapport d'activités, [L-2] 163
 - Dépôt à l'Assemblée nationale, [L-2] 163
 - Recouvrement des prestations, [L-1] 431
 - Règlement, [L-1] 454-457, 593; [L-2] 34, 223; [L-3] 245
 - Adoption par le gouvernement, [L-1] 457
 - Approbation, [L-1] 455
 - En vigueur, [L-1] 457, 593; [L-2] 286, 294, 300, 310
 - Entrée en vigueur, [L-2] 225
 - Modification, [L-1] 456
 - Publication, [L-1] 455, 457, 593; [L-2] 224
 - Régie interne, [R-2.19]
 - Remboursement des frais funéraires, [L-1] 111
 - Renseignements, [L-1] 42; [L-2] 164, 173-175
 - Réunion, [L-2] 145
 - Révision d'une décision, [L-1] 357.1, 358
 - Décision, [L-1] 358.3, 358.5, 364, 365
 - Délai, [L-1] 358.2
 - Forme, [L-1] 358.1
 - Personne responsable, [L-1] 358.4
 - Secrétaire, [R-2.4] 25
 - Secrétaire adjoint, [R-2.4] 26
 - Siège, [L-2] 139
 - Soins de psychologie, de psychothérapie et de neuropsychologie, [R-1.1] 17.1-17.3.1
 - Rapports, [R-1.1] ann. IV 1-3
 - Substitution, [L-3] 239, [L-3] 255
 - Subvention, [L-1] 178, 186, 187; [R-2.3] 30
 - Subvention à un employeur qui embauche un travailleur victime d'une lésion professionnelle, [L-1] 175
 - Conditions d'octroi, [R-1.5]
 - Demande, [R-1.3] 2, 3
 - Entente, [R-1.3] 7, 8
 - Fin, [R-1.3] 14
 - Montant et durée, [R-1.3] 4-8
 - Objet, [R-1.3] 1
 - Obligations de l'employeur, [R-1.3] 11, 12
 - Obligations du travailleur, [R-1.3] 13
 - Recouvrement, [R-1.3] 15
 - Versement, [R-1.3] 9, 10
 - Traitement, [L-2] 149
 - Vacance, [L-2] 148
 - Vérification, [L-1] 331.1
 - Coopération, [L-1] 331.1
 - Entrave interdite, [L-1] 331.2
 - Identification, [L-1] 331.3
 - Vérification des livres, [L-2] 165
 - Vice de forme ou irrégularité de procédure, [L-1] 353
 - Vice-président, [L-2] 142, 146
 - Mandat, [L-2] 143
 - Rémunération, [L-2] 142.1
- Commission des normes du travail**, [L-3] 239, *voir aussi* Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)
- Affaires en cours, [L-3] 243-244
 - Fin du mandat
 - Des membres du conseil d'administration, [L-3] 250
 - Des vice-présidents et de la vice-présidente, [L-3] 252
 - Du président et directeur général, [L-3] 251
 - Surplus, [L-3] 240

- Commission des relations du travail**, [L-3] 255, *voir aussi* Tribunal administratif du travail
- Affaires pendantes, [L-3] 261
 - Fin du mandat du président et des vice-présidents, [L-3] 259
 - Mandat des commissaires, [L-3] 258
 - Rapport d'activités, [L-3] 270
 - Transfert des actifs, [L-3] 256
- Commission scolaire**, *voir aussi* Centre de services scolaire
- Registre, [R-1.5] 34
 - Transmission d'un état à la CNESST, [R-1.5] 31
- Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois**, [R-2.20] 27.1
- Conciliation**, *voir* Conciliateur
- Conditions de travail**, *voir aussi* Maintien des conditions de travail
- Convention collective plus avantageuse, [L-2] 4
 - Décret de convention plus avantageux, [L-2] 4
 - Droits, [L-2] 9
- Conditions pour l'octroi d'une subvention à un employeur qui embauche un travailleur victime d'une lésion professionnelle**, [R-1.5]
- Confidentialité**, *voir aussi* Produit dangereux
- CNESST
 - Renseignements obtenus, [L-2] 174
 - Dossier médical, [L-2] 129
- Conflit d'intérêts**, [L-2] 152
- Congé férié**, *voir* Jour férié
- Congédiement**
- Interdiction, [L-1] 32; [L-2] 81, 97
- Conjoint**
- Aide personnelle à domicile, [L-1] 159; [R-1.10] 2
 - Définition, [L-1] 2
 - Invalidité, [L-1] 99
 - Indemnité de décès, [L-1] 98
 - Indemnité de remplacement du revenu, [L-1] 58
 - Indemnité pour préjudice corporel, [L-1] 91
- Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James**, [L-1] 195
- Conseil de la justice administrative**, [L-3] 74
- Fin du mandat des membres, [L-3] 271
- Conseil du trésor**, [R-1.10] 22; [L-2] 145
- Consolidation**, *voir aussi* Lésion professionnelle
- Définition, [L-1] 2
- Construction combustible**, [R-2.1] 4; [R-2.4] 1.1(7)
- Construction incombustible**, [R-2.1] 4; [R-2.4] 8.1.1(1); [R-2.4] 1.1(8); [R-2.20] 1
- Contaminant**
- Arrêt de production, [L-2] 190
 - Définition, [L-2] 1
 - Droit au retrait préventif du travailleur exposé, [L-2] 32
 - Règlement de la CNESST, [L-2] 34
- Contentant**, *voir aussi* Code de sécurité pour les travaux de construction, Produit dangereux
- Définition, [R-2.11] 1
- Contentant externe**, *voir aussi* Code de sécurité pour les travaux de construction, Produit dangereux
- Définition, [R-2.11] 1
- Contrainte thermique**, *voir* Santé et sécurité au travail
- Contrat d'assurance**
- Obligatoire pour l'employeur tenu personnellement au paiement des prestations et de la cotisation, [L-1] 334-336, 348
- Contrat de rente**
- Obligatoire pour l'employeur tenu personnellement au paiement des prestations et de la cotisation, [L-1] 334-336
- Contrat de travail**, [L-2] 1, *voir aussi* Employé, Employeur
- Clause empêchant l'exercice d'un droit protégé, [L-2] 94(3)b)
 - Durée déterminée, [L-1] 237
 - Durée indéterminée, [L-1] 234
 - Harcèlement psychologique
 - Médiation
 - Personne salariée réputée au travail, [L-2.1] 123.11

Index analytique

- Contrat individuel de travail**, voir Contrat de travail
- Contremaître**
- Droits, [L-2] 11
 - Obligations, [L-2] 7, 8
 - Statut de non-salarié, [L-2] 1
- Contrôle des renseignements confidentiels**, voir Confidentialité
- Convention**
- Définition, [L-2] 1
- Convention collective**
- Harcèlement psychologique, [L-2.1] 81.20
- Convoyeur**, voir Code de sécurité pour les travaux de construction, Mine, Santé et sécurité au travail
- Coopérative de services financiers**
- Indemnité de remplacement du revenu
 - Versement au compte du bénéficiaire, [L-1] 130
- Coordonnateur en santé et en sécurité**
- Chantier de construction, [L-2] 215.1, [L-2] 215.2, [L-2] 215.3
- Cosmétique**, voir aussi Produit dangereux
- Exclusion, [R-2.11] 3(7)
- Cotisation de l'employeur**
- Ajustement, [L-1] 307, 314, 314.2, voir aussi Système de cotisation basé sur le mérite ou le démérite des employeurs
 - Annuelle, [L-1] 305
 - Assurance risque, [L-1] 284.1
 - Augmentation des taux, [L-1] 311, 312.1, 313
 - Avis de cotisation, [L-1] 325
 - Calcul du montant, [L-1] 284.1, 306, 307, 310, 316, 362.1
 - Certificat de la dette de l'employeur, [L-1] 322
 - Dépôt, [L-1] 323
 - Coût des prestations, [L-1] 317, voir aussi Nouvelle détermination de la cotisation
 - Déclaration des salaires, [R-1.5] 20–29, ann. 1
 - Cessation des activités, [R-1.5] 21
 - Défaut de confectionner un document, [R-1.5] 29
 - Délai, [R-1.5] 21
 - Employeur classé dans plus d'une unité, [R-1.5] 23
 - Représentation fidèle, [R-1.5] 22
 - Travailleur auxiliaire, [R-1.5] 2, 25–26
 - Travailleur participant à plusieurs activités visées par plus d'une unité, [R-1.5] 24
 - Délai du paiement, [L-1] 315; [R-1.5] 210
 - Disposition transitoire, [L-1] 553
 - Échelonnement du paiement, [L-1] 315
 - Employeur en défaut, [L-1] 321, 321.1, 322
 - Intérêt, [L-1] 321.1
 - Pénalité, [L-1] 321.1
 - Responsabilité solidaire des administrateurs, [L-1] 323.2–323.5
 - Employeur en retard, [L-1] 307, 319
 - Employeur non cotisé, [L-1] 308
 - Employeur tenu personnellement au paiement des prestations, [L-1] [R-1.10] 1
 - Pourcentages applicables aux fins de fixer la cotisation (employeur de juridiction fédérale), [R-1.11] 2
 - Pourcentages applicables aux fins de fixer la cotisation (employeur de juridiction provinciale), [R-1.11] 3
 - Entrepreneur, [L-1] 316
 - Expérience de l'employeur associée au risque de lésions professionnelles, à la suite d'une opération, [L-1] 314.3, 314.4
 - Avis à la CNESST, [L-1] 314.4
 - Fixation à nouveau par la CNESST, voir Nouvelle détermination de la cotisation
 - Fixation par la CNESST, [L-1] 304–314.4
 - Intérêt, [L-1] 319, 323; [R-1.5] 211–222
 - Capitalisation, [R-1.5] 222
 - Détermination du taux, [R-1.5] 219–221
 - En cas de défaut, [R-1.5] 213
 - En cas de nouvelle détermination, d'ajustement ou de modification de la cotisation, [R-1.5] 214–217
 - Fraude, [R-1.5] 241
 - Nouvelle détermination, [R-1.5] 237–240
 - Sur une pénalité, [R-1.5] 218
- Modes de paiement, [L-1] 315
- Nouvelle détermination de la cotisation
 - À la suite d'une nouvelle décision portant sur le coût des prestations dues en raison d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, [R-1.5] 223, 230–231
 - Autres cas, [R-1.5] 223, 232–235

Cotisation de l'employeur (<i>suite</i>)	••••	Conditions, [R-1.5] 87–88
•• Faillite, liquidation ou cessation des activités d'un employeur, [R-1.5] 223, 236	••••	Demande irrévocable, [R-1.5] 92
•• Fraude, [R-1.5] 241	••••	Détermination, [R-1.5] 95–108
•• Lorsque la classification de l'employeur est modifiée, [R-1.5] 223, 228	••••	Employeur classé dans plusieurs unités, [R-1.5] 86
•• Lorsque l'imputation du coût des prestations dues en raison d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle est modifiée, [R-1.5] 223, 229	••••	Employeur qui a l'intention de conclure une entente, [R-1.5] 90–91
• Obligation de souscrire à un contrat d'assurances, [L-1] 334, 336, 348	••••	Faillite d'un employeur, [R-1.5] 112–114, 166–168
• Omission d'informer la Commission d'un versement dont le montant est égal à zéro	••••	Groupement d'employeurs, [R-1.5] 118–168
•• Pénalité, [L-1] 321.2	•••••	Bande crie et filiale, [R-1.5] 141–153
• Période inférieure à 12 mois, [L-1] 318	•••••	Établissement public de services de santé et de services sociaux, [R-1.5] 131–140
• Pouvoirs de la CNESST, [L-2] 248	•••••	Faillite d'un employeur faisant partie d'un groupe, [R-1.5] 166–168
• Salaire brut du travailleur, [L-1] 289, 289.1	•••••	Fonds de soutien à la réinsertion sociale, [R-1.5] 154–165
• Supplémentaire, [L-1] 311	•••••	Société mère et filiale, [R-1.5] 118–130
• Taux de cotisation, [R-1.5] 37–41, ann. 1	••••	Protection dont bénéficie l'employeur ou un dirigeant, [R-1.5] 85
•• Augmentation afin de défrayer le coût de la subvention, [R-1.5] 39	••••	Seuil, [R-1.5] 93
•• Dirigeant ou personne qui siège comme membre du conseil d'administration d'une personne morale, [R-1.5] 41, ann. 3	••••	Taux moyen général ajusté selon le risque, [R-1.5] 93
•• Taux général, [R-1.5] 38	•••	Objectif, [R-1.5] 75–76
•• Taux particulier, [R-1.5] 38	•••	Procédure, [R-1.5] 78–82
• Taux personnalisé, [L-1] 284.2, 304, 304.1; [R-1.5] 42–82	•••	Utilisation de l'expérience d'un employeur, [R-1.5] 169–209
•• Assujettissement d'un employeur qui n'exerce plus les activités visées par une unité, [R-1.5] 48	••••	Avis à la CNESST, [R-1.5] 209
•• Assujettissement d'un employeur reclassé, [R-1.5] 46–47	••••	Cotisation et assujettissement à un taux personnalisé du continuateur à la suite d'une fusion, [R-1.5] 185–186
•• Définitions, [R-1.5] 43	••••	Cotisation et assujettissement à un taux personnalisé du continuateur qui débute ses activités à la suite d'une opération, [R-1.5] 176–177
•• Entente avec la CNESST, [R-1.5] 72–82	••••	Cotisation et assujettissement à un taux personnalisé du continuateur qui était un employeur avant la date où survient une opération, [R-1.5] 178–184
••• Assujettissement et calcul des taux, [R-1.5] 77	••••	Date de l'opération, [R-1.5] 172
••• Assujettissement rétrospectif de la cotisation, [R-1.5] 83–168	••••	Définition d'opération, [R-1.5] 170
•••• Ajustement provisoire, [R-1.5] 110–111, ann. 6	••••	Détermination du taux personnalisé du continuateur, [R-1.5] 194
•••• Après l'expiration de la période de référence, [R-1.5] 94		
•••• Assujettissement de nouveau, [R-1.5] 89		
•••• Calcul, [R-1.5] 109		
•••• Cessation des activités d'un employeur, [R-1.5] 115–117		

Index analytique

- Cotisation de l'employeur (*suite*)
- Expérience applicable, [R-1.5] 195–208
 - Méthode de pondération, [R-1.5] 187–193
 - Protection de l'employeur ou un dirigeant, [R-1.5] 173
 - Salaire assurable, [R-1.5] 174
 - Fixation par la CNESST, [R-1.5] 45, 50–71
 - Coût d'indemnisation, [R-1.5] 52–53, ann. 5
 - Coût retenu d'indemnisation, [R-1.5] 54
 - Division, [R-1.5] 55
 - Degré de personnalisation de l'employeur, [R-1.5] 61
 - Deuxième niveau, [R-1.5] 63, ann. 4
 - Premier niveau, [R-1.5] 62, ann. 4
 - Employeur assujéti à l'ajustement rétrospectif de sa cotisation annuelle, [R-1.5] 71
 - Expérience de l'employeur, [R-1.5] 51
 - Coût attendu d'indemnisation, [R-1.5] 57
 - Expérience attendue, [R-1.5] 56
 - Indice d'expérience de deuxième niveau, [R-1.5] 60
 - Indice d'expérience de premier niveau, [R-1.5] 59
 - Indice de risque de l'employeur, [R-1.5] 64–66
 - Deuxième niveau, [R-1.5] 65
 - Premier niveau, [R-1.5] 66
 - Risque de deuxième niveau, [R-1.5] 69
 - Risque de premier niveau, [R-1.5] 68
 - Taux fixe uniforme, [R-1.5] 70
 - Protection dont bénéficie un employeur ou un dirigeant, [R-1.5] 44
 - Seuil d'assujettissement, [R-1.5] 49, ann. 4
 - Utilisation de l'expérience, *voir Expérience de l'employeur*
 - Versement périodique, [R-1.5] 14
 - Calcul, [R-1.5] 19
 - Cessation des activités, [R-1.5] 16
 - Délai de paiement, [R-1.5] 15
 - Formulaire, [R-1.5] 17
 - Montant inférieur à celui qui aurait dû être effectué, [L-1] 321.3
 - Omission de la part de l'employeur, [L-1] 321.2; [R-1.5] 18
- Cotisation patronale**, *voir* Cotisation de l'employeur
- Coupage (santé et sécurité au travail)**, *voir* Santé et sécurité au travail
- Cour d'appel**, [L-3] 108
- Création d'emploi**
- Services de consultation professionnelle, [L-1] 186
 - Subvention, [L-1] 186
- Creusement (chantier de construction)**, *voir* Code de sécurité pour les travaux de construction
- CSA**
- Définition, [R-2.19] 1
- Curateur**, *voir* Mandataire
- Curateur public**
- Avis de paiement au tuteur ou curateur, [L-1] 141
- D**
- Danger**, *voir aussi* Droit de refus, Matière dangereuse, Produit dangereux, Retrait préventif de la travailleuse enceinte, Retrait préventif du travailleur exposé à un contaminant, Sécurité du public ou des employés, Substance dangereuse
- Divulgarion par l'employeur, [L-2] 62.7
 - Élimination à la source, [L-2] 2, 51
 - Information du médecin, [L-2] 124
 - Santé de la mère et du fœtus, [L-2] 40
 - Santé, sécurité et intégrité physique des personnes, [L-1] 51; [L-2] 2, 3, 12, 32; [R-2.4] 3.14.4, 3.23.9
- Danger de l'électricité**, *voir* Santé et sécurité au travail
- dba**
- Définition, [R-2.19] 1
- Débardage**, *voir* Travaux forestiers
- Déboisement**, *voir* Travaux forestiers
- Débouillage**, *voir* Code de sécurité pour les travaux de construction
- Décapage au jet d'abrasif**, *voir* Code de sécurité pour les travaux de construction

- Décès**, voir aussi Congé de décès
- Jour commémoratif des personnes décédées ou blessées au travail, [L-2.2] 1
 - Travailleur
 - • Accès au dossier de la CNESST, [L-1] 36
 - • Autopsie, [L-1] 95
 - • Disposition transitoire, [L-1] 553
 - • Droit à l'indemnité de décès, [L-1] 97
 - • Droit à une indemnité, [L-1] 91.1
 - • Frais funéraires, [L-1] 111
 - • Indemnité de décès, [L-1] 92–111
 - • Indemnité pour préjudice corporel non payable, [L-1] 91
 - • Lésion professionnelle, [L-1] 27, 97
 - • Maladie professionnelle, [L-1] 95
 - • Prescription, [L-1] 91.1
 - • Présomption de décès, [L-1] 95
 - • Programme de stabilisation, [R-1.12] 21
- Déchargement des explosifs**, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction, Mine*
- Déclaration d'accident**, [R-2.4] 14.1.1
- Décoffrage**, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*
- Décompression (travaux dans l'air sous-pression)**, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*
- Décompression (travaux sous l'eau)**, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*
- Décontamination**, voir Amiante, Travail sous l'eau
- Découpage (chantier de construction)**, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*
- Découpage (mine)**, voir *Mine*
- Décret de convention collective**
- Conditions de travail plus avantageuses, [L-2] 4
 - Définition, [L-2] 1
- Décret n° 1922-84 (22 août 1984)**, [R-2.19] 312.38
- Définition**
- Accessoire de sautage, [R-2.4] 1.1(1); [R-2.20] 1
 - Accident, [R-1.12] 2; [L-2] 1
 - Accident de décompression, [R-2.19] 312.1
 - Accident du travail, [L-1] 2
 - Accouchement, [L-2] 41
 - ACNOR, [R-2.4] 1.1(1.1); [R-2.4] 1.1(1); [R-2.19] 1; [R-2.20] 1
 - Agent de sautage, [R-2.20] 1
 - Agent mouillant, [R-2.4] 3.23.1.1
 - Aggravation, [R-1.12] 2
 - Aire de recul, [R-2.19] 1.1
 - Aire de travail, [R-2.16] 2; [R-2.19] 312.101
 - Aménagement forestier, [R-2.23] 1
 - Amiante, [R-2.4] 1.1(1.2); [R-2.4] 1; [R-2.19] 1
 - Année, [R-1.12] 2
 - ANSI, [R-2.19] 1; [R-2.20] 1
 - Appareil de levage, [R-2.4] 1.1(2); [R-2.4] 1.1(2); [R-2.19] 1; [R-2.20] 1
 - Appareil de levage de matériaux, [R-2.4] 1.1
 - Appareil de levage de personnes, [R-2.4] 1.1
 - Appareil de protection respiratoire autonome, [R-2.20] 1
 - Approprié, [R-2.4] 1.1(3)
 - Approuvé, [R-2.4] 1.1(4)
 - Arbre entier, [R-2.23] 1
 - Article manufacturé, [R-2.11] 1
 - ASME, [R-2.19] 1
 - Association accréditée, [L-2] 1
 - Association d'employeurs, [L-2] 1
 - Association représentative, [L-2] 194(1)
 - Association sectorielle, [L-2] 1
 - Association syndicale, [L-2] 1
 - ASTM, [R-2.4] 1.1(3); [R-2.19] 1; [R-2.20] 1
 - Bande crie, [R-1.5] 141
 - Bâtiment, [R-2.1] 1
 - Bénéficiaire, [L-1] 2
 - Bille, [R-2.23] 1
 - BNQ, [R-2.23] 1
 - Bouchon gelé, [R-2.20] 439
 - Boulonnage, [R-2.4] 1.1(7)
 - Bruit continu, [R-2.4] 1.1(4)
 - Bruits impulsifs, [R-2.19] 1
 - Câble armé, [R-2.20] 1
 - Câble clos, [R-2.20] 1
 - Cadenassage, [R-2.4] 2.20.1; [R-2.19] 188.1

Index analytique

Définition (*suite*)

- Caisson hyperbare, [R-2.19] 312.1
- Calculette, [R-2.19] 1
- Camelot, [L-1] 2
- Camion-pompe, [R-2.16] 2
- Campement, [R-2.4] 1.1(5); [R-2.19] 160
- Canalisation, [R-2.19] 312.49
- CAN/CSA, [R-2.4] 1.1(7.0)
- Capacité nominale de charge, [R-2.20] 175
- Centre hospitalier, [L-2] 1
- Centre local de services communautaires, [L-2] 1
- CGA, [R-2.19] 1
- Chantier de construction, [L-1] 2; [R-1.13] 1; [L-2] 1
- Chantier de construction de grande importance, [R-2.4] 1.1(8.1)
- Chantier de construction qui présente un risque élevé, [R-2.4] 1.1(8)
- Chantier souterrain, [R-2.4] 1.1(9)
- Charge combustible, [R-2.4] 1.1(6)
- Charge nominale, [R-2.4] 1.1(10); [R-2.19] 1
- Chemin forestier, [R-2.23] 1
- Chemin public, [R-2.4] 10.1.1
- Chicot, [R-2.23] 1
- Circuit principal de ventilation, [R-2.20] 1
- Circuit secondaire, [R-2.20] 1
- Cléage unique, [R-2.4] 2.20.1; [R-2.19] 188.1
- Cloche de plongée, [R-2.19] 312.1
- Cloueuse, [R-2.4] 7.1.2.1
- Code, [R-2.1] 1
- Code national du bâtiment du Canada 1990, [R-2.20] 1
- Collecteur de poussière ouvert, [R-2.19] 59.1
- Comité de chantier, [L-2] 1
- Comité de santé et de sécurité, [L-2] 1
- Commande coup à coup à double armement, [R-2.4] 7.1.2.1
- Commission, [L-1] 2; [R-1.13] 1; [L-2] 1
- Compte, [R-1.1] 1
- Conjoint, [L-1] 2
- Conseil d'administration, [R-1.5] 131
- Consolidation, [L-1] 2
- Construction combustible, [R-2.4] 1.1(7)
- Construction incombustible, [R-2.4] 1.1(11); [R-2.4] 1.1(8); [R-2.20] 1
- Contaminant, [L-2] 1
- Contenant, [R-2.11] 1
- Contenant externe, [R-2.11] 1
- Contenant de l'amiante, [R-2.4] 1.1(12)
- Contrainte thermique, [R-2.19] 1
- Contrôle, [R-1.5] 118, 141
- Contrôleur d'état de charge, [R-2.4] 2.15.7.2.2(7)
- Convention, [L-2] 1
- Corde d'assurance, [R-2.19] 1, [R-2.4] 1.1(7.1)
- Cordon d'assujettissement, [R-2.19] 1, [R-2.4] 1.1(12.0)
- Coupure visible, [R-2.20] 515
- Creusement, [R-2.4] 1.1(12.1)
- Creuset, [R-2.21] 1
- CSA, [R-2.19] 1; [R-2.23] 1
- Cuffat, [R-2.20] 1
- Curseur de fonçage, [R-2.20] 1
- dBA, [R-2.19] 1
- dBC, [R-2.19] 1
- Débardage, [R-2.23] 1
- Débardeur, [R-2.23] 1
- Débroussaillage, [R-2.23] 1
- Décret, [L-2] 1
- Dépôt, [R-2.4] 1.1(13)
- Désinfecté, [R-2.19] 152
- Détecteur, [R-2.20] 1
- Développement, [R-2.20] 1
- Directeur de santé publique, [L-2] 1
- Dirigeant, [L-1] 2
- Dispositif de commande, [R-2.20] 1
- Dispositif de protection, [R-2.19] 1
- Dispositif indicateur de charge, [R-2.4] 2.15.7.2.2(7)
- Dispositif limiteur de charge, [R-2.4] 2.15.7.2.2(7)
- Distance d'approche, [R-2.19] 312.101
- Durée de plongée, [R-2.19] 312.1
- Écaillage, [R-2.4] 1.1(14)
- Échafaudage à crics, [R-2.4] 1.1(14.1)
- Échafaudage à tour et à plate-forme, [R-2.4] 1.1(14.2)
- Échafaudage à treuils, [R-2.4] 1.1(14.3)
- Échafaudage d'étalement, [R-2.4] 1.1(15)
- Échafaudage motorisé, [R-2.4] 1.1(15.01)
- Échafaudage volant, [R-2.4] 1.1(15.1)
- Effet nuisible, [R-2.4] 1.1(9)

Définition (*suite*)

- Emploi convenable, [L-1] 2
- Emploi équivalent, [L-1] 2
- Employeur, [L-1] 2; [L-2] 1
- EN, [R-2.19] 1; [R-2.23] 1
- En nage libre ou plongée en nage libre, [R-2.19] 312.1
- En vrac, [R-2.11] 1
- Endommagement mécanique, [R-2.20] 1
- Enfant, [L-1] 92
- Engin élévateur à nacelle, [R-2.19] 1
- Entaille de direction, [R-2.23] 1
- Entente, [R-1.5] 72; [R-2.3] 1
- Entreprise d'exploitation d'énergie électrique, [R-2.4] 1.1(17); [R-2.19] 312.101
- Entreprise familiale, [L-1] 94
- Épissures, [R-2.19] 349
- Équipement adapté, [L-1] 2
- Équipement télécommandé, [R-2.20] 1
- Escalier de service, [R-2.4] 1.1(14)
- Espace clos, [R-2.4] 1.1(17.1); [R-2.19] 1
- Essai de dégagement rapide, [R-2.20] 1
- Essai par chute libre, [R-2.20] 1
- Établissement, [L-1] 2; [R-1.5] 131; [R-1.13] 1; [L-2] 1; [R-2.4] 1.1(10)
- Établissement industriel ou commercial à risque élevé d'incendie, [R-2.4] 1.1(11)
- Établissement industriel ou commercial à risque moyen d'incendie, [R-2.4] 1.1(13)
- Établissement industriel ou commercial à risque peu élevé d'incendie, [R-2.4] 1.1(12)
- Étiquette, [R-2.11] 1
- Étuves à moules et à noyaux, [R-2.21] 1
- Examen non destructif, [R-2.4] 1.1; [R-2.4] 3.10.8(5); [R-2.16] 49
- Excavation, [R-2.4] 1.1(18)
- Exercice financier, [R-2.3] 1
- Explosif, [R-2.4] 1.1 (18.1); [R-2.20] 1
- Exposition nuisible, [R-2.4] 1.1(15)
- Fabricant, [R-2.4] 1.1(20)
- Facteur de sécurité, [R-2.4] 1.1(21); [R-2.19] 1; [R-2.20] 1
- Fibre respirable d'amiante, [R-2.4] 1.1(21.1); [R-2.19] 1
- Filiale, [R-1.5] 118, 141
- Filtre à haute efficacité, [R-2.4] 1.1(21.1); [R-2.19] 1
- Fonderie, [R-2.21] 1
- Fonds, [R-1.5] 154; [L-2] 1
- Four à creusets, [R-2.21] 1
- Four à induction, [R-2.21] 1
- Four à réchauffer ou à traitement thermique, [R-2.21] 1
- Four à sole, [R-2.21] 1
- Four cubilot, [R-2.21] 1
- Four de métallurgie, [R-2.21] 1
- Four électrique à arc, [R-2.21] 1
- Fournisseur, [L-1] 280.1, 280.12, 280.16
- Freins de service, [R-2.20] 181.1
- Front, [R-2.4] 1.1(22)
- Front de taille, [R-2.20] 1
- Gâchette, [R-2.4] 7.1.2.1
- Groupe, [R-1.5] 118, 131, 141, 154
- Grue tarière, [R-2.4] 2.15.7.7
- Grume, [R-2.23] 1
- Harcèlement psychologique, [L-2.1] 81.18
- Hauteur de chute libre, [R-2.19] 1, [R-2.4] 1.1(23.0)
- Infirmière ou infirmier, [R-1.13] 1
- Inspecteur, [L-2] 1; [R-2.4] 1.1(16)
- Installation, [R-2.4] 1.1(17)
- Instructeur, [R-2.19] 1
- Interrupteur anti-déversement, [R-2.20] 1
- Intervenant de la santé, [R-1.1] 1
- Invalidité, [L-1] 93
- Invalidité grave, [L-1] 93
- Invalidité prolongée, [L-1] 93
- ISO, [R-2.19] 1, 1.1; [R-2.23] 1
- Isolant de classe A, [R-2.20] 490
- Isolant de classe B, [R-2.20] 489
- Isolé, [R-2.20] 1
- Jumbo, [R-2.4] 1.1(24), 3.15.9
- Lésion professionnelle, [L-1] 2
- Liaison d'arrêt de chute, [R-2.4] 1.1(24.0)
- Lieu de sautage, [R-2.20] 1
- Lieu de travail, [L-2] 1
- Limite de remontée sans palier, [R-2.19] 312.64
- Liquide inflammable, [R-2.4] 1.1(18)
- Loi, [R-2.3] 1
- Machine forestière, [R-2.23] 1
- Maître d'oeuvre, [R-1.13] 1; [L-2] 1
- Maladie professionnelle, [L-1] 2; [R-1.12] 2; [L-2] 1
- Mât de distribution, [R-2.16] 2

Index analytique

Définition (*suite*)

- Matériau friable, [R-2.4] 1.1(24.2); [R-2.19] 1
- Matériau incombustible, [R-2.4] 1.1(25); [R-2.4] 1.1(19); [R-2.20] 1
- Matière dangereuse, [L-2] 1; [R-2.19] 70
- Maximum annuel assurable, [R-1.5] 2
- Médecin chargé de la santé au travail, [R-2.4] 1
- Mélange, [R-2.11] 1
- Mélange respirable, [R-2.19] 312.1
- Mention de danger, [R-2.11] 1
- Merlon, [R-2.4] 1.1(25.01)
- Méthode de contrôle des énergies, [R-2.4] 2.20.1; [R-2.19] 188.1
- Milieu à accès restreint, [R-2.19] 312.1
- Milieu à obstacle, [R-2.19] 312.1
- Milieu contaminé, [R-2.19] 312.1
- Mine, [R-2.4] 1; [R-2.20] 1
- Ministre, [R-1.5] 154; [L-2] 1
- Molette, [R-2.20] 1
- Montage, [R-2.20] 1
- Moteur, [R-2.4] 1.1(20)
- Moyen de freinage, [R-2.20] 1
- Mur de protection, [R-2.4] 1.1(25.1)
- Nacelle de plongeur, [R-2.19] 312.1
- Nappe d'eau, [R-2.20] 1
- NF EN, [R-2.19] 1
- NFPA, [R-2.4] 1.1(26); [R-2.4] 1.1(21); [R-2.19] 1
- NIOSH, [R-2.19] 1
- NIST, [R-2.20] 1
- Niveau d'exposition quotidienne au bruit, [R-2.19] 1
- Niveau de pression acoustique continu équivalent (dBA), [R-2.19] 1
- Nouveau développement, [R-2.20] 1
- Omphical, [R-2.19] 312.1
- Opération, [R-1.5] 170
- Opérations de fonderie, [R-2.21] 1
- Organisme certifié, [R-2.4] 1.1; [R-2.4] 3.10.8(5); [R-2.16] 49
- Outil portatif, [R-2.4] 7.0.1
- Palan fermé, [R-2.4] 1.1(27)
- Palpeur, [R-2.4] 7.1.2.1
- Pare-éclats, [R-2.4] 1.1(28)
- Paroi de protection, [R-2.20] 1
- Période de référence, [R-1.5] 84
- Période de référence afférente au deuxième niveau, [R-1.5] 43
- Période de référence afférente au premier niveau, [R-1.5] 43
- Personne à charge, [L-1] 2
- Personne compétente, [R-2.4] 2.15.0.1, [R-2.16] 49
- Personne expérimentée, [R-2.4] 2.15.0.1
- Personne qualifiée, [R-2.4] 2.15.0.1, [R-2.19] 297
- Pièce portante, [R-2.4] 1.1; [R-2.4] 3.10.8(5); [R-2.16] 49
- Pilier de surface, [R-2.20] 1
- Pistolet de scellement à basse vitesse, [R-2.4] 1.1(29)
- Plate-forme élévatrice mobile de personnel, [R-2.4] 1.1
- Plongée à saturation, [R-2.19] 312.1
- Plongée en compagnonnage, [R-2.19] 312.1
- Plongée en mode autonome, [R-2.19] 312.1
- Plongée en mode non autonome, [R-2.19] 312.1
- Plongée policière, [R-2.19] 312.1
- Plongée profonde, [R-2.19] 312.1
- Plongée scientifique, [R-2.19] 312.1
- Poche de coulée, [R-2.21] 1
- Point d'éclair, [R-2.4] 1.1(22)
- Pompe à béton, [R-2.16] 2
- Pompier combattant, [R-1x] 2
- Poste de plongée, [R-2.19] 312.1
- Poste de travail, [R-2.19] 1
- Poste de travail fixe, [R-2.19] 1
- Poussières d'amiante, [R-2.4] 1.1(29.1); [R-2.19] 1
- Presse à découper, [R-2.4] 1.1(23)
- Pression acoustique de crête, [R-2.19] 1
- Pression maximale de travail, [R-2.16] 2
- Prestation, [L-1] 2
- Produit dangereux, [L-2] 1; [R-2.11] 1; [R-2.19] 71
- Professionnel de la santé, [L-1] 2
- Programme d'activités, [R-2.3] 1
- Protecteur, [R-2.19] 172
- Puits, [R-2.4] 1.1(30); [R-2.20] 1
- Raté, [R-2.20] 1
- Rayonnement, [L-2] 1
- Recirculation de l'air, [R-2.19] 1; [R-2.20] 1

Définition (*suite*)

- Recompression thérapeutique, [R-2.19] 312.1
- Région, [R-1.12] 6
- Région frontalière, [R-1.1] 1
- Règlement, [L-2] 1;
- Réparation essentielle, [R-2.16] 49
- Représentant en santé et en sécurité, [L-2] 1, 194(3)
- Résidu dangereux, [R-2.11] 1
- Résistance au feu, [R-2.20] 1
- Ressource de type familial, [L-1] 2
- Ressource intermédiaire, [L-1] 2
- Réutilisation de l'air, [R-2.20] 1
- Risque professionnel, [R-2.4] 1.1(24)
- SAE, [R-2.4] 1.1(31.01); [R-2.19] 1; [R-2.20] 1
- Salaire assurable, [R-1.5] 2
- Salaire brut, [L-1] 289
- Salle de toilette, [R-2.19] 1
- Séance, [R-1.1] 1
- Secouriste, [R-1.13] 1
- Secouriste forêt, [R-2.23] 1
- Secteur d'activités donné, [R-2.3] 1
- Sellette, [R-2.4] 1.1(31.1)
- Service d'assistance médicale pour les urgences en plongée, [R-2.19] 312.1
- Service d'inspection, [R-2.4] 1.1(25)
- Service professionnel, [R-1.1] 1
- Signal de danger, [R-2.4] 1.1(32)
- Signataire, [R-2.3] 1
- Signataire-employeur, [R-2.3] 1
- Signataire syndical, [R-2.3] 1
- Silice, [R-2.4] 1
- Site susceptible de présenter un différentiel de pression, [R-2.19] 312.1
- Société, [R-1.5] 118
- Société mère, [R-1.5] 118
- Son emploi, [L-1] 2
- Stabilisateur, [R-2.16] 2
- Substance corrosive, [R-2.4] 1.1(26)
- Substance dangereuse, [R-2.4] 1.1(27)
- Substance irritante, [R-2.4] 1.1(28)
- Substance minérale, [R-2.20] 1
- Substance nuisible, [R-2.4] 1.1(29)
- Substance oxydante, [R-2.4] 1.1(30)
- Substance sujette à la combustion spontanée, [R-2.4] 1.1(31)
- Substance toxique, [R-2.4] 1.1(32)
- Surface fragile, [R-2.4] 1.1
- Système d'extinction automatique, [R-2.20] 133
- Système d'extinction semi-automatique, [R-2.20] 134
- Système de télécommande, [R-2.20] 1
- Table de décompression, [R-2.19] 312.1
- Table de plongée ou de décompression, [R-2.19] 312.1
- Table de traitement, [R-2.19] 312.1
- Talus, [R-2.20] 1
- Taux selon le risque de l'unité, [R-1.5] 87, 196
- Télécommande, [R-2.20] 1
- Temps de fond, [R-2.19] 312.1
- Toilette à chasse, [R-2.4] 1.1(33.1)
- Toilette chimique, [R-2.4] 1.1(33.2)
- Tourelle, [R-2.19] 312.1
- Trait d'abattage, [R-2.23] 1
- Tranchée, [R-2.4] 1.1(34)
- Transporteur, [R-2.20] 1
- Travail à chaud, [R-2.19] 297
- Travailleur, [L-1] 2, 12, 12.0.1; [L-2] 1
- Travailleur autonome, [L-1] 2
- Travailleur auxiliaire, [R-1.5] 2
- Travailleur bénévole, [L-1] 13
- Travailleur de la construction, [L-2] 194(4)
- Travailleur domestique, [L-1] 2
- Travaux à proximité d'une ligne électrique, [R-2.19] 312.101
- Travaux d'arboriculture, [R-2.19] 312.101
- Travaux de charpente, [R-2.4] 7.1.2.1
- Travaux de développement, [R-2.20] 1
- Travaux effectués à l'extérieur, [R-2.4] 3.23.1.1
- Tribunal administratif du travail, [L-2] 1
- Trimestre, [R-1.4] 1; [R-1.5] 212
- Trou de mine, [R-2.4] 1.1(34.2)
- Trousse, [R-1.13] 1
- Tunnel, [R-2.4] 1.1(35)
- Tuyaux de transport, [R-2.16] 2
- Tuyaux rigides, [R-2.16] 2
- Tuyaux souples, [R-2.16] 2
- ULC, [R-2.4] 1.1(36); [R-2.19] 1
- Unité d'exception, [R-1.5] 2
- Véhicule automoteur, [R-2.4] 1.1, [R-2.4] 1.1(33); [R-2.19] 1

Index analytique

Définition (*suite*)

- Véhicule routier, [R-2.4] 10.1.1
- Véhicule tout terrain, [R-2.4] 3.10.2.1; [R-2.19] 1; [R-2.20] 214.1
- Ventilateur de renfort, [R-2.20] 1
- Ventilateur principal, [R-2.20] 1
- Ventilateur secondaire, [R-2.20] 1
- Ventilation adéquate, [R-2.4] 1.1(34)
- Vêtement de protection, [R-2.4] 3.23.1.1
- Violence à caractère sexuel, [L-1] 2
- Voyage, [R-2.3] 1; [R-2.2] 24
- Zone d'abattage, [R-2.23] 1
- Zone d'exclusion, [R-2.19] 312.79
- Zone d'influence, [R-2.19] 312.1
- Zone dangereuse, [R-2.4] 2.20.1; [R-2.19] 172
- Zone de chargement, [R-2.4] 1.1(37)
- Zone de décontamination, [R-2.19] 312.79
- Zone de soutien, [R-2.19] 312.79
- Zone de tir, [R-2.4] 1.1(38)
- Zone de travail, [R-2.4] 1.1(35)
- Zone respiratoire, [R-2.19] 1

Démolition, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*

Dépistage des maladies pulmonaires, voir Examen de santé pulmonaire (travailleur minier)

Déplacement

- Interdiction, [L-1] 32; [L-2] 81, 97

Détecteur et avertisseur d'incendie, [R-2.1] 4, voir aussi Établissement industriel et commercial

- Détecteur de chaleur, [R-2.4] 4.3.3, 4.6.7, 4.6.8
- Détecteur de produits de combustion, [R-2.4] 4.6.9–4.6.11

Directeur de santé publique, voir aussi Services de santé

- Collaboration avec le médecin, [L-2] 122
- Confidentialité du dossier médical, [L-2] 129
- Définition, [L-2] 1
- Droits, [L-2] 128
- Fonctions, [L-2] 127
- Programme de santé, [L-2] 127
- Reconnaissance des services de santé, [L-2] 130
- Examen annuel, [L-2] 132

- • Recommandation, [L-2] 131

Directeur national de santé publique

- Protocole d'identification des dangers et conditions de travail, [L-2] 48.1, [L-2] 48.2

Directeur des poursuites criminelles et pénales

- Propriété de l'amende, [L-1] 474; [L-2] 246

Directeur des Services d'arbitrage

- Définition, [R-2.3] 2

Dirigeant

- Alinéa de la *Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales* non applicable, [L-1] 6.1
- Définition, [L-1] 2

Discrimination

- Interdiction, [L-1] 32; [L-2] 30, 81, 97

Dispositif de commande, voir aussi Béton, Mine, Santé et sécurité au travail

- Définition, [R-2.20] 1

Dispositif de protection, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Mine, Santé et sécurité au travail

Dissolution de l'employeur, voir Cotisation de l'employeur

Domestique, voir Travailleur domestique

Domicile, voir aussi Réadaptation

- Adaptation, [L-1] 153

Dommage corporel, voir Indemnité pour préjudice corporel

Dossier médical

- Accès, [L-1] 36–43
- Confidentialité, [L-2] 129
- Contenu, [L-1] 231
- Étude, [L-1] 220
- Examen de santé pulmonaire (travailleur minier), [R-2.4] 7, 18
- Tentative d'obtention par l'employeur, [L-1] 458.1
- Transmission, [L-1] 208

Drogue, voir aussi Produit dangereux

- Exclusion, [R-2.11] 3(7)

Droit à l'assistance médicale, voir Assistance médicale

Droit à l'indemnité, voir Indemnité

Droit au retour au travail

- Personne qui assiste les membres d'un service municipal de sécurité incendie
- • Non-application, [L-1] 12.0.1
- Travailleur de la construction, [L-1] 248
- Travailleur victime d'une lésion professionnelle, [L-1] 234, 237

Droit de refus, voir aussi Inspection en matière de santé et de sécurité au travail, Santé et sécurité au travail

- Avis, [L-2] 15
- Condition personnelle du travailleur, [L-2] 17, 19
- Décision finale, [L-2] 24
- Disponibilité du travailleur, [L-2] 25
- Effet pour les autres travailleurs, [L-2] 13
- Exception, [L-2] 13
- Exécution du travail, [L-2] 17, 19
- Inspecteur, [L-2] 18
- • Décision, [L-2] 19
- Interdiction à l'employeur, [L-2] 30, 31
- Présomption, [L-2] 28
- Réaffectation temporaire, [L-2] 25
- Refus collectif, [L-2] 27
- Refus individuel, [L-2] 12
- Représentant en santé et en sécurité, [L-2] 16, 29
- Révision ou appel de la décision, [L-2] 20
- Sanction interdite, [L-2] 30
- • Exception, [L-2] 30
- Travail exécuté par un autre, [L-2] 17, 19, 26
- Travail suspendu, [L-2] 14
- • Mise en disponibilité, [L-2] 28
- • Présomption, [L-2] 28
- • Réaffectation, [L-2] 28

Durée de plongée, voir aussi Santé et sécurité au travail

- Définition, [R-2.19] 312.1

Durée du travail, voir aussi Heures de travail, Heures supplémentaires, Horaire de travail, Jour de travail, Semaine normale de travail

Dynamite, voir Code de sécurité pour les travaux de construction

E

Eau (qualité), voir Santé et sécurité au travail

Eau de surface (mine), voir Mine

Eau potable, voir Code de sécurité pour les travaux de construction, Santé et sécurité au travail

Eau souterraine (mine), voir Mine

Échelle, voir Code de sécurité pour les travaux de construction, Mine, Santé et sécurité au travail

Éclairage, voir Code de sécurité pour les travaux de construction, Établissement industriel et commercial, Mine, Santé et sécurité au travail, Train

Éclairage de secours, voir Établissement industriel et commercial, Santé et sécurité au travail

Écluse d'air (travaux dans l'air sous-pression), voir Code de sécurité pour les travaux de construction

Électricité, voir Mine, Santé et sécurité au travail, Train

Éléments d'étaielement, voir Code de sécurité pour les travaux de construction

Embauche

- Refus interdit, [L-1] 243

Émission fugitive de produits dangereux, voir Produit dangereux

Emploi convenable, voir aussi Indemnité de remplacement du revenu, Lésion professionnelle

- Abandon, [L-1] 51
- • Avis médical, [L-1] 51
- Calcul du revenu, [L-1] 50
- Définition, [L-1] 2
- Indemnité de remplacement du revenu, [L-1] 49, 51, 53
- Table des revenus bruts annuels, [L-1] 50; [R-1.15] 1

Emploi équivalent

- Définition, [L-1] 2

Employé du gouvernement, [L-1] 11–12, 440

Employée enceinte, voir aussi Avantages liés à l'emploi, Retrait préventif de la travailleuse enceinte

- Indemnité de remplacement du revenu, [L-2] 44

Employeur, voir aussi Association d'employeurs, Classification des

Index analytique

Employeur (*suite*)

- employeurs, Cotisation de l'employeur, Lettre de crédit irrévocable, Licenciement collectif, Local à l'usage du secouriste, Maître d'oeuvre, Produit dangereux, Registre, Représentant patronal, Santé et sécurité au travail, Secouriste, Service de premiers soins, Trousse
 - Affichage, [L-2] 51(2), (10), 80, 183
 - Âge du travailleur, [L-2] 53(1)
 - Biens de l'employeur
 - Protection, [L-2] 188
 - Commencement des activités
 - Avis écrit à la CNESST, [R-1.5] 3
 - Définition, [L-1] 2; [L-2] 1, 194(2)
 - Dossier médical, [L-1] 458.1
 - Imputation des coûts, [L-1] 326–331
 - Information à la CNESST, [L-1] 275
 - Inscription à la CNESST, [L-1] 18
 - Paiement du salaire, [L-1] 59–62
 - Premiers secours, [L-1] 190
 - Réclamation, [L-1] 268, 269
 - Réintégration du travailleur, [L-1] 234, 237
 - Remboursement, [L-1] 33, 59–62
 - Services de premiers soins, [L-1] 191
 - Subvention à l'embauche d'un travailleur victime d'une lésion professionnelle, [L-1] 175
 - Conditions d'octroi, [R-1.5]
 - Demande, [R-1.3] 2, 3
 - Entente, [R-1.3] 7, 8
 - Fin, [R-1.3] 14
 - Montant et durée, [R-1.3] 4–8
 - Objet, [R-1.3] 1
 - Obligations de l'employeur, [R-1.3] 11, 12
 - Obligations du travailleur, [R-1.3] 13
 - Recouvrement, [R-1.3] 15
 - Versement, [R-1.3] 9, 10
 - Information à l'employé
 - Risques reliés au travail, [L-2] 51(9)
 - Infraction et peine, [L-1] 458–461
 - Lésion professionnelle
 - Accès au dossier de la CNESST, [L-1] 36–38.1
 - Assignment temporaire du travailleur, [L-1] 179
 - Classification, [L-1] 298–303
 - Confidentialité du rapport reçu d'un professionnel de la santé, [L-1] 39
 - Contribution du travailleur interdite, [L-1] 33
 - Cotisation, [L-1] 315–325
 - Déclaration, [L-1] 290–292, 295
 - Embauche, [L-1] 243
 - Entrave au droit de retour au travail, [L-1] 460
 - Location ou prêt des services d'un travailleur, [L-1] 5; [L-2] 51.1.1
 - Maintien de ses obligations, [L-1] 35
 - Modification des activités
 - Avis écrit à la CNESST, [R-1.5] 13
 - Nombre de secouristes par quart de travail, [R-1.13] 3, 25
 - Normes du travail
 - Durée du travail, [L-2] 53(2)
 - Nouvel employeur, [L-1] 34
 - Registre des accidents, [L-1] 280
 - Registre des noms et adresses
 - Personne qui assiste les membres d'un service municipal de sécurité incendie, [L-1] 296
 - Registre des premiers soins, [L-1] 280
 - Registre des salaires, [L-1] 296; [R-1.5] 34
 - Registre sur les postes de travail, [L-2] 52
- Employeur tenu personnellement au paiement des prestations, voir aussi**
Accident du travail, Lésion professionnelle, Maladie professionnelle
- Avis à la CNESST, [L-1] 333
 - Défaut, [L-1] 336
 - Avis de cotisation, [L-1] 341, 342
 - Avis de réclamation, [L-1] 341, 342
 - Changement de statut, [L-1] 348
 - Lettre de crédit irrévocable, [L-1] 348
 - Remise, [L-1] 348
 - Contrat d'assurance obligatoire, [L-1] 334, 335, 348
 - Défaut, [L-1] 336
 - Cotisation, [L-1] 345; [R-1.10] 1
 - Pourcentages applicables aux fins de fixer la cotisation (employeur de juridiction fédérale), [R-1.11] 2
 - Pourcentages applicables aux fins de fixer la cotisation (employeur de juridiction provinciale), [R-1.11] 3
 - Détermination d'une quote-part, [L-1] 337
 - Employeur disparu ou insolvable, [L-1] 344

Employeur tenu personnellement au paiement des prestations (*suite*)

- Employeur en défaut, [L-1] 336, 338
- Entente avec le bénéficiaire, [L-1] 339
- Entreprise de transport, [L-1] 332
- Intérêt, [L-1] 344
- Intervention de la CNESST, [L-1] 339, 340
- Lettre de crédit irrévocable, [L-1] 334.1, 336, 348
- Rechute, récidive ou aggravation d'une blessure
- • Obligation de paiement des indemnités, [L-1] 574.1
- Recours subrogatoire, [L-1] 347
- Remboursement, [L-1] 346

En nage libre ou plongée en nage libre, voir aussi Santé et sécurité au travail

- Définition, [R-2.19] 312.1

Enfant, voir aussi *Congé parental*, Réadaptation

- Employé du gouvernement, [L-1] 11(3)
- Garde d'enfants, [L-1] 164
- Indemnité de décès
- • Cessation du versement, [L-1] 136, 137
- • Indemnité versée à l'enfant majeur du travailleur, [L-1] 104, 105
- • Indemnité versée à l'enfant mineur du travailleur, [L-1] 102, 103
- • Indemnité versée à la personne qui en a la garde, [L-1] 137
- Mesure de rechange, [L-1] 11(3)
- Mesure volontaire, [L-1] 11(3)

Engin élévateur à nacelle, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Santé et sécurité au travail

Enlèvement de l'amiante, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*

Enquête

- CNESST, [L-2] 160, 172

Enquête (santé et sécurité au travail), voir Santé et sécurité au travail

Enquête sur les situations comportant des risques, voir Santé et sécurité au travail

Entente, voir aussi Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail du secteur de la construction

- Définition, [R-2.7] 72; [R-2.3] 1

Entente relative au regroupement d'employeurs aux fins de l'assujettissement à des taux personnalisés, voir *Cotisation de l'employeur*

Entente relative aux programmes de la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre, voir *Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre*

Entreposage des explosifs, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Mine

Entreposage des matériaux, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Santé et sécurité au travail

Entreposage des matières dangereuses, voir Matière dangereuse

Entreprise

- Aliénation
- • Cotisation due par l'ancien employeur, [L-1] 34
- • Responsabilité de l'employeur, [L-1] 34
- Définition, [L-2] 44(1)
- Vente en justice, [L-1] 34

Entreprise de transport

- Contrat d'assurance, [L-1] 334–336
- Paiement des prestations pour lésion professionnelle, [L-1] 332, 333

Entreprise familiale

- Définition, [L-1] 94

Entretien des matériaux, voir Santé et sécurité au travail

Entretien des véhicules, voir Santé et sécurité au travail

Époux, voir Conjoint

Épreuve de fonctions respiratoires, voir Examen de santé pulmonaire (travailleur minier)

Équipement adapté

- Coût, [L-1] 198.2
- Droit du travailleur victime d'une lésion professionnelle, [L-1] 198.1

Équipement de construction, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*

Équipement de forage, [R-2.20] 27.2

Équipement de loisir

- Adaptation, [L-1] 155.1, 156, 157

Index analytique

- Équipement de nettoyage et de finition des pièces coulées**, voir Travaux de fonderie
- Équipement de production de fonderie**, voir Travaux de fonderie
- Équipement forestier**, voir Travaux forestiers
- Équipement télécommandé**, voir Télécommande
- Équité salariale**
- Décisions individuelles, [R-2.4] 1
 - • Certification, [R-2.4] 17
 - • Effet, [R-2.4] 5
 - • Majorité des voix, [R-2.4] 4
 - • Rendues par une personne seule, [R-2.4] 7-11
 - • Résolution, [R-2.4] 2
 - • Séance, [R-2.4] 3
 - • • Ajournement, [R-2.4] 16
 - • • Avis, [R-2.4] 13
 - • • Convocation, [R-2.4] 12, 14
 - • • Participation, [R-2.4] 15
 - • • Procès-verbaux, [R-2.4] 17
 - • • Quorum, [R-2.4] 6
- Ergonomie**, voir Santé et sécurité au travail
- Ergothérapie**, voir Soins et traitements
- Escabeau**, voir Code de sécurité pour les travaux de construction, Santé et sécurité au travail
- Escalier**, voir Code de sécurité pour les travaux de construction, Établissement industriel et commercial, Mine, Santé et sécurité au travail
- Escalier de service**
- Définition, [R-2.4] 1.1(14)
- Espace clos**, voir aussi Code de sécurité pour les travaux de construction, Santé et sécurité au travail (Travail dans un espace clos)
- Définition, [R-2.4] 1.1(17.1); [R-2.19] 1
- Établissement**, voir aussi Représentant en santé et en sécurité
- Application de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*, [L-1] 7, 8
 - Avis d'ouverture et de fermeture, [L-2] 55
 - Comité de santé et de sécurité, [L-2] 54
 - Conditions de vie, [L-2] 57
 - Construction, [L-2] 54
 - Définition, [L-1] 2; [R-1.5] 131; [R-1.13] 1; [L-2] 1; [R-2.4] 1.1(10)
 - Éloigné, [L-2] 57
 - Plans et devis, [L-2] 54
 - Programme de prévention, [R-2.17] 2, 4-8, ann. I
 - Santé et sécurité au travail, [L-2] 56
 - Services de santé, [L-2] 115; [R-2.22] 1, 3, ann. A
- Établissement commercial**, voir Établissement industriel et commercial
- Établissement d'enseignement**
- Déclaration à la CNESST, [L-1] 293
 - État à la CNESST, [R-1.5] 30
 - Registre, [L-1] 296; [R-1.5] 34
- Établissement de détention**
- Personne incarcérée considérée comme travailleur à l'emploi d'un Fonds, [L-1] 12.1
- Établissement de rééducation physique, mentale ou sociale**
- Usager considéré travailleur, [L-1] 15
- Établissement de santé et de services sociaux**, voir Cotisation de l'employeur (ajustement rétrospectif)
- Établissement industriel et commercial**, [R-2.4]
- À risque élevé d'incendie, [R-2.4] 1.1(11), 4.2.4, 4.3.2
 - À risque moyen d'incendie, [R-2.4] 1.1(13), 4.2.2
 - À risque peu élevé d'incendie, [R-2.4] 1.1(12), 4.2.2
 - Aménagement
 - • Protection des travailleurs contre les risques professionnels, [R-2.4] 2.1.1
 - Appareil, système ou installation
 - • Champ d'application du règlement, [R-2.4] 2.3.1
 - • Conformité au règlement, [R-2.4] 2.2.1b)
 - • Information des travailleurs, [R-2.4] 2.2.2e)
 - Bâtiment et équipement existants le 1^{er} janvier 1973
 - • Mesures appropriées pour assurer une sécurité et un bien-être, [R-2.4] 2.3.2
 - Changement de destination, [R-2.4] 4.3.2
 - • Champ d'application du règlement, [R-2.4] 2.3.1

- Établissement industriel et commercial (*suite*)
- Chef d'établissement
 - • Devoirs, [R-2.4] 2.2.1, 2.2.2, 14.1.1, 14.3.1
 - Classification des bâtiments ou parties de bâtiments suivant leur destination principale, [R-2.4] ann. 1
 - Comité de sécurité, [R-2.4] 14.3.1–14.3.3
 - • Composition, [R-2.4] 14.3.2
 - • Établissement, [R-2.4] 14.3.1
 - • Responsabilité, [R-2.4] 14.3.3
 - Construction
 - • Conditions de propreté et de salubrité nécessaires à la santé des travailleurs, [R-2.4] 2.1.1
 - Déclaration d'accident, [R-2.4] 14.1.1
 - Définition, [R-2.4] 1.1(10)
 - Dispositif de sécurité
 - • Information des travailleurs, [R-2.4] 2.2.2a)
 - Éclairage de secours, voir Système d'éclairage de secours
 - Entretien
 - • Conditions de propreté et de salubrité nécessaires à la santé des travailleurs, [R-2.4] 2.1.1
 - • Protection des travailleurs contre les risques professionnels, [R-2.4] 2.1.1
 - Établissement construit avant le 1^{er} décembre 1976 ou dont la construction a débuté avant cette date
 - • Dispositions applicables, [R-2.4] 2.3.1
 - Information des travailleurs, [R-2.4] 2.2.2
 - Matériau
 - • Nature, dimension et arrangement, [R-2.4] 2.3.3
 - • Résistance et sécurité d'emploi, [R-2.4] 2.3.3
 - Mesures d'urgence en cas d'incendie, d'explosion ou autre accident
 - • Information des travailleurs, [R-2.4] 2.2.2e)
 - Modification
 - • Champ d'application du règlement, [R-2.4] 2.3.1
 - Moyens d'évacuation et protection contre l'incendie, [R-2.4] 4.1.1–4.6.11
 - • Canalisation d'incendie et de tuyaux, [R-2.4] 4.4.1, 4.4.2
 - • Détecteur de chaleur, voir Système de détection
 - • Moyens d'évacuation, [R-2.4] 2.2.1b), 4.1.1
 - • Protection des ouvertures verticales, [R-2.4] 4.2.1–4.2.5
 - • • Escalier, puits d'ascenseur, puits de ventilation ou de lumière ou autre ouverture entre étages, [R-2.4] 4.2.1
 - • • Mur des ouvertures verticales enfermées, [R-2.4] 4.2.5
 - • • Ouverture verticale enfermée (établissement neuf ou existant à risque élevé d'incendie), [R-2.4] 4.2.4
 - • • Ouverture verticale non enfermée (établissement à risque peu élevé ou à risque moyen d'incendie), [R-2.4] 4.2.2
 - • • Ouverture verticale non protégée, [R-2.4] 4.2.3, 4.2.4
 - • Système d'alarme, [R-2.4] 2.2.1b), 4.3.3, 4.6.1–4.6.6
 - • • Déclencheur d'alarme manuel, [R-2.4] 4.6.3, 4.6.6
 - • • Obligatoire, [R-2.4] 4.6.2, 4.6.7
 - • • Sonnerie d'alarme, [R-2.4] 4.6.4
 - • • Système d'alarme manuel, [R-2.4] 4.6.5
 - • • Tableau indicateur de zone, [R-2.4] 4.6.3
 - • • Usage, [R-2.4] 4.6.1
 - • Système d'extincteurs automatiques, [R-2.4] 4.3.1–4.3.3
 - • • Déclenchant le système d'alarme, [R-2.4] 4.3.3
 - • Système de détection, [R-2.4] 4.3.3, 4.6.7–4.6.11
 - • • Détecteur de chaleur, [R-2.4] 4.3.3, 4.6.7, 4.6.8
 - • • Détecteur de produits de combustion, [R-2.4] 4.6.9–4.6.11
 - • • Nouvel établissement, [R-2.4] 4.3.2
 - • Champ d'application du règlement, [R-2.4] 2.3.1
 - Plan d'équipement ou de machines
 - • Soumission au Service d'inspection, [R-2.4] 2.4.1
 - Risque inhérent au travail
 - • Information des travailleurs, [R-2.4] 2.2.2d)
 - • Système d'éclairage de secours, [R-2.4] 5.2.2, 5.2.3
 - • Travail dangereux, [R-2.4] 2.2.2d)

Index analytique

- Étalement des coffrages à béton**, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*
- Étalement des constructions à étages multiples**, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*
- Étançonnement (chantier souterrain)**, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*
- État d'urgence local ou national**
- Personne considérée comme travailleur, [L-1] 12, 12.0.1, 293.0.1
- Étudiant**, voir Travailleur étudiant
- Étuves à moules et à noyaux**, voir Travaux de fonderie
- Évaluation médicale (accident du travail et maladie professionnelle)**, voir Procédure d'évaluation médicale
- Examen de santé pulmonaire (travailleur minier)**, [R-2.4] 2
- Application, [R-2.4] 2
 - Avis de référence, [R-2.4] 13, 14, 17, 18, ann. II (partie II)
 - Certificat de santé pulmonaire, [R-2.4] 3–5, 12–15, 17, 18
 - Cessation d'être valide, [R-2.4] 15
 - Conservation au dossier médical, [R-2.4] 18
 - Copie, [R-2.4] 18
 - Délivrance, [R-2.4] 12, 18
 - Forme et teneur, [R-2.4] 12, ann. II (partie I)
 - Original, [R-2.4] 18
 - Suspension, [R-2.4] 14
 - Transmission, [R-2.4] 18
 - Droit d'un employeur d'exiger d'autres examens médicaux à d'autres fins, [R-2.4] 16
 - Examen de préembauche, [R-2.4] 3, 6-8, 12
 - Contenu, [R-2.4] 6, ann. I
 - Copie du dossier médical, [R-2.4] 7
 - Dispense, [R-2.4] 3
 - Épreuves de fonctions respiratoires, [R-2.4] 6(4)
 - Examen effectué par le médecin désigné par l'employeur, [R-2.4] 7
 - Examen physique, [R-2.4] 6(2), ann. I (partie II)
 - Questionnaire médical, [R-2.4] 6(1), ann. I (partie I)
 - Radiographie pulmonaire, [R-2.4] 6(3), 7, 8, ann. I (partie III)
 - Examen en cours d'emploi, [R-2.4] 4, 9–11, 13
 - Contenu, [R-2.4] 10
 - Examen effectué par le médecin chargé de la santé au travail, [R-2.4] 9
 - Examen physique, [R-2.4] 10(1), ann. I (partie II)
 - Exception, [R-2.4] 4
 - Fréquence, [R-2.4] 9
 - Programme de santé spécifique à un établissement (contenu plus élaboré et fréquence plus rapprochée), [R-2.4] 11
 - Radiographie pulmonaire, [R-2.4] 10(2), ann. I (partie III)
 - Travailleur n'ayant jamais fait l'objet d'une exposition à l'amiante ou à la silice, [R-2.4] 9
 - Exception, [R-2.4] 5
 - Objet du règlement, [R-2.4] 2
 - Obligation de l'employeur, [R-2.4] 3, 4
 - Pouvoir du médecin de consulter un autre médecin, [R-2.4] 17
 - Travail incompatible avec les limitations fonctionnelles ou l'intolérance à l'amiante ou à la silice
 - Interdiction à l'employeur, [R-2.4] 19
 - Travailleur atteint d'une maladie professionnelle pulmonaire, [R-2.4] 5, 15(2)
 - Production d'une réclamation à la CNESST (avis de référence), [R-2.4] 13, 14
 - Travailleur exclu, [R-2.4] 2
- Examen médical**, voir aussi Lésion professionnelle, Maladie professionnelle pulmonaire
- Examen requis, [L-1] 204, 220, 230
 - Frais de déplacement et de séjour, [L-1] 115; [R-1.10]
 - Demande de remboursement avec pièces justificatives (délai de transmission), [R-1.10] 21
 - Frais de repas, [R-1.10] 11, 12
 - Frais de séjour, [R-1.10] 13
 - Frais de transport, [R-1.10] 5–10, 16–20, ann. I
 - Nature des frais et montants payables, [R-1.10] 1, 8, 22, ann. I
 - Personne accompagnatrice, [R-1.10] 1, 16

Examen médical (suite)

- • Soins, examens médicaux ou activités dans le cadre du plan individualisé de réadaptation, [L-1] 115; [R-1.10] 1, 8, 16
- • Soins ou examens médicaux hors du Québec, [R-1.10] 3
- • Solution appropriée la plus économique, [R-1.10] 4

Examen médical (travaux dans l'air sous-pression), voir Code de sécurité pour les travaux de construction

Excavation (chantier de construction), voir Code de sécurité pour les travaux de construction

Explosif, voir aussi Code de sécurité pour les travaux de construction, Mine, Produit dangereux, Santé et sécurité au travail

- Exclusion, [R-2.11] 3(6)

Explosion de métal en fusion, voir Travaux de fonderie

Exposition nuisible

- Définition, [R-2.4] 1.1(15)

Extincteur automatique ou libre, [R-2.1] 4

- Mine, [R-2.20] 129–137
- Réseau d'extincteurs automatiques à eau, [R-2.4] 3.4.2
- Système d'extincteurs automatiques, [R-2.4] 4.3.1–4.3.3
- Vanne d'extincteurs automatiques, [R-2.4] 3.4.1

Extincteur portatif, voir Code de sécurité pour les travaux de construction, Mine, Santé et sécurité au travail

Extraction minière, voir Mine

F

Faillite de l'employeur, voir Cotisation de l'employeur

Fausse déclaration, [L-1] 464; [L-2] 185, 235

Fibre respirable d'amiante, voir aussi Code de sécurité pour les travaux de construction, Matière dangereuse

- Définition, [R-2.4] 1.1(21.1) 1j.1; [R-2.19] 1

Filet de sécurité, voir Code de sécurité pour les travaux de construction, Santé et sécurité au travail

Filiale, voir aussi Cotisation de l'employeur (ajustement rétrospectif)

- Définition, [R-1.5] 118, 141

Fonderie, voir Travaux de fonderie

Fonds au bénéfice des personnes incarcérées, [L-1] 12.1

Fonds consolidé du revenu, [L-2] 335; [L-3] 240

Fonds de la santé et de la sécurité du travail, [L-1] 3, 282, 283, 348, 474; [R-2.4] 1(3)

- Affectation des sommes, [L-2] 136.2
- Dépenses d'administration, [L-2] 136.8
- Dépôt des sommes transférées, [L-2] 136.6, 136.7
- Dispositions applicables, [L-2] 136.4
- Exercice financier, [L-2] 136.11
- Fiduciaire, [L-2] 136.3
- Prélèvement, [L-2] 136.9
- Prévisions budgétaires de la CNESST, [L-2] 136.10
- Rapport de la CNESST, [L-2] 136.12
- Transfert des fonds de la CNESST, [L-2] 136.1, 136.5
- Vérification des livres et comptes, [L-2] 136.13

Fonds de soutien à la réinsertion sociale

- Registre, [R-1.5] 34
- Transmission d'un état à la CNESST, [R-1.5] 33

Fonds des générations, [L-3] 240

Fonds du Tribunal administratif du travail, [L-1] 366.1

- Comptabilité, [L-3] 98
- Création, [L-3] 97
- Objet, [L-3] 97
- Prévisions de dépenses et investissements, [L-3] 257
- Sommes versées, [L-3] 98-99

Forage (chantier souterrain), voir Code de sécurité pour les travaux de construction

Forage (manutention et usage des explosifs), voir Code de sécurité pour les travaux de construction, Mine

Forêt, voir Travaux forestiers

Formation des plongeurs professionnels, [R-2.19] 312.8

Index analytique

Formation et information

- Subvention en matière de santé et de sécurité au travail, [L-2] 104

Formation professionnelle

- Opérateur de pistolet de scellement à basse vitesse, [R-2.4] 7.2.1, ann. 8

Four, voir Travaux de fonderie

Fournisseur, voir aussi Assistance médicale

- Autorisation de la CNESST, [L-1] 280.2
 - Annulation, [L-1] 280.5
 - Correctifs à la demande, [L-1] 280.4
 - Décision, [L-1] 280.10, 280.11
 - Refus, [L-1] 280.3, 280.9
 - Révocation, [L-1] 280.7, 280.8, 280.9
 - Suspension, [L-1] 280.6, 280.9
 - Validité, [L-1] 280.5
- Définition, [L-1] 280.1, 280.12, 280.16
- Paiement, [L-1] 280.13
- Remboursement, [L-1] 280.14, 280.15
- Vérificateur, [L-1] 280.17
 - Identification, [L-1] 280.19
 - Immunité, [L-1] 280.22
 - Pouvoirs, [L-1] 280.18
 - Recommandations, [L-1] 280.21
 - Renseignement ou document, [L-1] 280.20

Frais de déplacement et de séjour, [R-2.2] 24; [R-2.22] 6, 7, voir aussi Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), Soins et traitements

- Représentant en santé et en sécurité, [R-2.18] 4
- Travailleur victime d'une lésion professionnelle, [L-1] 115; [R-1.10]
- Demande de remboursement avec pièces justificatives (délai de transmission), [R-1.10] 21
- Frais de repas, [R-1.10] 11, 12
- Frais de séjour, [R-1.10] 13
- Frais de transport, [R-1.10] 5–10, 16–20, ann. 1
- Nature des frais et montants payables, [R-1.10] 1, 2, 8, 22, ann. 1
- Personne accompagnatrice, [R-1.10] 1, 16
- Programme de formation et de recyclage, [R-1.10] 14, 15

- Soins, examens médicaux ou activités dans le cadre du plan individualisé de réadaptation, [L-1] 115; [R-1.10] 1, 8, 16
- Soins à domicile d'un infirmier, d'un garde-malade auxiliaire ou d'un aide-malade, [R-1.10] 2, 7, 12, ann. 1
- Soins ou examens médicaux hors du Québec, [R-1.10] 3
- Solution appropriée la plus économique, [R-1.10] 4

Frais de garde d'enfants, [L-1] 164

Frais de repas, [R-1.10] 11, 12

Frais de séjour, voir Frais de déplacement et de séjour

Frais de voyage et de séjour, voir Frais de déplacement et de séjour

G

Galerie (mine), voir Mine, Mine de charbon

Garde-corps (aménagement des lieux), voir Santé et sécurité au travail

Garde-corps (camion-pompe), voir Béton

Garde-corps (chantier de construction), voir Code de sécurité pour les travaux de construction

Garde d'enfants, [L-1] 164

Gaz inflammable, voir Santé et sécurité au travail

Gaz sous-pression, voir Matière dangereuse

Gazette officielle du Québec

- Autochtones
- Premier règlement sur le régime particulier, [L-1] 24.3; [L-2] 8.4
- CNESST
- Avis de déplacement du siège, [L-2] 139
- Projet de règlement, [L-1] 455, 457
- Santé et sécurité du travail
- Projet de règlement, [L-2] 225
- Table des indemnités de remplacement du revenu, [L-1] 63
- Table des revenus bruts annuels d'emplois convenables, [L-1] 50
- Travailleur victime d'une lésion professionnelle
- Conditions à la subvention d'un employeur, [L-1] 175
- Tribunal administratif du travail, [L-3] 3

Gérant

- Droits, [L-2] 11
- Obligations, [L-2] 7, 8
- Statut de non-salarié, [L-2] 1

Gouvernement du Québec

- CNESST
- • Déclaration, [L-1] 294
- Entente, [L-1] 16
- Gouvernement lié, [L-1] 2; [L-2] 6
- Personnes considérées à son emploi, [L-1] 11, 12, 16, 440
- Registre, [L-1] 296; [R-1.5] 34
- Transmission d'un état à la CNESST, [R-1.5] 33
- Tribunal administratif du travail, [L-3] 61-62, [L-3] 74, [L-3] 275
- • Code de déontologie, [L-3] 67
- • Président et vice-président, [L-3] 77, [L-3] 81

Greffier

- Définition, [R-2.4] 2

Grief

- Santé et sécurité au travail, [L-2] 227

Grue mobile, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction, Gazette officielle du Québec*

Guide d'échantillonnage des contaminants de l'air en milieu de travailG, [R-2.19] 44; [R-2.20] 103.1 al. 1(3)

Guide sur la décharge des déflagrations, [R-2.19] 59

H

Harcèlement et violence dans le lieu de travail, voir *Prévention du harcèlement et de la violence dans le milieu de travail*

Harcèlement psychologique

- Conduite grave, [L-2.1] 81.18
- Convention collective, [L-2.1] 81.20
- • Médiation, [L-2.1] 81.20
- • Personnes salariées non régies, [L-2.1] 81.20
- • • Membre et dirigeant d'organisme, [L-2.1] 81.20
- • Règlement, [L-2.1] 123.17
- Définition, [L-2.1] 81.18
- Devoir de l'employeur, [L-2.1] 81.19
- Droit de la personne salariée, [L-2.1] 81.19

- Lésion professionnelle, [L-2.1] 123.16
- Politique de prévention, [L-2.1] 89
- Recours, [L-2.1] 123.6–123.16
- • Au Tribunal administratif du travail, [L-2.1] 123.12
- • • Décision, [L-2.1] 123.15
- • • Dispositions applicables, [L-2.1] 123.14
- • • Représentation de la personne salariée, [L-2.1] 123.13
- • Plainte à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, [L-1] 123.6
- • Plainte à la CNESST, [L-2.1] 123.6
- • • Délai, [L-2.1] 123.7
- • • Enquête, [L-2.1] 123.8
- • • • Dispositions applicables, [L-2.1] 123.8
- • • Médiation, [L-2.1] 123.10
- • • • Personne salariée réputée au travail, [L-2.1] 123.11
- • • Refus, [L-2.1] 123.9

Humidité, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Santé et sécurité au travail

Hygiène, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Santé et sécurité au travail

Hygiène (travaux dans l'air sous-pression), voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*

Hygiène (travaux de fonderie), voir *Travaux de fonderie*

I

Immunité

- CNESST, [L-1] 350; [L-2] 161

Indemnité

- Droit (prescription), [L-1] 91.1
- Personne à charge, [L-1] 98–111

Indemnité de décès, voir aussi *Accident du travail, Bénéficiaire de prestations, Lésion professionnelle, Maladie professionnelle*

- Action en responsabilité civile, [L-1] 439, 441
- Arrêt des versements, [L-1] 136, 137
- Calcul, [L-1] 99, 103, 105, 107
- Conjoint, [L-1] 98–101

Index analytique

- Indemnité de décès (*suite*)
- • Indemnité additionnelle, [L-1] 101, 101.1, 109
 - Enfant majeur, [L-1] 101.1 104, 105
 - Enfant mineur, [L-1] 101.1, 102, 103
 - Frais funéraires, [L-1] 111
 - Gardienne de l'enfant, [L-1] 137
 - Inaccessibilité, [L-1] 144
 - Infraction et peine, [L-1] 463
 - Intérêt, [L-1] 135
 - • Taux d'intérêt, [R-1.4] 2
 - Interprétation, [L-1] 92
 - Montant forfaitaire, [L-1] 98, 102, 104, 106, 108
 - Père et mère, [L-1] 110
 - Période de versement, [L-1] 138–140
 - Personne à charge, [L-1] 106–109
 - Réduction ou suspension du versement, [L-1] 142
 - Rente mensuelle, [L-1] 101, 102
 - Tuteur ou curateur, [L-1] 141
 - • Avis au Curateur public, [L-1] 141
 - Versement, [L-1] 134
 - • Anticipation, [L-1] 134
 - • Rétroactivité, [L-1] 143
- Indemnité de réadaptation**, voir Programme de stabilisation, Réadaptation
- Indemnité de remplacement du revenu**, voir aussi Emploi convenable, Lésion professionnelle, Régie des rentes du Québec
- Aggravation de la maladie, [L-1] 70
 - Arrêt des versements, [L-1] 132
 - Attestation médicale, [L-1] 124
 - Avance au bénéficiaire, [L-1] 129
 - Calcul de l'indemnité, [L-1] 63, 65, 75, 76, 80, 81.1, 82
 - Calcul du revenu brut, [L-1] 67–76, 81
 - • Méthode plus équitable, [L-1] 75
 - • Revenu plus élevé, [L-1] 76
 - Déduction, [L-1] 144.1
 - Dispositions particulières à certains travailleurs, [L-1] 77, 78
 - Durée de l'indemnité, [L-1] 46–48
 - Emploi convenable, [L-1] 49, 53
 - • Abandon, [L-1] 51
 - • Nouvel emploi, [L-1] 52, 53
 - Fin du droit à l'indemnité, [L-1] 57
 - Identification des cotisants, [L-1] 42.1(b), (b.1)
 - Incarcération, [L-1] 81.1
 - Indemnité en vertu d'un autre régime, [L-1] 448–452
 - • Cumul interdit, [L-1] 448
 - Maximum annuel assurable, [L-1] 66
 - Montant, [L-1] 45
 - • Entente, [L-1] 42.1(c)
 - Nouvelle indemnité, [L-1] 73
 - Période de versement, [L-1] 124, 131
 - Prélèvement de la CNESST, [L-1] 126
 - Réduction de l'indemnité, [L-1] 48, 49, 52, 53, 56
 - Réduction ou suspension du versement, [L-1] 142
 - Rente, [L-1] 125, 131
 - Retour au travail, [L-1] 128
 - Revalorisation du revenu, [L-1] 69, 70, 117–123
 - Revenu brut d'un travailleur, [L-1] 67
 - Révision, [L-1] 54, 55, 64
 - Salaire brut, [L-1] 62
 - Table des indemnités, [L-1] 63; [R-1.12] 9, 17; [R-1.14]
 - • Publication, [L-1] 63
 - • Revenu brut du travailleur pris en considération (aux fins de l'établissement de l'indemnité de remplacement du revenu), [R-1.14] 2–4, ann. A
 - • Situations familiales déterminées aux fins du calcul du revenu net retenu, [R-1.14] 1, ann. A
 - Travailleur autonome, [L-1] 72
 - Travailleur bénévole, [L-1] 82
 - Travailleur de 55 ans et plus, [L-1] 53
 - Travailleur de 64 et 65 ans, [L-1] 56
 - Travailleur étudiant, [L-1] 79
 - Travailleur exposé à un contaminant, [L-2] 36
 - Travailleur occupant plusieurs emplois, [L-1] 71
 - Travailleur saisonnier ou sur appel, [L-1] 68
 - Travailleur sans emploi, [L-1] 44, 69
 - Travailleur victime d'une lésion professionnelle, [L-1] 44; [R-1.12] 27, 34
 - Travailleuse enceinte, [L-2] 44

Indemnité de remplacement du revenu (*suite*)

- Trop-perçu par le bénéficiaire, [L-1] 129, 133
- Versement au compte du bénéficiaire, [L-1] 130
- Versement au conjoint, [L-1] 58
- Versement rétroactif, [L-1] 143

Indemnité pour incapacité permanente, [R-1.12] 4(3)

Indemnité pour incapacité temporaire, [R-1.12] 4(3)

Indemnité pour incapacité totale temporaire, [R-1.12] 1, 4(4), 28–30

Indemnité pour préjudice corporel, voir aussi Atteinte permanente à l'intégrité physique ou psychique, Lésion professionnelle

- Barème des dommages corporels, [L-1] 454(3); [R-1.2] 1–9, ann. 1
- • Atteinte permanente à l'intégrité physique ou psychique, [L-1] 84; [R-1.2] 1–4, ann. 1
- • Déficit anatomo-physiologique, [R-1.2] 1, 3, 7, ann. 1
- • Dommages bilatéraux, [R-1.2] 7, 8, ann. 1
- • Douleurs et perte de jouissance de la vie, [R-1.2] 1, 3, 7, ann. 1
- • Lésion causant des séquelles à plus d'un système, organe ou appareil du corps humain, [R-1.2] 6
- • Préjudice esthétique, [R-1.2] 1, 3, 7, ann. 1
- • Règles particulières d'évaluation pour chaque système du corps humain, [R-1.2] 8, ann. 1
- • Séquelles de la lésion préexistante, [R-1.2] 5, 7
- Calcul, [L-1] 84–86; [R-1.2] 1
- Décès, [L-1] 91
- Dommages à des organes symétriques, [L-1] 85
- Intérêt, [L-1] 90
- • Taux d'intérêt, [R-1.4] 2
- Montant additionnel, [L-1] 85, 87; [R-1.2] 4
- Montant établi par la CNESST, [L-1] 88
- Nouvelle indemnité, [L-1] 89
- Versement au conjoint et aux enfants, [L-1] 91

Indice des prix à la consommation, [L-1] 120; [R-1.12] 10–13

Industrie de la construction, voir

Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail du secteur de la construction, Chantier de construction, *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Travailleur de la construction

Infirmière, infirmier, voir aussi Local à l'usage du secouriste

- Définition, [R-1.13] 1
- Obligation de l'employeur ou du maître d'œuvre, [R-1.13] 21
- Rapport de premiers soins, [R-1.13] 22

Information confidentielle, voir *Confidentialité*

Informatique, voir Ordinateur

Infraction et peine, [L-2] 236

- Amende à défaut d'autre peine, [L-1] 465
- Assistance médicale
- Association accréditée, [L-2] 242
- Complicité, [L-1] 466
- Dégagement de responsabilité, [L-1] 468
- Ordonnance de la CNESST, [L-2] 238
- • Préavis, [L-2] 238
- Partie à l'infraction, [L-1] 469
- Personne morale, [L-2] 241
- Poursuite pénale, [L-2] 242
- Propriété de l'amende, [L-1] 474; [L-2] 246
- Récidive, [L-1] 467; [L-2] 236
- Représentant de l'employeur, [L-2] 239
- Responsabilité du travailleur, [L-2] 240
- Réticence, [L-2] 185

Ingénieur, [R-2.4] 2.4.1(1.1)c), (2)–(4), 2.15.4, 3.10.1h), 3.10.3.3b), 3.15.3(1), (3), 3.15.7(2), 3.18.1(1), (2)a), 5.2.2, 6.2.1a), 6.4.1)c), d), 6.7.1(3), 6.9.1a), 6.13(8), 9.4.1

Inspecteur, voir aussi *Code de sécurité pour les travaux de construction*, *Code du bâtiment*, Droit de refus, Inspection en matière de santé et de sécurité au travail

- Définition, [L-2] 1; [R-2.4] 1.1(16)
- Fermeture d'un lieu de travail, [L-2] 188

Inspection en matière de santé et de sécurité au travail

- Accès aux livres et registres, [L-2] 179
- Accès dans un lieu, [L-2] 179

Index analytique

Inspection en matière de santé et de sécurité au travail (*suite*)

- Arrêt ou suspension des travaux, [L-2] 186, 218
- • Présomption de travail, [L-2] 187
- Avis d'inspection, [L-2] 181
- Avis de correction, [L-2] 182, 184
- • Affichage, [L-2] 183
- Chantier de construction, [L-2] 181, 216–219
- • Conditions d'inspection, [L-2] 216
- Décision, [L-2] 191
- • Révision, [L-2] 191.1–193
- Dispositions applicables, [L-2] 178
- Entrave, [L-2] 185
- Fermeture d'un établissement, [L-2] 188
- • Réouverture, [L-2] 189
- Inspecteur
- • Définition, [L-2] 1
- • Identification, [L-2] 179
- • Nomination, [L-2] 177
- • Permanent, [L-2] 216
- Ordonnance de se conformer à la loi, [L-2] 190, 217
- Personne fonctionnaire de la CNESST, [L-2] 177
- Pouvoirs, [L-2] 180
- Refus de travailler
- • Décision, [L-2] 19
- • Présence sur les lieux, [L-2] 26
- • Révision ou contestation devant le Tribunal administratif du travail, [L-2] 20
- Reprise des travaux, [L-2] 189–190, 219
- Résultat de l'inspection, [L-2] 183

Installation

- Définition, [R-2.4] 1.1(17)

Installation commune, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Mine, Pétrole et gaz, Santé et sécurité au travail, Train

Installation d'extraction, voir Mine

Installation électrique, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*

Installation sanitaire, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Mine, Santé et sécurité au travail, Train

Instrument, voir aussi Produit dangereux

- Exclusion, [R-2.11] 3(7)

Intégrité

- Protection, [L-2] 2

Interdiction de fumer, [R-2.4] 3.23.6, 4.1.7, 9.1.1; [R-2.19] 51

Intérêt, voir Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), Cotisation de l'employeur, Employeur tenu personnellement au paiement des prestations, Indemnité de décès, Indemnité pour préjudice corporel, Taux d'intérêt

Interprétation de la loi, voir *Loi*

Interruption de la prescription, voir Prescription

Intervenant de la santé

- Définition, [R-1.1] 1

Invalidité

- Définition, [L-1] 93

Invalidité grave

- Définition, [L-1] 93

Invalidité prolongée

- Définition, [L-1] 93

J

Juge de la Cour d'appel, voir Cour d'appel

Jumbo, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*

L

Lavabo, voir , *Code de sécurité pour les travaux de construction* Mine, Santé et sécurité au travail

Lentille cornéenne, [L-1] 113

Lésion professionnelle, voir aussi Commission d'appel en matière de lésions professionnelles, Indemnité de remplacement du revenu, Indemnité pour préjudice corporel, Prestation, Procédure d'évaluation médicale, Réadaptation, Travailleur victime d'une lésion professionnelle

- Atteinte permanente à l'intégrité physique ou psychique, [L-1] 27, 53, 83
- Consolidation, [L-1] 46
- Coût des prestations, [L-1] 327
- Définition, [L-1] 2

Lésion professionnelle (*suite*)

- Droit à la réadaptation, [L-1] 145
- Droit au salaire, [L-1] 59–61
- Attestation médicale, [L-1] 60
- Trop-perçu, [L-1] 60
- Droit aux prestations, [L-1] 20
- Durée de l'incapacité, [L-1] 46
- Emploi convenable, [L-1] 49
- Exclusion, [L-1] 27, 31
- Exercice des droits, [L-1] 25–26
- Franchise, [L-1] 114
- Harcèlement psychologique, [L-2.1] 123.16
- Indemnité, [L-1] 112–116
- Lentille cornéenne, [L-1] 113
- Monture de lunettes, [L-1] 113
- Prothèse et orthèse, [L-1] 112(2)–113
- Indemnité de remplacement du revenu, [L-1] 44
- Indemnité pour préjudice corporel, [L-1] 83
- Inscription obligatoire, [L-1] 20
- Lésion présumée professionnelle, [L-1] 28, 31
- Obligations de l'employeur, [L-1] 59
- Protection accordée par la loi, [L-1] 1
- Durée, [L-1] 23
- Montant, [L-1] 21
- Régime de retraite, [L-1] 116
- Régime particulier, [L-1] 24.1–24.6
- Application, [L-1] 24.3–24.6
- Dépôt à l'Assemblée nationale, [L-1] 24.4
- Entente, [L-1] 24.1–24.6
- Mise en œuvre, [L-1] 24.1
- Publication, [L-1] 24.5
- Règlement, [L-1] 24.3
- Assentiment préalable des Mohawks de Kahnawake, [L-1] 24.3
- Sanction interdite, [L-1] 32
- Recours, [L-1] 32

Lettre de crédit irrévocable

- Changement de statut de l'employeur tenu personnellement au paiement des prestations, [L-1] 348
- Contenu, [L-1] 334.1
- Défaut, [L-1] 336, 348
- Émission par une personne morale non régie par une loi énumérée, [L-1] 334.1
- Nouvelle lettre

- Délai de production, [L-1] 334.1
- Objet, [L-1] 334.1

Lieu d'aisances, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Santé et sécurité au travail

Lieu de travail, voir aussi Milieu de travail

- Définition, [L-2] 1
- Fermeture par un inspecteur, [L-2] 188
- Visite par le médecin, [L-2] 125

Lieu isolé (chantier de construction), voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*

Ligne électrique aérienne, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*

Limite de remontée sans palier, voir aussi Santé et sécurité au travail

- Définition, [R-2.19] 312.64

Liquidation de l'employeur, voir Cotisation de l'employeur

Liquide inflammable

- Définition, [R-2.4] 1.1(18)

Liste des bénévoles, [L-1] 14

Liste des professionnels de la santé, [L-1] 205, 216

Local à l'usage du secouriste

- Équipement, [R-1.13] 11, 21
- Obligation de l'employeur ou du maître-d'oeuvre, [R-1.13] 11, 21

Local de premiers soins, voir Local à l'usage du secouriste

Location ou prêt de services, [L-1] 5

- Présomption, [L-1] 5

Loi

- Application, [L-1] 7–8
- Définition, [R-2.3] 1
- Interprétation, [L-2] 5
- Objet, [L-1] 1; [L-2] 2

Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, [L-1] 348.3; [L-2] 62.21, 175; [L-3] 25

Loi sur les accidents du travail, [L-1] 103(1), 105(1), 107(1), 451, 477–478, 555, 557–574.2; [R-1.12] 1, 7, 9, 10, 16, 22, 28, 30, 31; [R-1.14] 1–3; [L-2] 328

- Affaire pendante, [L-1] 571
- Compétence conservée, [L-1] 584

Index analytique

- Loi sur les accidents du travail (suite)**
- Compétence continuée, [L-1] 581–583
 - Droit conservé, [L-1] 558
 - Employeur tenu personnellement au paiement des prestations, [L-1] 573–574.1
 - Incapacité permanente, [L-1] 557
 - • Compensation, [L-1] 570.2
 - Loi et règlement continués en vigueur, [L-1] 478, 552, 575, 580
 - Poursuite pénale, [L-1] 572
 - Programme de stabilisation, [L-1] 570–570.2
 - Rente viagère, [L-1] 559–569
- Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (RLRQ, c. A-3.001)**, [L-1] 592; [R-1.1] 1; [R-1.2] 1; [R-1.5] 1, 2; [R-1.10] 1, 2, 16; [R-1.10] 1; [R-1.10] 1; [R-1.12] 9, 10, 17, 27, 34; [R-1.14] 1–3; [L-2] 1, 36, 37.1, 167(18), 191.1, 228, 247, 248; [L-2.1] 123.16; [L-3] 6(1), 98(2), 256–257, 260; [R-2.4] 5, 15(2), 19; [R-2.15] 1
- Loi sur l'administration financière**, [L-2] 176.0.1; [L-3] 98, 101
- Loi sur l'administration publique**, [L-2] 176.0.2
- Loi sur l'aéronautique**, [L-4] 23(3)
- Loi sur l'Agence du revenu du Québec**, [L-3] 7(2)
- Loi sur l'aide aux personnes et aux familles**, [L-1] 11, 144; [L-2] 174
- Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement**, [L-1] 31, 103, 105, 107, [L-1] 448, 449, 450, 451; [R-1.12] 1, 19(2), 28–30
- Loi sur les aliments et drogues**, [R-2.11] 3(7)
- Loi sur les appareils sous pression**, [R-2.4] 3.13.5a)
- Loi sur les archives**, [L-1] 588
- Loi sur l'assurance automobile**, [L-1] 31, 103(1), 105(1), 107(1), 448–450
- Loi sur l'assurance-chômage**, [R-1.12] 6, 8(2), 9 al. 3(2), 17 al. 1(2)
- Loi sur l'assurance-emploi**, [L-1] 62(2), 63(2), 67
- Loi sur l'assurance maladie**, [L-1] 2, 196, 198.1, 207, 586; [R-1.1] 20; [L-2] 110–111, 133–134
- Loi sur l'assurance parentale**, [R-1.12] 9 al. 2(4), 17 al. 1(4); [L-2] 42.1, 174.1
- Communication des renseignements nécessaires à l'application de la Loi
 - • Entente entre la CNESST et le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, [L-1] 42.2; [L-2] 174.1
- Loi sur les assureurs**, [L-1] 334; [R-1.5] 122, 145, 158
- Loi sur les banques**, [L-1] 334; [R-1.5] 122, 145, 158
- Loi sur les banques d'épargne du Québec**, [L-1] 334
- Loi sur le bâtiment**, [L-2] 174, 174.2; [L-3] 8(1); [R-2.4] 2.4.2
- Loi sur les caisses d'épargne et de crédit**, [L-1] 334; [R-1.5] 122, 145, 158
- Loi sur le Centre d'acquisitions gouvernementales**, [L-2] 176.0.1
- Loi visant à favoriser le civisme**, [L-1] 31, 103(1), 105(1), 107(1), 448, 449, 450, 478; [R-1.12] 1, 19(2), 28–30
- Loi sur les commissions d'enquête**, [L-2] 160, 172; [L-3] 10
- Loi sur les compagnies**, [R-2.2] 18
- Loi sur les contrats des organismes publics**, [L-1] 280.16, 280.21 [L-2] 167.2, 176.0.3
- Loi sur les coopératives**, [R-1.5] 118
- Loi sur les coopératives de services financiers**, [L-1] 130
- Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec**, [R-1.5] 141
- Loi sur les décrets de convention collective**, [L-2] 1
- Loi sur l'équité salariale**, [R-2.4] 1
- Loi sur les établissements industriels et commerciaux**, [L-2] 286, 327, 333; [R-2.17] 5 al. 1(1), 9 al. 1(1)
- Loi sur les explosifs**, [R-2.4] 4.6.16; [R-2.11] 3(6)
- Loi sur la faillite et l'insolvabilité**, [L-1] 323.2
- Loi sur la fête nationale**, [R-1.1] 1
- Loi sur la fonction publique**, [L-2] 157, 177, 331; [R-2.20] 17.02; [L-2.1] 81.20; [L-3] 65, [L-3] 93

- Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'œuvre*, [L-3] 8(2), [L-3] 98(4); [R-2.20] 142.2
- Loi sur la gouvernance des sociétés d'État*, [L-2] 156.1; [R-2.4] 25
- Loi sur l'impôt sur le revenu*, [R-1.5] 10; [R-1.12] 9 al. 3(1)
- Loi sur les impôts*, [L-1] 62, 63(1), 67, 289, 315.1; [R-1.12] 9 al. 3(1), 17 al. 1(1); [L-2] 36
- Loi concernant les impôts sur le revenu*, [L-1] 62(1), 63(1); [R-1.12] 17 al. 1(1)
- Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*, [L-1] 17; [L-4] 23(3)
- Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières*
- Décès du travailleur, [L-1] 577
 - Disposition continuée, [L-1] 506, 576
 - Droit conservé, [L-1] 577
 - Renvoi, [L-1] 505
- Loi sur la justice administrative*, [L-1] 280.9; [L-3] 74-75, [L-3] 81
- Loi sur les laboratoires médicaux, la conservation des organes, des tissus, des gamètes et des embryons et la disposition des cadavres*, [L-1] 112(2), 113, 189(4); [R-1.1] 6
- Loi sur les mécaniciens de machines fixes*, [L-3] 8(3)
- Loi sur les mines*, [L-2] 294; [R-2.17] 5 al. 1(2), 9 al. 1(2)
- Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux*, [L-2] 48.1
- Loi sur le ministère du Revenu*, [L-1] 315.3
- Loi sur le ministère du Travail*, [L-1] 233.2, 348.4; [L-3] 2
- Loi sur les normes du travail*, [L-1] 6, 144.1, 235(1); [L-3] 9, 98(2); [R-1.1] 1; [R-1.12] 2, [L-2.1]
- Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales*, [L-1] 195
- Loi sur la pension de la fonction publique*, [L-4] 23
- Loi sur la probation et sur les établissements de détention*, [L-1] 11(2), 12.1
- Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments*, [R-2.19] 148
- Loi sur les produits antiparasitaires*, [R-2.11] 3(5)
- Loi sur les produits dangereux*, [R-2.11] 1, 3-6, 17, 26
- Loi sur la protection de la jeunesse*, [L-1] 11(3)
- Loi sur la protection de la santé publique*, [L-2] 300
- Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre*, [L-1] 12
- Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales*, [L-1] 6.1
- Loi sur la qualité de l'environnement*, [L-2] 310; [R-2.17] 5 al. 1(4), 9 al. 1(4); [R-2.19] 145-147
- Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations*, [L-3] 240
- Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec*, [R-1.1] 20
- Loi sur le régime de rentes du Québec*, [L-1] 42.1, 62(3), 63(3), 144, 453; [R-1.12] 8(2), 9 al. 3(3), 17 al., 1(3)
- Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec*, [L-1] 198.1
- Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires*, [L-2] 331; [L-3] 64
- Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement*, [L-3] 64
- Loi sur les règlements (RLRQ, c. R-18.1)*, [L-2] 8.12
- Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction*, [L-1] 248, 289.1; [L-2] 1, 99, 215; [L-3] 8(4), 98(3); [R-2.2] 2, 5, 7, 8, 13; [R-2.4] 2.5.2(2); [R-2.4] 2; [R-2.16] 33(3); [R-2.19] 312.10
- Loi sur la représentation des ressources de type familial et de certaines ressources intermédiaires et sur le régime de négociation d'une entente collective les concernant et modifiant diverses dispositions législatives*, [L-1] 2; [L-3] 7(3)
- Loi sur la santé et la sécurité du travail*, [L-1] 2, 3, 8.1, 17, 170.1, 185, 190, 312(3), 312.1, 315.5, 454(8.1), 459, 581, 583-585, 592-593; [L-3] 6(2), 98(2), 249; [R-1.5] 1,

Index analytique

Loi sur la santé et la sécurité du travail (suite)

39; [L-2]; [R-2.2] 1; [R-2.4] 2.1.1, 2.5.4(3)d); [R-2.4] 1; [R-2.4] 1.1(16); [R-2.4] 1, 18; [R-2.11] 1; [R-2.17] 1; [R-2.18] 1; [R-2.19] 131, 296, 312.1, 312.6, 312.75; [R-2.20] 202, 401.1 al. 2(14), 538; [R-2.22] 1

Loi sur la sécurité civile, [L-1] 12

Loi fédérale sur la sécurité des véhicules automobiles, [R-2.4] 8.3.7b)

Loi sur la sécurité dans les sports, [R-2.19] 312.2

Loi sur la sécurité incendie, [L-1] 12.0.1

Loi sur les services de santé et les services sociaux, [R-1.5] 131; [R-1.10] 17(1); [R-1.10] 10(2); [R-1.13] 2; [L-2] 1, 110, 127(2), 129

Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris, [L-1] 15, 189(2), [L-1] 190, 195, [L-1] 208, 229; [L-1] 462, [R-1.10] 17(1); [R-1.10] 10(2); [L-2] 1, 110, 127(2), 129, 168

Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis, [L-1] 15, [L-1] 162, [L-1] 189, [L-1] 190, [L-1] 193, [L-1] 195, [L-1] 208, [L-1] 229, [L-1] 233.4, [L-1] 462, [L-2] 1, [L-2] 168

Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes publics, [L-2] 176.0.1

Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne, [L-1] 334; [R-1.5] 122, 145, 158

Loi sur le système correctionnel du Québec, [R-1.5] 154

Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents, [L-1] 11(3)

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace, [L-1] 15, [L-1] 162, [L-1] 189, [L-1] 190, [L-1] 193, [L-1] 195, [L-1] 208, [L-1] 229, [L-1] 233.4, [L-1] 462, [L-2] 1, [L-2] 168

M

Machine, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Santé et sécurité au travail

Machine à mouler, voir *Travaux de fonderie*

Maître d'oeuvre, voir aussi *Chantier de construction*, *Employeur*, *Local à l'usage du secouriste*, *Santé et sécurité au travail*, *Secouriste*, *Service de premiers soins*, *Trousse*

- Avis d'ouverture et de fermeture du chantier, [L-2] 197
- Comité de chantier, [L-2] 204
- Définition, [R-1.13] 1; [L-2] 1
- Infraction et peine, [L-1] 459
- Obligations, [L-2] 196
- Premiers secours, [L-1] 190
- Services de premiers soins, [L-1] 191
- Programme de prévention, [L-2] 198–202

Maladie professionnelle, voir aussi *Accident du travail*, *Lésion professionnelle*, *Procédure d'évaluation médicale*, *Travailleur atteint d'une maladie professionnelle*

- Conditions particulières, [L-1] 29
- Définition, [L-1] 2; [R-1.12] 2; [L-2] 1
- Disposition transitoire, [L-1] 553, 555–557
- Maladie présumée professionnelle, [L-1] 28.1–30
- Réclamation à la CNESST, [L-1] 272
- Règlement, [R-1x]
- Travailleur atteint d'une maladie dont le diagnostic est une atteinte auditive causée par le bruit, [L-1] 28.1, 328

Maladie professionnelle oncologique

- Comité
- Avis, [L-1] 233.5
- Décision liant la Commission, [L-1] 233.7
- Dépenses, [L-1] 233.8
- Durée du mandat, [L-1] 233.3
- Formation, [L-1] 233.2
- Immunité, [L-1] 233.6
- Membres, [L-1] 233.2
- Président, [L-1] 233.2
- Rapport à la Commission, [L-1] 233.5
- Dossier, [L-1] 233.1, [L-1] 233.4
- Étude du dossier, [L-1] 233.5
- Examen du travailleur, [L-1] 233.5

Maladie professionnelle pulmonaire, voir aussi *Examen de santé pulmonaire* (*Travailleur minier*)

- Comité des maladies professionnelles pulmonaires, [L-1] 226, 227

- Maladie professionnelle pulmonaire (*suite*)
- Comité spécial, [L-1] 231
 - Commission liée, [L-1] 233
 - Conclusions, [L-1] 231
 - Dossier, [L-1] 231
 - Examen médical, [L-1] 230
 - Immunité, [L-1] 232
 - Pneumologue, [L-1] 227
 - • Fonctions continuées, [L-1] 228
 - • Mandat, [L-1] 228
 - Rapport, [L-1] 230
 - Transmission des radiographies, [L-1] 229
- Mandataire**, [L-1] 141
- Manomètre**, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*
- Manutention des explosifs**, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Mine, Santé et sécurité au travail
- Manutention des matériaux**, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Milieu maritime, Pétrole et gaz, Santé et sécurité au travail, Train
- Manutention des matières dangereuses**, voir Matière dangereuse
- Manutention du matériel**, voir Santé et sécurité au travail, Travaux de fonderie
- Mât de distribution du béton**, voir Béton
- Matériau (empilage)**, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*
- Matériau incombustible**
- Définition, [R-2.4] 1.1(19)
- Matériau (manutention et entreposage)**, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Santé et sécurité au travail
- Matériel (empilage)**, voir Santé et sécurité au travail
- Matériel (manutention et transport)**, voir Santé et sécurité au travail
- Matière comburante**, voir Matière dangereuse
- Matière combustible et inflammable**, voir Mine
- Matière corrosive**, voir Matière dangereuse
- Matière dangereuse**, voir aussi Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses, Produit dangereux, Renseignements relatifs aux matières dangereuses, Substance dangereuse
- Avis, [L-2] 64
 - Définition, [L-2] 1; [R-2.19] 70
 - Entreposage et manutention, [R-2.19] 70–100
 - • Dispositif de contrôle, [R-2.19] 73
 - • Douche, [R-2.19] 76
 - • Équipements d'urgence, [R-2.19] 75
 - • Gaz sous-pression, [R-2.19] 77–80
 - • • Bouteille, [R-2.19] 77
 - • • Bouteille en série, [R-2.19] 78
 - • • Gaz propane, [R-2.19] 80
 - • • Interdiction, [R-2.19] 79
 - • Indicateur de niveau, [R-2.19] 75
 - • Liste des matières dangereuses, par catégorie, [R-2.19] 70, ann. II
 - • Matière comburante, [R-2.19] 86–91
 - • • Entreposage, [R-2.19] 87
 - • • Interprétation, [R-2.19] 86
 - • • Matière à l'état gazeux, [R-2.19] 89
 - • • Mise à la terre, [R-2.19] 90
 - • • Récipient, [R-2.19] 88
 - • • Vêtements contaminés, [R-2.19] 91
 - • Matière corrosive, [R-2.19] 96–99
 - • • Dispositif anti-débordement, [R-2.19] 99
 - • • Entreposage, [R-2.19] 96
 - • • Protection contre les éclaboussures, [R-2.19] 98
 - • • Récipient, [R-2.19] 97
 - • Matière dangereusement réactive, [R-2.19] 100
 - • • Entreposage, [R-2.19] 100
 - • Matière inflammable et combustible, [R-2.19] 81–85
 - • • Entreposage, [R-2.19] 81
 - • • État gazeux, [R-2.19] 83
 - • • État liquide, [R-2.19] 82
 - • • Matière réactive au contact de l'air, [R-2.19] 84
 - • • Matière réactive inflammable au contact de l'eau, [R-2.19] 85
 - • Matière toxique, [R-2.19] 92–95
 - • • Affichage des lieux, [R-2.19] 95
 - • • Dispositif anti-débordement, [R-2.19] 93
 - • • Entreposage, [R-2.19] 92

Index analytique

- Matière dangereuse** (*suite*)
- Identification des bouteilles, [R-2.19] 94
 - Mesures de sécurité, [R-2.19] 72
 - Produit dangereux, [R-2.19] 71
 - Étiquette, [L-2] 67
 - Expertise, [L-2] 65
 - Fabrication prohibée ou restreinte, [L-2] 66, 190
 - Mercure
 - Revêtement du plancher, [R-2.19] 65
 - Nettoyage par jet d'abrasif, [R-2.19] 68
 - Équipement de protection, [R-2.19] 69
 - Obligations du fournisseur, [L-2] 63, 64
 - Plomb ou de produits plombifères, [R-2.19] 64
 - Revêtement du plancher, [R-2.19] 65
 - Poussière d'amiante, [R-2.19] 1, 62
 - Étiquette apposée sur un contenant, [R-2.19] 62
 - Modifications aux installations ou équipements, [R-2.19] 61
 - Survêtement, [R-2.19] 63
 - Renseignements, *voir* Renseignements relatifs aux matières dangereuses
 - Vestiaire double, [R-2.19] 67
 - Vêtement de protection utilisé exclusivement pour le travail, [R-2.19] 66, ann. I
- Matière dangereusement réactive**, *voir* Matière dangereuse
- Matière inflammable et combustible**, *voir* Matière dangereuse
- Matière sèche**, *voir* Santé et sécurité au travail
- Matière toxique**, *voir* Matière dangereuse
- Médecin**, *voir aussi* Examen de santé pulmonaire (travailleur minier), Procédure d'évaluation médicale, Professionnel de la santé, Services de santé, Travailleur victime d'une lésion professionnelle
- Accès à l'information, [L-2] 126
 - Accès au lieu de travail, [L-2] 126
 - Attestation médicale, [L-1] 60, 124, 199
 - Collaboration avec le directeur de la santé publique, [L-2] 122
 - Comité de santé et de sécurité, [L-2] 75
 - Destitution, [L-2] 120
 - Fonctions, [L-2] 122–126
 - Information au travailleur, [L-2] 124
 - Mandat, [L-2] 119
 - Nomination, [L-2] 117–118
 - Appel, [L-2] 120
 - Programme de santé spécifique à un établissement, [L-2] 112
 - Ressources, [L-2] 122
 - Rapport d'activités et de déficiences des conditions de santé, [L-2] 123
 - Rémunération, [L-2] 111
 - Perte de rémunération, [L-1] 207
 - Visite des lieux de travail, [L-2] 125
- Médicament et produit pharmaceutique**
- Assistance médicale, [L-1] 189(3)
- Mélange respirable**, *voir aussi* Santé et sécurité au travail
- Définition, [R-2.19] 312.1
- Mercure**, *voir* Matière dangereuse
- Mesure de réadaptation après la consolidation**, [L-1] 146
- Mesure de réadaptation avant la consolidation**
- Approbation par un professionnel de la santé, [L-1] 145.2
 - Assignation temporaire, [L-1] 145.4
 - Fin, [L-1] 145.3
 - Options de l'employeur, [L-1] 145.5
 - Pouvoir de la CNESST, [L-1] 145, 145.1
- Mesure d'urgence**, [L-1] 12
- Mesure d'urgence (chantier souterrain)**, *voir* Code de sécurité pour les travaux de construction
- Mesure d'urgence (mine)**, *voir* Mine
- Mesure d'urgence (santé et sécurité au travail)**, *voir* Santé et sécurité au travail
- Mesure de départ assisté**
- Mesure de prévention**, [L-1] 185, *voir aussi* Représentant en prévention
- Mesure de réadaptation**, *voir* Réadaptation
- Mesure de rechange**, [L-1] 11(3)
- Mesure ergonomique**, *voir* Santé et sécurité au travail
- Mesure volontaire**, [L-1] 11(3)
- Méthode et technique de travail interdites**, *voir* Code de sécurité pour les travaux de construction

Meule , voir <i>Code de sécurité pour les travaux de construction</i> , Santé et sécurité au travail		ou de l'air sous pression, [R-2.20] 81
Milieu à accès restreint , voir aussi Santé et sécurité au travail	••••	Excavation souterraine sous l'influence d'une nappe d'eau, [R-2.20] 76(1), 77
• Définition, [R-2.19] 312.1	••••	Installation de pompage, [R-2.20] 82
Milieu à obstacle , voir aussi Santé et sécurité au travail	••••	Mine à ciel ouvert sous l'influence d'une nappe d'eau, [R-2.20] 76(2), 78
• Définition, [R-2.19] 312.1	••••	Remblai infiltré d'eau, [R-2.20] 83
Milieu contaminé , voir aussi Santé et sécurité au travail	••••	Résidus de minerai utilisés pour le remblayage d'une excavation souterraine, [R-2.20] 84
• Définition, [R-2.19] 312.1	••••	Toit d'un chantier d'abattage non remblayé, [R-2.20] 80
Milieu isolé (chantier de construction) , voir <i>Code de sécurité pour les travaux de construction</i>	••••	Échelle, escalier et autres moyens d'accès à un lieu de travail, [R-2.20] 53–70.1
Mine , voir aussi Examen de santé pulmonaire (travailleur minier)	••••	Cloison ou grille protectrice, [R-2.20] 57
• Définition, [R-2.4] 1; [R-2.20] 1	••••	Compartment d'un puits servant exclusivement à la circulation des personnes, [R-2.20] 53–57
• Santé et sécurité au travail, [R-2.20]	••••	Échelle, [R-2.20] 53, 57-62, 69, 70
• Âge minimum des travailleurs, [R-2.20] 26	••••	Échelle auxiliaire, [R-2.20] 59
• Aménagement des lieux, [R-2.20] 28.01–84	••••	Échelle décentrée, [R-2.20] 62
• Dispositif de protection autour des excavations dangereuses, [R-2.20] 46–52	••••	Échelle inclinée, [R-2.20] 58
•••• Clôture, [R-2.20] 47	••••	Échelle utilisée dans un montage, [R-2.20] 64
•••• Clôture munie d'une barrière, [R-2.20] 49	••••	Escalier, [R-2.20] 53, 57, 59
•••• Compartiment d'extraction d'un puits équipé d'une porte, [R-2.20] 52	••••	Escalier muni de garde-corps, [R-2.20] 65
•••• Dalle de béton armé, [R-2.20] 46	••••	Espace libre, [R-2.20] 68
•••• Orifice en surface d'un chantier d'abattage non remblayé, [R-2.20] 47	••••	Espacement entre le sommet des échelons d'une échelle, [R-2.20] 67
•••• Orifice en surface d'un puits ou d'une cheminée hors service, [R-2.20] 46	••••	Installation motorisée de transport de personnes, [R-2.20] 54–56, 59
•••• Ouverture d'une mine souterraine d'une profondeur supérieure à 1,2 mètre, [R-2.20] 51	••••	Paliers, [R-2.20] 60
•••• Poteaux de clôture, [R-2.20] 47, 48	••••	Paliers de repos, [R-2.20] 60, 69
•••• Talus d'une mine à ciel ouvert, [R-2.20] 50	••••	Passerelle ou plate-forme munie de garde-corps, [R-2.20] 70.1
•••• Eaux souterraines et de surface, [R-2.20] 76-84	••••	Port des outils, [R-2.20] 70
•••• Chantier d'abattage abandonné, [R-2.20] 79	••••	Puits, [R-2.20] 53–59
•••• Construction d'un barrage ou d'une cloison destinés à retenir de l'eau	••••	Travaux de fonçage ou de développement, [R-2.20] 55, 56, 59
	••••	Voie de circulation (mine à ciel ouvert), [R-2.20] 66
	••••	Voie de circulation souterraine et inclinée, [R-2.20] 60, 61, 65
	••••	Sortie de secours, [R-2.20] 71-75.1

Index analytique

- Mine (*suite*)
- Chantier d'abattage (accès praticables), [R-2.20] 74
 - Chantier exploité en retraitant, [R-2.20] 75
 - Information des travailleurs, [R-2.20] 73
 - Passages, [R-2.20] 71, 72
 - Travaux de développement (passages), [R-2.20] 71
 - Tunnel utilisé sous une réserve de matériaux non consolidés, [R-2.20] 75.1
 - Stabilité du sol, [R-2.20] 28.01–41
 - Barre de purgeage, [R-2.20] 36, 37
 - Chantier d'abattage, [R-2.20] 39
 - Enlèvement des échantons, [R-2.20] 34
 - Enlèvement des terres de recouvrement, [R-2.20] 40
 - Espace libre, [R-2.20] 36
 - Étaçonnement, [R-2.20] 29–31, 34
 - Excavation exempt de roches branlantes ou instables, [R-2.20] 28, 35
 - Exploitation d'argile, de sable, de gravier ou d'autres substances minérales de faible cohésion, [R-2.20] 40
 - Inspection et entretien des parois, [R-2.20] 32
 - Interdiction, [R-2.20] 36
 - Mesures de surveillance et de contrôle, [R-2.20] 28.02
 - Mine à ciel ouvert se trouvant dans le roc, [R-2.20] 41
 - Mine exploitée dans une zone de pergélisol, [R-2.20] 28.0.1
 - Paroi bétonnée d'un puits ou d'une cheminée, [R-2.20] 38
 - Paroi d'une excavation ou d'une tranchée creusée en surface pour la découverte ou la préparation d'une mine, [R-2.20] 29
 - Plans et devis, [R-2.20] 28.01, 29
 - Tranchée ou excavation supérieure à 1,2 mètre, [R-2.20] 33
 - Travaux de sondage et de purgeage, [R-2.20] 36
 - Voie de circulation, [R-2.20] 42–45.4
 - Butoir, [R-2.20] 45.3, 45.4
 - Chemin de halage emprunté par les véhicules motorisés dans une mine à ciel ouvert, [R-2.20] 45, 45.1
 - Chemin de service emprunté par les véhicules motorisés dans une mine à ciel ouvert, [R-2.20] 45.2
 - Espace libre, [R-2.20] 42
 - Voie souterraine où circulent des véhicules dirigés par rail, [R-2.20] 43
 - Voie souterraine où circulent des véhicules motorisés non dirigés par rail, [R-2.20] 44
 - Aménagement des puits et protection des travailleurs, [R-2.20] 386.1–397
 - Application, [R-2.20] 2
 - Avis à la CNESST, [R-2.20] 25, 25.1
 - Bâtiment, entrepôt, garage et atelier situés en surface, [R-2.20] 2
 - Contrôle des descentes sous terre, [R-2.20] 14
 - Contrôle des postes de travail, [R-2.20] 15–17
 - Accès fermé à une excavation souterraine délaissée, [R-2.20] 16
 - Mine souterraine (équipement minimal), [R-2.20] 17
 - Vérification, [R-2.20] 15
 - Définitions, [R-2.20] 1
 - Dispositions générales, [R-2.20] 3-28
 - Électricité, [R-2.20] 476-537
 - Appareillage téléphonique et de signalisation, [R-2.20] 528–531
 - Câblage, [R-2.20] 497–506
 - Chambre ou enclos de transformateurs, [R-2.20] 485–493
 - Dispositif de protection et de commande, [R-2.20] 507–522
 - Dispositions générales, [R-2.20] 476–480
 - Mise à la terre, [R-2.20] 523–527
 - Plan du réseau électrique, [R-2.20] 537
 - Tableau de contrôle, [R-2.20] 494–496
 - Trolley, [R-2.20] 532–536
 - Équipement de protection individuel, [R-2.20] 4–13
 - Air sous-pression alimentant un appareil de protection respiratoire, [R-2.20] 12
 - Casque de sécurité, [R-2.20] 9

- Mine (*suite*)
- Ceinture de sécurité, [R-2.20] 5.1, 6
 - Chaussure de protection, [R-2.20] 11
 - Corde d'assurance verticale, [R-2.20] 7
 - Danger de contact avec des pièces en mouvement, [R-2.20] 12
 - Harnais de sécurité, [R-2.20] 3.1, 4, 5
 - Liaison d'arrêt de chute, [R-2.20] 6, [R-2.20] 7
 - Lunette de protection, [R-2.20] 10
 - Opérateur d'une machine d'extraction dont le poste de travail est situé sous terre ou dans le chevalement d'un puits, [R-2.20] 13
 - Protection contre la chute d'objets, [R-2.20] 8
 - Système d'ancrage, [R-2.20] 7.01
 - Équipement motorisé à combustion interne, [R-2.20] 151.2, 151.3
 - Explosif, *voir* Manutention et usage des explosifs
 - Formation, [R-2.20] 27.1–28
 - Dispense, [R-2.20] 27.1, 27.2
 - Installation d'extraction, [R-2.20] 215–349
 - Arbre de couche, [R-2.20] 284–310
 - Modification, [R-2.20] 218.1
 - Câbles, [R-2.20] 284–310
 - Contenu des registres, [R-2.20] 344–349
 - Diamètres des tambours, poulies et molettes, [R-2.20] 311–314
 - Dispositions générales, [R-2.20] 215–228.1
 - Quart de travail, [R-2.20] 215.1
 - Freins, [R-2.20] 245–252
 - Indicateur de position et avertisseur, [R-2.20] 243, 244
 - Installation à poulie d'adhérence, [R-2.20] 2–36–240
 - Installation d'extraction à air sous-pression ou à vapeur, [R-2.20] 229–231
 - Installation d'extraction électrique, [R-2.20] 232–235
 - Machine d'extraction commandée automatiquement ou semi-automatiquement, [R-2.20] 253–262
 - Systèmes de signalisation et de communication, [R-2.20] 263–283
 - Affichage, [R-2.20] 280
 - Appareil téléphonique, [R-2.20] 283
 - Code de signaux, [R-2.20] 269, 280, ann. II
 - Coups des signaux, [R-2.20] 270, 273–275
 - Dispositif d'appel dans un puits, [R-2.20] 282
 - Mine à ciel ouvert, [R-2.20] 281
 - Opérateur de la machine d'extraction, [R-2.20] 265, 266, 272–274, 276, 280, 281
 - Ordre d'émission des signaux, [R-2.20] 271
 - Signal d'alarme, [R-2.20] 275
 - Signal d'arrêt, [R-2.20] 276
 - Signal d'exécution, [R-2.20] 272, 276
 - Signaux de destination, [R-2.20] 275, 277–280, ann. III
 - Signaux émis au moyen d'une corde, [R-2.20] 268
 - Signaux émis d'un transporteur, [R-2.20] 268
 - Système de communication par radiotéléphonie, [R-2.20] 263
 - Système de communication verbale, [R-2.20] 267.1
 - Système de signalisation, [R-2.20] 263, 265, 275, 281
 - Travailleurs autorisés, [R-2.20] 264
 - Travaux d'entretien d'un puits, [R-2.20] 273
 - Travaux de fonçage d'un puits, [R-2.20] 264, 267, 267.1
 - Transporteur, [R-2.20] 315–342
 - Vitesse des machines d'extraction, [R-2.20] 241, 242
 - Installations diverses, [R-2.20] 350–386
 - Appareil de levage, [R-2.20] 352–370
 - Appareil sous pression, [R-2.20] 375–386
 - Convoyeur, [R-2.20] 371–374
 - Dispositions générales, [R-2.20] 350–351
 - Machine d'extraction, *voir* Installation d'extraction
 - Manutention et usage des explosifs, [R-2.20] 402–475

Index analytique

- Mine (*suite*)
- Chargement des explosifs, [R-2.20] 447–462
 - Délai d’attente, [R-2.20] 467
 - Dispositions générales, [R-2.20] 402–413
 - Entreposage des explosifs, [R-2.20] 414–428
 - Chambre de décompression, [R-2.20] 421
 - Coffre, [R-2.20] 417, 428
 - Dépôt d’explosifs, [R-2.20] 414–416.1, 418, 419–422, 424, 425, 427, 428
 - Détonateur et micro-connecteur, [R-2.20] 426
 - Distribution de l’électricité dans les dépôts d’explosifs, [R-2.20] 425
 - Montage effectué au moyen d’un ascenseur, [R-2.20] 418.3
 - Niche, [R-2.20] 418.1, 418.2, 423, 428
 - Surveillance, [R-2.20] 415
 - Tableau des distances en fonction des quantités d’explosifs contenues dans les dépôts, [R-2.20] 416, ann. IV
 - Travaux de concassage, [R-2.20] 418.2
 - Travaux de développement, [R-2.20] 418.1
 - Travaux de fonçage d’un puits, [R-2.20] 418.1
 - Travaux de sautage, [R-2.20] 423
 - Trou de forage débouchant dans une chambre d’un dépôt d’explosifs, [R-2.20] 420
 - Vérification, [R-2.20] 428
 - Forage, [R-2.20] 437–446
 - Mise à feu, [R-2.20] 463–466.1
 - Ratés, [R-2.20] 468–475
 - Transport des explosifs, [R-2.20] 429–436
 - Matériaux ou déchets combustibles, [R-2.20] 151.2
 - Mesures de sécurité lors de certains événements, [R-2.20] 116–173
 - Exercice de sauvetage, [R-2.20] 123–125
 - Interdiction d’allumer ou d’alimenter un feu sous terre, [R-2.20] 116
 - Interdiction d’effectuer des changements dans le système de ventilation, [R-2.20] 119
 - Matériel d’extinction, [R-2.20] 129–137
 - Boyau d’incendie, [R-2.20] 129, 136
 - Étiquette indiquant la date de la dernière vérification, [R-2.20] 137
 - Extincteur portatif, [R-2.20] 130–132, 136, ann. I
 - Système d’extinction automatique, [R-2.20] 133, 135, 136
 - Système d’extinction semi-automatique, [R-2.20] 134–136
 - Vérification, [R-2.20] 136
 - Matières combustibles et inflammables, [R-2.20] 149–164
 - Mesures de sécurité en cas d’incendie, d’infiltration, d’inondation ou d’effondrement, [R-2.20] 117
 - Révision annuelle, [R-2.20] 118
 - Méthane dans une mine souterraine, [R-2.20] 171–174
 - Porte d’incendie, [R-2.20] 138
 - Protection des orifices à la surface d’une mine souterraine, [R-2.20] 139–148
 - Salle de refuge, [R-2.20] 126–128
 - Soudage et découpage, [R-2.20] 166–170
 - Système d’alarme, [R-2.20] 120–122
 - Montage, *voir* Travaux dans un montage
 - Moteur à combustion interne, [R-2.20] 151.2
 - Obligations de l’employeur, [R-2.20] 3
 - Opérateur de machine d’extraction, [R-2.20] 27.4
 - Formation, [R-2.20] 27.5
 - Premiers soins, [R-2.20] 21
 - Programme en contrôle de terrain, [R-2.20] 28.04
 - Protection contre les substances dangereuses ou toxiques, [R-2.20] 22–24
 - Antidotes et solutions appropriées au traitement de l’intoxication ou des blessures, [R-2.20] 22
 - Cessation d’activités d’une usine de traitement (élimination des substances chimiques dangereuses), [R-2.20] 24
 - Transport et entreposage des acides et des cyanures, [R-2.20] 23

- Mine (*suite*)
- Puits, voir Aménagement des puits et protection des travailleurs
 - Qualité du milieu de travail, [R-2.20] 85–115
 - Éclairage, [R-2.20] 108–110
 - Normes sanitaires, [R-2.20] 111–115
 - Qualité de l'air, [R-2.20] 85–107
 - Air alimentant une mine souterraine, [R-2.20] 88
 - Air frais introduit sous terre, [R-2.20] 87
 - Alimentation en air frais provenant de l'atmosphère, [R-2.20] 101
 - Arrêt d'un ventilateur, [R-2.20] 95, 105, 106
 - Concentration de l'oxyde de carbone dans les gaz d'échappement non dilués des moteurs diesels, [R-2.20] 103.3
 - Débit d'air alimentant une zone affectée par l'opération d'un moteur diesel, [R-2.20] 103
 - Débit de ventilation au poste de travail, [R-2.20] 104, 104.1
 - Débit de ventilation minimal, [R-2.20] 102, ann. VII
 - Dispositif de contrôle du débit d'air (ventilation d'un montage), [R-2.20] 107
 - Émission de poussières, [R-2.20] 98
 - Équipement mû par un moteur à combustion interne, [R-2.20] 102, ann. VII
 - Équipement mû par un moteur diesel utilisé sous terre, [R-2.20] 103.2
 - Fonctionnement continu d'un ventilateur, [R-2.20] 94
 - Gaz d'échappement d'un moteur à combustion, [R-2.20] 100
 - Interdiction d'accès, [R-2.20] 95
 - Interdiction de sautage, [R-2.20] 106
 - Mesures pour évaluer les valeurs d'exposition aux poussières combustibles respirables, [R-2.20] 103.1
 - Méthode d'échantillonnage et d'analyse des poussières combustibles respirables, [R-2.20] 102, ann. VI
 - Mine souterraine délaissée ou partie d'une mine souterraine située hors du circuit de ventilation (reprise des travaux), [R-2.20] 85
 - Montage, [R-2.20] 104.1, 107
 - Moteur diesel se trouvant dans une zone affectée par l'arrêt d'un ventilateur, [R-2.20] 105
 - Nouvelle installation de ventilation ou modification d'une installation existante, [R-2.20] 99
 - Réintégration du poste de travail, après un sautage, [R-2.20] 96
 - Renversement des ventilateurs, [R-2.20] 93
 - Taux de ventilation minimal d'un moteur diesel utilisé dans une mine souterraine, [R-2.20] 100.1, ann. VII
 - Tuyauterie d'échappement, [R-2.20] 100
 - Ventilateur de renfort, [R-2.20] 91
 - Ventilateur principal, [R-2.20] 89
 - Ventilateur secondaire, [R-2.20] 89, 90
 - Ventilation locale par extraction, [R-2.20] 97
 - Ventilation mécanique, [R-2.20] 86
 - Registre, [R-2.20] 27, 87, 89, 103, 103.1, 108.2, 142.2, 214, 344, 345, 347, 355, 360, 366, 370, 376, 397, 412, 437, 453.2, 476.1
 - Sauvetage minier, [R-2.20] 17.01–20
 - Équipe de sauvetage, [R-2.20] 18
 - Formation des sauveteurs, [R-2.20] 18–20
 - Poste d'appareils de sauvetage, [R-2.20] 17.01, 17.02
 - Sortie de secours en cheminée tubulaire dans une mine souterraine, [R-2.20] 7.1, 75.2-75.19
 - Toits, parois et fronts de taille
 - Sondage et purgeage, [R-2.20] 28
 - Travaux dans un montage, [R-2.20] 398
 - Travaux dans une mine à ciel ouvert, [R-2.20] 400, 401.1
 - Travaux sur l'accumulation de roches abattues, [R-2.20] 399, 400
 - Usage des explosifs, voir Manutention et usage des explosifs
 - Usine de traitement ou de transformation d'une substance minérale, [R-2.20] 2

Index analytique

Mine (*suite*)

- • Véhicule motorisé, [R-2.20] 174.01–214.1
- • • Accessoires, [R-2.20] 174.01–190
- • • Accessibilité, [R-2.20] 179.1
- • • Équipement télécommandé, [R-2.20] 209.1–214
- • • Signaleur, [R-2.20] 209
- • • Système d’extinction automatique, [R-2.20] 133
- • • Transport des travailleurs, [R-2.20] 194–200, 200.2-207
- • • Utilisation, [R-2.20] 191–193.1
- • • Véhicule tout terrain, [R-2.20] 214.1
- • • Vêtement de sécurité à haute visibilité, [R-2.20] 11.2

Mine souterraine, [R-2.20] 85

Ministère de l’Énergie, des Mines et des Ressources du Canada, [R-2.4] 8.4.2

Ministère de l’Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, [L-2] 167(13), (14)

Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences, *voir* Ministère de l’Emploi et du Développement social

Ministère du Travail (Québec), [R-2.4] 3.10.7(3)g)

Ministre

- Définition, [L-2] 1
- *Loi sur la santé et la sécurité du travail*
- • Responsable de l’application, [L-2] 336

Ministre de l’Emploi et de la Solidarité sociale

- Communication des renseignements nécessaires à l’application de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* et de la *Loi sur l’assurance parentale*
- • Entente avec la CNESST, [L-1] 42.2 ; [L-2] 174.1
- Entente avec la CNESST, [L-1] 182.1

Ministre de l’Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, [L-2] 167(13), (14)

Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences, *voir* Ministère de l’Emploi et du Développement social

Ministre de la Santé et des Services sociaux

- Entente sur les soins et traitements, [L-1] 195
- Programme de santé, [L-2] 107
- Responsabilité, [L-2] 135

Ministre du Revenu

- Versements périodiques
- • Employeur, [L-1] 315.1, 315.2
- • Remise à la Commission, [L-1] 315.4, 315.5

Ministre du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale (Québec)

- Annulation d’une décision, [L-3] 273
- Comité (constitution), [L-3] 274
- Directive, [L-3] 272
- *Loi instituant le Tribunal administratif du travail*
- • Application, [L-3] 277
- • Rapport, [L-3] 276
- *Loi sur la santé et la sécurité du travail*
- • Application, [L-1] 590
- Tribunal administratif du travail
- • Membres, [R-3.2] 22-24

Mise en disponibilité, [L-2] 28

Montage, *voir* Mine

Monture de lunettes, [L-1] 113

Moralité, *voir* Intérêt de la morale

Mort, *voir* Décès

Moteur

- Définition, [R-2.4] 1.1(20)

Moyens d’évacuation et protection contre l’incendie, *voir* Établissement industriel et commercial,

N

Nacelle de plongeur, *voir aussi Règlement sur la santé et la sécurité au travail en milieu maritime*

- Définition, [R-2.19] 312.1

Nappe d’eau (mine), *voir* Mine

National Fire Protection Association, *voir* NFPA

National Institute for Occupational Safety and Health, *voir* NIOSH

Négligence, [L-1] 27

Négligence criminelle

- Boutefeu, [R-2.4] 4.2.9

Nettoyage par jet d'abrasif, voir Matière dangereuse

NFPA

- Définition, [R-2.4] 1.1(26); [R-2.4] 1.1(21); [R-2.19] 1

Nord-Ouest (Territoires), voir Territoires du Nord-Ouest

Normes de compétence pour les opérations de plongée, [R-2.19] 312.8, 312.56

Normes de sécurité concernant les chariots élévateurs à petite levée et à grande levée, [R-2.19] 261

Normes de température dans les établissements, voir Santé et sécurité au travail

Normes sanitaires, voir Code de sécurité pour les travaux de construction, Mine, Santé et sécurité au travail

Nouveau-Brunswick, [R-1.1] 1

O

OIT

- Journée commémorative des personnes décédées ou blessées au travail, [L-2.1] 1

Ombilical, voir aussi Santé et sécurité au travail

- Définition, [R-2.19] 312.1

Ontario, [R-1.1] 1

Ontario Training and Adjustment Board, [R-2.20] 27.1, 27.2

Opérations de fonderie, voir Travaux de fonderie

Ordre des ingénieurs du Québec, [R-2.16] 49

Ordre professionnel des psychologues du Québec, [R-1.1] 1

Ordre public, [L-1] 4; [L-2] 4

Organisation internationale du travail, voir OIT

Organisation maritime internationale, voir OMI

Organisation syndicale, voir Association syndicale, Liberté syndicale

Orthèse, voir Prothèse et orthèse

Orthophonie, voir Soins et traitements

Outil, voir Code de sécurité pour les travaux de construction, Santé et sécurité au travail

Ouvrage permanent (santé et sécurité au travail), voir Santé et sécurité au travail

Ouvrage temporaire (chantier de construction), voir Code de sécurité pour les travaux de construction

Ouvrage temporaire (santé et sécurité au travail), voir Santé et sécurité au travail

P

Paiement de l'indu, [L-1] 431, voir aussi Recouvrement des prestations

Pancarte d'avertissement

- Travail près d'une ligne électrique, [R-2.4] 5.3.1

Passerelle (chantier de construction), voir Code de sécurité pour les travaux de construction

Passerelle (santé et sécurité au travail), voir Santé et sécurité au travail

Personne à charge

- Définition, [L-1] 2
- Indemnité de décès, [L-1] 98-111

Personne à son compte, voir Travailleur autonome

Personne compétente

- Définition, [R-2.16] 49; [4.4] 20.9

Personne considérée à l'emploi d'un Fonds au bénéfice des personnes incarcérées

- Application, [L-1] 12.1

Personne considérée à l'emploi d'une autorité responsable

- Application, [L-1] 12-12.0.1

Personne considérée à l'emploi du gouvernement

- Application, [L-1] 11-12
- Immunité de son employeur, [L-1] 440

Personne handicapée

- Travailleur, [L-1] 329

Personne incarcérée, voir aussi Fonds au bénéfice des personnes incarcérées

- Immunité de l'employeur, [L-1] 440
- Travail rémunéré, [L-1] 12.1

Index analytique

- Personne morale**, *voir aussi* Lettre de crédit irrévocable
- Administrateur et dirigeant
 - • Droits, [L-2] 11
 - • Obligations, [L-2] 7, 8
 - • Statut de non-travailleur, [L-2] 1
 - Association sectorielle, [L-2] 99.1
 - CNESST, [L-2] 138
 - • Défaut de paiement d'une cotisation
 - • • Responsabilité solidaire, [L-1] 323.2–323.5
- Personne physique faisant affaire pour son propre compte**, *voir* Travailleur autonome
- Personne qualifiée**
- Définition, [R-2.19] 297
- Physiothérapie**, *voir* Soins et traitements
- Pieux et palplanches**, *voir Code de sécurité pour les travaux de construction*
- Pistolet de scellement**, *voir Code de sécurité pour les travaux de construction, Santé et sécurité au travail*
- Plate-forme (chantier de construction)**, *voir Code de sécurité pour les travaux de construction*
- Plomb**, *voir Matière dangereuse*
- Plongée (chantier de construction)**, *voir Code de sécurité pour les travaux de construction*
- Plongée (santé et sécurité au travail)**, *voir* Santé et sécurité au travail
- Plongée à saturation**, *voir aussi* Santé et sécurité au travail
- Définition, [R-2.19] 312.1
- Plongée en compagnonnage**, *voir aussi* Santé et sécurité au travail
- Définition, [R-2.19] 312.1
- Plongée en mode autonome**, *voir aussi* Santé et sécurité au travail
- Définition, [R-2.19] 312.1
- Plongée en mode non autonome**, *voir aussi* Santé et sécurité au travail
- Définition, [R-2.19] 312.1
- Plongée policière**, *voir aussi* Santé et sécurité au travail
- Définition, [R-2.19] 312.1
- Plongée profonde**, *voir aussi* Santé et sécurité au travail
- Définition, [R-2.19] 312.1
- Plongée scientifique**, *voir aussi* Santé et sécurité au travail
- Définition, [R-2.19] 312.1
- Poche de coulée**, *voir* Travaux de fonderie
- Point d'éclair**
- Définition, [R-2.4] 1.1(22)
- Pompe à béton**, *voir* Béton
- Pompier combattant**, [R-1x] 2
- Poste de plongée**, *voir aussi* Santé et sécurité au travail
- Définition, [R-2.19] 312.1
- Poste de travail**
- Adaptation pour un travailleur victime d'une lésion professionnelle, [L-1] 176
 - Définition, [R-2.19] 1
 - Poste fixe, [R-2.19] 1
- Poursuite pénale**, *voir* Infraction et peine
- Poussière combustible**, *voir* Santé et sécurité au travail
- Poussière d'amiante**, *voir aussi Code de sécurité pour les travaux de construction, Matière dangereuse*
- Définition, [R-2.4] 1.1(29.1); [R-2.19] 1
- Poussière de silice cristalline**, *voir Code de sécurité pour les travaux de construction*
- Pratique interdite**
- Représailles, [L-1] 32
- Précautions pendant la construction ou la démolition**, *voir Code de sécurité pour les travaux de construction*
- Préembauche**, *voir* Examen de santé pulmonaire (travailleur minier)
- Préjudice corporel**, *voir* Indemnité pour préjudice corporel
- Premiers secours**, [L-1] 190
- Premiers soins**, [L-1] 191, 280; [R-2.4] 9.8.8; [R-2.20] 21
- Préposé au véhicule de premiers soins**, *voir* Véhicule de secours
- Prescription**
- Bénéficiaire dont les droits sont prescrits, [L-1] 269.1

- Prescription (*suite*)
- Droit à une indemnité (décès du travailleur), [L-1] 91.1
 - Interruption, [L-1] 447
- Presse**, voir Santé et sécurité au travail
- Presse à découper**
- Définition, [R-2.4] 1.1(23)
- Presse à embrayage à friction**, voir Santé et sécurité au travail
- Presse à embrayage positif**, voir Santé et sécurité au travail
- Prestation**, voir aussi Bénéficiaire de prestations, Indemnité de décès, Indemnité de remplacement du revenu, Indemnité pour préjudices corporels, Réadaptation, Recouvrement des prestations
- Définition, [L-1] 2
 - Droit, [L-1] 20
 - Employeurs tenus personnellement au paiement, [L-1] 332–348
 - Imputation des coûts à l'employeur, [L-1] 326–331
- Prestation d'assurance-chômage**, [R-1.12] 8(2), 34
- Prévention**, voir Mesures de prévention, Programme de prévention, Réadaptation, Représentant en santé et en sécurité
- Prévention et protection contre les incendies et les accidents**, voir aussi Établissement industriel et commercial
- Chantier de construction, [R-2.4] 3.4.1–3.4.6
 - Chantier souterrain, [R-2.4] 8.1.1–8.1.7
- Prime d'assurance**, [R-1.5] ann. 7, voir aussi Cotisation de l'employeur (ajustement rétrospectif)
- Procédure d'évaluation médicale**, voir aussi Bureau d'évaluation médicale
- Approbation de la liste des professionnels de la santé, [L-1] 205
 - Attestation médicale, [L-1] 199
 - Professionnel de la santé en défaut, [L-1] 207
 - Contestation au Bureau d'évaluation médicale, [L-1] 206, 212
 - Diagnostic, [L-1] 199
 - Droit à l'assistance médicale, [L-1] 188
 - Évolution de la pathologie, [L-1] 201
 - Examen médical, [L-1] 204
 - Motif de la demande, [L-1] 210
 - Information à la Commission, [L-1] 201
 - Lésion professionnelle consolidée en moins de 14 jours, [L-1] 199(1)
 - Lésion professionnelle consolidée en plus de 14 jours, [L-1] 199(2)
 - Obligation du travailleur, [L-1] 211
 - Perte de la rémunération, [L-1] 207
 - Professionnel de la santé choisi par le travailleur, [L-1] 199
 - Professionnel de la santé désigné par l'employeur, [L-1] 209
 - Professionnel de la santé désigné par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [L-1] 204
 - Rapport à la CNESST, [L-1] 202
 - Rapport après examen médical, [L-1] 204
 - Rapport complémentaire, [L-1] 205.1, 212.1
 - Rapport différent de celui du professionnel de la santé traitant, [L-1] 205.1
 - Rapport final, [L-1] 203
 - Rapport sommaire, [L-1] 200
 - Transmission des rapports, [L-1] 206, 215
 - Transmission du dossier par l'établissement de santé, [L-1] 208
 - Défaut de répondre, [L-1] 208
- Produit à base de tabac**, [R-2.11] 3(3)
- Produit antiparasitaire**, voir aussi Produit dangereux
- Exclusion, [R-2.11] 3(5)
- Produit dangereux**, [L-2] 62.1, 62.2, voir aussi Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses, Matière dangereuse, Résidu dangereux, Substance dangereuse
- Affichage de donnée de sécurité, [R-2.11] 24, 25
 - Article manufacturé
 - Confidentialité des renseignements, voir Renseignements confidentiels
 - Contenant, [R-2.11] 1, 14, 15
 - Définition, [L-2] 1; [R-2.11] 1; [R-2.19] 71;
 - Demande d'exemption, [L-2] 62.8, 62.9, 62.18; [R-2.11] 18, 19(2), 26, 27
 - Appel, [L-2] 62.13, 62.15, 62.17
 - Organisme compétent, [L-2] 62.10, 62.11, 62.14, 62.16, 62.19
 - Rejet, [L-2] 62.12

Index analytique

Produit dangereux (*suite*)

- Demande de dérogation à l'obligation de divulguer des renseignements confidentiels, voir Renseignements confidentiels
- Divulgence d'information, [L-2] 62.17, 62.20
 - Demande de dérogation, voir Renseignements confidentiels
- En vrac, [R-2.11] 1
- Entreposage, [L-2] 62.1
- Étiquette, [L-2] 62.1; [R-2.11] 5, 6-15, 27, 30(1), 32;
 - Demande d'exemption, [L-2] 62.8; [R-2.11] 26, 27
 - Étiquette de l'employeur, [R-2.11] 6-15
 - Affiche, [R-2.11] 6, 11, 12, 14
 - Étiquette du lieu de travail, [R-2.11] 6, 8
 - Obligation d'étiquetage, [R-2.11] 4-6
 - Obligation linguistique, [R-2.11] 8
 - Remplacement, [R-2.11] 9-11
 - Transvasement de produits dangereux, [R-2.11] 12, 13
- Exclusion, [R-2.11] 3
- Exemption, [L-2] 62.7
 - Demande, voir Demande d'exemption
 - Disposition non applicable, [L-2] 62.21
 - Période de validité, [L-2] 62.12
- Fabrication, [L-2] 62.2
- Fiche de données de sécurité d'un produit dangereux, [L-2] 62.3; [R-2.11] 16-23
 - Demande d'exemption, [L-2] 62.8; [R-2.11] 18
 - Fiche de données de sécurité du lieu de travail, [R-2.11] 18, 19
 - Avis aux travailleurs, [R-2.11] 23
 - Conservation, [R-2.11] 20
 - Remplacement, [R-2.11] 22
 - Obligation, [R-2.11] 16, 17
- Information, [L-2] 62.1-62.21; [R-2.11], voir aussi Étiquette, Fiche de données de sécurité d'un produit dangereux
- Programme de formation et d'information, [L-2] 62.5; [R-2.11] 28-32
- Langue française, [L-2] 62.4
- Obligations de l'employeur, [L-2] 62.6
- Renseignements confidentiels, [L-2] 62.17, 62.20

Produit du tabac, [R-2.11] 3(3)

Produit en bois, [R-2.11] 3(9), voir aussi *Code de sécurité pour les travaux de construction*

Produit pharmaceutique, voir Médicament et produit pharmaceutique

Produit plombifère, voir Matière dangereuse

Professionnel de la santé, voir aussi Lésion professionnelle, Médecin, Procédure d'évaluation médicale, Réadaptation, Services de santé

- Accès au dossier d'un travailleur, [L-1] 39
- Assistance médicale, [L-1] 189(1)
- Définition, [L-1] 2
- Infraction et peine, [L-1] 462
- Liste des professionnels de la santé, [L-1] 205, 216
- Rapport à l'employeur, [L-1] 39
- Rapport complémentaire, [L-1] 205.1, 212.1
- Rémunération, [L-2] 110-111, 133-134

Programme d'activités

- Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail du secteur de la construction, [R-2.2] 1, 22(1), 28
- Définition, [R-2.3] 1
- Personne incarcérée considérée comme travailleur, [L-1] 12.1

Programme d'indemnités de réadaptation, voir Programme de stabilisation

Programme de formation et d'information, voir aussi Formation et information, Programme de prévention

- Comité de santé et de sécurité, [L-2] 62.5
- Mise à jour, [L-2] 62.5
- Obligations de l'employeur, [L-2] 62.5
- Produit dangereux, [L-2] 62.5; [R-2.11] 29-32
- Signaleur, [R-2.4] 5.2.2

Programme de formation et de recyclage, [R-1.10] 14, 15

Programme de formation professionnelle, [L-1] 172, voir aussi Réadaptation

Programme de prévention, [R-2.17], voir aussi Mesure de prévention, Réadaptation, Représentant à la prévention

- Comité de santé et de sécurité, [L-2] 86
- Contenu, [L-2] 59
- Élaboration, [L-2] 58, 198
- Incompatibilité, [L-2] 203

Programme de prévention (*suite*)

- Modification, [L-2] 60, 201
- Objectif, [L-2] 59, 199
- Obligations de l'employeur, [L-2] 58
- Programme de formation et d'information, [L-2] 62.5
- Programme de prévention propre à un chantier de construction, [R-2.17] 9, 10
- • Catégorie de chantiers, [R-2.17] 2, 9, ann. I
- • Contenu minimal, [R-2.17] 9
- • Modalités de transmission, [R-2.17] 10
- Programme de prévention propre à un établissement, [R-2.17] 4–8
- • Catégorie d'établissements, [R-2.17] 2, 4, 8, ann. I
- • Contenu minimal, [R-2.17] 5
- • Mise à jour annuelle, [R-2.17] 8
- • Modalités et délais de transmission, [R-2.17] 6–8
- • Obligations générales, [R-2.17] 4
- Transmission, [L-2] 60–61, 200

Programme de prévention des risques, voir
Programme de prévention

Programme de recyclage, [L-1] 168

Programme de santé, voir aussi Directeur de santé publique, Médecin, Professionnel de la santé, Services de santé

- Budget, [L-2] 110
- Contrat avec les régies régionales, [L-2] 109
- Contrat-type, [L-2] 107
- Élaboration, [L-2] 107, 109
- Entente avec le ministre de la Santé et des Services sociaux, [L-2] 107
- Entrée en vigueur, [L-2] 108
- Établissement, [L-2] 112–115
- • Contenu, [L-2] 113
- • Élaboration, [L-2] 112
- • Transmission, [L-2] 114
- Mise en application, [L-2] 109
- Rémunération du médecin, [L-2] 111
- Service de santé, [L-2] 115

Programme de sécurité au travail, voir
Programme de santé et sécurité au travail

Programme de stabilisation, [L-1] 570–570.2; [R-1.15]

- Admissibilité à l'assistance financière, [R-1.12] 3–7, 20

- • Durée, [R-1.12] 20
- • Extinction du droit, [R-1.12] 21
- • Stabilisation économique, [R-1.12] 4-7, 22(4), 34–36
- • • Conditions, [R-1.12] 4
- • • Extinction du droit, [R-1.12] 21
- • • Occupation d'un autre emploi, [R-1.12] 4(2), 5
- • • • Période prescrite, [R-1.12] 6
- • • Perte définitive du droit d'être admis, [R-1.12] 7
- • Stabilisation sociale, [R-1.12] 3, 20, 32, 33
- Application, [R-1.12] 1
- Bénéficiaire victime d'un nouvel événement, [R-1.12] 27–30
- • Stabilisation économique
- • • Aggravation subie par le bénéficiaire de la *Loi visant à favoriser le civisme*, [R-1.12] 30
- • • Aggravation subie par le bénéficiaire de la *Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement*, [R-1.12] 30
- • • Travailleur victime d'une lésion professionnelle, [R-1.12] 27
- • Stabilisation sociale
- • • Aggravation subie par le bénéficiaire de la *Loi visant à favoriser le civisme*, [R-1.12] 30
- • • Aggravation subie par le bénéficiaire de la *Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement*, [R-1.12] 30
- • • Travailleur ayant subi un préjudice au sens de la *Loi visant à favoriser le civisme*, [R-1.12] 28
- • • Travailleur victime d'un crime, [R-1.12] 28
- Calcul de l'assistance financière, [R-1.12] 8–19
- • Stabilisation économique, [R-1.12] 15–19
- • • Montant annuel (mode de calcul), [R-1.12] 15
- • • Revenu brut que le travailleur tire annuellement de l'emploi qu'il occupe pendant l'année, [R-1.12] 18, 19
- • • Revenu net du travailleur, [R-1.12] 15(1), 16

Index analytique

Programme de stabilisation (*suite*)

- Revenu net que le travailleur tire annuellement de l'emploi qu'il occupe pendant l'année, [R-1.12] 15(2), 17
- Table des indemnités de remplacement du revenu, [R-1.12] 17
- Stabilisation sociale, [R-1.12] 8–14
- Montant annuel (mode de calcul), [R-1.12] 8
- Revenu brut du travailleur, [R-1.12] 9
- Revalorisation, [R-1.12] 10–14
- Revenu net du travailleur, [R-1.12] 8(1), 9
- Table des indemnités de remplacement du revenu, [R-1.12] 9
- Disposition interprétative, [R-1.12] 2
- Dispositions transitoires, [R-1.12] 31–36
- Droit de bénéficier de l'assistance financière, *voir* Admissibilité à l'assistance financière
- Durée et paiement de l'assistance financière, [R-1.12] 20–26
- Avance, [R-1.12] 24
- Cessation d'occuper un emploi (obligation d'informer), [R-1.12] 25
- Décision ou jugement exécutoire ayant une incidence sur le droit ou le montant, [R-1.12] 22(2)
- Durée, [R-1.12] 20, 21
- Fréquence des versements, [R-1.12] 23
- Mauvaise foi du travailleur, [R-1.12] 22(3)
- Pouvoir de la CNESST de reconsidérer sa décision, [R-1.12] 22
- Suspension du paiement, [R-1.12] 26
- Trop-perçu, [R-1.12] 24
- Versement rétroactif, [R-1.12] 26
- Programme remplacé, [R-1.12] 31

Promotion de l'hygiène et de la sécurité au travail, *voir* Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Propriétaire

- Bâtiment
- Avis à l'inspecteur chargé de l'application de la *Loi sur la sécurité dans les édifices publics*, [R-2.1] 5

Protecteur, *voir* Code de sécurité pour les travaux de construction, Santé et sécurité au travail

Protection contre la chaleur, *voir* Travaux de fonderie

Protection contre la noyade, *voir* Santé et sécurité du travail (équipement de protection)

Protection contre les chutes, *voir* Code de sécurité pour les travaux de construction, Santé et sécurité au travail (équipement de protection)

Protection contre les dangers de l'électricité, *voir* Mine, Santé et sécurité au travail

Protection contre les véhicules en mouvement, *voir* Santé et sécurité au travail (équipement de protection)

Protection de la peau, *voir* Santé et sécurité au travail (équipement de protection)

Protection des voies respiratoires, *voir* Santé et sécurité au travail (équipement de protection)

Protection des yeux et du visage, *voir* Santé et sécurité au travail (équipement de protection)

Prothèse ou orthèse, *voir aussi* Lésion professionnelle

- Achat, ajustement, réparation et remplacement, [L-1] 198.1
- Assistance médicale, [L-1] 189(4)
- Indemnité de remplacement ou de réparation, [L-1] 113
- Indemnité pour les dommages causés, [L-1] 112(2)

Psychothérapie, [R-1.1] 1, 17.1-17.3

Puits (chantier de construction), *voir* Code de sécurité pour les travaux de construction

Puits (établissement industriel et commercial), *voir* Établissement industriel et commercial

Puits (mine), *voir* Mine

Pylône, *voir* Santé et sécurité au travail

Q

Qualité de l'air (chantier souterrain), *voir* Code de sécurité pour les travaux de construction

Qualité de l'air (mine), *voir* Mine

Qualité de l'air (santé et sécurité au travail), *voir* Santé et sécurité au travail

Qualité de l'eau (santé et sécurité au travail), voir Santé et sécurité au travail

Qualité du milieu de travail, voir Milieu de travail, Mine

R

Radiation dangereuse, voir Code de sécurité pour les travaux de construction, Santé et sécurité au travail

Radiation ultraviolette, voir Santé et sécurité au travail

Radiographie pulmonaire, voir Examen de santé pulmonaire (travailleur minier)

Rampe (chantier de construction), voir Code de sécurité pour les travaux de construction

Rapport de premiers secours, voir aussi Registre

- Conservation, [R-1.13] 15, 22
- Contenu, [R-1.13] 15, 22
- Obligation de l'infirmière ou de l'infirmier, [R-1.13] 22
- Obligations du secouriste, [R-1.13] 15

Rapport sur les situations comportant des risques, voir Santé et sécurité au travail

Ratés (manutention et usage des explosifs), voir Code de sécurité pour les travaux de construction, Mine

Rayonnement

- Définition, [L-2] 1

Rayonnement en infrarouge, voir Santé et sécurité au travail

Rayonnement ionisant et non ionisant, voir Santé et sécurité au travail, Substance dangereuse

Réadaptation, voir aussi Mesure de réadaptation avant la consolidation, Procédure d'évaluation médicale

- Adaptation à domicile, [L-1] 153
- Déménagement, [L-1] 154, 157
- Estimation préalable, [L-1] 154, 156
- Adaptation d'un poste de travail, [L-1] 176
- Adaptation du véhicule, [L-1] 155
- Estimation préalable, [L-1] 156
- Aide personnelle à domicile, [L-1] 158-164; [R-1.12]
- Cessation, [L-1] 162; [R-1.10] 10
- Conditions, [L-1] 158; [R-1.10] 1

- Conjoint du travailleur, [L-1] 159; [R-1.10] 2
- Contenu, [L-1] 159; [R-1.10] 2
- Évaluation, [R-1.12] 5, ann. 1
- Frais de garde d'enfants, [L-1] 164
- Fréquence des versements, [L-1] 163; [R-1.10] 6
- Mesures d'assistance, [R-1.12] 3
- Mesures de surveillance, [R-1.12] 4, ann. 1
- Montant, [L-1] 160; [R-1.10] 6, ann. 1
- Réajustement du montant, [L-1] 163; [R-1.10] 9
- Réévaluation, [L-1] 161; [R-1.10] 7-9, ann. 1
- Coûts assumés, 154, 157; [R-1.10]
- Droit à la réadaptation, [L-1] 145, voir aussi Mesure de réadaptation avant la consolidation
- Mesure de prévention, [L-1] 185
- Mesure de réadaptation, [L-1] 146, 147, 169, 170, 181, 183
- Plan individualisé, [L-1] 147
- Pouvoirs de la CNESST, [L-1] 145, LRQcA3.001 184
- Prestation, [L-1] 167.2
- Programme de formation professionnelle, [L-1] 172
- Programme de recyclage, [L-1] 168
- Réadaptation professionnelle, [L-1] 166-178
- Capacité à exercer un emploi, [L-1] 167.1, 167.2, 170.1, 170.4
- Mesures requises pour exercer un emploi convenable, [L-1] 170
- Collaboration de l'employeur, [L-1] 170.2, 170.4
- Contenu du programme, [L-1] 167
- Pouvoirs de la CNESST, [L-1] 170.4
- Réintégration du travailleur, [L-1] 170.3, 170.4
- Réadaptation sociale, [L-1] 151-165
- Contenu du programme, [L-1] 152
- Services professionnels, [L-1] 182
- Soutien en recherche d'emploi et d'accompagnement, [L-1] 167, 173, 174
- Travail non rémunérateur effectué dans le cadre de mesures de réadaptation
- Entente entre la Société de l'assurance automobile du Québec et la CNESST, [R-2.15] ann. 1

Index analytique

- Réadaptation (*suite*)
- Application de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*, [R-2.15] 1
 - Travaux d'entretien, [L-1] 165
- Réamorçage**, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*
- Recherche d'emploi**
- Soutien, [L-1] 167, 173–174
- Recherche en santé et sécurité au travail**, voir Santé et sécurité au travail
- Rechute**, voir Programme de stabilisation
- Récidive**, voir aussi Programme de stabilisation
- Récidive (commission d'une infraction)**, voir Infraction et peine
- Réclamation**, voir Recours
- Recompression thérapeutique**, voir aussi Santé et sécurité au travail
- Définition, [R-2.19] 312.1
- Recours**, voir aussi Prescription
- Lésion professionnelle, [L-1] 32
 - Grief, [L-1] 32
 - Plainte à la CNESST, [L-1] 32
 - Santé et sécurité au travail, [L-2] 227–228
 - Grief, [L-2] 227
 - Plainte à la CNESST, [L-2] 227
- Recours devant la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)**
- Compétence exclusive, [L-1] 252
 - Conciliation, [L-1] 254
 - Demande de contestation d'une réaffectation, [L-2] 37
 - Fardeau de la preuve, [L-1] 255
 - Ordonnance, [L-1] 256–257, 260–261
 - Délai d'exécution, [L-1] 263
 - Délai de la décision, [L-1] 262
 - Dépôt, [L-1] 264
 - Plainte, [L-1] 253; [L-2] 227–228
 - Délai et forme, [L-1] 253; [L-2] 227
 - Présomption, [L-1] 255
 - Révision et appel, [L-2] 36
- Recours devant le Tribunal administratif du travail**
- Accès au dossier de la CNESST, [L-3] 13
 - Acte introductif, [L-3] 11
 - Contenu, [L-3] 12
 - Copie, [L-3] 13
 - Affaires jointes, [L-3] 19
 - Audition, [L-3] 24, [L-3] 35
 - Absence, [L-3] 38
 - Avis, [L-3] 37
 - Dispositions applicables, [L-3] 43
 - Documents, [L-3] 39
 - Interrogatoire du témoin, [L-3] 39
 - Poursuite, [L-3] 42
 - Séance, [L-3] 36
 - Conciliation
 - Accord, [L-3] 21, [L-3] 23
 - Confidentialité, [L-3] 25
 - Preuve, [L-3] 22
 - Conférence préparatoire, [L-3] 26
 - Objet, [L-3] 27
 - Procès-verbal, [L-3] 28
 - Copie d'une procédure, [L-3] 13
 - Décision, [L-3] 44, [L-3] 47
 - Délai, [L-3] 45–46
 - Exécution, [L-3] 51
 - Notification, [L-3] 47
 - Rectification d'une erreur, [L-3] 48
 - Révision ou révocation, [L-3] 49
 - Requête, [L-3] 50
 - Sans appel, [L-3] 51
 - Décision de la Commission
 - Contestation, [L-1] 360, [L-1] 361
 - Instruction, [L-3] 29
 - Urgente ou prioritaire, [L-3] 31
 - Intervention, [L-1] 329
 - Notification des actes de procédure, [L-3] 17
 - Outrage au tribunal, [L-3] 51
 - Prolongation du délai, [L-3] 15
 - Rapport d'enquête, [L-3] 34
 - Récusation, [L-3] 32–33
 - Règles applicables, [L-3] 16
 - Représentation, [L-3] 20
 - Révision d'une décision, [L-1] 359, 359.1, [L-1] [L-1] 361, 362, 363, 570.1
 - Suspension de l'instance, [L-3] 18
 - Témoin à l'audience, [L-3] 39
 - Indemnité, [L-3] 40
 - Vice de forme ou irrégularité, [L-3] 14
 - Visite des lieux, [L-3] 41

Recouvrement des prestations

- Certificat d'exigibilité, [L-1] 435
- • Dépôt au greffe d'un tribunal, [L-1] 436
- Compensation, [L-1] 434
- Débiteur en défaut, [L-1] 435
- Décision exécutoire, [L-1] 436
- Délai de recouvrement, [L-1] 431–432
- Exigibilité de la dette, [L-1] 433
- Mise en demeure, [L-1] 432
- Remboursement du bénéficiaire ou du travailleur victime d'une lésion professionnelle, [L-1] 430
- Remise de dette, [L-1] 437

Refus de fournir des renseignements

- Infraction, [L-2] 235

Refus de travailler, voir Droit de refus**Régie de l'assurance maladie du Québec,**

voir aussi Professionnel de la santé, Services de santé

- Assistance médicale
- Équipement adapté, [L-1] 198.1
- Refus de paiement, [L-1] 207
- Remboursement par la CNESST, [L-1] 197-198; [L-2] 247
- Rémunération des professionnels de la santé, [L-1] 196; [L-2] 111
- Renseignements à la CNESST, [L-1] 42

Régie des rentes du Québec

- Entente avec la CNESST, [L-1] 42.1; [L-2] 174.1
- Rente d'invalidité, [L-1] 144

Régime d'assurances**Régime de retraite, voir aussi** Pension de retraite

- Cotisation, [L-1] 116
- Participation du travailleur invalide, [L-1] 116

Région frontalière

- Définition, [R-1.1] 1

Registre

- Accès, [L-1] 179
- Consultation, [L-1] 280, 296; [L-2] 52
- Mine, [R-2.20] 27, 87, 89, 103, 103.1, 108.2, 142.2, 214, 344, 345, 347, 355, 360, 366, 370, 376, 397, 412, 437, 453.2, 476.1
- Plongée, [R-2.19] 312.11, 312.32, 312.34
- Poste de travail, [L-2] 52

- Premiers soins, [L-1] 280; [R-1.13] 17, 24
- • Accessibilité des informations au travailleur, [R-1.13] 16, 23
- • Rapport de premiers secours, [R-1.13] 15, 22
- Registre des accidents, [L-1] 280
- Registre des salaires, [L-1] 296
- Travail dans un espace clos
- • Registre des relevés, [R-2.19] 307
- Travaux dans l'air sous-pression
- • Durée du travail, période de décompression et période de repos, [R-2.4] 9.2.10
- • Examen médical, [R-2.4] 9.8.5a)
- • Maladie attribuable à la décompression ou autres maladies, [R-2.4] 9.8.5b)

Règlement

- Définition, [L-2] 1

Règlement sur les abordages, [R-2.19] 312.26

Règlement sur les ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques, petits monte-charge, trottoirs roulants, plates-formes monte-matériaux et appareils élévateurs pour personnes handicapées, [R-2.20] 367

Règlement sur les ascenseurs, monte-charge, petits monte-charge, escaliers roulants et tapis roulants, [R-2.17] 5 al. 1(1)a), 9 al. 1(1)a)

Règlement sur l'assistance médicale, [R-1.1]; [R-1.10] 3

Règlement sur l'Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail du secteur de la construction, [R-2.2]

- Définitions, [R-2.2] 1

Règlement sur les associations sectorielles paritaires de santé et de sécurité du travail, [R-2.3]

Règlement sur l'assurance-chômage, [R-1.12] 6

Règlement sur le barème des dommages corporels, [R-1.2]

Règlement sur les bouées privées, [R-2.19] 312.26

Règlement sur les casques protecteurs pour motocycliste et motoneigiste, [R-2.4] 3.10.2.1; [R-2.20] 214.1(7)a)

Règlement sur le certificat médical des ouvriers, [R-2.4] 2; [R-2.17] 5 al. 1(2)a), 9 al. 1(2)a)

Index analytique

- Règlement sur les chantiers maritimes**, [R-2.17] 5 al. 1(1)n, 9 al. 1(1)n
- Règlement sur la classification des employeurs**, [L-1] 580
- Règlement sur l'application d'un Code du bâtiment**, [R-2.1]
- Règlement sur les comités de santé et de sécurité du travail**, [R-2.4]
- Règlement sur les conditions sanitaires des campements industriels ou autres**, [R-2.17] 5 al. 1(4)a, 9 al. 1(4)a; [R-2.19] 160
- Règlement sur la coupe de la glace**, [R-2.17] 5 al. 1(1)e, 9 al. 1(1)e
- Règlement sur les déchets solides**, [R-2.17] 5 al. 1(4)c, 9 al. 1(4)c
- Règlement sur la détermination du taux d'intérêt applicable aux fins des articles 60, 90, 135, 261 et 364 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles**, [R-1.4]
- Règlement sur les eaux embouteillées**, [R-2.19] 148
- Règlement sur les eaux souterraines**, [R-2.17] 5 al. 1(2)b, 9 al. 1(2)b
- Règlement sur les établissements industriels**, [R-2.17] 5 al. 1(4)b, 9 al. 1(4)b
- Règlement sur les établissements industriels et commerciaux**, [R-2.4]; [R-2.17] 5 al. 1(1)f, 9 al. 1(1)f
- Champ d'application, [R-2.4] 2.3
 - Définitions, [R-2.4] 1.1
 - Disposition transitoire, [R-2.4] 2.3.2
- Règlement sur l'étalement des coffrages à béton**, [R-2.17] 5 al. 1(1)g, 9 al. 1(1)g
- Règlement sur les examens de santé pulmonaire des travailleurs des mines**, [R-2.4]
- Champ d'application, [R-2.4] 2
 - Définitions, [R-2.4] 1
 - Droit non restreint d'un employeur, [R-2.4] 16
 - Objet, [R-2.4] 2
- Règlement d'application de la Loi sur les explosifs**, [R-2.4] 4.4.2
- Règlement sur le financement**, [R-1.5]
- Définitions, [R-1.5] 2, 43, 72, 84, 118, 131, 141, 154, 196, 212
 - Objet, [R-1.5] 1
- Règlement sur les frais de déplacement et de séjour**, [R-1.10]
- Règlement sur le gaz et la sécurité publique**, [R-2.20] 142.1
- Règlement sur l'information concernant les produits dangereux**, [R-2.4] 3.16.10(1)
- Application, [R-2.11] 1–3
 - Définitions, [R-2.11] 1
- Règlement sur la manutention et l'usage des explosifs**, [R-2.17] 5 al. 1(1)h, 9 al. 1(1)h
- Règlement sur la mise en œuvre de l'entente relative à tout programme du ministère de la Santé et des Services sociaux**, [R-2.13]
- Règlement sur la mise en œuvre de l'entente relative au travail effectué dans le cadre de mesures de réadaptation arrêtées par la Société de l'assurance automobile du Québec**, [R-2.15]
- Règlement sur la mise en œuvre de l'entente relative aux programmes de la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre**, [R-2.15]
- Règlement sur la nomination des membres du comité d'experts médicaux**, [L-1] 575
- Règlement sur les normes minimales de premiers secours et de premiers soins**, [R-2.19] 312.38, 362
- Affichage, [R-1.13] 13, 14
 - Catégories d'établissement et de chantiers de construction, [R-1.13] ann. 1
 - Communication avec les services de premiers soins, [R-1.13] 12
 - Dispositions transitoires et finales, [R-1.13] 25
 - Financement, [R-1.13] 18, 19
 - Infirmière, infirmier et local, [R-1.13] 20–24
 - Interprétation et champ d'application, [R-1.13] 1, 2
 - Local à l'usage du secouriste, [R-1.13] 11
 - Normes minimales des véhicules de premiers soins, [R-1.13] ann. 2
 - Programme de formation du préposé au véhicule de premiers soins, [R-1.13] ann. 3
 - Registre, [R-1.13] 15–17
 - Secouristes et trousse dans un établissement, [R-1.13] 3–6
 - Secouristes et trousse sur un chantier de construction, [R-1.13] 7–9

- Règlement sur les normes du travail**, [L-1] 6; [R-1.12] 2
- Règlement sur les normes et barèmes de l'aide personnelle à domicile**, [R-1.12]
- Règlement sur la nouvelle détermination de la classification, de la cotisation d'un employeur et de l'imputation du coût des prestations**, [L-1] 317
- Objet, [L-1] 317
- Règlement sur les pompes à béton et les mâts de distribution**, [R-2.16]
- Champ d'application, [R-2.16] 1
 - Définitions, [R-2.16] 2
 - Objet, [R-2.16] 1
- Règlement sur les postes d'appareils de sauvetage dans les mines**, [R-2.17] 5 al. 1(2)c), 9 al. 1(2)c)
- Règlement sur les pourcentages applicables aux fins de fixer la cotisation des employeurs tenus personnellement au paiement des prestations pour l'année 2025**, [R-1.11]
- Objet, [R-1.11] 1
- Règlement sur les produits dangereux**, [R-2.4] 3.23.13; [R-2.11] 4–6, 11, 12, 17, 18, 23, 27
- Règlement sur le programme de prévention**, [R-2.17]
- Catégories d'établissement et de chantiers de construction, [R-2.17] 2, ann. I
 - Interprétation, [R-2.17] 1
- Règlement sur les programmes de stabilisation sociale et de stabilisation économique**, [R-1.12]
- Application, [R-1.12] 1
 - Dispositions transitoires, [R-1.12] 31–36
 - Interprétation, [R-1.12] 2
 - Programme de stabilisation remplacé, [R-1.12] 31
- Règlement d'application de la Loi sur la protection de la santé publique**, [R-2.17] 5 al. 1(3), 9 al. 1(3)
- Règlement sur la protection des ouvriers travaillant avec de l'air comprimé**, [R-2.17] 5 al. 1(1)i), 9 al. 1(1)i)
- Règlement sur la qualification professionnelle des entrepreneurs en construction et des constructeurs-propriétaires**, [R-2.4] 2.4.2
- Règlement sur la qualité du milieu de travail**, [R-2.17] 5 al. 1(4)d), 9 al. 1(4)d)
- Règlement sur la régie interne de la Commission de la santé et de la sécurité du travail**, [R-2.19]
- Règlement sur la rémunération des membres d'un bureau de révision**, [R-2.22]
- Règlement sur le représentant à la prévention dans un établissement**, [R-2.18]
- Règlement sur la salubrité et la sécurité du travail dans les mines et carrières**, [R-2.17] 5 al. 1(2)d), 9 al. 1(2)d)
- Règlement sur la santé et la sécurité dans les travaux d'aménagement forestier**, [R-1.13] 3; [R-2.17] 5 al. 1(1)l), 9 al. 1(1)l); [R-2.19] 332; [R-2.23], voir aussi Travaux forestiers
- Champ d'application, [R-2.23] 2
 - Définitions, [R-2.23] 1
- Règlement sur la santé et la sécurité du travail**, [R-2.4] 2.10.8, 3.10.17, 3.21.2, 3.21.3, 3.23.16(4), (12), 8.3.1, 8.6.2; [R-2.19]; [R-2.20] 102(1)b), 403 al. 1(2); [R-2.21] 9
- Champ d'application, [R-2.19] 2
 - Définitions, [R-2.19] 1
- Règlement sur la santé et la sécurité du travail dans les mines**, [R-2.19] 291; [R-2.20]
- Champ d'application, [R-2.20] 2
 - Définitions, [R-2.20] 1
 - Dispositions applicables à une mine, [R-2.20] 538
- Règlement sur la sécurité dans les édifices publics**, [R-2.4] 4.1.1
- Règlement sur la sécurité et l'hygiène dans les travaux de fonderie**, [R-2.17] 5 al. 1(1)j), 9 al. 1(1)j); [R-2.21]
- Champ d'application, [R-2.21] 2–6
 - Chef de l'établissement responsable de l'application du règlement, [R-2.21] 7
 - Définitions, [R-2.21] 1
 - Nature, dimension et arrangement des matériaux et dispositifs, [R-2.21] 5
- Règlement sur les normes du travail**, [L-1] 80
- Règlement sur les services de premiers secours**, [R-2.17] 5 al. 1(7), 9 al. 1(7)
- Règlement sur les services de santé au travail**, [R-2.22]

Index analytique

- Règlement sur la table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 2025**, [R-1.14]
- Règlement sur la table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2025**, [R-1.15]
- Règlement sur le transport des matières dangereuses**, [R-2.11] 6
- Règlement sur les travaux effectués dans le voisinage des lignes électriques**, [R-2.17] 5 al. 1(1k), 9 al. 1(1k)
- Règlement sur l'utilisation des pistolets de scellement**, [R-2.17] 5 al. 1(1m), 9 al. 1(1m)
- Règles de classification des employeurs**, voir *Classification des employeurs*
- Règles sur les frais de déplacement des fonctionnaires**, [R-1.10] 22
- Règles sur les frais de déplacement des personnes engagées à honoraires**, [R-2.22] 6
- Règles de sécurité en soudage, coupage et procédés connexes**, [R-2.19] 312.29
- Renseignement confidentiel**, voir *Confidentialité*
- Rente d'invalidité**, [R-1.12] 8(2)
- Date de la demande, [L-1] 42.1 al. 2a)
 - Détermination des montants, [L-1] 42.1 al. 2c)
 - Identification des cotisants, [L-1] 42.1 al. 2b), b.1), d)
- Rente de retraite**, [L-1] 42.1, 144
- Rente pour incapacité permanente**, [L-1] 554
- Rente pour incapacité totale**, [L-1] 448, 451
- Renvoi**, [L-1] 477, 505; [L-2] 333
- Représailles**
- Interdiction, [L-2] 30, 81, 97
- Représentant en santé et en sécurité**, [R-2.18], voir aussi *Programme de prévention*
- Absence du travail, [L-2] 91–93, 211–212
 - Avis, [L-2] 88
 - Chantier de construction, [L-2] 209–215
 - Dispositions applicables, [L-2] 213, 215
 - Collaboration de l'employeur, [L-2] 94
 - Contestation d'une réaffectation, [L-2] 37
 - Révision, [L-2] 37.1
 - Cours de formation, [L-2] 91, 211
 - Frais d'inscription, [L-2] 91, 211; [R-2.18] 4
 - Définition, [L-2] 1, 194(3)
 - Désignation, [L-2] 87-89, 209
 - Existence d'un comité de santé et de sécurité dans un établissement, [R-2.18] 3
 - Droit de refus, [L-2] 16
 - Établissement exempté, [R-2.18] 1
 - Fonctions, [L-2] 29, 90, 210
 - Exercice abusif, [L-2] 31, 97
 - Instruments ou appareils nécessaires à l'exercice des fonctions, [L-2] 95; [R-2.18] 5–8
 - Présomption de travail, [L-2] 96, 214
 - Temps minimal consacré à l'exercice de certaines de ses fonctions, [R-2.18] 2, ann. 1
 - Frais de déplacement et de séjour, [R-2.18] 4
 - Programme de prévention
 - Participation, [L-2] 211
 - Sanction interdite, [L-2] 31, 97
- Représentant patronal**
- Droits, [L-2] 11
 - Obligations, [L-2] 7, 8
 - Statut de non-travailleur, [L-2] 1
- Réseau d'extincteurs automatiques**, voir *Extincteur automatique ou libre*
- Réseau de canalisation**, voir *Pétrole et gaz, Santé et sécurité au travail*
- Réservoir sous pression**, voir *Santé et sécurité au travail*
- Résidu dangereux**, voir aussi *Produit dangereux*
- Définition, [R-2.11] 1
- Responsabilité civile**, voir aussi *Lésion professionnelle, Recours devant la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail*
- Action contre un employeur, [L-1] 441
 - Action non permise, [L-1] 438–439
 - Action permise, [L-1] 441
 - Immunité, [L-1] 441
 - Interruption de la prescription, [L-1] 447
 - Option et avis à la CNESST, [L-1] 443
 - Perception d'une somme inférieure, [L-1] 444

- Responsabilité civile (*suite*)
- • Réclamation de la différence, [L-1] 444
 - Professionnel de la santé, [L-1] 442
 - Recouvrement, [L-1] 445
 - Renonciation, [L-1] 443
 - Subrogation, [L-1] 446

Ressource de type familial

- Définition, [L-1] 2
- Inscription à la CNESST, [L-1] 18

Ressource intermédiaire

- Définition, [L-1] 2
- Inscription à la CNESST, [L-1] 18

Retour au travail, voir Droit au retour au travail

Retrait préventif de la travailleuse enceinte

- Avantages liés à l'emploi, [L-2] 43
- Certificat médical, [L-2] 40
- Cessation de travail, [L-2] 41
- Droit, [L-2] 40
- Indemnité de remplacement du revenu, [L-2] 44
- • Imputation du coût, [L-2] 45
- • Montant irrécouvrable, [L-2] 44
- • Paiement temporaire, [L-2] 44
- Réaffectation, [L-2] 40
- • Contestation, [L-2] 42
- Réintégration, [L-2] 43
- Travailleuse allaitante, [L-2] 46–48
- • Certificat, [L-2] 46
- • Cessation de travail, [L-2] 47
- • Dispositions applicables, [L-2] 48

Retrait préventif du travailleur exposé à un contaminant

- Avantages liés à l'emploi, [L-2] 38, 39
- Certificat prescrit par la Commission, [L-2] 32, [L-2] 33, [L-2] 40, [L-2] 40.1, [L-2] 46
- Cessation de travail, [L-2] 35
- Comité de santé et de sécurité, [L-2] 37
- Droit, [L-2] 32
- Indemnité de remplacement du revenu, [L-2] 36
- Protocoles établis par le Directeur national de santé publique, [L-2] 48.1
- Réaffectation, [L-2] 32, 35
- Recours au Tribunal administratif du travail, [L-2] 36, 37.1–37.3
- Réintégration, [L-2] 35, 38

- Rémunération, [L-2] 36

Retraite, voir Âge de la retraite, Pension de retraite, Régime de retraite, Rente de retraite

Risque professionnel

- Définition, [R-2.4] 1.1(24)

S

Sablière, [R-2.4] 1; [R-2.20] 1, *voir aussi* Mine

Saisie sur ordinateur, voir Ordinateur

Salaire

- Déclaration, [L-1] 290, 294.1
- Registre, [L-1] 296

Salaire brut, [L-1] 62, 289, 289.1

Salaire minimum

- Accidents du travail et maladies professionnelles, [L-1] 6

Salle à manger, voir Santé et sécurité au travail

Salle de toilette, voir Santé et sécurité au travail

Salle de vestiaires, voir Code de sécurité pour les travaux de construction, Santé et sécurité au travail

Santé et sécurité au travail, [R-2.19], *voir aussi* Accident du travail, Agent de santé et de sécurité, Danger, Droit de refus, Inspection en matière de santé et de sécurité du travail, Lésion professionnelle, Maladie professionnelle, Programme de santé et de sécurité au travail, Représentant en matière de santé et de sécurité, Retrait préventif de la travailleuse enceinte, Retrait préventif du travailleur exposé à un contaminant, Services de santé

- Acoustique, *voir* Bruit
- Activité de plongée, *voir* Plongée
- Aération, *voir* Hygiène
- Aire commune, *voir* Installation commune
- Ambiance thermique, [R-2.19] 116-120
- • Exception, [R-2.19] 118
- • Humidité relative, [R-2.19] 119
- • Mesure de l'humidité, [R-2.19] 120
- • Normes de température dans les établissements, [R-2.19] 117, ann. IV
- • Poste de travail fixe, [R-2.19] 117
- • Salle à manger, [R-2.19] 118
- • Température, [R-2.19] 116

Index analytique

- Santé et sécurité au travail (*suite*)
- Aménagement des lieux, [R-2.19] 6–33
 - Accès au poste de travail, [R-2.19] 21
 - Barricade ou barrière, [R-2.19] 323.1
 - Cours, [R-2.19] 8
 - Disposition des machines, [R-2.19] 19
 - Échafaudage, [R-2.19] 32, 33
 - Échaufadage volant, [R-2.19] 31.1
 - Échelle, [R-2.19] 30
 - Échelle fixe, [R-2.19] 23, 24
 - Échelle portative, [R-2.19] 25-27
 - Escabeau, [R-2.19] 25, 28–30
 - Escalier de service, [R-2.19] 22
 - Exception, [R-2.19] 21, 24, 25
 - Garde-corps, [R-2.19] 12, 33.3
 - Exception, [R-2.19] 33.4
 - Ligne d'avertissement, [R-2.19] 33.5, 323.1, 354.1
 - Nettoyage, [R-2.19] 17
 - Ouvertures verticales, [R-2.19] 10
 - Passages, [R-2.19] 6
 - Passerelle, [R-2.19] 31
 - Plancher, [R-2.19] 14
 - Plate-forme, [R-2.19] 29
 - Plate-forme fixe, [R-2.19] 31
 - Poste de travail, [R-2.19] 16
 - Rampe, [R-2.19] 22.1
 - Récipient pour déchets, [R-2.19] 18
 - Signalisation des voies, [R-2.19] 7
 - Voies d'accès, [R-2.19] 6
 - Voies de circulation, [R-2.19] 15
 - Voies de guidage des machines, [R-2.19] 20
 - Amosite, [R-2.19] 39.1
 - Antenne, *voir* Ouvrage permanent
 - Appareil de levage, *voir* Manutention et transport de matériel
 - Appareil de manutention, *voir* Manutention des matériaux
 - Appareil de protection respiratoire, [R-2.19] 41.1, 45-48
 -
 - Bâtiment, *voir* Ouvrage permanent
 - Bruit, [R-2.19] 130–141.5
 - Affichage, [R-2.19] 141.3, [R-2.19] 141.4
 - Élimination ou réduction du bruit à la source, [R-2.19] 135
 - Mesurage, [R-2.19] 138, [R-2.19] 139, [R-2.19] 140
 - Obligations de l'employeur, [R-2.19] 132
 - Protecteur auditif, [R-2.19] 141, [R-2.19] 141.1
 - Formation, [R-2.19] 141.2
 - Zone où le port est requis, [R-2.19] 141.3
 - Réduction du temps d'exposition quotidienne, [R-2.19] 136, [R-2.19] 137
 - Registre, [R-2.19] 141.5
 - Valeurs limites d'exposition, [R-2.19] 131
 - Dépassement, [R-2.19] 133, [R-2.19] 134
 - Cadenassage, [R-2.19] 188.1–188.13
 - Casque de sécurité, *voir* Équipement de protection individuel ou collectif
 - Champ d'application de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail*, [L-2] 2-8.1
 - Chauffage, [R-2.19] 113–115, *voir aussi* Chaudière, réservoir sous pression et réseau de canalisations sous pression
 - Chauffage à l'infrarouge, [R-2.19] 114
 - Produits de combustion, [R-2.19] 113
 - Système générateur d'air chaud d'appoint, [R-2.19] 115
 - Collaboration avec d'autres intervenants, [L-2] 51(14), 94
 - Conditions de santé déficientes, [L-2] 123
 - Contrainte thermique, [R-2.19] 121–124
 - Évaluation, [R-2.19] 121–124, ann. V
 - Évaluation de la charge de travail et valeurs moyennes de métabolisme pour différentes activités, [R-2.19] ann. V (tableau 2)
 - Valeurs limites admissibles d'exposition à la chaleur en Celsius, [R-2.19] ann. V (tableau 1)
 - Indice supérieur à la courbe de travail contigu, [R-2.19] 123
 - Mesure obligatoire, [R-2.19] 121
 - Mesures particulières, [R-2.19] 124
 - Méthode, [R-2.19] 122
 - Contrôle des énergies, [R-2.19] 188.1–188.13
 - Convoyeur, *voir* Manutention et transport du matériel
 - Coupage, *voir* Soudage et coupage
 - Courroie, *voir* Machine

- Santé et sécurité au travail (*suite*)
 - Crocidolite, [R-2.19] 39.1
 - Danger de l'électricité, *voir* Protection contre les dangers de l'électricité
 - Déchet, *voir* Hygiène
 - Dispositif de commande, *voir* Machine
 - Dispositif de protection, *voir* Machine
 - Dispositions applicables dans la construction, [L-2] 195
 - Dispositions d'ordre public, [L-2] 4
 - Dispositions générales, [L-2] 2-8.1
 - Dispositions plus avantageuses, [L-2] 4
 - Douche, *voir* Hygiène
 - Eau potable, *voir* Hygiène, Qualité de l'eau
 - Eaux embouteillées, *voir* Qualité de l'eau
 - Éclairage, [R-2.19] 125–129
 - • Exception, [R-2.19] 127, 129
 - • , [R-2.19] 126
 - • Niveaux d'éclairage dans les établissements, [R-2.19] 125, ann. VI
 - • Salle à manger, [R-2.19] 127
 - • Salle de toilette, [R-2.19] 128
 - Électricité, *voir* Protection contre les dangers de l'électricité
 - Élimination des risques, [L-2] 51(3), (5)
 - Empilage du matériel, [R-2.19] 288–290
 - • Distance entre une pile et une tête d'extincteur automatique, [R-2.19] 288
 - • Piles de matériel, [R-2.19] 288
 - • Résistance des parois, [R-2.19] 289
 - • Stabilité de la pile, [R-2.19] 290
 - Engin élévateur à nacelle, *voir* Manutention et transport du matériel
 - Entretien des matériaux, *voir* Manutention des matériaux
 - Entretien des véhicules, [R-2.19] 333–337
 - • Accès aux fosses, [R-2.19] 335.1
 - • Affiche de sécurité, [R-2.19] 336
 - • Cage de retenue pour pneu, [R-2.19] 337
 - • Fosse
 - • • Accès, [R-2.19] 335.1
 - • • De garage, [R-2.19] 334
 - • • Inutilisée, [R-2.19] 335.2
 - • • Protection des travailleurs, [R-2.19] 335
 - • Pont et plate-forme élévatrice, [R-2.19] 333
 - Entreposage des matériaux, *voir* Manutention des matériaux
 - Équipement
 - • Poussière combustible, [R-2.19] 57
 - Équipement de protection, [L-2] 51(1), (11)
 - • Casque de sécurité contre l'impact vertical, [R-2.19] 341
 - • Casque de sécurité contre les impacts verticaux et latéraux, [R-2.19] 342
 - • Ceinture de sécurité, [R-2.19] 350
 - • Chaussure de protection, [R-2.19] 344
 - • Cordon d'assurance verticale, [R-2.19] 349
 - • Dispositif de protection contre les chutes, [R-2.19] 33.2, 347-349.1
 - • • Liaison d'arrêt de chute, [R-2.19] 348
 - • Échafaudage volant, [R-2.19] 31.1
 - • Filet de sécurité, [R-2.19] 353, 354
 - • Harnais de sécurité, [R-2.19] 347-349.1
 - • Mesures de sécurité, [R-2.19] 340
 - • Mousqueton, [R-2.19] 348(5)
 - • Obligations de l'employeur, [R-2.19] 338
 - • Obligations du travailleur, [R-2.19] 339
 - • Point d'attache, [R-2.19] 348
 - • Protection des autres parties du corps, [R-2.19] 345
 - • Protection des yeux et du visage, [R-2.19]
 - • • Équipement de protection respiratoire, *voir* Appareil de protection respiratoire
 - Ergonomie, *voir* Mesure ergonomique particulière
 - Espace clos, *voir* Travail dans un espace clos
 - Établissement, [L-2] 54
 - État de fonctionnement des équipements, [R-2.19] 5
 - Examen de santé, [L-2] 51(12), 53(3)
 - Explosif (manutention et usage), *voir* Manutention et usage des explosifs
 - Garage d'entretien de véhicules, *voir* Entretien des véhicules
 - Gaz inflammable, *voir* Vapeur ou gaz inflammable
 - Grue mobile, *voir* Manutention des matériaux, Manutention et transport de matériel
 - Infraction et peine, [L-2] 237
 - • Amende
 - • • Revalorisation annuelle, [L-2] 237.1
 - • Ordonnance de la CNESST, [L-2] 238

Index analytique

- Santé et sécurité au travail (*suite*)
 - • Récidive, [L-2] 237
 - Installation commune, [R-2.19] 152–160, *voir aussi* Hygiène
 - • Abri chauffé, [R-2.19] 157
 - • Campement, [R-2.19] 158
 - • • Définition de « campement », [R-2.19] 160
 - • Définition de « désinfecté », [R-2.19] 152
 - • Entretien, [R-2.19] 156
 - • Exception, [R-2.19] 153
 - • Moyens de transport, [R-2.19] 159
 - • Salle à manger, [R-2.19] 153
 - • • Ambiance thermique, [R-2.19] 118
 - • • Éclairage, [R-2.19] 127
 - • • Ventilation, [R-2.19] 112
 - • Salle de vestiaires, [R-2.19] 154
 - • • Entretien, [R-2.19] 156
 - • • Ventilation, [R-2.19] 111
 - Installation de premiers soins, *voir* Premiers soins
 - Installation sanitaire, [R-2.19] 161–165
 - • Accessoire, fonctionnement et entretien, [R-2.19] 164
 - • Aménagement et entretien, [R-2.19] 165
 - • Application, [R-2.19] 161
 - • Éclairage, [R-2.19] 128
 - • Lavabo, [R-2.19] 162
 - • Normes applicables, [R-2.19] 161, ann. IX
 - • Produits destinés à assurer l'hygiène, [R-2.19] 163
 - • Ventilation, [R-2.19] 111
 - Journée commémorative des personnes décédées ou blessées au travail, [L-2.2] 1
 - Logement sur place, *voir* Hygiène
 - Machine, [R-2.19] 172–226
 - • Dispositif de commande, [R-2.19] 189–193
 - • • Arrêt d'urgence, [R-2.19] 192
 - • • Avertisseur, [R-2.19] 191
 - • • Conception, installation et entretien, [R-2.19] 189
 - • • Dispositif de mise en marche et d'arrêt, [R-2.19] 190
 - • • Groupe de machines, [R-2.19] 193
 - • Machine à meuler, [R-2.19] 197
 - • • Machine à travailler le bois et scie utilisée à diverses fins, [R-2.19] 207–214
 - • • • Accessoires, [R-2.19] 213
 - • • • Couteau diviseur, [R-2.19] 212
 - • • • Guides et règles, [R-2.19] 211
 - • • • Interdiction, [R-2.19] 209
 - • • • Lame de scie, [R-2.19] 209, 210
 - • • • Mesures de sécurité, [R-2.19] 210
 - • • • Outil tranchant, [R-2.19] 234
 - • • • Raboteuse, [R-2.19] 214
 - • • • Recul des pièces, [R-2.19] 214
 - • • • Scie à refendre, [R-2.19] 211, 212, 214
 - • • • • Scie à ruban, [R-2.19] 207
 - • • • • Scie circulaire, [R-2.19] 208, 212, 214
 - • • • • Scie de travers, [R-2.19] 211, 212
 - • Meule, [R-2.19] 198–200
 - • • Entreposage, [R-2.19] 199
 - • • Installation et utilisation, [R-2.19] 200
 - • • Montage d'une meule plate, [R-2.19] 198
 - • • • Touret à meuler, [R-2.19] 206
 - • Poulie et courroie, [R-2.19] 194–196
 - • • Interdiction d'utilisation, [R-2.19] 194
 - • • Mécanisme d'embrayage, [R-2.19] 196
 - • • • Mesure de sécurité, [R-2.19] 195
 - Poussière combustible, [R-2.19] 57
 - Presse, [R-2.19] 215–222
 - • Circuits auxiliaires, [R-2.19] 218
 - • Commande bimanuelle, [R-2.19] 222
 - • Détecteur de pression, [R-2.19] 221
 - • Dispositif antirépétiteur, [R-2.19] 222
 - • Dispositif de sectionnement, [R-2.19] 216
 - • • Dispositions applicables, [R-2.19] 215
 - • • Manomètre, [R-2.19] 220
 - • • Mise en marche, [R-2.19] 217
 - • • Protection de la pédale, [R-2.19] 219
 - • • Soupape de purge, [R-2.19] 220
 - • Presse à embrayage à friction
 - • • Mesures de sécurité, [R-2.19] 226
 - • Presse à embrayage positif, [R-2.19] 223–225
 - • • Mécanisme à simple effet, [R-2.19] 223
 - • • Prévention des prédéclenchements, [R-2.19] 225

- Santé et sécurité au travail (*suite*)
- Tige ou guide pour ressort, [R-2.19] 224
 - Protecteur et dispositif de protection, [R-2.19] 172–188, 189.1
 - Attributs, [R-2.19] 187
 - Cadenassage, [R-2.19] 188.1-188.13
 - Commande bimanuelle, [R-2.19] 180
 - Commande bimanuelle multiple, [R-2.19] 181
 - Contrôle de la zone dangereuse, [R-2.19] 182
 - Définition de « protecteur », [R-2.19] 172
 - Définition de « zone dangereuse », [R-2.19] 172
 - Dispositif de protection contre les chutes, [R-2.19] 264
 - Dispositif sensible, [R-2.19] 179
 - Dispositions applicables, [R-2.19] 173
 - Mesures de sécurité équivalentes, [R-2.19] 183
 - Mise en place, [R-2.19] 184
 - Outil portatif à moteur, [R-2.19] 239
 - Pièce de rechange, [R-2.19] 188
 - Protecteur à enclenchement, [R-2.19] 176
 - Protecteur à fermeture automatique, [R-2.19] 177
 - Protecteur à interverrouillage, [R-2.19] 175
 - Protecteur facial, [R-2.19] 343
 - Protecteur fixe, [R-2.19] 174
 - Protecteur oculaire, [R-2.19] 343
 - Protecteur pour les autres parties du corps, [R-2.19] 345
 - Protecteur réglable, [R-2.19] 178
 - Touret à meuler, [R-2.19] 201
 - Touret à meuler, [R-2.19] 201–206
 - Carter, [R-2.19] 202
 - Dispositions applicables, [R-2.19] 206
 - Écran transparent, [R-2.19] 205
 - Pare-étincelles, [R-2.19] 203
 - Protecteur et dispositif de protection, [R-2.19] 201
 - Réglage de l'espacement, [R-2.19] 204
 - Manutention et transport du matériel, [R-2.19] 243–287
 - Appareil de levage, [R-2.19] 245–264
 - Accès sécuritaire, [R-2.19] 247
 - Accessoires de levage, [R-2.19] 246
 - Appareil de levage démontable, [R-2.19] 258
 - Avertisseur, [R-2.19] 259
 - Charge nominale, [R-2.19] 249
 - Chariot élévateur, [R-2.19] 256
 - Âge minimum du cariste, [R-2.19] 256.2
 - Dispositif de retenue du cariste, [R-2.19] 256.1
 - Formation du cariste, [R-2.19] 256.3
 - Conditions d'utilisation, [R-2.19] 245
 - Cric et vérin, [R-2.19] 257
 - Engin élévateur à nacelle, [R-2.19] 262–264
 - Frein de levage, [R-2.19] 259
 - Grue mobile, [R-2.19] 251
 - Grue mobile transformée, [R-2.19] 252
 - Harnais de sécurité, [R-2.19] 261, 264
 - Interdiction, [R-2.19] 260
 - Levage d'un travailleur, [R-2.19] 261
 - Manutention sécuritaire des charges, [R-2.19] 255
 - Mesures de sécurité, [R-2.19] 248
 - Pont roulant, [R-2.19] 254
 - Opérateur (formation), [R-2.19] 254.1
 - Protection contre les chutes, [R-2.19] 264
 - Signaleur, [R-2.19] 253
 - Tableau d'indication des charges nominales, [R-2.19] 250
 - Véhicule porteur, [R-2.19] 263
 - Convoyeur, [R-2.19] 265–271
 - Arrêt d'urgence, [R-2.19] 270
 - Convoyeur à godets, [R-2.19] 271
 - Éléments porteurs, [R-2.19] 265
 - Interdiction, [R-2.19] 269
 - Mesure de sécurité, [R-2.19] 269
 - Organes de transmission, [R-2.19] 266
 - Protection contre les chutes d'objets, [R-2.19] 267
 - Techniques de manutention, [R-2.19] 243, 244
 - Déplacement à l'aide de rouleaux, [R-2.19] 244

Index analytique

- Santé et sécurité au travail (*suite*)
 - Plan incliné, [R-2.19] 243
 - Véhicule automoteur, [R-2.19] 272–285
 - Accès sécuritaire, [R-2.19] 273
 - Avertisseur, [R-2.19] 274
 - Ceinture de sécurité, [R-2.19] 280, 281
 - Conception et aménagement sécuritaires, [R-2.19] 275
 - Conditions d'utilisation et d'entretien, [R-2.19] 272
 - Écran protecteur, [R-2.19] 281
 - Exception, [R-2.19] 274, 277, 278
 - Frein, [R-2.19] 274
 - Interdiction, [R-2.19] 282, 283, 285
 - Plaque d'identification, [R-2.19] 279
 - Protection du conducteur, [R-2.19] 276
 - Siège, [R-2.19] 282
 - Signaleur, [R-2.19] 284
 - Structure de protection en cas de retournement, [R-2.19] 277, 278
 - Véhicule en mouvement, [R-2.19] 283
 - Véhicule tout terrain, [R-2.19] 286, 287
 - Conditions d'utilisation, [R-2.19] 286
 - Interdiction, [R-2.19] 287
 - Manutention et usage des explosifs, [R-2.19] 291–296
 - Âge minimum, [R-2.19] 294
 - Aides du boufefeu, [R-2.19] 293
 - Certificat de boufefeu, [R-2.19] 292, 293
 - Annulation ou suspension, [R-2.19] 296
 - Champ d'application, [R-2.19] 291
 - Infraction, [R-2.19] 296
 - Règles applicables, [R-2.19] 295
 - Matériaux (manutention), *voir* Manutention des matériaux
 - Matériel (empilage), *voir* Empilage du matériel
 - Matériel (manutention et transport), *voir* Manutention et transport du matériel
 - Matériel, équipement, dispositif et vêtement de sécurité, *voir* Équipement de protection individuel ou collectif
 - Matière sèche
 - Silos, [R-2.19] 60
 - Mesure d'hygiène, *voir* Hygiène
 - Mesure d'urgence, [R-2.19] 34–38
 - Exercices de sauvetage et d'évacuation, [R-2.19] 35
 - Extincteur portatif, [R-2.19] 36, 37
 - Plan d'évacuation, [R-2.19] 34
 - Système d'urgence, [R-2.19] 38
 - Mesure ergonomique particulière, [R-2.19] 166–171
 - Chaises et bancs, [R-2.19] 170
 - Manutention de charges ou de personnes, [R-2.19] 166
 - Niveau de travail, [R-2.19] 168
 - Période de repas, [R-2.19] 171
 - Position, [R-2.19] 169
 - Travail dans des piles, [R-2.19] 167
 - Méthodes de contrôle des énergies, [R-2.19] 188.1–188.13
 - Moyens et équipements de protection individuels ou collectifs, *voir* Équipement de protection individuel ou collectif
 - Niveau acoustique, *voir* Bruit
 - Obligations de l'employeur, [L-2] 50-51.2, 62.6; [R-2.19] 4, 338
 - Obligations du travailleur, [R-2.19] 339
 - Opération de soudage et de coupage, *voir* Soudage et coupage
 - Outil
 - Outil à main
 - Ébarbage, [R-2.19] 233
 - Hache, [R-2.19] 234
 - Inspection et entretien, [R-2.19] 228
 - Lime, [R-2.19] 231
 - Manche, [R-2.19] 230
 - Outil tranchant, [R-2.19] 234
 - Rallonge, [R-2.19] 232
 - Rangement, [R-2.19] 229
 - Scie, [R-2.19] 234
 - Utilisation sécuritaire, [R-2.19] 227
 - Outil portatif à moteur
 - Contrôle de la soupape d'admission, [R-2.19] 237
 - Ébarbage, [R-2.19] 233
 - Fil électrique, [R-2.19] 238
 - Inspection et entretien, [R-2.19] 228
 - Lime, [R-2.19] 231
 - Manche, [R-2.19] 230
 - Mesures de sécurité, [R-2.19] 240
 - Mise à la terre, [R-2.19] 235
 - Outil tranchant, [R-2.19] 234

- Santé et sécurité au travail (*suite*)
- Position de la gâchette, [R-2.19] 236
 - Protecteur et dispositif de protection, [R-2.19] 239
 - Rallonge, [R-2.19] 232
 - Scie à chaîne ou tronçonneuse portative, [R-2.19] 241, 242
 - Tuyau flexible, [R-2.19] 238
 - Utilisation sécuritaire, [R-2.19] 227
 - Ouvrage temporaire, *voir* Structure temporaire et travaux de creusage
 - Plan d'évacuation d'urgence, *voir* Séjourner en sécurité dans un lieu de travail
 - Plongée, [R-2.19] 312.1–312.91
 - Application, [R-2.19] 312.2
 - Définitions, [R-2.19] 312.1, 312.79
 - Documents de plongée, [R-2.19] 312.31–312.34
 - Journal du plongeur, [R-2.19] 312.5, 312.33
 - Plan de plongée, [R-2.19] 312.11, 312.31, 312.68
 - Registre d'entretien, [R-2.19] 312.34
 - Registre des plongées, [R-2.19] 312.11, 312.32
 - Équipe de plongée, [R-2.19] 312.7–312.15, 312.76, 312.80, 312.84
 - Âge minimal, [R-2.19] 312.9
 - Assistant du plongeur, [R-2.19] 312.13
 - Chef de plongée, [R-2.19] 312.10, 312.11
 - Composition, [R-2.19] 312.7
 - Exclusivité des tâches de l'équipe de plongée, [R-2.19] 312.15
 - Formation, [R-2.19] 312.8
 - Opérateur de caisson hyperbare, [R-2.19] 312.1, 312.14
 - Plongeur accompagnateur, [R-2.19] 312.19
 - Plongeur de soutien, [R-2.19] 312.12
 - Équipement et matériel, [R-2.19] 312.35–312.41, 312.69, 312.78, 312.81, 312.85
 - Alimentation énergétique d'appoint, [R-2.19] 312.41
 - Inspection, [R-2.19] 312.70
 - Manomètre, [R-2.19] 312.35, 312.54
 - Vérification, [R-2.19] 312.54
 - Nacelle de plongeur, [R-2.19] 312.1, 312.39, 312.90
 - Levage, [R-2.19] 312.40, 312.90
 - Plongée en milieu contaminé, [R-2.19] 312.69
 - Plongée en mode autonome, [R-2.19] 312.1, 312.35
 - Plongée en mode non autonome, [R-2.19] 312.1, 312.36
 - Poste de plongée et matériel requis, [R-2.19] 312.1, 312.38
 - Protection thermique en plongée, [R-2.19] 312.37
 - Température maximum, [R-2.19] 312.27
 - Mélange respirable, [R-2.19] 312.1, 312.82
 - Air sous-pression respirable, gaz purs et mélanges gazeux, [R-2.19] 312.42
 - Échantillonnage et analyse, [R-2.19] 312.43
 - Système d'alimentation en air sous-pression respirable ou en mélange gazeux, [R-2.19] 312.45.1
 - Mesures de prévention exceptionnelles lors de toute plongée en milieu contaminé, [R-2.19] 312.1, 312.74–312.79
 - Composition de l'équipe de plongée, [R-2.19] 312.76
 - Délimitation des zones de travail, [R-2.19] 312.79
 - Équipement de plongée, [R-2.19] 312.78
 - Identification des contaminants, [R-2.19] 312.75
 - Plongée en mode non autonome, [R-2.19] 312.1, 312.77
 - Mesures de prévention universelles lors de toute plongée en milieu contaminé, [R-2.19] 312.1, 312.67–312.73
 - Certificat médical, [R-2.19] 312.73
 - Consignes de sécurité, [R-2.19] 312.71
 - Entretien des équipements et installations, [R-2.19] 312.70
 - Équipement de plongée, [R-2.19] 312.69
 - Mesures de prévention additionnelles au plan de plongée, [R-2.19] 312.68
 - Vaccination, [R-2.19] 312.72
 - Mesures de surveillance médicale, [R-2.19] 312.56–312.65, 312.72–312.73

Index analytique

- Santé et sécurité au travail (*suite*)
 - Accident de décompression, [R-2.19] 312.1, 312.61–312.63
 - Rapport médical attestant l’aptitude du plongeur, [R-2.19] 312.63
 - Service d’assistance médicale pour les urgences en plongée, [R-2.19] 312.1, 312.61–312.63
 - Bracelet ou médaillon d’alerte médicale, [R-2.19] 312.59
 - Caisson hyperbare et trousse médicale de caisson, [R-2.19] 312.1, 312.64
 - Limite de remontée sans palier, [R-2.19] 312.64
 - Mesures particulières, [R-2.19] 312.65
 - Communication avec le Service d’assistance médicale pour les urgences en plongée, [R-2.19] 312.1, 312.61
 - Compétence du médecin de plongée, [R-2.19] 312.56
 - Examen de santé et certificat médical, [R-2.19] 312.57, 312.73
 - Contenu du certificat médical, [R-2.19] 312.58
 - Secouristes, [R-2.19] 312.60
 - Transport aérien d’un plongeur, [R-2.19] 312.62
- Mode de plongée selon certains travaux, [R-2.19] 312.6
- Normes générales de sécurité, [R-2.19] 312.16–312.30
 - Courant, [R-2.19] 312.27
 - Durée des plongées, [R-2.19] 312.1, 312.25
 - Ligne de sécurité, [R-2.19] 312.13, 312.16–312.19
 - Manutention et usage d’explosifs, [R-2.19] 312.28
 - Ligne de tir, [R-2.19] 312.28
 - Plongée policière, [R-2.19] 312.28
 - Ombilical, [R-2.19] 312.1, 312.18, 312.81, 312.87
 - Plongée en compagnonnage, [R-2.19] 312.1, 312.20
 - Plongée en nage libre, [R-2.19] 312.1, 312.19
 - Protection contre les risques électriques, [R-2.19] 312.30
 - Signalisation, [R-2.19] 312.26
- Soudage et coupage de l’eau, [R-2.19] 312.6, 312.29
- Système de communication par signaux de ligne, [R-2.19] 312.22
- Système de communication vocale, [R-2.19] 312.23, 312.83, 312.85
 - Caractéristiques, [R-2.19] 312.24
- Table de plongée ou de décompression, [R-2.19] 312.1, 312.21
- Normes particulières de sécurité, [R-2.19] 312.66
- Objet, [R-2.19] 312.3
- Obligations de l’employeur, [R-2.19] 312.4
- Obligations du plongeur, [R-2.19] 312.5
- Plongée à proximité de l’entrée, de la sortie ou à l’intérieur d’une conduite immergée, [R-2.19] 312.23, 312.86
- Plongée à risque particulier, [R-2.19] 312.86–312.91
 - Mode de plongée, [R-2.19] 312.6
- Plongée dans un milieu à accès restreint, [R-2.19] 312.1, 312.23, 312.88
- Plongée dans un milieu à obstacle, [R-2.19] 312.1, 312.23, 312.87
- Plongée dans une tourelle, [R-2.19] 312.1, 312.84–312.85
 - Composition de l’équipe, [R-2.19] 312.84
 - Équipement, [R-2.19] 312.85
 - Système de communication, [R-2.19] 312.85
- Plongée dans une zone d’influence, [R-2.19] 312.1, 312.89
- Plongée d’inspection sur un site susceptible de présenter un différentiel de pression, [R-2.19] 312.1, 312.8, 312.90
- Plongée en compagnonnage, [R-2.19] 312.20
 - Application, [R-2.19] 312.19
 - Non-application du système de communication par signaux de ligne, [R-2.19] 312.22
 - Définition, [R-2.19] 312.1
 - Système de communication vocale, [R-2.19] 312.23, 312.24
- Plongée en milieu contaminé
 - Définition, [R-2.19] 312.1

- Santé et sécurité au travail (*suite*)
- Mesures de prévention exceptionnelles, [R-2.19] 312.74–312.79
 - Composition de l'équipe de plongée, [R-2.19] 312.76
 - Délimitation des zones de travail, [R-2.19] 312.79
 - Équipement de plongée, [R-2.19] 312.78
 - Identification des contaminants, [R-2.19] 312.75
 - Plongée en mode non autonome, [R-2.19] 312.77
 - Mesures de prévention universelles, [R-2.19] 312.67–312.73
 - Certificat médical, [R-2.19] 312.73
 - Consignes de sécurité, [R-2.19] 312.71
 - Entretien des équipements et installations, [R-2.19] 312.70
 - Équipement de plongée, [R-2.19] 312.69
 - Mesures additionnelles au plan de plongée, [R-2.19] 312.68
 - Vaccination, [R-2.19] 312.72
 - Mode de plongée, [R-2.19] 312.6
 - Système de communication vocale, [R-2.19] 312.23, 312.24
 - Plongée en mode autonome
 - Définition, [R-2.19] 312.1
 - Équipement, [R-2.19] 312.35
 - Ligne de sécurité, [R-2.19] 312.16
 - Plongée en mode non autonome
 - Définition, [R-2.19] 312.1
 - Équipement, [R-2.19] 312.35
 - Ligne de sécurité, [R-2.19] 312.16
 - Mode de plongée selon certains travaux, [R-2.19] 312.6
 - Système de communication vocale, [R-2.19] 312.23, 312.24
 - Plongée en nage libre
 - Définition, [R-2.19] 312.1
 - Plongeur accompagnateur, [R-2.19] 312.19
 - Système de communication vocale, [R-2.19] 312.23, 312.24
 - Plongée policière
 - Définition, [R-2.19] 312.1
 - Formation, [R-2.19] 312.8
 - Manutention et usage d'explosifs, [R-2.19] 312.28
 - Non-application de certains articles du *Règlement sur la santé et la sécurité du travail*
 - Système de communication vocale, [R-2.19] 312.23, 312.24
 - Plongée profonde, [R-2.19] 312.1, 312.80–312.83
 - Composition de l'équipe, [R-2.19] 312.80
 - Équipement, [R-2.19] 312.81
 - Mélange respirable, [R-2.19] 312.1, 312.82
 - Mode de plongée, [R-2.19] 312.6
 - Système de communication, [R-2.19] 312.83
 - Plongée récréative
 - Non-application du *Règlement sur la santé et la sécurité du travail*, [R-2.19] 312.2
 - Plongée scientifique
 - Définition, [R-2.19] 312.1
 - Obligations de l'employeur, [R-2.19] 312.4
 - Plongée sous la glace, [R-2.19] 312.23, 312.91
 - Système d'alimentation, [R-2.19] 312.46–312.54
 - Bouteille de mélange respirable, [R-2.19] 312.1
 - Canalisation, [R-2.19] 312.49
 - Composition, [R-2.19] 312.46
 - Manomètre, [R-2.19] 312.54
 - Masque, casque et détendeur, [R-2.19] 312.52
 - Mélange gazeux contenant de l'hélium, [R-2.19] 312.48
 - Réserve auxiliaire, [R-2.19] 312.46, 312.47
 - Soupape de non-retour, [R-2.19] 312.53
 - Poulie, voir Machine
 - Poussière combustible, [R-2.19] 54-59.1
 - Collecteur fermé, [R-2.19] 59
 - Collecteur ouvert, [R-2.19] 59.1
 - Danger de feu ou d'explosion, [R-2.19] 54–59.1
 - Machine et équipement, [R-2.19] 57
 - Mise à la terre, [R-2.19] 55
 - Nettoyage préventif, [R-2.19] 54

Index analytique

- Santé et sécurité au travail (*suite*)
- Normes de conception, de construction, d'installation, d'utilisation et d'entretien d'un système de collecte et de traitement, [R-2.19] 58
 - Source d'inflammation, [R-2.19] 56
 - Système d'aspiration, [R-2.19] 58
 - Système de convoyage, [R-2.19] 58
 - Système de traitement, [R-2.19] 58
 - Système de transfert, [R-2.19] 58
 - Travail dans un espace clos, [R-2.19] 303
 - Premiers soins
 - Affichage, [R-1.13] 13, 14
 - Communication avec les services de premiers soins, [R-1.13] 12, 13
 - Local à l'usage du secouriste, [R-1.13] 11
 - Registre, [R-1.13] 15–17
 - Secouriste, [R-1.13] 3, 7, 25
 - Trousse de secours, [R-1.13] 4–6, 8–10, 13
 - Presse, *voir* Machine
 - Prévention du harcèlement et de la violence dans le lieu de travail, [4.4] 20.1–20.10
 - Communication de renseignements interdite, [4.4] 20.5(2)
 - Comportements violents visés, [4.4] 20.2
 - Consultation du comité d'orientation, du comité local ou du représentant, [4.4] 20.1
 - Enquête, [4.4] 20.9
 - Évaluation des possibilités de violence, [4.4] 20.5
 - Formation des employés, [4.4] 20.9
 - Mécanismes de contrôle, [4.4] 20.6
 - Évaluation, [4.4] 20.7
 - Obligations de l'employeur, [4.4] 20.3
 - Identification des facteurs contribuant à la violence, [4.4] 20.4
 - Politique de prévention, [4.4] 20.3
 - Procédure de notification d'urgence, [4.4] 20.8, 20.9
 - Prévention et protection contre les incendies, *voir* Séjourner en sécurité dans un lieu de travail
 - Procédure d'urgence, *voir* Séjourner en sécurité dans un lieu de travail
 - Protecteur, *voir* Machine
 - Pylône, *voir* Ouvrage permanent
 - Qualité de l'air, [R-2.19] 39–44
 - Contrôle, [R-2.19] 43, ann. I
 - Méthodes, [R-2.19] 44
 - Normes, [R-2.19] 41, ann. I
 - Oxygène, [R-2.19] 40
 - Remplacement, [R-2.19] 39
 - Substances cancérigènes et isocyanates, [R-2.19] 42, ann. I
 - Valeurs d'exposition admissibles de gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards dans le milieu de travail, [R-2.19] 41–43, ann. I
 - Exposition quotidienne à plusieurs substances, [R-2.19] ann. I (partie 3)
 - Exposition quotidienne à une substance donnée d'un travailleur œuvrant à plusieurs postes de travail, [R-2.19] ann. I (partie 2)
 - Identification des substances par numéro de CAS, [R-2.19] ann. I (partie 4)
 - Valeurs d'exposition admissibles des contaminants de l'air, [R-2.19] ann. I (partie 1)
 - Qualité de l'eau, [R-2.19] 145–151
 - Analyse bactériologique, [R-2.19] 147
 - Appareils de distribution d'eau potable, [R-2.19] 149
 - Eau potable, [R-2.19] 145
 - Eaux embouteillées, [R-2.19] 148
 - Exception, [R-2.19] 147
 - Gobelets, [R-2.19] 151
 - Quantité quotidienne d'eau potable requise par travailleur, [R-2.19] 145, ann. VIII
 - Système d'eau non potable, [R-2.19] 150
 - Utilisation en commun interdite d'une tasse ou d'un verre, [R-2.19] 151
 - Radiation dangereuse, [R-2.19] 142–144
 - Radiations ultraviolettes, [R-2.19] 143
 - Rayonnement en infrarouge, [R-2.19] 142
 - Rayonnement ionisant, [R-2.19] 144
 - Rapport sur les situations comportant des risques, *voir* Enquête et rapport sur les situations comportant des risques
 - Recherche, [L-2] 169
 - Reconnaissance de services de santé, [L-2] 130, 136
 - Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik, [L-1] 195

- Santé et sécurité au travail (*suite*)
- Régime particulier, [L-2] 8.2-8.7
 - Application, [L-2] 8.3
 - Dépôt à l'Assemblée nationale, [L-2] 8.5
 - Entente, [L-2] 8.2-8.7
 - Entente administrative, [L-2] 8.7
 - Publication, [L-2] 8.6
 - Objet, [L-2] 8.2
 - Règlement, [L-2] 8.4
 - Règlement, [L-2] 223.1, 225; [R-2.19]
 - Champ d'application, [R-2.19] 2
 - Définitions, [R-2.19] 1
 - Mine, [R-2.20]
 - Objet, [R-2.19] 3
 - Réseau de canalisations sous pression, *voir* Chaudière, réservoir sous pression et réseau de canalisations sous pression
 - Réservoir sous pression, *voir* Chaudière, réservoir sous pression et réseau de canalisations sous pression
 - Salle à manger, *voir* Installation commune
 - Salle de douche, *voir* Hygiène
 - Salle de premiers soins, *voir* Premiers soins
 - Salle de toilette, *voir* Installation sanitaire
 - Salle de vestiaires, *voir* Installation commune
 - Scie, *voir* Machine, Outil à main, Outil portatif à moteur
 - Soudage et coupage, [R-2.19] 313-321
 - Circuit de retour de courant interdit, [R-2.19] 321
 - Dispositif anti-retour, [R-2.19] 319
 - Écran de protection, [R-2.19] 317
 - Interdiction, [R-2.19] 313, 321
 - Mise à la terre, [R-2.19] 320
 - Soudage, brasage et coupage au gaz, [R-2.19] 316
 - Soudage et coupage à l'arc, [R-2.19] 314
 - Soudage par résistance, [R-2.19] 315
 - Travaux sur un récipient, [R-2.19] 318
 - Système CVCA, *voir* Ouvrage permanent
 - Système d'éclairage, *voir* Éclairage
 - Transport des travailleurs, [R-2.19] 358-364
 - Application du *Code de la sécurité routière*, [R-2.19] 359
 - Autobus ou minibus, [R-2.19] 362
 - Équipement de sécurité, [R-2.19] 362
 - Exception, [R-2.19] 358
 - Explosif et matières dangereuses, [R-2.19] 363
 - Interdiction, [R-2.19] 360, 363
 - Mesures de protection des passagers, [R-2.19] 364
 - Normes de sécurité, [R-2.19] 361
 - Transport simultané de travailleurs et de matériel, [R-2.19] 364
 - Trousse de premiers secours, [R-1.13] 5, 9; [R-2.19] 362
 - Travail à risque de noyade dans l'eau, [R-2.19] 312.92, 312.93
 - Embarcation de sauvetage, [R-2.19] 312.99
 - Information des travailleurs, [R-2.19] 312.95
 - Plan de sauvetage, [R-2.19] 312.97, 312.98
 - Protection thermique, [R-2.19] 312.100
 - Renseignements, [R-2.19] 312.94
 - Vêtement de flottaison individuel ou gilet de sauvetage, [R-2.19] 312.96, 312.97
 - Travail dans un espace clos, [R-2.19] 1, [R-2.19] 297-312
 - Accès sans obstruction, [R-2.19] 310
 - Aménagement, [R-2.19] 297.1
 - Application, [R-2.19] 296.1
 - Cueillette de renseignements préalable à l'exécution d'un travail et moyens de prévention, [R-2.19] 300
 - Information des travailleurs préalable à l'exécution d'un travail, [R-2.19] 301
 - Interdiction d'entrer, [R-2.19] 299
 - Matières liquides, [R-2.19] 312
 - Matières solides à écoulement libre, [R-2.19] 311
 - Méthode et fréquence des relevés, [R-2.19] 306
 - Personne qualifiée
 - Définition, [R-2.19] 297
 - Plan de sauvetage, [R-2.19] 309
 - Poussière combustible, [R-2.19] 303
 - Procédure de sauvetage, [R-2.19] 309
 - Registre des relevés, [R-2.19] 307
 - Reprise du travail, [R-2.19] 308.2
 - Situation imprévue, [R-2.19] 308.1
 - Surveillant, [R-2.19] 308
 - Travail à chaud, [R-2.19] 297, 304
 - Définition, [R-2.19] 297

Index analytique

- Santé et sécurité au travail (*suite*)
- • Travailleur habilité, [R-2.19] 298
 - • Ventilation, [R-2.19] 302
 - Travail effectué en plongée, *voir* Plongée
 - • Définitions, [R-2.19] 312.1
 - Travail sous l'eau, *voir* Plongée
 - Travaux à risque particulier, [R-2.19] 322-332
 - • Dispositif de fixation, [R-2.19] 328
 - • Exception, [R-2.19] 326
 - • Limite de pression d'air, [R-2.19] 326
 - • Nettoyage à l'air sous-pression, [R-2.19] 325
 - • Travail près d'une ligne électrique, [R-2.19] 331
 - • Travaux dans un lieu isolé, [R-2.19] 322
 - • Travaux de déboisement, [R-2.19] 332
 - • Travaux de maintenance ou de réparation, [R-2.19] 323
 - • Tuyauterie où circule de l'air, [R-2.19] 327, 328
 - • Utilisation d'un pistolet de scellement, [R-2.19] 330
 - Travaux d'arboriculture, [R-2.19] 312.101-312.119
 - • Aire de travail, [R-2.19] 312.105, [R-2.19] 312.108
 - • Application, [R-2.19] 312.102
 - • Certificat de qualification, [R-2.19] 312.103
 - • Définitions, [R-2.19] 312.101
 - • Engin élévateur à nacelle, [R-2.19] 312.119
 - • Équipement de protection individuelle, [R-2.19] 312.107-312.115
 - • Harnais de sécurité, [R-2.19] 312.112
 - • • Ancrage sur l'aisselle d'un embranchement sain d'un arbre, [R-2.19] 312.115
 - • • Ancrage sur un arbre, [R-2.19] 312.114
 - • • Ancrage sur une nacelle, [R-2.19] 312.113
 - • Organisation du travail, [R-2.19] 312.104
 - • Procédure de sauvetage, [R-2.19] 312.106
 - • Travaux à proximité d'une ligne électrique, [R-2.19] 312.110, [R-2.19] 312.116-312.118
 - • • Autorisation préalable, [R-2.19] 312.116
 - • • • Équipement et outillage, [R-2.19] 312.118
 - • • • Formation, [R-2.19] 312.117
 - • • • Utilisation d'un essoucheur, [R-2.19] 312.111
 - • • • Utilisation d'une scie à chaîne, [R-2.19] 312.109
 - Travaux de creusage, *voir* Structure temporaire et travaux de creusage
 - Urgence, *voir* Séjourner en sécurité dans un lieu de travail
 - Vapeur ou gaz inflammable, [R-2.19] 49-53
 - • Interdiction de fumer, [R-2.19] 51
 - • Limite inférieure d'explosivité, [R-2.19] 49
 - • Mise à la terre, [R-2.19] 52
 - • Source d'alimentation, [R-2.19] 50
 - • Système d'aspiration, [R-2.19] 53
 - Véhicule (entretien), *voir* Entretien des véhicules
 - Véhicule automoteur, *voir* Manutention et transport du matériel
 - Véhicule tout terrain, *voir* Manutention et transport du matériel
 - Ventilation, [R-2.19] 101-112
 - • Admission d'air frais, [R-2.19] 109
 - • Bâtiment ou local contigu à l'établissement, [R-2.19] 110
 - • Changement d'air, [R-2.19] 103
 - • Conduits, [R-2.19] 105
 - • Courants d'air, [R-2.19] 101
 - • Exception, [R-2.19] 112
 - • Filtres, [R-2.19] 103
 - • Inspection, [R-2.19] 103
 - • Moyens de ventilation, [R-2.19] 101
 - • Nécessité, [R-2.19] 101
 - • Poste de travail, [R-2.19] 101
 - • Prises d'air, [R-2.19] 106, 109
 - • Recirculation de l'air, [R-2.19] 108, ann. I
 - • Salle à manger, [R-2.19] 112
 - • Salle de toilette, [R-2.19] 111
 - • Salle de vestiaires, [R-2.19] 111
 - • Taux minimum de changements d'air frais à l'heure, [R-2.19] 103, ann. III
 - • • Taux de changements d'air à l'heure pour certaines classifications d'établissements, [R-2.19] ann. III (tableau 2)

Santé et sécurité au travail (*suite*)

- Ventilation dans les entrepôts où circulent des véhicules à combustion interne, [R-2.19] ann. III (tableau 3)
- Ventilation générale moyenne, [R-2.19] ann. III (tableau 1)
- Travail dans un espace clos, [R-2.19] 302
- Ventilation locale par extraction, [R-2.19] 107
- Ventilation mécanique, [R-2.19] 103, 109
- Ventilation naturelle, [R-2.19] 102
- Vestiaire, *voir* Installation commune
- Violence dans le lieu de travail, *voir* Harcèlement et violence dans le lieu de travail (prévention)

Santé et sécurité au travail (matière dangereuse), *voir* Matière dangereuse

Santé et sécurité au travail (mine), *voir* Mine

Santé et sécurité au travail (produit dangereux), *voir* Produit dangereux

Santé et sécurité au travail (substance dangereuse), *voir* Substance dangereuse

Santé pulmonaire, *voir* Examen de santé pulmonaire (travailleur minier), Maladie professionnelle pulmonaire

Santé Québec, [L-1] 15, [L-1] 195, [L-1] 208, [L-1] 229, [L-1] 233.4, [L-1] 462

Sautage (manutention et usage des explosifs), *voir* Code de sécurité pour les travaux de construction, Mine, Santé et sécurité au travail

Sauvetage minier, *voir* Mine

Sauveteur, [L-1] 449, *voir aussi* Programme de stabilisation

Scie, *voir* Code de sécurité pour les travaux de construction, Santé et sécurité au travail

Secouriste, *voir aussi* Local à l'usage du secouriste, Rapport de premiers secours, Service de premiers soins, Trousse

- Définition, [R-1.13] 1
- Identification, [R-1.13] 14
- Nombre par quarts de travail
- Chantier de construction, [R-1.13] 7, 25
- Établissement, [R-1.13] 3, 25
- Obtention ou renouvellement du certificat

- Absence au travail sans perte de salaire, [R-1.13] 19
- Prise en charge des frais de déplacement, [R-1.13] 19
- Rapport de premiers secours, [R-1.13] 15

Secouriste forêt

- Définition, [R-2.23] 1, 51.4-51.7

Secret ou procédé de fabrication

- Divulgateur illégale, [L-2] 234

Secteur de la construction, *voir* Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail du secteur de la construction, Chantier de construction, Code de sécurité pour les travaux de construction, Travailleur de la construction

Sécurité

Sécurité au travail, *voir* Santé et sécurité au travail

Sécurité au travail (travaux de fonderie), *voir* Travaux de fonderie

Sécurité au travail (travaux forestiers), *voir* Travaux forestiers

Sécurité des machines et des outils, *voir* Santé et sécurité au travail

Sécurité du public ou des employés, [R-2.4] 2.4.2a), 2.4.4, 2.7.1, 2.7.2, 3.16.1, *voir aussi* Code de sécurité pour les travaux de construction

Sécurité et santé au travail, *voir* Santé et sécurité au travail

Semaine normale de travail, *voir aussi* Durée du travail, Heures de travail, Heures supplémentaires, Horaire de travail, Jour de travail

- Présomption, [L-1] 289.1

Service ambulancier, *voir aussi* Véhicule de secours

- Obligation de l'employeur d'établir un protocole d'évacuation et de transport de blessés, [R-1.13] 21

Service d'assistance médicale pour les urgences en plongée, *voir aussi* Santé et sécurité au travail

- Définition, [R-2.19] 312.1

Service d'inspection, *voir aussi* Établissement industriel et commercial

- Définition, [R-2.4] 1.1(25)

Index analytique

Service de premiers soins, [R-1.13] 21

- Prise en charge des coûts d'instauration et de maintien, [R-1.13] 18
- Système de communication
- • Affichage permettant la localisation, [R-1.13] 13
- • Obligation d'implantation, [R-1.13] 12

Service de santé, voir aussi Médecin, Professionnel de la santé, Secouriste, Service de premiers soins

- Cessation, [L-2] 136
- • Préavis, [L-2] 136
- Chantier de construction, [R-2.22] 3
- • Catégorie, [R-1.13] 20, ann. 1; [R-2.22] 1, 3, ann. A
- Établissement, [L-2] 115; [R-2.22] 3
- • Catégorie, [R-1.13] 20, ann. 1; [R-2.22] 1, 3, ann. A
- Médecin responsable, [L-2] 117; [R-2.4] 1
- Personnel intégré à un centre hospitalier, [L-2] 134, 136
- Reconnaissance, [L-2] 130
- • Annulation ou renouvellement, [L-2] 132
- Rémunération du personnel, [L-2] 133

Service municipal de sécurité incendie

- Personne qui assiste les membres
- • Cotisation de l'employeur (santé et sécurité au travail), [L-1] 310(3.1)
- • Déclaration à la CNESST, [L-1] 293.1
- • Immunité de l'autorité responsable, [L-1] 440
- • Personne considérée à l'emploi de l'autorité responsable, [L-1] 12.0.1
- • Registre détaillé des noms et adresses, [L-1] 296
- • Travailleur victime d'une lésion professionnelle, [L-1] 77-78, 81

Signaleur routier, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*

Silice, voir aussi Examen de santé pulmonaire (travailleur minier)

- Définition, [R-2.4] 1

Site susceptible de présenter un différentiel de pression, voir aussi Santé et sécurité au travail

- Définition, [R-2.19] 312.1

Société, voir aussi Cotisation de l'employeur (ajustement rétrospectif)

- Définition, [R-1.5] 118

Société de l'assurance automobile du Québec

- Entente avec la CNESST relativement au travail non rémunérateur effectué dans le cadre de mesures de réadaptation arrêtées par la Société, [R-2.15] ann. 1
- • Application de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*, [R-2.15] 1

Société mère, voir aussi Cotisation de l'employeur (ajustement rétrospectif)

- Définition, [R-1.5] 118

Soins et traitements, voir aussi Lésion professionnelle

- Assistance médicale, [L-1] 189(2), (5); [R-1.1] 2-17, ann. I et III
- • Coût assumé par la CNESST, [R-1.1] 3, 6, ann. I
- • • Examen de laboratoire, [R-1.1] 6, ann. I
- • • Fournitures et frais accessoires reliés, [R-1.1] 3-5
- • • Frais de déplacement de l'intervenant de la santé (incluant radiographies, fournitures et frais accessoires), [R-1.1] 8
- • • Groupe d'intervenants de la santé (comptes), [R-1.1] 10
- • • Intervenant exerçant seul sa profession (comptes), [R-1.1] 11
- • • Lésion professionnelle survenue au Québec dans une région frontalière, [R-1.1] 4
- • • Lésion professionnelle survenue hors du Québec, [R-1.1] 5, ann. I
- • • Règles particulières à la physiothérapie et à l'ergothérapie, [R-1.1] 13-17.0.2 ann. I et III
- • • Séance de traitement (première visite au cabinet d'un intervenant de la santé), [R-1.1] 9, ann. I
- • • Soins infirmiers à domicile, [R-1.1] 7, ann. I
- • • Soins ou traitements d'audiologie ou d'orthophonie, [R-1.1] 9
- • • Traitements de chiropratique, de physiothérapie fournis à domicile, [R-1.1] 7, ann. I
- • Réclamation à la CNESST
- • • Ordonnance du médecin, [R-1.1] 3
- Entente, [L-1] 195

Soins et traitements (*suite*)

- Frais de déplacement et de séjour, [L-1] 115; [R-1.10]
- • Demande de remboursement avec pièces justificatives (délai de transmission), [R-1.10] 21
- • Frais de repas, [R-1.10] 11, 12
- • Frais de séjour, [R-1.10] 13
- • Frais de transport, [R-1.10] 5–10, 16–20, ann. 1
- • Nature des frais et montants payables, [R-1.10] 1, 2, 8, 22, ann. 1
- • Personne accompagnatrice, [R-1.10] 1, 16
- • Soins, examens médicaux ou activités dans le cadre du plan individualisé de réadaptation, [L-1] 115; [R-1.10] 1, 8, 16
- • Soins à domicile d'un infirmier, d'un garde-malade auxiliaire ou d'un aide-malade, [R-1.10] 2, 7, 12, ann. 1
- • Soins ou examens médicaux hors du Québec, [R-1.10] 3
- • Solution appropriée la plus économique, [R-1.10] 4

Soins médicaux (travaux dans l'air sous-pression), voir Code de sécurité pour les travaux de construction

Sortie de secours (mine), voir Mine

Soudage (chantier de construction), voir Code de sécurité pour les travaux de construction

Soudage (mine), voir Mine

Soudage (santé et sécurité au travail), voir Santé et sécurité au travail

Sous-groupe d'employeurs ou résiduel, voir Cotisation de l'employeur (ajustement rétrospectif)

Stabilisateur, voir Béton

Stabilisation économique ou sociale, voir Programme de stabilisation

Stabilité du sol (chantier souterrain), voir Code de sécurité pour les travaux de construction

Stabilité du sol (mine), voir Mine

Stagiaire

- Immunité de l'employeur, [L-1] 440

Standard for Combustible Metals, Metal Powders and Metal Dusts, [R-2.19] 58(2)

Standard for the Prevention of Fires and Dust Explosions from the Manufacturing, Processing and Handling of Combustible Particulate Solids, [R-2.19] 58

Standard for the Prevention of Fires and Dust Explosions in Agricultural and Food Processing Facilities, [R-2.19] 58(1)

Standard for the Prevention of Fires and Explosions in Wood Processing and Woodworking Facilities, [R-2.19] 58(3)

Standard on Explosion Prevention System, [R-2.19] 59

Statistique Canada, [L-1] 66, 120; [R-1.12] 6, 11

Structure temporaire (chantier de construction), voir Code de sécurité pour les travaux de construction

Structure temporaire (santé et sécurité au travail), voir Santé et sécurité au travail

Substance corrosive

- Définition, [R-2.4] 1.1(26)

Substance dangereuse, voir aussi Matière dangereuse, Produit dangereux

- Définition, [R-2.4] 1.1(27)
- Mine, [R-2.20] 22-24

Substance irritante

- Définition, [R-2.4] 1.1(28)

Substance nuisible

- Définition, [R-2.4] 1.1(29)

Substance oxydante

- Définition, [R-2.4] 1.1(30)

Substance sujette à la combustion spontanée

- Définition, [R-2.4] 1.1(31)

Substance toxique

- Définition, [R-2.4] 1.1(32)
- Mine, [R-2.20] 22–24

Subvention à l'embauche d'un travailleur victime d'une lésion professionnelle, voir Travailleur victime d'une lésion professionnelle

Subvention à la création d'emploi, [L-1] 186

Subvention en matière de santé et de sécurité au travail

- Formation et information, [L-2] 104

Index analytique

- Support d'antenne**, voir Santé et sécurité au travail
- Surveillance médicale des travailleurs des mines**, voir Examen de santé pulmonaire (travailleur minier)
- Suspension de l'employé**
- Interdiction, [L-1] 32; [L-2] 30, 81, 97
- Syndicat**, voir Association syndicale, Liberté syndicale
- Système d'alarme et de lutte contre l'incendie**, voir Établissement industriel et commercial, Mine
- Système d'éclairage**, voir Code de sécurité pour les travaux de construction, Établissement industriel et commercial, Mine, Santé et sécurité au travail
- Système d'extincteurs**, voir Extincteur automatique ou libre
- Système de communication**, voir Service de premiers soins
- Système de cotisation de l'employeur**, voir Cotisation de l'employeur
- Système de détection**, voir Établissement industriel et commercial
- Système de télécommande**, voir Télécommande
- Système de ventilation**, voir Code de sécurité pour les travaux de construction, Milieu maritime, Mine
- T**
- Tabac**, [R-2.11] 3(3)
- Table de plongée ou de décompression**, voir aussi Santé et sécurité au travail
- Définition, [R-2.19] 312.1
- Table de traitement**, voir aussi Santé et sécurité au travail
- Définition, [R-2.19] 312.1
- Table des indemnités de remplacement du revenu**, voir Indemnité de remplacement du revenu
- Taux d'intérêt**, [R-1.4] 2, voir aussi Cotisation de l'employeur
- Taux de chômage**, [R-1.12] 6
- Taux de cotisation**, voir Classification des employeurs, Cotisation de l'employeur
- Taux de revalorisation**, [R-1.12] 10
- Taux personnalisé**, voir Cotisation de l'employeur
- Technique de travail interdite**, voir Code de sécurité pour les travaux de construction
- Télécommande**, [R-2.20] 1
- Équipement télécommandé, [R-2.20] 1
 - Système de télécommande, [R-2.20] 1
- Télétravail**, [L-2] 5.1
- Inspecteur, [L-2] 179.1
- Température**, voir , Code de sécurité pour les travaux de construction, Santé et sécurité au travail
- Temps de fond**, voir aussi Santé et sécurité au travail
- Définition, [R-2.19] 312.1
- Temps supplémentaire**, voir Heures supplémentaires
- Tenue des lieux (chantier de construction)**, voir Code de sécurité pour les travaux de construction
- Terminal à écran de visualisation**, voir TEV
- Terminologie**, voir Définition
- Terre-Neuve**, [R-1.1] 1
- Certificat de boufeufeu, [R-2.4] 4.2.3
- Tir à la mèche de sûreté (manutention et usage des explosifs)**, voir Code de sécurité pour les travaux de construction
- Tir électrique (manutention et usage des explosifs)**, voir Code de sécurité pour les travaux de construction
- Tourbière**, [R-2.4] 1; [R-2.20] 1
- Tourelle**, voir aussi Santé et sécurité au travail
- Définition, [R-2.19] 312.1
- Touret à meuler**, voir Santé et sécurité au travail
- Train du bois**, voir Travaux forestiers
- Traitement**, voir Soins et traitements
- Tranchées (chantier de construction)**, voir Code de sécurité pour les travaux de construction
- Transport d'urgence**, [R-1.10] 16–20
- Transport des explosifs**, voir Code de sécurité pour les travaux de construction, Mine

- Transport des matériaux**, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Santé et sécurité au travail
- Transport des travailleurs**, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Santé et sécurité au travail, Travaux forestiers
- Transport du bois**, voir Travaux forestiers
- Transport du matériel**, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Santé et sécurité au travail
- Transport du personnel**, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Santé et sécurité au travail
- Transport en commun**, [R-1.10] 5, 6
- Transport par ambulance**, [R-1.10] 16–18
- Transport par voie aérienne**, [R-1.10] 16, 19
- Transport sous terre**, voir Mine
- Travail à chaud**
- Définition, [R-2.19] 297
- Travail dangereux**, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Danger, Droit de refus, Établissement industriel et commercial
- Travail dans un espace clos**, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Santé et sécurité au travail
- Travail en milieu isolé (chantier de construction)**, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*
- Travail près d'une ligne électrique**, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Santé et sécurité au travail
- Travail sous l'eau (chantier de construction)**, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*
- Travail sous l'eau (santé et sécurité au travail)**, voir Santé et sécurité au travail
- Travail sur échasses (chantier de construction)**, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*
- Travailleur**, voir aussi Droit de refus, Employé
- Accès au dossier de la CNESST, [L-1] 36
 - Conditions de travail, [L-2] 9
 - Décès, [L-1] 91.1
 - Défaut de l'employeur, [L-1] 35
 - Définition, [L-1] 2, 12, 12.0.1; [L-2] 1
 - Droits, [L-2] 10
 - Personnes visées, [L-2] 11
 - État représentant un risque, [L-2] 49.1, 51.2
 - Lésion professionnelle, [L-1] 1, 574.1
 - Obligations, [L-2] 49
 - Personne considérée travailleur, [L-1] 9–17
- Travailleur âgé de 60 ans et plus**, [L-1] 53
- Travailleur atteint d'une maladie dont le diagnostic est une atteinte auditive causée par le bruit**
- Coût des prestations, [L-1] 328
 - Réclamation pour maladie professionnelle, [L-1] 28.1
- Travailleur atteint d'une maladie professionnelle**
- Présomption, [L-1] 29, 30
 - Réclamation plus de trois ans après la réception du diagnostic de maladie professionnelle, [L-1] 31.1
- Travailleur atteint d'une maladie professionnelle pulmonaire**, voir Examen de santé pulmonaire (travailleur minier), Maladie professionnelle pulmonaire
- Travailleur autonome**, [L-2] 7
- Définition, [L-1] 2
 - Inscription à la CNESST, [L-1] 18
 - Obligations, [L-2] 7
 - Revenu brut, [L-1] 72
 - Statut, [L-1] 9
- Travailleur auxiliaire**, voir aussi Classification des employeurs
- Définition, [R-1.5] 2
- Travailleur bénévole**
- Application de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*, [L-1] 12, 13
 - Déclaration à la CNESST, [L-1] 13
 - Définition, [L-1] 13
 - Indemnité de remplacement du revenu, [L-1] 82
 - Liste des bénévoles, [L-1] 14
 - Infraction et peine, [L-1] 461
 - Protection, [L-1] 14
- Travailleur de la construction**, voir aussi Chantier de construction, *Code de sécurité pour les travaux de construction*,

Index analytique

- Travailleur de la construction (*suite*)
Travailleur victime d'une lésion professionnelle
- Certificat de classification, [L-1] 249
 - Commission de la construction, [L-1] 248
 - Définition, [L-2] 194(4)
 - Dispositions applicables, [L-2] 195
 - Information à la Commission de la construction, [L-1] 277
 - Infraction et peine, [L-1] 463
 - Lésion professionnelle, [L-1] 247–249
- Travailleur de mine**, voir Examen de santé pulmonaire (travailleur minier), Mine
- Travailleur domestique**
- Définition, [L-1] 2
 - Dispositions non applicables, [L-1] 8.2, 8.4
 - Inscription à la CNESST, [L-1] 18, 19
 - Logement, [L-1] 8.3
 - Salaire, [L-1] 315.1
- Travailleur étudiant**
- Indemnité de remplacement du revenu, [L-1] 79–80
 - Statut, [L-1] 10; [L-2] 1
- Travailleur exposé à un contaminant**, voir Examen de santé pulmonaire (travailleur minier), Retrait préventif du travailleur exposé à un contaminant
- Travailleur forestier**, voir Travaux forestiers
- Travailleur handicapé**, [L-1] 329
- Travailleur minier**, voir Examen de santé pulmonaire (travailleur minier), Mine
- Travailleur saisonnier**, [L-1] 68
- Travailleur sur appel**, [L-1] 68
- Travailleur victime d'un accident ou d'une maladie professionnelle**, voir Programme de stabilisation, Travailleur victime d'une lésion professionnelle
- Travailleur victime d'une lésion professionnelle**, voir aussi Assistance médicale, Bénéficiaire de prestations, Indemnité de remplacement du revenu, Indemnité pour préjudice corporel, Procédure d'évaluation médicale, Réadaptation, Recours devant la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), Retour au travail, Travailleur de la construction
- Action en responsabilité civile, [L-1] 438, 441
 - Ancienneté, [L-1] 235
 - Appel, [L-1] 241
 - Assignation temporaire, [L-1] 179
 - Avis favorable, [L-1] 179
 - Renseignements obtenus du professionnel de la santé, [L-1] 180.1
 - Salaire et avantages, [L-1] 180
 - Assistance, [L-1] 279
 - Assistance médicale, [L-1] 188, 189, 194
 - Aide technique et frais, [R-1.1] 2–5, 18–30
 - Définitions, [R-1.1] 1
 - Soins et traitements, [R-1.1] 2–17
 - Attestation médicale, [L-1] 267
 - Avis au supérieur, [L-1] 265, 266
 - Convention collective, [L-1] 238
 - Dispositions particulières à certains travailleurs, [L-1] 77–82
 - Droit au retour au travail, [L-1] 234, 237
 - Droits conservés, [L-1] 453
 - Emploi convenable, [L-1] 239
 - Entente, [L-1] 182.1
 - Établissement de santé, [L-1] 193
 - Examen médical, [L-1] 204, 209–211
 - Frais de déplacement et de séjour, [L-1] 115; [R-1.10]
 - Demande de remboursement avec pièces justificatives
 - Délai de transmission, [R-1.10] 21
 - Frais de repas, [R-1.10] 11, 12
 - Frais de séjour, [R-1.10] 13
 - Frais de transport, [R-1.10] 5–10, 16–20, ann. 1
 - Ambulance, [R-1.10] 16–18
 - Autre moyen de transport d'urgence, [R-1.10] 16, 20
 - Frais de stationnement et de péage, [R-1.10] 8
 - Frais non remboursables, [R-1.10] 10
 - Frais remboursables, [R-1.10] 5, 8, 9
 - Itinéraire le plus court, [R-1.10] 8
 - Soins ou examens médicaux à une distance de plus de 100 kilomètres de la résidence, [R-1.10] 9
 - Transport en commun, [R-1.10] 5, 6

Travailleur victime d'une lésion professionnelle (*suite*)

- Véhicule personnel, [R-1.10] 6–9
- Véhicule-taxi, [R-1.10] 6, 7
- Voie aérienne, [R-1.10] 16, 19
- Nature des frais et montants payables, [R-1.10] 1, 2, 8, 22, ann. 1
- Montants revalorisés, [R-1.10] 22, ann. 1
- Personne accompagnatrice, [R-1.10] 1, 16
- Programme de formation et de recyclage, [R-1.10] 14, 15
- Soins, examens médicaux ou activités dans le cadre du plan individualisé de réadaptation, [L-1] 115; [R-1.10] 1, 8, 16
- Soins à domicile d'un infirmier, d'un garde-malade auxiliaire ou d'un aide-malade, [R-1.10] 2, 7, 12, ann. 1
- Soins ou examens médicaux hors du Québec, [R-1.10] 3
- Solution appropriée la plus économique, [R-1.10] 4
- Information à l'employeur, [L-1] 274
- Information à la CNESST, [L-1] 274, 276
- Infraction et peine, [L-1] 463
- Période d'absence continue, [L-1] 240, 241
- Période d'exercice des droits, [L-1] 240
- Premiers secours, [L-1] 190; [R-1.10] 16
- Services de premiers soins, [L-1] 191
- Priorité d'emploi, [L-1] 236
- Professionnel de la santé, [L-1] 192, 199, 204, 209
- Programme de stabilisation économique, [R-1.12] 27
- Réclamation à la CNESST, [L-1] 270, 271
- Réclamation en vertu d'un autre régime, [L-1] 449, 450
- Appel, [L-1] 450, 451
- Cumul d'indemnités interdit, [L-1] 448
- Option et avis à la CNESST, [L-1] 452
- Refus d'embauche interdit, [L-1] 243
- Remboursement de certains frais, [L-1] 115, 177; [R-1.10]
- Remboursement du trop-perçu, [L-1] 129, 133, 430
- Rémunération, [L-1] 242
- Révision, [L-1] 241

- Subvention à l'embauche d'un travailleur victime d'une lésion professionnelle, [L-1] 175
- Conditions d'octroi, [R-1.5]
- Demande, [R-1.3] 2, 3
- Entente, [R-1.3] 7, 8
- Fin, [R-1.3] 14
- Montant et durée, [R-1.3] 4-8
- Objet, [R-1.3] 1
- Obligations de l'employeur, [R-1.3] 11, 12
- Obligations du travailleur, [R-1.3] 13
- Recouvrement, [R-1.3] 15
- Versement, [R-1.3] 9, 10
- Subvention à l'entreprise, [L-1] 178

Travailleuse enceinte, voir Employée enceinte, Retrait préventif de la travailleuse enceinte

Travaux à risque particulier, voir Code de sécurité pour les travaux de construction, Santé et sécurité au travail

Travaux communautaires, [L-1] 11(2)

Travaux compensatoires, [L-1] 11(1)

Travaux d'arboriculture, voir Santé et sécurité du travail

Travaux dans l'air sous-pression, voir Code de sécurité pour les travaux de construction, Santé et sécurité au travail

Travaux de construction, voir Code de sécurité pour les travaux de construction

Travaux de creusage, voir Santé et sécurité au travail

Travaux de déboisement, voir Travaux forestiers

Travaux de fonderie

- Sécurité et hygiène, [R-2.21]
- Caractéristiques des fonderies, [R-2.21] 9
- Champ d'application du règlement, [R-2.21] 2-6
- Conflit entre le chef de l'établissement et l'inspecteur au sujet d'une équivalence, [R-2.21] 6
- Définitions, [R-2.21] 1
- Entrée et lieu de travail, [R-2.21] 11–25
- Allée, [R-2.21] 23–25
- Entrée, [R-2.21] 11, 12

Index analytique

- Travaux de fonderie (*suite*)
 - Plancher, fosse et ouverture de plancher, [R-2.21] 13–18
 - Plate-forme et passerelle, [R-2.21] 19–22
 - Équipement de nettoyage et de finition des pièces coulées, [R-2.21] 126–137
 - Installation de sablage, [R-2.21] 133–137
 - Nettoyage à la main, [R-2.21] 128–130
 - Tonneau de polissage et de dessablage, [R-2.21] 131, 132
 - Vibreur mécanique de démoulage, [R-2.21] 126, 127
 - Équipement de production, [R-2.21] 120–125
 - Machine à mouler, [R-2.21] 123–125
 - Tamis mécaniques, [R-2.21] 120–122
 - Équipement de protection, [R-2.21] 138–141
 - Casque de sécurité, [R-2.21] 141
 - Chaussure de sécurité, [R-2.21] 138
 - Protection des yeux et du visage, [R-2.21] 139
 - Vêtement de protection, [R-2.21] 140
 - Étuves à moules et à noyaux, [R-2.21] 1b), 84–95
 - Accès aux toits, [R-2.21] 88, 89
 - Chariots sur rails, [R-2.21] 90
 - Étuves chauffées à l'huile combustible ou au gaz, [R-2.21] 91–95
 - Portes, [R-2.21] 84–87
 - Explosion de métal en fusion, [R-2.21] 10
 - Fonderie existant le 10 octobre 1973, [R-2.21] 4
 - Four à creusets, [R-2.21] 1f), 51–55
 - Creusets, [R-2.21] 52–54
 - Four à creusets chauffé à l'huile combustible, [R-2.21] 55
 - Plate-forme du four vertical à creusets, [R-2.21] 51
 - Four à réchauffer ou à traitement thermique, [R-2.21] 1h), 96–101
 - Portes, [R-2.21] 96
 - Protection contre la chaleur, [R-2.21] 97, 98
 - Système de chauffage, [R-2.21] 99–101
 - Four à sole, [R-2.21] 1i), 66–77
 - Chargeuse mécanique, [R-2.21] 71, 72
 - Cuiller et wagonnet de chargement, [R-2.21] 73–75
 - Enlèvement des scories, [R-2.21] 76, 77
 - Protecteur de coulée, [R-2.21] 67, 68
 - Protection contre la chaleur, [R-2.21] 66
 - Rupture de la sole, [R-2.21] 69, 70
 - Four cubilot, [R-2.21] 1d), 33–50
 - Appareil de chargement, [R-2.21] 34–37
 - Conduite d'air, [R-2.21] 38, 39
 - Examen de l'état intérieur du four, [R-2.21] 50
 - Ouverture des portes de vidange, [R-2.21] 42–45
 - Plancher situé sous le four, [R-2.21] 33
 - Protection contre les chutes d'objets, [R-2.21] 46, 49
 - Réparation ou regarnissage, [R-2.21] 46–50
 - Trou de coulée, [R-2.21] 40
 - Trou de scorie, [R-2.21] 41
 - Verrouillage de l'interrupteur, [R-2.21] 48
 - Verrouillage des portes de chargement, [R-2.21] 47
 - Four électrique à arc, [R-2.21] 1e), 78–83
 - Équipement électrique, [R-2.21] 81
 - Fosse de coulée, [R-2.21] 78, 79
 - Porte de chargement, [R-2.21] 80
 - Protection des yeux, [R-2.21] 82, 83
 - Four électrique à induction, [R-2.21] 1g), 56–65
 - Chargement et nettoyage du four à induction, [R-2.21] 57–63
 - Commande électrique, [R-2.21] 64, 65
 - Plate-forme du four électrique à induction, [R-2.21] 56
 - Lieu de travail et équipement exempts de risques d'accident, [R-2.21] 8
 - Manutention du matériel, [R-2.21] 102–119
 - Bennes de grue, [R-2.21] 118, 119
 - Creusets et poches de coulée, [R-2.21] 102–114

Travaux de fonderie (*suite*)

- Palonniers, chaînes de suspension, élingues, crochets et autres accessoires, [R-2.21] 115–117
- Nature, dimension et arrangement des matériaux et dispositifs, [R-2.21] 5
- Nouvelle fonderie, [R-2.21] 3
- Obligations de l'employeurs, [R-2.21] 7–10
- Préparation des fours, [R-2.21] 26–32
 - Allumage des fours, [R-2.21] 30–32
 - Entrée dans les fours, [R-2.21] 26
 - Réglage de l'admission de combustible, [R-2.21] 27–29

Travaux de sautage (manutention et usage des explosifs), voir Code de sécurité pour les travaux de construction, Santé et sécurité au travail

Travaux forestiers, [R-2.23]

- Champ d'application du règlement, [R-2.23] 2
- Définitions, [R-2.23] 1
- Employeur
 - Obligations, [R-2.23] 4, 28, 51
- Présence sur les lieux de travail, [R-2.23] 6
- Représentant, [R-2.23] 6
- Objet du règlement, [R-2.23] 3
- Premiers secours et premiers soins, [R-2.23] 8
 - Équipement de la salle de premiers soins, [R-2.23] Ann. 1
- Évacuation, [R-2.23] 51.8-51.13, Ann. II
- Hébergement de plus de 50 travailleurs, [R-2.23] 51.14
- Organisation, [R-2.23] 51.1-51.3
- Secouriste forêt, [R-2.23] 51.4-51.7
- Santé et sécurité au travail
 - Abri temporaire, [R-2.23] 51
 - Aménagement forestier, [R-2.23] 26
 - Abattage manuel, [R-2.23] 27–32
 - Formation, [R-2.23] 27
 - Méthode d'abattage, [R-2.23] 30, 31
 - Zone d'abattage, [R-2.23] 1, 29
 - Débardage, [R-2.23] 33–39
 - Travaux d'entretien, [R-2.23] 40–43
 - Campement permanent en forêt, [R-2.23] 43

- Chemin forestier, [R-2.23] 9–11
- Équipement d'aménagement forestier, [R-2.23] 12
 - Arrimage de chargement, [R-2.23] 25
 - Camion, [R-2.23] 24
 - Débroussaillage, [R-2.23] 19, 20
 - Machine forestière, [R-2.23] 21–23
 - Outils à main, [R-2.23] 13–18
- Équipement de protection individuel, [R-2.23] 43.1, [R-2.23] 44–50
 - Casque de sécurité, [R-2.23] 44
 - Chaussures de protection, [R-2.23] 46
 - Gants, [R-2.23] 49, 50
 - Pantalon, [R-2.23] 47, 48
 - Protecteurs oculaires et faciaux, [R-2.23] 45
- Travailleur
 - Obligations, [R-2.23] 5
 - Surveillance, [R-2.23] 7
- Travaux de déboisement, [R-2.19] 332

Travaux nécessitant l'usage des explosifs, voir Code de sécurité pour les travaux de construction, Mine, Santé et sécurité au travail

Travaux reliés à l'exploration ou à l'extraction d'une substance minérale, voir Mine

Travaux sur les chantiers de construction, voir Code de sécurité pour les travaux de construction

Travaux sur les chemins ouverts à la circulation, voir Code de sécurité pour les travaux de construction

Travaux susceptibles d'émettre de la poussière d'amiante, voir Code de sécurité pour les travaux de construction

Tribunal administratif du Québec, [L-2] 120

Tribunal administratif du travail, [L-1] 2, voir aussi Fonds du Tribunal administratif du travail, Recours devant le Tribunal administratif du travail

- Actes de procédure
 - Acte introductif de l'affaire, [R-3.3] 3
 - Communication, [R-3.3] 4, 10-12
 - Dépôt, [R-3.3] 5
 - Désistement, [R-3.3] 8
 - Document exigé, [R-3.3] 6-7
 - Liste de témoins, [R-3.3] 6

Index analytique

- Tribunal administratif du travail (*suite*)
- Agent de relations du travail, [L-3] 86, 108
 - Conflit d'intérêts, [R-3.1] 4 al. 1
 - Devoirs, [R-3.1] 3
 - Nomination, [R-3.1] 2
 - Assesseur, [L-3] 84
 - À vacation ou à titre temporaire, [R-3.1] 2 al. 1, 5
 - Conflit d'intérêts, [R-3.1] 4 al. 2
 - Devoirs, [R-3.1] 3
 - Nomination, [R-3.1] 2
 - Audience
 - Comportement, [R-3.3] 28
 - Confidentialité, [R-3.3] 35
 - Connaissance d'office, [R-3.3] 36
 - Durée, [R-3.3] 23
 - Enregistrement sonore, [R-3.3] 29-30
 - Exclusion des témoins, [R-3.3] 31
 - Interprète, [R-3.3] 34
 - Lieu, [R-3.3] 22
 - Preuve versée dans un autre dossier, [R-3.3] 37
 - Procès-verbal, [R-3.3] 39
 - Remise, [R-3.3] 24-27
 - Témoin, [R-3.3] 32
 - Témoin expert, [R-3.3] 33
 - Visite des lieux, [R-3.3] 38
 - Bureau à Montréal, [L-3] 3
 - Calcul des délais, [R-3.3] 44
 - Expédition ds documents, [R-3.3] 45
 - Citation à comparaître, [R-3.3] 18
 - Notification, [R-3.3] 19
 - Renseignements sur l'état de santé d'une personne, [R-3.3] 20-21
 - Conciliateur, [L-3] 85
 - Conflit d'intérêts, [R-3.1] 4 al. 1
 - Devoirs, [R-3.1] 3
 - Nomination, [R-3.1] 2
 - Confidentialité, [R-3.2] 30
 - Conflit d'intérêts, [L-3] 69-70
 - Constitution, [L-3] 1
 - Division de la construction et de la qualification professionnelle, [L-3] 4, 8; [R-3.4] 46-48, 60-63
 - Division de la santé et de la sécurité du travail, [L-3] 4, 6; [R-3.4] 10, 12, 22, 56-58
 - Division des relations du travail, [L-3] 4, 5; [R-3.4] 11, 46-55
 - Division des services essentiels, [L-3] 4, 7; [R-3.4] 46-48, 59
 - Divisions, [L-3] 4
 - Documents, [L-3] 95-96
 - Élément de preuve, [R-3.4] 10-17
 - Dépôt d'un écrit, [R-3.4] 16
 - Qui ne peuvent être transmis aux parties, [R-3.4] 14
 - Reproduction, [R-3.4] 13
 - Retrait du dossier, [R-3.4] 17
 - Enquête, [L-3] 87
 - Enquêteur
 - Conflit d'intérêts, [R-3.1] 4 al. 1
 - Devoirs, [R-3.1] 3
 - Nomination, [R-3.1] 2
 - Entente, [L-3] 92
 - Exercice financier, [L-3] 100
 - Fonctions, [L-3] 1
 - Immunité, [L-3] 10, 108
 - Impartialité et intégrité, [R-3.1] 1
 - Inspection en santé et sécurité du travail, [L-2] 20, 191.1
 - Livres et comptes, [L-3] 102
 - Membre, [L-3] 2
 - Activités incompatibles, [R-3.2] 17-18
 - Activités partisans, [R-3.2] 19
 - Affectation, [L-3] 83, 265
 - Allocation de transition, [R-3.5] 25-29
 - Avantages sociaux et autres conditions de travail, [L-3] 267, [R-3.5] 14-29, ann. I, ann. II
 - Avis de recrutement, [R-3.3] 1-3
 - Candidature, [R-3.3] 4, 30
 - Code de déontologie, [R-3.2]
 - Comité de sélection, [R-3.3] 5-9
 - Consultation, [R-3.3] 14
 - Critères de sélection, [R-3.3] 15
 - Fonctionnement, [R-3.3] 10-13
 - Rapport, [R-3.3] 16-19
 - Comportement public, [R-3.2] 13
 - Conflit d'intérêts, [L-3] 69-70; [R-3.2] 14
 - Congé d'absence, [R-3.5] 18.1
 - Congé sans solde, [L-3] 65, [R-3.5] 23, 24
 - Connaissances et habiletés, [R-3.2] 8

Tribunal administratif du travail (*suite*)

- Déclaration d'aptitude, [L-3] 55
- Démission, [L-3] 73, [R-3.5] 22
- Destitution, [L-3] 74
- Discrétion, [R-3.2] 9
- Disponibilité, [R-3.2] 7
- Droits parentaux, [R-3.5] 18.2
- Durée du mandat, [L-3] 57
- En surnombre, [L-3] 76
- Évaluation du rendement, [R-3.5] ann. IV
- Exercice de ses fonctions, [R-3.2] 3-4
- Exercice exclusif des fonctions, [L-3] 71
- Fin du mandat, [L-3] 72
- Fonction occupée à titre gratuit, [R-3.2] 16
- Immunité, [L-3] 107-108
- Impartialité et objectivité, [R-3.2] 11
- Incapacité, [L-3] 75
- Indépendance, [R-3.2] 12
- Intégrité et indépendance du Tribunal, [R-3.2] 6
- Neutralité politique, [R-3.2] 15
- Qualification, [L-3] 52
- Recommandation, [R-3.3] 22-24
- Recrutement, [L-3] 53; [R-3.3]
- Récusation, [R-3.4] 40-43
- Régime de retraite, [L-3] 64; [R-3.5] 15
- Registre des personnes aptes, [L-3] 54; [R-3.3] 1, 20-21
- Règlements du gouvernement, [L-3] 61
- Rémunération, [L-3] 56, 60, 62-63, 266, [R-3.5] 1-13, ann. I, ann. II
- Renouvellement du mandat, [L-3] 58-59; [R-3.3] 25-29
- Respect et courtoisie, [R-3.2] 5
- Secret du délibéré, [R-3.2] 10
- Sélection, [L-3] 53-54
- Serment, [L-3] 66, 264
- Personnel, [L-3] 93, 108
- Pièces, [L-3] 96
- Pouvoirs, [L-3] 9-10
- Président
 - Affectation d'un membre, [L-3] 83
 - Délégation de fonctions, [L-3] 90
 - Désignation, [L-3] 77
 - Durée du mandat, [L-3] 79
 - Fin du mandat, [L-3] 80

- Fonctions, [L-3] 82, 88
- Perte de qualité, [L-3] 81
- Plan présenté au ministre, [L-3] 104
- Prévisions budgétaires, [L-3] 101
- Rapport annuel, [L-3] 103
- Rapport d'expert, [R-3.4] 15
- Recours interdit, [L-3] 109
- Règles de preuve, de procédure et de pratique, [L-3] 35.1, 105, 262-263; [R-3.4] 1-2
- Représentation, [R-3.4] 9
- Retrait préventif, [L-2] 36, 37.1-37.3
- Secrétaire, [L-3] 93
 - Garde des dossiers, [L-3] 94
- Siège, [L-3] 3
- Suppléance, [L-3] 78
- Tarif, honoraires et frais, [L-3] 106
- Vice-président, [L-3] 77
 - Durée du mandat, [L-3] 79
 - Fin du mandat, [L-3] 80
 - Fonctions, [L-3] 91
 - Perte de qualité, [L-3] 81

Trimestre

- Définition, [R-1.4] 1; [R-1.5] 212

Trolley, voir Mine

Tronçonneuse, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Santé et sécurité au travail, Travaux forestiers

Trousse

- Contenu, [R-1.13] 4, 5, 8, 9
- Définition, [R-1.13] 1
- Emplacement, [R-1.13] 4
- État et propreté, [R-1.13] 6, 10
- Localisation
 - Affichage, [R-1.13] 13
- Nombre, [R-1.13] 4, 8
- Transport à l'usage des travailleurs, [R-1.13] 5, 9

Tuteur, [L-1] 141

Tuyau de transport du béton, voir Béton

U

Unité d'exception, voir aussi Classification des employeurs

- Définition, [R-1.5] 2

Index analytique

Unité de classification des employeurs

- Secteurs, [R-1.5] ann. 1

Urgence (mesure de sécurité), voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Mine, Santé et sécurité au travail, Train

Usage des explosifs, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Mine, Santé et sécurité au travail

V

Vanne d'extincteurs, voir Extincteur automatique ou libre

Vapeur, voir Santé et sécurité au travail

Véhicule

- Entretien, [R-2.19] 333–337
- • Roues sous pression, [R-2.19] 337

Véhicule automobile, [L-1] 155

Véhicule automoteur, voir aussi *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Santé et sécurité au travail

- Définition, [R-2.4] 1.1(33); [R-2.19] 1

Véhicule de premiers soins, voir Véhicule de secours

Véhicule de secours, voir aussi Service ambulancier

- Préposé
- • Infirmier ou infirmière obligatoire, [R-1.13] 21

Véhicule motorisé (mine), voir Mine

Véhicule-taxi, [R-1.7] 6, 7

Véhicule tout terrain, voir aussi *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Mine, Santé et sécurité au travail

- Définition, [R-2.4] 3.10.2.1; [R-2.19] 1; [R-2.20] 214.1

Ventilation (chantier souterrain), voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*

Ventilation (mine), voir Mine

Ventilation (santé et sécurité au travail), voir Santé et sécurité au travail

Ventilation adéquate

- Définition, [R-2.4] 1.1(34)

Vestiaire, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Santé et sécurité au travail

Vêtement ample, voir Santé et sécurité au travail (équipement de protection)

Victime d'un crime, voir Programme de stabilisation

Violence à caractère sexuel, [L-1] 2, [L-1] 28.0.1, [L-1] 28.0.2, [L-1] 270, [L-1] 271, [L-1] 272, [L-1] 443, [L-1] 452

- Règles de preuve, [L-3] 35.1

Violence conjugale, [L-3] 35.1

Violence dans le lieu de travail, voir aussi Harcèlement et violence dans le lieu de travail (prévention), Santé et sécurité au travail

Voie d'accès, voir Santé et sécurité au travail

Voie de circulation, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Santé et sécurité au travail

Voie de guidage des machines, voir Santé et sécurité au travail

Voie ferrée, voir *Code de sécurité pour les travaux de construction*, Train

Voyage

- Définition, [R-2.3] 1; [R-2.2] 24

W

Wagonnet de chargement, voir Travaux de fonderie

Y

Yukon, voir Territoire du Yukon

Z

Zone de décontamination, voir aussi Santé et sécurité au travail

- Définition, [R-2.19] 312.79

Zone d'influence, voir aussi Santé et sécurité au travail

- Définition, [R-2.19] 312.1

Zone de soutien, voir aussi Santé et sécurité au travail

- Définition, [R-2.19] 312.79

Zone de travail

- Définition, [R-2.4] 1.1(35)